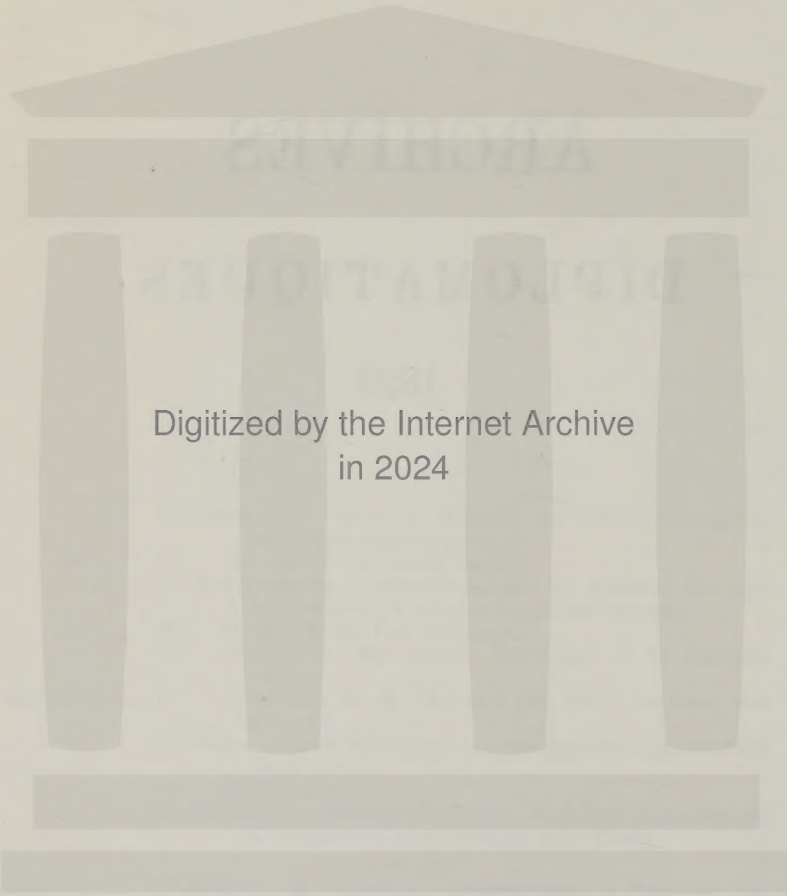


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens

à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques

Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SERIE

TOME LXX

AVRIL, MAI, JUIN

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire	simple..... 5 —
	double..... 9 —

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES,

GRANDE-BRETAGNE — RUSSIE

**Echange de notes relativement à leurs intérêts respectifs
en matière de chemins de fer en Chine.**

16-28 avril 1899.

Le Comte Mouravieff, ministre des Affaires étrangères de l'Empire de Russie, à Sir C. Scott, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.

Le Soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de Russie, dûment autorisé à cet effet, a l'honneur de faire à son Excellence Sir Charles Scott, Ambassadeur Britannique, la déclaration suivante :

La Russie et la Grande-Bretagne, animées du sincère désir d'éviter en Chine toute cause de conflits dans les questions où leurs intérêts se rencontrent et prenant en considération la gravitation économique et géographique de certaines parties de cet Empire, sont convenues de ce qui suit :

1. La Russie s'engage à ne pas réclamer pour son compte et en faveur de sujets Russes ou autres des Concessions quelconques de chemins de fer dans le bassin du Yang-t'é et à ne pas contrecarrer directement ou indirectement dans cette région les demandes de Concessions de chemins de fer, appuyées par le Gouvernement Britannique.

2. La Grande-Bretagne, de son côté, s'engage à ne pas réclamer pour son compte et en faveur de sujets Britanniques ou autres des Concessions quelconques de chemins de fer au nord du Grand Mur de Chine et à ne pas contrecarrer directement ou indirectement dans cette région les demandes de Concessions de chemins de fer, appuyées par le Gouvernement Russe.

Les deux parties Contractantes, n'ayant nullement en vue de porter une atteinte quelconque aux droits souverains de la Chine, ainsi qu'aux Traités existants, ne manqueront pas de faire part au Gouvernement Chinois du présent arrangement qui, en écartant toute cause de complication entre elles, est de nature à consolider la paix dans l'Extrême-Orient et à servir aux intérêts primordiaux de la Chine elle-même.

Le Soussigné, etc.

(Signé) : Comte MOURAVIEFF.

Saint-Petersbourg, le 16-28 avril 1899.

(Le même jour, Sir C. Scott a signé une déclaration identique en anglais.)

Ces déclarations ont été accompagnées de la communication suivante :

Le Comte Mouravieff à Sir C. Scott.

Pour compléter les notes échangées aujourd'hui concernant la répartition des sphères de Concessions et d'exploitation des chemins de fer en Chine, il a été convenu de consigner dans la présente note additionnelle l'accord survenu au sujet de la ligne Shangaïkuan-Newchwang, pour la construction de laquelle un emprunt a déjà été contracté par le Gouvernement Chinois à la Banque de Shanghai-Hong Kong, agissant au nom de la « British and Chinese Corporation ».

L'arrangement général, établi par les notes précitées, ne portera aucune atteinte aux droits acquis en vertu du Contrat de l'emprunt susdit, et il sera loisible au Gouvernement Chinois de nommer tant un ingénieur Anglais qu'un comptable Européen pour surveiller la construction de la ligne de chemin de fer en question et la dépense des sommes y affectées. Mais il reste bien entendu que ce fait ne saurait constituer un droit de propriété ou de contrôle étranger et que la ligne en question doit rester Chinoise, soumise au contrôle du Gouvernement Chinois, et ne pourra être engagée ou aliénée à une Compagnie non Chinoise.

Pour ce qui est de l'embranchement, se dirigeant de Siaoheïchan à Sinminting outre les restrictions susdites il a été convenu qu'il sera construit par la Chine elle-même, qui pourra admettre des ingénieurs Européens — pas nécessairement anglais — pour l'inspecter périodiquement, vérifier et certifier que les travaux sont dûment exécutés.

Le présent Accord spécial ne saurait, naturellement, entraver d'aucune façon le droit du Gouvernement Russe d'appuyer, s'il le juge opportun, des demandes de sujets ou établissements Russes, relatives à des Concessions de chemins de fer qui, partant de la ligne principale de Mandchourie et se dirigeant au sud-ouest, traverseraient la région où sera construite la ligne Chinoise aboutissant à Sinminting et Newchwang.

Le Soussigné, etc.

(Signé) : Comte MOURAVIEFF.

Saint-Petersbourg, le 16 (28) avril 1899.

(Sir C. Scott a écrit une lettre identique au Comte Mouravieff.)

FRANCE — RUSSIE

Convention relative à l'exemption de la Caution judicatum solvi

15-27 juillet 1896 (1).

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. l'empereur de Russie désireux de faciliter à l'avenir la solution des actions portées devant les tribunaux français par les sujets russes et devant les tribunaux russes par les sujets français, sont convenus des dispositions suivantes :

Il ne sera exigé des sujets russes qui auraient à poursuivre une action en France ou dans les colonies françaises, comme demandeurs principaux ou intervenants, aucuns droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis les Français conformément aux lois françaises.

Réciproquement, il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Russie, comme demandeurs principaux ou intervenants, aucuns droit, dépôt ou caution auxquels ne seraient pas soumis les sujets russes d'après les lois de l'empire.

En foi de quoi, les soussignés, l'ambassadeur de la République française et le ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur de Russie, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 15/27 juillet 1896.

(L. S.) Signé : MONTEBELLO.

(L. S.) Signé : LOBANOW.

(1) Promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 14 avril 1899.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPECHES, NOTES.

CONFÉRENCE SANITAIRE INTERNATIONALE DE PARIS

(Suite) (1)

« C'est un fait considérable, et dont la Conférence doit tenir le plus grand compte, que cette augmentation aux Indes de la mortalité par choléra.

« L'honorable M. Cuninghame indique qu'il n'y a que peu d'années que des améliorations sanitaires ont été faites avec vigueur dans les diverses parties du monde : « L'on peut douter, dit-il, qu'aucun Gouvernement ait « pleinement réalisé une œuvre de telle importance. » Il est vrai qu'aucun ne l'a pleinement réalisée. Mais plusieurs ont fait dans ce sens des efforts sérieux, couronnés d'admirables succès, et, sans parler ici de la France, nos collègues de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie et d'Angleterre pourraient donner à cet égard des informations décisives. Partout où des mesures d'assainissement bien conçues ont été prises, la mortalité générale, et particulièrement la mortalité par maladies infectieuses, a diminué.

« Faut-il admettre, comme on l'a indiqué quelquefois, que les conditions climatiques et surtout telluriques de l'Inde sont telles que les travaux d'assainissement ont peu d'influence sur la mortalité par choléra ? Nous ne le pensons pas. A la Conférence de Vienne, M. le Docteur Dickson, Délégué de la Grande-Bretagne, disait : « L'épidémie de 1872, dans la province du « Bengale, a donné lieu à des études attentives de la Commission sanitaire « dans le but de découvrir autant que possible les causes qui tendent à « localiser cette maladie. La Commission déclare qu'elle les a trouvées « toujours dépendantes de sources d'insalubrité capables d'être corrigées « par des améliorations hygiéniques. » Cette opinion de M. Dickson a été confirmée par les faits. Nombre d'exemples pourraient être cités qui prouvent qu'aux Indes, dans des localités où l'on a distribué de l'eau pure et installé de bons systèmes d'évacuation, la conséquence immédiate a été la diminution de la mortalité générale et spécialement de la mortalité cholérique. Nous sommes d'accord sur ce point avec l'honorable M. Cuninghame, quand il dit que dans certaines villes des mesures sanitaires ont été exécutées « avec des résultats excellents, surtout marqués par la diminution du choléra ».

« Si donc la courbe de la mortalité chronique aux Indes ne s'abaisse pas, si au contraire elle s'élève, si chaque année aux Indes c'est par centaines

(1) Voir *Archives*, 1899, I, p. 270.

de mille qu'il faut nombrer les décès par choléra, ce n'est pas l'inefficacité des mesures sanitaires qu'il en faut accuser, c'est leur insuffisance.

« Nous reconnaissons avec l'honorable M. Cunningham les difficultés exceptionnelles de l'opération. Nous savons que le Gouvernement indien n'a pas encore en main, comme l'a le Gouvernement anglais, une loi générale l'armant de manière à vaincre les résistances des autorités locales. Mais plus l'œuvre est difficile, plus elle est retardée, plus les résultats obtenus jusqu'ici sont insignifiants, plus aussi il est nécessaire que le Gouvernement indien surveille l'embarquement dans les ports de l'Inde, que le Gouvernement anglais multiplie les précautions pour empêcher le choléra d'entrer dans la mer Rouge, que l'un et l'autre acceptent et appliquent toutes mesures ayant quelque chance, d'une part, d'éviter l'embarquement aux Indes de personnes atteintes ou d'objets susceptibles de transmettre le mal, d'autre part, si l'embarquement a eu lieu, d'éviter leur arrivée jusqu'à Camaran.

« Dans les Indes anglaises se trouve l'atelier de production du choléra. L'Europe ne connaissait pas le choléra avant que les Indes fussent possession anglaise. C'est donc principalement à l'Empire britannique qu'il appartient de s'opposer à son exportation. »

M. le Chirurgien général CUNNINGHAM, délégué de l'Inde britannique, indique qu'il a écouté l'intéressant exposé qu'a fait M. Monod, et il espère que la Conférence voudra bien lui permettre de présenter dans une prochaine séance plénière quelques observations sur le sujet traité dans cet exposé.

M. le PRÉSIDENT donne ensuite, sur sa demande, la parole à M. le Docteur O. SHAKESPEARE qui lit la communication suivante :

« Messieurs,

« Qu'il me soit permis, tout d'abord, de déclarer que toutes les sympathies de S. Exc. le Président des Etats-Unis d'Amérique et de son Gouvernement sont acquises à l'œuvre d'humanité et de progrès en matière de défense contre le choléra entreprise déjà par les Puissances européennes à Venise et à Dresde, œuvre continuée aujourd'hui à Paris sur l'initiative du Gouvernement de la République française.

« Je voudrais ajouter que j'exprime ici non seulement l'opinion de la Délégation américaine, mais aussi l'opinion unanime de nos autorités sanitaires quand je déclare que ces Conférences internationales offrent le seul moyen rationnel d'arriver à un résultat lorsqu'il s'agit d'empêcher avec succès la propagation d'un fléau comme le choléra. A cet égard, je puis dire que nous avons toujours pris le plus vif intérêt à suivre ces Conférences, et que toujours nous avons amplement profité des discussions qu'elles ont soulevées et des conclusions qu'elles ont établies.

« C'est ce qui explique l'empressement avec lequel le Gouvernement des Etats-Unis a accepté l'invitation que lui avait faite le Gouvernement de la République française d'assister à la réunion d'une Conférence sanitaire internationale à Paris, dans le but d'arriver à la solution d'un problème aussi grave que celui qui concerne la prospérité des peuples et la salubrité du monde. En nous confiant le devoir de représenter la République américaine du Nord, le Président nous a chargés de soutenir et de favoriser toutes les mesures rationnelles et pratiques en vue de coopérer avec vous,

Messieurs, à l'établissement de mesures destinées à empêcher la transmission et le développement du choléra.

« En se conformant à ces instructions, la Délégation américaine aura à cœur de remplir le devoir qui lui est confié avec l'esprit d'équité nécessaire pour concilier à la fois le respect des coutumes locales et les exigences du commerce international, avec l'intérêt que réclament la santé et le bien-être des individus de toutes les nations.

« En ce qui concerne le problème si ardu et si important pour le monde entier que notre honorable Président et notre distingué collègue M. le Professeur Proust ont posé à la première séance en termes si éloquents et avec une science si approfondie, je puis répondre que nous nous efforcerons dans la mesure de nos moyens d'en rechercher la solution.

« J'ai la ferme conviction, Messieurs, que des diplomates aussi distingués et des médecins aussi savants que ceux que compte cette illustre assemblée ne sauraient aborder l'étude relative aux moyens de concilier des intérêts contraires sans en tirer, quels que soient les obstacles qu'ils rencontrent, des résultats précieux pour le progrès et l'humanité tout entière.

« Je viens de vous faire part, en termes généraux, des sentiments et des espoirs de mon Gouvernement au sujet du programme élaboré avec tant de sagesse et de précision qui va faire l'objet des délibérations de cette Conférence.

« Je vous demanderai maintenant la permission de toucher à une branche importante de la grande question de défense internationale contre le choléra, qui, selon nous, a été quelque peu négligée dans les Conférences sanitaires antérieures : je veux parler de l'émigration européenne en Amérique.

« Bien que notre Gouvernement n'ait pas eu l'honneur d'être représenté aux Conférences sanitaires de Venise et de Dresde, il n'en est pas moins certain qu'il existe une relation intime entre la santé publique de l'Europe et la salubrité de l'Amérique. Grâce aux facilités du commerce transatlantique, des quantités énormes d'émigrants (plus de 400,000 par an), partis de tous les coins de l'Europe et même d'Asie Mineure, arrivent incessamment dans les ports américains et de là se répandent sur tout notre territoire dans un état inquiétant de salubrité à cause de leur misère ou de leur malpropreté. La sanitation de l'Europe, vous le comprenez, nous intéresse donc au plus haut degré, et nous sommes loin de nous désintéresser de la marche et des fluctuations que subit le choléra en Europe. Nous avons, en effet, la preuve incontestable que ce fléau nous est toujours arrivé d'Europe, soit par des transports d'émigrants malades, soit par leurs effets à usage contaminés. Voilà, Messieurs, ce qui nous servira de base pour combattre l'introduction du choléra aux Etats-Unis, et les mesures qu'on nous propose sont précisément celles qu'il nous faut employer pour empêcher les germes du choléra de pénétrer chez nous tant par les individus eux-mêmes que par les vêtements des émigrants. Beaucoup d'endroits, de villages ou même de villes américaines manquent absolument, je l'avoue, d'une organisation hygiénique locale ; d'autres ne possèdent qu'une organisation à l'état rudimentaire. Il existe également de grandes villes où il serait difficile d'amener de l'eau potable complètement à l'abri des germes du choléra. L'examen de ces circonstances et le douloureux souvenir du choléra de Hambourg ne sont pas pour nous donner confiance en un système de défense publique qui ne s'attacherait qu'aux signes apparents du fléau en laissant de côté les germes cachés de l'infection.

« Je dois dire cependant qu'à côté de villes ou de villages dépourvus plus ou moins complètement d'une organisation hygiénique locale, il en existe heureusement beaucoup dont l'organisation est complète et laisse peu de choses à désirer. Ce qui le prouve, c'est la rapidité avec laquelle nous étouffons la contagion de la variole, du typhus et même du choléra. Un exemple frappant nous est fourni en 1887 et 1892 par la ville de New-York et par Jersey-City en 1893, lorsque éclata, dans la station quarantenaire de la ville, le choléra amené par des émigrants venus de Naples et de Hambourg. Il y eut assurément quelques cas en ville pendant l'épidémie qui sévissait dans le lazaret de New-York, mais jamais un cas de choléra n'a donné naissance à un second.

• Une autre circonstance qui favorise encore chez nous la propagation de la maladie, ce sont les chemins de fer dont l'immense réseau supérieur au réseau européen de plus de 66,8x6 kilomètres pour l'année 1893, répand sur tous les points de notre territoire des multitudes d'émigrants. Joignez à cela l'étendue de notre réseau de navigation fluviale, la multiplicité des échanges de marchandises entre provinces et vous pourrez imaginer les pertes colossales qu'éprouverait notre commerce intérieur, libre de douanes ou d'octrois, par des mesures contre le choléra qui, bien que temporaires, ne laisseraient pas que de constituer de sérieuses entraves.

• Il n'y a que deux ou trois ans que le droit de faire des règlements sanitaires et d'administration a été enlevé, au profit du Gouvernement fédéral, aux autorités locales en ce qui concerne les frontières soit du pays, soit des provinces.

• Par contre, les questions sanitaires ou administratives intérieures de chaque province ne relèvent pas encore du Gouvernement fédéral ou d'officiers délégués du pouvoir central. Il nous manque, en un mot, les moyens d'exercer la surveillance à domicile dont on dispose en Angleterre.

• Si nous supprimions les mesures de protection aux frontières, nous ne pourrions plus nous défendre contre le choléra ni contre les pertes énormes qui en résulteraient pour notre commerce intérieur, encore plus considérable que notre commerce extérieur.

• Lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de notre commerce intérieur, nous n'avons pas le choix entre les moyens. En face du seul mode de propagation des germes du choléra en Amérique, à savoir l'introduction de la maladie par les effets personnels des émigrants ou par ces émigrants eux-mêmes, il ne nous reste qu'à appliquer le principe fondamental de défense qui consiste à fixer des entraves à l'arrivée de leurs navires jusqu'à ce que nous ayons une législation fédérale et locale permettant de les suivre jusqu'à leurs lieux de destination, de les y surveiller sérieusement et d'y procéder, le cas échéant, sur place, aux mesures propres à étouffer rapidement les foyers d'infection.

• Un courant d'opinion existe actuellement en vue de créer un bureau fédéral de santé publique, ayant le contrôle général de la sanitation et de l'assainissement aux Etats-Unis.

• Je n'ai pas eu l'intention, dans tout ce qui précède, de prétendre que notre population se trouve dans des conditions de vie malsaines ou misérables; bien au contraire, j'ai la conviction intime que ces conditions sont généralement meilleures que celles où vivent les agglomérations dans les pays européens.

• Si nous n'avions pas à redouter les arrivages d'émigrants malades ou pourvus d'effets à usage suspects, nous pourrions aisément enlever, même

si le choléra existait en Europe, toute entrave en ce qui concerne le commerce ou les passagers ordinaires. Mais c'est précisément l'état suspect et peu satisfaisant que présentent actuellement ces émigrants que disséminent partout nos chemins de fer, les contaminations mêmes qu'ils ont pu avoir avant leur départ dans les différentes localités de l'Europe, qui nous forcent, dans le but d'empêcher la propagation du fléau, à prendre des mesures même à l'égard de passagers en excellent état de santé et de marchandises qui n'ont eu que le tort de se trouver sur le même navire que les émigrants dont j'ai parlé.

« Le mouvement des passagers et des marchandises venant d'Europe n'aurait à subir que peu d'obstacles quaranténaires, même lorsque le choléra sévit dans le port de départ, si l'on interrompait temporairement les transports d'émigrants par mer et par terre ou si ces émigrants, leur état sanitaire et hygiénique et leurs bagages, ainsi que les navires, étaient dans des conditions prophylactiques tout à fait satisfaisantes et étaient garanties contre toute infection même pendant le voyage par terre ou par mer.

« Il existe, à notre sens, une grande analogie entre ces grands mouvements de pèlerins musulmans, qui menacent périodiquement la santé de l'Europe, comme les intérêts du commerce international, et ces émigrants qui se dirigent de l'Europe vers l'Amérique en quantités beaucoup plus considérables et dans des conditions très favorables à la propagation rapide du choléra.

« En ce qui concerne les instructions que nous avons reçues, nous croyons devoir déclarer que la Délégation américaine est « autorisée à prendre part, avec les Délégués des autres Puissances, aux délibérations dont le but est de compléter et de sanctionner les travaux des Conférences antérieures de Venise et de Dresde. Avec votre concours, notre Délégation s'efforcera de rechercher les mesures à prendre pour empêcher le retour et l'extension du choléra sous une forme épidémique. Elle soumettra ensuite ces mesures au Gouvernement des Etats-Unis *ad referendum*, en vue d'en assurer l'adoption internationale. »

« Le Gouvernement des Etats-Unis a accepté l'invitation de participer aux discussions et aux conclusions de cette Conférence dans l'espoir qu'elle porterait non seulement sur la question de la propagation du choléra par les pèlerins se rendant de l'Inde vers la Mecque, mais aussi sur la question très importante de la propagation du choléra par les émigrants se rendant d'Europe vers l'Amérique.

« Dans l'opinion de notre Gouvernement, ces deux questions devraient intéresser, au même titre, les Puissances de l'Europe, l'importance en étant aussi considérable pour la santé publique que pour les relations commerciales.

« Il est clair, en effet, que si les Puissances européennes ne veillent pas à la propreté et à la santé de leurs émigrants, lorsque règne le choléra en Europe, les navires qui les transportent seraient mis en quarantaine aux Etats-Unis; de là résulteraient des conséquences funestes au point de vue de notre commerce international et nuisibles aux intérêts matériels de l'Europe.

« Le Gouvernement des Etats-Unis serait extrêmement désireux de ne pas se trouver dans l'obligation d'imposer dans ses ports de telles mesures qui ne protègent la santé publique qu'au prix de pertes considérables pour le commerce international.

« C'est pourquoi la Délégation américaine croit devoir proposer formelle-

ment à la Conférence de vouloir bien prendre sérieusement en considération la question relative au traitement à appliquer aux émigrants qui s'embarquent, alors que le choléra sévit en Europe, dans des ports européens, à destination de l'Amérique. En faisant actuellement cette proposition, nous n'avons fait qu'exprimer à MM. les Délégués des diverses Puissances le désir de notre Gouvernement. Nous tenons à leur laisser le temps nécessaire pour recevoir de leurs Gouvernements respectifs des instructions quant à ce nouveau sujet.

« Nous croyons cette proposition d'autant plus justifiée que, à l'issue de la Conférence de Dresde, la très importante question du traitement des émigrants est restée ouverte à la discussion. En la formulant dès lors aujourd'hui, nous n'en sollicitons pas la mise en discussion immédiate, nous prions au contraire nos honorables Collègues de vouloir bien en différer l'examen jusqu'à ce qu'ils aient eu le temps de recevoir les instructions définitives de leurs Gouvernements respectifs. »

Statistique du nombre des émigrants d'Europe aux Etats-Unis suivant leur provenance, de 1881 à 1890.

Angleterre.....	649.032	
Irlande.....	635.381	
Ecosse.....	149.856	
Colonies.....	11.000	
Grande-Bretagne (sans spécification).....	147	
Chiffre total de la Grande-Bretagne.....		1.466.426
Autriche.....	226.020	
Belgique.....	17.506	
Danemark.....	88.103	
France.....	50.460	
Allemagne.....	1.452.952	
Hongrie.....	127.678	
Italie.....	307.093	
Hollande.....	53.701	
Suède et Norvège.....	560.483	
Russie.....	265.064	
Espagne et Portugal.....	5.564	
Suisse.....	81.987	
Toutes les autres contrées de l'Europe.....	22.770	
Chiffre total de l'Europe continentale.....		4.725.814
Total général des dix ans, de 1881 à 1890.....		6.192.240

Le chiffre des émigrants arrivant au port de New-York (1893) était de 357.857; ils appartenaient en majeure partie aux nationalités ci-après, dans les proportions suivantes :

Italie.....	65.000
Autriche-Hongrie.....	56.000
Allemagne.....	54.000
Royaume Uni.....	50.000
Pays scandinaves.....	46.000
Russie.....	46.000

Émigration de l'Europe dans les Etats-Unis d'Amérique de 1820 à 1893

De 1821 à 1830.....	128.502
De 1831 à 1840.....	538.381

De 1841 à 1850.....	1.427.337
De 1851 à 1860.....	2.799.329
De 1861 à 1870 (durant la guerre civile).....	2.041.539
De 1871 à 1880.....	2.742.137
En 1881.....	669.431
En 1882.....	788.992
En 1883.....	603.322
En 1884.....	518.592
En 1885.....	395.346
En 1886.....	334.203
En 1887.....	490.119
En 1888.....	546.889
En 1889.....	444.427
En 1890.....	455.302
En 1891.....	560.319
En 1892.....	623.084
En 1893.....	439.730
CHIFFRE TOTAL.....	<u>16.468.991</u>

De 1789 à 1820, nombre estimé : 250.000.

M. Hanotaux, Délégué de France, fait observer que la question soulevée et la proposition formulée par M. le Docteur Shakespeare ne touchent qu'indirectement à celles qui font l'objet des travaux de la Conférence actuelle et à l'examen desquelles le Gouvernement de la République a convié les Puissances.

Malgré toute l'attention avec laquelle elle a pris note des considérations développées par M. le premier Délégué des Etats-Unis à l'appui de la proposition du Gouvernement de l'Union, la Délégation française ne peut en conséquence que déclarer qu'elle se trouve, actuellement, sans instructions sur cette question. Elle s'empressera de soumettre la proposition dont il s'agit au Gouvernement de la République.

M. de Schoen, premier Délégué de l'Allemagne, en faisant remarquer qu'il n'exprime actuellement qu'une opinion absolument personnelle, indique qu'en présence de l'intérêt avec lequel son Gouvernement envisage les questions d'émigration, et eu égard au rang qu'occupe son pays dans le mouvement de l'émigration européenne vers l'Amérique, il a lieu de penser que le Cabinet de Berlin est désireux d'arriver à une entente avec le Gouvernement américain sur la question posée par M. Shakespeare ; il lui semble, d'ailleurs, que l'Allemagne est aujourd'hui en mesure de donner des garanties sanitaires suffisantes au Gouvernement de l'Union pour que ses provenances ne soient plus exposées à subir, dans les ports américains, le traitement si rigoureux que leur a attiré la dernière épidémie cholérique de Hambourg. Il réserve, d'ailleurs, l'opinion de son Gouvernement quant à la forme et quant à l'époque qui devrait utilement être arrêtée pour l'échange de vues que réclame la question. Sous le bénéfice de ces considérations, M. le Délégué de l'Allemagne fait connaître que, comme MM. les Délégués de la France, il saisira de la proposition actuelle son Gouvernement et fera connaître ultérieurement sa manière de voir.

M. le Marquis Malaspina déclare, de son côté, qu'il se rallie entièrement aux vues que viennent d'exprimer MM. les Délégués de France et d'Allemagne, et que la Délégation italienne ne manquera pas de porter la proposition de M. le premier Délégué des Etats-Unis à la connaissance du

Gouvernement du Roi. Elle le fera d'autant plus volontiers que la question des émigrants est une de celles qui intéressent au plus haut degré son pays. « Nous nous réservons, ajoute-t-il, de faire connaître à la Conférence dans une de ses prochaines séances plénières les vues de notre Gouvernement au sujet des questions soulevées par M. Shakespeare. Mais nous nous permettons d'exprimer aujourd'hui l'avis que le programme des travaux qui nous a été tracé par la Délégation française est déjà en lui-même assez étendu et assez important pour réclamer d'abord toute notre attention.

« Nous pourrions aussi regretter (et en disant cela nous ne faisons qu'exprimer une opinion personnelle), si la Conférence accepte plus tard la proposition de M. le premier Délégué des Etats-Unis, de ne pas voir prendre part à nos délibérations les Etats de l'Amérique du Sud, vers lesquels le courant de l'émigration continue à être, en ce qui concerne l'Italie, assez considérable.

« L'initiative que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique vient de prendre par l'organe de son premier Délégué à cette Conférence sera appréciée par notre Gouvernement, qui, nous en sommes convaincus, sera disposé à examiner, au moment voulu, d'accord avec les autres Puissances, les importantes questions sanitaires se rattachant à l'émigration. »

M. le Chevalier de Stuers, premier Délégué des Pays-Bas, dit de son côté qu'il a déjà informé le Gouvernement néerlandais du but qu'envisage la Délégation des Etats-Unis en présentant la proposition dont il s'agit et qu'il lui en a déjà transmis la teneur à la Haye. Il peut, en conséquence, faire connaître, dès à présent, à la Conférence que le Gouvernement des Pays-Bas est disposé à prendre en sérieuse considération et à faire appuyer en temps opportun cette proposition qui lui paraît faite, non seulement en vue de garantir l'état sanitaire en général, mais aussi dans l'intérêt du libre développement du commerce et des relations internationales.

M. Phipps, premier Délégué de la Grande-Bretagne, déclare qu'il soumettra à son Gouvernement la motion de la Délégation des Etats-Unis.

M. le Baron Eugène Beyens, Délégué de la Belgique, indique également qu'il a saisi de la proposition le Gouvernement belge; il attend les instructions qu'il a sollicitées.

M. le Comte de Kuefstein, premier Délégué de l'Autriche-Hongrie, fait connaître à son tour que, bien qu'il soit difficile actuellement de se rendre compte de toute la portée des propositions de M. le premier Délégué des Etats-Unis, il estime, comme les membres des autres Délégations, que la question dont il s'agit présente un réel intérêt et qu'il serait désirable de la voir régler, en temps opportun, d'une manière satisfaisante. Il croit devoir signaler cependant qu'elle ne touche l'Autriche-Hongrie que d'une manière secondaire.

L'Autriche-Hongrie n'a pas, dit-il, de ports d'émigration proprement dits. Ses émigrants s'embarquent le plus souvent à l'étranger, à Hambourg, Gênes, le Havre, etc., etc. C'est donc aux Etats directement intéressés qu'il appartient de formuler un avis en premier lieu. Il lui semble que la question des émigrants n'a qu'une analogie éloignée avec celle des pèlerins et qu'il n'a pas besoin d'insister sur les points qui les distinguent l'un de l'autre.

M. le Comte de Kuefstein dit qu'il ne manquera pas, cependant, de communiquer au Gouvernement Impérial et Royal les intéressants déve-

loppements de M. le Docteur Shakespeare en demandant des instructions. Mais, comme d'autres questions pourraient être intimement liées à celle du transport des émigrants, il ignore si des instructions détaillées pourront lui parvenir avant la fin des travaux de la Conférence. Il est aussi probable qu'on trouverait nécessaire d'envoyer des délégués spéciaux mieux au courant que lui de la question.

M. le Président demande à M. le Docteur Shakespeare si, en formulant sa proposition au nom du Gouvernement américain, il l'a basée sur l'acceptation, par le Gouvernement de l'Union, des principes consignés dans les Conventions sanitaires internationales de Venise et de Dresde.

M. le Docteur O. Shakespeare répond qu'il y a, il est vrai, de grandes analogies entre la question des émigrants et celle des pèlerins, mais qu'elles comportent aussi des différences de détail ; il ajoute que les Etats-Unis n'ont d'ailleurs pas encore adhéré aux Conventions de Dresde et de Venise.

M. le Président fait connaître que la Commission du golfe Persique a terminé ce matin ses travaux et que M. Yacovlew, Délégué adjoint de Russie, est chargé d'en rédiger le rapport qui sera ultérieurement présenté à la Conférence ; il indique en même temps que la Commission relative à la mer Rouge poursuit l'examen des points qui lui ont été soumis.

M. le Président annonce, d'autre part, que, pour des motifs de service, Hamdi Bey, membre de la Délégation de l'Empire ottoman, a dû retourner à Constantinople.

Avant de clore la séance, M. Barrère donne la parole à M. le Professeur Brouardel qui fait connaître qu'il est à la disposition de ceux de MM. les Délégués qui seront désireux de visiter des établissements sanitaires organisés à Paris et d'examiner des appareils scientifiques de prophylaxie. Il pense qu'un certain nombre de membres des Délégations seraient heureux de connaître les laboratoires de M. Pasteur. Il s'entendra, en conséquence, avec lui, pour fixer le jour où pourrait avoir lieu cette visite.

M. Brouardel propose également à MM. les Délégués de leur faire examiner notamment les perfectionnements apportés par la maison Geneste et Herscher aux divers procédés de désinfection, ainsi que les appareils à l'aide desquels on est parvenu à obtenir de l'eau absolument stérilisée.

M. le Président indique ensuite que la date de la prochaine séance plénière sera portée à la connaissance de MM. les Délégués par des convocations individuelles.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Les Secrétaires,

J. DE CAZOTTE, NÉRATOW,
PAUL ROUX.

Le Président,

CAMILLE BARRÈRE

Quatrième séance. — Mercredi 28 février 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à 1 heure et demie.

Etaient présents:

MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, à l'exception de M. le Docteur van Ermenegem, Délégué de Belgique, et de M. le Comte G. de Zogheb, Délégué de Portugal.

Le procès-verbal de la précédente séance, qui a été imprimé et distribué à MM. les Délégués, est adopté.

A l'occasion de l'adoption de ce procès-verbal, M. le Docteur Hagel fait observer que ce procès-verbal a omis de mentionner la réponse qu'il a faite au sujet du navire *Sculptor* : il a dit, dans la troisième séance, que, d'après des rapports authentiques reçus par le Conseil de santé de Constantinople, ce navire aurait effectivement introduit le choléra dans la mer Rouge.

M. le Docteur Thorne Thorne, Délégué de la Grande-Bretagne, déclare que les rapports officiels qu'il possède le lui permettent de contester absolument l'exactitude de ce fait.

M. le Président donne la parole à M. Yacovlew pour la lecture du rapport suivant, qu'il a été chargé de présenter au nom de la Commission du golfe Persique, sur les conclusions adoptées par cette Commission :

Rapport de M. Yacovlew sur les travaux de la Commission relative au golfe Persique.

« Messieurs,

« La Commission que vous avez nommée à l'effet d'examiner et de proposer les mesures à prendre pour la protection du golfe Persique contre l'invasion du choléra a dû nommer à son tour une Sous-Commission. Cette dernière devait choisir les points de surveillance sanitaire dans le golfe sus-indiqué. Elle a terminé sa tâche et ses études ont été examinées par la Commission avec toute l'attention que réclame cette question importante. En ma qualité de Rapporteur de cette Commission, j'ai l'honneur de vous soumettre ses conclusions.

« Pour ne pas fatiguer votre attention, je ne crois pas nécessaire d'entrer dans ce rapport dans les détails de l'examen minutieux fait par la Commission. On peut les trouver dans les procès-verbaux. Mais pour mieux comprendre la question dans son ensemble, je me crois obligé de faire une courte description des ports principaux du golfe Persique.

« Ces ports sont régulièrement desservis par six bateaux à vapeur (chacun de 1.500 tonnes), appartenant à une grande compagnie anglaise : *British India Steam Navigation Company*, qui entretient des communications hebdomadaires entre Bombay et Bassorah en touchant Kuratchee, Gwadar, Mascate, Djask (Jastek), Bender-Abbas, Lingeh, Bouchir et Faô.

« *Kuratchee*. Le premier rang parmi ces ports est certes occupé par Kuratchee, port superbe, le second après Bombay dans ces parages et chef-lieu de la province de Sind, servant de port à toute la partie nord-ouest de l'Inde et à la partie est du Bélouchistan. Son climat est tellement beau et sain que le Gouvernement indien y a fondé un sanatorium. C'est là qu'aboutit le chemin de fer qui apporte les marchandises de l'Afghanistan, du Bélouchistan et des provinces nord-ouest des Indes. Bonne eau, ligne télégraphique avec cinq stations jusqu'au cap Jask.

Gwadar. Petite ville, mauvais port, mais unique sur la côte nord du golfe Persique. Bien que ce port se trouve sur le territoire du khan de Bélouchistan, ses revenus vont à la caisse du sultan d'Oman. Télégraphe.

Climat très chaud, humide et très malsain. Ses habitants sont des marins intrépides. De Gwadar à Djask, quarante-deux heures, et à Mascate trente-six heures de voyage en bateau à vapeur.

Mascate. Capitale de l'iman de Mascate, dont l'autorité n'est reconnue que sur la côte de l'Arabie, depuis le Hadramout (baie de Mirbat) jusqu'à la baie de Katar au nord (vis-à-vis des îles de Bahrein), qui appartient à l'Empire ottoman. Séjour d'un résident de la Grande Bretagne. Climat excessivement chaud (50° C. pendant six mois de l'année). Dysenterie, fièvre. Son port n'est pas grand, mais commode. 35.000 habitants. De Mascate à Djask, quinze heures de voyage.

Djask (Jastek). Petit bourg persan avec une rade. Télégraphe à Bouchir et à Faô. Climat très chaud, mais pas malsain. Mauvaise eau. De Djask à Bender-Abbas, vingt-quatre heures de voyage vers le nord-ouest.

Bender-Abbas. Assez bonne rade. Port important du Yezd et du Kirman. Commerce très animé. De Bender-Abbas à Lingeh, quatorze heures de voyage vers le sud-ouest.

Lingeh. Bonne rade. Commerce assez animé. Ses habitants sont d'excellents marins. De Lingeh à Bouchir, quarante-quatre heures de voyage dans la direction du nord-ouest.

Bouchir ou Abouchehr (quelquefois Bender-Bouchir). Le plus important port de la Perse, par lequel passe tout le commerce maritime de cet empire. Très mauvais port où l'on ne peut entrer sans les pilotes indigènes qui amènent ensuite les bateaux à Bassorah. De Bouchir à Faô, quinze heures de voyage dans la direction du nord-ouest.

Faô. Petit village situé sur la rive ouest du Chat-el-Arab, à 4 milles anglais de son entrée. De Faô à Mohammerah, 58 milles anglais vers le nord en suivant d'abord le Chat et ensuite le canal Hafar. Assez bonne eau.

Mohammerah. Petite ville persane sur la rive nord du canal Hafar, à 1 mille de son embouchure. Bonne eau. De Mohammerah à Bassorah, 15 milles anglais.

Koweit. Ville à 60 milles du sud-ouest de Faô. 25.000 habitants. Située sur la côte sud d'une grande et très belle baie. Climat très sain. Eau médiocre. Grande exportation de chevaux, de bestiaux, etc. De Koweit aux îles de Bahrein la distance est de 225 milles anglais dans la direction du sud-est.

Bahrein. Ile principale d'un petit archipel de 50.000 habitants. Elle a 27 milles de longueur sur 10 de largeur. Son chef-lieu est Menama, ville de 8.000 habitants. Grande pêcherie de perles fines qui attire en été jusqu'à 2.500 bateaux avec 25.000 hommes d'équipage de toutes les côtes du golfe Persique. Au commencement de l'année, quelques grands bateaux de Bahrein vont pêcher des perles à l'île de Socotora et reviennent chez eux au milieu de l'été.

• Pour préserver ces parages du fléau du choléra, il faut évidemment avoir des agents qui signaleraient à qui de droit son apparition. Or les côtes du golfe Persique ne sont point surveillées. Il n'y pas un seul agent sanitaire dans ses ports. Il fallait donc désigner les points de surveillance. En ce qui le concerne, le Gouvernement ottoman a accepté les conclusions du rapport du Conseil supérieur de santé à Constantinople.

• Il consent à établir à Faô, sur la rive occidentale, ottomane, du Chat-el-Arab un grand lazaret, un autre petit lazaret dans l'île de Salahiyyé ou bien dans celle de Yilaniyyé (en amont, près de Bassorah) et à créer un

poste de surveillance sanitaire dans la baie de Koweit, qui se trouve au sud-ouest de l'embouchure du Chat-el-Arab. C'est par là, comme M. le Docteur Mordtmann l'a fait observer avec beaucoup de raison, que le choléra peut pénétrer dans la Mésopotamie méridionale. L'opinion émise sur l'institution d'un lazaret flottant dans le Chat-el-Arab n'a pas été acceptée par la Commission. Le lazaret, aux environs de Faô, sera donc sur terre ferme.

« Mais le but poursuivi ne serait pas atteint si une surveillance analogue n'était pas établie sur la côte persane et sur quelques autres points du golfe. Dans la plupart des cas, le choléra a été importé par les navires grands et petits gagnant par le Chat la côte persane. Ayant remonté le fleuve, ces navires arrivent par le canal Hafar à Mohammerah et y débarquent leurs marchandises et leurs pèlerins ou voyageurs, sans rencontrer aucun obstacle sur leur route, même sous la forme d'un agent sanitaire persan. Après s'y être déchargés, ils se présentent à Bassorah et leurs voyageurs les suivent de près en passant le fleuve en embarcations, voire même à la nage. Le Gouvernement impérial du Shah a compris qu'il était indispensable de porter remède à cette situation et il a autorisé ses représentants à cette Conférence à annoncer qu'il était sur le point d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement impérial ottoman afin d'établir une surveillance sanitaire semblable dans ses ports.

« La Commission en a pris acte et, forte de cette déclaration, elle a décidé qu'il faudrait installer des médecins sanitaires dans les ports de Bender-Abbas, Bouchir et à Mohammerah.

« Mais il y a encore d'autres ports sur le littoral du golfe où la surveillance est tout aussi nécessaire. Je veux parler des ports de Gwadar (Béloutchistan), de Menama (chef-lieu des îles de Bahrein) et de Mascate.

« La Commission a trouvé nécessaire d'établir des postes analogues dans ces trois ports. M. le Délégué des Etats-Unis a exprimé le vœu de voir établir un agent sanitaire au Ras-Mesandoum, petit îlot à l'entrée du golfe Persique, vis-à-vis de Bender-Abbas).

« A la fin de la discussion, le premier Délégué ottoman a fait observer qu'il se croyait obligé d'en référer à la Sublime Porte, attendu que le rapport du Conseil supérieur de santé, sur lequel son Gouvernement avait basé sa décision concernant les mesures prophylactiques à prendre dans le golfe Persique, ne mentionnait pas ces derniers ports.

« Tous ces postes ne sauraient pourtant rendre de bons services s'ils n'étaient pas soumis à une seule autorité sanitaire. Deux opinions ont été émises sur la solution de cette question : la première, en faveur de la création d'un Conseil de santé mixte à Téhéran, pareil à celui de Constantinople, qui se chargerait de la surveillance de ses agents sur la côte persane du golfe. La majorité a trouvé ce plan d'une exécution difficile, en raison de la grande distance qui sépare ces ports de Téhéran et de la difficulté d'y donner des nouvelles sanitaires.

« La question pourrait être facilement résolue si les nouveaux agents à créer relevaient de l'autorité sanitaire du lazaret de Faô. Ce lazaret se trouve sur la route que suivent presque tous les bateaux du golfe. Il leur sera impossible d'échapper au contrôle sanitaire en cas d'une entente entre les Gouvernements ottoman et persan. En outre, le Conseil supérieur de Constantinople possède un personnel tout formé et suffisamment expérimenté pour le service sanitaire nécessaire.

« Faô étant en communication télégraphique avec presque tous les ports susmentionnés, il pourra être très vite informé de l'apparition du choléra dans ces ports et prendre ses décisions à temps. Il existe encore une autre considération, et celle-ci est très importante : le Conseil supérieur de santé de Constantinople possède assez de fonds pour que la Commission mixte de la révision des tarifs sanitaires qui continue actuellement ses travaux à Constantinople puisse être, le cas échéant, en état de répondre aux exigences financières que comporte le nouveau système de surveillance.

« En ce qui concerne le second point de son programme, celui du régime sanitaire applicable aux provenances maritimes, la Commission a adopté le régime élaboré par la Conférence de Dresde (voir titre VIII de l'annexe I à la Convention), sauf l'alinéa 12 modifié comme suit : « Il est recommandé de soumettre l'équipage et les passagers à une observation de cinq jours à compter de la date à laquelle le navire a quitté le port de départ. »

« En terminant, je dois mentionner ici les observations présentées par le général Bonkowski-Pacha au nom de la Délégation ottomane, dans les termes ci-après :

« S. M. I. le Sultan n'a ratifié la Convention de Venise que sous la réserve suivante qui, d'ailleurs, a été préalablement admise par les Puissances contractantes, à savoir, que « S. M. I. le Sultan ratifie la Convention sanitaire de Venise à la condition expresse que cet acte ne porte aucune atteinte tant aux règlements sanitaires actuellement en vigueur dans l'Empire ou à adopter à l'avenir, qu'aux mesures que le Gouvernement impérial ottoman pourrait prendre en temps d'épidémie à la suite des résolutions du Conseil supérieur de santé » ; en outre, le Gouvernement impérial n'ayant pas ratifié la Convention sanitaire de Dresde, la Délégation ottomane croit devoir s'abstenir de voter les résolutions prises par la Commission du golfe Persique qui pourraient modifier notre régime sanitaire actuel.

« D'ailleurs, le Gouvernement impérial ottoman, d'accord avec le Conseil supérieur de santé de Constantinople, n'entend appliquer dans les lazarets et les postes sanitaires que la Conférence compte établir dans le golfe Persique que les mêmes principes qui régissent les règlements sanitaires actuellement en vigueur dans l'Empire. »

En résumé, les mesures arrêtées par la Commission relative au golfe Persique sont les suivantes :

I. Régime sanitaire applicable aux provenances maritimes dans le golfe Persique.

« Est considéré comme infecté le navire qui a du choléra à bord ou qui a présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

« Est considéré comme suspect le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

« Est considéré comme indemne, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

« Les navires infectés sont soumis au régime suivant :

1° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;

2° Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;

3° Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

« Les navires suspects sont soumis aux mesures ci-après :

1° Visite médicale ;

2° Désinfection : le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés :

3° Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

« Il est recommandé de soumettre l'équipage et les passagers à une observation de cinq jours à compter de la date à laquelle le navire a quitté le port de départ.

« Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

« Les navires indemnes seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

« Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

« Il est recommandé de soumettre les passagers et l'équipage à une observation de cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

« Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

« Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire au port de départ.

« L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

« Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires à pèlerins ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

« Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine (voir *Annexes de la Convention sanitaire de Dresde*, titre IV).

« Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

« Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, savoir :

1° Isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;

2° Evacuation de l'eau de la cale, après désinfection ;

3° Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

« Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale. »

II. Postes sanitaires à établir.

1° A Faô ou à proximité de ce point : grand lazaret sur terre ferme avec service sanitaire complet ayant sous sa direction les postes sanitaires du golfe Persique mentionnés ci-dessous ;

2° Petit lazaret dans l'un des deux îlots ottomans Salahiyé et Yilaniyé, situés près de Bassorah, pour surveiller les individus qui auraient échappé à la visite de Faô ;

3° Maintien du poste sanitaire existant actuellement à Bassorah ;

4° Installation d'un poste sanitaire dans la baie de Koweit pour surveiller l'état de la santé qui est facilement compromise par les rapports très suivis de ses habitants avec Bahrein et autres points du golfe, ainsi que par le transport des cadavres par les pèlerins pour être enterrés dans les lieux saints des Chiites, à Kerbela et autres ;

5° Poste sanitaire à Menama, chef-lieu des îles de Bahrein. Point très important à cause des pêcheurs de perles qui y affluent de tout le littoral du golfe et d'au-delà ;

6° Poste sanitaire à Bender-Abbas ;

7° Poste sanitaire à Bouchir ;

8° Poste sanitaire à Mohammerah.

En ce qui concerne l'obligation de ces trois derniers ports persans de renvoyer les navires cholériques à Faô, une entente entre les Gouvernements ottoman et persan est de toute nécessité. Sans elle, l'exécution de tout le plan élaboré par la Commission n'aurait aucune valeur. Cette entente est à moitié établie. Le Gouvernement de S. M. le Shah a, par l'organe de son Délégué à cette Conférence, consenti aux propositions de la Commission.

9° Poste sanitaire dans le port de Gwadar (Béloutchistan) ;

10° Poste sanitaire dans le port de Mascate (sur la côte d'Oman).

M. le Président soumet à l'approbation de la Conférence les conclusions du rapport de M. Yacovlew, en spécifiant que le vote de MM. les Délégués doit viser exclusivement les décisions proposées par la Commission technique, sous réserve des observations que leur paraîtraient soulever ; le cas échéant, les considérations exposées dans le rapport. Il indique qu'il va sans dire que si une des Délégations n'était pas en mesure d'émettre un avis définitif sur ce point, elle aura la faculté de le faire ultérieurement.

Sous le bénéfice de cette remarque, les conclusions proposées par la Commission sont adoptées à l'unanimité.

M. le Docteur Moïn-ol-Atebba, premier Délégué de Perse, demande si les agents sanitaires placés à Bender-Bouchir, Bender-Abbas et Mohammerah seraient sous la dépendance du Conseil supérieur de Constantinople.

M. le Président répond que le point dont il s'agit est l'un de ceux qu'aura à trancher la Commission des voies et moyens, qui sera plus utilement appelée à commencer ses travaux lorsque la Commission de la mer Rouge aura terminé de son côté l'examen qui lui a été confié.

M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt, Délégué du Danemark, fait connaître qu'il a demandé des instructions à son Gouvernement sur la proposition que M. Shakespeare a présentée dans la précédente séance relativement

au régime sanitaire applicable aux émigrants. Le Danemark est particulièrement intéressé par la question qui touche cette proposition en raison du nombre important d'émigrants qui s'embarquent, soit à Copenhague, soit dans les pays voisins. Son opinion personnelle est, dès maintenant, que le Gouvernement du Roi n'hésitera pas à s'associer à toute motion qui tiendrait, soit au cours de la présente Conférence, soit à tel autre moment, à provoquer l'étude de la question de l'émigration au point de vue sanitaire.

M. Due, Délégué de Suède et Norvège, fait, de son côté, sur la même question la déclaration suivante :

« L'émigration se produisant de Suède et de Norvège vers l'Amérique est très considérable par rapport à la population ; elle se chiffre par un nombre de 40.000 à 50.000 individus par an ; elle joue par conséquent un rôle économique trop important pour les Royaumes-Unis pour que le Gouvernement du Roi n'attache pas un intérêt tout particulier à cette question et à tout ce qui s'y rapporte. Aussi me suis-je empressé de porter à sa connaissance la proposition faite par notre honorable Collègue M. le Délégué des Etats-Unis, à la dernière séance de la Conférence. Aussitôt que j'aurai une réponse de mon Gouvernement, j'aurai l'honneur d'en faire part à la Conférence.

« Je profite de cette occasion pour déclarer que, d'après les instructions que j'ai reçues de mon Gouvernement, je ne suis autorisé à accepter qu'*ad referendum* les propositions qui seraient faites. »

M. le Marquis de Novallas, Délégué d'Espagne, indique, d'autre part, que l'Espagne n'est pas tout particulièrement intéressée à la proposition présentée, au cours de la dernière séance, par le premier Délégué des Etats-Unis, la Péninsule n'ayant envoyé que 5.000 à 6.000 émigrants à destination des Etats-Unis pendant les dix dernières années, et ces départs ayant eu lieu le plus souvent par les ports des pays voisins. La Délégation espagnole n'a pas manqué toutefois de demander à Madrid des instructions sur ce sujet. Dès que ces instructions seront parvenues, elle en donnera connaissance à la Conférence.

M. le Président fait connaître ensuite que la date de la prochaine séance plénière sera annoncée à MM. les Délégués par des convocations individuelles.

La séance est levée à deux heures trois quarts.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE.
Comte H. LUTZOW.
NÉRATOW.
Paul ROUX.

Cinquième séance. — Mardi 13 mars 1894

Présidence de M. BARRÈRE

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Etaient présents :

MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, à l'exception de M. le Docteur Van Ermengem, Délégué de Belgique, et de M. Criésis, Délégué de Grèce.

Le procès-verbal de la quatrième séance plénière, qui a été imprimé et distribué à MM. les Délégués, est adopté.

M. le Président fait connaître que la Commission relative à la mer Rouge a terminé ses travaux et que M. le Professeur Pagliani, Délégué d'Italie, va donner lecture du rapport qu'il a été chargé de présenter, au nom de cette Commission, sur les conclusions adoptées.

Rapport de M. le professeur Pagliani sur les travaux de la Commission relative à la mer Rouge et à la prophylaxie générale du pèlerinage.

« Messieurs,

« La Commission relative à la mer Rouge avait comme tâche essentielle de rechercher les mesures nécessaires pour remédier aux dangers inhérents au pèlerinage, en raison de l'importation possible du choléra dans la mer Rouge et au Hedjaz, et de la diffusion éventuelle de la maladie lorsque ces parages ont été atteints.

« Bien que, parfois, le choléra reste localisé pendant quelque temps sur la côte arabique et que, par ce fait, il puisse réapparaître sous forme épidémique durant des années successives sans réimportation, il est toutefois hors de doute que, depuis 1831, date de sa première apparition dans ce pays, il y a été importé plusieurs fois par des navires ayant à bord des pèlerins venant des Indes. Il importe, dès lors, de se préoccuper d'autant plus, à l'avenir, du danger de nouvelles invasions, que l'endémie cholérique dans les Indes Britanniques ne semble pas s'affaiblir, que le nombre des pèlerins et surtout des pèlerins pauvres augmente chaque année, que les moyens de transport deviennent progressivement plus rapides et plus directs et que la spéculation semble s'abattre de plus en plus sur ce flot humain qui de toutes les parties du monde se porte et va s'amoinrir sur les côtes arides de l'Arabie.

« On ne saurait entraver au nom de l'humanité cette aspiration qui pousse les musulmans à visiter une fois au moins dans leur vie les lieux saints de l'Islamisme puisqu'il s'agit d'une pratique fondamentale de leur religion : peut-être même les plus hautes autorités hiératiques ne pourraient-elles étendre à toutes les sectes différentes de l'Islamisme les dépenses si judicieuses que quelques-unes de ces sectes accordent à leurs croyants.

« Il ne faudrait pas d'ailleurs envisager avec trop de confiance les améliorations qu'il sera possible au Gouvernement ottoman d'introduire dans les conditions hygiéniques de cette région, quelles que soient sa bonne volonté et les dépenses consacrées à cet objet.

« Cette énorme agglomération de milliers d'hommes dans des conditions si propices à contracter des maladies infectieuses, qu'en dehors du choléra la mortalité pour toute autre maladie y est encore effroyable, et aussi le fait que le terrain où cette population flottante s'arrête pendant plusieurs jours est particulièrement apte à subir et propager l'infection, imposent la nécessité d'employer soigneusement les moyens les plus efficaces pour empêcher que l'infection ne soit plus apportée dans ces lieux après que le choléra y aura été étouffé.

« Les mesures prescrites jusqu'ici par les Conférences et par les Conseils sanitaires d'Orient pour empêcher le choléra de pénétrer à la Mecque

ont donné des résultats peu satisfaisants. Depuis 1865, il s'y est montré huit fois, et depuis 1890 seulement trois fois déjà.

« Les mesures jusqu'ici adoptées sont-elles insuffisantes ou erronées ? Doit-on augmenter leur rigueur ou bien y substituer en tout ou en partie d'autres mesures plus rationnelles et efficaces ?

• Tel a été le sujet essentiel des discussions et quelquefois des dissentiments de la Commission.

« On avait à envisager plusieurs points de vue pour apprécier l'opportunité de l'une ou de l'autre des diverses mesures qui se présentaient parfois comme plus ou moins propres à atteindre le but commun que visaient tous les membres de la Commission.

• Les conditions locales tout à fait spéciales des points de départ et d'arrivée des pèlerins ; les habitudes, les pratiques religieuses, les conditions de fortune, les lieux de provenance des pèlerins mêmes ; les divers moyens de transport, la cupidité des entrepreneurs, la sollicitude ou l'insouciance des autorités administratives des pays auxquels les pèlerins appartiennent ; les traditions, les préjugés, les susceptibilités de tout cet ensemble de personnes ayant des devoirs ou des droits et, le plus souvent, des intérêts sociaux, religieux, politiques, rattachés aux pèlerinages : tout cela constitue des facteurs bien puissants, qui ont dérouter trop souvent les aspirations les plus nobles et les plus légitimes de la philanthropie et de la science.

• C'est en quelque sorte une nouvelle route à travers toutes sortes de difficultés et d'entraves que la Commission devait tracer au progrès des idées humanitaires et scientifiques.

• Nous pouvons diviser les propositions qui ont été soumises à l'examen de la Commission en trois groupes :

• A. Police sanitaire dans les ports de départ des navires à pèlerins venant d'au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb ;

• B. Mesures à prendre à bord des navires à pèlerins ;

• C. Surveillance sanitaire des pèlerinages dans la mer Rouge.

A. Police sanitaire dans les ports de départ des navires à pèlerins venant d'au delà du détroit de Bab-el-Mandeb

• Si l'on faisait une rigoureuse visite médicale des pèlerins, à leur départ, qui permit d'interdire l'embarquement de ceux qu'on aurait reconnus contaminés ou suspects, en prescrivant, pour plus de sécurité, une observation de cinq jours avant leur embarquement, si, en outre, l'on désinfectait d'une manière complète les hardes et les objets suspects de toute nature qui doivent les suivre à bord, on aurait certainement fait beaucoup pour prévenir l'exportation maritime du choléra de l'Extrême-Orient. Si encore on avait pu, par des prescriptions afférentes aux ressources nécessaires pour le voyage, empêcher un grand nombre d'indigents de partir sans savoir comment ils pourraient vivre pendant le pèlerinage, on aurait diminué l'une des causes les plus favorables au développement de toutes les maladies, surtout du choléra, et réalisé aussi un grand progrès sanitaire et humanitaire.

• Mais en examinant point par point ces propositions, on a dû se persuader qu'il n'est pas facile, à Bombay, dans cette ville peut-être moins qu'ailleurs, et dans les autres ports de l'Orient d'où partent les pèlerins, de réaliser l'idéal exposé ci-dessus, et qu'il était nécessaire de bien dé-

terminer quelques-unes de ces propositions en en laissant d'autres facultatives.

« La visite médicale doit être obligatoire dans tous les cas ; elle ne doit pas se faire, ainsi que cela se pratique habituellement, comme une simple revue des gens qui montent à bord, ni être passée par un médecin qui soit sous la dépendance des compagnies de transport des pèlerins ; mais elle doit intervenir dans les meilleures conditions pour que le médecin puisse se former une idée, la plus exacte possible, de l'état de santé de ceux qui, pèlerins, passagers ou gens d'équipage, vont accomplir le voyage. On a donc, à l'unanimité, admis à cet égard la formule ci-après :

« Visite médicale obligatoire, individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par un médecin délégué de l'autorité publique, de toute personne prenant passage à bord d'un navire à pèlerins.

« On a ainsi bien déterminé et précisé comment on doit procéder à cette mesure, qui pourtant semble être appliquée dès à présent, soit dans les possessions anglaises, soit dans celles des Pays-Bas.

« Sur le second point, désinfection des hardes et objets suspects, la discussion a dû envisager, avant tout, le moment le plus approprié pour faire cette opération et a reconnu comme le moment préférable les heures qui précèdent immédiatement l'embarquement, afin d'éviter le grand désordre inévitable du pont des navires après l'arrivée à bord de ceux qui y sont admis.

« Il se peut qu'on ait quelquefois à bord des moyens de désinfection meilleurs qu'à terre, par exemple une étuve ; on pourra, dans ce cas, les utiliser sous la responsabilité du médecin délégué de l'autorité publique, qui doit d'ailleurs, dans tous les cas, diriger lui-même ces opérations.

« Une seconde question a dû, à cet égard, être examinée : celle de la détermination des objets qui doivent être soumis à la désinfection et des moyens à employer.

« Ces points avaient été très amplement discutés aux Conférences de Venise et de Dresde, et on s'est demandé s'il y avait lieu, depuis cette époque, de modifier dans quelques unes de leurs parties les propositions acceptées alors à l'unanimité par les hommes techniques qui les ont élaborées. L'examen de ces différents points a conduit à reconnaître non seulement qu'il n'y avait pas d'inconvénient, mais au contraire qu'il y avait avantage à adopter les dispositions recommandées à cet égard par la Convention sanitaire de Venise, d'autant plus qu'on facilitait, par là, la tâche du médecin chargé d'appliquer les règlements sanitaires.

« On a donc accepté sans discussion le texte suivant :

« Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 3 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

« Si dans l'avenir un progrès accepté par la science s'accomplit en ce qui concerne les moyens de désinfection, il ne sera certainement pas difficile de s'étendre sur des modifications relatives aux recommandations de cette annexe. Il serait bien plus périlleux de laisser dès à présent au jugement du médecin du port le choix de ces moyens, puisqu'il y en a un nombre suffisant d'une efficacité certaine et à la portée de tous.

« Quant à la question de l'interdiction d'embarquement pour les passagers contaminés ou suspects, il n'y aurait pas eu de discussion, puisque tout le monde était naturellement d'accord sur le principe, s'il n'y avait pas eu de très grandes difficultés à définir ce que l'on entend par passagers contaminés ou suspects. Les difficultés sont d'autant plus grandes que les diarrhées cholériques les plus dangereuses sont précisément les diarrhées cholériques légères qui précèdent ou qui constituent en elles-mêmes, dans quelques cas, la maladie et plus encore celles qui suivent des accès de choléra bien graves sans être mortels ; les accidents dysentériques, qui diffèrent essentiellement des accidents cholériques, sont particulièrement fréquents dans les pays que l'on vise, de telle sorte que, si l'on voulait prohiber même l'embarquement des personnes atteintes de simple diarrhée, bien souvent on devrait réduire énormément et sans raison les départs.

« Il faut donc laisser au médecin, que l'autorité locale aura choisi et qui devra être compétent, toute liberté de diagnostic à cet égard et compter sur sa capacité à reconnaître l'état des sujets qu'il examine. La grande majorité de la Commission a donc trouvé conforme aux exigences la proposition suivante, un peu plus explicative que celle de la Convention sanitaire de Venise :

« Interdiction de toute personne atteinte de choléra, d'affection cholérique et de toute diarrhée suspecte.

« Les Délégations néerlandaise et portugaise préfèrent la rédaction adoptée dans la Convention de Venise.

« Pour se rendre compte de la proposition faite par la Délégation française au sujet de l'interdiction d'embarquement des pèlerins qui ne justifieraient pas d'une somme d'argent suffisante pour le pèlerinage, proposition qui ne semblerait pas au premier abord avoir de rapport avec les questions sanitaires que la Conférence est appelée à traiter, il importe de considérer ce qui a été consigné dans un mémoire adressé au Conseil supérieur de santé de Constantinople par une Commission composée des Délégués français, anglais, néerlandais et de l'Inspecteur général des services ottomans.

« Cette commission a constaté que le nombre des pèlerins allant au Hedjaz par la voie de mer va en progressant chaque année d'une quantité inquiétante de non-payants, indigents réels ou simulés. Cette plainte est renouvelée par plusieurs autres médecins qui ont eu occasion de faire des rapports sur les conditions du pèlerinage. Tous sont d'accord pour considérer cette proportion graduellement croissante d'indigents comme un double danger pour la santé publique du pèlerinage.

« En effet, toute cette agglomération dans les lieux saints d'individus complètement dénués de ressources et de moyens d'existence constitue le plus grand danger pour le développement de toutes maladies, surtout du choléra. D'autre part, les pèlerins qui, à tort ou à raison, se déclarent indigents, ne contribuent pas aux recettes sanitaires du Hedjaz, puisqu'ils ne payent pas les taxes sanitaires, tout en augmentant de beaucoup les dépenses.

« Les Gouvernements néerlandais, français et austro-hongrois, ont adopté à cet égard une réglementation qui a produit de bons résultats.

« Les pèlerins néerlandais doivent avant le départ avertir le chef de district qui examine s'ils possèdent l'argent nécessaire pour le voyage et l'entretien de leurs familles. Ils doivent en tout cas, avoir au moins disponi-

ble une somme de 1.000 francs. Tous les pèlerins qui s'embarquent dans un port de l'Algérie doivent justifier également de la possession d'une somme de 1.000 francs, somme reconnue indispensable pour effectuer le voyage.

« Les pèlerins bosniaques et herzégoviniens, d'un autre côté, n'obtiennent l'autorisation de se rendre aux lieux saints de l'Islam qu'après avoir prouvé qu'ils possèdent les ressources nécessaires (500 florins au minimum).

« De telles prescriptions devraient être, plus que partout ailleurs, adoptées aux Indes Britanniques, où il existe des foyers permanents de choléra, et par le Gouvernement ottoman à l'égard de ses pèlerins qui, bien souvent, viennent de lieux infectés.

« D'aucuns voudraient voir dans ces conditions imposées au pèlerinage une atteinte à la liberté des pratiques religieuses, que le Gouvernement Britannique, comme tous les autres Gouvernements, tient à laisser complète dans toutes ses possessions.

« L'opinion générale de la Commission a été qu'il ne s'agit nullement, par ces restrictions, d'interdire le pèlerinage, mais seulement de le régler. En exigeant du pèlerin des ressources nécessaires, on n'interdit pas son départ, on ne fait seulement que l'ajourner. On lui indique qu'il doit amasser le pécule nécessaire pour entreprendre un voyage qu'il considère comme un devoir religieux.

« L'expérience apprend que le pèlerin ainsi averti et conseillé sait toujours réunir la somme dont il a besoin, soit par son travail, soit autrement.

« La Commission, dans l'espoir que les Gouvernements des Indes Britanniques et de l'Empire ottoman entreront bientôt sur cette matière dans l'ordre d'idées des Gouvernements français, néerlandais et austro-hongrois, a adopté à l'unanimité, moins l'abstention des Délégations ottomane, anglaise et des Indes Britanniques, la résolution suivante :

« Les pèlerins seront tenus de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les lieux saints.

« En ce qui concerne une Observation de cinq jours pour les pèlerins avant leur embarquement, proposée par la Délégation française, les opinions des membres de la Commission se sont partagées. Il est indiscutable, en principe, qu'une observation appliquée aux pèlerins isolés dans les meilleures conditions pour être à l'abri de toute infection et assez prolongée pour pouvoir comprendre la période d'incubation de la maladie serait l'une des mesures les plus efficaces pour empêcher l'exportation du choléra de l'Inde. Toutefois, il est certain que, dans la pratique, cette mesure peut être très dangereuse et aboutir précisément à un résultat opposé à celui qu'on recherche, si les circonstances des lieux ne sont pas favorables à son application.

« Si des pèlerins ou autres personnes viennent de localités saines où il n'y a pas de choléra, et s'arrêtent dans une ville, comme par exemple Bombay, où la maladie est en permanence toute l'année d'une manière plus ou moins intense, et s'il n'y a pas moyen de créer un sanatorium pour soustraire absolument ces gens aux influences morbides locales, quelles qu'elles soient, il est bien probable que quelques uns d'entre eux pourront contracter l'infection et la porter en incubation sur le navire.

« Il faut songer, d'autre part à la grande difficulté de renfermer des milliers de personnes indisciplinées, arrivant irrégulièrement dans une ville pour les préparatifs de leur voyage, et d'empêcher avec la rigueur indispensable toute communication avec la ville même. Il est vrai qu'on pourrait faire cette observation à bord des bateaux ; mais si ces bateaux doivent rester dans le port, comme c'est inévitable à cause du mouillage, est-ce que les dangers visés ci-dessus ne subsisteront pas en partie ?

« Les dépenses inévitables pour une observation de cinq jours sont, d'autre part, considérables et aggraveront les difficultés financières des pèlerins.

« On a donc fait observer qu'une inspection médicale bien faite et pendant le temps nécessaire, telle qu'elle a été établie aux ports de départ, pourrait avoir une efficacité suffisante et ne présenterait pas les inconvénients d'une observation si longue.

« On a émis, en outre, l'opinion qu'il serait en tout cas préférable de considérer comme une observation les jours de voyage du navire en mer, hors de toute infection de la part des villes atteintes de la maladie, pourvu qu'il y eût la facilité de faire subir à ce navire une rigoureuse inspection sanitaire sur sa route. Si des cas se produisaient après le départ de l'Inde, le bâtiment serait désinfecté et il en serait de même des passagers et de leurs bagages. Pour les navires anglais qui viennent des Indes Britanniques, il y est possible précisément de faire une telle inspection à Aden, après sept jours de voyage. Aux termes des règlements en vigueur dans l'Inde anglaise, tout navire à pèlerins doit obligatoirement faire escale à Aden, d'où il ne peut sortir qu'avec patente nette.

« Si, comme on l'a avancé, des navires ayant subi cette inspection sont néanmoins arrivés à Camaran avec des malades ou de l'infection à bord, il y aura lieu d'y améliorer les services sanitaires.

« C'est à la suite de toutes ces considérations qu'après un long débat on a adopté à l'unanimité, moins l'abstention du Délégué de l'Inde, la proposition suivante :

« Lorsqu'il existe des cas de choléra dans le port, l'embarquement ne se fera à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes auront été soumises pendant cinq jours à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte du choléra.

« Il est entendu que pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales.

B. Mesures à prendre à bord des navires à pèlerins.

« A la question des mesures à prendre au point de départ des pèlerins faisait tout naturellement suite celle des dispositions à prendre sur les navires qui transportent les pèlerins eux-mêmes. L'infection cholérique peut être embarquée à bord avec les pèlerins, et ce fait causerait une épidémie des plus redoutables. Bien qu'on ait pris toutes les précautions les plus rigoureuses au départ, il n'est pas impossible cependant que, par quelque fissure inaperçue, l'infection s'introduise à bord avec les pèlerins mêmes et leurs bagages.

« D'autre part, la Commission ne pouvait pas laisser passer une occasion si favorable pour suggérer des améliorations dans les conditions bien souvent très mauvaises dans lesquelles les transports s'effectuent par suite des agissements de certains spéculateurs.

« Au double point de vue de la prophylaxie et des devoirs humanitaires, une telle réglementation était digne de toute l'attention de votre Commission. La tâche lui était d'ailleurs facilitée par l'étude que le Conseil supérieur de santé de Constantinople avait déjà faite de la matière et par le projet de règlement général que ce même Conseil avait déjà préparé. La Commission a pris comme base de ses discussions ce projet de règlement ainsi qu'un résumé que la Délégation néerlandaise a élaboré relativement à la législation française, anglaise et hollandaise sur ce point et elle a confié à une Sous-Commission, constituée par les Délégués techniques et les membres ici présents du Conseil de Constantinople, le soin d'y apporter, s'il y avait lieu, des améliorations.

« Un rapport très détaillé des travaux de cette Sous-Commission, dont vous pouvez prendre connaissance et qui est annexé aux procès-verbaux de la Commission, a été présenté par M. le Docteur Ruysch. Je me borne ici à donner seulement un aperçu général des idées principales qui ont dominé au cours de la discussion.

« La définition du navire à pèlerins a conduit tout de suite à exclure de cette catégorie ceux qui sont affectés aux transports ordinaires de passagers et de marchandises et qui, par exception, prennent à bord des pèlerins. — En établissant un criterium bien arrêté en ce qui concerne cette exclusion, on n'a pas fixé un chiffre unique pour le nombre des pèlerins tolérés, afin de ne pas mettre sur le même rang les grands paquebots et les petits navires, mais on a déterminé un chiffre variant selon les tonneaux de jauge du navire, en indiquant que ne sont pas considérés comme navires à pèlerins les navires à destination de la mer Rouge qui, outre leurs passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarquent des pèlerins en proportion moindre qu'un pèlerin de dernière classe par 100 tonneaux de jauge.

« On a exigé, en second lieu, que la déclaration de départ d'un navire à pèlerins fut faite quelques jours avant, pour qu'il fût possible de procéder à une inspection rigoureuse et au mesurage du navire, de s'assurer de ses conditions de sécurité et de propreté, de constater enfin s'il répond aux prescriptions du règlement.

« Les prescriptions hygiéniques principales de ce règlement concernent avant tout l'approvisionnement de l'eau : on exige qu'elle soit fournie gratuitement et en quantité d'au moins 8 litres par jour et par tête, puisée à une source à l'abri de toute contamination et emmagasinée de manière qu'elle ne puisse pas être souillée d'aucune façon pendant le voyage. Et pour prévoir le cas possible de manque d'eau, on a aussi prescrit l'installation d'un appareil distillatoire capable d'en fournir la quantité nécessaire aux besoins du bord.

« En second lieu on a beaucoup insisté sur la nécessité de donner, sur les bateaux à vapeur, à chaque pèlerin un espace suffisant dans l'entrepont pour s'y loger le moins mal possible, et on a décidé que le pèlerin doit avoir un minimum de 2 mètres carrés de surface, soit 1 mètre de largeur pour 2 de longueur, l'entrepont ayant 1 m. 80 de hauteur. Sur la grande majorité des navires, l'espace actuellement concédé à chaque pèlerin est bien plus restreint, de telle sorte qu'il ne lui est pas possible de se coucher, et ce, d'autant moins que chaque pèlerin ne veut jamais seséparer de ses bagages, lorsqu'il ne s'agit pas des gros colis qui sont mis à la cale.

« En outre, on a prescrit que le pont doit être toujours à la disposition des pèlerins ou autres passagers et ne doit pas être encombré par des mar-

chandises. Au point de vue du bien-être des pèlerins, on a exigé aussi que le navire fût pourvu d'une quantité suffisante de vivres, à un prix dont le tarif sera affiché dans un endroit visible à bord, afin d'éviter qu'on ne commence pas sur le navire même à exploiter les pèlerins, dès le début de leur voyage.

« En ce qui regarde la surveillance des conditions sanitaires de la population du bord, il y a un contrôle qui doit être exercé par les autorités des ports de relâche et d'arrivée, en vue de constater si tous les embarqués arrivent à leur destination et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles ils n'y arrivent pas. — La liste des pèlerins que le capitaine est autorisé à embarquer et dont il doit être pourvu, le livre ou le journal de bord et la patente de santé du navire certifieront ce point et serviront de base aux autorités précitées pour les dispositions sanitaires à appliquer au navire même.

« Une surveillance plus directe est faite par un ou deux médecins que chaque navire doit avoir à bord, selon qu'il a chargé moins ou plus de 1.000 pèlerins pour le voyage. Afin d'éviter qu'on laisse cette surveillance entre les mains de médecins improvisés ou dans lesquels on ne peut avoir de confiance, on a insisté pour qu'il fût stipulé que le médecin doit être commissionné par l'autorité supérieure du pays de départ. Le médecin doit s'occuper, en temps et lieu, de tout ce qui a trait à l'hygiène du navire en général et des pèlerins en particulier. Si le choléra se développe sur quelques-unes des personnes à bord, son premier soin doit être de les isoler, et à cet effet on a prescrit qu'un compartiment spécial serait réservé pour les malades et contiendrait cinq places de 3 mètres pour 100 pèlerins embarqués.

« Pour garantir que le traitement, en cas de maladie, se fera sans difficulté et en dehors de toute question d'intérêt pécuniaire, on a introduit dans le règlement une prescription indiquant que le navire sera pourvu des médicaments nécessaires et que ces médicaments et les soins médicaux seront fournis gratuitement.

« Le maintien de la propreté et la désinfection à bord sont des exigences de la plus haute importance. Eviter que les matières provenant de déjections stomacales ou alvines ne se répandent sur le plancher du pont ou de l'entrepont, ou sur les draps, les tapis ou les couvertures des lits; éviter même que le sol des latrines ne soit souillé, constituent des précautions qui, surtout en cas de commencement d'une épidémie de bord, sont indispensables pour empêcher une grande diffusion de la maladie; mais ce sont là, aussi, des exigences fort difficiles à voir accomplir avec la rigueur nécessaire.

« On impose l'installation d'une latrine pour chaque centaine de pèlerins, de latrines spéciales pour les malades avec les dispositions hygiéniques les plus recommandées; il est en effet de toute nécessité que ces latrines soient en état permanent de propreté, avec des lavages au lait de chaux, surtout sur le plancher. Le même système de lavage est recommandé pour assurer la propreté des planchers de l'entrepont et du pont ainsi que des parois des endroits habités du navire. Pour les effets à usage ou de literie emportés en voyage, le moyen de désinfection le meilleur jusqu'à présent consiste dans une désinfection avec des solutions de désinfectants chimiques, tels que le sublimé corrosif au 2 p. 1,000, et 5 p. 1,000 d'acide chlorhydrique, quand il s'agit de linges souillés qu'on doit ensuite laver, ou d'objets qu'on ne peut pas soumettre à la chaleur, ou bien dans

la désinfection à l'aide de la vapeur à 100 degrés au moins, quand il s'agit de couvertures, tapis, vêtements, etc.

« Il faut donc que le navire possède des cuves pour appliquer la désinfection chimique, surtout dans le compartiment spécial affecté à l'hôpital, et qu'il y soit établi une étuve à vapeur. Sur ce point aussi, les recommandations faites dans la Convention de Venise peuvent servir de guide, sauf le cas d'un progrès bien arrêté que la science viendrait à faire à cet égard.

« Pour les transports des pèlerins sur des navires faisant le petit cabotage, on exige beaucoup moins, parce qu'il s'agit toujours de voyages très courts et d'un nombre très restreint de pèlerins. Il ne faut pas toutefois se dissimuler qu'un tel moyen de transport sera toujours très dangereux.

« Les amendes que vous trouverez dans le règlement ont été surtout calculées de façon à n'être ni trop exagérées, afin qu'elles puissent être exactement appliquées, ni trop insuffisantes, afin d'éviter que les agents des compagnies ne préfèrent les payer plutôt que d'obéir aux dispositions réglementaires.

« Si les autorités auxquelles est confiée la rigoureuse application de ce règlement sur la police des transports des pèlerins (*voir titre B du Relevé des propositions*) veulent bien s'acquitter de leur tâche avec toute la scrupuleuse exactitude réclamée par la grande responsabilité qui pèse sur elles, ce ne sera pas seulement la défense des lieux saints contre le choléra qui y gagnera, mais plus encore, peut-être, ces croyants si éprouvés au moment même où leur âme s'élève avec plus d'enthousiasme et de ferveur vers l'idéal de leur foi.

C. Surveillance sanitaire des pèlerins à l'entrée de la mer Rouge.

« Quelles que soient les conditions dans lesquelles les pèlerins arrivent à la mer Rouge, avant de se rendre à la Mecque, ils sont censés avoir été soumis à une *sanitation* complète dans une station appropriée.

« Depuis 1881, l'île de Camaran a été utilisée, à cet effet, pour appliquer aux pèlerins venant des Indes des mesures quaranténaires, qu'on s'est figuré comme devant représenter cette *sanitation* telle qu'elle a été recommandée par la Conférence sanitaire internationale de Constantinople de 1866.

« Si, donc, l'un des premiers points soumis à l'examen de la Conférence sur ce sujet a porté précisément sur le *choix d'une station sanitaire*, c'est que, par ses résultats peu satisfaisants, il faut bien l'avouer, et par les rapports peu favorables qui ont été faits, la station de Camaran ne paraît guère susceptible d'être recommandée.

« Depuis le fonctionnement de ce lazaret, le choléra s'est manifesté au Hedjaz plus fréquemment qu'auparavant (1), et quelques membres de la Commission pensent que le stationnement quarantenaire imposé, à Camaran, aux navires arrivant de l'Inde est un danger pour le Hedjaz, pour les pèlerins et, par conséquent pour l'Europe, parce que beaucoup de pèlerins qui ont pu arriver en bonne santé à Djeddah sont tombés malades et qu'un grand nombre ont succombé à Camaran.

(1) Entre 1865 et 1880, il y eut seulement trois manifestations de choléra au Hedjaz ; entre 1881 et 1894, depuis le fonctionnement du lazaret de Camaran, il y eut six épidémies.

« Les plaintes des pèlerins et les rapports des Représentants des Puissances intéressées qui appuient ces doléances visent surtout les grandes difficultés et les inconvénients du mode de débarquement et de rembarquement, la condition misérable des cabanes (*arishes*) aux parois croulantes et aux toits effondrés, manquant de lits et, en même temps, en nombre insuffisant pour abriter tant bien que mal tous les quarantenaires, l'insuffisance et la mauvaise qualité de l'eau, le défaut de service de désinfection, l'insuffisance et la malpropreté des hôpitaux, la cherté excessive des vivres, qui ne sont pas toujours de bonne qualité, les droits exorbitants qu'on exige des pèlerins, etc.

« Le Délégué technique britannique a des motifs pour affirmer que les pèlerins qui arrivent à Camaran en bon état de santé et avec des ressources, en sortent malades, affaiblis et presque indigents et si la pauvreté est un des fléaux du pèlerinage, Camaran y contribue.

« Il y a lieu toutefois d'examiner si tous ces inconvénients ne dépendent pas des défauts des installations actuelles plutôt que des conditions spéciales de l'île.

« Les études sur le choix d'une station quarantenaire dans la mer Rouge ont été commencées en 1867 par une Commission qui a visité plusieurs localités à l'entrée de la mer Rouge et sur les côtes de cette mer. Deux autres Commissions ont été déléguées dans le même but, l'une en 1870 et l'autre en 1884, et le résultat de toutes ces explorations a été de choisir Camaran comme étant le meilleur emplacement pour une station sanitaire.

« Cette île, à 150 milles du détroit de Bab-el-Mandeb, séparée du littoral arabe par un canal maritime, est, en outre, située dans le voisinage de Hodeidah, ce qui lui assure, avec la facilité de l'isolement, l'approvisionnement des vivres; on y trouve l'eau en plus grande quantité et de meilleure qualité que sur d'autres points de ces côtes arides; le mouillage y est bon et sûr, les abords y sont assez faciles. — Sa distance de 300 milles environ de Djeddah, ce qui indique un voyage de deux à trois jours, permet une observation très utile des pèlerins qui ont subi les mesures sanitaires à Camaran, sans aucune perte de temps pour les navires.

« A l'objection que cette île a été plusieurs fois infectée par le choléra et présente un grave danger au point de vue de la souillure du sol, on répond qu'il faut tenir grand compte, dans ces endroits, de l'action puissante et continue du soleil qui détruit heureusement bien des germes et des mesures d'assainissement qu'on peut y pratiquer.

« Du reste, il aurait été bien difficile à votre Commission de faire une critique bien fondée au sujet des décisions prises à cet égard par le Conseil sanitaire de Constantinople, à la suite des rapports de ses Commissaires envoyés sur les lieux pour examiner la question de près.

« Pour toutes ces considérations, après avoir précisé que cette station sanitaire devait uniquement servir à l'application des mesures proposées par cette Conférence et non pas constituer une station quarantenaire dans le sens actuellement accepté de ce mot, et en prenant acte, d'autre part, ce qui a été admis par tous les Délégués, qu'on procédera à une complète réorganisation de tous les services et de toutes les installations établis dès à présent dans cette île, la Commission a adopté à l'unanimité la création d'une station sanitaire à Camaran.

« Comme il était facile de le prévoir, les divergences de vues plus grandes entre la grande majorité et une très petite minorité de la Commis-

sion se manifestèrent sur le point le plus essentiel peut-être de tous ceux examinés par la Conférence, à savoir : le régime des mesures sanitaires à appliquer aux navires et aux pèlerins dans la station sanitaire de Camaran.

« Ce régime, dans le programme de la Délégation française, est résumé dans cette formule : Observation et désinfection.

« Le système actuellement en vigueur à Camaran consiste à traiter indistinctement tous les pèlerins et tous les navires comme s'ils étaient contaminés. Une quarantaine de dix jours est imposée, à dater de l'arrivée de tout navire, aux pèlerins qui sont débarqués au lazaret et soumis à la désinfection. Si des cas de choléra sont observés parmi eux, la quarantaine est prolongée de manière à parfaire une période de quinze jours après le dernier cas. Les pèlerins qui arrivent sur des navires qui ont eu des cas de choléra à bord doivent, dans l'hypothèse la plus favorable, subir quinze jours de quarantaine.

« Quelquefois la quarantaine a été prolongée de quinze en quinze jours jusqu'à atteindre deux mois et plus, et pendant cette période les navires restent au mouillage.

« Si une longue quarantaine pouvait au moins empêcher la transmission de la maladie, on aurait certainement à regretter une perte excessive de temps et d'argent pour les pauvres pèlerins et pour les sociétés de navigation, mais le résultat offrirait, en définitive, quelque compensation. Malheureusement tel n'est pas le cas. L'apparition répétée de nombreuses épidémies au Hedjaz, en dépit de ces mesures de stationnement forcé, prouvent combien celles-ci sont inefficaces, si tant est qu'elles ne soient pas nuisibles.

« L'île de Camaran, pour citer un exemple, a été utilisée en 1892-93 comme station de quarantaine pour les troupes turques qui venaient du Yémen et elles y ont passé successivement du 19 septembre à la moitié de janvier 1893; ces troupes ont apporté le choléra en Turquie bien qu'elles aient encore purgé d'autres quarantaines à Beyrouth, à Clazomène, etc., et l'ont également laissé à la station quarantenaire de Camaran.

« Depuis longtemps, en Europe, la question des quarantaines, même dans les stations les plus saines et les mieux installées, est jugée; les Conventions de Venise et de Dresde les ont condamnées, il y a lieu de l'espérer, à jamais.

« Mais le danger de ces mesures empiriques est d'autant plus grand qu'il y a plus à craindre de causer par elles d'énormes agglomérations, si souvent déclarées funestes, même à la Conférence sanitaire de Constantinople; ces agglomérations sont inévitables à Camaran avec les quarantaines actuelles.

« La Commission a donc été bientôt d'accord, sauf l'abstention des Délégués ottomans et helléniques, sur l'intérêt qu'il y a, au point de vue sanitaire et humanitaire, à se rapprocher le plus possible des principes arrêtés à Venise pour le régime applicable à Camaran, en admettant avant tout la distinction entre les mesures à appliquer aux navires indemnes, aux navires suspects, aux navires infectés.

« En supposant même que l'ancien régime quarantenaire ne fût pas en lui-même dangereux, il y avait lieu d'envisager la question des mesures à appliquer aux provenances du Sud, en tenant compte du système des mesures préventives imposées désormais au départ des navires, et surtout du fait que les navires provenant des Indes Britanniques, qui sont considérés comme les plus suspects, subissent après la visite médicale et la

désinfection au port de départ, une seconde visite médicale à Aden avec, le cas échéant, débarquement des malades et désinfection.

« On a fait observer, d'autre part, qu'il y a lieu de ne pas perdre de vue, même lorsqu'il s'agit de navires ayant eu une traversée indemne, que le choléra existe dans les Indes et que, parfois, les autorités ottomanes ont été induites en erreur par de fausses déclarations sur les conditions de cette traversée. De sorte qu'il y aurait peut-être trop de risques à admettre, pour les pèlerinages, le principe essentiel de la Convention de Venise, qui consisterait à donner libre pratique aux navires arrivant à Camaran avec patente nette et n'ayant eu aucun accident cholérique à bord, pendant la traversée.

« La visite médicale à bord qu'on devrait faire sur les navires à pèlerins ne pourrait pas, d'ailleurs, s'effectuer d'une manière aussi rigoureuse que celle qui est opérée à bord des bâtiments dont s'est occupée la Convention de Venise.

« En attendant donc que, soit sur ce point, soit sur les autres où l'on s'est écarté de la Convention de Venise, on puisse, dans une autre Conférence, être moins exigeant, si une expérience de quelques années permet de considérer les mesures adoptées comme trop sévères et inutiles pour la sauvegarde de la santé publique au Hedjaz, le traitement des navires dans les diverses conditions sanitaires a été fixé comme ci-après :

« Les navires reconnus indemnes après visite médicale auront libre pratique, lorsque les opérations suivantes seront terminées :

« Les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire seront désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

« Si aucun cas de choléra, de diarrhée ou accident cholériforme, n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

« Les navires suspects, c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis sept jours, seront traités de la façon suivante : les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures. Si aucun cas de choléra ou d'accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement, et le navire sera dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant sous serment qu'il n'y a pas eu de cas pendant la traversée, les pèlerins seront immédiatement débarqués.

« Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes avaient été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran où il subira le régime des navires infectés.

« Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de choléra ou des accidents cholériformes, ou bien en ayant présenté depuis sept jours, subiront le régime suivant :

« Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

« Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

« L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

« Les passagers resteront cinq jours à l'établissement de Camaran; lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

« Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite médicale rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes s'étaient montrés à bord pendant la traversée ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran où il subira de nouveau le régime des navires infectés.

« Les mesures qui précèdent n'ont pas seulement l'avantage d'être rationnelles et basées sur des données scientifiques; elles auront aussi des conséquences très favorables. Le nombre des pèlerins qui se trouveront simultanément à Camaran sera beaucoup plus restreint et le danger de l'agglomération notablement diminué. Cette station sanitaire servira surtout à appliquer convenablement des mesures de précaution contre de fâcheuses surprises possibles, à rétablir l'état sanitaire des navires infectés et à isoler les personnes susceptibles de propager le choléra.

« Les Délégués néerlandais, non sans quelques motifs sérieux, désiraient voir appliquer un traitement moins rigoureux pour les navires indemnes venant de leurs ports où le choléra n'est pas endémique. Mais, à cet égard, il y a lieu de faire valoir la difficulté d'adopter des mesures différentes pour les divers pavillous qui rassemblent des pèlerins de plusieurs endroits plus ou moins suspects, et surtout la considération qu'il s'agit d'arrêter à Camaran seulement les navires à pèlerins qui sont toujours plus ou moins encombrés et pour lesquels un nettoyage complet ne sera jamais inutile.

« En déterminant d'une manière précise la durée maxima des opérations de sanitation des navires, on a voulu empêcher que, sous le prétexte du temps nécessaire pour la désinfection, on ne fit subir, en réalité, une quarantaine abusive.

« Après avoir reconnu la nécessité de choisir Camaran comme station sanitaire où seront appliquées les mesures prophylactiques contre l'importation du choléra au Hedjaz par les pèlerins venant du Sud et avoir formulé ces mesures mêmes, il était de toute importance de discuter et de préciser de quelle manière il convenait d'organiser une telle station, pour qu'on puisse avoir quelque confiance dans son fonctionnement. La Commission a pris pour première base de ses études les propositions résultant des rapports élaborés à cet égard par le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

« Après la description qu'on a faite de ce qui se passe dans cette île et que personne n'ose trop contester, il convenait de procéder à un renouvellement *ab imis fundamentalis*. Avant tout, si l'emplacement de cette île est favorable, si ses dimensions de 11 milles de longueur sur 3 milles et demi de largeur sont suffisantes, si son altitude de 50 pieds seulement ne présente pas de difficultés d'installation, elle a pourtant deux grands défauts qu'il faudrait faire disparaître avant de songer à la construction des locaux de la station. Cette île est habitée par des indigènes qui n'ont rien à faire avec le service de la station, et, d'autre part, l'accès n'y est ni très facile ni très sûr.

« La population de l'île en 1881, lors de l'établissement du lazaret actuel, ne comptait que 350 habitants; aujourd'hui, elle en compte 1,030. Cette population, qui s'est accrue seulement par l'appât des bénéfices à réaliser sur les pèlerins, offre un très grand danger pour la dissémination ou le maintien sur les lieux des germes du choléra. Elle est en relations constantes avec les différents groupes de pèlerins pendant leur séjour dans l'île et en même temps avec les villes de la côte orientale de la mer Rouge. Comme on l'a fait ailleurs, la première mesure qui s'impose pour préparer cette île à l'installation d'une station sanitaire est de la faire évacuer par ses habitants. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople partage cet avis.

« En second lieu, la Commission recommande d'assurer l'accès des navires dans l'île par l'installation de bouées et de balises et de rendre plus faciles le débarquement et le rembarquement des pèlerins par la construction d'un môle et l'approvisionnement de chalands en nombre suffisant, qui ne serviraient que pour les pèlerins supposés sains, laissant aux navires suspects ou infectés le soin d'amener eux-mêmes à la jetée de Camaran leurs pèlerins par les moyens de bord. On évitera ainsi que les chalands, peu faciles à désinfecter à chaque instant, ne transportent successivement des personnes saines et des malades.

« En présence des réformes très importantes qu'on va introduire en ce qui concerne le régime sanitaire à appliquer, surtout aux navires indemnes, il est de toute nécessité de pouvoir opérer rapidement mais sans contact le débarquement et l'embarquement des pèlerins qui arrivent et de ceux qui partent.

« Les grandes lignes des réformes relatives aux locaux de la station sanitaire, à l'outillage de désinfection et aux services accessoires avaient été plusieurs fois tracées à l'occasion des Conférences précédentes et la Commission n'a eu qu'à bien fixer les principes scientifiques qui devront être respectés par ceux qui auront à élaborer le projet définitif de la station et à le mettre à exécution.

« Toutefois la Commission insiste particulièrement sur la nécessité qu'il y aurait à assurer en tout cas aux pèlerins une quantité d'eau suffisante (au moins 25 litres par jour et par tête), à l'abri de toute contamination et produite à l'aide d'appareils distillatoires ou passée par des appareils à stériliser par la chaleur si elle est prise sur les lieux et n'est pas à l'abri de toute souillure.

« Après une intéressante discussion sur le système de vidange des matières excrémentielles des campements et des hôpitaux, la Commission a conclu en recommandant d'empêcher autant que possible l'infection des eaux de mer près des rivages de l'île par le déversement des vidanges.

« En raison de la grande facilité avec laquelle les germes du choléra se maintiennent dans l'eau de mer, surtout avec la température qu'elle atteint dans ces régions, et de l'usage continué qu'on fait de cette eau pour les lavages, les bains, etc., on doit avant tout éviter de la souiller. Du reste on dispose dans ces régions d'immenses étendues de champs de sable surchauffés par le soleil et il n'y a pas à craindre d'infection, si l'on répand simplement les matières des tinettes sur le terrain à une distance suffisante des campements, et si l'on a eu soin de les désinfecter d'avance.

« Par suite de toutes ces considérations et après une mûre discussion que vous trouverez reproduite en résumé dans les procès-verbaux et dans un rapport de la Sous-Commission présenté par Bonkowski-Pacha, le programme pour la réorganisation de la station sanitaire de Camaran a été approuvé dans les termes suivants :

« (Voir les conclusions : Titre C, § 3, dans le relevé des propositions adoptées).

« Un point que le Conseil de Constantinople n'avait pas envisagé dans ses propositions de réorganisation de la station sanitaire de Camaran a été pris encore en grande considération par la Commission, c'est celui du ravitaillement des pèlerins. On s'est toujours plaint des prix exorbitants pour les articles d'usage domestique exigés par les boutiquiers de Camaran, de la cherté excessive des vivres et du manque de bois à brûler; ces déplorable inconvénients constituent une raison de plus pour réclamer l'évacuation de l'île. Aussi est-il de toute nécessité et de toute opportunité de créer des magasins de comestibles et de combustible suffisamment approvisionnés, continuellement surveillés par les autorités sanitaires, et dont les prix soient fixés d'avance et portés à la connaissance des pèlerins afin qu'ils ne soient pas trompés.

« On a décidé de même d'exiger la distribution gratuite de l'eau comme matière de première nécessité.

« Un paragraphe spécial à cet effet a été adopté dans les termes suivants :

« E. L'autorité sanitaire assurera dans chaque campement l'établissement de magasins de comestibles et de combustible.

« Le tarif des prix fixés par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

« Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

« L'eau est fournie gratuitement.

« Au cours de la discussion de la Commission sur les stations sanitaires dans la mer Rouge, les Délégués des Puissances plus intéressées aux pèlerinages provenant du Sud ont plusieurs fois proposé d'affecter au service de désinfection, au moins pour les navires indemnes, la station sanitaire à organiser sur les îlots d'Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali situés à proximité de Djeddah. Mais la Commission, considérant l'utilité d'appliquer les mesures de sanitation aux navires au cours plutôt qu'à la fin de leur traversée, a persisté à désigner Camaran comme station principale à cet effet.

« L'exiguïté des îlots qui ne pourraient pas contenir, même pour un temps très court, plus de 500 pèlerins à la fois était encore un motif pour affirmer la Commission dans cette décision.

« Néanmoins il était à propos de bien déterminer ce qu'il y aura à faire pour améliorer cette station secondaire, organisée dès 1887 et pour laquelle la Commission des lazarets du Conseil de santé de Constantinople a égale-

ment reconnu la nécessité d'une installation plus sérieuse. Cette station doit rester ouverte toute l'année pour les pèlerinages, tandis que celle de Camaran ne fonctionne que pendant six mois, à l'époque du plus grand passage de pèlerins pour la Mecque : elle reçoit, pendant que Camaran est fermée, tous les pèlerins qui arrivent en petit nombre de l'Extrême-Orient et toute l'année ceux, également peu nombreux, qui sont transportés du Sud à bord des grands paquebots ou qui viennent des pays au nord de la mer Rouge.

« Cette station peut être heureusement distribuée de manière que les hôpitaux pour les deux sexes affectés aux cholériques soient placés sur un îlot séparé, celui de Abou-Ali, et que les bâtiments destinés aux logements de 500 pèlerins et aux services soient répartis sur les deux autres îlots.

« Au reste, relativement à ces lazarets, les propositions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

« 1° Création de deux hôpitaux pour cholériques, hommes et femmes, à Abou-Ali;

« 2° Création à Vasta d'un hôpital pour maladies ordinaires;

« 3° Installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en pierre capables de contenir 500 personnes à raison de 25 personnes par logement;

« 4° Trois étuves à désinfection placées à Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali avec buanderies et accessoires;

« 5° Etablissements de douches-lavages à Abou-Saad et Vasta;

« 6° Dans chacune des îles d'Abou-Saad et Vasta des machines à distiller pouvant fournir ensemble 15 tonnes d'eau par jour;

« 7° En ce qui concerne les vivres et l'eau, les règles adoptées pour Camaran sous la lettre E sont applicables aux campements d'Abou-Saad, de Vasta et d'Abou-Ali;

« 8° Pour les cimetières, les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé suivant les principes admis pour Camaran. Un cimetière sera établi dans chacune des îles.

« Afin de compléter les mesures prophylactiques contre l'importation du choléra à la Mecque, on aurait dû déterminer la surveillance effective des caravanes de pèlerins se dirigeant vers la Mecque et Médine par voie de terre, selon le paragraphe D des propositions de la Délégation française.

« Au cours des travaux de la Commission, de très bonnes raisons ont été émises pour démontrer qu'il y avait lieu de s'occuper avec autant d'empressement de l'importation du choléra au Hedjaz par les différentes voies de terre que par celles de mer. Quand on considère, en effet, que le choléra est bien souvent en permanence dans la Mésopotamie et dans le Yémen (où il n'aurait pas cessé d'exister depuis 1890) et que des caravanes de milliers de pèlerins partent de ces pays et marchent vers les lieux saints régulièrement chaque année, il y a lieu de se demander s'il faut aller chercher presque exclusivement aux Indes la source de nouveaux germes de la maladie du Hedjaz.

« La Commission n'a pas hésité à aborder la question. La solution de ce problème ne sembla pas facile. D'un côté, les Délégués ottomans indiquèrent qu'on ne pourrait rien faire de mieux que ce qui est actuellement en usage. Des postes d'observation fonctionnent sur les routes suivies par les caravanes à Épha, à Haïl de Djebel Chamar; depuis plusieurs années, pendant toute la durée du pèlerinage, les mesures adoptées pour entretenir la propreté à la Mecque ne laissent rien à désirer; l'inspection des logements est faite avec une sollicitude constante; un bon cubage d'air dans

les dortoirs est assuré à chaque pèlerin ; la déclaration des maladies est faite à la moindre indisposition ; à Mina, pendant les sacrifices, 500 ouvriers entretiennent l'ordre le plus complet et une propreté aussi complète que possible, soit dans les abattoirs provisoires, soit dans les 550 latrines en maçonnerie construites pour les pèlerins ; les bassins de l'Arafat, pour l'eau, sont en bon état et bien surveillés ; un hôpital de 50 lits a été bâti où les consultations et le traitement sont gratuits. De grands travaux sont en plus partout en voie d'exécution dans le Hedjaz, dus exclusivement à la munificence de S. M. I. le Sultan, et compléteront les mesures prises antérieurement.

« Malheureusement, d'un autre côté et à l'encontre de la situation si satisfaisante que les Délégués ottomans nous présentaient, les dépositions navrantes de fonctionnaires consulaires et autres délégués étrangers à Djeddah, et surtout les tristes résultats des épidémies tout à fait récentes, prouvent qu'il doit y avoir, aux lieux saints d'Islam, beaucoup à faire encore au point de vue de l'hygiène.

« Par suite, la Commission, tout en insistant sur l'importance considérable que présenterait l'application des mesures rationnelles de défense par les voies de terre, mais considérant que c'est au Gouvernement ottoman qu'il appartient d'établir ces mesures de la manière la plus efficace et à son administration sanitaire de déterminer en conséquence les points où doit s'exercer avec le plus d'opportunité la surveillance rigoureuse des voies de terre suivies par les pèlerins, propose d'émettre le vœu suivant :

« La Conférence émet le vœu que les mesures prises en Orient sur les voies de terre soient conformes aux principes sanitaires acceptés à Venise et à Dresde, et qu'aux longues quarantaines de terre soient substituées les pratiques modernes de la désinfection.

« Dans ce but, des étuves et d'autres outillages de désinfection seraient disposés dans des points bien choisis sur les routes suivies par les pèlerins.

« Les mêmes moyens seraient employés sur les lignes de chemins de fer créées ou à créer.

« Après avoir réglementé les stations sanitaires pour les provenances du Sud, la Commission devait s'occuper des provenances du Nord descendant vers les ports du Hedjaz et surtout des mesures à appliquer aux pèlerins qui partent des ports du Hedjaz pour rentrer chez eux, soit en Europe, soit en Extrême-Orient.

« En ce qui concerne les provenances du Nord, il faut reconnaître, avant tout, que d'ordinaire il n'y a pas de danger d'importation à craindre, puisque, dans le Nord, le choléra n'est nulle part endémique. Par suite, on peut instituer un régime autre que celui des provenances du Sud pour les navires qui viennent des ports indemnes sans avoir d'accident cholérique à bord. Il n'est pas nécessaire de retarder la libre pratique de ces navires à leur arrivée aux ports du Hedjaz : les transports sont du reste très soigneusement inspectés par les gouvernements des points de départ, et il y a peu de crainte à avoir pour l'état sanitaire du bord. Quant aux navires dans le port de départ desquels le choléra a été signalé, ou qui pendant la traversée ont eu à bord des accidents cholériques, ils doivent être soumis aux mesures édictées pour les navires suspects ou infectés qui arrivent de l'Extrême-Orient.

« Dans ce dernier cas, on doit songer à la bonne installation d'une station sanitaire sur la route que suivent les bateaux à pèlerins de Suez à Djeddah.

« Aux navires qui partent de Djeddah ou de Yambo pour le Nord, il y a lieu d'appliquer des mesures différentes quand l'existence du choléra aura été constatée au Hedjaz ou ne l'aura pas été.

« Comme on ne peut pas être tout à fait rassuré sur les conditions sanitaires de ces localités où la mortalité est toujours très forte, et qu'il n'est pas facile d'appliquer au départ des mesures de désinfection offrant une complète sécurité, il convient d'appliquer aux bâtiments partant du Hedjaz même, quand il n'y aura pas de choléra, le régime des navires indemnes arrivant du Sud à Camaran. Si le choléra existe au Hedjaz, on devra appliquer aux navires à pèlerins qui en viennent les mesures édictées pour les navires infectés arrivant à Camaran du Sud. Toutefois, il faut considérer que les pèlerins qui arrivent à Camaran ont déjà subi plusieurs mesures de sanitation et une longue observation à bord, tandis que ceux qui viennent du Hedjaz n'ont fait qu'une très courte traversée et ont subi des désinfections appliquées dans des conditions bien défectueuses.

« Ce n'est donc pas trop d'exiger, pour ces pèlerins, sept au lieu de cinq jours d'observation une fois les opérations de désinfection terminées.

« L'application des mesures sanitaires aux navires qui partent des ports du Hedjaz pour aller vers le Nord n'offre pas de très grandes difficultés, puisque toutes les nations intéressées sont d'accord pour les faire subir à la station sanitaire qui se trouve sur la route parcourue par les navires mêmes, c'est-à-dire à la station de Djebel-Tor. Mais, pour ce qui regarde l'application de ces mesures aux navires qui se dirigent desdits ports vers le Sud, la chose n'est plus aussi aisée, à cause des inconvénients pouvant résulter d'un second passage par Camaran.

« Il ne semble pas qu'on dût s'abstenir de s'occuper des navires se dirigeant vers le Sud parce qu'ils retournent dans des endroits où le choléra est endémique. Il fallait considérer, avant tout, que ces navires portent les pèlerins vers différentes régions où le choléra ne se développe pas plus fréquemment, peut-être, qu'en Europe et où il est absolument nécessaire de ne pas laisser arriver les germes de la maladie; d'autre part, trop souvent, on a eu à déplorer des épidémies à bord de ces navires partant du Hedjaz avec des cargaisons infectées.

« L'équité porte en outre à reconnaître que si les Gouvernements des pays d'où partent les pèlerins pour aller à la Mecque font des sacrifices très considérables pour empêcher qu'ils apportent avec eux les germes de la maladie, le Gouvernement ottoman doit aussi faire de son mieux pour sauvegarder les mêmes pays quand les pèlerins rentrent chez eux. Si l'on n'obtient pas cette réciprocité de traitement, l'Europe accorderait tout à la Turquie, sans avoir de son côté aucune garantie.

« Jusqu'à présent aucune précaution n'a été prise en ce qui concerne le départ des pèlerins des ports de Djeddah et de Yambo, même quand il y a le choléra au Hedjaz. Il ne faut pas se dissimuler que, dans la pratique, on trouverait de grandes difficultés à appliquer au port de départ de Djeddah les mesures prescrites aux ports de départ de l'Extrême-Orient.

« En cas d'épidémie, notamment à Médine ou à la Mecque, Djeddah est envahie en peu de jours par des milliers de pèlerins sans ressources et d'une grande malpropreté. Dans ces conditions, l'embarquement est bien difficile à régler.

« Toutefois, en créant des asiles et des hôpitaux, en augmentant beaucoup le personnel médical, comme on le fait en ce moment, à ce qu'il

paraît, en consacrant, peut-être aussi, les stations sanitaires de Abou-Saad et de Vasta à la désinfection et à la visite médicale au départ, comme à l'arrivée des pèlerins, il ne doit pas être impossible de réu-sir à appliquer un régime qui serait sans doute d'une grande utilité pour les pèlerins, sinon pour les régions où ils se rendent.

« Après une très longue discussion sur ce point, si important, la Commission est arrivée aux conclusions suivantes :

« Les mesures à adopter pour le départ de Djeddah et Yambo des pèlerins qui vont vers le Sud sont les mêmes que celles édictées pour le départ des ports situés au delà du détroit de Bab-el-Mandeb, en ce qui concerne la visite médicale et la désinfection, soit :

« 1^o Visite médicale obligatoire, individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par des médecins délégués de l'autorité sanitaire, de toute personne prenant passage à bord d'un navire;

« 2^o Désinfection obligatoire et rigoureuse faite à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

« Pour les pèlerins qui s'embarquent sur des navires dirigés vers le Nord, la désinfection se fera à Djebel-Tor, sauf quand il y a des cholériques au Hedjaz; en ce cas, les mesures ci-dessus sont appliquées aussi à ces navires à Djeddah et Yambo.

« On a supprimé tout à fait la proposition (formulée comme facultative pour les ports des Indes) de l'observation de cinq jours à appliquer aux pèlerins avant l'embarquement, parce que les conditions d'insalubrité de Djeddah sont si dangereuses qu'une agglomération dans le port est plus qu'ailleurs à craindre et qu'il y a un grand avantage à abréger le plus possible ce séjour des hadjis à Djeddah.

« Une dernière question restait enfin à traiter, celle des perfectionnements de la station sanitaire de Djebel-Tor, qui devrait servir à l'application des mesures prophylactiques aux pèlerinages, soit à l'allée, soit au retour des lieux saints d'Islam.

« Cette tâche de la Commission a été de beaucoup facilitée par le fait qu'à la Conférence internationale de Venise on avait déjà posé les bases principales d'un tel perfectionnement. Bien qu'il s'agisse seulement de recommandations formulées alors par une Sous-Commission technique, la Commission nommée par le Conseil d'Alexandrie pour étudier cette question s'en est inspirée complètement dans son travail, de sorte que ses propositions sont tout à fait conformes à l'esprit qui domina les dernières Conférences à cet égard.

« La Commission, néanmoins, en examinant avec la plus grande attention le programme projeté de réformes de cette station, a cru devoir ajouter encore quelques prescriptions complémentaires.

« Avant tout, puisqu'à Djebel-Tor on trouve de l'eau, mais que cette eau peut être contaminée, la Commission propose qu'outre les appareils distillatoires, on y établisse aussi des appareils pour stériliser l'eau par la chaleur, ce qui rendrait possible, en cas de nécessité, l'usage de l'eau existante.

« On a indiqué ensuite, d'après une remarque souvent faite, que les pèlerins qui partent de Djeddah ont dans leurs bagages très malpropres, et

bien souvent souillés par des matières infectées, quelques comestibles qu'ils veulent rapporter dans leur patrie ou dont ils font usage pour leur nourriture pendant le voyage de retour. On a cru voir dans cette habitude, et certes avec raison, un danger d'exportation et de transmission des germes infectieux.

« Le système le plus radical pour empêcher un tel usage serait d'enlever complètement aux pèlerins les vivres emportés par eux de Djeddah et de les détruire. Il donnerait lieu cependant à des récriminations, et bien souvent on se servirait néanmoins des vivres, qu'on aurait ainsi enlevés à leur propriétaire légitime.

« La Commission estime plus juste de soumettre ces aliments à la désinfection comme objets suspects. Il est certain que cette désinfection se fera de la meilleure manière possible pour ne pas les gâter et pour supprimer le danger.

« Une autre remarque très intéressante a été faite aussi à propos des outres dont les pèlerins se servent pour emporter l'eau d'El-Tor sur les navires au moment du départ : la conservation et peut-être aussi le développement des germes d'infection sont facilités par la forme de ces outres. Il est, dès lors, préférable de les remplacer, comme on a, du reste, commencé à le faire, par des vases en terre cuite ou par des bidons métalliques.

« Enfin, on recommande une augmentation de la surveillance sanitaire dans les sections des campements et une plus énergique direction dans le port d'El-Tor pour régler les embarquements et les débarquements.

« Les conclusions de la Commission à ce sujet sont ainsi conçues et adoptées à l'unanimité :

« (Voir le TITRE C, § 6. — *R'organisation de Djebel-Tor* dans le relevé des propositions ci-après (1).

« A propos de la question des améliorations de la station sanitaire de Djebel-Tor, la Commission a été amenée à s'occuper d'un grand lazaret que le Gouvernement impérial ottoman a décidé de créer et d'organiser sur la côte arabique de la mer Rouge, à El-Wedj, à l'instar de celui de Camaran, avec toutes les installations sanitaires prescrites par les progrès de la science moderne. Cette décision aurait été prise à cause des conditions défavorables qu'aurait présentées jusqu'ici le lazaret de Djebel-Tor.

« Suivant les renseignements donnés par les Délégués ottomans, ce nouveau lazaret serait destiné à l'installation simultanée dans de bonnes conditions de 6.000 pèlerins, soit lorsqu'ils retournent des ports de Djeddah et de Yambo vers la Méditerranée, soit lorsqu'ils se rendent au Hedjaz, au cas où le choléra existerait sur le littoral de la Méditerranée et notamment en Égypte.

Cette nouvelle installation a été approuvée par le Conseil sanitaire de Constantinople avant qu'il pût connaître les mesures dont nous avons parlé plus haut, et que le Conseil d'Alexandrie se propose de prendre pour remédier à l'état de choses précédemment constaté à Djebel-Tor en suivant les recommandations de la Conférence sanitaire de Venise. Le Conseil sanitaire de Constantinople, d'autre part, d'après le témoignage de quelques-uns de ses membres présents à la Conférence, n'aurait songé à établir à El-Wedj qu'une petite station pour les troupes ottomanes revenant de l'Arabie.

« De l'avis de plusieurs membres compétents de la Commission, l'installation d'un lazaret à El-Wedj présente de grandes difficultés, surtout en ce qui concerne l'approvisionnement de l'eau. Ces difficultés ont autrefois décidé le Conseil sanitaire d'Alexandrie, à renoncer au choix de cet emplacement pour y faire stationner les pèlerins revenant de la Mecque et l'ont porté à affecter de préférence à ce but celui de Djebel-Tor.

« D'un autre côté, la Commission s'est trouvée, sur cette question, en présence d'une décision inscrite dans l'annexe IV de la Convention de Venise, de telle sorte qu'une modification de cette dernière disposition ne devait s'imposer que s'il y avait des raisons très puissantes et un intérêt réel à le faire.

« Mais comme il s'agit d'une installation déjà décidée par le Gouvernement ottoman et destinée surtout aux quarantaines des sujets ottomans, et que les renseignements qui lui sont fournis ne sont pas de nature à lui permettre d'apprécier l'utilité et la possibilité de l'organisation d'une station sanitaire sur ce point de la côte arabique, la Commission a passé sur ce point simplement à l'ordre du jour. La Délégation ottomane a déclaré que son Gouvernement se réservait de prendre sur ce point telle mesure qu'il jugera nécessaire.

« Enfin, un dernier point de toute importance devait être encore envisagé par la Commission.

« Des considérations dignes de toute notre attention ont été développées, le jour de l'ouverture de la Conférence, par M. le Président de la Conférence, quand il nous disait dans son discours : « L'Europe a franchi la période purement théorique en matière de prophylaxie. Les mesures à déterminer n'auront de valeur que si elles sont fermement et régulièrement appliquées..... Une mesure médiocre, quand elle est rigoureusement appliquée, vaut mieux que la meilleure des mesures quand elle l'est mal. »

« Ces considérations n'ont pas échappé aux études faites avec tant de dévouement et d'intérêt par votre Commission. Bien qu'elle ait laissé d'un commun accord à la troisième Commission, qui doit être appelée à examiner tout ce qui concerne les voies et moyens, le soin de résoudre la très grave question inscrite dans notre programme, celle de la création d'une autorité compétente pour diriger et surveiller l'application des propositions qui seront insérées dans la Convention, votre Commission a entendu plusieurs fois répéter dans ses séances qu'il est d'un intérêt de premier ordre de placer à Camaran et dans les autres stations sanitaires un personnel expérimenté et capable d'inspirer confiance. Une proposition formelle a été présentée à ce sujet comme un naturel et indispensable complément des travaux de la Commission.

« Cette proposition, qui s'inspire de ce qui a été décidé à Venise pour la traversée en quarantaine du canal de Suez, a été formulée et adoptée comme ci-après. La Délégation des Etats-Unis a fait sur ce point une réserve générale et les délégations de la Grande-Bretagne et des Indes une réserve spéciale relative au golfe Persique :

« Afin d'assurer les garanties nécessaires au bon fonctionnement des stations sanitaires de Faô, Mohammerah, Camaran, Abou-Saad, Abou-Ali, Vasta et Djeddah, il sera créé un corps de médecins diplômés et compétents, de désinfecteurs et de mécaniciens bien exercés et de gardes sanitaires recrutés parmi les personnes ayant fait leur service militaire comme officiers ou sous-officiers.

« Messieurs,

« Je me suis efforcé, dans le rapport que je viens de vous présenter, de reproduire très succinctement mais le plus fidèlement possible les idées principales qui ont dominé la discussion de votre Commission relative à la mer Rouge.

« Je pense que les propositions qu'elle soumet à votre approbation sont au plus haut point dignes de la grande œuvre scientifique et humanitaire qui a été inaugurée si avantageusement à la Conférence de Venise, œuvre si bien continuée à Dresde et que nous espérons tous voir achever à Paris.

« Comme ses devancières, notre Conférence sanitaire internationale se propose de résoudre en les conciliant des questions à la fois scientifiques, humanitaires et économiques. Nous sommes heureusement aidés dans notre tâche par les progrès accomplis, ces dernières années, dans les données de la science qui vont plus que jamais au secours des droits de l'humanité et des légitimes exigences de l'économie sociale dans ces questions de si haute importance confiées à nos discussions.

« S'il n'y avait pas un ensemble de difficultés à vaincre sur lesquelles nous ne pouvions pas glisser légèrement, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire au commencement de mon exposé, les progrès de la science dans la prophylaxie des maladies contagieuses, et surtout du choléra, nous auraient permis de faire beaucoup plus en faveur de ces droits sacrés et de ces exigences dignes de considération que nous avons à défendre et à satisfaire.

« Néanmoins, ce que la Commission vous présente réalise une amélioration considérable de l'état de choses actuel ; c'est un pas important vers l'idéal auquel nous visons, en voulant donner les garanties les meilleures possibles et les plus rationnelles pour la sauvegarde de la santé publique et supprimer, en même temps, toutes restrictions à la liberté humaine et toutes entraves au commerce.

« Il est à regretter qu'à côté d'une très grande majorité, qui, j'espère, se fera de plus en plus compacte, il y ait à constater, comme vous verrez dans le relevé des propositions adoptées par la Commission, certaines abstentions. J'ai la confiance cependant que ces abstentions ne sauraient compromettre l'œuvre de la Conférence et que tous les obstacles actuels au succès de nos travaux seront écartés bientôt et à jamais.

Relevé des propositions adoptées par la Commission.

A. — *Police sanitaire dans les ports de départ des navires à pèlerins venant de l'Océan Indien et de l'Océanie.*

« 1. Visite médicale obligatoire, individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par un médecin, délégué de l'autorité publique, de toutes personnes prenant passage à bord d'un navire à pèlerins.

« Adopté à l'unanimité.

« 2. Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

« Adopté à l'unanimité, moins la voix de la Délégation américaine.

« 3. Interdiction d'embarquement de toute personne atteinte de choléra, d'affection cholériforme et de toute diarrhée suspecte.

« Adopté à l'unanimité.

« 4. Lorsqu'il existe des cas de choléra dans le port, l'embarquement ne se fera à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes auront été soumises pendant cinq jours à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte du choléra.

« Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales.

« Adopté à l'unanimité, sauf la voix du Délégué de l'Inde.

« 5. Les pèlerins seront tenus de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les lieux saints.

« Adopté à l'unanimité, sauf les voix de la Délégation de l'Empire ottoman, de la Délégation britannique et de la Délégation des Indes.

B. — Mesures à prendre à bord des navires à pèlerins.

RÈGLEMENT

TITRE I. — Dispositions générales.

« Article premier. — Ce règlement est applicable aux navires à pèlerins qui transportent au Hedjaz ou qui en ramènent des pèlerins musulmans.

« Art. 2. — N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe en proportion moindre qu'un pèlerin par 100 tonneaux de jauge.

« Art. 3. — Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople conformément aux principes édictés dans la présente Conférence.

« Art. 4. — Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

« Les navires à pèlerins faisant le cabotage, destinés aux transports de courte durée dits « voyages au cabotage », sont soumis aux prescriptions contenues dans le règlement spécial mentionné à l'article 3.

TITRE II. — Mesures à prendre avant le départ.

« Art. 5. — Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente (1) du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

(1) L'autorité compétente est actuellement : dans les Indes anglaises, un *officer* désigné à cet effet par le Gouvernement local (*Native passenger ships Act. 1887, art. 7*) ; — dans les Indes néerlandaises, le maître du port ; — en Turquie, l'autorité sanitaire ; en Autriche-Hongrie, l'autorité sanitaire ; — en Italie, le capitaine de port ; — en France, en Tunisie et en Espagne (îles Philippines), l'autorité sanitaire.

« Art. 6. — A la suite de cette déclaration, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

« Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne répond plus à l'état actuel du navire.

« Art. 7. — L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

« a. Que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

« b. Que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont et l'entrepont sont en bois et pas en fer ;

« c. Qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage, et convenablement arrimés, des vivres, ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage ;

« d. Que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes ;

« e. Que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

« f. Que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité ;

« g. Que l'équipage comprend un médecin et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux articles 11 et 23.

« h. Que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants ;

« i. Que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par le titre III pourront être exécutées.

« Art. 8. — Le capitaine est tenu de faire afficher à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

« 1° La destination du navire ;

« 2° La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin ;

« 3° Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part.

« Art. 9. — Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en mains :

« 1° Une liste, visée par l'autorité compétente, et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ;

« 2° Une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées : équipages, pèlerins et autres passagers, la nature

de la cargaison, le lieu du départ, celui de la destination, l'état de la santé publique dans le lieu du départ.

« L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

« Art. 10. — L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet suspect (1), suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

TITRE III. — *Précautions à prendre pendant la traversée.*

« Art. 11. — Chaque navire embarquant 100 pèlerins ou plus doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse 1,000.

« Art. 12. — Le médecin doit veiller à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment :

« 1° S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés ;

« 2° S'assurer que les prescriptions de l'article relatives à la distribution de l'eau sont observées ;

« 3° S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 21 ci-dessous ;

« 4° S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 18 ci-dessous ;

« 5° S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite comme il sera dit à l'article 19 ci-dessous ;

« 6° Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

« Art. 13. — Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

« En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface d'au moins 2 mètres carrés, soit 1 mètre sur 2 mètres, avec une hauteur d'entrepont d'au moins 1 m. 80.

« Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

« Art. 14. — Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants ; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

« Art. 15. — Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en détermineront la nature, la quantité et les dimensions.

« Art. 16. — Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec

(1) D'après la définition de l'Annexe V, I, 1°, de la Convention de Venise.

soin et frottés au sable sec avec lequel on mélangera des agents désinfectants convenables pendant que les pèlerins seront sur le pont.

« Art. 17. — De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

« Art. 18. — Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisance à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

« Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

« Aucuns lieux d'aisances ne doivent exister dans les entrepouts ni dans la cale.

« Les latrines destinées aux passagers aussi bien que celles affectées à l'équipage doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

« Art. 19. — La désinfection du navire doit être faite conformément aux prescriptions des paragraphes 5 et 6 de l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise (1).

« Art. 20. — La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins 5 litres.

« Art. 21. — S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie et stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de meilleure.

« Art. 22. — Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

« Art. 23. — Chaque navire doit avoir à bord des médicaments et les objets nécessaires aux soins des malades. Les noms et les quantités de ces médicaments seront indiqués dans une annexe. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

« Art. 24. — Une infirmerie régulièrement installée, et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité, doit être réservée au logement des malades.

« Elle doit pouvoir recevoir au moins 3 p. 100 des pèlerins embarqués, à raison de 3 mètres carrés par tête.

« Art. 25. — Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes.

« Les personnes chargées de soigner de tels malades peuvent seules

(1) On videra les cabines et toutes les parties du bâtiment

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionné de 10 p. 100 d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale; on descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on lavera et on frottera les parois et le plancher à grande eau.

Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer, puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de la cale ne sera pas déversée dans un port.

pénétrer auprès d'elles, et n'auront aucun contact avec les autres personnes embarquées.

« Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent des malades, et qui ont pu être souillés. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être, soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port, ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé.

« Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

« Les locaux occupés par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

« Les opérations de désinfection doivent être faites conformément à l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise.

« Art. 26. — En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin, et la date du décès.

« En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution de sublimé, sera jeté dans la mer (1).

« Art. 27. — La patente délivrée au port du départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

« Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

« 1° Le nombre des passagers débarqués ou embarqués à nouveau ;

« 2° Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;

« 3° L'état sanitaire du port de relâche.

« Art. 28. — Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste qu'il a en mains en exécution de l'article 9.

« Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

« En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 9 et préalablement au visa nouveau.

« Art. 29. — Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée (2).

« Art. 30. — Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires.

(1) Convention de Venise, annexe V, titre II, 7°.

(2) Convention de Venise, annexe V, titre II, 6°.

TITRE IV. — *Pénalités.*

« Art. 31. — Tout capitaine convaincu de ne s'être pas conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, sera passible d'une amende de 2 livres turques. Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

« Art. 32. — Toute infraction à l'article 8 est punie d'une amende de 30 livres turques.

« Art. 33. — Tout capitaine qui commettra ou qui laissera sciemment commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'article 9 est passible d'une amende de 50 livres turques.

« Art. 34. — Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les articles 9, 27 et 28, est passible dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

« Art. 35. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de 100 pèlerins sans la présence d'un médecin commissionné, conformément aux prescriptions de l'article 11, est passible d'une amende de 300 livres turques.

« Art. 36. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'article 9 est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

« Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

« Art. 37. — Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

« Art. 38. — Toute infraction aux autres prescriptions du présent règlement est punie d'une amende de 10 à 100 livres turques.

« Art. 39. — Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

« Art. 40 (article réservé). — Aucune amende n'est prélevée en cours de voyage. C'est au port de destination que la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions du présent règlement.

« Art. 41. — Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce règlement sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs, en cas de fautes commises par eux dans son application.

« Art. 42. — Le présent règlement sera affiché dans la langue de la nationalité du navire et en langue arabe, dans un endroit apparent et accessible, à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

« Adopté à l'unanimité (à l'exception de l'article 40 qui est réservé à la Commission des voies et moyens), sauf l'article 13 sur lequel les Délégués de S. M. Britannique et les Délégués des Pays-Bas font une réserve, et

l'article 30 qui est l'objet d'une autre réserve de la part de la Délégation de S. M. Britannique.

C. — *Surveillance sanitaire des pèlerinages dans la mer Rouge.*

« 1. Choix d'une station sanitaire à Camaran.

« Adopté à l'unanimité.

« 2. Régime sanitaire applicable dans la station sanitaire (réorganisée) de Camaran aux navires à pèlerins.

« Les navires reconnus indemnes après visite médicale auront libre pratique lorsque les opérations suivantes seront terminées :

« Les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés ; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

« Si aucun cas de choléra, de diarrhée ou accident cholériforme, n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

« Les navires suspects, c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis sept jours, seront traités de la façon suivante : les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures. Si aucun cas de choléra ou d'accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement, et le navire sera dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas pendant la traversée, les pèlerins seront immédiatement débarqués.

« Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes avaient été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira le régime des navires infectés.

« Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de choléra ou des accidents cholériformes, ou bien en ayant présenté depuis sept jours, subiront le régime suivant :

« Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

« Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

« L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

« Les passagers resteront cinq jours à l'établissement de Camaran ; lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de

l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

« Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite médicale rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériques s'étaient montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran où il subira de nouveau le régime des navires infectés.

« Adoptés à l'unanimité, moins les voix des Délégués ottomans et helléniques qui déclarent s'abstenir.

3. *Améliorations à apporter à la station sanitaire de Camaran.*

A. — Evacuation complète de l'île de Camaran par ses habitants.

B. — Moyens d'assurer la sécurité et de faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran :

- 1° Installation de bouées et de balises en nombre suffisant ;
- 2° Construction d'un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis ;
- 3° Un appontement différent pour rembarquer séparément les pèlerins de chaque campement ;
- 4° Des chalands en nombre suffisant avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement des pèlerins.

Le débarquement des pèlerins des navires infectés sera opéré par les moyens de bord.

C. — Installation de la station sanitaire qui comprendra :

- 1° Un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'Administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements ;
- 2° Des locaux pour l'Administration et pour le personnel des services sanitaires et autres ;
- 3° Des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets non portés et autres objets ;
- 4° Des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage ;
- 5° Des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés : a) pour l'observation des suspects ; b) pour les cholériques ; c) pour les malades atteints d'autres affections contagieuses ; d) pour les maladies ordinaires ;
- 6° Les campements seront séparés les uns des autres d'une manière efficace et la distance entre eux devra être la plus grande possible ; les logements destinés aux pèlerins seront construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne devront contenir que 25 personnes ;
- 7° Un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation, sans contact avec une nappe d'eau souterraine et drainé à 0 m. 50 au-dessous du plan des fosses.

D. — Outillage sanitaire et accessoires :

- 1° Etuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité et de rapidité ;
- 2° Pulvérisateurs, cuves à désinfection et moyens nécessaires pour la

désinfection chimique, analogues à ceux qui ont été indiqués par la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892 ;

3° Machines à distiller ; appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur ; machines à fabriquer la glace.

Pour la distribution de l'eau potable, canalisations et réservoirs fermés étanches, et ne pouvant se vider que par des robinets ou par des pompes ;

4° Laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire ;

5° Installation de tinettes mobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées. Epandage de ces matières sur une des parties de l'île les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement de ces champs, au point de vue de l'hygiène ;

6° Les eaux sales seront éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eaux vannes qui sortent des hôpitaux seront désinfectées par le lait de chaux, suivant les indications contenues dans la Convention de Venise.

E. — L'autorité sanitaire assurera dans chaque campement l'établissement de magasins de comestibles et de combustible.

Le tarif des prix fixés par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

En ce qui concerne les vivres et l'eau, les règles adoptées pour Camaran sous la lettre E sont applicables aux campements d'Abou-Saad, de Vasta et d'Abou-Ali.

Adopté à l'unanimité.

4. *Améliorations à apporter aux stations sanitaires d'Abou-Saad et Vasta.*

1° Création de deux hôpitaux pour cholériques, hommes et femmes, à Abou-Ali.

2° Création à Vasta d'un hôpital pour maladies ordinaires ;

3° Installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en pierre capables de contenir 500 personnes, à raison de 25 personnes par logement ;

4° Trois étuves à désinfection placées à Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, avec buanderies et accessoires ;

5° Etablissement de douches-lavages à Abou-Saad et Vasta ;

6° Dans chacune des îles d'Abou-Saad et Vasta, des machines à distiller pouvant fournir ensemble 15 tonnes d'eau par jour ;

7° Pour les cimetières, les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé suivant les principes admis pour Camaran. Un cimetière sera établi dans chacune des îles.

Adopté à l'unanimité.

5. *Création d'une station sanitaire à El-Wedj.*

« La Commission, laissant cette question de côté, passe à l'ordre du jour.

6. *Réorganisation de la station de Djebel-Tor.*

« La Conférence adopte les conclusions du rapport fait au Conseil d'Alexandrie par la Commission nommée par lui *ad hoc*, cette Commission

s'étant inspirée dans son travail des recommandations et vœux formulés à la Conférence de Venise sur la réorganisation de la station sanitaire d'El-Tor.

« Toutefois la Conférence estime :

1° Qu'il est nécessaire d'avoir également, dans la station de Tor, des machines à stériliser par la chaleur l'eau qu'on peut trouver sur place ;

2° Qu'il importe que tous les vivres qui sont emportés par les pèlerins de Djeddah et de Yambo, quand il y a du choléra au Hedjaz, soient désinfectés comme objets suspects, ou complètement détruits s'ils se trouvent dans des conditions d'altération dangereuses ;

3° Que des mesures doivent être prises pour empêcher les pèlerins d'emporter au départ de Djebel-Tor, des outres, qui seront remplacées par des vases en terre cuite ou des bidons métalliques ;

4° Que chaque section y doit être pourvue d'un médecin ;

5° Qu'un capitaine de port doit être nommé à El-Tor, pour y diriger les embarquements et les débarquements, et pour faire observer les règlements par les capitaines des navires et les *samboukdji*.

« Adopté à l'unanimité.

Régime sanitaire à appliquer aux Navires à Pèlerins venant du Nord.

I

VOYAGE D'ALLER. — Deux hypothèses peuvent se présenter :

Première hypothèse. — La présence du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs et aucun accident cholérique ne s'est produit pendant la traversée.

« Dans ce cas, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

« *Deuxième hypothèse.* — La présence du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs, ou bien un accident cholérique s'est produit pendant la traversée

« Dans ce cas, les navires sont soumis, à Djebel-Tor aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran.

II

VOYAGE DE RETOUR. — Deux hypothèses peuvent se présenter :

« *Première hypothèse.* — La présence du choléra n'est pas constatée au Hedjaz et ne l'a pas été au cours du pèlerinage.

« En ce cas, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

« *Deuxième hypothèse.* — La présence du choléra est constatée au Hedjaz ou l'a été au cours du pèlerinage.

« En ce cas, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés, sauf la modification suivante :

« Tous les pèlerins sont soumis à une observation de sept jours pleins à partir de celui où ont été terminées les opérations de dé-infection. Si un accident cholérique s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir du jour où le dernier cas a été constaté.

8. *Mesures sanitaires à appliquer aux Départs des Pèlerins des Ports du Hedjaz.*

« Les mesures à adopter pour le départ de Djeddah et Yambo des pèlerins qui vont vers le Sud sont les mêmes que celles édictées pour le départ

des ports situés au delà du détroit de Bab-el-Mandeb, en ce qui concerne la visite médicale et la désinfection, soit :

« 1^o Visite médicale obligatoire individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par des médecins délégués de l'autorité sanitaire, de toute personne prenant passage à bord d'un navire ;

2^o Désinfection obligatoire et rigoureuse faite à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

« Pour les pèlerins qui s'embarquent sur des navires dirigés vers le Nord, la désinfection se fera à Djebel-Tor, sauf quand il y a du choléra au Hedjaz ; en ce cas, les mesures ci-dessus sont appliquées aussi à ces navires à Djeddah et Yambo.

• Adopté à l'unanimité, sauf une réserve de la Délégation ottomane.

9. *Personnel sanitaire et de service pour les stations sanitaires.*

« Afin d'assurer les garanties nécessaires au bon fonctionnement des stations sanitaires de Faô, Mohammerah, Camaran, Abou-Saad, Abou-Ali, Vasta et Djeddah, il sera créé un corps de médecins diplômés et compétents, de désinfecteurs et de mécaniciens bien exercés et de gardes sanitaires recrutés parmi les personnes ayant fait le service militaire comme officiers ou sous-officiers.

• Adopté à l'unanimité, sauf une réserve générale des Délégués des Etats-Unis, une réserve des Délégations britannique et de l'Iude relative aux stations sanitaires de Faô et Mohammerah.

D. — *Surveillance effective des caravanes de pèlerins se dirigeant vers la Mecque et Médine par voie de terre.*

« La Conférence émet le vœu que les mesures prises en Orient sur les voies de terre soient conformes aux principes sanitaires acceptés à Venise et à Dresde, et qu'aux longues quarantaines de terre soient substituées les pratiques modernes de la désinfection.

• Dans ce but, des étuves et d'autres outillages de désinfection seraient disposés dans des points bien choisis sur les routes suivies par les pèlerins.

• Les mêmes moyens seraient employés sur les lignes de chemins de fer créés ou à créer. »

M. le Comte de Kuefstein, Délégué de l'Autriche-Hongrie, remercie, comme Président de la Commission relative à la mer Rouge, M. le Professeur Pagliani de l'intéressant rapport dans lequel il a résumé d'une manière si habile et si fidèle les travaux de cette Commission et les propositions qu'elle formule.

M. le Président indique qu'il va soumettre successivement à l'adoption de la Conférence les propositions qui sont présentées par la Commission de la mer Rouge et qui sont groupées dans quatre titres ou sections.

A. Police sanitaire dans les ports de départ des navires à pèlerins venant d'au delà du détroit de Bab-el-Mandeb ;

B. Mesures à prendre à bord des navires à pèlerins ;

C. Surveillance sanitaire des pèlerinages dans la mer Rouge ;

D. Surveillance effective des caravanes de pèlerins se dirigeant vers la Mecque et Médine par la voie de terre.

En ce qui concerne la Section A, M. Phipps, Délégué de la Grande-Bretagne, fait connaître que l'observation de cinq jours au port d'embarquement, lorsque des cas de choléra y existent, ne peut pas être appliquée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. L'acceptation de cette mesure aurait pour conséquence de créer une agglomération de pèlerins, ce qui serait contraire aux théories sanitaires et, le vote de la Délégation anglo-indienne étant unique dans les Conférences plénières, le Gouvernement Britannique ne peut, en conséquence, adhérer au paragraphe 4 de la Section A.

M. le Président fait remarquer à M. le premier Délégué de la Grande-Bretagne que le deuxième alinéa du paragraphe 4 de la section A stipule qu'il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales. Le procès-verbal mentionnera, dès lors, que le Gouvernement indien compte user de cette faculté.

M. le Docteur Ruysch, Délégué des Pays-Bas, croit devoir rappeler les indications qu'il a données, au cours de la discussion du paragraphe 4 de la Section A dans la Commission, relativement au mode d'embarquement des pèlerins dans les îles de la Sonde. Des navires de faible tonnage vont rechercher dans les différentes îles de l'archipel les pèlerins en partance et les amènent au port de départ à bord du navire à pèlerins qui doit les embarquer. Pendant cette courte traversée, comme pendant leur séjour à bord du navire qui doit les transporter, les pèlerins sont l'objet d'une surveillance rigoureuse, mais ils ne sont pas, à proprement parler, « réunis en groupes » pendant cinq jours. M. le Docteur Ruysch déclare que le Gouvernement néerlandais ne croit pas devoir modifier ce mode de procéder.

M. le Président considère que le deuxième alinéa du paragraphe 4 autorise cette dérogation à la mesure prescrite par ce même paragraphe.

M. le Docteur Thorne Thorne demande que le procès-verbal constate que la Conférence a accepté que les cinq jours d'observation puissent, dans les eaux néerlandaises des Indes, être effectués, à bord et en mer, sur les navires qui vont chercher les pèlerins dans les diverses îles pour les conduire au bâtiment qui les transporte au Hedjaz.

A propos du paragraphe 5, M. Phipps, Délégué de la Grande-Bretagne, indique que, dans la séance du 16 février, M. le Docteur Thorne Thorne a fait part à M. le premier Délégué de la Turquie de l'intérêt qu'il aurait à connaître, d'une manière précise, les prescriptions de la loi religieuse musulmane quant à l'obligation du pèlerinage; Turkhan Bey aurait fait connaître qu'il répondrait ultérieurement sur ce point.

Turkhan Bey, premier Délégué de l'Empire Ottoman, donne ce renseignement dans les termes suivants :

« En me référant à la question qui m'a été posée dans la séance du 16 février de la Commission de la mer Rouge, j'ai l'honneur de déclarer que le pèlerinage étant l'un des cinq commandements fondamentaux de la religion musulmane, celle-ci ne saurait l'interdire à personne. »

M. Phipps, délégué de la Grande-Bretagne, dit que cette réponse explique l'obligation où se trouve la Délégation Britannique de ne pas adopter le paragraphe 5 d'après lequel les pèlerins seront tenus de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les lieux saints.

M. le Président constate, au contraire, que la déclaration de Turkhan

Bey n'a rien d'incompatible avec le paragraphe 5 cité par M. Phipps. C'est une raison de plus pour que ce paragraphe soit adopté.

M. le Chevalier de Stuers, Délégué des Pays Bas, fait observer que la nécessité imposée aux pèlerins javanais de réunir le pécule indispensable pour leur voyage n'a soulevé aucune difficulté d'ordre religieux dans les Indes néerlandaises. Les musulmans javanais, même ceux qui n'appartiennent pas à la secte des « Shaféï », n'ont jamais critiqué cette mesure.

M. le Président ajoute que la législation française, comme l'indique le rapport de M. Pagliani, exige que les pèlerins qui demandent en Algérie à partir pour le Hedjaz prouvent qu'ils ont une somme de 1 000 francs pour entreprendre le voyage. Cette disposition ne saurait être considérée comme une interdiction faite aux pèlerins de se rendre à la Mecque : on ne fait qu'ajourner leur départ jusqu'à ce qu'ils soient « en état de faire le pèlerinage », ainsi que le prescrit la loi musulmane en leur demandant d'accumuler ou de se procurer le pécule qui leur est nécessaire pour se rendre aux lieux saints. C'est là, non pas une mesure d'interdiction, mais une mesure de réglementation prise dans l'intérêt même des pèlerins.

M. le Comte de Kuefstein, Délégué de l'Autriche-Hongrie, déclare, de son côté, que l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine s'est placée au même point de vue que le Gouvernement français lorsqu'elle exige une somme de 500 florins.

M. Phipps croit devoir faire remarquer à M. de Stuers que les pèlerins javanais sont, d'après ce qu'a dit M. le Docteur Ruysch, en général, des pèlerins aisés. La situation des Indes britanniques est donc entièrement différente de celle des Indes néerlandaises.

La discussion étant close sur ce point, M. le Président déclare que la Section A est adoptée avec les réserves présentées par les Délégations qui n'ont pas adhéré à la rédaction des différents paragraphes de ce titre. Ces réserves se trouvent d'ailleurs indiquées à la suite de chaque paragraphe dans le relevé des propositions qui fait suite au rapport de M. le Professeur Pagliani.

La Conférence examine ensuite la Section B qui contient le règlement sur la police du transport des pèlerins.

Au sujet de l'article 2 de ce règlement, M. Yacovlew, Délégué adjoint de Russie, demande si la proportion d'un pèlerin par 100 tonneaux de jauge, dont l'embarquement est autorisé, en dernière classe, sur les bâtiments qui ne sont pas navires à pèlerins, doit être calculée d'après la jauge nette ou la jauge brute. Il signale l'intérêt qu'il y aurait à le préciser.

M. Miéville (Egypte) fait ressortir qu'en admettant même un pèlerin par 100 tonneaux de jauge brute, un grand navire de 2.000 tonneaux ne pourra, dès lors, embarquer que 20 pèlerins, ce qui constitue un nombre insignifiant. Ce règlement impose d'ailleurs déjà d'assez lourdes restrictions à la navigation. M. Miéville conclut au maintien du texte proposé par la Commission.

A la suite d'un échange de vues sur ce point entre différents Délégués, la Conférence décide que le mot « brute » sera ajouté après « jauge » dans l'article 2 du règlement précité.

M. Yacovlew exprime, d'autre part, le désir de recevoir un éclaircissement au sujet de la disposition inscrite dans l'article 11 du règlement et

concernant l'embarquement d'un second médecin lorsque le nombre des pèlerins du navire dépasse 1.000. Il lui semble que ce second médecin doit remplir les mêmes conditions que le premier.

La Conférence confirme cette interprétation. Le second médecin devra être, comme le premier médecin, régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays dont il porte le pavillon.

En ce qui concerne l'article 12. M. Ragosine, Délégué de la Russie, insiste sur l'utilité qu'il y aurait à indiquer en termes formels que le médecin du bord doit visiter chaque jour les pèlerins et donner ses soins aux malades.

M. le Professeur Brouardel, Délégué de France, fait observer que cette obligation est l'un des devoirs essentiels du médecin et inhérents à ses fonctions. Une disposition expresse à cet effet lui paraît dès lors inutile.

Pour donner néanmoins satisfaction, dans la mesure opportune, à la pensée exprimée par M. Ragosine, M. Monod, Délégué de France, suggère de rédiger le premier alinéa de l'article 12 de la manière suivante :

Art. 12. — Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment, etc.

La Conférence adhère à cette rédaction qui est adoptée.

Au sujet de l'article 13, qui stipule que le navire doit fournir à chaque pèlerin une surface d'au moins 2 mètres carrés, soit 1 mètre sur 2 mètres avec une hauteur d'entrepont d'au moins 1 m. 80, M. Phipps (Grande-Bretagne) déclare qu'il ne peut accepter, quant à présent, qu'une surface supérieure à 1^m 50 soit accordée à chaque pèlerin, la législation de l'Inde ne concédant actuellement que 1 mètre de surface à chaque pèlerin.

M. le Chevalier de Stuers, Délégué des Pays-Bas, fait connaître que, d'après ses instructions, il n'est autorisé à accepter l'article 13 que si toutes les Puissances représentées à la Conférence y adhèrent. En présence de la déclaration faite par le Délégué de la Grande-Bretagne, il se voit obligé de réserver également son vote sur ce point.

Turkan Bey et Nouri Pacha, Délégués de Turquie, déclarent qu'une surface de 1^m 50 constitue un espace tout à fait insuffisant.

M. le docteur Ruysch, Délégué des Pays-Bas, fait observer, de son côté, que la place occupée par le petit bagage des pèlerins, qui est souvent assez volumineux, est comprise dans l'espace de 2 mètres carrés prévu à l'article 13, tandis que le petit bagage n'est pas compté dans la surface de 1 m². 50 proposée par la Délégation anglaise. Il regretterait que la Conférence, profitant de l'occasion qui lui est offerte aujourd'hui, n'acceptât pas le chiffre de 1 m². 50 indiqué par la Délégation anglaise, il serait peut-être difficile d'arriver plus tard, à une entente sur ce point.

M. le Président, après avoir signalé la remarque qui précède à l'attention de la Délégation anglaise, constate l'adoption des dispositions de l'article 13 par la Conférence, sous la réserve faite par les représentants de la Grande-Bretagne qui entraîne celle de la Délégation des Pays-Bas.

Sur l'article 30 stipulant que le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires, M. Phipps indique que le Gouvernement anglais doit s'abstenir, cette disposition n'étant pas conforme à la législation actuelle de l'Inde anglaise. Plusieurs Délégués insistant sur l'utilité de cette mesure, M. Phipps reconnaît que la disposition de l'article 30 est excellente et

ajoute que la Délégation anglaise la soumettra à l'attention du Gouvernement de l'Inde.

M. le Président fait ensuite connaître que l'article 40 demeure réservé à la Commission des voies et moyens. Il déclare ensuite que le règlement est adopté sous les réserves indiquées ci-dessus et avec les deux modifications qui y ont été introduites aux articles 2 et 12.

La Conférence passe ensuite à l'examen de la Section C.

Les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de ce titre ne soulèvent aucune observation de la part de la Conférence, qui les adopte.

Au sujet du paragraphe 6, Réorganisation de la station de Tor, M. Miéville (Egypte) fait remarquer à propos de la recommandation contenue dans le 3^e de ce paragraphe et qui vise le remplacement, à Djebel-Tor, des outres par des bidons métalliques ou des vases en terre cuite, que le Conseil sanitaire d'Alexandrie n'aurait pas le pouvoir de retirer aux pèlerins leurs outres et de leur donner en échange d'autres ustensiles. Ce serait à l'autorité administrative qu'il appartiendrait de réglementer ce point.

M. le Président indique à M. Miéville que la question des outres sera réglée par l'autorité compétente en Egypte.

Il appartiendra, le cas échéant, au Conseil sanitaire d'Alexandrie de provoquer les mesures accessoires à l'application de cette décision.

M. le Docteur Hagel, Délégué d'Autriche-Hongrie, estime qu'il y aurait avantage à insérer dans le paragraphe 6 un nouvel alinéa interdisant l'embarquement des malades à Tor.

M. le Professeur Pagliani, Délégué d'Italie, considère cette disposition comme inutile.

M. le Professeur Brouardel, Délégué de France, ajoute que l'organisation même des hôpitaux dans les stations sanitaires comporte nécessairement l'obligation, pour l'autorité sanitaire, de retenir les malades dans ces hôpitaux.

M. Miéville (Egypte) donne l'assurance que le Conseil sanitaire d'Alexandrie veillera scrupuleusement à l'application d'une semblable mesure.

Le paragraphe 6 de la Section C est adopté par la Conférence, sous le bénéfice des observations qui précèdent.

En ce qui concerne le paragraphe 7 de la section C, dans la pensée de M. Miéville, pour faciliter la lecture des dispositions relatives au régime à appliquer, à Tor, aux navires retournant du Hedjaz vers le Nord, il convient que ces dispositions reproduisent in-extenso les règles instituées à Camaran pour les navires indemnes lorsqu'il s'agit de la première hypothèse, et, dans le cas de la seconde hypothèse, les règles instituées à Camaran pour les navires infectés avec la modification qui y est apportée par le paragraphe 7 de la Section C, au lieu de se borner à se référer aux règles en question.

M. le Comte de Kuefstein, Délégué d'Autriche-Hongrie, reconnaît le bien fondé de cette observation. Il ajoute qu'il se propose de signaler à la Commission des voies et moyens quelques légères modifications que comporterait sur un point spécial le régime sanitaire applicable en Egypte d'après la Convention sanitaire de Venise en ce qui concerne les provenances du Nord. Il serait dès lors préférable de réserver la modification proposée par M. Miéville, en ce qui concerne la rédaction actuelle du paragraphe 7 de la Section C, à la Commission des voies et moyens. Le procès-

verbal de la présente séance constaterait la demande faite par M. Miéville.

La Conférence se rallie à cette manière de voir et passe à l'examen du paragraphe 8 de la Section C : Mesures sanitaires à appliquer au départ des pèlerins des ports du Hedjaz.

A propos du dernier alinéa de ce paragraphe, qui stipule que la visite médicale et la désinfection obligatoire à terre seront faites à Yambo et à Djeddah pour les pèlerins embarqués sur les navires se dirigeant vers le Nord, lorsque le choléra règne au Hedjaz, Bonkow-ki Pacha, délégué de Turquie, déclare ne pouvoir accepter cette disposition qu'ad referendum.

M. Yacovlew, délégué adjoint de Russie, demande quel serait le régime que subiraient à Tor les navires allant vers le Nord, lorsque le choléra n'est pas constaté au Hedjaz, mais existerait au Yémen.

M. le Professeur Brouardel fait observer que les communications qui existent entre le Yémen et le Hedjaz ne permettent guère d'envisager l'hypothèse où le Hedjaz serait indemne, quand le Yémen serait atteint par le choléra. Il serait difficile de refuser, à Tor, la libre pratique aux navires indemnes provenant du Hedjaz indemne parce que le choléra serait constaté au Yémen.

M. Miéville (Egypte) ajoute que le Conseil sanitaire d'Alexandrie prendra les mesures utiles à l'égard des provenances du Yémen dans le cas où le choléra y régnerait.

En ce qui concerne le paragraphe 9 : Personnel sanitaire et de service pour les stations sanitaires, M. le Docteur Thorne Thorne, Délégué de la Grande-Bretagne, indique qu'il y aurait lieu d'ajouter dans le relevé des conclusions que ce paragraphe n'a été adopté par les représentants de la Grande-Bretagne que sous une réserve relative aux stations sanitaires de Faô et de Mohammedrah. Il se propose d'ailleurs de formuler cette réserve dans la prochaine séance.

M. le Président indique, de son côté, que la réserve que la Délégation des Etats-Unis a faite sur ce paragraphe n'en constitue pas une à proprement parler, puisqu'elle a déclaré seulement subordonner son acquiescement à la condition que les mesures sanitaires et le personnel chargé de les exécuter dans les différentes stations ne seraient pas sous le contrôle de l'autorité locale.

Après avoir adopté dans son ensemble la Section C, sous le bénéfice des observations énumérées ci-dessus, la Conférence passe à l'examen de la Section D : Surveillance effective des caravanes de pèlerins se dirigeant vers la Mecque et Médine par la voie de terre.

Le vœu que contient ce paragraphe est adopté par la Conférence, la Délégation ottomane s'abstenant d'y prendre part.

M. le Docteur O. Shakespeare, Délégué des Etats-Unis, déclare, d'un autre côté, qu'il se réserve de formuler des observations générales sur l'ensemble des propositions qui viennent d'être arrêtées par la Conférence, lorsque le projet de Convention aura été préparé.

L'examen des propositions de la Commission de la mer Rouge étant clos, M. le Président demande à M. le Docteur Thorne Thorne, Délégué de la Grande-Bretagne, de fournir quelques renseignements sur les mesures prises dans l'Inde et à Aden à l'égard des pèlerins qui se dirigent vers la mer Rouge.

M. le Docteur Thorne Thorne s'exprime en ces termes :

« L'Administration de Bombay exige que chaque personne s'embarquant à destination d'Aden, de la mer Rouge, du golfe Persique ou de quelques autres ports, soit soumise à une visite médicale et individuelle faite par le médecin du port, avant que la patente ne soit délivrée.

« Le Gouvernement de l'Inde s'est entendu avec cette Administration pour s'assurer que, quand il y aura à craindre des cas de choléra parmi les pèlerins, une visite spéciale et rigoureuse soit faite avant l'embarquement.

« Le Gouvernement de l'Inde se proposerait, en outre, d'ajouter quelques articles au *Native Passengers Act*, de manière à donner plein pouvoir au médecin pour empêcher l'embarquement de toute personne qui aurait été en contact avec des malades atteints de germes infectieux. La durée de cet arrêt serait décidée par le médecin lui-même.

« Tout navire partant de l'Inde pour la mer Rouge est obligé de relâcher à Aden, et on a, de plus, décidé, en novembre 1892, d'exiger strictement qu'aucun navire ne puisse quitter ce port sans patente nette.

« S'il y a des cholériques à bord, le navire est obligé de rester à Aden, de débarquer les malades, et de subir un nettoyage et une désinfection.

« D'après une dépêche du 25 mars 1892, on construisait un hôpital pour les cholériques sur une île isolée dans le golfe d'Aden.

« En 1892, le Gouvernement prescrivait que la patente nette ne fût jamais accordée à Aden qu'après une visite médicale faite à bord par le médecin.

« Un navire à pèlerins ne peut quitter le port de Bombay qu'autant que le capitaine s'est engagé, et deux garants avec lui, à payer, en cas de contravention, une somme dont le maximum est de 5,000 roupies.

« On a décidé aussi, en 1892, de défendre, sans qu'il fût fait de règlement à cet égard, l'embarquement de passagers dépassant le nombre réglementaire, au delà d'Aden, c'est-à-dire dans la mer Rouge. Et l'engagement exigé du capitaine sera libellé de telle manière que l'on ne puisse douter que l'amende est due, que la contravention ait eu lieu ou non dans les eaux anglaises. »

La parole est ensuite donnée, sur sa demande, à M. le Docteur Moïno-Atebba, Délégué de Perse, pour lire l'exposé suivant :

« Permettez-moi de porter à votre connaissance un projet que m'a suggéré le développement des mesures sanitaires dont nous nous occupons depuis l'ouverture de cette Conférence. Je n'hésite pas un instant à reconnaître l'utilité des mesures sanitaires que la Conférence propose en ce qui concerne la Perse et je suis heureux de pouvoir affirmer que S. M. I. le Shah a le très vif désir d'améliorer le plus possible le service sanitaire de son Empire ainsi que d'y introduire tous les progrès administratifs que la science européenne lui conseille ; mais ici se présente un point fondamental qu'il serait superflu de développer plus longuement devant cette haute Assemblée. Je dois constater seulement avec un profond regret que, par suite d'une foule de circonstances indépendantes de la volonté de notre Gouvernement, la Perse, comme tous les pays d'Asie, est loin de jouir de cette merveilleuse prospérité que des siècles de progrès ont créée en Europe.

« En présence de cette différence de situation, il ne serait ni juste, ni même possible de demander immédiatement aux pays d'Orient des sacrifices identiques à ceux que vous avez accomplis au cours de nombreuses années et avec d'immenses ressources.

« Des invasions de choléra malheureusement fréquentes pendant ces dernières années et aussi des perturbations monétaires ont été cause que le budget de la Perse n'est point actuellement en état de faire face aux charges que les réformes proposées par la Conférence ne manqueraient pas de créer dans notre pays.

« En ce qui concerne les ressources que S. Exc. M. le comte de Kuefstein a bien voulu indiquer dans son mémoire, je dois dire avec regret qu'elles me paraissent illusoirs.

« Il est en effet presque impossible de taxer les pèlerins et les transports de cadavres qui se dirigent vers les lieux saints.

« Comme vous le savez, aucun Gouvernement ne saurait toucher en Orient aux susceptibilités religieuses sans créer des dangers que les pays européens ont cessé de connaître. Dans l'état actuel des choses, toute modification aux coutumes religieuses ou locales ne paraît malheureusement pas possible.

« La Perse, d'ailleurs, loin d'être un foyer de choléra, est une des premières victimes du fléau et ce serait pour nos populations déjà si éprouvées un véritable surcroît d'épreuves que de vouloir leur imposer de nouveaux sacrifices dont l'Europe profiterait assurément plus largement que nous-mêmes.

« Toute mesure efficace prise par nous pour préserver l'Europe présente en effet pour celle-ci un double intérêt sanitaire et financier.

« Le véritable moyen pour arriver au but est indiqué dans la proposition suivante que je me permets de soumettre à votre haute Assemblée à la suite des considérations qui précèdent. « Ce serait de répartir les charges

« du service sanitaire international à établir en Perse entre les différents « pays intéressés et proportionnellement à leur population. »

« Ce concours financier du monde civilisé dans un but d'intérêt général et sans peser beaucoup sur vos immenses ressources mettrait la Perse en état de lutter, comme l'Europe, avec plus d'efficacité contre le choléra et lui fournirait la possibilité d'établir à Téhéran un Conseil sanitaire international. Nous pourrions dès lors nous joindre à vous dans cette lutte pour le bien de l'humanité que vous poursuivez avec tant de louables efforts, de justice et de science. J'ajouterai qu'en cas de rejet de la proposition que j'ai eu l'honneur de vous faire, il ne nous serait pas possible d'accéder de notre côté aux desiderata de la Conférence; il ne nous resterait en cela qu'à nous en remettre à la bienveillance de S. M. le Shah, toujours disposée, quand les circonstances le permettent, à favoriser dans son Empire les réformes adoptées en Europe dont vous avez déjà donné au monde de si nombreux exemples. J'ose espérer, Messieurs, que vous voudrez bien reconnaître le bien fondé de ma demande et que vous voudrez bien y adhérer. »

M. le Professeur Brouardel, Délégué de France, fait remarquer que la proposition qui fait l'objet de la communication de M. le Délégué de Perse rentre dans la catégorie de celles que doit examiner la Commission des voies et moyens dont la nomination lui paraît devoir être faite dans la présente séance.

La Conférence s'associe à cette manière de voir.

M. le Comte de Kuefstein, Délégué d'Autriche-Hongrie, dit qu'il se réserve en ce moment de répondre à l'exposé fait par M. le Délégué de Perse, mais il tient à faire ressortir que le mémoire qu'il a soumis précé-

demment à la Commission du golfe Persique relativement à la question sanitaire en Perse ne contenait aucune proposition de nature à froisser les sentiments religieux. Ce mémoire s'est placé uniquement au point de vue prophylactique et humanitaire. Quant aux ressources financières que ce mémoire visait, elles n'ont été données qu'à titre de simple indication et ne font pas encore l'objet d'une proposition formelle. Il constate que, tout en déclarant illusoire les indications du mémoire, M. le Délégué de Perse en fait, en terminant, la base de sa proposition.

M. le Président indique que les Commissions relatives au golfe Persique et à la mer Rouge ayant terminé leurs travaux, le moment est venu pour la Conférence de procéder à la nomination de sa troisième Commission, celle des voies et moyens.

Comme cela a été décidé dans la deuxième séance plénière, la nouvelle Commission sera composée de deux membres de chaque Délégation; les autres membres de la Conférence pourront d'ailleurs assister aux séances et prendre part aux discussions.

La Conférence procède ensuite à la nomination de cette Commission et après une suspension de séance, le Président fait connaître qu'elle sera composée des membres ci-après de la Conférence :

Allemagne : M. de Schœn, M. le Docteur Mordtmann.

Autriche : M. le Comte de Kuefstein, M. le Docteur Hagel.

Belgique : M. le Baron Eugène Beyens.

Danemark : M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt.

Espagne : M. le Marquis de Novallas, M. le Docteur Jimeno.

Etats-Unis : M. le Docteur Shakespeare, M. le Docteur Preston H. Bailache.

France : M. Barrère, M. Hanotaux.

Grande-Bretagne : M. Phipps, M. le Docteur Thorne Thorne.

Inde Britannique : M. le Chirurgien général Cuninghame.

Grèce : M. Criésis, M. le Docteur Vafiadès.

Italie : M. le Marquis Malaspina, M. le Professeur Pagliani.

Pays-Bas : M. le Chevalier de Stuers, M. le Docteur Ruysch.

Perse : M. le Docteur Moïn-ol-Atebba, M. le Docteur Khalil-Khan.

Portugal : M. Navarro, M. le Comte G. de Zogheb.

Russie : M. de Giers, M. Zabouguine.

Suède et Norvège : M. Due.

Empire ottoman : Turkhan Bey, le Général Bonkowski Pacha.

Achmed Pacha Cheukry (Egypte), M. Miéville (Egypte).

Sur la proposition de M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt, M. Barrère, premier Délégué de France, est désigné pour remplir les fonctions de Président de la Commission des voies et moyens et M. le Baron Eugène Beyens, Délégué de Belgique, est choisi comme rapporteur.

M. Barrère remercie la Conférence du nouveau témoignage de confiance qu'elle veut bien lui donner en l'appelant à diriger les débats de sa troisième Commission.

M. le Baron Eugène Beyens exprime, de son côté, sa gratitude pour la désignation flatteuse dont il est l'objet.

M. le Président indique ensuite que la date de la première réunion de la troisième Commission ainsi que celle de la prochaine séance de la Confé-

rence seront portées à la connaissance de MM. les Délégués par des convocations individuelles.

La séance est levée à 6 heures.

Le Président de la Conférence,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE.
NÉRATOW.
Paul ROUX.

Sixième séance. — Jeudi 22 mars 1894.

Présidence de M. BARRÈRE

La séance est ouverte à 3 heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, à l'exception de M. le Docteur Van Ermengem, Délégué de Belgique, de M. Criésis, Délégué de Grèce, de M. le Docteur Devaux, Délégué de Belgique, de M. Ragoisine, Délégué de Russie, et de M. Navarro, Délégué de Portugal ;

Et, en outre, pour la Russie, M. Zabouguine, Conseiller d'Etat actuel, Vice-Directeur du département des recettes douanières à Saint-Petersbourg.

Le procès-verbal de la cinquième séance plénière, qui a été imprimé et distribué, est adopté.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Navarro, Ministre de Portugal, fait connaître qu'il est obligé de quitter Paris pendant quelques jours, et que M. le Comte G. J. de Zoghheb signera seul, au nom du Portugal, les actes qui seront arrêtés par la Conférence.

M. le Président donne la parole à M. le Baron Eugène Beyens, Délégué de Belgique, pour lire le rapport suivant qu'il a bien voulu rédiger au nom de la Commission des voies et moyens :

Rapport de M. le Baron Eugène Beyens sur les travaux de la Commission des voies et moyens.

« Messieurs,

« Vos deux Commissions précédentes ont élaboré, avec un soin et un dévouement auxquels je suis heureux de rendre hommage au nom des Délégués qui n'avaient pas l'honneur de faire partie de ces Assemblées, des règlements sanitaires très complets pour le golfe Persique et pour la mer Rouge.

« Deux questions se posaient naturellement, que votre troisième Commission, réunie pour mettre en pratique l'œuvre de ses devancières, a eu à traiter tout d'abord :

« 1^o Au moyen de quels fonds les mesures prescrites seront-elles exécutées ?

« 2^o Quelle autorité sera chargée de présider à leur application ?

« La première question comportait-elle une division ? Y avait-il lieu d'examiner séparément la situation dans le golfe Persique et la situation dans la mer Rouge ? La Délégation de la Grande-Bretagne penchait pour la division, en faisant remarquer que le littoral du golfe Persique appartient à plusieurs Puissances et qu'il n'en est pas de même dans la mer

Rouge. On répondait qu'il s'agissait d'une question de principe, c'est-à-dire de déterminer d'une manière générale à qui incomberaient les dépenses résultant de l'application des mesures sanitaires, et comment il y serait pourvu.

« La Délégation de la Grande-Bretagne s'appuyait en outre, pour faire prévaloir son opinion, sur des considérations très importantes qu'elle n'avait pas été en mesure d'émettre au moment où avaient été votées les conclusions du Rapport de la Commission du golfe Persique.

« Ces considérations visent à la fois l'intérêt du commerce britannique et l'inutilité du choix de Faô pour y établir un lazaret. Les navires anglais ou anglo-indiens représentent 98 p. 100 du mouvement maritime dans le golfe Persique; les observations qu'on veut y instituer ne seraient qu'entraver la navigation sans être commandées par la nécessité, car le choléra n'a jamais pris cette route pour pénétrer dans la Mésopotamie. Quant au choix de Faô, il imposerait aux navires obligés de s'y arrêter une inactivité coûtant de 1,250 francs à 1,500 francs par jour. La Délégation de la Grande-Bretagne ne verrait d'utilité réelle dans le stationnement imposé que si l'on faisait de Mohammerah et de Bassorah des stations ayant une efficacité réciproque, si les navires laissant leurs passagers et leur cargaison à Mohammerah observaient une quarantaine dans ce port, tandis que les autres continueraient leur voyage et subiraient, comme à présent, leur quarantaine pendant le déchargement de leur cargaison.

« On a objecté à ces allégations que la Commission du golfe Persique a voulu modifier justement le système appliqué à Bassorah, y substituer de nouveaux procédés scientifiques et surveiller l'entrée du Chat-el-Arab. Le choix de Faô s'explique, outre sa situation, par une raison d'économie, parce que l'établissement de plusieurs lazarets coûterait trop cher. Il serait donc à craindre qu'en entrant dans les vues du Gouvernement Britannique la Conférence n'organisât aucune observation sérieuse sur les côtes du golfe Persique.

« Votre Commission n'avait pas qualité pour trancher un pareil débat. Les critiques de la Délégation de la Grande-Bretagne devraient être présentées à l'une des séances de la Conférence. Les observations échangées ont eu cependant pour résultat de faire unanimement reconnaître que la première question, quel que soit le futur régime du golfe Persique et de la mer Rouge, ne pouvait pas être scindée, et qu'il fallait se préoccuper avant tout de trouver les fonds nécessaires pour appliquer les règlements adoptés.

Première question. — Au moyen de quels fonds les mesures sanitaires prescrites seront-elles exécutées ?

« Pour répondre à cette question, le premier point à connaître était la situation actuellement existante dans l'Empire ottoman. D'après l'entente intervenue entre le Gouvernement de S. M. le Sultan et les Puissances, les frais de construction, de réparation et d'entretien des lazarets sont à la charge du Trésor impérial; l'outillage, l'ameublement et le personnel sont payés par le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

Il n'est pas contestable que le Gouverneur ottoman, suivant l'engagement qu'il a pris, doit supporter les dépenses d'établissement des nouvelles stations sanitaires. La Délégation ottomane n'a pas hésité à le reconnaître en principe, lorsqu'il s'agit des territoires appartenant à S. M. le Sultan, mais elle a appelé en même temps l'attention de la Commission

sur le fonds de réserve du Conseil de santé s'élevant, par un accroissement annuel, à 150,000 livres turques, chiffre qui sera bientôt dépassé; elle a demandé s'il ne conviendrait pas d'utiliser cette réserve et d'en consacrer une partie ou tout au moins les intérêts des sommes réservées à venir en aide au Trésor impérial dans la construction des nouvelles installations, 25 p. 100 du produit des taxes provenant de la quote-part de la marine ottomane.

« Cette proposition a fait examiner tout d'abord la provenance même du fonds de réserve. Il est alimenté par des taxes sanitaires et quaranténaires supportées par l'ensemble de la navigation. Dès lors, cet argent appartient aux Puissances, qui pourraient seules, en modifiant l'accord conclu avec la Sublime Porte, consentir au prêt qu'Elle désire. D'autre part, l'excédent constaté actuellement cessera si, comme l'a déjà proposé la Commission mixte des tarifs de Constantinople, les taxes sanitaires sont diminuées. Ne le seraient-elles pas, qu'on n'est pas certain de voir toujours l'excédent se reproduire : il provient uniquement de la navigation de la Méditerranée; les autres services sanitaires, ceux de la frontière turco-persane et de la mer Rouge, sont en déficit. Or, de ce côté, les dépenses annuelles nécessitées par l'entretien des nouvelles installations augmentent notablement : on doit s'attendre à ce que la plus grande partie de l'excédent soit absorbée par elles, et il faudra recourir au fonds de réserve pour couvrir les frais de premier établissement : ces raisons ont décidé votre Commission à adopter à l'unanimité, sauf la voix de la Délégation ottomane, la proposition suivante, rédigée par la Délégation française :

« En ce qui concerne les frais résultant du régime établi par la Conférence, la Commission estime qu'il y a lieu de maintenir l'état actuel au point de vue de la répartition des frais entre le Gouvernement ottoman et le Conseil supérieur de santé de Constantinople, répartition qui a été fixée à la suite d'une entente entre le Gouvernement ottoman et les Puissances.

Évaluation des dépenses.

« En maintenant le principe de la répartition des charges, votre Commission s'est demandé s'il serait possible d'établir dès à présent la quotité afférente à chaque partie, de calculer le prix des nouvelles constructions et de leur outillage, et d'évaluer le montant total des dépenses. Ces chiffres ne pouvaient évidemment être déterminés que d'une façon très approximative. Le projet d'un lazaret à Camaran pour 6,000 pèlerins, présenté au Conseil de Constantinople par l'Ingénieur Roulet, contient un devis de 57,000 livres turques qui ne saurait servir de base à une approximation sérieuse.

« Plusieurs Délégués auraient désiré que la Commission tint compte des devis arrêtés par la Conférence de Venise pour l'installation complète aux sources de Moïse d'un lazaret type. Mais on leur a fait observer que les évaluations de la Conférence de Venise, qui oscillait entre 300,000 et 500,000 francs, sont très incertaines, et que d'autre part les prévisions du Conseil de santé de Constantinople relativement au lazaret de Camaran reposaient sur des quarantaines très longues que la Conférence a remplacées par des observations plus courtes et moins coûteuses. Votre Commission aurait pu laisser au Gouvernement impérial et au Conseil de santé le soin d'établir les dépenses qui leur incombent, et c'est à eux en effet qu'il appartiendra de fixer les chiffres définitifs, mais elle a tenu à se rendre

compte approximativement du prix de chacune des installations que la Conférence a reconnues nécessaires. Suivant la proposition du premier Délégué de la Grande-Bretagne, tendant à faire établir un devis approximatif des dépenses visées dans le rapport de M. le Professeur Pagliani et de M. Yacovlew, et adoptées par la Conférence, une Sous-Commission a été chargée de cette tâche difficile.

« M. le Professeur Pagliani, dont la compétence en matière d'installations sanitaires est universellement reconnue, a bien voulu, aidé de M. Monod, de M. Miéville et des membres ici présents du Conseil de santé de Constantinople, élaborer et soumettre à votre Commission un projet de devis détaillé. Les dépenses y ont été classées en deux catégories : dépenses de premier établissement, dépenses à prévoir pour le fonctionnement du service. Je dois me borner ici à indiquer les subdivisions principales et les conclusions de cet intéressant travail :

« 1^o A. Les dépenses de premier établissement à la charge du Gouvernement ottoman sont évaluées à 1,923,000 francs, qui se répartissent ainsi :

- 1,568,000 francs pour Camaran ;
- 243,000 francs pour Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali ;
- 112,000 francs pour le golfe Persique.

B. Les dépenses de premier établissement à la charge du Conseil de santé de Constantinople seront de 557,000 francs environ, dont :

- 232,000 francs pour Camaran ;
- 50,000 francs pour Djeddah ;
- 157,000 francs pour Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali ;
- 138,000 francs pour le golfe Persique.

« 2^o Les dépenses nouvelles et annuelles à prévoir pour le fonctionnement du service, qui incombent toutes au Conseil de santé, s'élèveront à la somme de 249,000 francs environ, dont :

- 55,500 francs pour Camaran ;
- 15,000 francs pour Djeddah ;
- 64,000 francs pour Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali ;
- 114,000 francs pour le golfe Persique.

« L'ensemble des frais de premier établissement atteindra donc la somme totale de 2,500,000 francs.

« Il importe de noter, en terminant ce rapide exposé des moyens d'exécuter les mesures sanitaires prescrites, que la Sublime Porte et la Perse vont s'étendre pour la répartition des frais dans le golfe Persique. Le Gouvernement persan accepte que ses navires soient envoyés à Faô, où les dépenses de l'organisation du lazaret seront supportées par le Conseil de santé de Constantinople ; les médecins de l'Administration sanitaire seront envoyés à Mohammerah, Bender-Abbas et Bouchir. Ces médecins et les agents persans forment le personnel de ces trois postes. Les agents persans, médecins et non médecins, seront rétribués par le Gouvernement de S. M. le Schah.

« *Station de Djebel-Tor.* — Le régime financier adopté pour les nouveaux établissements de la mer Rouge, relevant du Conseil de santé de Constantinople, ne pouvait pas s'étendre à la station de Djebel-Tor, qui dépend du Conseil d'Alexandrie. Ce dernier a déclaré nettement, par l'organe de son Président, que sa caisse est vide, et qu'il est dans l'impossibilité de pourvoir à la construction ainsi qu'à l'entretien des installations et des machines prescrites pour la réorganisation de Djebel-Tor. S. Exc.

Choukry-Pacha a, de son côté, maintenu expressément les réserves formulées au sujet de la situation financière du Conseil d'Alexandrie par le Gouvernement de S. A. le Khédive, lorsqu'il a donné force de loi par un décret du 19 juin 1893 aux prescriptions de la Conférence de Venise. Mais votre Commission a jugé que, la question de Djebel-Tor ayant été traitée par cette Conférence, il n'y avait pas à y revenir aujourd'hui, et que, si des modifications étaient proposées ultérieurement, elles devraient faire l'objet de négociations diplomatiques.

Deuxième question. — Quelle autorité présidera à l'exécution des mesures sanitaires prescrites ?

• Il semblait naturel de confier au Conseil supérieur de santé de Constantinople l'exécution des règlements que recommande la Conférence, et qui ne sauraient en aucune façon être considérés comme portant atteinte aux droits souverains de S. M. le Sultan, pour lesquels elle professe un profond respect. Mais la doctrine du Conseil est surtout quarantenaire, et le système de la quarantaine, qui, pour être vraiment efficace, exigerait une durée non pas de quarante jours, mais peut-être d'un an et plus, a été abandonné par les Conférences de Venise et de Dresde, parce qu'il est onéreux et incertain; elles y ont substitué une nouvelle donnée scientifique.

• Cette divergence de vues a motivé la dernière question du programme de M. le Professeur Proust, et lui a fait regarder comme nécessaire la création d'une autorité spéciale pour appliquer les nouvelles mesures prescrites, et surveiller leur exécution. Sans être le Conseil de santé lui-même, une pareille autorité devra tirer de lui son origine et ses pouvoirs, en être, pour ainsi dire, l'émanation.

• Cependant plusieurs Délégués ont demandé s'il ne vaudrait pas mieux attribuer ces fonctions à une Commission déjà existante, notamment à la Commission mixte des tarifs. Créée en 1868, composée de deux représentants du Gouvernement ottoman et de treize Délégués des Puissances, la première Commission des tarifs a terminé en 1870 son travail, véritable convention en vertu de laquelle la Sublime Porte est autorisée à percevoir des taxes sanitaires. Une nouvelle Commission s'est réunie en 1875, une troisième en 1881, qui a élargi l'œuvre des deux premières, institué des réformes et rédigé sur les différentes branches du service sanitaire des règlements sanctionnés en 1884 par les Puissances. Elle a en outre créé différents Comités spéciaux pour les questions de personnel, de discipline, des finances, pour les caisses de retraites, etc.

• L'idée de charger la Commission mixte des tarifs de la mise en pratique et de la surveillance des règlements a été écartée par la raison que cette Commission, n'étant pas une délégation du Conseil, fonctionnerait à côté de lui; elle n'en procèderait pas. Deux autorités sanitaires ne peuvent exister conjointement dans le même lieu : la Conférence n'a pas entendu qu'il en fût créé une seconde, mais que le futur Comité, pris dans le sein du Conseil supérieur, eût, sans entrer en conflit avec lui, un rôle et un travail distincts, car il aura à appliquer une doctrine scientifique différente.

• Restait à fixer sa composition. Une proposition vous a été soumise, qui concédait principalement aux Puissances intéressées dans le pèlerinage le droit d'être représentées par un Membre. Ce privilège a paru excessif. Tel grand pays qui ne transporte pas actuellement de pèlerins au Hedjaz,

possède des sujets musulmans, et peut être amené dans l'avenir à organiser pour eux un service de transports aux lieux saints. En outre, la proposition ne tenait pas compte du droit du Gouvernement ottoman d'avoir dans ce nouveau Conseil une représentation plus importante que celle de toute autre Puissance.

Fallait-il, d'autre part, réserver, comme on vous l'a demandé, la faculté d'y avoir des délégués aux seuls Etats qui ont accepté les conclusions des Conférences de Venise et de Dresde ?

• Le premier Délégué américain a fait observer que les Etats-Unis n'avaient pas été conviés à Venise et à Dresde, et que le futur Comité ne devra être chargé d'appliquer que les mesures adoptées par la Conférence de Paris.

• Après lui la Délégation espagnole a objecté que l'Espagne n'a pas adhéré à la Convention de Dresde, parce qu'elle a un régime quarantenaire ancien qu'elle ne peut modifier que par une nouvelle loi, mais qu'elle a accepté les conclusions de la Conférence de Venise, et qu'elle en fera peut-être de même pour celles de Paris. Dans ces conditions, il ne lui paraissait pas équitable que son pays fût exclu du Comité.

• Il leur a été répondu que les Puissances qui n'ont pas encore adhéré aux Conventions de Venise et de Dresde, parce que les règlements qu'elles contiennent ne concordent pas avec leurs lois intérieures, n'auront qu'à modifier leur législation au point de vue sanitaire, pour exercer dans le Comité les mêmes droits que les autres pays. On a voulu ainsi, par un désir très louable de conciliation et d'union, laisser la porte du Comité entr'ouverte aux Etats qui se rallieront plus tard aux principes scientifiques des dernières Conférences. Ce désir a inspiré la rédaction définitive suivante, où les prérogatives d'usage ont été soigneusement stipulées en faveur de la Sublime Porte, sur le territoire de laquelle siègera le Comité.

• La mise en pratique et la surveillance des mesures concernant les pèlerinages, arrêtées par la présente Conférence, sont confiées, dans l'étendue de la compétence du Conseil supérieur de santé de Constantinople, à un Comité pris dans le sein de ce Conseil. Ce Comité est composé de trois des représentants de la Turquie dans ce Conseil et des représentants dans ce Conseil des Puissances qui ont adhéré ou qui adhèreront aux Conventions de Venise, de Dresde et de Paris. La présidence du Comité est déferée à l'un de ses membres ottomans. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante.

Cette proposition a été votée à l'unanimité, sauf les réserves exprimées par les Délégations d'Espagne, des Etats-Unis et de Portugal sur le droit limité aux Puissances adhérentes d'avoir des Représentants.

« Les Délégués de Danemark et de Suède et Norvège n'ont accepté le projet qu'*ad referendum*.

• La délégation ottomane a réservé son opinion sur le fond même de la proposition.

• *Règlement des amendes.* — Après avoir traité les points principaux de son programme, votre Commission s'est occupée d'une question qui lui avait été renvoyée par la Commission de la mer Rouge et qui fait l'objet de l'article 40 du règlement relatif aux mesures à prendre à bord des navires à pèlerins. »

« Cet article est ainsi conçu :

« Aucune amende n'est prélevée en cours de voyage. C'est au port de destination que la contravention est établie et l'amende imposée par

« l'autorité compétente conformément aux dispositions du présent règlement. »

« La constatation d'une contravention peut entraîner trois faits successifs : l'imposition d'une amende, le versement de cette amende, le recours du capitaine inculpé de contravention à un tribunal chargé de prononcer en dernier ressort. Pour les deux premiers faits, il n'y avait pas de doute possible ; l'amende est infligée par l'agent sanitaire qui constate la contravention ; elle est versée entre les mains du Consul de la nation dont le navire porte le pavillon, et ce fonctionnaire la fait parvenir au Conseil supérieur de santé de Constantinople. C'est au Consul à veiller à ce que le contrevenant ne parvienne pas à se soustraire à la pénalité prononcée ; il peut l'obliger à s'y soumettre en refusant de viser sa patente.

« Votre Commission a examiné s'il conviendrait de laisser au Conseil de santé de Constantinople la responsabilité de juger, comme une sorte de cour d'appel, la réclamation du capitaine frappé d'une amende contre la décision de l'agent sanitaire. De l'aveu de ses propres membres, le Conseil n'est que trop disposé, déjà, à réduire les amendes de 10 à 12 livres turques imposées par ses agents ; il serait fort embarrassé s'il avait à se prononcer sur le maintien des pénalités beaucoup plus fortes, c'est-à-dire des amendes de 200 à 300 livres, votées par la Conférence. La création d'une autorité spéciale pour examiner contradictoirement la réclamation du contrevenant et la déclaration de l'agent était donc nécessaire. Votre Commission a pensé qu'il fallait investir de ce pouvoir judiciaire une Commission composée de Consuls des différentes Puissances, dans laquelle le Consul de la nation intéressée sera toujours convoqué et aura droit de vote, pour que l'inculpé ne paraisse pas soustrait à la juridiction de l'agent de son propre pays.

« Ces considérations ont donné naissance à la proposition suivante :

« L'autorité sanitaire du port ottoman de relâche ou d'arrivée, qui constate une contravention, en dresse un procès-verbal sur lequel le capitaine peut inscrire ses observations. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal est transmise au port de relâche ou d'arrivée à l'autorité consulaire du pays dont le navire porte le pavillon. Cette autorité assure le dépôt de l'amende entre ses mains. En l'absence d'un Consul, l'autorité sanitaire reçoit cette amende en dépôt. L'amende n'est définitivement acquise au Conseil supérieur de santé de Constantinople que lorsque la Commission consulaire qui sera instituée aura prononcé sur la validité de l'amende. Un deuxième exemplaire du procès-verbal certifié conforme devra être adressé par l'autorité sanitaire qui a constaté le délit au Président du Conseil de Constantinople, qui communique ces pièces à la Commission consulaire. Une annotation sera inscrite sur la patente par l'autorité sanitaire ou consulaire indiquant la contravention relevée et le dépôt de l'amende.

« La création de la Commission consulaire a fait l'objet de l'article suivant :

« Il est créé à Constantinople une Commission consulaire pour juger les déclarations contradictoires de l'agent sanitaire et du capitaine inculpé. Elle sera désignée chaque année par le corps consulaire ; l'Administration sanitaire pourra être représentée par un agent remplissant les fonctions de ministère public. Le Consul de la nation intéressée sera toujours convoqué ; il aura droit de vote.

« La proposition et l'article ont été adoptés. Se sont abstenues de voter les Délégations du Danemark, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Suède et Norvège et de la Turquie.

• M. le premier Délégué ottoman a déclaré, après le vote, qu'il considérerait la création de cette Commission consulaire comme une intervention des Puissances dans les affaires de la Turquie et qu'il protestait contre une semblable immixtion. Cette opinion a été combattue par le Président, qui s'est fait l'éloquent interprète de nos sentiments unanimes, en affirmant que rien n'avait été plus éloigné de l'esprit de la Conférence que l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures du Gouvernement ottoman. M. Barrère a démontré qu'au surplus l'institution de la Commission consulaire, au lieu de pouvoir être considérée comme une intervention de ce genre, entraînerait en réalité une diminution des droits reconnus par les Capitulations, puisque les Puissances, en consentant à la création de ce tribunal d'appel, renonceraient à la faculté de percevoir par leurs agents des amendes, qui seront désormais perçues par la Commission. Tous les Délégués présents ont tenu à s'associer par de chaleureux applaudissements au langage du premier Délégué de France; la plupart d'entre eux ont fait des déclarations conformes et protesté de leur respect des droits souverains de S. M. le Sultan.

« Comme corollaire de la question des amendes, une déclaration concernant leur emploi a été votée à l'unanimité, sauf la voix de la Délégation ottomane, qui considère cette disposition comme inutile et a déclaré ne pas l'accepter.

• Le produit des taxes et amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

• *Conseil sanitaire de Téhéran.* — Au cours des séances de la Commission du golfe Persique, M. le premier Délégué d'Autriche Hongrie avait déposé un mémoire concluant à l'opportunité de créer un nouveau Conseil sanitaire à Téhéran. De son côté, la Délégation persane avait fait connaître dans la dernière séance de la Conférence, que le Gouvernement de S. M. le Schah pourrait lutter plus efficacement contre le choléra, et établirait à Téhéran un Conseil sanitaire international, si le concours financier des Puissances lui était assuré. A la demande de M. le comte de Kuefstein, votre Commission a étudié la possibilité de réaliser le vœu qu'il avait émis.

• Trois opinions ont été successivement exprimées. La première, soutenue par les Délégués d'Autriche-Hongrie et des Pays-Bas, en faveur de la création d'un Conseil international sur les bases scientifiques adoptées par la Conférence; le Gouvernement persan prendrait l'initiative de le constituer, et les Puissances auraient la faculté d'y envoyer des délégués. Les partisans de ce système ont fait ressortir l'intérêt vital de l'Europe à se défendre contre l'épidémie qui suit la voie de terre par l'Afghanistan et la Perse.

• La seconde opinion, opposée à cette création et défendue par les délégations de la Grande-Bretagne et de la Russie, était basée sur le danger de préconiser l'emploi d'une mesure, sans savoir d'avance si elle sera efficace. Au lieu d'apporter à l'Europe une aide utile, le Conseil de Téhéran, a-t-on dit, risquerait à un moment donné de devenir pour elle un instrument gênant.

« Une opinion intermédiaire a été exposée : il est évident que l'Europe a un intérêt majeur à ce que la Perse soit préservée de l'invasion du choléra venant de l'Afghanistan, qui devrait au contraire lui servir de boulevard contre le fléau, et il serait très désirable que des mesures dictées par l'esprit scientifique moderne fussent appliquées par le Gouvernement persan à ses frontières de l'Est et du Sud. Mais la Conférence ne possède pas de

renseignements suffisants sur les points géographiques où des mesures de ce genre seraient employées avec succès. Elle n'a pas les connaissances voulues pour se les prononcer. Elle ne peut qu'émettre un vœu, signaler le problème à la bienveillante attention de S. M. le Schah

« Un de nos collègues pensait que la Conférence, avec les lumières dont elle dispose, ferait bien de réviser une série de recommandations à l'usage du Gouvernement persan. Plusieurs Délégués, tout en accueillant favorablement l'idée d'un vœu à exprimer, témoignaient le désir que des négociations fussent entamées à Téhéran par les puissances intéressées, en vue de la création d'un Conseil sanitaire. Votre Commission a compris la nécessité d'un vote unanime sur cette question, et elle a approuvé la rédaction très large, suggérée par M. le Professeur Brouardel, pour rallier tous les suffrages. Voici sa proposition :

« La Conférence émet le vœu que des mesures sanitaires conformes à celles qui ont été adoptées dans les Conférences de Venise, Dresde et Paris, soient prises, au besoin avec le concours des Puissances intéressées, sur les frontières orientales et méridionales de la Perse.

« La Délégation ottomane a réservé son vote parce que le vœu à émettre est basé sur l'efficacité des mesures prescrites par la Convention de Venise et de Dresde auxquelles la Turquie n'a pas encore adhéré.

« M. le premier Délégué d'Autriche-Hongrie a voté la proposition de M. le Professeur Brouardel, en exprimant le regret de n'avoir pas obtenu davantage et sous la condition que des négociations diplomatiques seraient engagées ultérieurement. Il a adressé en même temps une prière au Gouvernement persan pour qu'il prenne l'initiative de réunir à Téhéran un Conseil international consultatif, capable de transmettre des informations certaines, et où les Puissances seraient libres d'envoyer des Délégués.

« Votre Commission, en terminant ses travaux, a eu à répondre à deux questions qui lui ont été posées par M. le premier Délégué de la Grande-Bretagne. M. Phipps désirait savoir, en premier lieu, si le médecin d'un poste sanitaire du golfe Persique aurait le droit d'arrêter un vaisseau pendant vingt-quatre heures et plus, et d'interrompre ainsi la navigation. Les collègues de l'honorable Délégué se sont empressés de le rassurer sur ce point : l'agent sanitaire ne procédera qu'à une simple visite médicale qui durera fort peu de temps, afin de ne point retarder la marche du navire, et il télégraphiera le résultat de sa visite à Faô. Limiter d'avance le temps pendant lequel cette inspection aura lieu serait sans utilité, mais non pas peut-être sans inconvénient.

« La seconde question prévoyait l'éventualité d'une augmentation des taxes sanitaires existantes à l'effet de pourvoir aux nouvelles dépenses. Si l'argent venait à manquer au Conseil sanitaire de Constantinople, il y aurait sans doute urgence à créer pour lui d'autres sources de revenus. Cette tâche serait dévolue à la Commission mixte des tarifs. Mais les excédents annuels (450,000 francs environ), qui ont formé le fonds de réserve dont dispose l'Administration, couvriront les frais d'entretien des futures installations, et il faut espérer que cette situation prospère n'est pas près de disparaître.

« Messieurs,

« Votre Commission est arrivée heureusement, sous la direction de son éminent Président, au bout de la tâche délicate qui lui avait été confiée. Ce résultat a été obtenu par des concessions réciproques, par le sacrifice méritoire de vues et d'opinions personnelles, par l'esprit vraiment humani-

taire, empreint au plus haut degré de conciliation et de concorde, qui n'a cessé d'animer vos Collègues les plus attachés à la défense de leurs droits nationaux.

« Permettez-moi de vous en féliciter de tout cœur et d'exprimer en même temps la ferme espérance que les dernières hésitations, les résistances déjà chancelantes, qui ont motivé certaines abstentions, tomberont bientôt devant l'importance du but poursuivi et l'excellent choix des moyens recommandés pour l'atteindre.

« L'Europe, Messieurs, attend beaucoup des mesures sanitaires inspirées à la Conférence par un esprit profondément scientifique et libéral. Le danger est à sa porte, il la menace chaque année davantage. Puisque vous êtes parvenus aujourd'hui, en rivalisant d'émulation et d'efforts, à réaliser le programme qui vous avait été proposé avec tant de compétence et de clarté à l'ouverture de vos travaux, il ne me reste plus qu'à souhaiter la mise à exécution rapide de votre œuvre. Il faut que les mesures arrêtées par vous soient appliquées sans négligence et sans retard, avec la conviction absolue qu'elles réussiront à opposer une insurmontable barrière à de nouvelles invasions de l'épidémie. »

M. le Président croit être l'interprète de tous les membres de la Conférence en félicitant M. le Baron Beyens du remarquable rapport qu'il vient de présenter, et qui ne pouvait rendre d'une façon plus judicieuse, plus concise et plus vraie les délibérations de la Commission des voies et moyens. M. Barrère demande à MM. les Délégués de faire connaître les observations auxquelles ce document donnerait lieu de leur part avant d'en mettre les conclusions aux voix.

M. le Chevalier de Stuers, Délégué des Pays-Bas, demande la parole et s'exprime ainsi :

« Ainsi qu'il résulte du rapport de la Commission des voies et moyens, la délégation des Pays-Bas s'est abstenue de voter la proposition concernant la création d'une nouvelle Commission consulaire à Constantinople.

« Depuis lors la Délégation a reçu des instructions à cet égard et elle peut aujourd'hui faire à la Conférence la déclaration qu'elle accepte l'ensemble de la proposition discutée dans la séance du 17 mars relativement à cette Commission consulaire. »

Turkhan Bey, Délégué de Turquie, fait ensuite la déclaration suivante :

« Dans la séance tenue le 19 mars, la Commission des voies et moyens ayant exprimé le vœu que les mesures concernant le pèlerinage arrêtées par la présente Conférence soient confiées à un Comité pris dans le sein du Conseil de santé de Constantinople, la Délégation ottomane a fait des réserves au sujet de ce vœu. Elle est aujourd'hui à même de déclarer, conformément à ses instructions, que, le Conseil sanitaire de Constantinople constituant pour lui la seule autorité chargée de l'application et de la surveillance des mesures sanitaires en vigueur dans l'Empire, le Gouvernement impérial ne saurait souscrire à la combinaison qui forme l'objet du vœu en question et il fait par conséquent toutes ses réserves à cet égard.

M. le Président fait observer au nom de la Conférence, que personne n'a jamais contesté que le Conseil supérieur de santé de Constantinople ne fût la seule autorité chargée de l'application des mesures sanitaires dans l'Empire ottoman.

M. Miéville (Egypte), faisant allusion à un passage du rapport de M. Beyens, déclare qu'il n'a pu vouloir dire que la caisse du Conseil d'Alexandrie était vaine dans le sens littéral du mot. L'observation qu'il a présentée doit être entendue en ce sens que le fonds de réserve que possède actuellement le Conseil quarantenaire se trouve immobilisé en vertu d'une entente internationale pour couvrir les déficits éventuels qui viendraient à se produire dans le budget ordinaire, et que dès lors le Conseil est placé par ce fait dans l'impossibilité de subvenir aux charges nouvelles.

M. le Marquis de Novallas, délégué d'Espagne, présente ensuite la communication suivante :

« Au moment où fut présentée, dans la séance de la Commission, la proposition du Docteur Brouardel créant un Comité pris dans le sein du Conseil sanitaire de Constantinople pour assurer l'application des mesures adoptées, mon collègue le Docteur Jimeno présenta, au nom de la Délégation espagnole, un amendement d'après lequel « il suffisait qu'une Puissance adhérât à la Convention qui pourra résulter de la Conférence actuelle pour que cette Puissance fût admise à être représentée dans ledit Comité », et c'est uniquement sous la réserve de cet amendement que notre Délégation a voté la proposition du Docteur Brouardel.

« La Commission ayant accepté cette proposition, nous croyons le moment venu de préciser aujourd'hui, en séance plénière, cette intéressante question.

« Nous insistons sur les raisons exposées au cours de la séance de la Commission.

« Le Comité qui va être créé sera chargé de la surveillance et de l'exécution des décisions prises dans la présente Conférence : nous ne voyons nul motif d'en exclure aucune des nations qui accepteront ces mesures.

« En ce qui concerne la Délégation espagnole, cette exclusion la placerait dans une situation difficile dont nous recommandons l'examen à la Conférence.

« Il ne semble guère rationnel d'accorder le droit à la représentation dans le Comité de Constantinople aux seules Puissances signataires des trois Conventions de Venise, de Dresde et de Paris, et non à toutes celles qui adhéreront spécialement à cette dernière.

« Les discussions et les décisions de la Conférence de Dresde, à laquelle l'Espagne n'a pu adhérer, n'ont aucun rapport avec le programme de la présente Conférence de Paris, bien qu'elles aient été inspirées des mêmes principes scientifiques qui ont dicté les propositions discutées et approuvées ici. Nous appelons donc l'attention de la Conférence sur cette différence et nous prions Monsieur le Président de soumettre à la discussion la proposition du Docteur Jimeno qui est ainsi conçue :

« La mise en pratique et la surveillance des mesures concernant le pèlerinage arrêtées par la présente Conférence sont confiées à un Comité pris au sein du Conseil supérieur de santé de Constantinople dans l'étendue de sa compétence.

« Ce Comité est composé de trois représentants de la Turquie dans ce Conseil et des représentants dans ce Conseil des Puissances qui adhéreront à la Convention de Paris. La présidence du Comité est déférée à un de ses membres ottomans. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante. »

M. Hanotaux, délégué de France, fait remarquer que dans l'esprit de la Conférence il n'y a nulle intention d'exclure qui que ce soit du Comité de Constantinople. Ce qu'elle désire, c'est voir nettement soutenus et appliqués par ce Comité les principes adoptés à Venise et à Dresde et dans la Conférence de Paris. M. le Professeur Brouardel a fait ressortir les deux systèmes qui se trouvaient en présence : l'ancien, basé sur un régime quarantenaire désormais condamné, et le nouveau, répondant aux données scientifiques modernes. Or, nulle part, la mise en pratique de ces nouveaux principes prophylactiques n'a été mieux établie qu'à Dresde où les Puissances se sont assuré vis-à-vis l'une de l'autre une protection rationnelle et efficace. En exigeant que toutes les Puissances aient adhéré à l'ensemble de l'œuvre réalisée par les trois Conventions, la Conférence veut se donner la certitude que les votes futurs du Comité de Constantinople seront en harmonie complète avec toutes les parties de cette œuvre. M. Hanotaux ne doute pas que, grâce aux progrès qu'elle est en voie de réaliser, l'Espagne ne soit prochainement en mesure de prendre sa place dans ledit Comité.

M. le Docteur Jimeno, délégué d'Espagne, reprend à son tour la question dans les termes suivants :

« Messieurs,

« M. le Professeur Brouardel a présenté à la Commission des voies et moyens une proposition tendant à créer, à Constantinople, un Comité exclusivement chargé de surveiller l'exécution des mesures adoptées dans cette Conférence pour défendre contre l'importation du choléra asiatique, les côtes du golfe Persique et éviter la propagation de la maladie au moyen de pratiques hygiéniques applicables aux pèlerinages musulmans de la Mecque. D'après cette proposition, pour qu'une Puissance fût représentée dans le Comité, il était indispensable qu'elle eût adhéré ou qu'elle adhérât aux Conventions de Venise et de Dresde et à celle qui pourra résulter de la présente Conférence. L'Espagne se trouvait de la sorte exclue du Comité, parce qu'elle n'avait pas adhéré à la Convention de Dresde, mais seulement à celle de Venise. La Délégation espagnole présenta alors, par ma voix, un amendement à la proposition de M. Brouardel, d'après lequel, pour admettre une Puissance à être représentée dans le Comité de Constantinople, on n'exigerait d'elle que son adhésion à la Convention de la Conférence actuelle de Paris.

« M. le Président pensa que nous pouvions voter la proposition sous la réserve de l'amendement présenté par moi, et nous avons compris que cette réserve comportait un simple ajournement de la discussion de l'amendement à la séance plénière, c'est-à-dire que nous pouvions voter, en principe, la proposition du Docteur Brouardel, sous réserve de discuter dans la séance d'aujourd'hui, les conditions imposées aux Puissances pour être représentées : c'est seulement dans cette conviction que nous avons voté affirmativement à la séance de la Commission.

« Les motifs qui m'ont amené à présenter mon amendement sont bien clairs. Je trouve peu équitable qu'on exclue du Comité de Constantinople des puissances ayant adhéré à la Convention, qui pourra être signée dans cette Conférence, et peu équitable encore qu'on en exclue l'Espagne, qui, jusqu'à présent, a accepté, sans réserves d'aucune sorte, toutes les propositions présentées ici, tant est grand son désir de manifester sa bonne volonté en vue d'arriver à un accord international, et bien que sa délégation

ne croie pas les mesures adoptées suffisantes pour garantir, contre le fléau, les contrées qu'il s'agit de défendre.

« En effet, il n'est pas conforme à la logique de priver l'Espagne, ou tout autre pays ici représenté, de faire partie d'un Comité qui doit exécuter les mesures mêmes que nous approuvons.

« Le Comité que l'on pense créer à Constantinople n'aura d'autre objet que de surveiller l'exécution de ce qui aura été fait ici avec le concours de tous les pays qui signeront la Convention de Paris : de quel droit refuserait-on à l'un de ces pays d'intervenir dans l'application de ses propres décisions ?

« On nous a appelés à la Conférence de Paris et l'on nous a dit : « Venez « coopérer par vos votes à cette œuvre d'humanité et de progrès : il s'agit « d'empêcher, par tous les moyens, que le choléra n'arrive à la Mecque et « au golfe Persique. » Nous sommes venus ici avec la meilleure volonté de parvenir à un résultat avantageux pour tout le monde. Et, quand nous aurons accepté toutes les propositions, quand nous aurons signé la Convention internationale, alors on nous dira : « A présent qu'il s'agit de créer un « corps qui se charge d'exécuter ce que vous avez accepté, nous ne pou- « vous vous faire place dans ce corps, ni vous reconnaître autorité pour « faire exécuter et observer vos propres décisions, parce que vous n'avez « pas signé la Convention de Dresde. » Mais, ce me semble, Messieurs, la Conférence de Dresde n'avait rien à voir avec celle-ci, bien qu'elle fût inspirée des mêmes principes scientifiques : là-bas, on modifiant le régime sanitaire des nations européennes sur leurs côtes et sur leurs frontières terrestres, et ici il s'agit d'organiser des services sanitaires loin de nos portes : la situation n'est pas la même. Voilà pourquoi l'Espagne a pu adhérer à la Conférence de Venise et pourra adhérer à celle de Paris, et pourquoi elle n'a pu agir de même à la Conférence de Dresde.

« M. Hanotaux nous disait, l'autre jour, à la Commission, si je me souviens bien, que nous paraissions approuver ce que l'on fait pour les pèlerins de la Mecque et que, cependant, nous ne l'acceptons pas pour nos côtes. Je dois répondre que, si nous pouvons acquiescer aux mesures prises pour l'Orient, c'est qu'elles laissent intacte notre législation sanitaire et que si nous ne modifions pas celle-ci, c'est que nous ne pouvons le faire par un simple décret ministériel, mais seulement par une nouvelle loi présentée et approuvée en Parlement, en changeant complètement notre régime et en introduisant des modifications importantes dans notre budget.

« Quant au régime sanitaire que nous avons discuté ici en ce qui concerne le golfe Persique et la mer Rouge, l'Espagne y adhère comme elle a adhéré à la Convention de Venise dont le but était analogue ; et cette adhésion indique, de sa part, la conviction qu'elle partage de l'utilité des nouvelles pratiques hygiéniques. Si vous demandez des garanties pour l'application de ces pratiques, en peut-il être de plus forte que notre signature apposée au bas de cette Convention.

« Et maintenant si je parlais au nom de mes convictions personnelles, j'irais beaucoup plus loin que vous dans la voie des réformes sanitaires et peut-être pourrais-je vous démontrer que je suis plus novateur et plus hardi en matière d'hygiène : mais je dois me borner à parler en ma qualité officielle et demander que, dans ce cas précis, en ce qui touche le Comité de Constantinople, on assure la participation à tout pays qui adhérera à la Convention de Paris.

« Si vous n'acceptiez pas mon amendement, il en résulterait le fait extraordinaire d'un Comité excluant celui-là même qui l'a nommé. »

M. le Professeur Brouardel, Délégué de France, éprouve un vif regret de ne pouvoir s'associer au désir exprimé par la Délégation espagnole. Dans la première rédaction présentée par lui, l'Espagne figurait au nombre des Puissances devant être représentées dans le Comité de Constantinople. Plus tard, à la suite des considérations échangées, on a reconnu la nécessité de donner à cette proposition une base scientifique; cette base devait résulter tout naturellement de l'unanimité avec laquelle à Venise, à Dresde, à Paris, les Délégués techniques de toutes les Puissances d'Europe ont affirmé l'efficacité des nouvelles méthodes scientifiques applicables à la prophylaxie du choléra. Nous devons espérer que S. M. le Sultan, qui a donné des preuves si évidentes de l'intérêt qu'il porte aux questions sanitaires, sera amené à nous seconder dans l'application de ces méthodes, lorsqu'il aura pris connaissance des délibérations de la présente Conférence et qu'il se sera rendu compte de l'esprit de modération qui les a dictées. Ne serait-ce pas en affaiblir la portée que d'admettre dans le Comité chargé d'en assurer l'exécution le représentant d'un pays qui n'a point encore adhéré à l'ensemble de ces mesures, et le Gouvernement du Sultan ne serait-il pas en droit de contester à ce Délégué l'autorité nécessaire pour réclamer l'application sur le territoire ottoman de mesures que son propre pays ne pratique point encore ?

M. le Professeur Brouardel en conclut que l'amendement de M. Jimeno ne lui paraît pas devoir être accepté dans l'intérêt de l'œuvre poursuivie par la Conférence.

M. Hanotaux, Délégué de France, ajoute que, pour se conformer aux stipulations des Conventions sanitaires, divers pays d'Europe ont été amenés à modifier plus ou moins profondément leur législation intérieure. C'est ainsi notamment que la France a adopté des dispositions qui assurent la déclaration des maladies contagieuses et que l'Angleterre vient de modifier, dans le sens des décisions de la Conférence de Dresde, la réglementation relative au transport des hardes. L'Espagne, qui a déjà fait un grand pas dans cet ordre d'idées, ne voudra pas demeurer en arrière pour mettre de son côté ses lois sanitaires en harmonie avec les principes acceptés par toutes les autres Puissances.

En présence de ces considérations et sur la demande du Président, M. de Novallas n'insiste pas pour que son amendement soit mis aux voix.

M. le Docteur O. Shakespeare, Délégué des Etats-Unis, dit qu'il est obligé de s'associer aux observations formulées par la Délégation espagnole relativement au vote de la proposition qui aura pour effet d'exclure le Gouvernement des Etats-Unis du Comité de Constantinople. Il a déjà fait connaître les motifs qui n'ont pas permis à son Gouvernement d'adhérer encore aux Conventions de Venise et de Dresde. Cette adhésion se trouve différée et subordonnée au règlement, qu'il espère devoir être prochain, de la question du transport des émigrants. Il estime que la Conférence actuelle ne doit s'occuper que des questions qui ont fait l'objet spécial de ses travaux. Il est convaincu qu'il n'y a aucun prétexte équitable, utile ou logique, à aller chercher en dehors des principes de la Conférence actuelle les moyens nécessaires à l'exécution du nouveau régime édicté par cette même Conférence.

MM. Brouardel et Hanotaux ne peuvent à cet égard que s'en référer aux observations qu'ils ont dû opposer à l'opinion formulée dans le même sens

par la Délégation espagnole. En ce qui concerne spécialement les Etats-Unis, il leur semble qu'en réalité leur entrée dans ce Comité n'est que différée; dans quelques mois peut-être, la question du transport des émigrants aura pu sans doute être réglée et il n'y aura plus d'obstacles à l'adhésion définitive des Etats-Unis aux Conventions de Venise et de Dresde.

M. le Docteur Ruysch, Délégué des Pays-Bas, fait observer que la connexité entre les dispositions des trois Conventions est si réelle que la Conférence actuelle n'a fait que se référer, dans plusieurs cas, aux décisions des deux précédentes.

Personne ne demandant plus la parole sur le rapport présenté au nom de la Commission des voies et moyens, M. le Président déclare les conclusions de ce rapport approuvées, sous réserve des observations qui viennent d'être formulées et qui seront reproduites au procès-verbal.

M. le Président donne ensuite la parole à M. Brouardel pour soumettre à la Conférence, au nom de la Délégation française, d'accord avec un certain nombre de membres des autres Délégations, un projet de vœu qui serait de nature à faciliter l'application des dispositions précédemment votées. Ce projet est ainsi conçu :

« Au cas où le Gouvernement ottoman adhérerait aux dispositions de la présente Convention, le Conseil supérieur de santé de Constantinople serait autorisé à prendre à sa charge, au moyen de ses fonds de réserve et de ses recettes, la construction et l'entretien des stations sanitaires nouvelles. »

M. de Giers, Délégué de Russie, propose d'étendre aux Conventions sanitaires de Venise et de Dresde, l'adhésion conditionnelle prévue dans cette proposition.

M. le Professeur Brouardel, Délégué de France, a montré tout à l'heure l'intérêt qu'il attachait à l'unité des trois Conventions. Peut-être dans le cas actuel y aurait-il lieu de tenir compte à un point de vue un différent de la difficulté que rencontrerait, en raison des exigences locales, l'application immédiate, en Turquie, de certaines mesures, par voie de terre par exemple.

Après une suspension de séance pendant laquelle les membres de diverses Délégations ont échangé leurs vues sur la proposition qui vient d'être formulée, M. le Président fait connaître que cette proposition n'a pas paru en l'état actuel suffisamment mûre pour être discutée et votée avec succès. Il est décidé en conséquence, que cette proposition figurera au procès-verbal à titre d'indication éventuelle pour l'avenir.

M. le Docteur Thorne Thorne, Délégué de la Grande-Bretagne, lit la déclaration suivante :

« Dans la 4^e séance plénière, j'ai demandé si la Conférence avait pris acte de la proposition de la Délégation des Pays-Bas tendant à ce que, pour les Indes néerlandaises, l'observation de cinq jours se fasse à bord des navires, au lieu d'être pratiquée à terre.

« Cette proposition ayant été acceptée par la Conférence, la Délégation britannique, dans son désir de supprimer la réserve qu'elle a faite à cet égard, est prête à accepter la proposition dont il s'agit, pourvu que la Conférence prenne acte que l'observation se fera entre la visite médicale aux ports de départ et la seconde visite médicale qui aura lieu à Aden. »

M. le Chevalier de Stuers fait de son côté la communication suivante :

« La Délégation des Pays-Bas déclare retirer la réserve faite au sujet de l'observation de cinq jours, tout en tenant compte de l'acceptation par la Conférence des déclarations faites à ce sujet par le second Délégué néerlandais dans la 5^e séance plénière du mardi 13 mars. »

M. le Président, d'accord avec M. Proust, pense qu'il y a lieu d'accepter les modifications qui font l'objet des deux déclarations qui viennent d'être lues par les Délégués de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, ces dispositions étant conformes aux vues de la Délégation française indiquées dans la rédaction du deuxième alinéa du paragraphe 4, Section A, des résolutions adoptées par la Commission de la mer Rouge.

M. le Chirurgien général Cuninghame, Délégué des Indes britanniques, fait ensuite la communication suivante :

« Mon honorable collègue, M. H. Monod, a lu dans une séance précédente (1) un document relatif à la mortalité de ces dernières années dans l'Inde britannique. Avant de présenter quelques observations sur ce document, permettez-moi d'exprimer ma satisfaction de voir le chef de l'Administration sanitaire d'un grand pays comme la France apporter de l'intérêt à nos rapports sanitaires indiens. Les critiques qui viennent de l'étranger sont toujours profitables, surtout lorsqu'elles émanent d'une source aussi compétente.

« Si j'ai bien compris la portée générale de l'argumentation développée par M. Monod, elle peut se résumer de la façon suivante : M. le Docteur Cuninghame nous a dit dans la 2^e séance plénière que le Gouvernement de l'Inde s'était activement occupé depuis des années des réformes sanitaires. Mais nous avons entendu dire à peu près la même chose par M. le Docteur Gooden à Constantinople en 1866, ainsi que par M. le Docteur Dickson à Vienne en 1874. Ce dernier a même été jusqu'à parler des efforts faits par le Gouvernement anglais pour éteindre le choléra dans l'Inde anglaise, grâce auxquels le choléra avait déjà disparu de Calcutta et était en voie de disparaître même de Bombay. Or, que nous font voir les statistiques dans l'Inde pendant ces dernières années ? Les efforts réalisés ont eu si peu de succès que jamais la mortalité par toutes causes et particulièrement par le choléra n'a été si grande que de 1891 à 1892. »

« En rappelant sommairement ce passage du rapport de mon honorable collègue M. Monod, je dois faire remarquer que ce qui a été dit par M. le Docteur Dickson relativement à l'extinction probable et même possible du choléra dans l'Inde anglaise n'était qu'une opinion personnelle exprimée, je n'en doute pas, avec la plus parfaite bonne foi, mais qu'il eût formulée sans doute avec plus de réserve s'il avait eu du pays une connaissance qui lui eût permis de se rendre compte, par lui-même, d'une façon plus complète, des difficultés locales.

« Je laisse de côté ce que M. Monod dit de la fièvre typhoïde en faisant observer que cette maladie, qui cause tant de ravage parmi les soldats jeunes et non acclimatés de l'armée européenne, est extrêmement rare parmi les indigènes, et je poursuis l'argumentation de M. Monod relative au

(1) 3^e séance plénière, page 92.

choléra. J'admets entièrement l'augmentation déplorable de ce fléau pendant les dernières années : le nombre des décès s'est élevé en 1892 à un chiffre sans précédent dans les statistiques que l'on peut obtenir pour l'Inde entière. Mais, tout en constatant ces faits, je ne puis admettre la conclusion qu'on voudrait en tirer. Je n'admets pas que ces faits soient de nature à établir par eux-mêmes qu'il n'a été fait que peu de chose pour améliorer la condition sanitaire de l'Inde et j'admets encore moins qu'on puisse en déduire logiquement que la condition sanitaire de l'Inde, au lieu de s'améliorer pendant ces dernières années, a été encore pire que par le passé.

« En envisageant l'étendue de la mortalité causée par le choléra, nous avons à nous rendre compte non seulement des conditions de salubrité ou d'insalubrité propres à chaque localité, mais aussi de l'histoire générale de l'épidémie dans le pays où est située cette localité.

« Quelle que puisse être la cause première du choléra, il y a dans l'Inde trois agents qui paraissent exercer leur influence sur le développement de cette maladie :

« 1° La météorologie exceptionnelle de l'année ;

« 2° Le prix des denrées constituant, en raison de sa relation directe avec la condition du peuple, un élément important de la santé publique ;

« 3° La présence ou l'absence de cette puissance mystérieuse que nous connaissons si peu et que nous désignons sous le nom d'influence épidémique faute de pouvoir la désigner sous un nom plus expressif. C'est cette influence qui domine largement les grandes phases de chaque épidémie, leur intensité, le rapport de la léthalité à la morbidité, les conditions suivant lesquelles cette épidémie progresse et s'arrête, toutes circonstances très difficiles à déterminer.

« Les résultats provenant du concours de ces trois éléments importants varient considérablement suivant leur intensité et proportionnellement à la surface sur laquelle ils exercent respectivement leur action.

« En 1891, comme aussi en 1892, la surface qui a été atteinte ainsi d'une si grave façon était plus étendue que précédemment. Il arrive souvent que la prédominance de la maladie dans une partie du pays est compensée pour une large mesure par son absence dans une autre partie ; tandis que, dans les deux années précitées, il y a eu à peine compensation de ce genre en raison de la gravité et de l'étendue des influences morbides. Comme conséquence le chiffre de la mortalité devait être très élevé.

« Je puis citer des chiffres qui permettent de juger à quel point la mortalité par le choléra diffère d'une année à l'autre dans l'Inde, en prenant les statistiques des seize dernières années. Dans le Bengale, elle était en 1880 de 40,000, en 1892 de 260,000. Dans les provinces du Nord-Ouest elle était de 22,000 en 1878, s'élevant à 201,000 en 1887. Dans le Penjab, de 12 en 1886 à 195,000 en 1892. Dans le Bérar, de 1 décès en 1870 à 34,000 en 1880. Il en est de même pour toutes les autres régions qu'on pourrait citer.

« Je pourrais ajouter, à l'appui de ce qui précède, que la cruelle épidémie de 1892 a été suivie d'une année qui, selon une dépêche reçue du Gouvernement de l'Inde, a été, en général, exceptionnellement exempte de choléra.

« Je ne prétends pas expliquer ces faits importants. — Je les mentionne

seulement pour indiquer qu'ils ne peuvent provenir que de causes sérieuses qui varient dans leur intensité.

« La théorie qui consisterait à attribuer ces faits à une série continue d'accidents ne convaincrat pas quiconque connaît les faits.

« Mais il semble que c'est par rapport à l'Europe que M. Monod envisage les statistiques de l'Inde avec appréhension. — Il considère l'augmentation de mortalité due au choléra dans l'Inde, pendant les années écoulées, comme un danger croissant pour l'Ouest.

« Ces craintes peuvent s'expliquer en théorie ; elles ne sont pas justifiées par l'expérience.

« Est-il nécessaire, cependant, de soulever cette question et de chercher à établir une relation entre l'étendue du danger en Europe et l'intensité du choléra dans l'Inde à un moment donné ?

« Les Conférences internationales de Venise et de Dresde n'ont-elles pas déclaré qu'en ce qui concerne la voie de mer, la véritable base d'appréciation du danger est l'histoire sanitaire et la condition du navire lui-même. et non pas le lieu duquel le navire est parti. Revenir sur l'histoire sanitaire et la condition du lieu serait pratiquer en sens inverse toute la prophylaxie moderne, telle qu'elle est ordonnée par ces Conférences.

« M. Monod a répété, ce qui a été dit déjà si souvent, que l'Inde anglaise est l'atelier du choléra dans le monde, mais rien ne prouve que les causes qui donnent lieu au choléra dans l'Inde n'existent pas aussi dans les autres pays et ne produisent pas les mêmes effets, quoique à un degré moindre.

« Laissant à part les questions relatives à la production et à l'exportation du choléra, j'admets entièrement que le devoir de l'Inde est de faire tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser toutes les améliorations sanitaires susceptibles de réduire au strict minimum les ravages occasionnés par le choléra. M. Monod est du même avis.

« Mais si cette conclusion est justifiée pour l'Inde, avec son étendue immense et sa population féconde, avec ses conditions climatiques, géographiques et autres, si propres au développement du choléra, l'argument ne s'applique-t-il pas alors, avec encore plus de force, aux pays de l'Europe qui sont beaucoup plus petits que l'Inde, où les conditions sont beaucoup moins favorables pour le développement du choléra ?

« Que chaque pays adopte les mesures qu'il préconise pour l'Inde, qu'il se protège par des améliorations sanitaires, et alors il n'y aura plus d'inquiétude lorsqu'on apprendra que le choléra augmente dans l'Inde, et que, par conséquent, le danger est supposé plus grand. D'autres pays se disent trop pauvres pour se pourvoir de ces moyens de protection, mais l'Inde aussi est pauvre et plus spécialement depuis les dernières années.

« J'aurais voulu pouvoir présenter à la Conférence un mémoire complet sur tout ce que le Gouvernement de l'Inde a fait en matière de réformes sanitaires pendant les trente dernières années, mais j'ai le regret de dire que les moyens d'établir un tel relevé n'existent que dans l'Inde même. J'aurais voulu vous faire connaître la somme exacte qui a été dépensée dans les grands travaux à Calcutta, à Bombay et dans les autres villes où des mesures semblables ont été adoptées, et vous exposer ce qui a été fait en vue d'améliorer la condition des milliers de villages qui renferment la grande masse de la population, ce qui rend si difficile le problème de l'administration sanitaire.

« Mais les rapports annuels sur l'état sanitaire des Indes contiennent des renseignements importants sur ces questions et la publication de quatorze de ces rapports chaque année est, selon moi, une preuve suffisante que le Gouvernement indien s'occupe sérieusement de la grande œuvre qu'il a entreprise. Je ne veux pas dire que tout a été fait, mais l'Inde n'a pas à rougir de ce qui a été accompli. En effet, les détails donnés par les bureaux de la Santé publique sur les villages atteints par le choléra, en Europe, dans les dix dernières années prouvent que dans ces villages l'état sanitaire est pire que dans beaucoup de villages indiens. Dans la deuxième réunion de cette Conférence, j'ai fait observer la grande difficulté qu'il y avait à s'occuper de milliers de villages dont l'assainissement constitue une œuvre de longue durée. La même opinion a été exprimée par mon honoré collègue, le Docteur Thorne Thorne, le 7 mars.

« Deux mesures seulement ayant pour but de diminuer le choléra dans l'Inde ont donné des résultats remarquables. La première est l'amélioration des conditions locales, sur laquelle j'ai si souvent insisté; la seconde est l'évacuation par toute la population des lieux où le choléra a fait son apparition. Malheureusement, dans la pratique, il est difficile d'obtenir cette évacuation, sauf quand il s'agit de soldats ou de prisonniers.

« C'est un fait démontré par la statistique que le choléra est la maladie dont le caractère le plus curieux est la localisation, l'apparition sur quelques points seulement d'une région, et l'immunité de la grande majorité des autres.

« Bien que l'opinion admise par le Gouvernement de l'Inde relativement au choléra, sous le rapport épidémiologique, diffère dans une certaine mesure de celle des autorités anglaises, nous sommes entièrement d'accord, mon collègue le Docteur Thorne Thorne et moi, sur les conditions dans lesquelles devront être appliquées les diverses mesures proposées par cette Conférence.

« Je ne saurais avoir un seul instant la prétention d'expliquer les phénomènes qui président à la marche du choléra. La doctrine admise par le Gouvernement de l'Inde est celle-ci : Nous reconnaissons par expérience que, d'une part, les améliorations sanitaires appliquées dans la plus large mesure, et, d'autre part, en ce qui concerne les troupes et les prisonniers, leur transport hors de la localité atteinte, ont eu les résultats les plus efficaces sur la diminution du choléra; notre intention est d'étendre autant que possible ces mesures. Quant aux dispositions plus ou moins fondées sur des théories, nous sommes néanmoins prêts à adopter celles de ces mesures qui seraient applicables en pratique avec un espoir raisonnable de faire du bien, tant que nous serons certains qu'elles ne font pas de mal. Je m'associe entièrement à cette manière de voir.

« Le gouvernement indien est prêt à prendre toutes les précautions qui pourraient tendre à diminuer le choléra à bord des navires à pèlerins, mais permettez-moi de dire que, jusqu'à ce que Camaran et les lieux saints aient été placés dans un état sanitaire plus satisfaisant, les mesures appliquées aux navires n'auront que peu d'effet.

« Permettez-moi d'ajouter aussi que, pour ce qui concerne la soi-disant importation du choléra, soit par les navires indiens dans le Hedjaz et en Europe par la mer Rouge, soit par les voies de terre, je n'ai rien à ajouter aux observations présentées par le Docteur Thorne Thorne le

7 mars. J'ai défendu les mêmes idées sur ces deux points depuis plusieurs années.

« En me référant encore une fois et plus spécialement aux statistiques indiennes, j'ajouterai en concluant que j'étais désireux de comparer les progrès réalisés dans l'Inde avec ceux qui auraient été accomplis dans certaines colonies françaises, particulièrement quant aux difficultés rencontrées dans l'enregistrement des causes de décès et dans d'autres parties de l'administration sanitaire, et d'obtenir en outre des statistiques exactes sur le choléra au Tonkin; dans ce but, j'ai prié M. Monod de vouloir bien me procurer :

« 1° La mortalité résultant de diverses causes enregistrées en Algérie pendant les dix dernières années;

2° Les mêmes données pour le Tonkin avec statistiques séparées relatives à l'armée européenne et indigène.

« En réponse, M. Monod a eu l'obligeance de m'envoyer les statistiques de la France et celles de vingt villes de l'Algérie pour plusieurs années, mais je n'y trouve aucun renseignement sur l'enregistrement des causes des décès pour la population entière d'Algérie et du Tonkin.

« J'apprends, en outre, que même en France la statistique de la mortalité par différentes causes ne peut être fournie que pour les villes ayant plus de 5,000 âmes.

« Ceci suffit à démontrer les difficultés que rencontre l'administration sanitaire même dans les pays les plus civilisés. L'Inde aussi se heurte à des difficultés qui sont pour le moment presque insurmontables; elle a néanmoins depuis plusieurs années fait son possible pour obtenir un système d'enregistrement efficace des décès et des causes de décès pour la population entière, cet enregistrement constituant la base de tout progrès sanitaire sérieux.

« Je ne dis pas qu'elle y a réussi jusqu'à présent, car je sais que, dans plusieurs provinces, l'enregistrement est encore dans un état très arriéré; j'espère cependant que l'un des résultats de la présente Conférence sera que des efforts renouvelés seront faits pour obtenir un enregistrement plus exact, et aussi que les améliorations sanitaires guidées par cet enregistrement seront développées dans la plus grande mesure possible. »

M. Henri Monod, délégué de France, répond à M. Cuningham dans les termes suivants (1) :

« Messieurs,

« L'honorable M. Cuningham a abordé un terrain scientifique où je n'ai pas compétence pour le suivre; je laisse ce soin à d'autres s'ils le jugent à propos. Je ferai seulement observer que si la propagation du choléra était due principalement à la force mystérieuse qu'il appelle l'influence épidémique, nous n'aurions pas sans doute été témoins des faits que rappelait il y a quelques jours M. Brouardel, à savoir qu'en France, lors de l'épidémie de choléra de 1892, dans presque toutes les communes où nous

(1) M. Cuningham ayant eu l'obligeance de communiquer son travail à M. Monod, celui-ci avait préparé une réponse que l'heure avancée et l'ordre du jour encore chargé ne lui ont pas permis de produire en séance. M. le Président a pensé qu'il ne pouvait y avoir qu'utilité à ce qu'elle fût insérée au procès-verbal. Cette insertion a lieu avec l'assentiment de M. Cuningham, qui a eu connaissance de la réponse de M. Monod et qui fait d'ailleurs toutes réserves sur son contenu.

avons été prévenus dès le premier cas, où nous avons pu agir à temps, le choléra a été étouffé et qu'il n'a eu de puissance épidémique que là où les mesures de désinfection n'ont pas été prises au début.

« Je rappellerai aussi qu'en Angleterre les mesures sanitaires ont eu pour effet la diminution constante de la mortalité par maladies infectieuses, notamment la diminution considérable du nombre et de l'intensité des épidémies de fièvre typhoïde.

« Mais je passe aux questions plus directement administratives.

« J'avais montré à la Conférence l'accroissement aux Indes de la mortalité, et spécialement de la mortalité par choléra. Je l'avais fait d'après des documents officiels.

« M. Cuninghame me répond que le Gouvernement anglais fait beaucoup pour l'assainissement des Indes, qu'il fait beaucoup aussi pour l'amélioration des statistiques de l'état civil.

« Je n'ai jamais dit le contraire.

« Je ne nie pas les efforts tentés pour obtenir des améliorations sanitaires. Mais il faut bien convenir, et cela est dans la nature des choses, que l'on tente ces améliorations surtout dans les villes ; or, aux Indes, la population urbaine ne représente guère que 5 pour 100 de la population totale.

« Je ne conteste pas davantage les efforts faits pour améliorer l'état civil. Il suffit de lire les rapports dont a parlé M. Cuninghame pour les constater ; mais il suffit aussi de les lire pour se convaincre qu'ils n'ont pas réussi jusqu'à présent à empêcher l'enregistrement des naissances et des décès d'être très défectueux.

« Si les chiffres que nous fournissent les documents officiels étaient exacts, l'Inde anglaise serait la terre la plus salubre du monde. 300 millions d'habitants, disent les documents et les statistiques, nous montrent que, dans l'année où la mortalité a été la plus forte, il y a eu moins de 6 millions de décès ! C'est-à-dire que la mortalité est entre 19 et 20 p. 1.000. Elle serait ainsi, dans les plus mauvaises années, ce qu'elle est en Angleterre dans les meilleures. Cette mortalité inférieure à 20 p. 1.000, que la Grande-Bretagne a obtenue au prix de tant d'efforts, de tant de dépenses, la patrie du choléra l'aurait tout naturellement. Cela est vraiment inadmissible, et ce n'est pas s'avancer beaucoup de dire que les chiffres ici portent en eux-mêmes leur réfutation.

« Il y a plus. Les variations dans les statistiques, d'une année à l'autre, ne sont pas toujours dans le sens du progrès.

« Dans les diagrammes que j'ai joints à ma communication du 20 février, vous observerez que la mortalité cholérique et surtout la mortalité générale subissent une forte dépression en l'année 1888. Mais le successeur de l'honorable M. Cuninghame, sir Benjamin Simpson, déclare que dans sa conviction cette diminution n'est qu'apparente, qu'elle est due moins à des améliorations sanitaires qu'à un enregistrement défectueux, plus défectueux encore que celui des années précédentes, à ce qu'il appelle « *RELAXED CARE OF REGISTRATION* (1) ». Il montre telle province où, de 43 p. 1.000 en 1887, la mortalité est tombée à 24 p. 1.000 en 1888, et il ne croit pas que cette réduction des décès enregistrés corresponde à une réduction des décès réels.

(1) Sir Benjamin Simpson, *Report on sanitary measures in India in 1888-1889*, pages 78 et 79.

« Si l'on examine de près les rapports des différentes provinces pour l'année 1892, on fait des découvertes surprenantes.

« Le taux de la mortalité varie, suivant les « REGISTRATION-CIRCLES », dans les provinces du nord-ouest, de 10.5 à 94.7 p. 1.000 (1); dans la province de Madras, de 9.7 à 46.5 p. 1.000 (2); dans la province du Bengale, de 8.7 à 72.2 pour 1.000 (3); dans la province de Bombay, de 7.8 à 65.6 p. 1.000 (4). Ici encore, les chiffres se réfutent eux-mêmes.

« La mortalité aux Indes, et spécialement la mortalité par choléra, est donc supérieure à celle qu'indiquent les documents officiels que j'ai placés sous les yeux de la Conférence, et qui l'a si fortement émue.

« Or, quel était notre argument ?

« L'honorable M. Cuninghame me semble avoir répondu à autre chose qu'à ce que nous avions voulu dire.

(1) Population : 46.905,485.

Taux de la mortalité d'après les décès enregistrés : 34.11 par 1.000.

Dans 17 *registration-circles*, ce taux est inférieur à 20 par 1.000;

Dans 3 — , elle est entre 19 et 20;

Dans 4 — , entre 18 et 19;

Dans 5 — , entre 17 et 18;

Dans 1 — , entre 16 et 17;

Dans 2 — , entre 15 et 16;

Dans 1 — , de 12.6;

Dans 1 — , de 10.5 par 1.000.

Ces 17 *registrations-circles* ont ensemble une population de 831,287 habitants.

(D'après les tableaux du *Twenty-fifth annual report of the sanitary Commissioner of the North Western provinces and Oudh.*)

(2) Population : 33.693,179.

Taux de la mortalité d'après les décès enregistrés : 22.3 par 1.000.

Dans 51 *registration-circles*, ce taux a été inférieur à 20 par 1.000.

Dans un district, celui de Gaujam, d'une population de 1.895,400 habitants, il est indiqué comme ayant été de 14.3 par 1.000.

(*Twenty-ninth annual report of the sanitary Commissioner for Madras, passim.*)

(3) Population : 70.388,083.

Taux de la mortalité d'après les décès enregistrés : 31.92 p. 1.000.

La province compte 258 districts.

Dans 51, la mortalité est indiquée comme ayant été supérieure à 40 p. 1.000; pour 44 districts, entre 40 et 50; pour 10 districts, entre 50.12 et 59.31; et, pour 1, le district rural de Darjuling, de 72.23.

Dans 22, dont 10 districts urbains et 12 districts ruraux, ayant ensemble une population de 2,218,742 habitants, la mortalité est indiquée comme ayant été inférieure à 20 p. 1.000 (5 de 19 à 20, 4 de 18 à 19, 3 de 17 à 18, 3 de 16 à 17, 2 de 15 à 16, 2 de 14 à 15); dans 1 de 13.16; dans 1, de 10.58; dans un district rural de 15,007 habitants, de 8.72 p. 1.000.

(*Twenty-fifth annual report of the sanitary Commissioner for Bengal passim.*)

(4) Population : 18,820,346.

Taux de la mortalité d'après les décès enregistrés : 32.50 p. 1.000.

Dans 42 *tâlukas*, le taux de la mortalité a été supérieur à 40 p. 1.000; dans 36 *tâlukas*, il a été de 40 à 50; dans 2, de 50 à 60; dans 4, il a passé 60 p. 1.000 (60.49, — 64.53, — 65.56, — 65.51).

Dans 13 *tâlukas*, le taux de la mortalité a été inférieur à 20 p. 1.000.

La partie de la population de la présidence de Bombay, qui n'est ni indoue, ni musulmane, ni chrétienne, s'est élevée, d'après le recensement de 1891, à 298 718 habitants. Sur cette population, la mortalité est indiquée, dans les rapports officiels, comme ayant été de 13.32 p. 1.000, en 1892, et, en 1891, de 10.53 p. 1.000.

Dans la ville même de Bombay, l'enregistrement des naissances est fait d'une manière très défectueuse : en 1892, les naissances enregistrées ont été de 18.87 p. 1.000 et les décès de 32.47 p. 1.000.

(*Twenty-ninth annual report of the sanitary Commissioner for the Government of Bombay, passim.*)

« Notre thèse n'était pas qu'il faut assainir l'Inde, ni améliorer son système d'enregistrement. Si désirable que cela soit, ce n'est pas notre affaire. C'est une affaire intérieure. Ce n'est pas l'objet de la présente Conférence.

« Notre thèse était celle-ci :

« Puisque l'Inde n'est pas assainie, puisque le choléra y naît et s'y multiplie, puisque la mortalité cholérique y est effroyable, qu'elle compte chaque année ses victimes par centaines de mille, puisque M. Thorne Thorne nous a déclaré que ni nous, ni nos descendants ne verrions l'extinction du choléra aux Indes, vous devez prendre des mesures énergiques et efficaces dans les ports de l'Inde afin d'empêcher, pour autant qu'il dépend de vous, l'exportation d'un si grand mal.

« Or, que demandons-nous ? Seulement la visite médicale et la désinfection au port de départ.

« M. Cunningham nous objecte que, d'après les Conférences de Venise et de Dresde, le danger n'est pas dans le lieu d'où part le navire, de sorte qu'en demandant que des mesures soient prises dans le port de départ, nous ferions une œuvre de réaction contraire aux principes adoptés dans ces deux Conférences. Il semble qu'il y ait là une erreur d'appréciation. Ces Conférences ont dit qu'il fallait combattre le choléra le plus près possible de son lieu d'origine ; elles ont voulu en même temps que, pour le vaincre plus facilement, on restreignit le plus possible le champ où on l'attaque, que l'on envisageât, non pas l'état du port, mais celui du vaisseau. Nous appliquons, en les portant plus loin, ces principes en demandant qu'on prenne des mesures non pas à l'égard du port, non pas même à l'égard du vaisseau, mais à l'égard des individus, et cela dans les ports des pays où naît le choléra.

« Nos demandes sont à peu près les mêmes que celles faites par toutes les Conférences antérieures, et le sort qu'ont eu ces demandes serait de nature à nous laisser assez peu d'espoir, si la situation n'était pas toute nouvelle. Les Anglais ne se trouvent plus, en effet, en présence de ces quarantaines qui leur paraissaient injustifiables, ruineuses pour le commerce, qu'ils déclareraient même dangereuses pour la santé publique. Peu à peu, graduellement, suivant les progrès réalisés dans les pays différents, des moyens de défense à la fois plus rationnels, plus efficaces et infiniment moins gênants sont substitués aux quarantaines. Il dépend de l'autorité britannique de hâter cette substitution en prenant elle-même, dans les ports de l'Inde, ces mesures et en les prenant d'une manière si ouverte et si énergique qu'elles inspirent aux autres nations une confiance entière.

« Elle y a le plus évident intérêt. Le choléra, dont chez elle la production est constante, se propage, soit par les individus malades, soit par les objets qu'ont souillés leurs déjections. Qu'elle empêche donc tout malade d'être embarqué, qu'elle empêche d'être embarqué tout objet susceptible de transmettre le mal. Si elle prouve d'une manière indiscutable qu'elle a fait cela, ne sera-t-elle pas en bonne situation pour demander qu'ensuite, sur le trajet, on réduise au minimum les entraves apportées à la marche de ses navires ?

« Nous insistons sur ce point à cause de sa grande importance, car nous ne rencontrons pas ici de contestation. Notre collègue, M. Thorne Thorne, nous a dit en effet que l'un des moyens de défense « consistait dans l'élimination au point de départ du pèlerin que l'on croit atteint du choléra, et

« dans la désinfection des objets que l'on suppose être infectés..... Pour tout ceci, a-t-il ajouté, je me joins à vous (1) ».

« Ce n'est certainement pas demander une chose excessive, ni même difficile, que de demander que l'on organise à Calcutta, à Bombay et à Kuratchee une visite médicale sérieuse des pèlerins, et une désinfection sérieuse de leurs effets.

« L'inspection médicale ?

« On nous a dit qu'elle se fait, du moins on nous a dit qu'elle se fait à Bombay. Pour Calcutta, nous savons peu de chose à cet égard, et quant à Kuratchee, il paraît évident, d'après la lecture des rapports, que cette inspection préalable ne s'y fait pas. Il serait cependant important qu'elle se fit, surtout en considération des importations possibles dans le golfe Persique.

« Puisqu'on nous dit que l'inspection se fait régulièrement à Bombay, nous le croyons, et nous nous en réjouissons, car Bombay est le point où il est le plus nécessaire que cette inspection soit constante et rigoureuse. Le choléra y est en effet presque quotidiennement introduit. Même lorsqu'il n'y apparaît pas à l'état épidémique, il faut en redouter les approches et en prévenir l'exportation, car l'on a observé ce fait vraiment extraordinaire qu'à Bombay, sur 100 personnes mortes du choléra, plus de 80 sont étrangères à la ville (2).

« Vous avez donc très bien fait d'instituer l'inspection médicale que le *Native Passenger ships' Act* ne rendait que facultative. Il eût été intéressant pour la Conférence d'avoir quelques détails sur ce sujet, d'apprendre par qui cette inspection est faite, quels résultats elle a donnés, par exemple combien de pèlerins ont été examinés, combien ont été retenus, pour quelles causes, pour combien de temps, quel traitement leur a été appliqué pendant ce temps. Une inspection médicale implique en effet l'existence d'hôpitaux ou du moins d'infirmeries, où l'on soigne les passagers reconnus malades. Les hôpitaux de Bombay ont-ils suffi ? S'ils n'ont pas suffi, quels moyens nouveaux ont été créés ? Sur tous ces points, les rapports sont muets. Tout cela pourtant eût été bon à connaître, et, jusqu'à ce que nous soyons éclairés à cet égard, il faudra nous pardonner si nous conservons quelques doutes, non pas sur le fait de la visite médicale, puisqu'il nous est affirmé, mais sur sa valeur et sur ses effets utiles.

« La seconde précaution nécessaire vise les objets suspects qui sont rendus inoffensifs par la désinfection.

« On n'allègue pas qu'actuellement dans les ports de l'Inde la désinfection soit pratiquée.

« Mais on nous fait espérer qu'elle le sera.

« La seconde des conclusions votées par la Conférence sur le rapport du Docteur Pagliani est ainsi conçue : Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect.

« Les Délégués de l'Angleterre ont voté cette conclusion.

« Le Délégué de l'Inde anglaise l'avait votée dans la Commission.

« Nous n'avons donc qu'à attendre, avec l'espérance que des mesures sérieuses seront prises dans les ports des Indes par les autorités britan-

(1) Commission relative à la mer Rouge. Procès-verbal n° 10, page 3.

(2) 84.3 p. 100 en 1888. *Report on sanitary measures in India in 1888-1889*, page 132.

niques, pour que, préalablement à l'embarquement, tout objet suspect ait passé par une étuve dont l'efficacité pour détruire les germes pathogènes ne pourra pas être mise en doute.

« Une crainte me reste pourtant, et les observations de M. le Docteur Cuninghame la confirment et l'aggravent.

• Qui décidera si l'objet est suspect ou non ?

• L'autorité médicale du port de départ.

• Mais si cette autorité médicale croit à la mystérieuse influence épidémique, si elle croit qu'aucune mesure prophylactique n'est capable d'arrêter une épidémie, que le choléra se propage par des moyens analogues à ceux par lesquels se propage la chaleur, quels seraient, pour elle, les objets suspects ?

• Il n'y en aurait aucun.

• D'où possibilité de ne faire aucune désinfection.

• Il paraîtrait donc utile — j'exprime ici une opinion personnelle — que la Conférence complût, ou plutôt affirmât, éclairât la pensée qui a inspiré la 2^e des conclusions votées par la Conférence, en ajoutant : Le linge sale transporté par les pèlerins est toujours considéré comme suspect.

• Est-ce là une mesure praticable ? Non seulement elle est praticable, mais elle est facile. Nous l'avons pratiquée, en 1892, au Havre, à partir du moment où la présence du choléra a été officiellement constatée, sur tous les navires sortant du port, notamment sur les navires d'émigrants à destination de l'Amérique. Cette mesure n'est pas coûteuse. Elle ne constitue aucune gêne sérieuse pour le commerce. Personne ne peut soutenir qu'elle soit contraire aux sentiments religieux de qui que ce soit. Si donc elle est praticable et si elle ne blesse aucune conviction religieuse, nous avons la conviction qu'elle sera acceptée, et qu'elle sera même acceptée avec joie, car M. Cuninghame nous a dit et nous l'avons entendu avec le plus grand plaisir nous dire : « Toutes les mesures utiles que vous aurez trouvées dans votre sagesse pour empêcher le choléra parmi les pèlerins de la Mecque seront acceptées avec joie, en tant qu'elles seront praticables et qu'elles ne seront pas contraires aux sentiments religieux des populations mahométanes (1). »

• Un dernier mot. Quand nous parlons des mesures à prendre dans les ports de l'Inde, l'honorable M. Cuninghame nous répond volontiers en nous parlant de ce qui se passe ailleurs. Il a beaucoup insisté sur l'utilité de l'assainissement général. Il a raison. Nous pensons avec lui que l'assainissement, celui qui a été pratiqué en Angleterre, qui n'est pas encore pratiqué aux Indes, est la meilleure garantie, non seulement contre le choléra, mais contre toutes les maladies infectieuses. Nous pensons que le dernier mot de l'hygiène publique, ce n'est pas le mot désinfection, ni même le mot prophylaxie, que c'est le mot salubrité. Nous pensons que là est la lumière vers laquelle il faut diriger les yeux des nations.

• Mais cette œuvre d'assainissement sera longue, difficile, dispendieuse et, comme E. Cuninghame l'a reconnu dans sa première communication, relativement nouvelle. Il est assez légitime que, pendant qu'elle se poursuit et en attendant qu'elle s'achève, l'Europe et l'Amérique désirent être mises, autant que possible, à l'abri du fléau indien.

• D'ailleurs, qu'on nous permette de le dire, les Indes anglaises ne nous paraissent pas en très bonne posture pour opposer cet argument à l'Europe.

(1) Deuxième séance plénière, page 54.

et à l'Amérique, si juste qu'il soit en lui-même. Ce n'est pas seulement parce qu'elles-mêmes ne s'assainissent que très lentement, très imparfaitement. C'est surtout parce qu'elles sont le lieu de production du choléra. Si ma maison a brûlé, je veux bien que tout le monde me reproche d'avoir eu un toit de chaume : tout le monde, excepté cependant quelqu'un : celui qui a mis le feu. »

M. Phipps, premier Délégué de la Grande-Bretagne, ne croit pas devoir laisser sans réponse la remarque faite par M. le docteur Shakespeare, dans la 3^e séance de la Commission des voies et moyens, relativement aux quarantaines appliquées par l'administration sanitaire de l'île de Malte malgré l'acceptation par la Grande-Bretagne des principes de la Convention de Dresde. Il indique que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a insisté à plusieurs reprises auprès des autorités maltaises pour l'application de ces principes dans ladite colonie et il déplore l'attitude de l'administration de l'île de Malte.

Bonkowski Pacha demande la parole pour faire la déclaration suivante au nom de la Délégation ottomane :

« L'établissement d'un lazaret à El-Wedj a été jugé nécessaire par le Conseil de santé et décrété par l'arrêté impérial.

• Il a été décidé qu'on établirait ce lazaret afin que les pèlerins venant du nord de la mer Rouge y fussent mis en observation ; les malades y seraient retenus et les autres, après désinfection, pourraient entrer au Hedjaz. Ce lazaret sera affecté aux provenances du nord de la mer Rouge comme Camaran l'est pour les provenances du sud. Dans le cas où le choléra éclaterait au Hedjaz, il serait d'ailleurs possible de soumettre les pèlerins à une quarantaine à El-Wedj avant de les laisser retourner dans leur pays.

« El-Wedj est dans une situation meilleure que Tor au point de vue de sa situation géographique et de la bonne qualité de l'eau. »

M. Henri Monod, Délégué de France, présente ensuite les observations suivantes relatives à l'espace réservé aux pèlerins à bord des navires :

« Il semble utile d'insister sur la déclaration faite à la dernière séance par les Délégués des Pays-Bas au sujet de l'espace à réserver sur les navires aux pèlerins. La Conférence a pensé que cet espace devait être au moins de 2 mètres superficiels. Les Délégués des Pays-Bas ont déclaré qu'ils accepteraient cette limite si elle était acceptée par toutes les Puissances. Mais les Représentants de l'Angleterre n'ont pas accepté que la limite minima fût élevée au-dessus de 1 m^{sq}, 50.

• Les navires hollandais ne seront donc pas tenus d'accorder plus de 1 m^{sq}, 50.

• Cela se comprend, puisque l'obligation d'accorder 2 mètres carrés par pèlerin aurait pour conséquence, en diminuant le nombre des pèlerins embarqués, d'élever le prix du voyage, et que la concurrence entre les compagnies de navigation portant des pavillons divers permet difficilement aux unes d'accepter des conditions qui ne seraient pas imposées aux autres.

• Ce serait cependant un grand bien général de diminuer sur les navires à pèlerins l'encombrement et le nombre des mendiants, ces deux plaies des pèlerinages.

« Je pourrais citer bien des textes où les agents sanitaires anglais se plaignent de cet encombrement et en font ressortir les dangers. L'année dernière arrivait à Djeddah un vapeur anglais l'*Etna*, jaugeant 860 tonneaux, portant 1,393 pèlerins : « Ce navire, écrivait le Consul de France, « faisait l'étonnement des rades par l'amoncellement de ses passagers. Les « pèlerins étaient en bloc compact sur le pont ; il y en avait jusque dans la « mâture (1). »

« Mais il n'y a pas de contestation sur ce point ; tous nous sommes d'accord sur les périls de l'encombrement.

« Les dangers du nombre croissant des mendiants ne sont pas moindres, et ici je citerai l'opinion du Consul anglais à Djeddah. Dans le rapport de l'officier sanitaire du port de Bombay pour 1892, on lit :

« Le Consul de Sa Majesté à Djeddah se plaint qu'un tiers des pèlerins « indiens sont des pauvres. L'habitude qu'ont les compagnies de navigation « de compléter le chargement des navires lors du départ de Bombay avec « des pèlerins pauvres ne saurait être trop fortement condamnée. Les « malheureux montent à bord au dernier moment sans vêtements et sans « nourriture (2). »

« On comprend qu'avec de telles pratiques la mortalité sur les pèlerins pendant le voyage soit de 33 p. 100 (3).

« Il ne peut être contraire à aucune loi religieuse, et il est incontestablement conforme aux exigences de l'humanité et aux intérêts de la santé publique d'accorder à un être humain qui fait un voyage de plusieurs semaines au cours duquel le temps peut être pluvieux 2 mètres superficiels, ce que presque tous les règlements, suivant l'excellente remarque du Professeur Pagliani, accordent aux cadavres dans les cimetières.

« Ce ne sont pas seulement les Hollandais qui seront entraînés à la résistance par celle de l'Angleterre ; nous, Français, nous ne serons guère moins embarrassés. Nos compagnies de navigation, pour le transport des pèlerins de l'Algérie, voudraient n'accorder que 1^m⁹,50 ; nous sommes disposés à exiger 2^m⁹ ; mais dans quelle situation difficile nous serons placés si les compagnies peuvent nous objecter que les compagnies étrangères ne sont pas soumises à la même exigence ?

« Ce ne sont donc pas seulement les pèlerins transportés sous le pavillon anglais, ce sont tous les autres dont le sort dépend sur ce point des résolutions de l'Angleterre.

« Je ne demande pas, bien entendu, un retour actuel sur le vote. Mais je prends la liberté de soumettre ces considérations à nos collègues d'Angleterre, dont la sollicitude pour les pèlerins s'est déjà manifestée par les soins qu'ils ont pris de faire améliorer les conditions générales du lazaret de Camaran. »

M. Phipps, Délégué de la Grande-Bretagne, fait remarquer que l'espace

(1) Rapport de M. Guiot, Consul de France à Djeddah, sur le pèlerinage de 1893.

(2) *Annual report of the health officer of the port of Bombay for the year ending 31 december 1891*, § 43.

(3) « One third of the pilgrim who leave Bombay never return » De 1885 à 1892, d'après les constatations faites par le Consul anglais, 91 493 pèlerins venant de Bombay sont arrivés à Djeddah ; 31. 37 ne sont pas rentrés dans leurs foyers. En 1891 et 1892, sur 52 518 pèlerins venant de l'Est et arrivés à Djeddah, 15,470 ont disparu. « Her Majesty's Consul at Jeddah has favoured me with a return for the Haj seasons of 1891 and 1892, which shows that for the 52 518 Eastern pilgrim who arrived at Jeddah, only 37,048 left for the East. » Ibid., §§ 43 et 44.

accordé aux pèlerins est le même que celui qui est attribué aux soldats des troupes de l'Inde à bord des transports. On ne saurait dès lors reprocher au Gouvernement de l'Inde comme inhumaine une mesure qu'il applique à ses propres soldats. La Délégation britannique ne manquera pas toutefois de signaler à son Gouvernement les considérations qui viennent d'être formulées par M. Monod en vue d'arriver à une limitation moins restrictive de l'espace réservé aux pèlerins à bord des navires.

M. Monod fait ressortir que la décision qui serait prise à cet égard par la Grande-Bretagne aurait d'autant plus d'importance qu'elle aurait pour conséquence de permettre aux autres pavillons l'application d'une mesure dont ils ne pourraient actuellement, sans encourir un préjudice sérieux, en raison de la concurrence commerciale, prendre isolément l'initiative.

M. le Professeur Proust, Délégué de France, rappelle que tous les navires à pèlerins embarquent aujourd'hui dans la pratique un nombre de passagers supérieur à celui qu'ils comportent même en prenant pour base l'espace déjà insuffisant de 1^m², 50 qui devrait leur être réservé. Le règlement qui vient d'être élaboré aura pour effet, grâce aux pénalités qu'il édicte, de mettre un terme à cet abus.

M. le docteur Ruysch, Délégué des Pays-Bas, croit devoir de son côté protester pour l'honneur de son pavillon contre l'opinion qui tendrait à considérer comme inhumaine la limitation à 1^m², 50 de l'espace affecté aux pèlerins. Il a déjà eu l'occasion de signaler les conditions hygiéniques exceptionnellement favorables dans lesquelles se trouvent les pèlerins à bord des navires néerlandais, malgré l'application de cette mesure ; mais il doit dire que l'autorité tient très exactement la main à ce que l'espace attribué ne soit jamais inférieur au chiffre fixé.

Il estime pourtant que, si l'on pouvait décider que dans l'espace à accorder à chaque pèlerin, comme règle générale pour tous les pays, ne serait pas compris le petit bagage des pèlerins, on réaliserait déjà un progrès sensible, surtout si, en présence de l'attention exprimée par la Délégation britannique dans la dernière séance, la Conférence acceptait d'accorder 1^m², 50 de surface à chaque pèlerin. Il ajoute qu'en ce qui concerne la remarque de M. le Professeur Pagliani à laquelle a fait allusion M. Monod, il ne saurait y avoir d'analogie entre l'espace nécessairement attribué à un cadavre dans les cimetières et la surface actuellement accordée aux pèlerins sur les navires qui les transportent.

M. Hanotaux, Délégué de France, pense en effet que cette considération relative à la place occupée par le bagage du pèlerin doit avoir un grand intérêt pour la solution de la question. M. Hanotaux croit devoir insister en outre, sur l'urgence que présenterait, pour le commerce international et spécialement pour la navigation française, en raison des mesures applicables pour l'Algérie et la Tunisie lors du prochain pèlerinage de la Mecque, la réalisation d'un accord établissant sur une base plus large et uniforme le minimum d'espace à affecter à chaque pèlerin ; ne serait-il pas possible à la Délégation britannique de faire connaître avant la clôture définitive des travaux de la Conférence actuelle l'accueil qui a été fait par le Gouvernement de sa Majesté Britannique à cette proposition ?

M. Phipps, Délégué de la Grande-Bretagne, signale d'autre part à l'at-

tention de la Délégation ottomane, comme constituant un grave abus commis au cours du dernier pèlerinage, les agissements d'un courtier javanais qui, à la Mecque, aurait obligé les pèlerins à prendre à l'avance, avec l'assentiment de l'autorité locale, un billet de retour ne pouvant être utilisé que par une certaine compagnie. Les chameliers auraient même refusé de conduire les pèlerins non pourvus de ce billet. Il en est résulté que ces pèlerins sont restés à Djeddah pendant le choléra malgré la présence de bateaux anglais prêts à les ramener dans leurs foyers. Le Gouvernement ottoman ayant déjà pris de nombreuses mesures en faveur des pèlerins musulmans, il serait à désirer que cet abus ne se renouvelât pas.

M. Ruysch, Délégué des Pays-Bas, corrobore l'exactitude du fait. C'est dans ces conditions que le navire *Samoa*, dont il a déjà eu l'occasion de parler, a dû embarquer un nombre excessif de pèlerins dans des conditions tellement défectueuses que 200 de ces malheureux sont morts, soit du choléra, soit de misère ou ont été jetés à l'eau par des coups de mer durant la traversée de retour.

Turkhan Bey et Bonkowski Pacha, Délégués de Turquie, font connaître que les faits signalés par M. Phipps, et dont la responsabilité ne saurait être imputée aux autorités locales, seront portés à la connaissance du Gouvernement ottoman; ils ne doutent pas que des dispositions ne soient prises, le cas échéant, pour que ces faits ne puissent pas se reproduire.

M. H. Monod ajoute qu'il y aurait un moyen d'empêcher ces sortes d'abus en obligeant les pèlerins à être munis de billets d'aller et retour délivrés avant leur départ, et ce aussi bien dans l'intérêt des pèlerins eux-mêmes que dans celui des compagnies de navigation.

M. le Professeur Brouardel demande la parole pour déposer, tant au nom de la Délégation française qu'au nom des autres Délégations désignées ci-après, le vœu ainsi conçu :

Les Délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas et de Russie émettent le vœu que, dans l'intérêt supérieur de la santé publique, les Conventions de Dresde et de Venise soient acceptées par toutes les Puissances. »

Ce vœu sera consigné au procès-verbal.

M. le Président donne ensuite la parole à M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis), qui présente à la Conférence la communication suivante :

« Messieurs,

« J'ai eu l'honneur, dans la troisième séance plénière de la Conférence (1), d'attirer votre attention, au nom de mon Gouvernement, sur l'importance qu'il y aurait, au point de vue du commerce et de la santé publique pour l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique, à ce qu'une entente soit établie entre les diverses puissances pour réglementer le mouvement de l'émigration européenne aux Etats-Unis.

« J'ai donné à cette occasion une statistique générale du mouvement

annuel de cette émigration. Quand le choléra sévit en Europe, cette émigration, qui est très considérable, peut constituer un véritable danger.

• Il est clair que plusieurs centaines de mille d'émigrants, dont la plupart sont indigents et malpropres, ne peuvent se rendre dans divers pays européens en Amérique sans nuire à la santé publique et sans entraver le commerce international si leurs mouvements ne sont pas réglés par des prescriptions sanitaires efficaces.

• Le grand intérêt que présentait cette question a décidé la Délégation américaine à proposer à cette Conférence de déterminer le traitement qu'il conviendrait d'appliquer aux émigrants qui s'embarquent pendant que le choléra sévit en Europe.

• C'est avec une extrême satisfaction que nous avons entendu les paroles bienveillantes avec lesquelles plusieurs de nos honorables collègues ont accueilli les propositions que nous avons émises à ce sujet.

• Nous comprenons les raisons légitimes qui les ont amenés à reporter à une Conférence ultérieure spéciale la question importante de l'émigration aux Etats-Unis.

• La Délégation américaine a l'honneur de soumettre aujourd'hui à la Conférence, au lieu de la proposition qu'elle a émise dans la troisième séance plénière, un vœu du Gouvernement des Etats-Unis qui consisterait à convoquer aussitôt que possible à la Haye ou à Bruxelles une nouvelle Conférence sanitaire internationale ayant pour but de régler les conditions de l'émigration européenne aux Etats-Unis d'Amérique.

• En exprimant ce vœu, la Délégation des Etats-Unis d'Amérique croit devoir énoncer les principes généraux suivants, qu'elle propose comme base générale des délibérations de la Conférence projetée :

• 1^o Mesures à adopter pour que les émigrants parviennent indemnes aux ports de départ. Des certificats sanitaires seront délivrés au moyen desquels chaque émigrant portera sur lui un livret attestant le bon ou le mauvais état sanitaire du lieu de sa provenance, la route qu'il a suivie jusqu'au port de départ et, autant que possible, l'état de sa santé pendant le transit.

• 2^o Mesures à prendre dans le port de départ pour empêcher l'importation des germes de choléra à bord des navires, soit par les personnes, soit par les effets à usage des émigrants et de l'équipage.

• 3^o Mesures à appliquer aux navires, avant l'embarquement, pour que les conditions sanitaires à bord soient les meilleures possibles pendant le voyage.

• 4^o Mesures à prendre pendant la traversée, soit pour conserver le bon état sanitaire du navire, de l'équipage et des émigrants, soit pour étouffer promptement un foyer d'infection qui viendrait à se développer à bord.

• 5^o Mesures à prendre au port d'arrivée. •

M. Hanotaux, Délégué de France, fait connaître que, sans entrer quant à présent dans l'examen des diverses considérations qui font l'objet de la communication de M. Shakespeare, il peut déclarer que le Gouvernement de la République française est tout disposé à accepter le principe de la réunion d'une Conférence internationale qui aurait pour objet l'étude des questions spéciales envisagées par M. Shakespeare. Il est bien entendu

que le programme de ces questions ne pourrait être arrêté qu'à la suite d'une entente diplomatique.

M. Hanotaux ajoute que, dans la pensée du Gouvernement français, il serait indispensable que les Etats de l'Amérique du Sud fussent appelés à prendre part également à cette Conférence en raison de l'intérêt que présente la question d'émigration vers ces pays.

En ce qui concerne enfin le délai de convocation de la nouvelle Conférence, M. Hanotaux fait remarquer que l'intervalle de trois mois indiqué par M. Shakespeare peut paraître bien court pour laisser le temps de préparer les convocations et d'arrêter le programme.

M. le Chevalier de Stuers fait connaître que le Gouvernement des Pays-Bas est disposé en principe à prendre part à la nouvelle Conférence proposée par M. le Délégué des Etats-Unis tant en vue d'améliorations sanitaires à introduire dans le transport des émigrants se dirigeant vers les Etats-Unis que pour lever les entraves apportées au commerce par les règlements sanitaires des Etats-Unis.

Ayant eu connaissance, il y a plusieurs jours, déjà de la proposition de M. le docteur Shakespeare au sujet du choix de la Haye comme siège de cette nouvelle Conférence, je me suis empressé de pressentir le Gouvernement de la Reine et je puis aujourd'hui annoncer à la Conférence qu'il serait très flatté du choix de la ville de la Haye et heureux d'accorder chez lui l'hospitalité aux Délégués de la nouvelle Conférence.

M. Phipps, Délégué de la Grande-Bretagne, se référant à une déclaration qu'il avait déjà faite au sujet des difficultés législatives qui seraient soulevées par l'exécution du programme du Docteur Shakespeare, « fait observer que les mesures indiquées sont, au point de vue de son Gouvernement, superflues. Mais si la participation des Etats de l'Amérique du Sud dans la Conférence projetée était assurée, il y aurait moins d'objections de la part du Gouvernement britannique, car il serait possible d'arriver d'une manière générale à une réduction des entraves imposées au commerce par le système quarantenaire actuellement en vigueur. En tout cas, le Gouvernement britannique attacherait une importance capitale à la participation des Etats sud-américains et du Mexique. »

M. de Schoen, Délégué de l'Allemagne, dit que le Gouvernement impérial est disposé, en principe, à prendre part à une nouvelle Conférence qui s'occuperait de la question de l'émigration. M. de Schoen fait seulement des réserves en ce qui concerne la participation des Etats de l'Amérique du Sud, ses instructions ne visant qu'une Conférence entre les représentants des Puissances européennes et ceux du Gouvernement des Etats-Unis.

M. le Marquis Malaspina, Délégué d'Italie, s'exprime de son côté ainsi :

« Messieurs, je suis en mesure de déclarer que le Gouvernement du Roi adhère, en principe, au vœu tendant à ce qu'une nouvelle Conférence soit appelée à examiner la question des émigrants au point de vue sanitaire.

« Mon Gouvernement se propose de se faire représenter à cette Conférence au cas où les Gouvernements des Puissances européennes également intéressées dans la question de l'émigration vers l'Amérique y prendraient part. »

M. de Giers, Délégué de Russie, ne peut que déclarer de nouveau que son Gouvernement adhère en principe à la Conférence projetée.

M. le Comte de Kuefstein, Délégué d'Autriche-Hongrie, se prononce dans le même sens et fait remarquer que le programme et la date de la Conférence, qui ne sauraient être discutés en ce moment, devront faire l'objet de discussions diplomatiques.

M. Due, Délégué de Suède et Norvège, M. de Moltke-Hvitfeldt, Délégué de Danemark, et M. le Docteur Vafiadès, Délégué de Grèce, font connaître qu'ils n'ont pas manqué de soumettre à leurs Gouvernements respectifs la proposition de M. Shakespeare, mais qu'ils n'ont pas encore reçu d'instructions à cet égard.

M. le Baron Eug. Beyens, Délégué de Belgique, dit de son côté que son Gouvernement adhère au projet de Conférence. Il ajoute que, dans le cas où les Puissances seraient d'accord pour accepter le choix de la ville de Bruxelles comme lieu de réunion de cette Conférence, le Gouvernement du Roi y recevrait leurs représentants avec la plus grande satisfaction.

M. le Docteur O. Shakespeare, Délégué des Etats-Unis, remercie les Délégués des Puissances qui ont bien voulu déjà adhérer au principe de la Conférence dont son Gouvernement a pris l'initiative. Il remercie spécialement ses collègues des Pays-Bas et de Belgique de l'empressement qu'ils ont mis à proposer leurs capitales pour la réunion de la nouvelle Conférence. Il ne manquera pas de faire connaître au Gouvernement de la République américaine les paroles bienveillantes que viennent de prononcer ses honorables collègues.

Les Délégués d'Espagne et de Portugal font connaître enfin qu'ils n'ont point encore reçu les instructions qu'ils ont sollicitées.

Turkhan Bey, Délégué de Turquie, demande à présenter la déclaration suivante dont il donne lecture :

« Messieurs, j'ai l'honneur de vous exposer les dispositions arrêtées par l'Administration sanitaire, approuvées par la Sublime Porte et sanctionnées par l'adé impérial, au sujet de certaines mesures relatives au régime sanitaire de la mer Rouge et du golfe Persique dont la Conférence a suggéré l'adoption.

« 1° Pour les navires reconnus indemnes, les quarante-huit heures proposées par la Conférence ne sont point suffisantes pour effectuer d'une manière consciencieuse et conformément à la règle la visite médicale, la désinfection et autres. Nous demandons que ces navires soient soumis à une quarantaine d'observation d'au moins soixante-douze heures à Camaran.

« Après cette quarantaine, les pèlerins seront embarqués et dirigés sur Djeddah où une nouvelle visite médicale sera effectuée. Si pendant la traversée entre Camaran et Djeddah des cas de choléra sont constatés, les navires retourneront à Camaran.

« 2° Pour les navires suspects, ayant eu choléra à bord, mais pas de cas nouveau depuis sept jours, une quarantaine d'observation de quarante-huit heures est également insuffisante. Nous demandons donc que ces

navires soient soumis à une quarantaine de cinq jours au minimum à Camaran.

« 3° Pour les navires infectés, les malades se trouvant à bord de ces navires sont déjà envoyés, conformément aux usages actuellement en vigueur, à l'hôpital et les autres pèlerins isolés par groupe. Comme cependant les navires sont tenus, d'après le règlement, de rembarquer et de conduire tous les pèlerins à Djeddah après l'accomplissement de cette quarantaine et que si cette règle essentielle n'était pas maintenue, on ne trouverait pas de bateaux pour le transport à Djeddah de tous les pèlerins, nous demandons que lesdits navires infectés soient soumis à une quarantaine de dix jours au minimum à Camaran, afin de pouvoir rembarquer et diriger sur Djeddah les pèlerins indemnes débarqués au lazaret.

« Quant au régime sanitaire proposé par la Conférence pour les provenances maritimes du golfe Persique, il équivaudrait, s'il était adopté, à la négation de toute observation quarantenaire, attendu que la traversée entre le port des Indes le plus proche de notre territoire et Bassorah durera toujours plus de cinq jours. Nous demandons par conséquent que ces navires soient tenus de subir une quarantaine de cinq jours à partir de la date de leur arrivée dans nos ports.

« Nous adhérons à ces mesures à la condition qu'elles seront applicables exclusivement à la mer Rouge et au golfe Persique et non point aux autres ports de l'Empire et que les autres dispositions du règlement de 1888 relatif aux pèlerins qui purgent leur quarantaine dans le lazaret de Camaran seront maintenues. J'ai en même temps ordre de déclarer à la Conférence que nous réservons d'ores et déjà notre plein droit de modifier les mesures adoptées au cas où celles-ci seraient reconnues insuffisantes dans la pratique. »

M. le Président dit que la Conférence a écouté avec un vif intérêt la communication de la Délégation ottomane. On ne peut que regretter qu'elle ne se soit pas produite quelques jours plus tôt, car elle aurait apporté l'élément le plus utile aux discussions de la Conférence, qui se sont épuisées aujourd'hui. Les déclarations de Turkhan Bey sont d'ailleurs conçues dans un esprit qui fait grand honneur aux sentiments éclairés du Gouvernement de S. M. le Sultan. Il croit donc pouvoir exprimer l'espoir, au nom de la Conférence, que des négociations ultérieures permettront à la Sublime Porte d'adhérer à la Convention et amèneront un accord si nécessaire à la préservation de la santé publique aussi bien en Turquie qu'en Europe.

M. le Président fait connaître ensuite que la Conférence est arrivée ainsi au bout de son programme. Il reste à soumettre à la signature des Délégués les actes constatant les diverses résolutions adoptées par la Conférence.

M. Barrère ajoute qu'il va être procédé dans ce but à la confection des instruments qui exigent un délai de quelques jours pendant lesquels la Conférence voudra bien s'ajourner.

Cette proposition est acceptée, et la Conférence laisse au Président le soin de la convoquer.

La séance est levée à 6 heures.

Le Président, Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,

J. de CAZOTTE. Comte H. LUTZOW.

NÉBATOW. Paul ROUX.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU 22 MARS 1894.

Communication de la Délégation de Russie relative à l'origine et à la marche de l'épidémie cholérique de 1842 en Europe.

Au cours des séances de la Conférence de Paris, quelques Délégués ont émis l'opinion que l'épidémie cholérique en 1892 avait envahi l'Europe occidentale par terre, c'est-à-dire par la Russie.

En comparant les dates de l'apparition du fléau dans les différentes parties de l'Europe, il est impossible de ne pas reconnaître qu'en 1892 il y a eu en Europe deux épidémies de choléra : l'une ayant pénétré par la voie maritime dans l'Europe occidentale et l'autre en Russie par l'Afghanistan et par la Perse.

On a dit que le choléra a été importé à Hambourg par les Israélites émigrés de la Russie. Rien n'est moins établi. Ce que nous savons semble plutôt indiquer qu'il n'en a pas été ainsi.

D'après le mémoire présenté au Reichstag allemand, en date du 5 décembre 1892, par le Docteur Boetticher, les deux premiers cas de choléra asiatique ont été constatés à Hambourg-Altona le 19 août : un des malades était un matelot suédois et l'autre un cigarier. — D'après les renseignements fournis par la Légation de Russie à Hambourg, le premier cas parmi les émigrés russes n'a eu lieu que le 25 août, c'est-à-dire six jours après la constatation officielle de l'existence du choléra dans cette ville. — D'après le Docteur Vreidmann, le 3 août déjà une vieille femme, âgée de 52 ans, était morte à la suite d'une maladie présentant tous les symptômes du choléra y compris « der alte Sectionsbefund ».

Il est donc permis d'affirmer que les émigrés russes parmi lesquels le choléra avait été officiellement constaté ne l'ont pas donné à Hambourg, mais l'ont reçu de Hambourg. — Au moment où le choléra y a apparu, il venait de se montrer à Lublin qui est loin de Hambourg et n'a avec cette ville que d'assez rares relations. — A ce même moment le choléra s'était montré depuis quelque temps déjà dans d'autres pays, moins éloignés, ayant avec Hambourg des relations plus faciles et plus fréquentes.

Puisque l'on est contraint de se tenir dans le domaine de l'hypothèse, il paraît plus probable que le choléra de Hambourg est dû plutôt à la seconde origine qu'à la première.

D'après les données officielles, à la mi-juillet, le choléra était à l'est et au sud-est de la Russie d'Europe et dans le bassin de la mer d'Azov.

Le 1^{er} août, on l'a constaté à Saint-Petersbourg, le 5 août à Moscou, le 13 août dans la province de Lublin, le 19 août dans la ville de Lublin, le 28 août à Kiew, le 7 septembre en Bessarabie, le 11 septembre en Podolie, le 15 septembre en Volynie, le 23 septembre à Odessa et à Varsovie, le 25 septembre à Kielze, le 1^{er} octobre dans le Gouvernement de Radom, le 11 octobre à Petrovow, le 22 octobre en Courlande, le 26 octobre à Plotzk.

Plus de deux mois avant cette dernière date, le 24 août, on avait constaté le premier cas de choléra à Berlin dont la provenance de Hambourg était bien nettement établie.

Le 27 août, il y avait eu déjà 16 cas à Stettin à l'embouchure de l'Oder. — D'après Boetticher, l'épidémie pouvait y être venue de Hambourg, qui est en relations constantes avec Stettin par mer, par terre et par les fleuves. De Stettin le choléra a remonté le courant de l'Oder. Dans la

région allemande riveraine de la Vistule il y eut avant le 15 octobre 12 cas de maladies cholériformes. La frontière russo-prussienne avait été déjà fermée au mois de septembre depuis le district de Marienwerder jusqu'à la ligne du chemin de fer près de Thorn (dans le rayon de la Vistule et du Niémen). — Sur ces deux fleuves on faisait subir la visite médicale aux personnes arrivant de Russie. — De septembre au 30 novembre sur la Vistule, on a fait subir la visite à 185.000 personnes venues à bord de barques et de radeaux et l'on n'a constaté que trois cas cholériques et deux cas suspects. — La présence du choléra dans les provinces russes de la Vistule n'a pu par conséquent avoir une grande influence sur les cas qui se sont produits en Allemagne.

Septième séance. — Procès-verbal de signature. Mardi 3 avril 1894.

Présidence de M. BARRÈRE

Le mardi trois avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze, la Conférence sanitaire internationale s'est réunie en séance plénière, à trois heures de l'après-midi, en l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : M. de Schoen, conseiller de l'Ambassade d'Allemagne ;

Pour l'Autriche Hongrie : M. le comte Charles de Kautsky, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Conseiller intime de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie ;

Pour la Belgique : M. le Baron Eugène Beyens, Conseiller de la Légation de Belgique à Paris ; M. le Docteur Alfred Devaux, Inspecteur général du Service de santé civil et de l'Hygiène au Département de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics de Belgique ; M. le Docteur van Ermengem, Professeur d'hygiène et de bactériologie à l'Université de Gand ;

Pour le Danemark : M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt, Ministre de Danemark à Paris ;

Pour l'Espagne : M. le Marquis de Novallas, premier Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Paris ; M. Amalio Jimeno y Cabanas, Sénateur, Professeur de la Faculté de médecine de Madrid ;

Pour les Etats Unis : M. le Docteur Edward O. Shakespeare, Docteur en médecine et en philosophie ; M. le Docteur Preston H. Bailhache, Chirurgien attaché au Service des hôpitaux de la Marine ;

Pour la France : M. Barrère, Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, Chargé d'affaires de France à Munich ; M. Hanotaux, Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, Directeur des Consuls et Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères ; M. le Professeur Brouardel, Doyen de la Faculté de médecine de Paris, Membre de l'Institut, Président du Comité consultatif d'hygiène publique de France ; M. Henri Monod, Conseiller d'Etat, Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur, Membre de l'Académie de médecine ; M. le Professeur Proust, Membre de l'Académie de médecine, Inspecteur général des Services sanitaires ;

Pour la Grande-Bretagne : M. Phipps, Ministre de Sa Majesté Britannique à Paris ; M. le Docteur Thorne Thorne, C. B., chef du Département sanitaire au « Local Government Board » ; M. le Chirurgien général J. M.

Cunningham, C. S. I., ancien chef du Département médical au Gouvernement de l'Inde. Délégué spécial pour les Indes britanniques ;

Pour la Grèce : M. Criésis, Chargé d'affaires ; M. le Docteur Vafiadès, Délégué de Grèce au Conseil supérieur de santé de Constantinople ;

Pour l'Italie : M. le Marquis Malaspina, premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris ;

Pour les Pays-Bas : M. le Chevalier de Stuers, Ministre des Pays-Bas à Paris ; M. le Docteur Ruysch, Conseiller sanitaire au Ministère de l'Intérieur ; M. J.-A. Kruyt, Consul général à Penang ;

Pour la Perse : M. le Docteur Mirza Zeynel Abidine Khan-Moïn-ol-Atchba, Médecin spécial de S. A. I. le Prince héritier ; M. le Docteur Mirza Khalil-Khan, Médecin spécial du ministère des Affaires étrangères ;

Pour le Portugal : M. le Comte Gabriel J. de Zogheb, Consul général, Agent diplomatique du Portugal au Caire ; M. le docteur J. de Mello-Vianna, Membre de l'Académie des sciences de Lisbonne ;

Pour la Russie : M. Michel de Giers, Conseiller d'Etat, Chambellan de la Cour, deuxième Conseiller du Ministère des Affaires étrangères ; M. Zabouguine, Conseiller d'Etat actuel, Vice-Directeur du Département des recettes douanières à Saint-Petersbourg ;

Pour la Suède et la Norvège : M. Due, Ministre de Suède et Norvège à Paris ;

Pour l'Empire Ottoman : Turkhan Bey, Ministre de Turquie à Madrid ; Le général Boukowski Pacha, Chimiste en chef de sa Majesté le Sultan ; Le général Nouri Pacha, Membre du Conseil supérieur de santé de Constantinople ; Ahmed Pacha Choukry, Gouverneur général du Canal de Suez (Egypte) ; M. Miéville, Président du Conseil sanitaire d'Alexandrie (Egypte).

M. le Président présente à la Conférence le texte authentique du projet de Convention où sont consignés les résultats des travaux de la Conférence. Il invite les Délégués qui sont munis des pouvoirs nécessaires à signer cette Convention et prie les autres Délégués de vouloir bien formuler les réserves qu'ils auraient à faire.

MM. les Délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, de Perse, de Portugal et de Russie annoncent qu'ils sont prêts à signer la Convention.

M. le Délégué de Danemark déclare, au nom de son Gouvernement, accepter la Convention *ad referendum*.

MM. les Délégués des Etats-Unis d'Amérique annoncent qu'ils sont en mesure d'accepter *ad referendum* la Convention sous les deux réserves suivantes :

1° Ils ne peuvent pas adhérer à l'interprétation donnée au paragraphe 4, Section A, de l'Annexe I par la note qui accompagne ce paragraphe, c'est-à-dire la substitution d'une observation à bord de navire pendant le voyage à l'observation de cinq jours, par petits groupes, faite à terre au port de départ ;

2° Jusqu'au dernier moment des délibérations, la Délégation américaine était disposée à accepter *ad referendum* et sans autre réserve les

conclusions adoptées par la Conférence avec l'intention de les recommander à l'adoption du Gouvernement des Etats-Unis.

« Mais, dans l'une des dernières séances, une proposition a été faite et adoptée d'établir, pour l'exécution et la surveillance des mesures prises dans la Conférence de Paris, un contrôle par une sorte de Comité comprenant les représentants de plusieurs Puissances, mais excluant ceux des Puissances n'ayant pas adhéré, non pas à la présente Convention, mais à des Conventions antérieures.

« Si, comme il arrive pour les Etats-Unis, cette Puissance n'a pas été convoquée aux Conférences antérieures, on ne peut pas lui reprocher de n'avoir pas adhéré à leurs conclusions, sur lesquelles n'ont pas porté, d'ailleurs, les délibérations de la présente Conférence.

« Cette Conférence a visé plusieurs des conclusions des Conférences antérieures, et par cela même, l'adhésion à la Convention de Paris constitue une adoption de ces conclusions.

« Convoqué à la Conférence de Paris, le Gouvernement des Etats-Unis doit, s'il adhère aux conclusions de cette Conférence, être admis au sein du Comité qui est l'organe chargé de veiller à l'exécution des prescriptions édictées par cette même Conférence pour sauvegarder l'Europe et l'Amérique.

« C'est donc seulement sous la « réserve qu'en adhérant à la présente Convention, leur Gouvernement aura le droit d'avoir un représentant dans le susdit Comité, que les Délégués des Etats-Unis acceptent la présente Convention *ad referendum* et s'engagent à en recommander l'adoption à leur Gouvernement. »

La Conférence donne acte de cette déclaration.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

Arbitrage Ben Tillett (1).

Memorandum pour le compte du Gouvernement de sa Majesté Britannique à l'appui de sa réclamation contre le Gouvernement de sa Majesté le Roi des Belges relative à l'expulsion de Belgique de Ben Tillett.

1. — Le jeudi matin, 20 août 1896, M. Ben Tillett, sujet anglais, arriva à Anvers par le paquebot de Harwich. Son intention était de retourner d'Anvers à Harwich par le paquebot, le vendredi soir, 21 août ; et il aurait réussi dans ses projets, n'étaient les événements mentionnés dans la suite.

2. — A 3 heures 30 de l'après-midi du vendredi 21 août, M. Tillett était arrêté à Anvers par la police belge et conduit au commissariat de police. Il protesta contre l'arrestation, et demanda quelles étaient les charges qui avaient motivé son arrestation. Le commissaire de police, chef du bureau, répondit qu'aucune charge, en particulier, n'avait été alléguée contre M. Tillett, mais qu'il était arrêté à la suite d'ordres donnés par le Ministre de la justice belge.

3. — M. Tillett fut détenu audit bureau de police pendant une période de trois à quatre heures, jusqu'après 7 heures du 21 août. Alors il fut conduit par la police belge dans la prison à Anvers. A son arrivée dans ladite prison, bien qu'aucune accusation ni charge criminelle ne fussent proférées contre lui, M. Tillett était, sous tous les rapports, traité comme un criminel ou comme une personne arrêtée sous une accusation criminelle.

Il fut mis à nu, fouillé et placé dans une cellule de prisonnier. La cellule était humide, remplie d'odeurs nauséabondes, et les murs, le plancher, et le lit étaient couverts d'ordures. Sur sa plainte, M. Tillett était transféré dans une autre cellule, dont l'état, en dehors du lit, était aussi malpropre, repoussant et malsain.

4. — Après son emprisonnement, comme il est mentionné précédemment, M. Tillett a demandé la permission de se mettre en communication avec sa femme, ses amis, et avec le Consul général de Sa Majesté Britannique à Anvers. Le samedi matin du 22 août, il formula une demande par écrit à cet effet. Ces requêtes furent rejetées.

(1) V. la *Convention d'arbitrage* du 19 mars 1898, Archives, 1899, 1, p. 5. et la *Sentence arbitrale* de M. Arthur Desjardins du 26 décembre 1898, même volume, p. 121 — Documents publiés par le Gouvernement britannique. Les mémoires anglais ont été traduits par M. Lucien Heudebert.

5. — Samedi, le 22 août, M. Tillett fut conduit plusieurs fois de sa cellule devant divers fonctionnaires et, à chaque occasion, on l'a forcé de mettre l'habit réservé pour les criminels et les prisonniers, c'est-à-dire la capote ou manteau porté par les prisonniers à la prison d'Anvers lorsqu'ils sont sortis de leurs cellules.

6. — Le samedi 22 août, à 4 heures, M. Tillett fut informé qu'il serait mis en liberté dans deux heures, et, finalement, peu après 6 heures, il lui était permis de quitter la prison; et il fut escorté jusqu'au paquebot qui quitta Anvers le soir même.

7. — M. Tillett ainsi subissait une arrestation et un emprisonnement pendant une période consécutive de vingt-six heures et demie. Aucune accusation n'a jamais été proférée contre M. Tillett, et aucune explication suffisante ne lui a jamais été donnée quant à la raison d'être de son arrestation.

8. — Pendant tout le temps de son emprisonnement, M. Tillett souffrait du froid, de l'humidité et du manque d'une nourriture saine et suffisante. En raison de ces circonstances, sa santé a subi de sérieuses altérations, telles que de graves refroidissements ayant amené l'inflammation des organes respiratoires, des ébranlements du système nerveux, et une prostration complète dont M. Tillett ne s'est jamais entièrement remis. M. Tillett, depuis son emprisonnement, n'a jamais été capable de poursuivre sa vocation, et il a été forcé de se mettre en route pour l'Australie à cause de sa santé.

9. — Pour ces raisons établies sur des droits exposés plus loin, il est soumis à l'arbitrage que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges est redevable d'une juste indemnité pour les choses dont on se plaint, et ayant égard aux humiliations subies par M. Tillett, aux dépenses contractées par lui pendant sa maladie, et aux pertes qu'il a éprouvées, étant dans l'impossibilité de s'occuper de ses affaires, la somme réclamée par le plaignant en fait d'indemnité est de 75.000 francs (3.000 liv. st.), et, de plus, on demande que l'arbitre décide que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges devra payer le montant des dépenses nécessitées des deux côtés par l'arbitrage.

10. — Quant à la question de la responsabilité du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges pour les actes dont on se plaint, même en admettant qu'un Etat a le droit d'expulser un étranger de son territoire, et dans le cas de son refus de s'en aller, ou dans le cas d'autres circonstances, le droit d'user de la force ou de la détention d'une façon telle qu'elle pourrait être raisonnablement nécessaire pour assurer son départ du pays dans un temps raisonnable; il est soumis à l'arbitrage que, en l'absence de toute charge criminelle contre l'étranger, l'Etat n'a aucun pouvoir, selon les usages acceptés et les principes de la loi internationale, d'emprisonner ni user de la force envers la personne de l'étranger. Dans le cas ici présent, donc, il pouvait être admissible que le gouvernement belge demandât à M. Tillett de quitter Anvers par le paquebot qui partait pour l'Angleterre, à 7 heures vendredi soir, 21 Août, et, en cas de nécessité, qu'il usât de la force ou des moyens de détention pour le forcer d'obéir. Mais il est soumis à l'arbitrage que le Gouvernement belge n'avait aucun droit de faire subir à M. Tillett le traitement qu'il a

subi ni les humiliations qu'il a endurées, et, de plus, n'avait aucun droit de le retenir sur son territoire et de cette façon de l'empêcher de quitter la Belgique par le paquebot, le 21 août, comme il l'aurait fait sans cela.

II. — Les citations autorisées qui suivent démontrent les propositions exposées plus haut et expliquent la situation actuelle de la loi internationale à ce sujet :

(I). BLUNTSCHLI : Traduit de l'allemand par M. C. Lardy, MDCCCLXX ; *Le Droit International Codifié* :

« § 384. Lorsqu'un Gouvernement interdit sans motif l'entrée du territoire à un étranger dûment légitimé, ou l'expulse sans cause et avec des formes blessantes, l'Etat dont cet étranger est citoyen a le droit de réclamer contre cette violation du droit international et de demander au besoin satisfaction. »

(II). HEFFTER : *Le Droit International de l'Europe*, 4^e édition française, 1883, § 33, Proposition 6 :

« Aucune Puissance ne peut refuser de recevoir sur son territoire les sujets d'une Puissance amie, dès qu'ils justifient d'une manière régulière de leur individualité. Elle ne peut, après les avoir reçus, les renvoyer de son territoire sans des motifs qui doivent être communiqués à leurs Gouvernements respectifs. Dans tous les cas, le renvoi ne peut s'effectuer avec des formes blessantes, si la conduite de l'individu renvoyé ne les justifie pas. C'est une conséquence du droit au respect. »

(III). VATTEL : *Le Droit des Gens* : Liv. II, Chap. VIII, § 108 :

« L'Etat qui doit respecter les droits des autres nations, et généralement ceux de tout homme, quel qu'il soit, ne peut donc s'arroger aucun droit sur la personne d'un étranger qui, pour être entré dans son territoire, ne s'est point rendu son sujet. L'étranger ne peut prétendre la liberté de vivre dans le pays sans en respecter les lois : s'il les viole, il est punissable, comme perturbateur du repos public, et coupable envers la société ; mais il n'est point soumis, comme les sujets, à tous les commandements du Souverain : et si l'on exige de lui des choses qu'il ne veut point faire, il peut quitter le pays. Libre en tout temps de s'en aller, on n'est point en droit de le retenir, si ce n'est pour un temps et pour des raisons très particulières, comme serait, en temps de guerre, la crainte qu'étant instruit de l'état du pays et des places fortes, un étranger ne portât ses lumières à l'ennemi. »

(IV). In 1888, l'Institut de Droit international discuta à Lausanne la question du droit d'un état d'expulser les étrangers (cf. *Annuaire de l'Institut*, Tome X, 1880-89, pp. 239-246, et *Revue de Droit International*, Tome XX, pp. 498-607, etc.), et conclut que la décision prononçant une expulsion ordinaire et indiquant les dispositions sur lesquelles elle se fonde devra être signifiée à l'intéressé avant d'être mise à exécution.

(V). Cette question donna lieu à des discussions approfondies dans des sessions ultérieures de l'Institut, à Hamburg, en 1891, et à Genève, en 1892 (cf. *Annuaire*, Tome XI, p. 273, et Tome XII, pp. 17 et 218). Dans cette dernière réunion, on adopta notamment les règles suivantes :

Article 17. L'expulsion, n'étant pas une peine, doit être exécutée avec tous les ménagements possibles, en tenant compte de la situation particulière de la personne.

Article 19. Les expulsions, soit individuelles, soit extraordinaires, doivent être portées aussitôt que possible à la connaissance des Gouvernements dont elles concernent les ressortissants.

Article 30. L'acte ordonnant l'expulsion est notifié à l'expulsé. Il doit être motivé en fait et en droit.

Article 32. L'acte mentionne de même le délai dans lequel l'étranger devra quitter le pays. Ce délai ne peut être de moins d'un jour franc. Si l'expulsé est en liberté, on ne doit pas user de contrainte envers lui pendant ce délai.

Memorandum du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges en réponse au Memorandum produit par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à l'appui de sa réclamation relative à l'expulsion de Belgique de Ben Tillett.

I

AVANT d'aborder l'examen des griefs articulés dans le Memorandum de Sa Majesté Britannique, il est indispensable de faire connaître certains événements auxquels Ben Tillett a été mêlé en Belgique, et dont ceux du mois d'août 1896 n'ont été que la suite.

Au mois de juin 1896, le sieur Wilson, Député ouvrier de Middlesborough au Parlement et Secrétaire de l'Union des Marins et Chauffeurs Anglais, et le sieur Tom Mann, Secrétaire du parti Ouvrier Indépendant, arrivèrent à Anvers dans le but de créer une Union Internationale de marins et d'ouvriers des ports. Tous les deux avaient été les promoteurs et les organisateurs d'importantes grèves de dockers qui s'étaient produites en Angleterre, notamment à Londres en 1888, et à Hull en 1893.

Dans les assemblées auxquelles ils convièrent les marins et ouvriers du port d'Anvers, ils préconisaient non seulement la création de cette Union, mais encore le boycottage des ouvriers et des marins qui refuseraient de s'y affilier. D'autres sujets Anglais leur succédèrent dans le même but. Les armateurs et les agents maritimes du port d'Anvers, ainsi que les commerçants, s'alarmèrent des excitations auxquelles se livraient ces étrangers. Le Gouvernement, préoccupé non moins des intérêts du port d'Anvers que du maintien de la tranquillité publique, décida de les empêcher de continuer leur œuvre. Ses préoccupations n'étaient pas sans fondement, ainsi que le prouvent les paroles que Wilson prononçait dans un meeting tenu à Bootle, près de Liverpool, le 3 juillet 1896 :

« La Fédération est internationale parce que les dockers d'Anvers, Rotterdam, Hambourg, Stockholm, et autres places sont de la même opinion que ceux d'Angleterre. *Ils sont mûrs pour la révolte et la révolution.* » (Voir aux Annexes, farde No. 1.)

Les appréhensions du Gouvernement Belge furent également justifiées plus tard par l'expulsion de Tom Mann du territoire Allemand d'abord, et ensuite du territoire Français.

La police d'Anvers fut donc invitée à assurer le renvoi des agitateurs Anglais qui se représenteraient en cette ville.

Le 22 Juillet, arrivèrent à Anvers le Sieur Leslie Morton Johnson, domicilié à Londres, journaliste, et le Sieur Ben Tillett.

A l'insu de la police, ils organisèrent un meeting au local du cercle Socialiste-Anarchiste « Werker. » Ils y arrivèrent à 11 heures du soir, à la tête d'un grand nombre d'ouvriers du port, et y prirent place au bureau, assistés d'un traducteur, le Sieur Janssens.

L'un et l'autre critiquèrent les mesures de police prises pour empêcher leur propagande, ajoutant que les Délégués Anglais se succéderaient à Anvers malgré le Gouvernement Belge, et que tous les jours auraient lieu des meetings dans divers locaux de la ville. La police n'apprit leurs noms que vers la fin du meeting, mais elle ne put, à ce moment, comme elle se le proposait, leur donner connaissance des ordres qu'elle avait reçus, parce qu'ils usèrent de stratagèmes pour échapper à son attention : pour sortir du local, ils se déguisèrent en ouvriers boulangers. L'un d'eux feignit d'être en état prononcé d'ivresse, et simula en même temps une altercation, accompagnée de légères voies de fait, avec une femme, à laquelle il donnait le bras.

La police, ainsi jouée, dut se résoudre à communiquer les instructions Ministérielles au traducteur Janssens et au Sieur Mortelmans, Président du « Werker, » afin qu'ils en fissent part à Johnson et à Ben Tillett. Ils consentirent à le faire, tout en refusant de révéler où ceux-ci étaient logés. (Voir farde II.)

Johnson, ayant voulu donner un nouveau meeting le 25 Juillet, fut mis en état d'arrestation et détenu à la disposition du Gouvernement, jusqu'au moment de son embarquement pour l'Angleterre, qui eut lieu le même jour.

Quant à Ben Tillett, on ne le découvrit pas. Il est à présumer qu'il s'était empressé cette fois de quitter secrètement la ville. (Voir farde III.)

Un sieur Kernes, André-Jean, également sujet Anglais et marin, qui résidait à Anvers depuis plusieurs années et qui avait été délégué par Wilson et Tom Mann pour y continuer l'agitation, fut expulsé quelques jours après, en vertu d'un Arrêté Royal. C'est sous cette forme qu'a lieu l'expulsion des étrangers qui ont une résidence fixe dans le pays.

Il résulte de ces faits que, lorsque Ben Tillett est revenu en Belgique en Août 1896, dans le but de reprendre l'agitation commencée en Juin précédent, il savait que le Gouvernement Belge considérait cette agitation comme contraire à l'ordre public, et qu'en venant y prendre part de nouveau, il s'exposait à être arrêté, détenu, et expulsé.

II

Les griefs articulés dans le Mémoire du Gouvernement de Sa Majesté Britannique vont maintenant être rencontrés.

1. Il est vrai que, comme il est dit au début du Mémoire, Ben Tillett arriva de nouveau à Anvers, dans la matinée du Jeudi, 20 Août 1896, par le bateau de Harwich, mais il est inexact qu'il eût l'intention de repartir d'Anvers pour Harwich dans la soirée du lendemain. Voici, en effet, les circonstances de l'arrivée de Ben Tillett, telles qu'elles sont établies par des procès-verbaux dressés le jour même par la police. (Voir farde IV.)

Le 20 Août, un groupe d'environ 300 ouvriers des bassins, précédé d'un cartel portant l'inscription : « Place pour les ouvriers des docks sans travail, » se rendit au port pour y recevoir Ben Tillett. Ils étaient accompagnés du Sieur Pile (Georges-Edouard), sujet Anglais, Secrétaire désigné, paraît-il, pour Anvers, du Syndicat International des Marins en voie de formation.

M. le Commissaire Adjoint Bucan fit inviter Ben Tillett et son compagnon Pile, dès l'arrivée du bateau, à se rendre dans son bureau, situé en face du débarcadère, ce qu'ils firent de très bonne grâce. Interrogé sur ce qu'il comptait faire à Anvers, Ben Tillett déclara « y être venu pour quelques jours : il comptait s'y occuper d'abord de cyclisme et ensuite donner une et peut-être deux Conférences. »

S'inspirant des instructions générales données par le Gouvernement, le Commissaire de Police Bucan fit connaître à Ben Tillett qu'il était interdit aux étrangers, en vertu de ces instructions, de fomenter le mouvement inauguré par Wilson et consorts et l'avertit des mesures de rigueur auxquelles il s'exposerait en contrevenant à cette défense.

Le Mémoire du Gouvernement Britannique ne fait pas la moindre allusion à ces premiers rapports de Ben Tillett avec la police d'Anvers, non plus qu'à l'avertissement formel qui lui fut donné alors.

2. Sous le No. 2 du Mémoire du Gouvernement se trouvent très inexactement rapportées les circonstances dans lesquelles Ben Tillett fut arrêté.

Voici les faits :

Le 21 Août, dans l'après-midi, la police fut informée qu'une bande assez nombreuse d'ouvriers des docks, dont l'un portait un écriteau, avait pénétré dans un établissement public, situé rue Elisabeth, 55, et qu'un sujet Anglais — c'était Ben Tillett — les haranguait dans la cour. Le Commissaire-Adjoint Winne se rendit en cet établissement et, constatant que Ben Tillett contrevenait manifestement à la défense qui lui avait été faite, il l'invita à le suivre au bureau de police.

Il est inexact que Ben Tillett ait protesté contre son arrestation et demandé « à connaître sur quelle accusation il était arrêté. »

Ben Tillett, dûment averti la veille, ne pouvait ignorer les raisons pour lesquelles il se trouvait à la disposition de la police. D'après le rapport officiel du Commissaire Winne, il ne protesta pas et se borna à déclarer qu'il ne savait pas que la cour de l'auberge Schramme était considérée comme un lieu public et que, s'il l'avait su, il n'y aurait pas tenu le meeting.

3. Ben Tillett fut déposé, selon l'usage constamment suivi en ce qui concerne les étrangers retenus à la disposition du Gouvernement, dans la maison de dépôt de la prison d'Anvers. (Voir farde IV, Règlement de la Maison de Sûreté à Anvers.)

La police eût méconnu les instructions du Gouvernement, en remettant provisoirement en liberté un étranger que tout devait faire considérer comme un fauteur de désordres.

Il est allégué dans le Mémoire du Gouvernement Anglais « qu'à son arrivée à la prison, et bien qu'aucune accusation ou charge criminelle ne fût portée contre lui, Ben Tillett fut à tous égards traité comme un criminel ou comme une personne arrêtée sous une charge criminelle. »

Toutes les articulations de Ben Tillett au sujet de son séjour à la prison d'Anvers sont contredites par les déclarations précises, formelles, et unanimes du personnel de la prison, qui est prêt à les appuyer de son serment.

A son arrivée à la prison, Ben Tillett avait l'aspect d'un vulgaire vagabond ; ses vêtements étaient malpropres, et rien dans son extérieur ne pouvait révéler sa qualité d'Alderman de la ville de Londres.

Après la formalité ordinaire de l'écrou, il fut soumis aux mesures réglementaires qui sont prises dans un but d'hygiène et de sécurité à l'égard de toutes les personnes incarcérées dans un établissement pénitentiaire pour une durée quelconque. (Voir *farde VI*, Article 81 du Règlement de la Prison.)

Il fut invité par le surveillant de service à lui remettre la sacoche et les allumettes dont il était porteur, et conduit ensuite à la salle de bain, où il se déshabilla lui-même. Il est inexact qu'il ait été soumis à une exploration corporelle.

Il fut ensuite, selon la règle, placé dans une cellule — celle portant le No. 6.

Ben Tillett allègue que « cette cellule était humide, pleine de mauvaises odeurs ; que les murs, le sol, et le lit étaient couverts d'ordures. » Il ajoute que, « sur sa plainte, il fut mis dans une autre cellule, se trouvant, sauf en ce qui regarde le lit, dans les mêmes conditions — malpropres, répugnantes, et nuisibles à la santé. »

Les faits suivants répondent à ces allégations : —

(a.) Toutes les prisons Belges, sans aucune exception, se trouvent dans les meilleures conditions de salubrité et de propreté.

Une visite minutieuse n'y ferait découvrir *aucune* cellule, *aucun* objet de couchage quelconque, qui se trouve dans l'état décrit par Ben Tillett.

(b.) A Anvers, comme partout ailleurs, toutes les cellules sont, plusieurs fois par an, complètement badigeonnées ; les objets de couchage sont renouvelés deux fois par an.

Ces faits sont établis par les livres relatifs à la comptabilité de la prison.

Il en résulte qu'au mois de Juillet précédent, c'est-à-dire, peu de jours avant l'emprisonnement de Ben Tillett, toutes les cellules avaient été badigeonnées à nouveau, et que, quatre semaines auparavant, le matelas et les traversins avaient été rebattus.

Ben Tillett, placé dès son arrivée, dans la soirée du 21 Août, dans la cellule No. 6, fut transféré le lendemain dans la cellule No. 29, située vis-à-vis. Ce changement fut effectué sans que Ben Tillett eût fait entendre la moindre plainte. La cellule No. 6 était en bon état, mais le personnel de la prison crut que Ben Tillett se trouverait mieux dans la cellule No. 29. (Voir *farde VII*.)

Les fonctionnaires et les employés qui ont été en rapport immédiat avec lui durant sa détention sont unanimes à déclarer qu'il ne se plaignit aucunement, et l'un d'eux a même ajouté qu'il montra un enjouement peu compatible avec sa situation de détenu.

4. Il a été établi que Ben Tillett n'a formulé une demande de communication avec le dehors que le lendemain de son incarcération, 22 Août, dans l'après-midi. Il demanda alors à envoyer deux télégrammes en Angleterre, l'un à sa famille, pour l'aviser de son arrestation,

l'autre à une tierce personne, la priant de faire connaître sa détention à Lord Salisbury. Ces deux télégrammes furent déposés au bureau télégraphique vers 4 h. 20 m. (Voir *farde VIII*.)

5. Il est inexact que Ben Tillett ait été contraint de revêtir le costume pénal, et notamment la cagoule ou capuchon. Dans les prisons Belges le port du costume pénal n'est imposé qu'aux *condamnés* à des peines d'une certaine durée. (Voir *farde IX*.)

6. Il est exact que Ben Tillett a été retenu dans la prison jusqu'au moment de son embarquement, lequel a eu lieu le 22 Août, à 7 heures du soir.

7. Sous ce numéro du Mémoire il est allégué de nouveau que, durant la détention de Ben Tillett, « aucune charge n'a été portée contre lui, et même qu'aucune explication suffisante ne lui avait été donnée des motifs de son arrestation. »

Comme l'a établi l'exposé des faits ci-dessus, Ben Tillett ne pouvait ignorer le motif des mesures dont il était l'objet. A l'aide de stratagèmes il avait, lors de son précédent séjour à Anvers, cherché à se soustraire à une arrestation. Il savait que déjà plusieurs de ses amis avaient été expulsés du pays. Il savait par la notification que la police lui avait faite, quel sort l'attendait lui-même s'il persistait à braver les injonctions du Gouvernement.

Nous avons insisté sur la nécessité qu'il y avait, au point de vue du maintien de la tranquillité publique, de ne pas laisser Ben Tillett en liberté.

En ce qui concerne la *durée* de sa détention, le Gouvernement Belge fait remarquer que cette durée, qui est la durée normale de toute arrestation provisoire (vingt-quatre heures) dans tous les pays civilisés, se justifie :

(a.) Par la nécessité de consulter le Ministre de la Justice avant de procéder à l'expulsion ; celle-ci était, en effet, particulièrement grave, car Ben Tillett était sujet d'un Etat qui se montre très réservé en matière d'expulsion ;

(b.) Par la nécessité pour le Ministre et pour le Gouvernement de délibérer, à raison des mêmes circonstances, sur l'opportunité de l'expulsion ;

(c.) Par la possibilité de poursuites judiciaires à l'égard de Ben Tillett, du chef d'atteintes à la liberté du travail, punissables d'après l'Article 310 du Code Pénal ;

(d.) Par les autres circonstances : le télégramme par lequel le Commissaire de Police en chef a consulté le Ministre après l'arrestation (4 h. 34 m.) est arrivé au Ministère à 4 h. 52 m. ; le départ du steamer pour Harwich avait lieu à 7 heures et il n'y avait plus d'autre départ avant le lendemain à la même heure.

8. Le Gouvernement Belge n'est pas à même de vérifier si, en réalité, Ben Tillett a éprouvé des désordres physiques après sa détention, mais il dénie jusqu'à la vraisemblance de l'allégation d'après laquelle ces désordres physiques auraient été la conséquence du froid, de l'humidité, et de la privation d'une nourriture suffisante et saine, dont Ben Tillett aurait souffert à la prison d'Anvers.

L'état ordinaire de toutes les prisons du pays et le régime auquel les détenus de toutes catégories s'y trouvent soumis contredisent suffisamment ses déclarations. Aucune cellule de la prison d'Anvers

n'est froide ou humide et quant à la nourriture, elle est telle que, sous ce rapport encore, les prisons Belges n'ont à redouter la comparaison avec celles d'aucun autre pays.

Ben Tillett eût pu d'ailleurs se procurer une nourriture autre que la nourriture ordinaire de la prison, et il en a fourni la preuve lui-même en demandant par écrit au Directeur, dans la journée du 22 Août, d'être admis à recevoir des vivres du dehors. Si cette demande ne reçut aucune suite, c'est que Ben Tillett avait appris, dans le même moment, qu'il serait conduit quelques heures plus tard au bateau d'Harwich.

La demande écrite est jointe au rapport classé dans la farde VIII des Annexes. (Voir aussi aux Annexes, farde X, le tarif alimentaire des prisons Belges et un rapport indiquant que la température intérieure des cellules à la prison d'Anvers le 21 Août était de 17 degrés centigrades au-dessus de zéro.)

9. Il résulte de ce qui précède que la détention de Ben Tillett, dans les conditions où elle a eu lieu, a été opérée suivant les lois et les usages qui régissent en Belgique l'expulsion des étrangers. Il est établi qu'à l'occasion de cette détention, Ben Tillett n'a pas souffert les outrages dont il se plaint; que le traitement auquel il a été soumis a été normal et a été la conséquence de son attitude rebelle envers le Gouvernement Belge, dont les intentions à l'égard des étrangers, organisateurs de la fédération internationale des dockers, lui étaient d'ailleurs connues.

Il résulte également de ce qui vient d'être exposé que les mesures prises pour expulser Ben Tillett, conformes aux lois Belges et rendues nécessaires par les circonstances, n'ont rien eu d'inhumain et qu'elles n'ont excédé en aucune manière les limites du droit d'expulsion tel qu'il est exercé dans les autres pays civilisés.

10. Le Mémorandum du Gouvernement Britannique cite à l'appui de ses prétentions plusieurs auteurs qui, selon lui, exposent l'état actuel du droit international. Il est à remarquer, toutefois, que les règles formulées par l'Institut de Droit International sont des projets indiquant des réformes ou améliorations à adopter, et non l'expression du droit positif aujourd'hui en vigueur.

Il y a lieu notamment de faire des réserves au sujet de la règle suivant laquelle les expulsions devraient être portées à la connaissance des Gouvernements dont les ressortissants sont en cause. Une semblable notification n'est en usage jusqu'à présent dans aucun pays de l'Europe.

Pour le reste, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges donne son assentiment aux principes énoncés dans ces citations. Il a été démontré que, pour autant qu'ils s'appliquent à l'expulsion des étrangers non résidents, ils n'ont pas été violés en ce qui concerne Ben Tillett.

11. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges conclut à ce qu'aucune indemnité ni réparation quelconque n'est due par lui à Ben Tillett, et il demande que « le montant des frais qu'auraient à faire nécessairement les deux parties en vue de l'arbitrage » soit mis à la charge du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui a introduit et soutenu cette réclamation.

Mémoire pour le compte du gouvernement de Sa Majesté britannique en réponse au Mémoire du gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges au sujet de l'expulsion de Belgique de M. Ben Tillett.

I

Le mémoire du gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges est divisé en deux parties.

Il est soumis à l'arbitre que ce que contient la première partie n'ait aucun rapport avec le sujet de la réclamation.

Les allégations dans la première partie, en ce qui concerne M. Tillett personnellement, sont basées sur une erreur absolue. On verra, d'après la déclaration sous serment de M. Tillett qui est jointe à ce mémoire, qu'il n'est pas établi que M. Tillett a visité Anvers en Juillet 1896. En effet, avant sa visite à Anvers le 20 Août 1896, il n'était jamais allé en Belgique, et pendant plusieurs années il n'avait jamais quitté le Royaume-Uni. Une déclaration sous serment de M. Leslie Morton Johnson, membre du Conseil d'inspection des écoles de Londres (et évidemment le Monsieur Johnson dont on parle dans le compte-rendu exagéré et très inexact fourni sur les agissements de la police belge), est également envoyée, et met hors de doute le fait que M. Tillett n'était pas à Anvers en Juillet 1896.

La Police d'Anvers a été évidemment trompée par de vagues rumeurs, par des racontars de journaux ou de simples inventions. Si elle avait pris la peine de faire des recherches, elle aurait aisément découvert son erreur, car on ne peut aucunement insinuer qu'il y ait la moindre ressemblance entre le compagnon de M. Johnson que la police prétend lui avoir été signalé comme étant Ben Tillett, et le vrai M. Ben Tillett, qu'ils arrêterent en Août.

Il est possible qu'on puisse penser que cette erreur incompréhensible pourrait jeter quelque doute sur l'exactitude des constatations des fonctionnaires belges, et conduire à la conclusion qu'ils ont pu agir avec négligence et sans soin au sujet de l'arrestation et de la détention de M. Tillett.

En ce qui concerne la conduite attribuée à M^{rs} Wilson, Mann et Johnson, et le langage qu'on leur avait prêté, il n'est pas utile pour la présente réclamation de discuter jusqu'à quel point les allégations contenues dans le Mémoire du gouvernement belge sont fondées sur la vérité, et jusqu'à quel point ces allégations sont fondées sur les erreurs de la police d'Anvers et les inexactitudes des journaux.

M. Tillett n'est aucunement responsable de la conduite ni du langage de ces trois Messieurs, et l'introduction de tels sujets ne peut que tendre à obscurcir les réelles questions en discussion.

II

On se propose maintenant d'examiner *seriatim* les réponses du gouvernement belge à chaque paragraphe du Mémoire du gouvernement britannique.

1. — Quant à ce qui s'est passé entre M. Ben Tillett et les autorités belges à son débarquement à Anvers le 20 août, il y a quelques petites contradictions entre sa déclaration et celle de la police belge. On

pourrait peut-être se rendre compte de ces contradictions du fait de l'emploi par la police belge d'un ouvrier du port pris au hasard comme interprète. Par exemple, il faut qu'il y ait eu un malentendu quant à la bicyclette, car il paraît très clair d'après l'affirmation de M. Tillett qu'il n'a jamais eu l'intention de faire de la bicyclette en Belgique, et qu'il n'avait pas de bicyclette avec lui.

Cependant, il paraît clair que la seule défense ou avertissement donné à M. Tillett était que, s'il organisait des réunions publiques, il serait forcé de quitter le pays de suite; en réponse à cela, il expliqua qu'il avait seulement l'intention de s'adresser aux réunions particulières.

Ce point est hors de doute (a) d'après la déclaration sous serment de M. Ben Tillett; (b) d'après le message de M. de Favereau à Sir F. Plunkett, daté du 13 Octobre 1896, dans lequel il est écrit :

« Le Département de la Justice a fait signifier à M. Ben Tillett, dès qu'il eut mis le pied sur le sol Belge, qu'il serait renvoyé du territoire s'il manquait à l'engagement qu'il prit à ce moment, de s'abstenir d'organiser ou de provoquer des réunions publiques des ouvriers du port d'Anvers. »

Et c. d'après la déposition de Bucem, qui se rapporte seulement aux réunions publiques et déclare la pénalité ainsi :

« Il s'exposait à être arrêté et reconduit par la force armée à la frontière. »

2. — Quant au paragraphe 2, il y a une contradiction de témoignages entre la police et M. Ben Tillett. Celle-là déclare que la réunion à laquelle M. Tillett s'adressait était une réunion publique ouverte à tout le monde, tandis que celui-ci déclare que c'était une réunion privée ouverte seulement à ceux qui faisaient partie d'un cercle particulier ou réunion particulière. À l'appui de sa déclaration, M. Tillett allègue ce fait, que tous ceux qui étaient présents étaient munis de tickets; qu'il y avait des écriteaux aux portes interdisant l'entrée à tous ceux qui n'étaient pas membres, et que les portes étaient gardées par des gardiens. D'un autre côté, la déclaration de ce seul agent de police n'est pas confirmée, et les comptes-rendus de ce qui s'est passé ont l'air d'avoir été rédigés quelque peu négligemment, l'endroit de la réunion ayant été indiqué dans les annexes Farde V, p. 2, comme étant Place Sainte-Elisabeth, 51, et dans le Mémoire du gouvernement belge comme étant Rue Elisabeth. 55, et son propriétaire indiqué dans le premier document comme étant le cabaretier Schram et dans le dernier sous le nom de l'aubergiste Schramme. De plus, il est clair que la police savait réellement que la réunion était privée, et tout-à-fait légale, puisqu'on n'a pris aucune mesure contre d'autres, qu'on ne s'est plaint de personne faisant partie de la réunion, comme on l'aurait fait sans aucun doute si on avait pensé que la réunion était illégale.

D'ailleurs, même en admettant que la réunion était une réunion publique, ce que M. Tillett ne croyait certainement pas, le Gouvernement belge, même dans ce cas, aurait eu seulement le droit, d'accord avec les conditions de l'avertissement donné, d'expulser de suite M. Tillett du pays, et le grief du Gouvernement britannique n'est pas

basé sur l'expulsion de M. Tillett de la Belgique, mais sur son arrestation et sa détention, et le traitement injuste auquel il fut soumis à ce sujet.

3. — Quant à ce qui s'est passé dans la prison, il y a encore une contradiction de témoignages. La déclaration sous serment de M. Tillett expose les circonstances en détail. On devrait prendre note que la déclaration faite dans le premier *mémoire* du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, que la cellule dans laquelle était placée M. Tillett était humide, fut une fausse déclaration.

Cette déclaration fut insérée pendant l'absence de M. Tillett et elle est due à un malentendu. On ne formule aucune plainte maintenant quant à l'humidité de la cellule, mais les autres détails du grief originaire sont vérifiés par la déclaration sous serment de M. Tillett. L'arbitre aura à décider entre les deux récits, prenant en considération, s'il est probable que M. Ben Tillett aurait inventé l'histoire qu'il a racontée sous serment, et se rappelant qu'il est maintenant admis par le témoignage des agents de police que M. Ben Tillett a porté la capote des prisonniers, qu'on l'avait transféré de la cellule où il avait été forcé de passer la nuit dans une autre, qu'aucune communication n'a eu lieu avec ses amis avant samedi 4 h. 30 et aucunement avec le Consulat britannique, et qu'on n'a jamais apporté de nourriture dans la prison pour son usage. L'arbitre aura à dire s'il est vraisemblable que M. Ben Tillett soit resté sans faire de réclamation à propos de ces faits.

4. — Quant au paragraphe 7, les raisons fournies sur la détention de M. Ben Tillett paraissent insuffisantes et contradictoires : (a) aucune autorité n'est citée pour endosser le propos que « la durée habituelle de toute arrestation provisoire dans tous les pays civilisés est de vingt-quatre heures » et on nie que ce propos soit correct. De plus, il ne semble pas que cette arrestation fût une arrestation provisoire. L'arrestation, si elle est à justifier, était faite dans le but d'expulser M. Tillett du pays. Elle a cette apparence d'après « le Requisitoire » de la police au directeur de la prison à Anvers, qui prie le directeur de « Recevoir... et tenir pour être conduit hors du royaume l'étranger Tillett. »

Et b le message de M. de Favereau à Sir F. Plunkett, daté du 13 Octobre, 1896 et cité plus haut :

« C'est en vertu du Pouvoir Souverain qui lui appartient en ce qui concerne l'admission des étrangers sur le territoire que le Gouvernement a agi en cette circonstance... Qu'il serait renvoyé du territoire... A cette fin il fut conduit au bureau de police et y fut provisoirement retenu à la disposition du Gouvernement. Cette privation momentanée de sa liberté était la conséquence nécessaire de son renvoi du territoire, dans les conditions où cette mesure fut prise, et si elle a été prolongée jusqu'au lendemain, c'est dans l'occurrence par suite d'une circonstance fortuite, comme ma dépêche du 14 Septembre l'a déjà fait connaître à votre Excellence. »

La partie de la dépêche du 14 Septembre à laquelle on fait allusion est la suivante :

« J'ajouterai que si la détention de Ben Tillett a été prolongée jusqu'au lendemain, c'est à la suite de circonstances fortuites qui ont

retardé l'envoi à Anvers des ordres réclamés au Ministre de la Justice par la police d'Anvers en ce qui concerne l'embarquement. »

b Quant à la supposition que le Ministre de la Justice et le Gouvernement avaient à délibérer après l'arrestation sur la convenance de l'expulsion, une telle délibération aurait dû avoir lieu avant, et pas après, l'arrestation.

Le seul but de l'arrestation ou sa justification, comme il est éerit plus haut, était, que c'était « la conséquence nécessaire de son renvoi du territoire » et cependant si cette supposition est correcte, le Gouvernement, au moment de l'arrestation, n'avait pas pris la décision d'expulser M. Tillett, et par conséquent l'arrestation et l'emprisonnement dont on se plaint n'en faisaient pas partie ni n'étaient nécessaires pour l'expulsion.

c De plus, la supposition que M. Tillett fut détenu en prison pendant vingt-six heures, parce qu'il y avait la possibilité de poursuites judiciaires contre lui, est mise en avant pour la première fois dans la réponse du Gouvernement Belge. Aucune charge, ni incrimination d'aucune sorte n'a jamais été formulée contre M. Tillett. La supposition est démentie par les termes du « Réquisitoire » cités plus haut, et par les termes des dépêches de M. Favereau également cités plus haut.

d La raison fournie par M. Favereau, pour la prolongation de la détention de M. Tillett, après 7 heures, vendredi soir, est, comme il est dit plus haut, le délai accidentel des ordres de Bruxelles. Aucune allusion n'est faite à cet accident dans la réponse du Gouvernement Belge. On ne nous dit pas ce qu'était l'accident, ni qui a gardé la réponse du Ministre de la Justice, ni ce qu'était la réponse, ni à quel moment on l'a reçue.

e. Il paraît y avoir peu de doute que l'accident ou la négligence qui ont retardé la réponse ne l'ont pas retardée après vendredi soir ; et il est soumis à l'arbitre qu'en ce moment c'était clairement le devoir des autorités Belges, quand même le paquebot de Harwich était parti à 7 heures, de fournir à M. Tillett l'occasion immédiate de quitter la Belgique par une autre route. Il y a d'autres routes d'Anvers en Angleterre en dehors du paquebot de Harwich, y compris le service du Gouvernement Belge par Ostende et Douvres pour lequel il y a des trains en correspondance qui quittent Anvers le vendredi soir à 8 h. 30 environ et à environ 2 h. le samedi matin, et encore à 7 h. 30 et à 9 h. environ le samedi matin, tous arrivent à Londres avant le samedi soir ; il y avait, en plus, de nombreux trains matin et soir par Flessingue et Queensborough et par Douvres et Calais.

5. Il serait à souhaiter que le Gouvernement Belge produisit comme annexe à sa réponse :

a. La dépêche du Ministre de la Justice datée du 9 juillet 1896, et à laquelle on fait allusion dans l'art. IV et dans le « Réquisitoire. »

b. Le télégramme du commissaire de police d'Anvers au Ministre de la Justice à Bruxelles, qu'on déclare ne pas avoir été livré avant 4 h. 52 du soir, le 21 Août.

c. La réponse du Ministre de la Justice à ce télégramme, indiquant l'heure à laquelle cette réponse était expédiée de Bruxelles et à quelle heure elle était reçue à Anvers.

d. En général, les instructions du Ministre de la Justice à la police d'Anvers à l'égard de M. Ben Tillett, y compris les « ordres journaliers » des 21 juillet, 26 juillet, et 20 août, spécifiés dans Farde V.

6. La question du préjudice causé à la santé de M. Tillett est traitée dans sa propre déclaration sous serment ainsi que dans les rapports médicaux ci-joints. Il paraît y avoir peu de doute que les conditions malsaines et les mauvais traitements auxquels M. Tillett fut exposé, aggravés par l'ébranlement de son système nerveux causé par la surexcitation et l'indignation naturelle du traitement auquel il fut soumis, et le dégoût de l'entourage dans lequel il était placé, a amené une prostration nerveuse complète qui l'a empêché de suivre convenablement ses affaires, l'a affligé de la perte de sa santé et lui a causé des dépenses importantes.

Cependant, il reste à ajouter à ce qui précède les indignités auxquelles M. Ben Tillett — un homme qui remplissait à ce moment la situation distinguée d'un alderman pour le département de Londres — fut soumis; des indignités pour lesquelles aucune expression de regret n'a jamais été présentée, tandis que la réponse du Gouvernement Belge les a, si c'est possible, approuvées par l'introduction d'un récit sans fondement et calomnieux contre M. Tillett, et par la déclaration que « il avait l'air d'un vulgaire vagabond, et que ses habits étaient sales », cette déclaration n'a pas seulement été faite sous serment, mais elle est démentie par le témoignage des fonctionnaires Belges eux-mêmes.

7. Pour conclure, il est soumis à l'arbitre qu'au pis aller le Gouvernement Belge serait justifié dans son acte d'expulsion de M. Tillett du pays de suite, soit par le paquebot de 7 h. du soir le 21 août, et qu'il n'avait pas le droit de le détenir plus longtemps. Si le délai qui lui fut accordé pour quitter le pays fut dépendant de la négligence des employés du télégraphe à Bruxelles, comme on a l'air de le dire dans les dépêches de M. Favereau ou causé par autre chose, M. Tillett a droit à une indemnité substantielle d'un caractère équivalent aux indignités et aux mauvais traitements auxquels il fut soumis en prison, qui ont eu pour résultat d'altérer si gravement sa santé, et qu'aucune circonstance ne pourrait justifier.

(Les annexes ont été déposées à la Bibliothèque de la Chambre des Communes.)

Mémoire du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges en réponse au second Mémoire produit par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à l'appui de sa réclamation relative à l'expulsion de Belgique de Ben Tillett.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges ne pense pas qu'il soit utile de suivre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans la discussion de certains détails accessoires et sans pertinence. Il croit pouvoir limiter sa réplique à ce qui est essentiel.

1. Le Gouvernement Britannique prétend écarter toute la partie préliminaire du premier Mémoire Belge, comme étant sans rapport direct avec l'objet de la discussion et comme étant fondée

sur un fait absolument erroné : la présence de Ben Tillett à Anvers en juillet 1896.

Le sujet Anglais qui accompagnait Leslie Morton Johnson dans le meeting que celui-ci tint au « Werker », le 22 juillet 1896, était-il Ben Tillett ? Johnson et Ben Tillett le nient. Mais ce qui ne peut être dénié, c'est qu'il ait passé pour tel, non seulement auprès de tous les assistants du meeting, mais même auprès de ses organisateurs. (Rapports de la police et de la gendarmerie des 22 et 23 juillet. Annexes du premier Mémoire, farde II.) Si les agents de la police et de la gendarmerie ont, dans leurs rapports, désigné sous le nom de Ben Tillett, assurément inconnu d'eux auparavant, l'orateur qui a pris la parole après Johnson, c'est que les organisateurs l'ont présenté à l'assemblée sous ce nom et en lui attribuant la qualité de « Secrétaire de la Fédération des Dockers Anglais », qui appartenait à Ben Tillett. (Rapport précité de la police.)

En outre, dans le compte rendu du meeting publié le 24 juillet par le journal « De Werker » (Annexes du premier Mémoire, farde II), on lit :

« Il était assez tard déjà quand les orateurs Anglais, Leslie M. Johnson et Ben Tillett, arrivèrent au « Werker », accompagnés d'une foule de dockers et de marins... Les amis de Ben Tillett et Johnson ont harangué l'assistance et parlé des avantages de l'Union. »

Or, le « Werker » est l'organe attitré du parti Socialiste Anversois qui avait reçu les agitateurs Anglais. Si les allégations de Johnson et de Ben Tillett sont exactes, il faut admettre que le compagnon de Johnson, de complicité avec celui-ci, a trompé sur son identité ses coreligionnaires politiques eux-mêmes ou que ceux-ci l'ont sciemment fait passer pour Ben Tillett.

C'est donc en vain que le Mémoire Britannique prend texte de la mystification dont auraient été victimes les socialistes Anversois pour imputer aux agents Belges « une extraordinaire bétise. »

Le compagnon de Johnson avait échappé, dans les circonstances relatées au premier Mémoire du Gouvernement Belge, à toutes les recherches de la police, et par conséquent son identité n'avait pu être établie avec certitude. Mais il était raisonnable que la police Belge s'en rapportât sur ce point aux assertions des organisateurs du meeting, confirmées par toute la presse, et spécialement par le journal officiel du parti, sous le patronage duquel se présentaient les orateurs.

En tout cas, la police Belge, n'ayant pas eu et ne pouvant avoir en ce moment d'autres éléments d'information sur le meeting, est exempte de tout reproche.

Au surplus, ces événements n'ont été rappelés dans le Mémoire du Gouvernement Belge que pour démontrer, d'une part, le caractère dangereux de l'agitation fomentée parmi les dockers du port d'Anvers ; d'autre part, la connaissance que devait avoir Ben Tillett des rigueurs auxquelles il s'exposait en venant y participer.

Or, cette double conclusion reste debout, quelle que soit la réalité de la participation de Ben Tillett au meeting du 22 juillet 1896.

Il reste vrai que les ouvriers du port d'Anvers étaient en butte à des excitations révolutionnaires qui imposaient au Gouvernement Belge le devoir de prendre des mesures énergiques à l'égard des

étrangers auteurs de troubles. Et il reste hors de tout doute également que Ben Tillett, secrétaire rémunéré de l'Union qui propageait l'agitation, n'a pu ignorer, même avant son arrivée à Anvers en août 1896, les dispositions que cette agitation avait provoquées de la part du Gouvernement Belge.

Il y a plus : on peut affirmer que l'expulsion de Ben Tillett était prévue, attendue, escomptée par les meneurs du mouvement des dockers, qui, en venant s'exposer successivement aux mesures de rigueur qu'ils savaient devoir être prises à leur égard par le Gouvernement Belge, voulaient entretenir l'agitation qu'ils avaient fomentée. Cela résulte des termes dans lesquels le départ pour Anvers de Ben Tillett est annoncé par le « *Seamen's Chronicle* ». Ce journal, qui a cessé de paraître et dont l'existence n'a été connue du Gouvernement qu'après la rédaction de son premier Mémoire, était édité par Leslie Morton Johnson ; il défendait les intérêts de « *the seafaring community and kindred industries* ». Voici ce que l'on lit dans son numéro 134 (Annexe I), p. 253, 2^e colonne, sous la rubrique « Ben Tillett » :

« L'Alderman Ben Tillet est parti pour Anvers dans la nuit de samedi dans le but d'entretenir le mouvement qui s'est produit dans ce port. *S'il subit le même sort que Tom Mann, Wilson, Cathery et Johnson et s'il est expulsé, il y a d'autres orateurs éminents tout prêts à le suivre et à assurer la continuation du mouvement.* »

2. Il est un principe constant en matière de procédure : c'est à celui qui soulève une réclamation qu'il incombe d'en prouver le fondement.

Or, jusqu'à ce jour, Ben Tillett n'a produit, à l'appui de sa plainte, d'autre preuve que son propre témoignage et celui de deux médecins, sans rapport direct avec les faits qui se sont passés à Anvers, ainsi qu'il sera démontré plus loin.

A ces assertions, le Gouvernement Belge oppose des déclarations formelles, précises, concordantes, émanées de fonctionnaires dont la loyauté et le désintéressement ne peuvent être suspectés et qui sont prêts à attester sous serment la véracité de leurs dires.

3. Il est acquis qu'à son arrivée sur le sol Belge, Ben Tillet a été prévenu qu'il s'exposait à des mesures de rigueur, en se livrant à une propagande publique parmi les dockers d'Anvers.

Il est acquis qu'au mépris de l'injonction qui lui avait été faite, Ben Tillett s'est livré à cette propagande, notamment dans le meeting tenu le 21 août. Ben Tillett allègue, il est vrai, qu'il avait toute raison de croire que ce meeting était privé, parce que les organisateurs lui avaient annoncé qu'il serait tel. Mais, en réalité, cette réunion était publique, comme l'établissent les constatations faites à cet égard par la police d'Anvers, constatations qui ne sont pas démenties. (Annexes du premier Mémoire, parde IV. Rapport de M. le Commissaire-Adjoint de Police Winne, en date du 29 août 1896.) On ne peut, comme le fait le Mémoire Britannique, déduire le caractère « privé et légal » du meeting en question de la circonstance que les assistants à ce meeting n'auraient été l'objet d'aucune poursuite judiciaire. Fût-il exact, ce serait sans pertinence, car c'est non aux autres

assistants, mais au seul Ben Tillett, en sa qualité d'étranger et à raison de sa propagande jugée dangereuse pour l'ordre public, qu'il avait été interdit de participer à un meeting public, interdiction dont la sanction se trouvait dans l'expulsion et les mesures préalables qu'elle entraîne.

4. En faisant incidemment remarquer que la durée de la détention de Ben Tillett n'excédait pas la durée normale de toute arrestation provisoire dans tous les pays civilisés, soit vingt-quatre heures, le Gouvernement Belge n'a pas entendu assimiler l'arrestation de Ben Tillett à une arrestation prévue par le droit criminel commun et que motive une présomption de crime ou de délit; c'est, en effet, en vue de l'expulsion que l'arrestation de Ben Tillett a été opérée et en vertu du droit supérieur, pour tout Gouvernement, d'expulser les étrangers qui compromettent la tranquillité publique. La possibilité de poursuites judiciaires à l'égard de Ben Tillett était une autre question. Ainsi qu'il a été dit dans le premier Mémoire Belge, elle a fait l'objet d'un examen ultérieur et distinct. Le Gouvernement Belge n'a pas entendu davantage reconnaître que l'arrestation d'un étranger en vue d'expulsion ne peut normalement se prolonger au delà de vingt-quatre heures. Il est certain que des nécessités dont il doit être seul juge peuvent amener le Gouvernement à maintenir en état de détention pendant un terme plus long l'étranger mis à sa disposition pour être renvoyé du territoire. La remarque faite par le Gouvernement Belge n'a d'autre portée que celle-ci :

Lorsqu'il expulse un étranger de son territoire, l'Etat agit en vertu de son droit de souveraineté; il ne saurait être astreint, dans l'exercice de ce droit, aux règles édictées pour ses nationaux par la législation de droit commun. Mais en fût-il autrement et fallût-il même admettre que les étrangers aussi bien que les nationaux peuvent invoquer le bénéfice de cette législation, encore est-il qu'en fait, dans l'espèce, celle-ci a été appliquée, puisque la détention de l'étranger Ben Tillett n'a pas excédé le terme normal fixé par la législation Belge pour la détention provisoire des délinquants de droit commun. Ce terme est, en effet, de vingt-quatre heures, suivant une disposition constitutionnelle dont voici le texte : « Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du Juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou, au plus tard, dans les vingt-quatre heures. » Constitution de la Belgique, article 7, section 3, au titre II : « Des Belges et de leurs Droits ».

Or, Ben Tillett, écroué à la prison d'Anvers, le 21 août, après huit heures du soir, en est sorti le lendemain avant sept heures du soir.

Le Gouvernement Belge a cru pouvoir ajouter que ce terme de vingt-quatre heures était généralement adopté, par la législation des pays civilisés, comme durée normale des détentions provisoires. Nonobstant la dénégation pure et simple du Gouvernement Anglais, le Gouvernement Belge maintient cette proposition et il l'aura sans doute suffisamment justifiée aux yeux de l'Arbitre en citant les dispositions suivantes des législations de France, d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne :

France : Articles 93 et 504 du Code d'Instruction Criminelle; 89 et 91 du Code de Procédure civile;

Italie : Code de procédure pénale, articles 197 et 231.

Autriche : Code d'Instruction criminelle, articles 177 et 178. (Voir ce Code traduit en français par Bertrand et Lyon-Caen, p. 85 et 86.)

Allemagne : Code de Procédure pénale, articles 115, 128 et 132. (Voir ce Code traduit en français par Fernand Daguin, pages 69, 76 et 78).

5. Aux considérations qu'a fait valoir le Gouvernement Belge et qui justifient la durée de la détention de Ben Tillett, le Gouvernement Britannique oppose quelques objections qui vont être rencontrées sommairement :

(a) Le Gouvernement Britannique ne voit pas qu'il ait été nécessaire pour le Gouvernement Belge de délibérer, après l'arrestation de Ben Tillett, sur l'opportunité de son expulsion — cette expulsion étant décidée avant l'arrestation et l'arrestation n'ayant lieu qu'en vue d'assurer l'expulsion.

Le Gouvernement Belge avait donné des instructions d'une portée générale au sujet des étrangers qui débarqueraient à Anvers en vue de fomentier le mouvement des dockers. Mais, dans un cas déterminé, des circonstances spéciales pouvaient amener les agents d'exécution à en référer au Gouvernement et à provoquer ainsi un examen spécial de l'opportunité d'appliquer ces instructions générales. Il a été dit, dans le premier Mémoire, quelles sont les circonstances personnelles à Ben Tillett qui ont engagé la police d'Anvers à consulter le Ministre après l'arrestation.

Quant à l'argument qui consiste à dire que l'arrestation de Ben Tillett ne se justifie plus du moment qu'il n'était pas certain dès lors qu'on l'expulserait, il y sera répondu par cette seule observation que la possibilité de l'expulsion suffisait, indépendamment des autres circonstances de fait énoncées dans le premier Mémoire, pour rendre nécessaire une mesure sans laquelle l'expulsion fût sans doute devenue d'une exécution difficile, sinon impossible.

(b) Le Gouvernement Anglais constate qu'aucune accusation n'a été portée contre Ben Tillett du chef du délit d'atteinte à la liberté du travail, visé dans le premier Mémoire Belge.

Cette constatation laisse intacts l'affirmation du Gouvernement Belge et l'argument qu'il en a tiré. Il s'est borné à dire, en effet, et il maintient qu'il y avait lieu d'examiner si Ben Tillett ne tombait pas sous le coup des dispositions pénales qui frappent les atteintes à la liberté du travail.

(c) Si, dans la lettre du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique à Sir Francis Plunkett, citée dans le Mémoire Anglais, il a été dit qu'une « circonstance fortuite » a retardé la transmission des ordres donnés à Bruxelles, c'est là un témoignage de condescendance et un acte de courtoisie du Gouvernement Belge envers le Gouvernement Anglais, qui va au delà de ce que le Gouvernement Belge devait faire, et c'est en même temps une preuve du soin et de la rapidité qu'on apporte en Belgique dans la procédure en matière d'expulsion.

Mais le Gouvernement Belge ne saurait admettre que la mention de cette « circonstance fortuite » puisse être retournée contre lui. Il n'a pas d'explication à donner sur ce point, parce que cette « circons-

tance fortuite » s'est produite dans une série d'actes qui échappent à la compétence de l'Arbitre et à la critique du Gouvernement Anglais.

Il a été surabondamment prouvé que la détention de Ben Tillett ne s'est pas prolongée au delà du temps raisonnablement nécessaire pour délibérer sur le référé de la police d'Anvers et prendre une décision. La « circonstance fortuite » qui serait intervenue pendant ce temps ne peut donc créer aucun droit à une indemnité pour Ben Tillett. Jamais, et dans aucun pays, on n'a reconnu à un étranger, arrêté en vue d'une expulsion, le droit de quitter le pays par le plus prochain train de chemin de fer ou le plus prochain paquebot, droit dont la violation justifierait une réparation pécuniaire.

Nous nous bornerons à citer, à titre d'exemple, le fait suivant :

Lorsque, postérieurement à l'expulsion de Ben Tillett du territoire Belge, Tom Mann fut à son tour arrêté à Hambourg et ensuite expulsé, loin de pouvoir choisir le moment de son départ, il fut obligé de s'embarquer pour l'Angleterre sur le bateau désigné par la police Allemande, malgré ses protestations, et alors qu'il avait manifesté itérativement sa volonté de quitter l'Allemagne par une frontière de terre. Cela résulte du récit qu'il fit lui-même de son expulsion dans le numéro du « Seamen's Chronicle » du 26 septembre 1896, n° 141 (Annexe I), récit qu'il termine par ces mots : « and so, having Hobson's choice, *I took the boat, or, rather, it took me* ». (Et ainsi, ayant le choix d'Hobson, je pris le bateau, ou, plutôt, il me prit.)

Le Gouvernement Belge ignore si ce procédé a fait l'objet d'une réclamation en dommages-intérêts de la part du Gouvernement Britannique.

Si la prétention contre laquelle s'élève ici le Gouvernement Belge était admise, elle bouleverserait la procédure en la matière, et porterait une atteinte grave à la souveraineté du pays qui devrait la subir.

Le Gouvernement Belge n'admet pas davantage qu'un Ministre puisse être obligé de justifier de cette manière de l'emploi de son temps, ni qu'il ait à interrompre les affaires de l'Etat dont il s'occupe pour statuer immédiatement sur un cas d'expulsion qui lui est soumis, à peine de voir le Gouvernement de son pays exposé à une demande de dommages-intérêts et à une plainte diplomatique.

Si ce principe devait prévaloir, les relations internationales seraient rendues impossibles.

(d.) Il n'est pas inutile de faire connaître, en ordre subsidiaire, que Ben Tillett a été dirigé sur l'Angleterre par la voie d'Harwich, parce que c'est par cette voie, pour laquelle il possédait un coupon aller et retour, qu'il avait exprimé l'intention de vouloir quitter le pays. (Rapport de M. le Commissaire-Adjoint Winne du 4 Septembre 1896, Annexes du premier Mémoire, farde V.) Ben Tillett lui-même, dans sa déclaration, n'envisage pas la possibilité de quitter la Belgique par une autre voie et il n'allègue pas en avoir eu seulement l'intention.

6. Le Gouvernement Britannique mentionne certaines pièces dont il désirerait la production par le Gouvernement Belge.

Le Gouvernement Belge n'a pas à produire ces pièces.

Il vient d'en indiquer les motifs en ce qui concerne les télégrammes échangés entre lui et la police d'Anvers.

Quant aux autres pièces, leur sens et leur portée sont connus, non contestés : on ne voit pas ce que la production de leur texte apporterait de lumière nouvelle au débat.

Au surplus, ce qui est déferé au jugement de l'Arbitre dans les limites du compromis, c'est le fait de la détention de Ben Tillett, d'après les ordres donnés par le Gouvernement, et non les circonstances administratives qui ont précédé et accompagné la transmission de ces ordres. Le Gouvernement Belge, acceptant toute responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces ordres, n'a pas à rendre compte des circonstances de cette espèce.

7. Quant aux conditions du séjour de Ben Tillett à la prison d'Anvers, le Gouvernement Belge maintient intégralement l'exposé contenu en son Mémoire. Au récit de Ben Tillett, il a opposé les dispositions législatives et réglementaires qui déterminent le régime des prisons en Belgique, leur observation rigoureuse et constante à la prison d'Anvers, l'état de cette prison, les déclarations unanimes, précises, formelles des agents qui ont concouru à l'arrestation et à la détention de Ben Tillett. Tout cela est en contradiction flagrante avec les assertions de Ben Tillett. L'Arbitre ayant jugé convenable de procéder à une enquête sur les lieux pour les constater, le Gouvernement Belge n'a rien à ajouter à cet égard.

Il croit cependant devoir présenter ici cette observation : —

Il a été reconnu, dans le second Mémoire Britannique, que l'allégation du précédent Mémoire concernant l'humidité des cellules de la prison d'Anvers constituait une erreur.

Il serait excessif de tirer argument de cette erreur seule, pour en conclure qu'elle enlève tout crédit à la relation où elle s'est glissée.

Mais il n'est pas moins excessif d'envisager, ainsi que le fait le second Mémoire Britannique, comme une preuve de négligence de la part des autorités Belges, certaines discordances de nom et de chiffre, relevées dans le premier Mémoire Belge (où on lit : l'aubergiste Schramme, rue Elisabeth, 55), et les rapports de la police Anversoise (où on lit : le cabaretier Schram, Place Sainte-Elisabeth, 51). L'inattention d'un copiste ou d'un typographe suffit à expliquer ces discordances minimes et celles-ci, dans tous les cas, à la différence de l'erreur reconnue par les autorités Britanniques, n'ont et ne peuvent avoir aucune influence quelconque sur l'appréciation des faits litigieux.

8. Ben Tillett produit deux certificats médicaux d'où il résulte qu'en Novembre 1896, il souffrait de neurasthénie et d'épuisement ; que cet état d'affaissement nerveux et de dépression existait encore en Mai 1897.

Quel était l'état de santé de Ben Tillett avant les incidents d'Août 1896 ? Dans quelle mesure l'état de dépression nerveuse décrit par les certificats médicaux constitue-t-il une aggravation de son état antérieur ? On ne le dit pas.

Quant à la cause des troubles nerveux qu'ils constatent, l'un des médecins se borne à spécifier des phénomènes d'ordre purement subjectif, d'après les déclarations de Ben Tillett lui-même. L'autre estime « qu'elle réside dans un surmenage mental prolongé. »

Ainsi, la preuve, indispensable pour étayer sa plainte, qu'il combattait à Ben Tillett d'apporter, à savoir que sa détention à la prison d'Anvers est l'unique cause de l'ébranlement prétendu de son état de santé, cette preuve, elle ne résulte ni des certificats médicaux produits, ni d'aucun autre document quelconque.

Il suffirait au Gouvernement Belge de prendre acte de ce défaut de preuve. Des faits précis seront toutefois relevés ici pour établir non seulement l'exagération, mais l'in vraisemblance de la prétendue altération de la santé de Ben Tillett, qui aurait eu pour lui les conséquences si fâcheuses et si prolongées : —

(A.) Ben Tillett, comme tous les détenus, sans exception, a été soumis à la visite médicale réglementaire, le lendemain de sa entrée en prison, c'est-à-dire, le 22 Août, 1896, dans la matinée. Le médecin a consigné, dans le livre *ad hoc*, en regard du nom de Ben Tillett, la lettre « b, » qui signifie santé bonne (Annexe 2).

Ainsi, au moment où Ben Tillett devait être sous l'empire d'une crise violente, après avoir été, selon son dire, privé de sommeil et de nourriture, empêché de satisfaire ses besoins naturels, à ce moment, il subit la visite du médecin, et celui-ci ne constate aucune altération, aucun trouble, et déclare que la santé de Ben Tillett est bonne.

Voilà pour les conséquences physiques immédiates de la détention.

(B.) Quant à l'effet moral de l'outrage que Ben Tillett aurait si profondément ressenti, pour permettre de bien apprécier ce point, il suffira de citer un fait qui établit quelles étaient en réalité les dispositions de Ben Tillett au moment même où il a quitté la prison d'Anvers.

L'agent de police chargé de le conduire au bateau d'Harwich, le 22 Août, a déclaré qu'à sa sortie de prison, Ben Tillett était de fort bonne humeur. Sur le bateau, Ben Tillett a offert du champagne à cet agent, qui a décliné son offre, mais ils ont bu ensemble de la bière. Ben Tillett, affirme l'agent, n'était ni malade ni indisposé; il plaisantait le Ministre de la Justice, « plus Socialiste que lui, » les agents de police d'Anvers, « de vrais gentlemen, » et débitait d'autres facéties.

(C.) Les actes de Ben Tillett, immédiatement après son expulsion de Belgique, fournissent une nouvelle preuve de l'in vraisemblance de ses allégations. En effet, dès son retour en Angleterre, Ben Tillett s'y livra à une propagande ardente au sujet de laquelle le journal le « Seamen's Chronicle, » déjà mentionné plus haut, fournit des renseignements dont la source garantit l'exactitude (Annexe I).

Dans son N° 138, paru le 5 Septembre 1896, le « Seamen's Chronicle » (voir article intitulé « Le Mouvement International, » p. 286, 1^{re} colonne), rend compte dans les termes suivants des efforts déployés par Ben Tillett : « M. Ben Tillett a reçu une cordiale réception à Hull et était présent à la procession monstre en plein air et à la démonstration de Cardiff. Il a tenu un superbe (« big ») meeting à Swansea et il poursuit avec une grande vigueur les desseins de la Fédération dans le pays de Galles et de Monmouthshire. »

Le même numéro du « Seamen's Chronicle » contient des détails circonstanciés sur le meeting de Cardiff. Il s'est tenu le Dimanche, 30 Août. Le principal orateur était Ben Tillett, « Secrétaire-Général de

l'Union des Dockers, récemment expulsé de Belgique » (« Seamen's Chronicle, » No. 138, p. 286, 2^e colonne). La démonstration de Cardiff, à laquelle participa Ben Tillett, eut lieu en plein air, par un temps de pluie (« Seamen's Chronicle, » No. 138, p. 286, 3^e colonne, sous la rubrique « Cardiff »).

La veille, le Samedi, 29 Août, Ben Tillett avait encore pris la parole, dans un meeting à Barry (« Seamen's Chronicle, » No. 138, p. 286, 3^e colonne, sous la rubrique « Dockers' Union formed at Barry »).

Les numéros suivants du « Seamen's Chronicle » fournissent de nouveaux et éclatants témoignages de l'activité de Ben Tillett :

Le 10 Septembre 1896, il est à Leith : il y parle à la suite d'une grande manifestation dans les rues de la ville (« Seamen's Chronicle, » No. 140, p. 298, 2^e colonne).

Le 16 Septembre, un meeting « monstre » est tenu à Londres au « Bermondsey Town Hall. » Ben Tillett y prononce un « speech émouvant » (ibidem, No. 146, p. 297, 3^e colonne).

Le 20 Septembre, il est au nombre des orateurs qui prennent la parole dans un nouveau meeting monstre, tenu à Londres dans le Parc Victoria (ibidem, No. 141, p. 307, 1^{re} colonne).

Un meeting est annoncé à Londres, St. George's Square, Gravesend, pour le 21 Septembre, et parmi les orateurs qui doivent y participer figure Ben Tillett (ibidem, No. 140, p. 217, 4^e colonne).

Le 22 Septembre, Ben Tillett assiste à la séance du Conseil Central de la Fédération des Dockers. Il y reçoit la mission d'aller tenir un meeting à Glasgow (ibidem, No. 141, p. 305, 4^e colonne). Et il n'apparaît pas que cette mission, Ben Tillett ait songé à la décliner à raison de son état de santé.

La participation de Ben Tillett est annoncée au grand meeting qui doit se tenir à Londres, « Old Mahogany Bar, » le 29 Septembre « Seamen's Chronicle, No. 140, p. 297, 4^e colonne, et No. 141, p. 307, 2^e colonne).

Ben Tillett a quitté le territoire Belge le 22 Août au soir. Dès le 29 Août, il commence donc une campagne de meetings qu'il continue, avec une ardeur inlassable, durant tout le mois de Septembre. Et son activité, durant cette période, ne s'est pas exercée seulement par des discours : le No. 141 du « Seamen's Chronicle » contient (p. 306, 1^{re} colonne), un long et chaleureux manifeste aux travailleurs, signé : Ben Tillett.

(D.) Le voyage de Ben Tillett en Australie vient encore corroborer ces témoignages.

Si Ben Tillett avait été aussi malade qu'il le dit, il n'aurait pas entrepris un voyage aussi lointain et aussi fatigant, et il n'aurait pu le disposer de manière à continuer sa carrière de conférencier, ce que, de son propre aveu, l'état de santé où il se trouvait ne l'a pas empêché de faire.

Il est à remarquer également que Ben Tillett ne pourrait prétendre, en aucune hypothèse, se faire rembourser ses frais de voyage en Australie sous le prétexte que les médecins lui avaient ordonné de se rendre dans cette Colonie. Il résulte du certificat du Dr. Rome Hall que celui-ci s'est borné à recommander à son client de changer de climat et de se rendre à l'étranger.

Pour évaluer le dommage pécuniaire qui lui aurait été causé, Ben Tillett ne fournit d'autre élément que ses propres assertions.

Il affirme que pendant son voyage en Australie, tout le travail dont il a été capable a consisté « en Conférences intermittentes dans les Colonies » et il se plaint qu'il n'ait pu « gagner de cette façon que 90 l.

Il est permis de se demander si l'insuccès de la campagne de Conférences entreprise par Ben Tillett ne tient pas à d'autres causes que les mauvais traitements imaginaires qu'il aurait subis, un an auparavant, dans la prison d'Anvers.

Les extraits du « Times » et du « Globe, » joints en Annexes (Nos. III et IV) nous édifient à cet égard. Ils citent des faits de notoriété publique. Dans un meeting, Ben Tillett eut une attitude irrespectueuse à l'égard de la Reine, qui excita l'indignation des assistants. « Mr. Ben Tillett, » remarque à ce propos le « Globe, » « doit amèrement regretter ce qu'il a dit. Non pas que ses regrets doivent lui être comptés ! *Il remplit une mission d'affaires.* Non seulement il est humiliant pour lui que ses Conférences soient interrompues par le chant national, mais *au point de vue pécuniaire c'est peu profitable.* »

9. En termes de conclusion, le Gouvernement Belge croit pouvoir dire que, s'il n'a pas exprimé au sujet de l'expulsion de Ben Tillett les regrets que le Gouvernement Anglais semble avoir attendus de lui, c'est que le souci de la vérité comme le respect de sa propre souveraineté le lui défendait à la fois.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Rapport de M. Georges Berger sur le « budget du ministère des affaires étrangères » pour 1900.

Messieurs, un aperçu sommaire des principaux actes de notre politique extérieure, pendant l'année 1898, a formé le préambule du rapport du budget des affaires étrangères de l'exercice 1899. Cette note avait été rédigée au moment où le Gouvernement venait d'être contraint pour des raisons d'ordre supérieur, de céder aux réclamations de l'Angleterre, si impérieux et hautain que fût le ton de ces réclamations dans l'affaire de Fachoda.

L'année écoulée depuis notre mésaventure sur le Nil, qui a profité au maintien d'une paix nécessaire plus qu'à la sauvegarde de nos intérêts en Afrique, a été marquée par trois faits diplomatiques particulièrement saillants : l'arrangement franco-anglais relatif aux affaires du continent africain ; la participation française à la Conférence de la Haye ; la conclusion d'un accord commercial entre la France et les Etats-Unis du nord de l'Amérique.

L'arrangement franco-anglais du 21 mars 1899 aurait peut-être été signé plus tôt, si un incident survenu à Mascate n'avait pas introduit une aigreur nouvelle dans nos rapports avec l'Angleterre, déjà troublés par la permanence des griefs de nos voisins relativement à Terre-Neuve, au Siam et à Madagascar, sans parler de leur rancune qu'il nous faut partager avec la Russie et peut-être l'Allemagne à propos des affaires de Chine.

L'Angleterre s'était tout d'un coup imaginée que nous avions violé l'engagement pris en 1862 avec elle de respecter l'intégrité des Etats du sultan d'Oman ; elle semblait même croire à la complicité de ce dernier, parce qu'il nous avait permis de créer un dépôt fortifié de charbon sur un point de son territoire concédé à bail. Sans attendre ou solliciter autrement nos explications et sans savoir au juste si notre agent de Mascate avait ou n'avait pas outrepassé ses instructions et ses pouvoirs, l'Angleterre, usant d'un procédé de caractère hostile et certainement offensant pour nous, sous la menace des canons d'une escadre envoyée en toute hâte, contraint le sultan de nous retirer sa concession ou, mieux, son autorisation. Des observations ont été échangées entre les Cabinets de Paris et de Londres ; il est apparu, d'après les explications très lucides fournies à la tribune par notre ministre des affaires étrangères et à la suite de celles produites sous une forme plus obscure devant le Parlement de Westminster, qu'on était tombé d'accord pour tout mettre sur le compte d'un malentendu. Bref, la France semble avoir eu étre sur le point d'obtenir son dépôt de charbon dans le golfe d'Oman et l'Angleterre est en possession du sien, à Mascate même, assure-t-on.

Si l'Angleterre nous a blâmés d'être allés trop vite à Fachoda, nous pouvons lui retourner son reproche à propos de Mascate. De notre côté, du reste, nous paraissions avoir voulu agir trop rapidement à Shanghai, où notre consul avait enlevé d'assaut une extension de la colonie française que l'opposition anglaise nous aurait contraints d'annuler.

L'arrangement franco-anglais du 21 mars 1899, que la diplomatie des deux pays a eu la sagesse d'élaborer en ne considérant que la question du Haut-

Nil, a été pré-enté tout d'abord comme le complément indispensable de la convention franco-anglaise du Niger, signée le 14 juin 1898, qui a délimité les possessions réciproques de la France et de l'Angleterre dans la boucle du Niger et sur la rive gauche de ce fleuve. Cette même convention a déterminé exactement et d'une façon avantageuse pour nous la ligne de Say à Barroux, séparant la Nigéria anglaise du Sahara français. Il restait à délimiter le bassin du Tchad à l'est vers le Nil; c'est ce que vient de faire l'arrangement nouveau du 21 mars 1899, qui a été conclu de façon à établir non plus seulement une délimitation de sphères d'influence des deux puissances, mais le tracé d'une véritable frontière séparative de notre empire africain et des possessions anglaises.

Cet arrangement a la prudence de laisser la question égyptienne intacte au regard de l'Europe. Présente-t-il pour nous des avantages particuliers très importants? L'avenir le dira. Il est indubitable, dès à présent, que l'Angleterre s'est taillé la part du lion, et il est difficile d'apprécier la valeur des compensations que nous passons pour avoir obtenues d'elle, à la suite de notre evincement du Bhar-el-Ghazal, par où nous croyions pouvoir parvenir à nous créer une voie libre vers le Haut Nil.

La ligne frontière, à l'est de laquelle le Gouvernement de la République française s'engage à n'acquiescer ni influence politique ni territoire, avec le même engagement à l'ouest de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, sera tracée par des commissaires des deux nations, à partir du point où la limite entre l'Etat libre du Congo et le territoire français du Haut-Oubangui coupe la ligne de partage des eaux des bassins du Nil et du Congo. La ligne frontière épousera cette ligne de partage jusqu'au 11^e parallèle nord, et rétablira autant que possible ensuite jusqu'au 15^e parallèle la frontière d'autrefois entre le royaume de Ouadai laisse du côté français et l'ancienne province du Darfour laissée du côté anglais, en restant toujours essentiellement comprise entre les degrés de longitude 18° 40' et 20° 40' est du méridien de Paris. Elle se terminera au nord presque à la frontière de l'hinterland tripolitain, au point d'intersection du tropique du Cancer avec 13° 40' de longitude est.

A l'ouest de cette ligne, nous gardons des immensités de sable du désert du Sahara qui rejoint nos départements algériens, et, à travers les oasis montagneuses duquel nous pourrions tracer à notre aise, le chemin de fer transsaharien jusqu'au Tchad.

A l'est, l'Angleterre est dotée de territoires pauvres et ravagés du Darfour. Est-elle en possession d'une partie du Soudan égyptien au delà du Darfour? Les *Livres bleus* du Foreign Office ne tranchent pas la question; ils ne disent pas au juste comment se partage l'autorité dont l'Angleterre jouit sur le Soudan en vertu de son alliance avec le khédive d'une part et de ses conquêtes sur le mahdi de l'autre.

(A suivre).

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. -- Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

FRANCE — SUISSE

Convention pour l'échange de colis postaux

15 novembre 1898 (1)

Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française, usant de la faculté laissée aux parties contractantes, par l'article 17 de la convention générale signée à Vienne le 4 juillet 1891, de conclure des conventions spéciales en vue de l'amélioration du service des colis postaux, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Le maximum de poids que peuvent atteindre les colis postaux échangés entre la Suisse et la France est porté de cinq à dix kilogrammes (5 k. à 10 k.) inclusivement.

Art. 2. — Tout colis postal pesant plus de cinq kilogrammes (5 k.) sans dépasser 10 kilogrammes (10 k.), adressé de la France continentale en Suisse et *vice versa*, est passible, à la charge de l'expéditeur, d'une taxe de transport de un franc cinquante centimes (1 fr. 50), ainsi décomposée : soixante-dix centimes (0 fr. 70) pour la quote-part suisse ; quatre-vingts centimes (0 fr. 80) pour la quote-part française.

Art. 3. — La quote-part suisse de soixante-dix centimes (0 fr. 70) sera également acquise à la Suisse pour tout colis postal du poids de cinq à dix kilogrammes (5 k. à 10 k.) qui serait expédié de l'extérieur sur la Suisse par la voie de France.

La quote-part française de quatre-vingt centimes (0 fr. 80) sera également acquise à la France pour tout colis postal de pareil poids qui serait expédié d'un pays étranger sur la France par la voie de la Suisse.

(1) Les ratifications ont été échangées le 23 janvier 1899 et la Convention est entrée en vigueur le 1^{er} avril.

Art. 4. — Le prix du transit à travers la Suisse de tout colis postal du poids de cinq à dix kilogrammes (5 k. à 10 k.) à destination d'un pays par rapport auquel la Suisse pourra servir d'intermédiaire à la France, sera de soixante-dix centimes (0 fr. 70).

Le prix de transit à travers le continent français de tout colis postal de pareil poids, à destination d'un pays par rapport auquel la France pourra servir d'intermédiaire à la Suisse, sera de quatre-vingts centimes (0 fr. 80).

Art. 5. — Le maximum de l'indemnité afférente à la perte, à la spoliation ou à l'avarie d'un colis postal du poids de cinq à dix kilogrammes (5 k. à 10 k.) ne contenant pas de valeur déclarée est fixé à 40 francs (40 fr.).

Art. 6. — Au fur et à mesure que la France sera en état d'expédier des colis postaux de cinq à 10 kilogrammes (5 k. à 10 k.) sur la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les Colonies ou établissements français et autres pays d'outre-mer, l'administration des postes françaises notifiera à l'administration des postes suisses les conditions auxquelles cette dernière administration pourra livrer à la première des colis postaux de pareil poids pour les mêmes destinations.

Art. 7. — Sont applicables aux colis postaux prévus dans les articles précédents, toutes celles des dispositions des actes internationaux qui régissent actuellement l'échange, entre la Suisse et la France, des colis postaux d'un poids n'excédant pas cinq kilogrammes (5 k.), auxquelles il n'est pas dérogé par les stipulations de la présente convention.

Art. 8. — Les administrations des postes des deux pays contractants désigneront les bureaux ou localités qu'elles admettront à l'échange international des colis postaux de cinq à 10 kilogrammes (5 k. à 10 k.) ; elles régleront le mode de transmission de ces colis et arrêteront toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 9. — La présente convention sera mise en vigueur à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 10. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les soussignés, savoir : M. Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse, près le président de la République française, et M. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, à ce dûment autorisés, ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition à Paris, le 15 novembre 1893.

(L. S.) *Sig.* : LARDY.

(L. S.) *Sig.* : DELCASSÉ.

FRANCE — LUXEMBOURG

Convention pour l'échange des colis-postaux.

7 octobre 1898 (1)

Le gouvernement de la République française et le gouvernement du grand-duché de Luxembourg, usant de la faculté laissée aux parties contractantes par l'article 17 de la convention générale signée à Vienne, le 4 juillet 1891, de conclure des conventions spéciales en vue de l'amélioration du service des colis postaux, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Le maximum de poids que peuvent atteindre les colis postaux échangés entre la France et le grand duché de Luxembourg est porté de 5 à 10 kilogr. inclusivement.

Art. 2. — Tout colis postal pesant plus de 5 kilogr. sans dépasser 10 kilogr., adressé de la France continentale dans le grand-duché de Luxembourg, et *vice versa*, est passible, à la charge de l'expéditeur, d'une taxe de transport de 1 fr 20 ainsi décomposée : 80 centimes pour la quote-part française, 40 centimes pour la quote-part luxembourgeoise.

Art. 3. — La quote-part française de 80 centimes sera également acquise à la France pour tout colis postal du poids de 5 à 10 kilogr. qui serait expédié d'un pays étranger sur la France par la voie du Luxembourg.

La quote-part luxembourgeoise de 40 centimes sera également acquise au Luxembourg pour tout colis postal de pareil poids qui serait expédié de l'extérieur sur le Luxembourg par la voie de la France.

Art. 4. — Le prix de transit à travers le continent français de tout colis postal du poids de 5 à 10 kilogr., à destination d'un pays par rapport auquel la France pourra servir d'intermédiaire au Luxembourg, sera de 80 centimes.

Le prix du transit à travers le Luxembourg de tout colis postal de pareil poids, à destination d'un pays par rapport auquel le Luxembourg pourra servir d'intermédiaire à la France, sera de 40 centimes.

Art. 5. — Le maximum de l'indemnité afférente à la perte, à la spoliation ou à l'avarie d'un colis postal du poids de 5 à 10 kilogr. ne contenant pas de valeur déclarée est fixé à 40 fr.

Art. 6. — Au fur et à mesure que la France sera en état d'expédier des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes sur la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les colonies ou établissements français et autres pays d'outre-mer, l'administration des postes françaises notifiera à l'administration des postes du Luxembourg les conditions auxquelles cette dernière administration pourra livrer à la première des colis postaux de pareil poids pour les mêmes destinations.

Art. 7. — Sont applicables aux colis postaux prévus dans les articles précédents toutes celles des dispositions des actes internationaux qui

(1) Les ratifications ont été échangées à Luxembourg le 16 février 1899.

régis-ent actuellement l'échange, entre la France et le Luxembourg, des colis postaux d'un poids n'excédant pas 5 kilogr., auxquels il n'est pas dérogé par les stipulations de la présente convention.

Art. 8. — Les administrations des postes des deux pays contractants désigneront les bureaux ou localités qu'elles admettront à l'échange international des colis postaux de 5 à 10 kilogr., et es régleront le mode de transmission de ces colis et arrêteront toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 9. — La présente convention sera mise en vigueur à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 10. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les soussignés, savoir : M. le ministre-résident de la République française à Luxembourg et S. Exc. M. le ministre d'Etat, président du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, à ce dûment autorisés, ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 7 octobre 1898.

(L. S.) *Sig.* : DENAUT.

(L. S.) *Sig.* : EYSCHEN.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPECHES, NOTES.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Séance d'ouverture. — 18 mai 1899.

Les Gouvernements de l'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la Chine, du Danemark, de l'Espagne, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, de la Grèce, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, du Monténégro, des Pays-Bas, de la Perse, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, du Siam, de la Suède et Norvège, de la Suisse, de la Turquie et de la Bulgarie, ayant, sur la proposition du Gouvernement de S. M. l'Empereur de Toutes les Russies et sur l'invitation du Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas, accepté de rechercher les moyens les plus efficaces pour assurer aux peuples une paix durable et mettre un terme au développement progressif des armements militaires, MM. les délégués desdits Gouvernements se sont réunis en conférence aujourd'hui le 18 mai 1899 à 2 heures dans le Palais du Bois.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Exc. le Comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, Premier Délégué; M. le Baron de Stengel, Professeur à l'Université de Munich, Second Délégué; M. le Docteur Zorn, Conseiller Intime de Justice, Professeur à l'Université de Königsberg, Délégué scientifique; M. le Colonel de Grossde Schwarzhoff, commandant du 5^e Régiment d'Infanterie, n° 93, Délégué technique; M. le Capitaine de Vaisseau Siegel, Attaché Naval à l'Ambassade Impériale à Paris, Délégué technique.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : Son Exc. M. White, Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Délégué; M. Stanford Newel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué; Hon. Seth Low, Président de l'Université de Colombie à New-York, Délégué; M. A.-T. Mahan, Capitaine de Vaisseau, Délégué; M. W. Crozier, Capitaine d'Artillerie, Délégué; M. E.-W. Holls, Avocat à New-York, Délégué.

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Exc. le Comte R. de Welsersheimb, Ambassadeur extraordinaire, Premier Délégué; M. A. Okolicsanyi de Okolicsna, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué; M. Gaétan Mérey de Kapos-Mérey, Conseiller d'Ambassade et Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, Délégué adjoint; M. Henri Lammasch, Professeur à

l'Université de Vienne, Délégué adjoint; M. Victor de Kuepach Zu Ried, Zimmerlehen et Haslburg, Lieutenant-Colonel de l'Etat-Major général, Délégué adjoint; M. le Comte Stanislas Soltyk, Capitaine de Corvette, Délégué adjoint.

Pour la Belgique : Son Exc. M. Auguste Beernaert, Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants, Délégué; M. le Comte de Grelle Rogier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué; M. le Chevalier Descamps, Sénateur, Délégué.

Pour la Chine : M. Yang-Yü, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Saint-Petersbourg, Délégué.

Pour le Danemark : M. le Chambellan Fr. de Bille, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Premier Délégué; M. J.-G.-F. Von Schnack, Colonel d'Artillerie, ancien Ministre de la Guerre, Second Délégué.

Pour l'Espagne : Son Exc. le Duc de Tetuan, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Premier Délégué; M. W. Ramirez de Villa Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Délégué; M. Arthur de Baguer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué; M. le Comte de Serllo, attaché militaire d'Espagne à Bruxelles, Délégué technique.

Pour la France : M. Léon Bourgeois, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés, Premier Délégué; M. Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Deuxième Délégué; M. le Baron d'Estournelles de Constant, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés, Troisième Délégué; M. Péphau, Contre-Amiral, Délégué technique; M. Mounier, Général de Brigade, Délégué technique; M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Délégué technique.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : Son Exc. Sir Julian Pauncefote, G. C. B., G. C. M. G., Ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, Premier Délégué; Sir Henry Howard, K. C. M. G., C. B., Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué; Sir John A. Fischer, K. C. B., Vice-Amiral, Délégué technique; Sir J.-C. Ardagh, K. C. I. E., C. B., Général-Major, Délégué technique.

Pour la Grèce : M. Delyannis, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué.

Pour l'Italie : Son Exc. le Comte Nigra, Ambassadeur d'Italie à Vienne, Sénateur du Royaume, Premier Délégué; M. le Comte A. Zannini, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué; M. le Chevalier Louis Zuccari, Général-Major, Délégué technique; M. le Chevalier Auguste Bianco, Capitaine de Vaisseau, Attaché Naval à l'Ambassade Royale à Londres, Délégué technique.

Pour le Japon : M. le Baron Hayashi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Saint-Petersbourg, premier Délégué; M. J. Motono, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, Second Délégué; M. Uyehara, Colonel, Délégué technique; M. Sakamoto, Capitaine de Vaisseau, Délégué technique.

Pour le Luxembourg : Son Exc. M. Eyschen, Ministre d'Etat, Pré-

sident du Gouvernement Grand-Ducal, Délégué; M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires à Berlin, Délégué.

Pour le Mexique : M. de Mier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué; M. Zenil, Ministre-Résident à Bruxelles, Délégué.

Pour le Monténégro : La Délégation de Russie.

Pour les Pays-Bas : M. le Jonkheer A. P. C. Van Karnebeek, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Délégué; M. le Général J. C. C. Den Beer Poortugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat, Délégué; M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat, Délégué; M. E.-N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux, Délégué; M. A.-P. Tadema, Chef de l'Etat-Major de la Marine, Délégué technique.

Pour la Perse : M. le Général Mirza Riza Khan, Arfa-Ud-Dovleh, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Saint-Petersbourg, Premier Délégué; M. Mirza Samad Khan Momtazis-Saltaneh, Conseiller de Légation à Saint-Petersbourg, Délégué adjoint.

Pour le Portugal : M. le Comte de Macedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid, Délégué; M. d'Ornellas Vasconcellos, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Saint-Petersbourg, Délégué; M. le Comte de Selir, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Délégué; M. le Capitaine Ayres d'Ornellas, Délégué technique.

Pour la Roumanie : M. Alexandre Beldiman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Premier Délégué; M. Jean-N. Papiniu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye, Second Délégué; M. le Colonel Aide-de-Camp Constantin Coanda, Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre, Délégué technique.

Pour la Russie : Son Exc. M. le Conseiller Privé Actuel Staal, Ambassadeur de Russie à Londres, Premier Délégué; M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Conseiller Privé, Délégué; M. le Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Délégué; M. le Conseiller d'Etat Actuel Raffalovich, Agent du Ministère Impérial des Finances à Paris, Délégué technique; M. Gilinsky, Colonel de l'Etat-Major Général, Délégué technique; M. le Comte Barantzew, Colonel de l'Artillerie montée de la Garde, Délégué technique; M. Schéine, Capitaine de frégate, Agent Naval de Russie à Paris, Délégué technique; M. Ovtchinnikow, Lieutenant de Vaisseau, professeur de jurisprudence, Délégué technique.

Pour la Serbie : M. Miyatovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Délégué; M. le Colonel Maschine, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Cettigné, Délégué; M. le Docteur Voislave Veljkovitch, Professeur à la Faculté de Droit à Belgrade, Délégué adjoint.

Pour le Siam : M. Phya Suriya, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Premier Délégué; M. Phya Visuddha, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Deuxième Délégué; M. Ch. Corragioni D'Orelli, Conseiller de

Légation, Troisième Délégué; M. Edouard Rolin, Consul-Général de Siam en Belgique, Quatrième Délégué.

Pour la Suède et Norvège : M. le Baron de Bildt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale d'Italie, Délégué; M. le Colonel P.-H.-E. Brandström, Commandant du Premier Régiment de la Garde, Délégué technique; M. C.-A.-M. de Hjulhammar, Commandeur dans la Marine Royale, Délégué technique; M. W. Konow, Président de l'Odelsting, Délégué technique; M. J.-J. Thaulow, Général-Major, Médecin-Général de l'Armée et de la Marine, Délégué technique.

Pour la Suisse : M. le Dr. Arnold Roth, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin, Délégué; M. le Colonel Arnold Kunzli, Conseiller National, Délégué; M. Edouard Odier, Conseiller National, Délégué.

Pour la Turquie : Son Exc. Turkhan Pacha, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre du Conseil d'Etat, Premier Délégué; S. E. Noury Bey, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères, Délégué; S. E. Abdullah Pacha, Général de Division d'Etat-Major, Délégué; S. E. Mehemed Pacha, Contre-Amiral, Délégué.

Pour la Bulgarie : M. le Docteur D. Stancioff, Agent Diplomatique à Saint-Petersbourg, Premier Délégué; M. le Major Chr. Hessapchieff, Attaché Militaire à Belgrade, Second Délégué.

Son Excellence M. de Beaufort, Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, ouvre la séance et prononce le discours suivant :

Au nom de Sa Majesté Mon Auguste Souveraine, j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue et d'exprimer à cette place mes sentiments de profond respect et de vive reconnaissance envers Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, qui, en désignant la Haye comme siège de la Conférence de la Paix, a fait un grand honneur à notre pays.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, en prenant la noble initiative qui a été applaudie dans tout le monde civilisé, a voulu réaliser le vœu exprimé par un de ses plus illustres prédécesseurs, l'Empereur Alexandre I^{er}, de voir tous les souverains et toutes les nations de l'Europe s'entendre entre eux pour vivre en frères, en s'aidant dans leurs besoins réciproques. S'inspirant de ces nobles traditions de Son Auguste Aïeul, Sa Majesté a proposé à tous les gouvernements dont les représentants se trouvent ici, la réunion d'une Conférence qui aura la mission de rechercher les moyens pour mettre un terme aux armements incessants et pour prévenir des calamités qui menacent le monde entier.

Le jour de la réunion de cette Conférence sera sans contredit un des jours qui marqueront dans l'histoire du siècle qui va finir; il coïncide avec la fête que tous les sujets de Sa Majesté célèbrent comme une fête nationale et en m'associant du fond de mon cœur à tous les souhaits pour le bonheur du Magnanime Souverain, je me permettrai de me faire l'interprète des vœux de tout le monde civilisé en exprimant l'espoir que Sa Majesté, en voyant la réalisation de ses desseins généreux par les efforts de cette Conférence, puisse considérer dans l'avenir ce jour comme un des jours les plus heureux de Son Règne.

Sa Majesté mon Auguste Souveraine, pénétrée des mêmes sentiments qui ont inspiré Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, a voulu mettre à la disposition de cette Conférence le plus beau monument historique qu'Elle possède. La salle où vous vous trouvez, décorée par les meilleurs artistes du dix-septième siècle, a été édiflée par la Veuve du Prince Frédéric Henri à la mémoire de son noble époux. Parmi les groupes et les figures allégoriques que vous admirerez ici, il y en a une se rattachant à la Paix de Westphalie qui mérite tout spécialement votre attention. C'est celle où vous voyez la Paix entrant dans cette salle pour fermer le temple de Janus. J'espère, Messieurs, que cette belle allégorie sera de bon augure pour vos travaux et qu'après les avoir terminés, vous pourrez dire que la Paix que l'art a fait pénétrer dans cette salle, en est sortie pour répandre ses bienfaits sur l'humanité entière. (*Assentiment unanime.*)

J'ai l'honneur de vous soumettre deux propositions : premièrement d'offrir à Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies nos respectueuses félicitations par la voie télégraphique dans ces termes :

« La Conférence de la Paix dépose aux pieds de Votre Majesté ses
« respectueuses félicitations à l'occasion de Son anniversaire et
« exprime le sincère désir de coopérer à l'accomplissement de la
« grande et noble œuvre dont Votre Majesté a pris la généreuse ini-
« tiative et pour laquelle elle La prie d'agréer son humble et profonde
« gratitude. » (*Assentiment unanime.*)

Je ne doute pas que ma seconde proposition ne réunisse également tous vos suffrages. Je me permets, Messieurs, d'exprimer le vœu de voir déférer la Présidence de votre assemblée à l'Ambassadeur de S. M. l'Empereur de Toutes les Russies, Son Excellence M. Staal dont la grande expérience des affaires, et les qualités éminentes contribueront largement à faciliter les nobles travaux que vous allez entreprendre.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Son Excellence M. Staal prend place au fauteuil présidentiel et prononce l'allocution suivante :

Messieurs,

Mon premier devoir est d'exprimer à S. E. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas toute ma gratitude pour les nobles paroles qu'il vient de prononcer à l'adresse de Mon Auguste Maître. Sa Majesté sera profondément touchée des sentiments élevés dont M. de Beaufort s'est inspiré, ainsi que de la spontanéité avec laquelle les membres de cette assemblée s'y sont associés.

Si c'est à l'Empereur de Russie qu'appartient l'initiative de la réunion de la Conférence, nous devons à Sa Majesté la Reine des Pays-Bas de nous avoir convoqués dans Sa Résidence. C'est d'un heureux présage pour le succès de nos travaux d'être réunis sous les auspices d'une jeune Souveraine, dont le charme s'exerce bien loin autour d'Elle et dont le cœur, accessible à tout ce qui est généreux, a témoigné de tant de sympathie pour la cause qui nous amène ici. Dans ce milieu calme de la Haye, au sein d'une nation qui constitue un facteur aussi marquant de la civilisation universelle, nous avons sous

les yeux un exemple éclatant de ce que peuvent faire pour le bien des peuples la vaillance, le patriotisme et l'énergie soutenue. C'est sur le sol historique des Pays-Bas que se sont discutés les plus grands problèmes de la vie politique des Etats. c'est ici, on peut le dire, le berceau de la science du droit international ; durant des siècles, les principales négociations entre les Puissances Européennes se sont poursuivies ici ; c'est ici enfin que fût signée la remarquable transaction qui imposait la « trêve » dans les luttes sanglantes entre les Etats. Nous nous trouvons donc en pleine tradition historique.

Il me reste à remercier M. le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas des termes si flatteurs, trop flatteurs, dont il s'est servi à mon intention. Je suis sûr d'exprimer les sentiments de tous les membres de cette haute Assemblée, en assurant S. E. M. de Beaufort, combien nous aurions été heureux de le voir présider nos réunions. Sa place à la présidence était indiquée non seulement par les précédents suivis en pareille occasion, mais encore par les qualités de l'homme d'Etat éminent qui dirige actuellement la politique étrangère des Pays-Bas. Sa présidence eût été, en outre, un hommage de plus que nous aurions aimé rendre à l'Auguste Souveraine qui a daigné nous offrir Sa gracieuse hospitalité.

Quant à moi, je ne puis considérer la désignation qui a été faite de ma personne que comme étant motivée par ma qualité de Plénipotentiaire de l'Empereur, mon Maître, l'Auguste Initiateur de la pensée de la Conférence. C'est à ce titre que j'accepte avec une profonde reconnaissance l'insigne honneur que m'ont fait M. le Ministre des Affaires Etrangères en me proposant la présidence et MM. les membres de la Conférence en voulant bien ratifier ce choix. J'emploierai tous mes efforts à justifier cette confiance, mais je me rends parfaitement compte que l'âge avancé que j'ai atteint est, hélas, un triste privilège et un faible auxiliaire. J'espère, du moins, Messieurs, qu'il me sera un titre à votre indulgence.

Je vous propose maintenant d'adresser à Sa Majesté la Reine, dont nous sommes ici les hôtes reconnaissants, le message dont je vais vous donner lecture :

« Réunis pour la première fois dans le beau Château du Bois, les membres de la Conférence s'empressent de déposer leurs meilleurs vœux aux pieds de votre Majesté en La priant d'agréer l'hommage de toute leur gratitude pour l'hospitalité que Vous avez si gracieusement, Madame, daigné leur offrir. »

Je vous propose de conférer la présidence d'honneur de la Conférence Internationale de la Paix à Son Exc. M. le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas et de nommer vice-président de cette assemblée M. le Jonkheer van Karnebeek, premier délégué des Pays-Bas. (*Assentiment.*)

Sur la proposition du Président, la Conférence désigne pour composer son secrétariat :

Comme Secrétaire-Général : le Jonkheer J. C. N. van Eys, Ministre-Résident de S. M. la Reine des Pays-Bas ;

Comme Secrétaire-Général-Adjoint : le Conseiller d'Etat actuel Raffalovich, délégué technique de Russie ;

Comme Secrétaires : M. Albert Legrand, Secrétaire d'Ambassade

de France ; M. Edouard de Grelle Rogier, Premier Secrétaire de Légation de Belgique ; le Chevalier W. de Rappard, Secrétaire de Légation des Pays-Bas ; le Jonkheer A. G. Schimmelpenninck, Secrétaire de Légation des Pays-Bas ; M. Max Jarousse de Sillac, Attaché d'Ambassade de France ; le Jonkheer J. J. Rochussen, Sous-Chef de Bureau au Ministère des Affaires Etrangères à la Haye.

Comme Secrétaires-techniques : M. G. J. C. A. Pop, Capitaine d'Etat-Major ; M. C. E. Dittlinger, Lieutenant de la Marine Royale.

Le Président consulte la Conférence sur le point de savoir si elle est d'avis de maintenir le secret de ses délibérations aussi bien pour les séances plénières que pour les séances des commissions.

Cette proposition est adoptée.

Le Président, avec l'assentiment de l'assemblée, fixe à samedi 20 mai à 11 heures du matin la prochaine séance plénière.

La séance est levée à 2 heures 30.

Le Président,
STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS. RAFFALOVICH.
Albert LEGRAND.
E. de GRELLE ROGIER.
W. de RAPPARD.
A. G. SCHIMMELPENNINCK.
MAX JAROUSSE DE SILLAC.
J. J. ROCHUSSEN.
G. J. C. A. POP, *Secrétaire technique.*
C. E. DITTLINGER, » »

Deuxième séance. — 20 mai 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL

La séance est ouverte à 11 heures.

Le Président donne lecture du télégramme que Sa Majesté la Reine a daigné lui adresser en réponse au message de la Conférence.

Hausbaden, 19 mai 1899.

« En remerciant Votre Excellence ainsi que les membres de la
« Conférence de la Paix pour les sentiments exprimés dans Votre
« télégramme, je saisis avec plaisir cette occasion de vous réitérer
« Mes souhaits de bienvenue dans Mon pays. Je forme les vœux les
« plus sincères qu'avec l'aide de Dieu, l'œuvre de la Conférence réa-
« lise la pensée généreuse de votre Auguste Souverain. »

(Signé) : WILHELMINA.

(Applaudissements.)

Le Président donne lecture ensuite du télégramme que S. M. l'Empereur de Russie a daigné adresser en réponse au télégramme de M. le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

St-Petersbourg, 19 mai 1899.

« L'Empereur vous prie de vouloir bien être auprès de la Confé-

« rence l'interprète de ses sincères remerciements et de ses vœux les plus chaleureux.

« Mon Auguste Maître me charge de ne point laisser ignorer à
« Votre Excellence combien Sa Majesté a été sensible au télégramme
« que vous lui avez adressé. »

(Signé) : Comte MOURAVIEFF.

(Applaudissements.)

Le Secrétaire-Général fait part à la Conférence d'une invitation du Gouvernement des Pays-Bas à une fête artistique qui aura lieu le 17 juin.

Le Président dit qu'au moment d'inaugurer les travaux de la Conférence, il croit utile d'en résumer la pensée et les tendances générales, et il s'exprime en ces termes :

« Rechercher les moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable, tel est aux termes de la circulaire du 12 août le but principal de nos délibérations.

Le nom de « Conférence de la Paix », que l'instinct des peuples, devant la décision prise à cet égard par les Gouvernements, a donné à notre réunion, indique bien l'objet essentiel de nos travaux : la « Conférence de la Paix » ne peut faillir à la mission qui lui incombe, elle doit faire sortir de ses délibérations un résultat tangible que l'humanité entière attend avec confiance.

L'empressement que toutes les Puissances ont mis à accepter la proposition contenue dans les circulaires Russes est le plus éloquent témoignage de l'unanimité acquise aux idées pacifiques. C'est donc pour moi un agréable devoir de prier les Délégués de tous les Etats représentés ici, de transmettre à leurs Gouvernements respectifs l'expression réitérée des remerciements du Gouvernement Russe.

La composition même de cette réunion est un sûr garant de l'esprit dans lequel nous aborderons la tâche qui nous est confiée. Les Gouvernements y sont représentés par des hommes d'Etat qui ont eu leur part d'action dans les destinées de leur pays, par des diplomates éminents qui ont été mêlés aux plus grandes affaires et qui savent tous que le premier besoin des peuples est le maintien de la paix. Auprès d'eux se trouvent des savants qui, dans le domaine du droit international, jouissent d'un renom justement mérité. Les officiers généraux et supérieurs des armées de terre et de mer qui nous assisteront dans nos travaux, nous apporteront aussi le concours de leur haute compétence.

La diplomatie, comme nous le savons tous, a pour mission de prévenir et d'aplanir les conflits entre les Etats, de tempérer les rivalités, de concilier les intérêts, d'écarter les malentendus et de substituer l'entente au désaccord.

Il me sera permis de dire que, subissant une loi générale, la diplomatie n'est plus seulement un art dans lequel l'habileté personnelle joue un rôle exclusif, elle tend à devenir une science qui doit avoir ses règles fixes pour la solution des conflits internationaux. C'est là aujourd'hui le but idéal qu'elle doit avoir devant les yeux, et incontestablement un grand progrès aura été accompli si la diplomatie par-

vient à établir ici déjà quelques-unes des règles dont je viens de parler. Aussi nous nous attacherons, d'une façon toute spéciale, à généraliser, à codifier la pratique de l'arbitrage et de la médiation ou des bons offices. Ces idées forment, pour ainsi dire, l'essence même de notre tâche, le but le plus général proposé à nos efforts : *prévenir les conflits par les moyens pacifiques*. Il ne s'agit pas d'entrer dans le domaine de l'utopie. Dans l'œuvre que nous allons entreprendre il faudra tenir compte du possible, ne pas s'attacher à poursuivre des abstractions. Sans rien sacrifier de nos espérances ultérieures, nous devons rester sur le terrain de la réalité, scruter celle-ci dans toute sa profondeur, afin de jeter des fondements solides, de poser des bases concrètes.

Or, la réalité que nous montre-t-elle ? Nous apercevons entre les nations une communauté d'intérêts matériels et moraux qui ne cesse de s'accroître. Les liens qui unissent toutes les parties de la grande famille humaine deviennent toujours plus étroits. Voulût-elle rester isolée, une nation ne le pourrait pas ; elle est prise comme dans un engrenage vivant, fécond en bienfaits pour toutes ; elle fait partie d'un même organisme. Sans doute les rivalités existent, mais ne semble-t-il pas qu'elles se portent plutôt actuellement sur le terrain économique, sur celui des grandes expansions commerciales qui naissent d'un même besoin de répandre au dehors le surplus de l'activité qui ne trouve pas d'emploi suffisant dans la mère patrie. La rivalité ainsi comprise peut encore être bonne, pourvu qu'au dessus d'elle planent l'idée de justice et le sentiment élevé de la grande fraternité humaine.

Si donc les nations sont unies par des liens si multiples, n'y a-t-il pas lieu de rechercher les conséquences qui en découlent ? Lorsqu'un dissentiment se produit entre deux ou plusieurs nations, les autres, sans y être mêlées directement, en sont profondément affectées ; les effets d'un conflit international, se produisant sur un point quelconque du globe, se répercutent de tous les côtés. Et c'est pour cela que les tiers ne peuvent rester indifférents à ce conflit ; il faut que leur action conciliante s'exerce pour l'apaiser. Ces vérités ne sont pas nouvelles ; à toutes les époques, il s'est trouvé des penseurs pour les suggérer, des hommes d'Etat pour les appliquer. Mais elles s'imposent plus que jamais de notre temps et le fait qu'elles aient été proclamées par une assemblée telle que la nôtre, marquera une date considérable dans l'histoire de l'humanité.

Les nations ont un ardent besoin de paix et nous devons à l'humanité, nous devons aux Gouvernements qui nous ont confié ici leurs pouvoirs et qui ont la charge du bien de leur peuple, nous devons à nous-mêmes de faire œuvre utile en précisant le mode d'emploi de quelques-uns des moyens destinés à assurer la paix.

Parmi ces moyens, il faut placer l'arbitrage et la médiation. La diplomatie les a admis depuis longtemps dans sa pratique, mais elle n'a pas précisé les modalités de leur emploi, elle n'a pas défini les cas auxquels ils seraient applicables. C'est à cette œuvre élevée que nous allons consacrer nos efforts, soutenus par la conviction que nous travaillons pour le bien de l'humanité tout entière dans la voie que nous ont tracée les générations précédentes.

Mais, puisque nous sommes fermement résolus à nous tenir éloi-

gnés de la chimère, puisque nous reconnaissons tous que notre tâche actuelle, pour grande qu'elle soit, a ses limites, nous devons aussi nous préoccuper d'une autre face de la situation.

Du moment où toute chance de conflit armé entre les nations ne peut pas être écartée d'une manière absolue, en mitiger les horreurs serait encore travailler dans un but d'humanité. Les gouvernements des Etats civilisés ont déjà conclu des accords internationaux qui ont marqué des étapes importantes. Il s'agit pour nous d'en établir de nouvelles, et, pour cette catégorie de questions, le concours de tant de personnes compétentes, présentes à cette réunion, ne peut manquer d'être très précieux.

Mais il est, en outre, des matières d'une portée très haute et très ardue qui se rattachent également à l'idée du maintien de la paix et dont l'examen a semblé au gouvernement Impérial de Russie pouvoir rentrer dans le cadre des travaux de la Conférence. Il y aurait lieu de se demander si le bien des peuples n'exigerait pas une limitation des armements progressifs ; c'est aux gouvernements qu'il appartient, dans leur sagesse, de peser à cet égard les intérêts dont ils ont la charge.

Telles sont, Messieurs, les idées essentielles qui paraissent devoir diriger l'ensemble de nos délibérations.

Nous allons, j'en suis sûr, les examiner dans un esprit élevé et sincèrement conciliant, afin de marcher dans la voie qui conduira à la consolidation de la paix. Nous ferons ainsi une œuvre utile, dont les générations futures devront savoir gré aux souverains et chefs des Etats représentés dans cette enceinte. (*Applaudissements.*)

Messieurs, une de nos préoccupations doit être d'assurer la bonne marche de nos travaux, de procéder à une division du travail, à une répartition de la besogne.

Je me permets donc de soumettre à votre approbation le projet suivant :

Il sera constitué trois commissions :

« La *première* commission sera compétente pour les articles 1, 2, 3 et 4 de la circulaire du 30 Décembre 1898.

« La *seconde* commission sera compétente pour les articles 5, 6 et 7 de ladite circulaire.

« La *troisième* commission sera compétente pour l'article 8 de la même circulaire.

« Chaque commission pourra se subdiviser en sous-commissions.

« Il est entendu qu'en dehors des points mentionnés ci-dessus la Conférence ne se considère comme compétente pour l'examen d'aucune autre question. En cas de doute, la Conférence aurait à décider si telle ou telle proposition, émise dans les Commissions, rentrerait ou non dans le cadre tracé par ces points.

« Chaque Etat aura la faculté de se faire représenter dans chacune des commissions.

« Les premiers délégués désigneront ceux des membres de leurs missions respectives qui devront faire partie de chacune des commissions. Ceux-ci pourront d'ailleurs faire partie de deux ou plus sieurs commissions.

« Ainsi qu'il est établi pour les réunions plénières, chaque Etat n'aura qu'un vote unique dans chaque commission.

« Les Délégués, représentants des Gouvernements, pourront prendre part aux travaux de toutes les séances des commissions.

« Les délégués techniques et scientifiques pourront assister aux réunions plénières de la Conférence.

« Les commissions constitueront elles-mêmes leurs bureaux et régleront l'ordre de leurs travaux. »

La proposition du Président est adoptée.

Le Président prie MM. les Chefs des Délégations de vouloir bien communiquer au bureau les noms des délégués qui seront désignés pour faire partie des différentes Commissions.

Il prie ensuite ceux de ses collègues qui ne l'ont pas encore fait, de bien vouloir remettre au bureau de la Conférence leurs pleins pouvoirs. Quant à ceux qui ne sont pas encore en possession de leurs pleins-pouvoirs, il les prie de vouloir bien les remettre au bureau au fur et à mesure de leur réception.

Le Président : Nous nous sommes engagés à observer le secret de nos délibérations aussi bien pour les séances plénières que pour les séances des commissions. Sans déroger à cette règle si importante, il y aura lieu, dans la mesure du possible, de tenir compte de la curiosité légitime du public attentif à nos travaux, et je vous demande de bien vouloir autoriser le bureau, sous la haute surveillance de votre Président, à organiser un service de communications à la presse. (*Assentiment.*)

Le procès-verbal de la séance d'ouverture est adopté.

Le Président annonce que les membres de la Conférence seront prévenus par les soins du Secrétariat de la date et de l'heure de la prochaine réunion.

La séance est levée à 11 heures et trois quarts.

Le Président,
STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS, RAFFALOVICH.

ALBERT LEGRAND.

E. DE GRELLÉ ROGIER.

W. DE RAPPARD.

A. G. SCHIMMELPENNINGK.

MAX JAROUSSE DE SILLAC.

J. J. ROCHUSSEN.

G. J. C. A. POP, *Secrétaire technique.*

C. E. DITTLINGER, » »

Troisième séance. — 23 mai 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL.

La Séance est ouverte à midi.

Le procès-verbal de la 2^{me} Séance est adopté.

Le Président invite M. van Karnebeek à soumettre à la Conférence un projet d'organisation des commissions et de distribution du travail.

M. le Jonkheer van Karnebeek donne lecture des propositions suivantes :

Le Bureau de chaque commission comprendra des Présidents d'honneur, un Président effectif, un Président-adjoint et plusieurs Vice-Présidents.

Les Présidents et Présidents-adjoints se partageront la présidence des sous-commissions.

En vertu de ces dispositions, M. le Jonkheer van Karnebeek propose de constituer les bureaux de la manière suivante :

Première Commission.

S. E. le Comte de Münster et S. E. M. White, Présidents d'honneur.

S. E. M. Beernaert, Président.

M. Van Karnebeek, Président-adjoint.

Abdullah Pacha, Sir John Ardagh et Général Mounier, Vice-Présidents de la première sous-commission.

Sir John Fisher, Amiral Pephau et le Capitaine de Vaisseau Siegel, Vice-Présidents de la seconde sous-commission.

Deuxième Commission.

S. E. le Duc De Tétuan, S. E. Turkhan Pacha et S. E. le Comte Welsersheimb, Présidents d'honneur.

M. de Martens, Président.

M. Asser, Président-adjoint.

M. Roth et le Général Thaulow, Vice-Présidents de la première sous-commission.

Baron de Stengel et le Général Zuccari, Vice-Présidents de la deuxième sous-commission.

Troisième Commission.

S. E. le Comte Nigra et S. E. Sir Julian Pauncefote, Présidents d'honneur.

M. Léon Bourgeois, Président.

M. de Bille, Baron d'Estournelles de Constant, Comte de Macedo, M. Mérey de Kapos Mére, M. Pompilj et M. Zorn, Vice-Présidents.

Ces propositions sont adoptées.

M. le Jonkheer van Karnebeek suggère à la Conférence d'adopter le roulement suivant pour les travaux des Commissions :

Lundi 10 heures première Commission.

Lundi 2 heures troisième Commission.

Mardi 10 heures deuxième Commission.

Mercredi 10 heures première Commission.

Mercredi 2 heures troisième Commission.

Jeudi 10 heures deuxième Commission.

Vendredi 10 heures première Commission.

Vendredi 2 heures troisième Commission.

Samedi 10 heures deuxième Commission.

Pour la semaine courante, la deuxième commission se réunira jeudi prochain à 10 heures, la première vendredi à 10 heures du matin, la troisième vendredi à 2 heures et la deuxième samedi à 10 heures.

M. Raffalovich désirerait connaître les intentions de la Conférence concernant les comptes-rendus des séances de Commissions. Il suggère d'adopter le système de notes analytiques qui seraient prises par les secrétaires et dont lecture serait donnée dans la séance prochaine. Ces notes pourraient être employées utilement lorsqu'il s'agira de présenter en séance plénière un rapport sur les travaux des Commissions. Elles ne seraient pas imprimées, mais mises à la disposition des membres qui voudraient les consulter.

La lecture qui en serait faite au commencement de la séance permettrait de contrôler le compte-rendu de la précédente. Toutefois les motions ou les propositions formulées dans les Commissions seraient autographiées et distribuées aux membres.

Après un échange de vues à ce sujet entre MM. le Baron Bildt et Beldiman, la Conférence, sur la proposition de M. de Martens, décide que les Commissions régleront elles-mêmes la procédure des comptes-rendus de leurs séances.

Le Président informe la Conférence que de nombreuses adresses ont été reçues par le Bureau et il propose d'en confier le dépouillement à une Commission spéciale présidée par M. van Karnebeek. (*Adopté*).

Le Président fait savoir à la Conférence que le tableau de la répartition des membres des diverses Commissions sera imprimé et annexé au procès verbal de la prochaine séance.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président,
STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS, RAFFALOVICH.

ALBERT LEGRAND.

E. DE GRELLÉ ROGIER.

W. DE RAPPARD.

A. G. SCHIMMELPENNINCK.

MAX JAROUSSE DE SILLAC.

J. J. ROCHUSSEN.

G. J. C. A. POP, *Secrétaire technique*.

C. E. DITTLINGER, » »

Annexe au procès-verbal de la Séance du 23 mai, n° 3.

PREMIÈRE COMMISSION.

Lundi, Mercredi et Vendredi 10 heures.

S. E. le Comte de Münster et S. E. M. White, Présidents d'honneur.

S. E. M. Beernaert, Président.

M. le Jonkheer Van Karnebeek, Président-adjoint.

Abdullah Pacha, Général Mounier et Sir John Ardagh, Vice-Présidents de la première Sous-Commission.

Capitaine de Vaisseau Siegel, Amiral Pephau et Sir John Fisher, Vice-Présidents de la seconde Sous-Commission.

Membres.

Pour l'Allemagne : Baron de Stengel. Colonel de Gross de Schwarzhoff, Capitaine de Vaisseau Siegel.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : S. E. M. White, Capitaine de Vaisseau Mahan, Capitaine d'Artillerie Crozier.

Pour l'Autriche-Hongrie : Lieut.-Colonel de Khuepach zu Ried, Zim-merlehen et Haslbürg, Capitaine de Corvette Comte Soltyk.

Pour la Belgique : S. E. M. Beernaert, Comte de Grelle Rogier.

Pour la Chine : S. E. M. Yang Yü.

Pour le Danemark : M. de Bille, Colonel von Schnack.

Pour l'Espagne : Colonel Comte del Serrallo.

Pour la France : M. Bihourd, Général Mounier, Amiral Pephau.

Pour la Grande-Bretagne : Sir John Fisher, Sir J. Ardagh, Lieut.-Colonel C. à Court.

Pour la Grèce :

Pour l'Italie : Général Chevalier Zuccari. Capitaine de Vaisseau Chevalier Bianco.

Pour le Luxembourg :

Pour le Mexique : M. Zenil.

Pour les Pays-Bas : Général den Beer Poortugael, Capitaine de Vaisseau Tadema.

Pour la Perse : Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal : Capitaine A. d'Ornellas, Capitaine de Vaisseau A. de Castilho.

Pour la Roumanie : M. Beldiman, Colonel Coanda.

Pour la Russie : M. de Basily, Colonel Gilinsky. Colonel Comte Barantzew, Capitaine de frégate Schéine, Lieutenant de Vaisseau Ovtchinnikow, M. Raffalovich.

Pour la Serbie : Capitaine Maschine.

Pour le Siam : M. Corragioni d'Orelli, M. E. Rolin.

Pour la Suède et Norvège : Colonel Brandstrom, Commandeur de Hjulhammar.

Pour la Suisse : Colonel Künzli.

Pour la Turquie : Général Abdullah Pacha, Amiral Mehemed Pacha.

Pour la Bulgarie : Major Hessaptchiew.

DEUXIÈME COMMISSION

Mardi, Jeudi et Samedi 10 heures.

S. E. le Duc De Tétuan, S. E. Turkhan Pacha et S. E. le Comte Welsersheimb, Présidents d'honneur.

M. De Martens, Président.

M. Asser, Président-adjoint.

M. Roth et le Général Thaulow, Vice-Présidents de la première Sous-Commission.

Baron De Stengel et le Général Zuccari, Vice-Présidents de la seconde Sous-Commission.

Membres.

Pour l'Allemagne : Baron de Stengel, Docteur Zorn, Colonel de Gross de Schwarzhoff, Capitaine de Vaisseau Siegel.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : S. E. M. White, M. Stanford Newel, Capitaine de Vaisseau Mahan, Capitaine d'Artillerie Crozier.

Pour l'Autriche-Hongrie : M. Lammasch, Lieut.-Colonel de Khuepach zu Ried, Zimmerlehen et Halsburg, Capitaine de Corvette Comte Solyk.

Pour la Belgique : S. E. M. Beernaert, Comte de Grelle Rogier, Chevalier Descamps. -

Pour la Chine : S. E. M. Yang Yü, M. Hoo Wei-Teh, M. Lou Tseng-Tsiang.

Pour le Danemark : Colonel von Snack, M. de Bille.

Pour l'Espagne : M. de Villa Urrutia, M. de Baguer.

Pour la France : Général Mounier, Amiral Pephau, M. Renault.

Pour la Grande-Bretagne : Sir John Fisher, Sir J. Ardagh, Lieut.-Colonel C. à Court.

Pour la Grèce :

Pour l'Italie : Comte Zannini, M. Pompilj, Général Chevalier Zucari, Capitaine de Vaisseau Chevalier Bianco.

Pour le Japon : M. Motono, Colonel Uyehara, Capitaine Sakamoto, M. Ariga.

Pour le Luxembourg : S. E. M. Eyschen, Comte de Villers.

Pour le Mexique : M. de Mier, M. Zenil.

Pour les Pays-Bas : M. Asser, Général den Beer Poortugael, Capitaine de Vaisseau Tadema.

Pour la Perse : Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal : Comte de Sélir, Capitaine de Vaisseau A. de Castilho.

Pour la Roumanie : M. Beldiman, M. Papiniu, Colonel Coanda.

Pour la Russie : M. de Martens, Colonel Gilinsky, Colonel Comte Barantzew, Capitaine de frégate Schéine, Lieutenant de Vaisseau Ovtchinnikow.

Pour la Serbie : M. Miyatovitch, Dr. Veljkovitch.

Pour le Siam : M. Corragioni d'Orelli, M. E. Rolin.

Pour la Suède et Norvège : Général Thaulow, Colonel Brandstrom.

Pour la Suisse : Dr. Roth, M. Odier.

Pour la Turquie : Noury Bey, Général Abdullah Pacha, Amiral Mehemed Pacha.

Pour la Bulgarie : Dr. Stancioff.

TROISIÈME COMMISSION

Lundi, Mercredi et Vendredi 2 heures.

S. E. le Comte Nigra et S. E. Sir Julian Pauncefote, Présidents d'honneur.

M. Léon Bourgeois, Président.

M. De Bille, Baron d'Estournelles de Constant, Comte de Macedo.

M. Mérey de Kapos-Mérey, M. Pompilj et M. Zorn, Vice-Présidents.

Membres :

Pour l'Allemagne : Docteur Zorn, Colonel de Gross de Schwarzhoff, Capitaine de Vaisseau Siegel.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : S. E. M. White, Hon. Seth Low, M. Holls.

Pour l'Autriche-Hongrie : S. E. le Comte de Welsersheimb, M. Okolicsanyi de Okolicsna, M. de Mérey de Kapos Mère.

Pour la Belgique : Comte de Grelle Rogier, Chevalier Descamps.

Pour la Chine : S. E. M. Yang Yü, M. Hoo Wei-Teh, M. Lou Tseng-Tsiang.

Pour le Danemark : M. de Bille.

Pour l'Espagne : S. E. le Duc de Tetuan, M. de Villa Urrutia.

Pour la France : M. Bourgeois, Baron d'Estournelles de Constant, M. Renault.

Pour la Grande-Bretagne : S. E. Sir J. Pouncefote, Sir Henry Howard.

Pour la Grèce : M. Delyannis.

Pour l'Italie : S. E. le Comte Nigra, Comte Zannini, M. Pompilj.

Pour le Japon : Baron Hayashi, M. Motono, M. Ariga.

Pour le Luxembourg : S. E. M. Eyschen, Comte de Villers.

Pour le Mexique : M. de Mier, M. Zenil.

Pour les Pays-Bas : Jonkheer van Karnebeek, M. Asser, M. Rahu-sen.

Pour la Perse : Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal : M. d'Ornellas Vasconcellos.

Pour la Roumanie : M. Beldiman, M. Papiniu.

Pour la Russie : S. E. M. Staal, M. de Martens, M. de Basily, M. Raffalovich.

Pour la Serbie : M. Miyatovitch, Dr. Veljkovitch.

Pour le Siam : M. Phya Suriya, M. Corragioni d'Orelli, M. Rolin.

Pour la Suède et Norvège : Baron Bildt, M. Konow.

Pour la Suisse : Dr. Roth, Colonel Künzli, M. Odier.

Pour la Turquie : S. E. Turkhan Pacha, Noury Bey.

Pour la Bulgarie : Dr. Stancioff.

Quatrième Séance. — 20 juin 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL.

La séance est ouverte à 4 heures.

Le procès-verbal de la séance du 23 mai est adopté.

Le Président dit que l'ordre du jour de la séance porte en premier lieu l'examen du rapport de la deuxième Commission, sur une série de dispositions ayant pour but d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève et le vote des articles que la Commission propose à la Conférence.

M. le Comte de Macedo déclare qu'il ne voudrait pas aller jusqu'à demander l'ajournement de la première partie de l'ordre du jour; mais il fait remarquer que le vote sur les dix articles présentés ne saurait être définitif attendu qu'ils viennent d'être renvoyés par la deuxième Commission à la Sous-Commission.

M. de Martens dit que la Commission a adopté définitivement les 10 articles qui lui ont été soumis. Ce qu'on a renvoyé à l'examen du Comité de rédaction de la première Sous-Commission, ce sont les propositions additionnelles présentées par M. le Capitaine Mahan.

M. le Comte de Macedo répond que, d'après lui, il pourrait se faire

que les résolutions à prendre modifiassent encore le texte des articles adoptés et que, dans ce cas, la Conférence aurait à en recommencer l'examen.

Il ajoute que, quelle que soit la décision prise, il croit devoir renouveler la déclaration qu'il a faite dans la séance de la seconde Commission, et qui est conçue dans ces termes :

« Le Comte de Macedo, premier délégué de Portugal, déclare, en « priant la deuxième Commission de prendre acte de cette déclara- « tion et d'en tenir compte à titre de réserve générale sur le vote des « 10 articles que l'on vient de lire et de mettre en discussion, que les « instructions de son Gouvernement ne portant, et ne pouvant « naturellement porter que sur l'adhésion aux principes généraux « contenus dans la circulaire Mouravieff, et sur l'acceptation sous « une forme aussi générale des applications de ces principes, le vote « favorable, bien que silencieux, qu'il vient d'émettre sur la doctrine « des susdits articles, n'a nullement un caractère définitif même dans « les limites où ses pouvoirs lui permettent de voter (c'est-à-dire *ad* « *referendum*); et qu'il ne saurait acquérir ce caractère avant qu'il « ait reçu des instructions du Gouvernement de Sa Majesté Très « Fidèle, données en pleine connaissance du texte que l'on vient de « voter. »

Le Président donne acte au Comte de Macedo de sa déclaration.

Le Président : Je suis assuré certainement d'avoir l'adhésion unanime en félicitant la seconde Commission d'avoir été la première à nous apporter un résultat tangible des bonnes volontés communes. Comme le dit excellemment M. Renault dans son remarquable rapport, nous avons devant nous « un projet qui, conciliant les intérêts « en présence, donne satisfaction aux vœux, émis depuis si long- « temps, que la guerre maritime ne soit plus privée de l'élément « humanitaire et charitable que la Convention de Genève a mis dans « la guerre continentale. » Je dois vous demander d'adresser spécialement tous nos remerciements à M. Asser qui a présidé avec sa haute compétence aux délibérations de la Sous-Commission. M. Renault qui a bien voulu se charger du Rapport et qui nous a donné ainsi le commentaire raisonné et durable du texte, a droit à toute notre gratitude.

M. Asser croit qu'il suffira de lire le texte des articles votés en Commission pour que la Conférence soit en mesure de prendre une décision à leur égard. En ce qui concerne l'observation faite par M. le Comte de Macedo, M. Asser explique qu'en renvoyant au Comité de rédaction les 3 articles additionnels présentés par M. le Capitaine Mahan, la Commission a entendu maintenir intégralement le texte des dix articles, qui sont soumis à l'approbation de la Conférence. Il est possible, bien que peu probable, que ce renvoi entraîne certaines modifications dans le texte de ces articles.

Dans ce cas, le nouveau texte serait soumis à la Conférence dans une réunion ultérieure. Mais il serait regrettable que l'Assemblée plénière se séparât aujourd'hui sans avoir ratifié les propositions de la deuxième Commission.

M. Asser donne ensuite lecture des dix articles tels que la deuxième Commission les a adoptés :

Article 1. — Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à un contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4. — Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leurs concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5. — Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6. — Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7. — Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8. — Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9. — Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. — Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

M. le Comte de Grelle Rogier demande si dans l'art. 10, alinéa 2, il ne serait pas préférable de dire que : « les frais d'hospitalisation et, *le cas échéant*, d'internement seront supportés, etc., etc. »

M. Renault, Rapporteur, combat cet amendement et prie la Conférence de maintenir le texte de l'article 10.

Le Président consulte la Conférence sur l'adoption des dix articles proposés.

Ces articles sont adoptés.

Le Délégué du Japon, M. Motono, fait la déclaration suivante :

« Dans la séance du 30 mai 1899 de la première Sous-Commission de la deuxième Commission, j'ai eu l'honneur, au nom de la délégation du Japon, d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur une lacune, qui nous semblait exister tant dans les dispositions de la Convention de Genève de 1864, que dans celles des articles additionnels de 1868.

Les blessés et les malades de l'armée de terre ainsi que les hôpi-

taux, les ambulances, et les évacuations sont protégés par la Convention de Genève.

Les articles additionnels de 1868 avaient en vue de protéger dans une certaine mesure les bâtiments hospitaliers, leur personnel ainsi que les blessés, les malades et les naufragés se trouvant sur ces bâtiments; mais ces dispositions ne semblaient s'appliquer, d'après leur teneur générale, qu'aux victimes de la guerre maritime.

Le Gouvernement Impérial du Japon pense qu'il serait nécessaire, dans l'intérêt de l'humanité, d'étendre aux bâtiments hospitaliers chargés du transport par mer des blessés et des malades de l'armée de terre, la protection accordée par la Convention de Genève aux hôpitaux militaires, ambulances et évacuations.

C'est à cet effet, que j'ai eu l'honneur, d'après les instructions de notre Gouvernement, d'exprimer dans la séance du 30 mai de la première Sous-Commission de la deuxième Commission, le désir de voir insérée dans le présent projet une disposition adéquate.

La première Sous-Commission de la deuxième Commission a décidé dans la même séance, de tenir compte de notre désir et M. Renault, dans son remarquable rapport, qui vient de vous être présenté sur les travaux de la deuxième Commission, a fait ressortir en ces termes la portée de l'innovation introduite dans le présent projet :

« Dans les dispositions que la Commission soumet à la Conférence, « il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de « la guerre maritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être « écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des « blessés et des malades à bord de bâtiments de mer, sans qu'il y ait « à rechercher si c'est en mer ou sur terre que la blessure a été faite « ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment « est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis « par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident « que, si des marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans « une ambulance ou un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.

« Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux « observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne « croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à « ce sujet. »

Ces observations du rapport de la deuxième Commission donnent pleine satisfaction au désir exprimé par le Gouvernement Impérial du Japon.

En conséquence et pour éviter tout malentendu dans l'avenir quant à l'interprétation des deux textes du présent projet relativement au point susmentionné, j'ai l'honneur de vous demander, au nom de la Délégation du Japon, que le passage du rapport précité soit inséré dans le Protocole de la Conférence de la Paix.

Le Président donne acte à M. Motono de sa déclaration et dit que l'examen en sera renvoyé au Comité chargé de la rédaction de l'acte final.

M. Delyannis fait la déclaration suivante :

« J'ai pris part aujourd'hui à l'examen du rapport et des articles « concernant l'adaptation des principes de la Convention de Genève « aux guerres maritimes ; mais je ne pourrai pas signer l'acte général de la Conférence qui sera rédigé, avant de soumettre le texte à « mon Gouvernement et de recevoir l'autorisation de le signer. »

La Délégation ottomane fait la déclaration suivante :

« Les délégués ottomans déclarent qu'ils ne peuvent apposer leurs « signatures sur l'acte général de la Conférence portant approbation « des articles qui viennent d'être votés et relatifs à l'adaptation des « principes de la Convention de Genève aux guerres maritimes, « avant de les soumettre à leur Gouvernement et de recevoir ses « instructions. »

Le Président donne acte de ces déclarations.

Le Président dit que la deuxième partie de l'ordre du jour prévoit la nomination du comité qui sera chargé de donner aux décisions de la Conférence la forme conventionnelle, c'est-à-dire de dresser les actes nécessaires suivant les formules habituelles. Il propose de composer ce Comité de Son Exc. le Comte Nigra, de MM. Asser, Descamps de Martens, Renault, Baron de Stengel, en adjoignant M. Raffalovich, délégué technique de Russie, pour y représenter le Secrétariat-Général

Ce choix est ratifié par la Conférence.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Le Président,
STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS, RAFFALOVICH,
ALBERT LEGRAND,
E. DE GRELLÉ ROGIER,
W. DE RAPPARD,
A.-G. SCHIMMELPENNINCK,
MAX JAROUSSE DE SILLAC,
J.-J. ROCHUSSEN,
G.-J.-C.-A. POP, *Secrétaire technique.*
G.-E. DITTLINGER, » »

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 JUIN N° 4.

Rapport à la Conférence.

La seconde Commission a adopté, sur le rapport d'un Comité de rédaction (1), une série de dispositions ayant pour but d'adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève. Elle soumet ces dispositions au vote de la Conférence en les accompagnant

(1) Ce Comité comprenait le vice-amiral Fisher, le capitaine de frégate Schéine, le capitaine de vaisseau Siegel et le professeur Renault, ce dernier rapporteur. Ont également pris part aux travaux du Comité comme membres adjoints le lieutenant colonel Charles à Court et le lieutenant de vaisseau Ovtchinnikow.

du présent Rapport, qui a pour but d'exposer les motifs des articles proposés.

La Seconde Commission (Première Sous-Commission) avait été chargée d'examiner les points V et VI de la circulaire du comte Mouraviëff. Elle a admis sans discussion qu'il était désirable d'adapter aux guerres maritimes les principes de la Convention de Genève de 1864 et qu'il convenait de prendre comme base les articles additionnels de 1868. Ces articles ont donné lieu à des critiques au lendemain même de leur signature, ils ont été depuis 30 ans l'objet d'études approfondies. Il s'agit maintenant de tenir compte de ces critiques, de profiter de ces études et d'arrêter un projet qui, conciliant les intérêts en présence, donne enfin satisfaction aux vœux émis, depuis si longtemps, par les personnes et les sociétés les plus autorisées, pour que la guerre maritime ne soit plus privée de l'élément humanitaire et charitable que la Convention de Genève a mis dans la guerre continentale. Nous croyons que les travaux préparatoires de ce projet si vivement désiré par l'opinion publique sont actuellement suffisants et qu'il est temps de conclure. Nous espérons que notre travail permettra à la Conférence de le faire et de se prononcer en connaissance de cause, en adoptant un texte qui pourra être facilement transformé en convention internationale.

Les idées générales qui nous ont guidés sont les suivantes. Il faut se borner à poser les principes essentiels et ne pas entrer dans les détails d'organisation et de réglementation qu'il appartient à chaque Etat d'arrêter suivant ses intérêts ou ses habitudes. Nous déterminons quelle doit être, au point de vue international, la condition juridique des bâtiments hospitaliers; mais comment seront organisés ces bâtiments? Quel sera le rôle des bâtiments de l'Etat ou des bâtiments des sociétés de secours? Admettra-t-on même des bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier pendant la guerre? Ce sont des questions qui doivent être traitées par chaque Gouvernement, qui ne sont pas susceptibles d'une solution uniforme, parce que les situations sont diverses. Suivant les pays, le concours de la charité privée sera plus ou moins actif. En outre, tout en étant préoccupé des exigences de l'humanité, il ne faut pas oublier les nécessités de la guerre; il convient d'éviter des prescriptions inspirées sans doute par des sentimens généreux, mais exposées à être fréquemment méconnuës par les belligérants dont elles entraveraient l'action. L'humanité ne gagne pas beaucoup par l'adoption d'une règle qui doit rester à l'état de lettre morte et la notion du respect des engagements pris s'en affaiblit. Il est donc indispensable de n'imposer que des obligations qui puissent être exécutées en toute circonstance et de laisser aux combattants la latitude dont ils ont besoin; il est à espérer qu'ils n'en useront pas pour entraver inutilement l'action hospitalière.

Les dispositions à arrêter rentrent dans trois ordres d'idées; il s'agit en effet de régler la condition :

- 1° des bâtiments employés à un service hospitalier (art. 1 à 6);
- 2° du personnel charitable (art. 7);
- 3° des blessés, malades ou naufragés (art. 8 et 9).

Bâtiments.

Il peut y avoir, en fait, des bâtiments de nature très différente;

employés à un service hospitalier d'une manière permanente ou accidentelle. Ils doivent être passés en revue.

Bâtiments-Hôpitaux militaires.

A la Conférence de Genève en 1868, les idées avaient varié au sujet de la situation à faire à ces bâtiments; après leur avoir accordé le bénéfice de la neutralité sous certaines conditions, on avait fini par adopter le 9^e article additionnel d'après lequel « les bâtiments hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre en ce qui concerne leur matériel; ils deviennent la propriété du capteur, mais celui-ci ne pourra les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée de la guerre ». Dès 1869, le Gouvernement français demandait que l'art. 9 fût complété par la disposition suivante : « Toutefois, les navires impropres au combat que, pendant la paix, les Gouvernements auront officiellement déclaré être destinés à servir d'hôpitaux maritimes flottants, jouiront, pendant la guerre, de la neutralité complète du matériel comme du personnel, pourvu que leur armement soit uniquement approprié à leur destination spéciale. » Le Gouvernement britannique se ralliait à cette manière de voir comme il résulte d'une dépêche adressée le 21 janvier 1869 par le comte Clarendon au Prince de la Tour d'Auvergne.

La Commission s'est prononcée pour le système proposé en 1869, en exprimant l'opinion qu'il ne fallait pas maintenir l'art. 9 avec la disposition complémentaire, mais formuler une règle générale unique. Il a paru indispensable de soustraire aux vicissitudes de la guerre les bâtiments dont il s'agit, en prenant les précautions nécessaires pour que des abus ne fussent pas commis.

La Commission propose donc de soustraire à la prise les bâtiments *construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés*. Chaque Etat construira ou aménagera comme il l'entendra les bâtiments affectés à son service hospitalier; on ne saurait lui imposer aucun type déterminé. L'idée essentielle est que les bâtiments auront un caractère exclusivement hospitalier, par suite ne pourront rien porter qui ne soit pas destiné aux blessés ou malades et à ceux qui les soignent, qui puisse être utilisé pour des actes hostiles.

Chaque belligérant doit connaître les bâtiments de son adversaire auxquels des immunités particulières sont accordés; il sera donc nécessaire que les noms de ces bâtiments aient été officiellement communiqués. A quel moment cette communication devra-t-elle avoir été faite? Au moment même de l'ouverture des hostilités, les belligérants doivent naturellement se notifier les noms de leurs bâtiments-hôpitaux. Mais il serait excessif de n'accepter que les notifications faites à ce moment. Un belligérant peut avoir été surpris par la guerre, il n'avait pas d'avance construit ou aménagé des navires et les bâtiments-hôpitaux existants sont jugés insuffisants. Ne serait-il pas cruel d'interdire aux belligérants la faculté de développer leur service hospitalier suivant les nécessités de la guerre, par conséquent d'aménager de nouveaux bâtiments? C'est ce qui a été admis. Une notification pourra donc être faite au cours même des hostilités; elle devra seulement précéder l'emploi du navire pour son nouveau service.

La notification des noms des bâtiments-hôpitaux militaires intéresse tout d'abord les belligérants ; elle peut intéresser aussi les neutres, puisque, ainsi qu'il va être expliqué, une condition particulière est faite à ces bâtiments dans les ports neutres. Il est donc à désirer que les belligérants portent les noms de ces bâtiments à la connaissance des états neutres, quand ce ne serait que par une insertion dans leur journal ou recueil officiel.

Il va sans dire que l'affectation hospitalière donnée à un navire et communiquée à l'adversaire ne pourra être modifiée pendant la durée de la guerre. Autrement des abus seraient possibles ; on donnerait le caractère hospitalier à un navire pour le faire parvenir en sécurité à un endroit déterminé et là on le transformerait en bâtiment destiné à des opérations hostiles.

Pour exprimer l'immunité accordée aux bâtiments hôpitaux militaires, nous avons évité les mots de *neutres*, de *neutralité*, qui ne sont pas exacts en eux-mêmes, qui ont donné lieu depuis longtemps à de justes critiques reproduites dans la sous-commission. Nous proposons de dire simplement que ces navires *seront respectés et ne pourront être capturés*. De cette façon, nous formulons d'une manière concrète et précise les deux principales conséquences que l'on entend faire dériver de l'idée abstraite de neutralité. Ces navires ne doivent pas être attaqués. Leur caractère hospitalier apparent interdit d'employer contre eux les moyens dont on peut user contre les bâtiments de guerre de son adversaire. C'est dans le même sens que l'art. 1 de la Convention de 1864 dit que les ambulances et hôpitaux militaires sont respectés par les belligérants. Le respect ainsi assuré aux bâtiments-hôpitaux n'exclut pas les mesures de précaution qu'il peut être nécessaire de prendre à leur égard et dont il sera parlé plus loin. (art. 4.)

En outre, les bâtiments-hôpitaux militaires sont exempts du droit de prise qui s'applique naturellement à tous les bâtiments de l'Etat ennemi. Il y a ici, dans un intérêt supérieur d'humanité qui est commun aux deux belligérants, renonciation à un droit incontestable.

Ce qui précède ne concerne que les rapports des belligérants entre eux ; c'est dans ces rapports qu'une condition particulière est faite aux bâtiments-hôpitaux militaires et qu'ils sont traités autrement que des bâtiments de guerre ennemis. Il a paru nécessaire d'étendre la même idée aux rapports de ces bâtiments avec les ports neutres. Autrement les autorités de ces ports pourraient prétendre assimiler ces bâtiments-hôpitaux aux bâtiments de la marine militaire des belligérants dont ils font partie et réglementer la durée de leur séjour comme les conditions de leur départ et de leur ravitaillement aussi strictement que pour les bâtiments de guerre proprement dits, ce qui serait peu raisonnable. Il faut une règle précise pour écarter toute difficulté entre les bâtiments-hôpitaux et les autorités des ports neutres comme toute réclamation de la part des belligérants. En dehors de l'ordre d'idées qui vient d'être indiqué, ces bâtiments-hôpitaux militaires seront naturellement traités comme des bâtiments de guerre, notamment en ce qui concerne le bénéfice de l'extraterritorialité.

La condition des bâtiments-hôpitaux militaires pourrait donc être réglée de la manière suivante :

« Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments
« construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement
« en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont
« les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des
« hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances
« belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la
« durée des hostilités.

« Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de
« guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre
« (art. 1). »

*Bâtiments hospitaliers des belligérants, autres que les bâtiments
de l'Etat.*

Le 13^e article additionnel s'occupe des navires hospitaliers équipés aux frais des sociétés de secours. Nous maintenons la disposition en ce qui les concerne avec quelques rectifications. Il s'agit des sociétés officiellement reconnues par chaque belligérant ; la formule de l'art. 13 est trop vague et, par cela même, équivoque. Le mot *neutres*, pour définir la condition de ces navires, est évité pour les raisons données à propos de l'article précédent.

Enfin la notification de belligérant à belligérant est prescrite comme pour les bâtiments-hôpitaux militaires ; il y a même raison.

La disposition de l'art. 13 a été utilement complétée. Il nous a paru que les bâtiments que des particuliers voudraient affecter au service hospitalier devraient jouir de la même immunité du moment qu'ils présenteraient des garanties identiques. Il pourra y avoir là une ressource précieuse ; en divers pays, les propriétaires de yachts de plaisance ont exprimé l'intention de les affecter au service hospitalier en cas de guerre.

« Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux
« frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement
« reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la
« puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une com-
« mission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à
« l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute
« mise en usage.

« Ces navires devront être porteurs d'un document de l'autorité
« compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant
« leur armement et à leur départ final (art. 2).

Bâtiments hospitaliers neutres.

L'avenir dira si l'intervention hospitalière des neutres se produira dans les guerres maritimes et dans quelle mesure. Nous nous bornons à dire qu'elle est régulière sous des conditions qui paraissent donner des garanties suffisantes. Ces navires hospitaliers devront avoir une commission officielle de leur gouvernement qui ne l'accordera qu'en connaissance de cause, c'est-à-dire après s'être assuré du caractère exclusivement hospitalier des navires, et leurs noms devront être notifiés aux Puissances belligérantes.

Il avait été question d'exiger que les bâtiments hospitaliers neutres se rangeassent sous l'autorité directe de l'un des belligérants. Une étude attentive nous a démontré que cette solution entraînerait d'assez graves difficultés. Quel pavillon porteraient les navires dont il s'agit ? N'y aurait-il pas quelque chose de contraire à l'idée de la neutralité dans le fait, pour des navires ayant une commission officielle, d'être incorporés dans la marine de l'un des belligérants ? Il nous a semblé qu'il suffisait que l'action de ces bâtiments, qui dépendent d'abord du Gouvernement dont ils tiennent leur commission, fût soumise à l'autorité des belligérants dans les termes prévus par l'art. 4 ci-après.

« Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux
« frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de
« pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance
« neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle
« et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes au début ou
« au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage »
(art. 3).

Règles communes aux bâtiments hospitaliers.

L'immunité accordée aux bâtiments dont il vient d'être parlé n'est pas motivée par leur intérêt propre, mais par l'intérêt des victimes de la guerre auxquelles ils se proposent de porter secours. Cet intérêt, si respectable qu'il soit, ne doit pas faire perdre de vue le but même de la guerre. Cette double idée explique deux séries de dispositions.

Tout d'abord, le but hospitalier ne doit pas être exclusivement égoïste. Les navires dont il s'agit doivent fournir leur assistance aux victimes de la guerre, sans distinction de nationalité. Cela ne s'applique pas seulement aux bâtiments neutres, qui, par exemple, donnent leur concours charitable aux deux partis ; cela s'applique également aux bâtiments des belligérants. Ainsi se justifie l'immunité qui leur est accordée. Chaque belligérant renonce au droit de capture des bâtiments de cette espèce qui appartiennent à son adversaire. Cette renonciation est dictée par une pensée charitable et aussi par l'intérêt bien entendu, puisque le cas échéant, ces navires rendront service à ses marins comme à ceux de son ennemi.

Il faut qu'il soit bien entendu que ces navires ne serviront à aucun autre but, qu'ils ne pourront, sous aucun prétexte, être directement ou indirectement utilisés pour une opération militaire quelconque : informations à recueillir, dépêches à transmettre, combattants, armes ou munitions à transporter. Les Gouvernements, par le fait même de la signature de la convention projetée, contracteront en ce sens un véritable engagement d'honneur. Il y aurait perfidie à le méconnaître.

Tout en s'en tenant scrupuleusement à leur rôle charitable, les bâtiments hospitaliers ne devront en rien gêner les mouvements des belligérants. Ceux-ci peuvent demander, accepter ou refuser leur concours. Ils peuvent leur enjoindre de s'éloigner, soit purement et simplement, soit en leur imposant une direction déterminée. Dans ce dernier cas, il pourra quelquefois paraître nécessaire de mettre un commissaire à bord afin d'assurer la parfaite exécution des ordres

donnés. Enfin, dans des circonstances particulièrement graves, le droit des belligérants pourra aller jusqu'à retenir les bâtiments hospitaliers; cela peut être nécessaire, par exemple, pour assurer le secret absolu d'une opération.

Pour éviter les contestations sur l'existence ou le sens d'un ordre donné, il est désirable que le belligérant mentionne cet ordre sur le journal de bord du bâtiment hospitalier. On comprend que cela ne soit pas toujours possible : l'état de la mer, l'extrême urgence peuvent mettre obstacle à l'accomplissement de cette formalité; on ne saurait donc exiger cet accomplissement d'une manière absolue. Le bâtiment hospitalier ne serait pas admis à invoquer la non inscription sur son journal de bord pour se justifier de l'inobservation des ordres reçus, alors que la preuve de ces ordres serait fournie d'une autre manière.

On a quelquefois proposé de déterminer des signaux particuliers, soit pour les bâtiments qui demanderaient des secours, soit pour les bâtiments hospitaliers qui en offriraient. La Commission a pensé qu'aucune disposition spéciale n'était nécessaire à ce sujet, que le *Code international des signaux*, tel qu'il a été adopté par toutes les marines, suffisait pour le but que l'on avait en vue.

Enfin, il va sans dire que les belligérants doivent avoir le droit de contrôle et de visite sur tous les bâtiments hospitaliers sans exception. Il faut qu'ils puissent s'assurer qu'aucun abus n'est commis, que les bâtiments ne sont en rien détournés de leur destination charitable. Le droit de visite est ici la contre-partie nécessaire de l'immunité et il n'y a pas lieu de s'étonner de le voir appliqué même à des bâtiments de l'Etat. Ces bâtiments visités seraient capturés si on les avait laissés sous l'empire du droit commun; la visite n'empire donc pas leur situation; elle est une condition du sort plus favorable qui leur est fait.

Il convient de remarquer que la visite des bâtiments hospitaliers est importante, non seulement pour constater que ces bâtiments ne sortent pas de leur rôle, mais aussi pour déterminer la situation des blessés, malades ou naufragés, qui se trouvent à bord, ainsi qu'il sera expliqué plus loin à propos de l'art. 9.

Les dispositions qui vont être reproduites, sont presque textuellement empruntées aux al. 4, 5, 6 7 et du 13^e article additionnel; nous avons dû seulement les étendre à tous les bâtiments hospitaliers sans distinction, du moment que nous accordions des immunités à tous les bâtiments.

« Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3. porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

« Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

« Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

« Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

« Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un com-

« missaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

« Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal « de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront (art. 4). »

Signes distinctifs des bâtiments hospitaliers.

Les bâtiments hospitaliers doivent manifester leur caractère d'une manière non équivoque; ils y ont le plus grand intérêt. Nous avons emprunté les dispositions de l'alinéa 3 du 12^e article additionnel et de l'alinéa 3 de l'art. 13, en modifiant légèrement la terminologie qui ne convient plus aux bâtiments actuels.

Tous les bâtiments consacrés exclusivement au service hospitalier devront avoir une bande verte ou rouge de la largeur indiquée. Cela pourrait être impossible pour leurs embarcations, comme pour les yachts ou les petits bâtiments qui viendraient à être affectés à un service hospitalier; ils auront une peinture analogue avec les proportions que permettront les dimensions des bâtiments.

Ces bâtiments se feront reconnaître en hissant leur pavillon national en même temps que le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève. La règle qui nous est dictée par cette Convention, s'applique à tous les bâtiments hospitaliers ou neutres. La difficulté soulevée pour ces derniers se trouve écartée comme il a été expliqué plus haut à propos de l'art. 3.

« Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

« Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 2 et 3, seront « distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

« Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, « comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service « hospitalier se distingueront par une peinture analogue.

« Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, « avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu « par la Convention de Genève (art. 5). »

Bâtiments de commerce neutres.

Il s'agit de bâtiments neutres affectés occasionnellement au transport des blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été spécialement affrétés dans ce but ou qu'ils aient été fortuitement en situation de recueillir des victimes de la guerre. Dans la rigueur du droit, ces bâtiments portant des blessés, malades ou naufragés de l'un des belligérants et rencontrant un bâtiment de guerre de l'autre, pourraient être considérés comme s'étant rendus les auxiliaires du belligérant dont ils transportent les nationaux et comme étant, par suite, passibles de la prise. Tout le monde est d'accord pour écarter cette conséquence extrême et pour décider que ces bâtiments ne doivent pas être punis pour leur assistance charitable, mais être laissés libres. On voit spécialement ici l'avantage qu'il y a à éviter le mot *neutralité* pour désigner l'immunité accordée à certains bâtiments. On serait autre-

ment obligé de dire que les bâtiments *neutres* dont nous nous occupons sont *neutralisés*, ce qui serait assez étrange en la forme.

Par contre, es bâtiments ne peuvent, par le fait de leur coopération charitable, être soustraits aux conséquences de leur conduite qui serait contraire aux devoirs de la neutralité. Cela se présenterait, par exemple, dans le cas où ils transporteraient de la contrebande de guerre, dans celui où ils violeraient un blocus. Les suites ordinaires de ces actes se produiraient à leur égard.

En un mot, le transport de blessés, malades ou naufragés, par un bâtiment neutre n'entraîne ni aggravation ni amélioration de sa condition de neutre. C'est probablement ce qu'avait voulu dire l'art. 10 additionnel, dans son 2^e alinéa, mais la formule employée était obscure et on comprend que le Gouvernement britannique ait demandé des éclaircissements. La disposition que nous présentons ci-après, est conforme aux principes juridiques comme à l'interprétation sur laquelle le Gouvernement britannique et le Gouvernement français étaient tombés d'accord en 1869. (Lettre du Comte de Clarendon du 21 janvier 1869 et réponse du Prince de la Tour d'Auvergne du 26 février suivant.)

« Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, « portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des « belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, « mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises (art. 6). »

On remarquera que nous ne proposons aucun article visant le cas d'un bâtiment de commerce d'un belligérant portant des blessés ou des malades. La conséquence de ce silence est que le bâtiment reste sous l'empire du droit commun et, par suite, est exposé à la prise. Cette conséquence rigoureuse nous a paru seule logique et conforme aux principes. Le 10^e article additionnel, dans son alinéa 1, admet que le bâtiment chargé exclusivement de blessés ou de malades, est « couvert par la neutralité » ; il n'en serait donc pas de même au cas où il y aurait indépendamment des blessés et des malades, d'autres passagers, des marchandises. La distinction peut-elle se justifier ? nous ne l'avons pas pensé.

— La Commission ne propose pas non plus de texte correspondant au 6^e article additionnel. Il lui a semblé que le cas prévu par cet article n'avait pas à être réglé spécialement, mais qu'il rentrait dans les cas visés précédemment.

Il s'agit d'embarcations, qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent ou qui, ayant recueilli des naufragés ou des blessés, les portent à bord d'un navire neutre ou hospitalier. Si ces embarcations dépendent du navire neutre ou hospitalier, elles participent du caractère du navire auquel elles se rattachent. S'il s'agit d'embarcations ennemies, qu'elles dépendent d'un bâtiment de guerre ou d'un bâtiment de commerce d'un belligérant, elles pourront être capturées par l'autre. Il n'y a donc là rien de spécial et les principes posés par nous paraissent comprendre toutes les hypothèses. Nous avons par cela même examiné le 6^e point de la circulaire du Comte Mouravieff.

Du personnel sanitaire.

Il n'y a pas lieu de se préoccuper en principe du personnel sanitaire se trouvant à bord d'un bâtiment hospitalier; le bâtiment étant respecté, le personnel qu'il porte ne sera pas troublé dans l'exercice de ses fonctions. La situation sera autre à l'égard d'un bâtiment de guerre qui tomberait au pouvoir de l'ennemi et qui aurait à son bord un personnel sanitaire; on peut supposer aussi un bâtiment de commerce ennemi transportant des blessés et des malades avec des médecins et infirmiers pour les soigner. Il convient de décider, par analogie de ce qui est admis pour la guerre continentale, que, toutes les fois qu'un navire sera capturé, le personnel sanitaire qui s'y trouvera sera inviolable, c'est-à-dire ne pourra être fait prisonnier de guerre. Il faut éviter les expressions de neutre et de neutralité pour les personnes comme pour les navires.

Ce personnel devra continuer à remplir ses fonctions dans la mesure où cela serait nécessaire. Il est possible que le vainqueur n'ait pas à sa disposition des médecins et infirmiers en nombre suffisant pour soigner les malades tombés en son pouvoir.

On peut bien poser le principe que le personnel sanitaire entre les mains de l'ennemi n'est pas prisonnier de guerre, mais non préciser le moment où il aura le droit de s'en aller. On est obligé de s'en remettre sur ce point au commandant en chef, les circonstances étant essentiellement variables et ne se prêtant pas à une réglementation stricte. Il faut que le commandant soit bien pénétré de cette idée qu'il n'a pas en son pouvoir des prisonniers de guerre et qu'il n'a pas la faculté de les retenir capricieusement.

Enfin, on doit assurer un traitement à ce personnel ainsi retenu chez l'ennemi.

On peut hésiter quant au chiffre de ce traitement. Sera-ce le traitement que les médecins retenus ont dans leur propre armée ou celui que les médecins du même grade touchent dans l'armée ennemie? La solution la plus stricte consisterait à dire que c'est seulement le traitement le plus faible qui doit être touché. Il a paru plus simple et plus équitable de maintenir aux médecins la jouissance intégrale de leur traitement sans entrer dans les questions de détail au sujet des traitements tels qu'ils existent chez le belligérant aux mains duquel sont les médecins.

La rédaction proposée ci-après s'est inspirée des articles additionnels 7 et 8 qui ont été seulement modifiés sur quelques points.

« Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment « capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il « emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

« Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera « nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en « chef le jugera possible.

« Les belligérants doivent assurer au personnel ennemi tombé « entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement « art. 7). »

Blessés, malades ou naufragés.

Il est un principe général qui est à la base de la Convention de

Genève et qui doit s'appliquer à la guerre maritime comme à la guerre continentale, c'est que l'obligation d'assistance existe envers les victimes des opérations militaires sans distinction de nationalité. Une application de cette idée a été faite précédemment à propos du rôle des bâtiments hospitaliers. V. art. 4, al. 1. On peut aussi se reporter à l'al. 1 de l'art. 11 additionnel.

« Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs (art. 8). »

Dans les dispositions que la Commission soumet à la Conférence, il est parlé des blessés, malades et naufragés, non des victimes de la guerre maritime. Cette dernière expression, vraie dans la plupart des cas, ne le serait pas toujours et doit, pour ce motif, être écartée. Les règles prévues s'appliquent du moment qu'il y a des blessés et des malades à bord de bâtiments de mer, sans qu'il y ait à rechercher si c'est en mer ou sur terre que la blessure a été faite ou que la maladie s'est déclarée. Par conséquent, si un bâtiment est affecté au transport par mer de blessés ou de malades de l'armée de terre, ce bâtiment, ces blessés et ces malades seront régis par les dispositions de notre projet. A l'inverse, il est bien évident que, si des marins blessés ou malades sont débarqués et placés dans une ambulance ou dans un hôpital, la Convention de Genève s'appliquera pleinement en ce qui les concerne.

Cette remarque nous paraît suffire pour donner satisfaction aux observations présentées dans la Sous-Commission et nous ne croyons nullement nécessaire d'insérer une disposition spéciale à ce sujet.

La situation à faire aux blessés, malades ou naufragés, a donné lieu à beaucoup de controverses et même à des règles un peu confuses des articles additionnels. V. art. 6, al. 3, art. 10, al. 1, art. 11, al. 2, art. 13, al. 8. Il a paru à la Commission que la difficulté est venue surtout de ce qu'on avait perdu de vue le principe général très simple qu'il n'y avait qu'à appliquer aux différents cas. Ce principe est le suivant : un belligérant a en son pouvoir des combattants ennemis ; ces combattants sont ses prisonniers. Peu importe qu'ils soient blessés, malades ou naufragés, qu'ils aient été recueillis par tel ou tel bâtiment. Ces circonstances de fait ne changent pas la situation de droit. Il faut donc d'abord poser ce principe, dont les applications ne seront pas toujours conformes aux règles posées en 1868. Un navire hospitalier d'un belligérant recueille des malades, des blessés ou des naufragés de sa nationalité et les transporte dans un port de son pays ; pourquoi les malades, blessés ou naufragés ne seraient-ils pas libres au même titre que les malades et les blessés recueillis par une ambulance ? Le dernier alinéa de l'art. 13 additionnel dit cependant que les blessés et les naufragés recueillis par les navires hospitaliers ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Si nous supposons que le même navire hospitalier, chargé de blessés, de malades ou de naufragés de sa nationalité, rencontre un croiseur ennemi, pourquoi celui-ci ne serait-il pas autorisé à considérer comme prisonniers de guerre ces combattants qui tombent en son pouvoir ? Parmi les combattants, il y en a, les blessés et les malades, qui ont droit à un traitement spécial, envers qui le capteur a des devoirs ; ils n'en rentrent pas moins tous dans la notion que

l'on se fait des prisonniers de guerre. Les articles additionnels admettent cela en ce sens que les combattants dont il s'agit sont rendus incapables de servir, art. 10, al. 1, art. 13, al. fin. Mais cette disposition n'offre pas une garantie suffisante.

Le croiseur reste donc libre d'agir suivant les circonstances : il peut garder les prisonniers, les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou, au besoin même, sur un port ennemi, dans le cas où il n'y aurait pas d'autre port à proximité. Il prendra aussi ce dernier parti quand il n'y aura que des blessés assez grièvement atteints. Il n'aura pas d'intérêt à se charger ou à charger inutilement son pays de blessés et de malades ennemis. Le plus souvent donc les navires hospitaliers ou autres ainsi chargés de blessés et de malades ne seront pas détournés de leur destination. L'humanité et l'intérêt du belligérant commanderont également cette solution. Mais le droit du belligérant ne peut être méconnu. Les blessés ou malades qui sont ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre. Il va sans dire que, s'ils viennent à être échangés, leur situation de prisonniers de guerre en liberté sur parole cesse et qu'ils reprennent leur liberté d'action.

« Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades
« d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à
« celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les
« garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre
« ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les pri-
« sonniers rendus ainsi à leur pays ne pourront servir pendant la
« durée de la guerre (art. 9). »

— La dernière disposition dont il reste à parler n'a pas de correspondant dans les articles additionnels. Elle vise le cas de naufragés, blessés ou malades qui seraient débarqués dans un port neutre. Ce cas est à prévoir, parce que, d'une part, il est de nature à se présenter assez fréquemment, et que, de l'autre, il peut, en l'absence d'une règle précise, donner lieu à des difficultés. Il va sans dire que le Gouvernement neutre n'est pas tenu de recevoir sur son territoire les blessés, malades ou naufragés. Peut-il même le faire, sans manquer aux devoirs de la neutralité ? Le doute vient de ce que, dans certains cas, un belligérant trouvera grand avantage à se débarrasser ainsi des blessés et des malades qui l'encombrent et le gênent pour ses opérations ; le territoire neutre lui servira à mieux exécuter son entreprise hostile. Néanmoins il a paru que les considérations d'humanité devaient l'emporter ici, que le plus souvent le débarquement des blessés et des malades recueillis, par exemple, à bord de bâtiments hospitaliers ou de bâtiments de commerce aurait un caractère exclusivement charitable, qu'autrement on aggraverait inutilement les souffrances des blessés et des malades en prolongeant la traversée de manière à atteindre un port de leur nation. Il pourra d'ailleurs arriver que les blessés et les malades ainsi débarqués appartiennent aux deux belligérants.

Le neutre qui a consenti au débarquement est tenu de prendre les mesures nécessaires pour que son territoire serve seulement d'asile aux victimes de la guerre et pour que les individus ainsi recueillis ne puissent de nouveau prendre part aux hostilités. Cela est important à dire surtout en ce qui concerne les naufragés.

Enfin, il est évident que les dépenses matérielles occasionnées par la présence de ces malades, blessés ou naufragés, ne doivent pas rester à la charge de l'Etat neutre. Elles devront lui être remboursées par l'Etat dont relèvent les individus ainsi recueillis.

« Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

« Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades (art. 10). »

La Commission ne présente aucune disposition correspondant à l'art. 14 additionnel. Il a été admis sans débat que cet article devait disparaître. Sans doute, il pourra malheureusement arriver que les prescriptions posées, si elles sont rendues obligatoires, ne soient pas observées en toute circonstance, que des abus plus ou moins graves soient commis. Ces faits regrettables entraîneront les sanctions ordinaires du droit des gens; il n'y a pas à les prévoir par une disposition spéciale qui serait de nature à affaiblir la valeur juridique et morale des règles précédentes.

Texte soumis à la Conférence.

Article 1. — Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3. — Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et exempts de capture, si la puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes au début ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4. — Les bâtiments qui sont mentionnés dans les art. 1, 2 et 3, portent secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser aucun de ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5. — Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6. — Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7. — Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8. — Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9. — Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. — Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

(A suivre.)

CONFÉRENCE SANITAIRE INTERNATIONALE DE PARIS

(Suite) (1)

MM. les Délégués de la Grande-Bretagne indiquent « que les Plénipotentiaires britanniques, tout en signant la Convention, font, au nom de Sa Majesté la Reine, la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'est pas en mesure d'accepter les dispositions de la Convention, énumérées ci-après :

« 1^o Le paragraphe 5 de la Section A de l'Annexe I ;

« 2^o L'article 13 (Titre III) du Règlement inséré à l'Annexe I (Section B) ;

« 3^o L'Annexe III de la Convention. »

Les Plénipotentiaires britanniques déclarent en outre que, « sous le bénéfice des réserves ci-dessus, ladite Convention, après ratification, sera applicable à toutes les colonies et possessions de Sa Majesté Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir :

« Le Canada, Terre-Neuve, le Cap de Bonne-Espérance, Natal, la Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, la Tasmanie, l'Australie du Sud, l'Australie occidentale, la Nouvelle-Zélande.

« Toutefois, les stipulations de la présente Convention seront applicables à l'une des colonies ou possessions ci-dessus indiquées, si, en leur nom, une notification à cet effet a été adressée par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Paris au Ministre des Affaires étrangères de la République française, dans le délai d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications de la Convention. »

La Conférence donne acte de cette déclaration.

M. le Délégué d'Allemagne lit la déclaration suivante :

« Après avoir pris connaissance des réserves sous lesquelles le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adhère à la présente Convention, j'ai l'honneur de déclarer, de mon côté, que le Gouvernement impérial estime que ces réserves ne devront pas impliquer un traitement moins favorable pour les autres nations, notamment en ce qui concerne leur navigation. Le Gouvernement impérial se réserve donc le droit de réclamer, le cas échéant, en faveur de ses nationaux, les avantages qui résulteraient des réserves formulées par le Gouvernement britannique. »

La Conférence donne acte de cette déclaration.

MM. les Délégués helléniques déclarent que, leur Gouvernement ne pouvant adopter pour le moment que celles des résolutions de la Conférence qui se concilient avec les dispositions de ses règlements actuellement en vigueur en Grèce, ils signent en conséquence la Convention *ad referendum*.

La Conférence prend acte de cette déclaration.

(1) Voir *Archives*, 1899, I, p. 270 ; II, p. 9.

MM. les Délégués des Pays-Bas déclarent « qu'ils sont en mesure de signer la Convention sous la réserve qu'il ne saurait être donné exécution, aux Indes néerlandaises, aux stipulations de l'article 13, alinéa 2, du Règlement sur le transport des pèlerins, inséré à l'Annexe I (Section B), l'espace et la surface fixés actuellement par les règlements indo-néerlandais paraissant tout à fait suffisants dans la pratique.

« Il doit être de plus entendu que, dans l'article 11 du même règlement, le mot *commissiouné* doit avoir, en ce qui concerne les Indes néerlandaises, la signification d'*approuvé*.

« D'ailleurs, les Délégués néerlandais se rallient aux réserves et à la déclaration faites par le Délégué d'Allemagne, dans le but d'assurer à leurs nationaux le traitement de la nation la plus favorisée. »

La Conférence donne acte de cette déclaration.

En présence des déclarations faites par les Délégués d'Allemagne et des Pays-Bas au sujet de la réserve qui a été formulée ci-dessus par les Délégués britanniques, MM. les Délégués de France font connaître que le Gouvernement de la République réclamera aussi éventuellement le régime de la nation la plus favorisée.

MM. les Délégués d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de Danemark, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, de Portugal et de Russie font une déclaration identique.

La Conférence donne acte de ces déclarations.

M. le Délégué de Suède et Norvège déclare, au nom de son Gouvernement; qu'il ne peut accepter la Convention qu'*ad referendum*; ses instructions ne lui permettent pas, en conséquence, de la signer.

La Conférence donne acte de cette déclaration.

MM. les Délégués de la Turquie font la déclaration suivante :

« Le Gouvernement impérial n'adopte que celles des résolutions de la Conférence qui se concilient avec les dispositions de ses règlements sanitaires. »

La Conférence donne acte de cette déclaration.

Sous le bénéfice des déclarations qui précèdent, la Convention est signée par les Délégués munis des pleins pouvoirs nécessaires.

M. le Président donne ensuite lecture des vœux suivants émis par la Conférence :

I. — *En ce qui concerne la surveillance effective des caravanes de pèlerins se dirigeant vers la Mecque et Médine par voie de terre :*

La Conférence émet le vœu que les mesures prises en Orient sur les voies de terre soient conformes aux principes sanitaires acceptés à Venise et à Dresde, et qu'aux longues quarantaines de terre soient substituées les pratiques modernes de la désinfection.

Dans ce but, des étuves et d'autres outillages de désinfection seraient disposés dans des points bien choisis sur les routes suivies par les pèlerins.

Les mêmes moyens seraient employés sur les lignes de chemins de fer créées ou à créer.

II. — *En ce qui concerne la protection du territoire persan :*

La Conférence émet le vœu que les mesures sanitaires conformes à celles qui ont été adoptées dans les Conférences de Vienne, de Dresde et Paris, soient prises, au besoin avec le concours des Puissances intéressées, sur les frontières orientales et méridionales de la Perse.

III — *En ce qui concerne l'acceptation des Conventions de Venise et de Dresde :*

Les Délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas et de Russie émettent le vœu que, dans l'intérêt supérieur de la santé publique, les Conventions sanitaires de Dresde et de Venise soient acceptées par les Puissances qui n'y ont pas encore adhéré.

En toi de quoi, les soussignés, Délégués à la Conférence sanitaire internationale de Paris, ont signé le présent procès-verbal, auquel une copie authentique de la Convention sera annexée.

Signé : Schœn ; Kuefstein ; baron Eug. Beyens ; Moltke-Hvitfeldt ; marquis de Novallas ; E. O. Shakespeare ; Camille Barrère ; Alf. Devaux ; docteur Van Ermenegem ; docteur Amalio Jimeno ; Preston H. Bailhache ; Gabriel Hanotaux ; P. Brouardel ; H. Monod ; A. Proust ; Constantine Phipps ; Crié-is ; Malaspina ; A. de Stuers ; Moïn-ol-Atebba ; Comte Gabriel J. de Zogheb ; Michel de Giers ; F. Due ; Turkhan ; R. Thorne Thorne ; J. M. Cunningham ; docteur Vafiadès ; docteur Ruysch ; J. A. Kruyt ; Khalil-Khan ; P. de Mello Vianna ; Nicolas Zabouguine.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires,

J. DE CAZOTTE. COMTE H. LUTZOW,
NÉRATOW, PAUL ROUX.

Le Président,

CAMILLE BARRÈRE.

Les Secrétaires adjoints :

DE SOUSSAY, MÉRIENNE-LUCAS, AUGUST FROON ELDER VON KIRCHRATH.

Huitième séance. — Mardi 3 avril 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à 4 heures et demie.

Assistaient à la séance MM. les Délégués qui ont signé le procès-verbal de signature et, en outre, M. Yacovlew, Délégué adjoint de Russie, Bonkowski Pacha, Nouri Pacha, Achmed Pacha Choukry (Egypte), et M. Miéville (Egypte), Délégués de l'Empire ottoman.

M. le Président fait connaître que M. le Délégué d'Italie désire que la Conférence lui donne acte d'une réserve qu'il n'a pas pu formuler en temps utile pour qu'elle figurât au procès-verbal de signature qui vient d'être signé. M. Barrère propose à la Conférence, sur la demande de M. le Marquis Malaspina, de permettre à ce dernier de donner communication de cette réserve. Il donne lecture, en conséquence, de la déclaration suivante de M. le Délégué d'Italie :

« Tout en signant la Convention, le Délégué d'Italie déclare qu'il réserve l'adhésion du Gouvernement royal :

- « 1° Au paragraphe 5 de la Section A de l'Annexe I ;
- « 2° A l'article 13 (Titre III) du Règlement inséré à l'Annexe I (Section B) ;
- « 3° A l'Annexe III de la Convention. »

M. le Président indique que cette réserve est identique à celle que la Délégation britannique a formulée et qui a été inscrite dans le procès-verbal de signature. Elle porte sur l'obligation pour les pèlerins de justifier à leur départ des ressources nécessaires pour accomplir le pèlerinage, sur l'espace minimum de *deux mètres carrés* à accorder à chaque pèlerin à bord des navires et enfin sur la surveillance sanitaire à établir dans le golfe Persique.

La Conférence donne acte à M. le Délégué d'Italie de sa déclaration.

M. Phipps, délégué de la Grande-Bretagne, croit devoir « en se référant à ses précédentes réserves portant sur l'article 13 du Titre III du Règlement inséré à la Section B de l'Annexe I, déclarer à cette occasion que son Gouvernement serait, après un nouvel examen de la question et comme un acheminement vers les décisions de la Convention, disposé à adhérer à l'attribution d'une surface minima de 1mq50 pour chaque pèlerin à bord des bateaux qui les transportent ».

M. le Président demande à la Conférence si elle n'a pas d'objections à ce qu'il soit pris acte de la déclaration de MM. les Délégués britanniques.

M. le docteur O. Shakespeare, Délégué des Etats-Unis, regrette que la Délégation américaine lui paraisse être la seule à ne pas accepter le chiffre minimum de 1mq50 de surface qu'on propose d'attribuer au logement de chaque pèlerin. Il ajoute que la Conférence a déjà fait une concession fort dangereuse, suivant lui, en admettant, par voie d'interprétation, que l'observation de cinq jours, au lieu d'avoir lieu exclusivement à terre dans les ports de l'Inde, pourrait être pratiquée à bord des navires entre les deux visites médicales passées au départ des Indes et à l'arrivée à Aden. Il considère que cette faculté va à l'encontre des garanties que l'on cherchait dans l'observation préalable à l'embarquement. Il estime que la Conférence ne saurait dès lors accepter une diminution de l'espace concédé à chaque pèlerin.

M. Hanotaux, Délégué de France, dit qu'en présence des réserves qui ont été faites par les Délégués de la Grande-Bretagne en ce qui concerne la disposition de l'article 13 du règlement sur le transport des pèlerins et qui ont amené nécessairement des réserves analogues de la part des autres Puissances maritimes, la limitation de l'espace concédé à chaque pèlerin pourrait paraître, en fait, ne pas être suffisamment déterminée. La surface de 1mq50 suggérée par la Délégation britannique pourrait être acceptée dès maintenant, puisque, selon l'expression de la Délégation britannique, elle doit être considérée comme un acheminement vers la surface de 2 mq fixée par la Convention. Cette dernière surface resterait donc celle qui devrait être dans l'avenir définitivement adoptée par tous les Gouvernements. Le Gouvernement britannique ne paraît pas d'ailleurs éloigné de

l'idée d'atteindre le chiffre de 2mq si le Gouvernement de l'Inde est en mesure d'émettre un avis favorable.

M. Phipps, Délégué de la Grande-Bretagne, déclare s'associer aux explications données par M. Hanotaux. La discussion étant close, M. le Président fait connaître que la séance de clôture aura lieu à cinq heures un quart.

La séance est levée à cinq heures.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE, NÉRATOW,
Paul ROUX.

Séance de clôture. — Mardi 3 avril 1894.

La séance est ouverte à cinq heures un quart.

Assistaient à la séance MM. les Délégués qui ont signé le procès-verbal de signature et, en outre, M. Yacovlew, Délégué adjoint de Russie, Bonkowski Pacha, Nouri Pacha, Achmed Pacha Choukry (Egypte), et M. Miéville (Egypte), Délégués de l'Empire ottoman.

Le procès-verbal de la sixième séance, qui a été imprimé et distribué à MM. les Délégués, est adopté.

M. Barrère annonce que les travaux de la Conférence sont terminés et que M. le Président du Conseil va procéder lui-même à la clôture de la Conférence. Il prononce ensuite l'allocution suivante :

« Messieurs,

« Je ne veux pas résigner les fonctions présidentielles que je dois à votre confiance sans vous exprimer ma gratitude pour le précieux concours que vous m'avez apporté dans l'accomplissement de ma mission. C'est grâce à votre science, à votre tact, à votre remarquable esprit de concessions mutuelles et aussi à votre indulgence pour votre président qu'il m'a été donné de la mener à bonne fin. Je serais fier de penser que vous emporterez de ma collaboration un souvenir sympathique et je tiens à dire que le grand honneur de ma carrière sera de vous avoir présidés. »

M. le Comte de Kuefstein, Délégué d'Autriche-Hongrie, répond en ces termes :

« Lorsque, à notre première réunion, j'ai eu l'honneur de remercier le Gouvernement de la République, au nom du Gouvernement Impérial et Royal qui avait pris l'initiative des dernières Conférences, pour la convocation, à Paris, de la Conférence actuelle, je me suis permis également d'exprimer l'espoir que nous obtiendrions d'heureux résultats, analogues à ceux obtenus à Venise et à Dresde et que nous verrions s'accomplir ainsi l'œuvre à laquelle l'Autriche-Hongrie avait déjà consacré tant d'efforts.

« Cet espoir n'a pas été déçu. Arrivés au terme de nos travaux, nous avons la satisfaction de présenter au monde une œuvre qui peut être considérée, à juste titre, comme un nouveau progrès scientifique et humanitaire.

« S'il nous a été donné de surmonter les nombreuses difficultés qui se trouvaient semées sur notre chemin, nous en sommes redevables non seu-

lement à l'esprit de sagesse et de concorde qui n'a cessé de régner dans nos délibérations, mais encore à la coopération éclairée de la Délégation française, qui a si savamment préparé les bases de nos travaux et si puissamment contribué à les mener à bonne fin.

« Nous ne pourrions jamais exprimer suffisamment nos remerciements pour les si nombreux témoignages d'obligeance et les gracieusetés dont cette Délégation et chacun de ses aimables membres nous ont comblés depuis notre arrivée dans cette ville hospitalière.

« Notre gratitude ne finira pas avec notre séjour, mais restera inaltérablement gravée dans nos cœurs.

« Et vous, Monsieur le Président, qui figurez en tête de cette Délégation et de toutes celles représentées ici, vous avez acquis des titres particuliers à notre reconnaissance.

« Vous avez assumé une tâche difficile et délicate pour laquelle bien des talents n'auraient pas suffi. Mais, avec un tact et une courtoisie auxquels nous sommes heureux de rendre hommage, vous avez su acquiescer toutes les sympathies et concilier les opinions souvent les plus divergentes.

« Vous avez ainsi la satisfaction de pouvoir attacher votre nom à un succès qui sera en grande partie dû à votre heureuse direction.

« Dans votre discours d'ouverture, vous avez fort spirituellement conseillé aux médecins de faire de la diplomatie et aux diplomates de faire un peu de médecine. Je ne sais si les diplomates ont montré pour la médecine autant de dispositions que les médecins ont montré de talent pour la diplomatie, mais ce que je puis dire, c'est que, médecins et diplomates, nous avons tous travaillé en vue d'un même but, et que nous avons suivi une même politique, celle des concessions réciproques.

« Sous votre direction, Monsieur le Président, nous nous sommes tous inspirés de cet esprit de modération et de conciliation qui a rapproché nos idées comme il rapproche les nations, non seulement dans leurs intérêts matériels et intellectuels, mais surtout dans leurs sentiments mutuels de respect et de sympathie. »

M. le Chevalier de Stuers, Délégué des Pays-Bas, croit être l'interprète des sentiments unanimes de ses collègues en adressant les éloges les plus mérités et les remerciements les plus sincères à tous les membres du secrétariat, qui par leur intelligente activité ont secondé les travaux de la Conférence et dont le zèle ne s'est jamais démenti.

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, entre à ce moment dans la salle des délibérations; prenant la présidence de l'assemblée, M. Casimir-Perier prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« L'Instrument que vous venez de signer marque l'heureuse conclusion de vos travaux. Pendant le trop court séjour que vous avez fait parmi nous, vous avez apporté le concours de votre expérience et de vos lumières à l'œuvre humanitaire pour laquelle vous étiez réunis. La mise en pratique de vos décisions sera la meilleure récompense de vos efforts. Dans la grande entreprise de protection internationale contre ce fléau, la Convention de Paris va prendre place auprès des Conventions de Dresde et de Venise.

« L'honneur de ce nouveau progrès revient tout d'abord à la science moderne qui, en déterminant l'origine et les causes du mal, a permis de connaître ses moyens de propagation et de discerner les meilleurs procédés pour le combattre. Il revient ensuite au haut esprit humanitaire de vos Gouvernements dont les instructions ont donné à chacune des Délégations ici rassemblées, l'autorité nécessaire pour parler au nom des Puissances et pour faire adopter leurs décisions : il revient enfin au sage esprit de conciliation qui a dicté vos résolutions.

« La France s'honore d'avoir pu assister à ces grandes assises et elle y trouvera un nouvel encouragement pour poursuivre, avec le concours de toutes les Puissances, les grandes œuvres civilisatrices dont elle a toujours recherché parmi tant de travaux et de vicissitudes la réalisation.

« Je vous remercie en son nom, Messieurs, et je vous prie de reporter, parmi les peuples divers où vous allez reprendre votre place, le souvenir de son hospitalité. Permettez-moi d'ajouter que nous espérons vous revoir, vous et tous ceux qui partagent le souci des travaux de la paix, aux fêtes où nous convoquerons le monde pour clore, en 1900, le jubilé du XIX^e siècle.

« D'ici là, nous sommes en droit d'espérer que les décisions que vous avez prises seront partout un fait accompli et que ce fléau qui nous a si souvent frappés sera éteint dans sa source même. Nous avons le ferme espoir que les réserves, que des considérations respectables ont amené quelques-unes de vos Délégations à formuler, ne sont qu'un ajournement momentané d'une adhésion définitive. La diplomatie du Gouvernement de la République s'emploiera activement à cet heureux résultat et nous avons de sérieuses raisons de penser que, grâce aux dispositions de vos Gouvernements respectifs et de ceux qui les représentent ici, elle y réussira sans peine.

« Encore une fois, Messieurs, je vous adresse, au nom du Gouvernement de la République, tous mes remerciements. Je crois que je puis y joindre, sans exagération aucune, ceux de la science et de l'humanité. »

M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt, Délégué de Danemark, demande la parole et s'exprime dans les termes suivants :

« Je suis sûr d'être l'interprète fidèle des sentiments des Membres de la Conférence en remerciant vivement M. le Président du Conseil des paroles si gracieuses qu'il nous a adressées et en lui donnant l'assurance que nous partageons très sincèrement les sentiments de satisfaction qu'il a bien voulu nous exprimer au sujet de l'heureuse issue des travaux auxquels nous avait conviés le Gouvernement français. Nous tenons aussi, étant au moment de nous séparer, à adresser à M. le Président du Conseil nos chaleureux remerciements, en le priant de vouloir bien les transmettre à M. le Président de la République, pour l'hospitalité si cordiale dont nous avons été l'objet pendant la durée de la Conférence. Nous en avons été très touchés et nous désirons vivement que le Gouvernement de la République ne doute pas que nous en garderons un souvenir très reconnaissant. »

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, remercie M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt des sentiments qu'il vient d'exprimer et dont il sera heureux de se faire l'interprète auprès de M. le Président de la République. Il prononce ensuite la clôture des travaux de la Conférence sanitaire de Paris.

La séance est levée à six heures.

Les Secrétaires,

J. de CAZOITE, NÉRATOW,
Paul ROUX.

Le Président de la Conférence,

Camille BARRÈRE.

Procès-verbaux des séances de la Commission relative à la mer Rouge et à la Prophylaxie générale du Pèlerinage.

Procès-verbal N° 1. — Séance du mercredi 14 février 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN.

La séance est ouverte à dix heures.

Étaient présents :

Allemagne : M. de Schœn, M. le Docteur Mordtmann ;

Autriche-Hongrie : M. le Comte de Kuefstein, M. le Docteur Karlinski ;

Belgique : M. le Docteur Devaux, M. le Docteur van Ermengem ;

Espagne : M. le Docteur A. Jimeno ;

États-Unis : M. le Docteur O. Shakespeare, M. le Docteur Stephen Smith ;

France : M. Hanotaux, M. le Professeur Proust ;

Grande-Bretagne et Indes Britanniques : M. le Docteur Thorne Thorne, M. le Chirurgien général Cunningham ;

Grèce : M. le Docteur Vafiadès ;

Italie : M. le Professeur Pagliani, M. le Marquis Malaspina ;

Pays-Bas : M. le Docteur Ruysch, M. Kruyt ;

Perse : M. le Docteur Moïu ol-Atebba, M. le Docteur Khalil Khan ;

Portugal : M. le Comte G. de Zogheb, M. le Docteur de Mello Vianca ;

Russie : M. Ragosine, M. Yacovlew ;

Empire ottoman : Turkhan Bey, le Général Nouri Pacha,

Achmed Pacha Choukry (Égypte), M. Miéville (Égypte).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) ; M. Barrère, M. le Professeur Brouardel et M. H. Monod (France) ; M. de Giers (Russie) ; le Général Bonkowski Pacha et M. le Docteur Hamdi Bey (Turquie).

La Commission, s'étant réunie la veille pour constituer son bureau, a élu pour son Président M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) et a nommé comme Rapporteur M. le Professeur Pagliani (Italie).

M. le Comte de Kuefstein remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait en le choisissant pour son Président. Il propose de suivre l'ordre des questions, qui sont indiquées à la fin du rapport lu par M. le Professeur Proust dans la première séance plénière de Conférence et qui sont comprises sous le titre : Prophylaxie du pèlerinage de la Mecque.

La Commission aborde, en conséquence, la discussion du paragraphe A : Police sanitaire exercée dans les ports de l'Extrême-Orient (Inde, Possessions hollandaises). — 1° Visite médicale des pèlerins indiens et javanais.

M. le Professeur Pagliani (Italie) demande que l'on définisse et que l'on fixe les conditions de cette visite médicale.

Dans l'opinion de M. Proust (France), la visite doit être faite, de jour, par un médecin qui examine chaque passager.

M. Barrère (France) indique l'utilité qu'il y aurait dès lors à compléter dans ce sens le texte en discussion.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) fait remarquer qu'on procède déjà à Bombay, au départ des pèlerins, à une visite très sérieuse; cette visite est obligatoire et non pas facultative, comme l'a indiqué M. Monod dans l'un de ses ouvrages. M. le Docteur Thorne Thorne se rallie en conséquence à l'avis de M. le Professeur Proust.

M. H. Monod (France), faisant allusion à la remarque faite ci-dessus, dit que, d'après la section 30 du *Native Passenger Ships Act* de 1887 actuellement en vigueur dans l'Inde, la visite des pèlerins, avant leur départ, n'est pas exigée formellement; elle est donc facultative d'après ce texte.

M. le Docteur Thorne Thorne indique que, d'après M. le Chirurgien général Cunningham, des ordres ont été donnés aux Indes pour que la visite ait toujours lieu.

M. le Professeur Brouardel demande si, par suite de cette visite obligatoire, l'autorité médicale dont il s'agit, a été parfois amenée, dans l'Inde, à empêcher des pèlerins de monter à bord.

M. le Docteur Thorne Thorne répond qu'il n'est pas en mesure de fournir actuellement des renseignements à cet égard.

M. le Professeur Proust propose ensuite le texte suivant, qui lui semble répondre au vœu de M. le Professeur Pagliani :

« Visite obligatoire individuelle des pèlerins faite, de jour, par un médecin de l'administration avant l'embarquement. »

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) fait remarquer que les médecins des Compagnies néerlandaises aux Indes, qui sont des médecins diplômés par l'Etat, souvent même des médecins militaires, passent actuellement l'inspection des pèlerins qui s'embarquent et ont toujours refusé les pèlerins suspects. Il demande, en conséquence, à voir définir le terme de « médecin désigné par le Gouvernement ».

M. le Professeur Proust répond qu'il s'agit d'un médecin indépendant, nommé par le gouvernement local.

M. Ragosine (Russie) indique que les pèlerins font leur possible pour induire en erreur les médecins et réclame, en conséquence, que la visite soit une inspection prolongée; il estime, en outre, qu'un droit d'inspection complémentaire doit être formellement réservé aux médecins des compagnies qui embarquent des pèlerins.

A la suite de plusieurs observations présentées par M. Ragosine (Russie), Ruysch (Pays-Bas), Pagliani (Italie), de Schœu (Allemagne) et Shakespeare (Etats-Unis), M. le Professeur Proust (France), suggère la rédaction suivante :

« Visite médicale faite de jour par un médecin délégué de l'autorité publique avant ou au moment de l'embarquement. Cette visite pourra être prolongée aussi longtemps que le médecin le jugera nécessaire. »

M. le Professeur Proust ayant indiqué que la visite s'applique aux pèlerins comme aux passagers lorsqu'ils s'embarquent sur le même navire, M. le Docteur Ruysch propose d'introduire l'amendement ci-après dans la rédaction de M. le Professeur Proust :

« Cette visite sera seulement obligatoire pour les pèlerins ou passagers

qui s'embarquent sur des bateaux à pèlerins. Elle ne sera pas imposée aux passagers qui s'embarquent en petit nombre sur les grands paquebots qui font un service régulier et périodique entre l'Extrême-Orient et l'Europe. »

MM. Hanotaux, Proust et Brouardel (France) font remarquer qu'il s'agit de la visite des pèlerins qui s'embarquent sur des navires se dirigeant vers le Hedjaz. C'est le bateau à pèlerins qui constitue le danger; si des passagers veulent s'embarquer sur les navires à pèlerins, ils devront subir la visite au départ et être soumis au même régime que les pèlerins.

M. Miéville (Egypte) fait observer qu'il serait utile de définir tout d'abord le « bateau à pèlerins ». Le Conseil sanitaire d'Alexandrie, par exemple, admet l'embarquement de 30 pèlerins comme passagers. Au-dessus de 30 pèlerins, le navire est rangé dans la catégorie des navires à pèlerins.

M. le Docteur Thorne Thorne indique qu'il lui paraît évident que la Commission ne s'occupe actuellement que des bateaux à pèlerins et non pas des paquebots prenant des passagers qui quittent l'Extrême-Orient.

M. le Docteur Ruysch retire dès lors son amendement.

MM. les Docteurs Hagel et Karluski (Autriche-Hongrie) désireraient que le texte adopté indiquât que les passagers comme l'équipage doivent subir obligatoirement la visite médicale lorsqu'il s'agit de bateaux à pèlerins.

Diverses observations sont échangées entre plusieurs membres de la Commission, relativement au texte examiné.

À la suite de ces observations, M. le Professeur Proust soumet la rédaction ci-après :

« 1° Visite médicale obligatoire, individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par un médecin, délégué de l'autorité publique, de toutes personnes prenant passage à bord d'un navire à pèlerins. »

M. le Président met aux voix cette rédaction, qui est adoptée à l'unanimité.

M. le Comte de Kufstein (Autriche-Hongrie) donne ensuite lecture à la Commission de la seconde proposition du paragraphe A :

2° Désinfection des hardes et objets suspects.

M. le docteur Mordtmann (Allemagne) serait d'avis que la désinfection fût faite à terre et sans frais par les soins du médecin délégué de l'autorité.

M. le professeur Proust propose la rédaction suivante pour répondre à ce desideratum :

Désinfection des hardes et objets suspects, faite à terre sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité.

M. le professeur Pagliani demande l'adoption de la formule acceptée à la Conférence sanitaire de Dresde (hardes et effets à usage). L'expression objets suspects lui paraît trop vague. Il lui semble utile également d'indiquer les procédés de désinfection.

Une discussion, à laquelle prennent part MM. Ruysch (Pays-Bas), Ragozine et Yacovlew (Russie), Hagel (Autriche-Hongrie), de Schœn (Allemagne), Thorne Thorne (Grande-Bretagne) et Shakespeare (Etats-Unis), s'engage relativement à la détermination des objets qui doivent être soumis à la désinfection, ainsi que sur l'opportunité d'énumérer ou de préciser les moyens de désinfection à employer.

M. le Professeur Brouardel (France) fait ressortir l'avantage qu'il y aurait

à adopter, lorsqu'il n'y a pas d'inconvénients, les dispositions recommandées déjà à cet égard par la Convention sanitaire de Venise, afin de faciliter la tâche du médecin chargé d'appliquer les règlements sanitaires.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) donne lecture du texte adopté à Venise et demande également que l'on accepte autant que possible les dispositions insérées dans la Convention.

Résumant les différentes opinions qui ont été émises, M. le Professeur Proust donne lecture du texte suivant :

2° Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise (1).

Cette rédaction, mise aux voix par M. le Président, est adoptée par la Commission à l'unanimité, moins la voix de la Délégation américaine, qui ne croit pas possible d'adhérer à cause des termes limitatifs, « contaminé ou suspect ».

La Commission passe ensuite à l'examen de la troisième proposition du paragraphe A :

(1) ARTICLE 5. — DÉSINFECTION :

1. Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, les papiers et autres objets sans valeur seront détruits par le feu.

2. Les linges, objets de literie, vêtements, matelas, tapis, papiers de valeur, etc., contaminés ou suspects seront désinfectés dans des étuves à vapeur sous pression.

Pour être considérées comme instruments de désinfection efficaces, ces étuves doivent être soumises à des épreuves démontrant, à l'aide du thermomètre à maxima, que la température réelle obtenue au sein d'un matelas s'élève à 103° ou 110° cent., température qui dépasse légèrement celle qui est nécessaire pour tuer les microorganismes pathogènes connus.

Pour être certain de l'efficacité de l'opération, cette température doit être maintenue réelle pendant dix ou quinze minutes.

3. Solutions désinfectantes :

a) Solution de sublimé à 1 pour 1.000, additionné de 5 grammes d'acide chlorhydrique. Cette solution sera colorée avec la fuschine ou l'éosine. Elle ne sera pas mise dans des vases métalliques.

b) Solution d'acide phénique pur cristallisé à 5 p. 100.

c) Le lait de chaux fraîchement préparé (*).

4. Recommandations spéciales à observer dans l'emploi des solutions désinfectantes.

On plongera dans la solution de sublimé les linges, vêtements, objets souillés par les déjections des malades.

On lavera avec la solution de sublimé les objets qui ne peuvent supporter sans détérioration la température de l'étuve (100° cent.), les objets en cuir, les tables, les parquets, etc.

Les personnes qui donneront des soins aux malades se laveront les mains et le visage avec la solution de sublimé à 1 p. 2.000.

L'acide phénique servira pour désinfecter les objets qui ne supportent ni la température de 100° cent., ni le contact du sublimé, tels que les métaux, les instruments, etc.

Le lait de chaux est spécialement recommandé pour la désinfection des déjections des cholériques, vomissements, évacuations alvines. A son défaut, on pourra employer l'acide phénique.

5. Désinfection des bateaux occupés par les cholériques.

On videra la ou les cabines, et toutes les parties du bâtiment occupées par des cholériques ou des suspects ; on soumettra tous les objets aux prescriptions précédentes.

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionnée de 10 p. 100

(*) Pour avoir du lait de chaux très actif, on prend de la chaux de bonne qualité, on la fait se déliter, en l'arrosant petit à petit avec la moitié de son poids d'eau. Quand la délitescence est effectuée, on met la poudre dans un récipient soigneusement bouché et placé dans un endroit sec. Comme 1 kilogramme de chaux, qui absorbe 500 grammes d'eau pour se déliter, a acquis un volume de 2 lit. 200, il suffit de la délayer dans le double de son volume d'eau, soit 4 kilog. 400, pour avoir un lait de chaux qui soit environ à 20 p. 100.

3^e Interdiction d'embarquement pour les passagers contaminés ou suspects.

Diverses rédactions sont suggérées par M. le Docteur Ruysch et M. le Professeur Proust.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) déclare qu'on ne saurait comprendre dans l'interdiction les passagers atteints d'accidents dysentériques, qui diffèrent essentiellement des accidents cholériformes.

Il estime qu'il convient de suivre les principes qui ont guidé sur ce point les délégués à Venise.

M. le Professeur Brouardel et M. le Docteur Ruysch appuient cette manière de voir.

M. le Professeur Proust émet l'avis, dans ces conditions, de renvoyer la discussion du paragraphe à la prochaine séance. Il ajoute qu'il rédigera une proposition nouvelle se rapprochant, dans ses termes, des dispositions de la Convention de Venise.

A la suite d'un échange de vues entre divers délégués, M. le Professeur Proust, sur la proposition de M. le Président, donne lecture du texte provisoire ci-après :

3^e Interdiction d'embarquement de personnes atteintes ou suspectes de choléra ou d'une affection cholériforme.

M. le Président, en faisant connaître qu'une rédaction définitive sera proposée dans la prochaine séance, demande à la Commission de vouloir bien se prononcer sur le principe indiqué dans le texte ci-dessus.

Ce principe est accepté à l'unanimité.

La suite de la discussion est renvoyée à vendredi, neuf heures et demie.

La séance est levée à midi un quart

Le Président de la Conférence,
Comte de KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,

J. de CAZOTTE.

NÉRATOW.

MÉRIENNE-LUCAS.

Procès-verbal n^o 2. — Séance du vendredi 16 février 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission.

Assistaient également à la séance : M. le docteur Hagel (Autriche-Hongrie), M. Barrière et M. H. Monod (France); le Général Bonkowski Pacha et le Docteur Hamdi Bey (Turquie).

d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale; on descendra successivement, de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

6. Désinfection de la cale d'un navire infecté.

Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de cale ne sera pas déversée dans un port.

L'épreuve du procès-verbal de la séance du 14 février est distribuée à MM. les Délégués, qui en renvoient l'adoption à la prochaine séance.

M. le Président indique que la Commission va continuer l'examen de la troisième proposition du paragraphe A du programme relatif à la prophylaxie du pèlerinage de la Mecque.

Il donne la parole à M. le Professeur Proust pour la lecture de la rédaction qu'il avait été chargé de préparer et dont le principe avait été adopté dans la précédente séance.

M. le Professeur Proust (France) propose le texte suivant :

3° Interdiction d'embarquement de toute personne atteinte de choléra, d'affection cholériforme et de toute diarrhée suspecte.

M. le Docteur de Mello Vianca (Portugal) dit que le terme « diarrhée suspecte » n'a pas de signification précise, il estime qu'à défaut d'examen bactériologique il serait préférable d'adopter le terme de « choléra », « affections cholériformes » ou « symptômes cholériformes ».

M. le Professeur Proust répond qu'il faut laisser au médecin toute liberté de diagnostic à cet égard et compter sur sa capacité à reconnaître l'état du sujet qu'il examine.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) demande qu'on y ajoute aussi la dysenterie.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) s'y oppose et propose d'adopter strictement, en ce qui concerne l'interdiction d'embarquement, le texte inséré dans la Convention sanitaire de Venise qui vise seulement les affections cholériformes, renfermant tout aussi bien le choléra que les cas douteux, cette définition ayant été arrêtée après de longues délibérations au sujet de la question même qui est actuellement discutée.

M. le Professeur Proust fait observer que le texte de Venise gagnerait à être conçu en termes plus précis ; par suite d'un défaut de rédaction, ce texte ne vise pas expressément les cas de choléra.

M. le Docteur Jimeno (Espagne) ayant suggéré que les mots « accidents cholériformes » pourraient suffire, Nouri Pacha (Turquie) estime qu'il est difficile, lorsqu'il y a des soupçons de choléra parmi des pèlerins, de distinguer rapidement la diarrhée simple de la diarrhée prémonitoire.

Il lui paraîtrait, dès lors, utile de prohiber même l'embarquement des personnes atteintes de simple diarrhée.

Après diverses observations présentées par MM. les Docteurs Shakspeare, Proust et Ruysch, qui maintient sa préférence pour les textes de Venise, M. le Président met aux voix la rédaction suggérée par M. le Professeur Proust.

Cette rédaction est adoptée à l'unanimité, sauf deux voix : celle de la Délégation du Portugal et celle de la Délégation des Pays-Bas.

M. le Comte de Kuefstein donne ensuite lecture du quatrième point du paragraphe A :

4° Interdiction d'embarquement pour les pèlerins qui ne justifieraient pas d'une somme d'argent suffisante pour le pèlerinage ; observation de cinq jours pour les autres avant leur embarquement.

Sur la proposition de M. le Professeur Proust, la Commission procède séparément à la discussion des deux points visés dans ce paragraphe.

Elle examine, en conséquence, en premier lieu la question de l'interdiction d'embarquement pour les pèlerins qui ne justifieraient pas d'une somme d'argent suffisante pour le pèlerinage.

M. le Docteur Karlinski (Autriche-Hongrie) présente les observations suivantes :

« Dans la seconde séance plénière de la Conférence, M. le Docteur Ruysch, Délégué des Pays-Bas, a exposé les mesures que le Gouvernement des Pays-Bas a employées avec tant de succès depuis bien des années pour la protection de ses pèlerins. Je crains qu'une partie des membres de la Conférence ne croient que ces mesures n'ont été employées que par le Gouvernement des Pays-Bas. Il me paraît dès lors opportun de rappeler à cet égard que le Gouvernement français a adopté des mesures analogues en Algérie, et de citer brièvement les dispositions prises par l'Administration de Bosnie-Herzégovine pour le pèlerinage de ses sujets musulmans.

« Quoique le nombre des pèlerins bosniaques et herzégoviniens soit restreint, on ne peut pas nier que le danger d'une importation du choléra reste le même. Nos pèlerins ne reçoivent la permission de se rendre aux lieux saints de l'Islam qu'après avoir prouvé qu'ils possèdent les ressources nécessaires (500 florins au minimum). Ils sont toujours accompagnés d'un guide (nommé Reis-ul-Hedjaz), connaissant bien les mœurs et les coutumes des pays à visiter. L'Administration de Bosnie se charge de leur procurer le trajet le moins coûteux de Trieste à Djeddah, et, par la voie de Constantinople, jusqu'à la frontière de la Bosnie.

« Ensuite elle envoie chaque année, depuis 1891, un médecin qui attend les pèlerins à leur retour de Djeddah, qui les surveille, les soigne médicalement et exerce au fond la surveillance pendant les quarantaines que doivent subir les pèlerins. Enfin, comme la désinfection opérée à El-Tor et à Clazomène est insuffisante, l'Administration envoie un bateau à Belgrade sur la Save, qui conduit les pèlerins dans leur patrie et sur lequel ils sont encore une fois désinfectés rigoureusement.

« Grâce à ces mesures, on a réussi jusqu'ici à empêcher l'importation du choléra, bien que nous ayons chaque année beaucoup de décès parmi nos pèlerins. Dans l'année de l'épidémie de 1891, nous avons perdu 33 p. 100 ; en 1892, où il n'y avait pas de choléra au Hedjaz 20 p. 100 ; et en 1893, pendant la terrible épidémie, plus de 50 p. 100 du petit nombre de pèlerins qui partent des provinces de Bosnie et d'Herzégovine pour les lieux saints de l'Arabie.

« En terminant, j'ajouterai que l'Administration de la Bosnie et de l'Herzégovine, en présence des dangers et des traitements auxquels nos pèlerins sont exposés sur les bateaux à pèlerins, se propose d'affréter un bateau spécial qui doit conduire les pèlerins à Djeddah et les reconduire dans leur pays. Avec cette mesure, on éviterait au moins la quarantaine de Syrie et les souffrances sur les bateaux à pèlerins. »

M. le Professeur Proust (France) signale à la Commission l'importance que la mesure proposée par le paragraphe en discussion présente au point de vue de la protection sanitaire des pèlerins.

Il lit plusieurs extraits d'un mémoire adressé au Conseil supérieur de santé de Constantinople, le 16 juillet 1889, par une Commission prise dans son sein et chargée d'étudier les conséquences résultant de la proportion croissante des indigents parmi les pèlerins.

M. le Professeur Proust indique que ce rapport, signé par les Délégués français, anglais, néerlandais dans le Conseil et par l'Inspecteur général

des services sanitaires ottomans, a été approuvé par le Conseil : il en signale spécialement les conclusions ci-après :

1° Le nombre des pèlerins allant au Hedjaz par la voie de mer va en grossissant chaque année d'une quantité inquiétante de non-payants, indigents réels ou simulés. Cette proportion graduellement croissante d'indigents est un double danger pour la santé publique du pèlerinage, danger sur lequel le Conseil supérieur de santé croit devoir attirer d'une façon urgente l'attention du Gouvernement de la Sublime Porte;

2° L'Administration et le Conseil de santé ont vainement essayé de limiter un mal contre lequel ils ne possèdent que des moyens insuffisants et inefficaces;

3° Ce mal devrait être combattu autant que possible dans sa source. A l'exemple de la Hollande et de la France, tous les Gouvernements intéressés devraient, sur l'initiative de la Sublime Porte, prendre les mesures propres à assurer à leurs pèlerins les ressources pécuniaires indispensables pour l'accomplissement complet du pèlerinage de la Mecque.

M. le Professeur Proust fait connaître qu'à la suite de ce mémoire figurent : 1° des observations du Docteur Mahé, Délégué français au Conseil sanitaire de Constantinople, sur les mesures prises en Algérie; 2° une note de M. le Docteur Dickson, Délégué d'Angleterre, qui fait ressortir notamment que l'autorité turque de Djeddah voudrait contraindre les capitaines des bateaux allant vers la Méditerranée de prendre gratuitement 2 1/2 p. 100 d'indigents en sus des passagers accordés d'après les règlements; 3° une note de M. le Docteur C. Stékoulis, Délégué des Pays-Bas, qui insiste sur les dangers de l'accroissement progressif des pèlerins indigents.

Enfin, M. le Professeur Proust fait ressortir que, tout en respectant avec le plus grand soin les intérêts religieux, la Commission doit également envisager dans cette question l'intérêt de la santé publique de l'Europe et l'intérêt même des pèlerins. Il rappelle que, d'après les renseignements qu'a fournis M. le Docteur Ruysch, 60 p. 100 seulement des pèlerins Néerlandais reviennent dans leurs foyers; 50 p. 100 des pèlerins de la Bosnie ont péri, l'année dernière, d'après M. Karlinski. En ce qui concerne les pèlerins sujets français, quelques milliers seulement ont échappé au fléau dans le Hedjaz ou en cours de retour.

On se trouve donc réellement en présence d'un intérêt humanitaire.

M. Kruyt (Pays-Bas) expose que la question actuellement traitée est une de celles dont son Gouvernement s'est préoccupé depuis 1853.

« Chaque pèlerin, dit-il, comme l'a déjà signalé mon honorable collègue, M. le Docteur Ruysch, doit, avant de recevoir le passeport obligatoire pour se rendre au pèlerinage, prouver, à la satisfaction de l'autorité compétente néerlandaise, qu'il possède les moyens nécessaires pour subvenir aux dépenses du voyage y compris le retour. C'est là une mesure adoptée tant dans l'intérêt de l'individu que dans l'intérêt de la santé publique.

« Le Gouvernement néerlandais a donc pris depuis longtemps la disposition qui est en ce moment examinée.

« Je crois devoir saisir cette occasion pour signaler à la Commission que la dénomination de pèlerins javanais présente une certaine confusion. Il y a une grande différence entre les véritables Javanais, sujets néerlandais, et les habitants des pays environnants, qui sont réellement des Malais, résidant au Strait Settlement où j'ai l'honneur d'être consul général, dans

les Etats indépendants du Siam, dans la partie de Bornéo, sous la domination britannique. Ces pèlerins malais partent de Singapour et de Penang, et, par conséquent ne sont pas soumis à la réglementation en vigueur aux Indes néerlandaises. Il serait désirable de distinguer ces deux catégories. La première, qui constitue sans contredit le groupe le plus considérable, se trouve dans des conditions sanitaires excellentes. Elle s'embarque sur de bons navires hollandais, où elle est traitée comme le sont les passagers ordinaires ; elle contribue largement aux recettes sanitaires du Hedjaz. Il conviendrait donc, dans l'intérêt général, de séparer les pèlerins néerlandais des pèlerins malais, autant que faire se peut.

« Il est un autre point qui se rattache étroitement à la question du départ des pèlerins, c'est la question de leur retour.

« Des billets d'aller et retour sont exigés par les règlements français et par les règlements appliqués en Egypte. Dans l'intérêt de la santé publique, j'estime qu'il faudrait éviter le séjour prolongé à la Mecque. L'entassement à bord des navires, être certain d'avoir des navires offrant des conditions sanitaires les meilleures, assurer le retour régulier et rapide des pèlerins, les arracher aux exactions des « cheks » et des courtiers, comme à la spéculation des affréteurs de navires qui les traitent en marchandise dont ils font trafic, et enfin rendre absolument obligatoire le billet d'aller et retour. »

M. le docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) expose qu'il craint que le vote négatif de la Délégation américaine dans la dernière séance sur la deuxième proposition du paragraphe A n'ait été mal interprété. « Je désirerais, ajoute-t-il, faire comprendre la cause de mes objections. Le texte finalement proposé était dans notre opinion trop restreint par l'emploi des deux mots « contaminé » et « suspect » et nous a semblé devoir être probablement sans efficacité en raison de cette restriction.

« Toute l'histoire du mouvement du choléra et des modes par lesquels il est transporté, tant sur les petites que sur les grandes distances, tant par terre que par mer, est remplie de preuves incontestables démontrant qu'en général le choléra est très fréquemment importé par les hardes et effets à usage des personnes qui quittent une localité infectée, bien que ces personnes soient en bonne santé. C'est ce motif qui nous fait insister pour que les effets personnels de tous les pèlerins qui s'embarquent dans l'Hindoustan à destination du Hedjaz ou des ports du golfe Persique soient désinfectés sans essayer des distinctions difficiles que l'on ne peut baser que sur les déclarations douteuses des pèlerins eux-mêmes relativement à leurs déplacements antérieurs et à l'état de leur santé.

« En bornant la désinfection à une classe limitée de pèlerins et en s'abstenant d'appliquer des mesures qui détruiraient les germes pouvant exister dans les vêtements, bagages ou autres effets à l'usage de la majeure partie des pèlerins à leur embarquement dans les ports de l'Inde Britannique, on laisse une porte bien ouverte au germe d'infection à la sortie de l'Inde.

« Nous considérons comme une condition *sine qua non* pour enrayer le choléra au départ des Indes : 1° la désinfection obligatoire et rigoureuse de tous les effets à usage de tous les pèlerins sans distinction ; 2° l'observation sérieuse de cinq jours ayant l'embarquement ; 3° l'interdiction d'embarquement des personnes qui sont atteintes ou peuvent être contaminées pendant cette période.

« Négliger l'application de l'une de ces trois mesures, c'est rendre tout succès impossible, l'expérience indiquant l'impossibilité d'empêcher l'introduction des germes de choléra à bord, soit que le choléra règne d'une manière apparente ou latente, avant le départ des passagers, soit que la maladie existe dans les localités d'où les passagers proviennent.

« Sans ces trois mesures, au port de départ, il est à craindre qu'une épidémie éclate, en cours de voyage, à bord d'un navire emportant des pèlerins indiens, et si ce fait se produit, l'expérience démontre aussi qu'il est impossible, dans la plupart des cas, d'éteindre complètement l'épidémie pendant la durée de la traversée, à bord d'un navire bondé de pèlerins malpropres et indigents, et de désinfecter le bâtiment. »

Achmed Pacha Choukry (Egypte) estime que les pèlerins partant, soit par bateau à vapeur, soit par chemin de fer, doivent remettre à l'autorité le prix du voyage d'aller et retour. Une quittance de cette somme serait donnée aux pèlerins, sous la forme d'un passeport spécial, que les autorités de la santé du lieu de départ annoteront, ainsi que les compagnies de navigation ou les administrations de chemins de fer tant à l'aller qu'au retour.

Dans le cas où le pèlerin décéderait au Hedjaz, l'autorité ottomane devrait renvoyer le passeport à l'autorité territoriale du lieu de départ afin de permettre le remboursement du prix du billet de retour. Pour empêcher l'exagération des prix de transport, il conviendrait d'imposer un tarif officiel et de chercher à supprimer les abus de la concurrence entre les entreprises autorisées à délivrer des billets d'aller et retour. L'Administration de la santé aurait, notamment, à prendre les mesures nécessaires pour rendre impossible l'embarquement d'un nombre de pèlerins supérieur à celui que le bâtiment peut être autorisé à emporter d'après les règlements concernant le jaugeage.

Turkhan Bey (Turquie) estime que l'adoption des trois premières propositions et des cinquième et sixième, qui certainement seront également adoptées, rend inutile l'interdiction que l'on veut imposer. Du moment où toutes les mesures nécessaires pour constater et garantir l'état de la santé des pèlerins seront prises au point de départ et durant leur voyage comme à leur arrivée au Hedjaz, et que de grands travaux, des asiles pour les indigents, etc., vont être exécutés et construits à la Mecque, grâce aux sommes considérables que S. M. I. le Sultan a données sur sa cassette particulière, il semble que tout danger est écarté et qu'il n'y a pas lieu d'empêcher la catégorie des pèlerins indigents de remplir un devoir religieux.

M. Miéville (Egypte) déclare que dans son opinion, la proposition dont il s'agit aurait probablement, dans la pratique, des résultats assez peu efficaces.

D'après l'expérience qu'il a acquise comme Président du Conseil sanitaire d'Alexandrie, il sait que souvent, dans le campement de Tor, des pèlerins se déclarent indigents pour se soustraire au payement des taxes sanitaires, d'ailleurs minimes. Ils confient leur pécule à un compagnon lorsque l'encaisseur passe, et, bien que traités par suite en indigents, ils sont néanmoins en état de subvenir à leur voyage. M. Miéville croit, d'autre part, que les pèlerins pauvres désirant faire leur pèlerinage trouveront souvent les moyens plus ou moins momentanés et réels de prouver à l'autorité du port de départ qu'elle peut les laisser embarquer. Les mêmes pèlerins, à leur arrivée aux Lieux saints, seront néanmoins tout à fait

dénués de ressources et de moyens d'existence. Par ces observations, il n'entend pas se prononcer sur la proposition ; il désire seulement éclairer la discussion en donnant à la Commission des informations qui proviennent de la fréquentation des pèlerins et de la pratique des pèlerinages.

M. le Professeur Proust (France) insiste de nouveau sur le fait que le Conseil supérieur de santé de Constantinople a signalé les inconvénients résultants du pèlerinage des personnes dénuées de toutes ressources, et rappelle que le mémoire qu'il a cité a été signé par l'Inspecteur général sanitaire ottoman et par le Délégué d'Angleterre.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) fait part de l'intérêt qu'il aurait à connaître, d'une manière précise, la prescription de la loi religieuse musulmane et demande des indications à la Délégation ottomane.

Turkhan Bey (Turquie) regrette de ne pas pouvoir répondre immédiatement à la demande du Délégué de la Grande-Bretagne sur une question de loi religieuse (Cheri) ; il se renseignera sur ce point.

M. de Schoen (Allemagne) fait observer qu'à la suite du mémoire cité par M. le professeur Proust se trouve également une note de Fewzi Effendi relative à cette question. Il résulte de la lecture de ce document que, parmi les nombreuses sectes que comprend l'Islamisme, « il y en a « qui dispensent du pèlerinage toute personne n'ayant pas de ressources suffisantes pour l'accomplir ; mais, suivant les autres sectes, « tout musulman jouissant d'une bonne santé est tenu d'accomplir le « pèlerinage, quels que soient ses moyens, pourvu qu'il ait la volonté de « le faire. »

Diverses observations étant échangées relativement aux prescriptions des sectes musulmanes, M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) dit que l'examen du hadji, à son retour, ainsi qu'il est rigoureusement prescrit dans les Indes néerlandaises, empêcherait efficacement l'envoi de pèlerins pauvres par les musulmans riches en leur lieu et place. « Le hadji, retournant aux îles de la Sonde, n'a le droit, dit-il, de porter le nom et la distinction de « hadji » que quand il a passé avec succès, à son retour, dans son campong (village), un examen devant le chef du village et le prêtre du district. » S'il prend le titre et le costume de hadji sans avoir passé cet examen, il est puni d'une amende de 1,000 florins. Cette mesure a été jugée excellente par les musulmans eux-mêmes.

M. le Chirurgien général Cunningham (Inde Britannique) demande la parole et s'exprime ainsi :

« En ce qui concerne la proposition d'exiger de chaque pèlerin qu'il ait une certaine somme pour subvenir aux dépenses de son voyage et à l'entretien de sa famille pendant son absence, M. le Professeur Proust, dans le rapport qu'il a lu à la première séance plénière, a indiqué que c'est là une prescription de la loi musulmane. Je ferai, en conséquence, observer que si Sa Majesté le Sultan, comme chef de la religion musulmane, prescrivait que nul ne quittât ses Etats pour se rendre à la Mecque sans se soumettre à la disposition actuellement proposée, le Gouvernement de l'Inde serait à même d'examiner la possibilité d'édicter une mesure identique dans l'Inde. Sans une semblable prescription, je suis convaincu

que le Gouvernement indien hésitera à adhérer à la proposition en discussion.

• C'est l'un des principes fondamentaux du Gouvernement britannique dans toutes ses possessions du monde de laisser à chaque religion une liberté complète en tout ce qui concerne le domaine religieux, sous la condition que la loi du pays soit respectée. Je suis certain, qu'en se basant sur ces principes, le Gouvernement de l'Inde ne pourrait jamais édicter une loi qui placerait ses sujets musulmans, au point de vue de leur religion, dans une situation inférieure à celle de leurs coreligionnaires dans tout autre pays.

« J'admets qu'il existe à la Mecque un très grand danger s'il y a agglomération d'indigents et si le choléra s'y montre. Mais le danger est le même quel que soit le pays d'où viennent les pèlerins. Si les Délégués de tous les pays d'où arrivent les indigents ne s'engagent pas à exiger la même condition, quelque considérable que soit l'importance de la mortalité dans le cas que nous considérons, je ne pourrai pas adhérer au nom du Gouvernement des Indes britanniques, à la proposition actuellement discutée. »

Turkhan Bey (Turquie) dit qu'en présence des déclarations que vient de faire M. le Délégué des Indes britanniques, il se réserve de demander à son Gouvernement ses instructions sur ce point spécial et qu'il s'empressera de les communiquer à la Commission dès qu'il les aura reçues.

M. Hanotaux (France) croit devoir faire remarquer qu'il n'appartient pas à la Conférence d'examiner des questions se référant à l'interprétation des textes sacrés et en quelque sorte à la théologie musulmane. Ce qu'il tient à dire bien nettement, c'est qu'il ne s'agit nullement d'interdire le pèlerinage, mais seulement de le réglementer. La mortalité est effrayante, 50 p. 100 au moins l'année dernière. La France, les Indes néerlandaises et la Bosnie-Herzégovine ont adopté une réglementation qui a produit de bons résultats. On ne saurait contester que des mesures analogues destinées à assurer le bien-être des pèlerins n'aient sur leur santé, et par conséquent sur la santé publique, les meilleurs effets. Tel est le programme de la Conférence auquel il convient de se limiter.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) présente à cet égard diverses observations; il rappelle que, dans la première séance de la Conférence, on a expliqué que, d'après une prescription de la loi musulmane, on peut exiger que chaque pèlerin ait les moyens nécessaires pour accomplir son voyage et que cette prescription était une prescription de la loi religieuse.

Il remarque aussi que, d'après une note de Fewzi Effendi de 1890, cette loi s'applique seulement à certaines sectes. D'après M. le docteur Ruysch, la plupart des pèlerins des Indes néerlandaises sont d'une de ces sectes et ils sont aisés.

M. le Professeur Pagliani (Italie) et M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) appuient la manière de voir de M. Hanotaux et insistent sur le fait qu'il s'agit uniquement de réglementer le transport.

M. Kruyt (Pays-Bas) fait observer que la plupart des pèlerins javanais, sujets néerlandais, appartiennent à la secte de « Shaféï » qui prescrit formellement de posséder les ressources nécessaires pour effectuer le pèlerinage; les pèlerins néerlandais qui appartiennent aux autres sectes ne se

sont jamais opposés aux mesures prescrites dans ce sens aux Iles de la Sonde.

Un échange d'observations a lieu entre M. Yacovlew (Russie), M. le professeur Proust (France) et Nouri Pacha (Turquie) relativement aux institutions de charité existant à la Mecque.

M. Yacovlew (Russie) fait observer que des mesures sont prises en Russie pour se garantir contre les dangers que présente le départ de pèlerins indigents vers Jérusalem. Des établissements charitables existent, dans cette dernière ville, où l'existence des pèlerins pendant leur séjour en Palestine est assurée. Il conviendrait de ne pas perdre de vue, par analogie, que la délivrance de billets d'aller et retour ne suffit pas également en ce qui concerne le pèlerinage de la Mecque et qu'il y a lieu de se préoccuper du séjour des pèlerins au Hedjaz.

Répondant à une remarque de M. le Docteur Thorne Thorne, M. Hanotaux insiste sur ce point qu'en exigeant du pèlerin des ressources nécessaires, on n'interdit pas son départ, on ne fait que l'ajourner. On lui indique qu'il doit amasser le pécule nécessaire pour entreprendre un voyage qu'il considère comme un devoir religieux.

L'expérience apprend que le pèlerin ainsi averti et conseillé sait toujours réunir la somme minime dont il a besoin, soit par son travail, soit à l'aide des institutions charitables que compte en si grand nombre le monde musulman.

Le pécule nécessaire au pèlerin ou, si l'on veut, l'avance de fonds sur laquelle le pèlerin doit pouvoir compter, se compose de deux éléments : le billet d'aller et retour et les frais d'entretien et de séjour dans le Hedjaz. Le pèlerin qui part doit savoir qu'il aura à payer les frais du retour, c'est là une question de bonne foi. Donc, sur ce point, exiger la somme nécessaire pour faire face aux frais de transport et de la nourriture, c'est se conformer aux plus simples règles du bon sens.

Reste la question des frais d'entretien et de séjour. Elle peut présenter des difficultés dans l'application, mais elle n'est pas insoluble, et M. Hanotaux pense qu'on doit tenir le plus grand compte de la remarque faite par M. Yacovlew.

En se résumant, M. Hanotaux pose nettement à MM. les Délégués de la Turquie et de la Grande-Bretagne les questions suivantes :

Est-il exact qu'aux Indes néerlandaises, en Bosnie et en Herzégovine, dans les colonies françaises, on ait pu introduire une législation imposant aux pèlerins se rendant au Hedjaz la nécessité d'un pécule, et cela sans soulever de difficultés d'ordre religieux ? Peut-on nier que ces mesures ne soient une grande cause d'amélioration dans les conditions sanitaires du pèlerinage ? Et, en conséquence, les Délégués de l'Empire ottoman et de l'Empire britannique pensent-ils que leurs Gouvernements soient disposés à prendre, à leur tour, des dispositions réglementaires analogues pour les pèlerins qui partent des Indes ou des diverses régions de l'Empire ottoman ?

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) approuve les observations de M. Hanotaux, en faisant ressortir les chiffres résultant du rapport de M. Karlinski, déposé sur le bureau de la Conférence dans la seconde séance.

Ces chiffres indiquent, dit-il, que les pèlerins de l'Inde et de l'Empire ottoman ont formé un total de 34,334, soit 20,927 pour l'Inde et 13,497 pour l'Empire ottoman. Ce total n'est pas beaucoup supérieur à l'ensemble

des pèlerins de l'Egypte et des possessions françaises de l'Afrique, des Javanais et des Herzégoviniens ou Bosniaques : 15,711 pour les sujets français, 13,856 pour les pèlerins néerlandais. L'Egypte, l'Algérie, l'Inde anglaise et l'Inde hollandaise envoient chacune plus de pèlerins par mer que la Turquie. »

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) reconnaît la valeur des arguments qui viennent d'être développés, mais la Délégation britannique ne saurait se prononcer avant que son Gouvernement ait été renseigné sur tous ces faits.

La Délégation de l'Empire ottoman émet la même opinion.

M. le Docteur Khalil Khan (Perse) fait remarquer que, parmi les pèlerins, il en est qui, bien que ne possédant pas un pécule au moment du départ, peuvent par leur industrie, le métier qu'ils exercent (barbiers, interprètes, porteurs d'eau, cuisiniers, etc.), assurer leur existence pendant le voyage d'aller comme au retour. Cette catégorie de pèlerins ne paraît pas devoir être rangée parmi celle des indigents sans ressources. Il attire sur ce point l'attention de la Commission.

M. Hanotaux (France), pense qu'il convient de fixer l'opinion de la Commission sur le point examiné, et propose la rédaction suivante, qui lui paraît tenir compte des diverses observations présentées au cours de la discussion :

« 4^e (1^{er} alinéa). Les pèlerins seront tenus de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les Lieux saints. »

M. le Président met aux voix cette rédaction qui est adoptée à l'unanimité, moins les voix de la Délégation de l'Empire ottoman et de la Délégation britannique (Grande-Bretagne et Indes).

Ces délégations déclarent toutes deux s'abstenir.

M. le Docteur van Ermengem (Belgique) croit pouvoir justifier le vote de la Délégation belge en faisant remarquer que plusieurs Gouvernements européens n'ont pas hésité à prendre des mesures restrictives à l'occasion de pèlerinages qui s'accomplissaient sur leur propre territoire. En temps d'épidémie cholérique, on s'est vu obligé parfois, en Belgique et ailleurs, d'interdire des pèlerinages.

M. le Président propose ensuite de renvoyer à une séance ultérieure la discussion de la seconde partie de la quatrième proposition inscrite au paragraphe A.

Cette motion étant acceptée, la Commission passe à l'examen de la cinquième proposition du même paragraphe : 5^e Passeport sanitaire.

M. le Comte G. de Zoghreb (Portugal) demande que la vérification des passeports ait lieu à bord, afin que l'autorité puisse s'assurer que le bâtiment n'est pas encombré et n'a pas pris un nombre de passagers supérieur au nombre réglementaire.

M. le Professeur Proust (France) estime qu'il convient dès maintenant d'examiner la question de l'unification des règlements relatifs à la police du transport des pèlerins. Il rappelle que le Gouvernement anglais a adopté une réglementation dans ce but par le *Native passenger act de 1887* et a proposé, dans le cours de cette même année, aux diverses puissances intéressées, de soumettre à des mesures identiques les navires transportant sous leur pavillon des pèlerins vers le Hedjaz. Le *Native passenger act de 1887* a été discuté et examiné au Conseil supérieur de santé de Constantinople qui a rédigé un autre projet de règlement que M. le

Prof. sseur Proust communique à la Commission et qui reproduit en grande partie les dispositions de l' « Act » précité.

M. le Professeur Proust indique qu'il importerait de désigner une sous-commission qui serait chargée d'examiner ce projet de règlement et de formuler les amendements qu'il comporterait. La Sous-Commission se composerait de membres des Délégations britannique, austro-hongroise, néerlandaise, française et de ceux des membres des autres Délégations qui voudraient en faire partie. La présidence de la Sous-Commission serait confiée à M. le Docteur Ruysch.

La proposition de M. le Professeur Proust est acceptée.

M. Ruysch prie seulement M. le Professeur Proust de vouloir bien présider la Sous-Commission dont il accepte d'être le rapporteur.

Il est décidé que la Sous-Commission se réunira aussitôt que le projet de règlement discuté déjà au Conseil supérieur de santé de Constantinople aura pu être imprimé.

La suite de la discussion est renvoyée à lundi, neuf heures et demie.

La séance est levée à midi un quart.

Le Président,
Comte de KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE.
NÉRATOW.
MÉRIENNE-LUCAS.

Procès-verbal N° 3. — Séance du lundi 19 février 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. le Comte de Moltke Hvitfeldt (Danemark), de MM. Criésis et Vafiadès (Grèce) et de M. Due (Suède et Norvège).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie); M. Barrère et H. Monod (France); le Général Bonkowski Pacha et le Docteur Hamli Bey (Turquie); M. de Giers (Russie); M. le Baron Eug. Beyens (Belgique); M. Kiÿt (Pays-Bas); M. Phipps (Grande-Bretagne).

M. le Président rappelle que dans la dernière séance une Sous-Commission a été nommée pour formuler un avis sur la question de l'unification des règlements concernant le transport des pèlerins et, en attendant que cette Sous-Commission soit en mesure de présenter son rapport, il prie la Commission de continuer l'examen du paragraphe A du programme (Police sanitaire exercée dans les ports de l'Extrême-Orient (Inde, possessions hollandaises). Il donne lecture ensuite de la seconde partie de la quatrième proposition contenue dans ce paragraphe :

• 4° (2^e alinéa) Observation de cinq jours pour les autres (pèlerins) avant leur embarquement.

M. Ragoïne (Russie) se prononce contre l'observation de cinq jours au point de départ; il estime qu'une inspection médicale bien faite est aussi efficace et ne présente pas les inconvénients d'une observation aussi lon-

gue; il ne voit pas d'ailleurs la nécessité d'en déterminer d'une manière aussi précise la durée; cette observation pourrait être plus courte.

M. le Chirurgien général Cuningham (Indes Britanniques) lit ensuite l'exposé suivant :

« La proposition de maintenir, pendant un temps fixe, les pèlerins sous une surveillance dans les ports de l'Inde, avant leur embarquement pour Djeddah, a été plus d'une fois présentée, mais le Gouvernement de l'Inde l'a rejetée à cause des difficultés insurmontables qu'elle soulève.

« Ces difficultés se présentent d'une façon spéciale à Bombay, où la plupart des pèlerins indiens se réunissent. En effet, il n'y pas d'espace suffisant à l'intérieur de la ville, vu sa situation géographique sur une étroite presqu'île, pour y construire les baraquements nécessaires, et, si ces constructions étaient placées en dehors de la ville, les pèlerins se trouveraient logés dans un endroit très incommode pour prendre leurs passages et pour faire les préparatifs de leur voyage.

« Une surveillance effective ne pouvant être exercée que s'il est procédé à la construction de baraquements et autres installations à établir par sections, selon les dates d'arrivée des différents convois, l'établissement de ces constructions et la surveillance dont il s'agit donneraient lieu à de très grandes difficultés.

« Les pèlerins ne viennent pas d'ailleurs au port ostensiblement avec cette qualité; en général ils arrivent par chemin de fer, comme des voyageurs ordinaires. Si les voyageurs étaient obligés de déclarer leur qualité de pèlerins, et si comme tels ils étaient enfermés dans un lieu de surveillance, on encourrait assurément le mécontentement de la population musulmane; cette disposition constituerait, en outre, une atteinte à la liberté du peuple, ce qui serait tout à fait contraire aux principes usuels du Gouvernement de l'Inde, surtout lorsqu'il s'agit de questions se rattachant au sentiment religieux du peuple.

« Il me serait facile de m'étendre sur les difficultés administratives que rencontrerait la proposition indiquée, ce paragraphe du programme de M. le Professeur Proust tendant à rendre obligatoire la surveillance sur les pèlerins et à en fixer la durée à cinq jours; mais j'envisage la question à un point de vue tout-à-fait différent.

« Même s'il n'y avait pas de difficultés administratives à affronter, si cette mesure pouvait être organisée avec la plus grande facilité et sans frais, je m'y opposerais de toutes mes forces, parce que je suis d'avis qu'en retenant les pèlerins au port du départ, l'on augmenterait considérablement les chances du choléra à bord des navires.

« La plupart des pèlerins qui arrivent, par exemple, à Bombay (le lieu le plus important à considérer) viennent des hautes régions de l'Inde et d'au-delà de l'Inde, où le choléra n'existe très probablement pas au moment de leur départ.

« Les régions d'où ils viennent sont beaucoup plus fraîches, plus sèches et plus saines que Bombay, et ce grand changement à lui seul suffirait à les rendre très susceptibles au choléra, qui, bien qu'en décroissance notable, se montre chaque année à Bombay par des cas se produisant à intervalles.

« Cette influence climatique a d'autant plus de chance d'affecter les pèlerins selon la durée de leur séjour, et si, à cet élément, vous ajoutez l'influence déprimante de la réclusion, vous créerez des conditions absolu-

ment favorables à la propagation des maladies se déclarant parmi eux, non seulement au port même, mais encore, par la suite, à bord des navires.

• Aussi je conseillerai instantanément qu'au lieu de retenir les pèlerins à Bombay, on s'efforce de diminuer, autant que possible, la durée de leur séjour.

• Voici quelle est la marche suivie par le Gouvernement à l'égard de ses soldats européens ; la même façon d'agir est également adoptée par les officiers ayant avec eux leur famille

• Il est notoire que les personnes venant de contrées saines de l'Inde et se rendant dans des contrées où même des cas de choléra n'existent pas, sont très sujettes à gagner cette maladie, et il y a beaucoup d'exemples de voyageurs européens qui, ayant voyagé dans les provinces du Nord et ignorant ce fait, ont été atteints parce qu'ils ont séjourné quand ils auraient dû partir.

• Je reconnais pleinement la nécessité de prendre toutes les précautions à Bombay, ainsi que dans tous les endroits où les pèlerins s'embarquent ; je reconnais aussi la haute importance d'une inspection médicale et la nécessité d'obtenir que la condition sanitaire des navires soit réellement satisfaisante sous tous les rapports.

• Tous les soins ont été donnés à ces questions à Bombay depuis déjà bien des années. »

M. le Professeur Proust (France) fait ressortir qu'il e-t deux points sur lesquels il semble que l'accord doive s'établir : 1° prendre des précautions pour empêcher l'exportation du choléra de l'Inde ; 2° organiser ces précautions le plus près possible du lieu où sévit le choléra. Tel est le but de la mesure actuellement examinée.

Si les pèlerins arrivant à Bombay s'embarquaient immédiatement, leur mise en observation serait inutile. Mais ils restent forcément dans la ville et constituent des nouveaux-venus dans un milieu cholérique. C'est là le danger dont l'on trouve une nouvelle démonstration dans les cas cités par M. le Professeur Pagliani, à la première séance, et relatifs aux grands navires italiens emportant de Naples des émigrants vers l'Amérique du Sud.

Les objections de M. le Chirurgien général Cunningham seraient très fondées si l'on proposait de laisser les pèlerins à Bombay sans réclamer qu'ils soient garantis de tout contact avec la ville. Mais l'observation de cinq jours demandée devrait être effectuée avec isolement. M. le Professeur Proust admet que, s'il n'était pas possible d'isoler les pèlerins arrivant à Bombay, il serait préférable de ne pas les placer en observation. Il rappelle que la mesure proposée a été appliquée depuis quelques années par la France en Indo-Chine et a donné des résultats très probants que confirme l'enquête faite sur les causes des épidémies survenues à bord des transports de l'Etat *la Corrèze* et *le Château-Yquem*.

En ce qui concerne l'indication de M. le Chirurgien général Cunningham, que cette mise en observation blesserait les sentiments religieux des musulmans indiens et porterait atteinte à la liberté individuelle, M. le Professeur Proust fait ressortir que toute mesure sanitaire constitue une restriction imposée, dans un intérêt général, à la liberté humaine ; quant à la question religieuse, elle ne saurait être invoquée : sur le territoire ottoman, cinq jours de quarantaine sont en effet imposés actuellement aux pèlerins à leur arrivée à Camarau et l'autorité ottomane paraît être le meilleur juge en cette matière.

M. Proust ajoute qu'une disposition analogue a été adoptée à Venise à titre de recommandation à la navigation (Annexe V de la Convention, § 1^{er}, 2^e.)

Si le Gouvernement britannique déclare que cette observation ne peut être faite dans de bonnes conditions à Bombay par suite de circonstances spéciales, M. le Professeur Proust demanderait à la Commission de vouloir bien formuler tout au moins un vœu en faveur de l'adoption de la mesure dont il s'agit au départ de l'Inde anglaise.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) indique qu'à son avis « l'une des principales garanties contre l'exportation du choléra des Indes consiste dans une observation sérieuse et obligatoire assez prolongée pour pouvoir englober la période d'incubation avant l'embarquement, observation appliquée à tous les pèlerins sans distinction. Il y a des preuves incontestables que, malgré l'état sanitaire indeigne des passagers, de l'équipage, du port de départ et même du pays où ce port est situé, le germe d'infection peut être embarqué dans ce port et être transporté vers un pays fort éloigné.

« Une preuve éclatante de ce fait est fournie par l'histoire du choléra à bord des deux navires le *New-York* et le *Swanton*, qui transportèrent le germe de l'épidémie qui a sévi dans l'Amérique du Nord en 1848. Quand ces navires quittèrent le Havre, le 31 octobre et le 9 novembre, l'un pour New-York, l'autre pour New-Orléans, le choléra n'existait ni au Havre, ni en France. A cette époque cependant l'épidémie régnait dans le centre de l'Europe d'où provenaient les émigrants qui embarquèrent à bord de ces navires. Le choléra se déclara à bord du *New-York* le 25 novembre, le seizième jour du voyage, et à bord du *Swanton* vingt-sept jours après le départ. Ces cas se manifestèrent deux ou trois jours après que les passagers, par suite du changement de la température, avaient été obligés de descendre dans la cale où étaient leurs bagages pour prendre, les uns, ceux du *Swanton*, des vêtements chauds, les autres, ceux du *New-York*, des vêtements légers.

« Ces faits renferment donc la preuve qu'il n'est pas suffisant, pour préserver un continent d'un fléau comme le choléra, d'empêcher l'embarquement de personnes visiblement malades; ils montrent, en outre, que la durée d'un voyage dépassant la période d'incubation ne forme, en ce qui concerne le développement de la maladie, qu'une faible garantie contre le progrès du choléra par mer.

« C'est avec une extrême satisfaction que j'ai écouté dans le discours remarquable et instructif que M. le Professeur Pagliani a prononcé à la deuxième séance plénière ce qui avait trait à la question de l'émigration.

« Je reviens sur cette partie de son discours en vous demandant la permission de vous citer un fait qui formera contraste avec l'histoire malheureuse de ces quatre navires italiens partis l'année dernière de Naples, où existait le choléra, avec des émigrants à destination de l'Amérique du Sud.

« Ceci me permettra par comparaison de montrer l'avantage que le trafic international et les passagers peuvent retirer des mesures analogues à celles qui furent prises à Naples dans le but d'empêcher le trans-

port des germes du choléra par les émigrants allant de cette ville vers New-York.

« Un ou deux jours avant que le médecin de service des hôpitaux de la Marine des Etats-Unis stationné à Naples eût été informé de l'existence du choléra dans cette partie de l'Italie, un navire du nom de « Karamania » partit pour New-York ayant à bord plusieurs centaines d'émigrants, pour la plupart italiens et qu'on avait laissé embarquer après une simple visite médicale ordinaire, c'est-à-dire sans prendre de mesures préventives sérieuses. Au cours du voyage, quelques cas de choléra se manifestèrent de jour en jour ; à l'arrivée à New-York et comme il y avait encore des passagers présentant des symptômes cholériformes suspects, le navire fut mis en quarantaine.

« Presque aussitôt après que ce navire eût quitté Naples, le médecin sanitaire américain dont j'ai parlé plus haut apprit que le choléra sévissait depuis quelques jours dans cette ville et aux alentours. D'autres navires transportant des émigrants vers New-York quittèrent ensuite Naples précisément au moment où les quatre navires cités par M. le Professeur Pagniani faisaient route vers l'Amérique du Sud et cependant aucun des navires dont je parle n'a eu à souffrir d'un seul cas de choléra. Aucune entrave par conséquent n'a pu être mise à la liberté du commerce ou au débarquement des émigrants en arrivant à New-York.

« Je désire maintenant, Messieurs, appeler votre attention sur les enseignements résultant de ces faits :

« Le médecin sanitaire américain de Naples, dès qu'il eut connaissance de l'existence du choléra à Naples, imposa, avec le consentement gracieux des autorités italiennes, la désinfection rigoureuse des effets à usage, l'application des mesures personnelles d'hygiène à tous les émigrants sans distinction avant leur départ pour New-York, et pendant quelques jours une observation sérieuse correspondante à la période connue de l'incubation du choléra.

« Voici, Messieurs, la seule différence qui existe entre ces deux histoires, l'une si pénible et l'autre si encourageante au point de vue des intérêts du commerce international et de l'humanité.

« Je ne permets de suggérer que ces deux expériences renferment tout à la fois le principe des mesures à prendre et la façon d'éviter les dangers du choléra par des transports par mer de pèlerins ou d'émigrants.

« Je pourrais citer d'autres exemples, mais je crains d'abuser de votre bienveillance en m'étendant plus longuement sur ce sujet.

« En ce qui concerne la possibilité d'installer dans de bonnes conditions hygiéniques sur un point élevé des environs du port de Bombay un poste d'observation sanitaire, je me permettrai de soumettre aux membres de la Commission un plan du port de Bombay dressé par les soins de l'Amirauté britannique. Un simple coup d'œil jeté sur cette carte prouve qu'il y a sur les collines des emplacements où l'on peut établir une station d'observation parfaitement à l'abri des dangers que peut causer le sol d'alluvion de la ville de Bombay. »

M. le Docteur Shakespeare conclut en conséquence à la possibilité d'organiser à Bombay une observation dont la durée serait d'au moins trois jours.

M. Barrière (France) signale l'intérêt qu'il y aurait à connaître sur la

question qui est examinée l'opinion des autorités médicales qui composent la Commission.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) dit que les conditions ne sont pas les mêmes dans l'Inde néerlandaise. De petits vapeurs vont chercher les pèlerins dans les différentes îles de l'archipel de la Sonde et les conduisent au port de départ, à bord du navire qui doit les emporter au Hedjaz ; le capitaine de ce dernier bâtiment doit même déposer la liste de ses passagers trois jours avant de quitter les Indes néerlandaises. Il y a là une véritable période d'observation qui en fait se prolonger plusieurs jours. Dans son opinion il ne faut pas d'ailleurs examiner séparément une disposition spéciale d'un règlement sanitaire, mais l'ensemble de la réglementation résultant de ces règlements.

M. de Schoen (Allemagne) fait remarquer que, d'après les informations données par M. le Délégué des Pays-Bas en séance plénière, le choléra n'a jamais été introduit au Hedjaz par des navires venant des Indes néerlandaises.

Cette indication est confirmée par M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas).

M. le Professeur Paghani (Italie) fait ressortir qu'en ce qui le concerne, il croit que dans la pratique il n'est pas possible d'imposer une observation de cinq jours aux pèlerins à Bombay. Il demande que l'on adopte le système mis en vigueur en Allemagne, en France et sur les côtes d'Italie.

A son avis, il conviendrait que les navires quittant Bombay pour le Hedjaz fussent soumis en cours de voyage à une inspection sanitaire.

Ils devraient s'arrêter avant l'entrée de la mer Rouge, près d'Aden, pour y subir cette inspection. Si des cas s'étaient produits depuis le départ de l'Inde, le bâtiment serait désinfecté ; il en serait de même des passagers et de leurs bagages.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) déclare que la mesure actuellement en discussion a été longuement étudiée par son Gouvernement ; elle a donné lieu, à diverses reprises, à un échange de correspondances entre le Gouvernement de la métropole et le Gouvernement de l'Inde. Il cite des passages de cette correspondance desquels il résulte que l'isolement et la quarantaine ne peuvent être effectués pratiquement à Bombay ; il n'y aurait pas dans ce port d'emplacement où l'installation des pèlerins pourrait être obligatoirement prescrite.

Cette installation présenterait même des dangers, car la date du départ pour le Hedjaz est variable et elle coïncide souvent avec l'époque des grandes chaleurs. M. le Docteur Thorne Thorne reconnaît, avec M. le Professeur Proust, que toute disposition sanitaire est, en réalité, une restriction apportée à la liberté individuelle, mais, dans cet ordre d'idées, il se demande si, par exemple, la Commission préconiserait aussi, pour les ports de l'Europe, l'établissement de lazarets où seraient mis en observation les émigrants qui se rendent aux Etats-Unis.

Une inspection médicale est déjà faite à Bombay ; le Gouvernement de l'Inde se propose même de prendre, comme l'y autorise le *Native Passenger act* 1887, des mesures réglementaires en vue d'interdire l'embarquement des personnes qui ont pu être en contact avec des milieux choériques. Une seconde visite sanitaire serait même faite au moment du départ des navires.

La traversée de Bombay à Aden est déjà de sept jours, et, aux termes des règlements en vigueur, tout navire à pèlerins doit obligatoirement faire escale à Aden, d'où il ne peut sortir qu'avec patente nette. Un hôpital d'isolement était l'année dernière en voie de construction à Aden. Le voyage de Bombay à Aden constitue une observation meilleure que celle qui résulterait du système d'embarquement pratiqué aux Indes néerlandaises. M. le Docteur Thorne Thorne déclare en résumé que la mesure proposée présentant plus de dangers que d'avantages sérieux, il serait difficile à la Délégation britannique de s'y rallier. Les causes du choléra sont beaucoup plus compliquées dans l'Inde qu'en Europe, par suite des conditions du sol, du climat et de l'hygiène publique; il est, dès lors, périlleux de ne pas laisser s'embarquer le plus promptement possible les pèlerins arrivant à Bombay des contrées fraîches et saines de l'Inde et de les empêcher de gagner la pleine mer.

M. le Professeur Proust (France), en se référant aux indications données par M. le Docteur Shakespeare sur la topographie de Bombay, voudrait savoir si M. le Délégué des Indes britanniques ne pourrait pas faire connaître s'il n'y a pas réellement aux environs de Bombay des emplacements permettant d'y créer un sanatorium. La création d'un sanatorium serait en effet d'un grand intérêt pour empêcher l'exportation du choléra, les pèlerins pouvant tous y être efficacement isolés. Il rappelle que le Gouvernement des Etats-Unis ayant exigé pendant la dernière épidémie cholérique que les émigrants partant des ports d'Europe fussent soumis au départ à une observation de quatre à cinq jours, les compagnies ont fait faire cette observation à bord d'un de leurs navires avant d'embarquer les émigrants sur les paquebots chargés de les transporter aux Etats-Unis. Il demande en conséquence à M. le Délégué de l'Inde si, à défaut d'emplacements propres à créer un sanatorium à Bombay, on ne pourrait pas faire effectuer sur des bateaux l'observation aux pèlerins?

Quant à la durée du voyage de Bombay à Aden et aux dispositions prises pour éviter l'embarquement des pèlerins qui ont été en contact avec des germes, elles ne constituent pas, dans son opinion, une garantie suffisante. Il y a eu en effet malheureusement des exemples de déclarations fausses faites à Aden par les capitaines en ce qui concerne les accidents survenus en cours de route; ces déclarations ont même été la cause de bien des cas de contagion. Il est évident que l'observation de cinq jours proposée dans le programme de la Délégation française ne saurait être réellement efficace que dans le cas où elle pourrait être effectuée dans des conditions convenables. Si le Gouvernement britannique trouvait près de Bombay un emplacement apte à la création d'un sanatorium, il rendrait un véritable service à l'humanité.

Nouri Pacha (Turquie) dit que la Délégation ottomane estime que l'observation de cinq jours si bien motivée par M. le Professeur Proust est indispensable, car sans elle il lui paraît impossible de mettre à l'abri la province du Hedjaz contre l'invasion du choléra. L'Europe même ne serait pas sauvegardée. Cette mesure est nécessaire pour que les dispositions qui seraient prises dans les établissements sanitaires de la Turquie dans la mer Rouge soient efficaces et complètes.

M. Miéville (Egypte) dit que les considérations présentées par M. le Professeur Paghant en faveur d'une inspection à l'entrée de la mer Rouge lui paraissent devoir être examinées en détail, de préférence, lorsque la Commission abordera le paragraphe relatif à la surveillance à l'entrée de la

mer Rouge. En ce qui concerne la question générale actuellement en discussion, il attacherait du prix à savoir si les hautes sommités médicales qui siègent dans la Conférence considèrent comme un principe fondamental que les agglomérations de pèlerins doivent être évitées, autant que possible. M. le Chirurgien général Cunningham, répondant à la remarque de M. le Professeur Proust sur l'importance de l'observation de cinq jours comme mesure préventive contre l'introduction du choléra à bord des navires à pèlerins, a fait ressortir qu'en réalité le nombre des cas de choléra ayant éclaté sur ces navires entre Bombay et Camaran a été très restreint. Quant aux causes auxquelles il faut attribuer les cas de choléra constatés à Camaran, M. Miéville les examinera lorsqu'il sera question de la station même de Camaran.

M. Hanotaux (France) fait observer que la proposition présentée par la Délégation française dans son programme ne constitue pas une innovation. Une disposition à peu près identique en ce qui concerne les navires transportant des troupes ou des émigrants a été insérée dans l'annexe V de la Convention sanitaire de Venise, au paragraphe : Mesures à prendre au point de départ, dont le second alinéa est ainsi conçu : Lorsque le navire doit transporter des émigrants, des troupes, il est désirable que l'embarquement ne se fasse qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises, pendant cinq ou six jours, à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte du choléra.

La Délégation française a été frappée des considérations présentées par le Délégué des Etats-Unis sur la possibilité d'établir un sanatorium près de Bombay. Il y aurait peut-être lieu, néanmoins, de tenir compte dans une certaine mesure des circonstances locales défavorables sur lesquelles ont insisté à plusieurs reprises les Délégués de la Grande Bretagne et de l'Inde. M. Hanotaux suggère donc, pour le cas où le Délégué de l'Inde accepterait ce texte, de reprendre la disposition rappelée ci-dessus de la Convention de Venise, en y ajoutant un léger amendement. M. Hanotaux donne lecture du projet de rédaction suivant :

« Lorsque le navire doit transporter des pèlerins, il est désirable, qu'en tenant compte des possibilités et circonstances locales, l'embarquement ne se fasse qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises pendant cinq jours à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte du choléra. »

M. Miéville (Egypte) fait remarquer que la Convention sanitaire de Venise porte « que l'annexe V n'est rédigée et insérée qu'à titre de conseil et de recommandation au commerce et à la navigation ».

MM. Hanotaux et Proust (France) répondent que les termes mêmes de la rédaction proposée indiquent qu'il s'agirait également dans le cas actuel d'une recommandation.

M. le Chirurgien général Cunningham (Indes britanniques) fait observer que le Gouvernement des Indes, n'ayant pas adhéré à la Convention sanitaire de Venise, ne se montre pas inconséquent en n'acceptant pas les cinq jours d'observation avant l'embarquement des pèlerins. Par suite des motifs qu'il a exposés plus haut, M. le Délégué des Indes britanniques ne croit pas, d'autre part, pouvoir se rallier à la rédaction tendant à indiquer que la mise en observation serait « désirable ». Toute agglomération à Bombay lui paraît funeste et n'être pas par conséquent à désirer.

M. le docteur Hagel (Autriche-Hongrie) estime que l'observation doit être absolument obligatoire.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) insiste également dans ce sens.

M. Hanotaux (France) déclare qu'il avait soumis la rédaction ci-dessus à la Commission à titre de transaction et bien qu'elle ne satisfît pas pleinement la Délégation française. A la suite de la réponse de M. le Chirurgien général Cunningham, il croit devoir retirer l'amendement dont il s'agit et il appelle en même temps l'attention de MM. les Délégués de Sa Majesté Britannique sur les considérations suivantes :

Les Gouvernements français, néerlandais et austro-hongrois prennent, à l'égard des pèlerins, des mesures prophylactiques précises et restrictives auxquelles se soumettent sans opposition les sujets musulmans placés sous leur juridiction. En temps d'épidémie cholérique au Hedjaz, la France a même été jusqu'à suspendre provisoirement l'autorisation de prendre part au pèlerinage. Il y a dans ce fait une réponse formelle aux objections présentées par le Délégué de l'Inde à un point de vue religieux qui n'existe pas dans le cas actuel puisque la mise en observation des pèlerins prescrite dans l'Empire ottoman fait tomber également les arguments invoqués à ce même point de vue.

D'autre part, lorsque dans les possessions françaises de l'Afrique, en Bosnie et en Herzégovine, aux Indes néerlandaises, les pèlerins s'embarquent pour le Hedjaz, ils quittent leurs foyers dans un excellent état sanitaire, grâce aux dispositions prises par les administrations de ces différentes contrées. Nous demandons, dès lors, ajoute M. Hanotaux, au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui détient l'un des points de départ du pèlerinage, malheureusement aussi le point de départ de l'épidémie, de prendre des mesures analogues à celles adoptées par les Gouvernements qui ont des sujets musulmans sans que le choléra soit endémique au port de départ de leurs pèlerins.

D'après M. le Délégué de l'Inde, il serait difficile de prendre des mesures dans ce sens, mais il ne saurait dénier qu'une grande responsabilité incombe à l'Administration de l'Inde dans cette question et qu'il est du devoir des différentes Délégations d'insister pour que le Gouvernement de l'Inde s'associe pleinement à l'œuvre de protection sanitaire qui est le but de la Conférence actuelle. Des difficultés administratives que l'on fait valoir aux Indes ne peuvent pas être insurmontables; les autres Gouvernements les ont rencontrées également et les ont surmontées. Il y a lieu, assurément, de tenir compte des circonstances locales, mais il convient aussi de ne pas perdre de vue que les progrès de la civilisation, loin d'être un obstacle au pèlerinage, le favorisent en facilitant notamment le voyage du Hedjaz. Cela impose aux Puissances des conditions particulières de surveillance, et il se plaît à espérer qu'aucun Gouvernement ne voudra négliger ce devoir.

Turkhan Bey (Turquie) fait remarquer que l'observation de cinq jours avant le départ est d'autant plus nécessaire que se trouver en bonne santé constitue la première condition pour remplir le devoir du pèlerinage.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) émet, de nouveau, l'avis que l'observation au point de départ de l'Inde soit obligatoire.

M. Hanotaux (France) propose, en conséquence, la rédaction suivante :

« Lorsque le navire transporte des pèlerins, l'embarquement ne se fera qu'après que les personnes réunies en groupes auront été soumises pendant cinq jours à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de choléra. »

M. le Professeur Pagliani (Italie) croit que l'observation résultant de la traversée de Bombay à Aden peut suffire, si l'organisation du service sanitaire sur ce point est complètement satisfaisante. Il craint qu'à Aden l'exécution des règlements ne soit pas telle que le Gouvernement anglais le pense. Mais ce service pouvant être amélioré, il formule, comme proposition, la première rédaction suggérée par M. Hanotaux à titre d'amendement.

Sur la demande de M. le Président, la Commission décide que la séance sera suspendue quelques instants afin de permettre aux différents Délégués de se concerter sur une seule proposition.

La séance est reprise après une suspension d'une demi-heure.

A la suite de diverses observations échangées entre M. Hanotaux, M. le Professeur Proust et M. Barrère (France), M. Ruysch (Pays-Bas), M. le Baron Eugène Beyens (Belgique), M. le Professeur Pagliani (Italie) et M. Shakespeare (Etats-Unis) au sujet des termes d'une nouvelle rédaction qui a été arrêtée pendant la suspension, M. le Président donne lecture de la proposition suivante présentée par M. Hanotaux :

4° Lorsqu'il existe des cas de choléra dans le port, l'embarquement ne se fera à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes auront été soumises pendant cinq jours à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte du choléra.

Il est entendu que pour exécuter cette mesure chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales.

M. le Chirurgien général Cuninghame fait connaître que dans tous les ports de l'Inde anglaise les circonstances locales sont telles que dans son opinion il serait dangereux d'y détenir les pèlerins pendant cinq jours. Il déclare en conséquence qu'il s'abstiendra lors du vote de la proposition ci-dessus, parce que l'adhésion qu'il y donnerait semblerait impliquer que le principe général est applicable aux ports de l'Inde.

La proposition ci-dessus est mise aux voix et adoptée par la Commission à l'unanimité, moins la voix de M. le Délégué de l'Inde qui s'abstient, mais y compris celles de MM. les Délégués du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne.

M. le Président rappelle qu'une Sous-Commission est chargée d'étudier la question de l'unification du règlement applicable à la police du transport des pèlerins. Il propose de charger cette Sous-Commission de formuler également des propositions en ce qui concerne les points 5 et 6 du paragraphe A : Passeport sanitaire ; présence à bord d'un médecin, d'une étuve et d'une quantité suffisante d'eau potable à l'abri de toute souillure.

Cette motion est acceptée et la suite de la discussion est, en conséquence, renvoyée à une date ultérieure pour permettre à la Sous-Commission d'élaborer son rapport sur les points ci-dessus.

La séance est levée à midi.

Le Président,
Comte de KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE,
NÉRATOW,
MÉRIENNE-LUCAS.

Procès-verbal n° 4. — Séance du mercredi 28 février 1894.

Présidence de M. le Comte de KUKFSTEIN.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. Navarro et M. le Comte G. de Zogheb (Portugal), M. le Docteur Stephen Smith (Etats-Unis), M. le Docteur van Ermengem (Belgique), M. Crisèsis (Grèce).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) ; M. Barrère (France) ; M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas) ; M. le Baron Eug. Beyens (Belgique) ; M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis) ;

M. de Giers (Russie) ; le Général Bonkowski Pacha (Turquie).

Les procès-verbaux des première, deuxième et troisième séances de la Commission sont adoptés.

M. le Président fait connaître que la Sous-Commission chargée d'étudier la question de l'unification des règlements applicables à la police du transport des pèlerins et de formuler des propositions relativement aux points 5 et 6 du paragraphe A du programme a terminé ses travaux. Il prie, en conséquence, M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) de donner lecture du rapport qu'il a préparé au nom de la Sous-Commission :

Rapport de M. le Docteur Ruysch sur les travaux de la Sous-Commission chargée d'élaborer un règlement général applicable aux navires faisant le transport des pèlerins, et relatif aux passeports ainsi qu'à la désinfection.

« La Commission chargée de l'examen de toutes les questions relatives à la prophylaxie du pèlerinage dans la mer Rouge a désigné, dans sa séance du 16 février, une Sous-Commission pour élaborer : 1° un règlement général applicable aux navires faisant le transport des pèlerins des pays au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb, y compris le golfe Persique, de la Méditerranée et de la mer Rouge et leur retour ; 2° des dispositions relatives au passeport sanitaire ; 3° des descriptions concernant la désinfection.

« Cette Commission, sous la présidence de M. Proust, était composée de tous les membres techniques de la Conférence ; plusieurs autres membres de la Commission ont suivi les discussions.

« Le but que s'est proposé la Sous-Commission a été de relier les mesures prophylactiques mises à exécution dans les ports de départ des pèlerins avec celles appliquées dans le port d'arrivée et au Hedjaz.

« Ces mesures sont donc destinées à empêcher autant que possible l'apparition du choléra à bord des navires, et, d'autre part, si un cas de choléra ou d'affection suspecte se présente néanmoins parmi les personnes embarquées, il s'agit de le traiter de telle sorte qu'il puisse rester isolé.

« Il résulte des délibérations générales que la Sous-Commission, ayant pris acte des conclusions des Conférences de Rome en 1885, de Venise en 1892 et de Dresde en 1893, est d'avis que, tout en tenant compte de ces conclusions, il est nécessaire de ne plus se borner, comme à Rome, à exprimer des vœux qui, l'expérience l'a démontré, restent souvent dans le vague, mais qu'il y a lieu de faire prescrire catégoriquement par la Conférence les mesures à prendre.

« Quant aux propositions de la Sous-Commission, elles n'ont d'autre signification que celle de conseils à examiner en séance plénière.

« La Sous-Commission a tâché de suivre une voie pratique et, sans négliger les exigences les plus strictes de l'hygiène, d'entraver dans la mesure la plus restreinte les pèlerinages.

« Plusieurs membres ont donné connaissance à la Sous-Commission de faits intéressants qui démontrent péremptoirement la négligence des premières prescriptions de l'hygiène navale et du service médical à bord des navires à pèlerins.

« Nous nommerons en premier lieu M. Karlin-ki, qui a fait plusieurs fois le voyage sur des navires à pèlerins allant de la Bosnie et de l'Herzégovine vers le Hedjaz et qui a étudié de près les suites de cette négligence.

« Il croit que les propositions que M. Proust a faites, conformément aux conclusions prises à la Conférence de Rome et à la Conférence de Venise — présence à bord d'un médecin, d'une étuve et d'une quantité d'eau potable à l'abri de toute souillure — ne suffisent pas complètement.

« Quoique recommandées chaleureusement par la Conférence de Rome, ces trois prescriptions n'ont été exécutées que par exception.

« Parmi les quarante-six bateaux, inspectés par le Docteur Karliński, qui se trouvaient au port de Djeddah, entre le 24 juin et le 9 juillet 1893, six seulement étaient accompagnés par des médecins régulièrement diplômés.

« De ces six bateaux, quatre étaient néerlandais, un anglais et un français, — les autres, au nombre de quarante, avaient des médecins à bord qui portaient abusivement le titre de médecin. Leurs connaissances médicales ne répondaient guère qu'à celles d'un barbier ordinaire, et ils furent traités en conséquence par les capitaines des différents bateaux.

« A bord du bateau anglais *Venezia* (Djeddah, 1^{er} juillet 1893), le capitaine, en présence de M. Karliński, souffletait le médecin de son bord parce qu'il n'avait point remarqué les cas de choléra.

« Le médecin à bord du bateau anglais *Gordji* (Tor, 9 juillet) ne pouvait écrire son nom, ni en lettres latines, ni en lettres arabes. Celui du bateau turc *Noumet Hudah* n'avait guère terminé ses études pharmaceutiques; et le soi-disant médecin noir du bateau turc *Abd-el-Kader* ne savait ni lire les étiquettes de ses potions, ni préparer un simple médicament. M. Karliński est persuadé que la vie et la santé de plusieurs milliers de pèlerins sont confiées à des hommes manquant de toute éducation professionnelle. Comme ces prétendus médecins sont mal payés et qu'ils sont totalement à la merci des compagnies de bateaux, on ne s'étonnera guère de leur voir donner des déclarations fausses en faveur des capitaines.

« L'histoire du lazaret de Camaran pourrait fournir de nombreux exemples de ces fausses déclarations.

« Pour ces motifs, M. Karliński propose que le médecin soit régulièrement diplômé.

« Il ajoute que le nombre des pèlerins n'était souvent pas en relation avec le tonnage. En temps de pèlerinage, les capitaines et les agents de bateaux de pèlerins demandent, en effet, des prix énormes pour le retour des pèlerins. Le Gouvernement ottoman se voit, par suite, obligé de diminuer les prix sur les bateaux turcs et égyptiens au moins, et de cette façon les autres bateaux sont forcés d'abaisser, eux aussi, les prix pour les autres pèlerins.

« Il indique, d'autre part, que pour compenser la perte du profit attendu,

les agents des bateaux se servaient d'un moyen très condamnable. Après que les pèlerins avaient déjà payé 4 livres turques pour un billet de Djeddah à Constantinople, les capitaines leur demandaient encore 5 ou 6 livres pour une place sur la poupe, 3 ou 4 livres pour une place sur la proue, et 2 et 3 livres pour une place sur le pont à côté de la machine. En conséquence tout le pont était rempli par des pèlerins qui étaient en état de payer ces prix, et les pauvres, entassés dans l'entrepont, n'avaient pas la liberté de jouir du plein air.

« M. Karlinski est d'avis qu'on accorde aux pèlerins de l'entrepont beaucoup plus d'espace qu'on ne le fait maintenant et il croit que, si l'on autorisait seulement l'embarquement d'un pèlerin par deux tonneaux, on éviterait l'agglomération nuisible dans l'entrepont, car il faut toujours tenir compte de la quantité et surtout du volume énorme qui constitue ce que le pèlerin nomme son « petit bagage ». Le pont doit rester libre de toute marchandise; il doit servir de promenade aux pèlerins. Les intérêts des agents de bateaux ne seraient pas lésés par cette mesure; ils pourraient augmenter leur prix de passage sous le contrôle des autorités maritimes. M. Karlinski estime que l'usage actuel, d'après lequel les capitaines sont obligés d'emmener 2 p. 100 des pèlerins sans frais, serait à conserver.

« Pendant ses voyages avec les pèlerins, il a remarqué, en outre, que l'emplacement des lieux d'aisances sur les bateaux à pèlerins est bien défectueux. Il a vu sur plusieurs bateaux que les pèlerins qui logeraient dans le troisième entrepont étaient obligés de monter sur le pont pour arriver aux lieux d'aisances. De là bien des difficultés, d'autant plus grandes que presque tous les pèlerins souffrent de la diarrhée ou de la dysenterie. Il conviendrait, dès lors, absolument qu'on construisit des latrines dans chaque entrepont du bateau et que ces latrines fussent désinfectées suffisamment.

« Ni à Djeddah, ni à El-Tor, ni à Clazomène, l'eau des cales n'est désinfectée ou vidée.

« Il n'y a pas de tarif pour les prix des aliments, ce qui donne lieu à beaucoup de difficultés.

« Un grand nombre de pèlerins se refusant à payer, sous tous prétextes, les droits quaranténaires si nécessaires pour améliorer les installations sanitaires, M. Karlinski veut que ces droits soient payés par les capitaines des bateaux, comme cela est prescrit pour le passage du canal de Suez.

« Dans ce but et pour empêcher les abus, il croit opportun que le nombre des pèlerins soit inscrit sur la patente du bateau, qu'une surveillance rigoureuse soit exercée sur tous les bateaux à pèlerins et qu'un code pénal applicable au transport des pèlerins soit adopté afin de punir sévèrement toutes les infractions aux règlements.

« Plusieurs autres membres, notamment M. Hagel et Nouri Pacha, ont affirmé des faits semblables à ceux relevés par M. Karlinski et desquels il résulte que l'installation des navires à pèlerins, en général, laisse beaucoup à désirer et que la surveillance médicale est très incomplète.

« M. Brouardel a constaté également que la Délégation française a en mains les preuves qu'un capitaine a reçu l'ordre, de l'armateur du navire ou de l'affrètement, de déclarer, dans le cas où un pèlerin succomberait du choléra, que ce pèlerin était tombé du grand mât.

« M. Kruyt, qui a rempli longtemps les fonctions de consul général des Pays-Bas au Hedjaz, ajoute qu'à la suite de combinaisons pécuniaires difficiles à indiquer entre quelques autorités du Hedjaz et les agents de cer-

« aines compagnies de transports, les cheiks empêchent parfois les pèlerins prêts à retourner aux Indes de s'embarquer sur les navires bien installés qui les attendent et les forcent à prendre des navires dans de très mauvaises conditions hygiéniques, où ils sont entassés comme des marchandises. Tel a été l'année dernière le cas du navire anglais *Samoa*. D'après lui, il serait désirable que les pèlerins fussent obligés au retour de ne prendre des billets de transport qu'à Djeddah ou plutôt de se procurer avant le départ des billets de retour.

« Le Rapporteur ajoute que, dernièrement (21 février 1894), d'après le journal de *Scheepvaart*, le capitaine du bateau *Samoa* a été condamné par la cour de justice de Liverpool pour n'avoir pas inscrit dans son journal de bord la cause du décès de plusieurs centaines de pèlerins transportés par lui. La raison de ce silence est connue. Les pèlerins étaient tellement entassés à bord de ce navire que soixante à quatre-vingts d'entre eux ont été jetés à l'eau par des coups de mer, tandis que plusieurs autres ont été tués et blessés par les bagages ; plus de deux cents sont morts du choléra et d'autres maladies.

« Nouri-Pacha, pendant son séjour au Hedjaz, n'a jamais constaté de faits analogues à ceux relevés par M. Kruij. Cependant il croit, lui aussi, utile d'adopter des prescriptions hygiéniques précises pour assurer un bon trajet à tous les pèlerins.

« Par contre, le Rapporteur est heureux de pouvoir indiquer, d'une part, qu'il résulte des déclarations de plusieurs Délégués que des navires faisant le transport des pèlerins se trouvent dans des conditions très satisfaisantes aussi bien au point de vue de l'hygiène qu'au point de vue du service médical, et, d'autre part, qu'à bord de ces bâtiments le choléra ne s'est jamais manifesté ou bien que si par exception un cas de choléra ou un cas douteux s'y est produit, ce cas est resté à peu près isolé.

« La Sous-Commission, tout en constatant cette situation satisfaisante à bord de quelques navires, a été cependant d'opinion qu'à bord de beaucoup d'autres bâtiments l'état de choses était très mauvais.

« La Sous-Commission a donc été unanimement d'accord pour déclarer qu'il est nécessaire d'empêcher ces différents abus.

« Sur la proposition de M. Proust, le projet de règlement général applicable aux navires faisant le transport des pèlerins, discuté au Conseil supérieur de santé de Constantinople, ainsi qu'un résumé élaboré par la Délégation hollandaise et indiquant les mesures réglementant le transport des pèlerins anglais, français et hollandais, ont servi de base aux délibérations.

« En relisant le texte adopté par la Sous-Commission, nous avons trouvé beaucoup de lacunes, nécessaires à compléter ; nous avons constaté notamment que le déplacement de plusieurs articles était indispensable pour arriver à un ensemble méthodique.

« M. Monod a bien voulu remanier, de concert avec le président et le rapporteur de la Sous-Commission, tous les articles du règlement projeté et préparer le projet tel que nous avons l'honneur de vous le présenter.

« Il va sans dire que nous avons respecté partout le sens des conclusions arrêtées et que nous n'avons rien changé aux principes adoptés dans nos séances des 20 à 27 février.

« Nous avons donc partagé le projet du règlement révisé en quatre titres : Titre I. Dispositions générales ; Titre II. Mesures à prendre à bord

du navire avant le départ ; Titre III. Mesures à prendre pendant la traversée. Titre IV. Pénalités.

« L'article 1^{er} (Titre I^{er}) du projet de règlement précité, aux termes duquel ce règlement sera applicable aux navires qui transportent au Hedjaz ou qui en ramènent des pèlerins musulmans, ayant été accepté, une divergence de vues s'est présentée surtout relativement à la définition du mot « navire à pèlerins ». Le Conseil de Constantinople avait proposé, en effet, dans l'article 2 de son projet, que tout navire qui transporte plus de trente pèlerins serait considéré comme navire à pèlerins.

« Quelques-uns des Délégués ont désiré que les grands paquebots qui font un service régulier et périodique entre l'Extrême-Orient et l'Europe et qui sont placés sous une surveillance sanitaire rigoureuse et permanente ne soient pas considérés comme navires à pèlerins quand ils n'en transportent qu'un petit nombre.

« La Délégation néerlandaise a fait remarquer que les pèlerins qui se rendent au Hedjaz à bord de ces paquebots et qui appartiennent pour une partie à la haute société musulmane se trouvent, sur ces vapeurs, dans les mêmes conditions que les autres passagers qui s'arrêtent à Suez, Brindisi, Marseille, Southampton, Amsterdam, etc., et qu'on ne peut perdre de vue que la durée du voyage de Java au Hedjaz surpasse de quatre fois la durée de l'incubation du choléra telle qu'elle a été adoptée par la Convention de Dresde.

« Si la Commission accepte la définition proposée par le Conseil de Constantinople, les paquebots ne pourront transporter que trente pèlerins sans être soumis à toutes les mesures et entraves qui sont imposées aux navires à pèlerins pendant leur voyage. Elle croit que l'adoption d'une telle résolution, en diminuant le nombre des pèlerins transportés par les paquebots, serait contraire à l'intérêt de ces passagers qui, sur ces navires, sont d'ailleurs bien installés et à l'abri de toute contamination, et aussi en opposition avec les principes fondamentaux des conventions de Venise et de Dresde : minimum d'entrave avec maximum de sécurité.

« C'est pourquoi le Gouvernement des Indes hollandaises, en exigeant des pèlerins avant leur départ toutes les mesures prophylactiques utiles, souvent difficiles à exécuter par les pèlerins, ne veut pas augmenter les entraves par des mesures qu'il croit exagérées et qu'il considère comme n'étant pas strictement nécessaires ; elles dépassent les prescriptions actuellement en vigueur, et en cas d'application, elles augmenteraient considérablement les frais de voyage et entraveraient les sujets musulmans hollandais dans l'accomplissement d'une des plus hautes obligations de leur religion.

« La majorité des membres a été d'avis que toutes distinctions ou exceptions seraient dangereuses pour l'efficacité des mesures à prendre.

« Elle croit indispensable de désigner tout navire qui transporte des pèlerins sous le nom de « navire à pèlerins », lorsqu'il le navire contiendra à bord plus d'un pèlerin pour 100 tonneaux de jauge. Seulement afin de donner satisfaction aux Déléguations qui s'opposent à cette définition, parce qu'elle serait applicable également aux voyageurs des classes les plus élevées, la majorité de la Sous-Commission a accepté la rédaction proposée par M. Yacolew, telle qu'elle est formulée dans l'article 2 ci-après et qui ne considère pas comme pèlerin tout voyageur qui n'est pas passager de dernière classe ou de pont.

Les articles 3 et 4 de notre projet consacrent les dispositions du règle-

ment spécial applicable aux pèlerinages du Hedjaz voté par le Conseil de santé de Constantinople, en ce qui concerne les navires dans la mer Rouge et ce faisant le cabotage; il y est prescrit également que les navires à vapeur seront seuls admis au transport des pèlerins dans les voyages au long cours; les navires à voiles et les bateaux mixtes n'offrent pas, en effet, des garanties suffisantes pour la santé et la sécurité des passagers.

« Dans les articles 5 à 10 du Titre II sont indiquées les mesures à prendre : 1^o pour renseigner l'autorité du port de départ du jour du départ et de la destination du navire; 2^o pour assurer l'inspection du bâtiment; 3^o pour en effectuer le mesurage, et 4^o pour garantir l'état sanitaire des personnes embarquées.

Le Titre III (art. 11 à 30) détermine les conditions que doivent remplir les médecins et leurs obligations, l'espace qui doit être réservé aux pèlerins, certaines mesures pour garantir aux pèlerins que la nourriture et l'eau potable seront de bonne qualité et en quantité suffisante et que le service médical fonctionnera régulièrement, même en cas de maladie contagieuse.

« La Sous-Commission est unanimement persuadée qu'il serait désirable que les vivres fussent fournis par le capitaine, d'après un règlement bien déterminé. Cependant elle croit que l'adoption d'une disposition obligatoire dans ce sens pourra présenter des difficultés surtout en ce qui concerne les navires effectuant une courte traversée. Néanmoins, elle croit nécessaire d'obliger le capitaine à leur fournir les vivres en cas de besoin et de soumettre la vente de ces vivres ainsi que celle des vivres supplémentaires à un tarif qui sera affiché à bord dans les diverses langues parlées par les pèlerins.

« L'expérience démontrant que l'eau potable joue le principal rôle dans la contagion du choléra, la Sous-Commission estime nécessaire de prescrire des mesures efficaces pour assurer gratuitement aux pèlerins une quantité suffisante d'eau potable, de bonne qualité, à l'abri de toute souillure. Les prescriptions des règlements français exigent qu'une quantité de 10 litres soit fournie par jour à chaque pèlerin. Les règlements anglais et néerlandais disent que l'eau nécessaire sera distribuée en quantité suffisante gratuitement aux pèlerins; que tous les navires auront des appareils distillatoires pouvant produire 2.000 litres par jour au moins.

« Comme l'eau bouillie, distillée ou stérilisée, est avant tout un facteur important dans le combat contre la propagation du choléra, la Sous-Commission a jugé nécessaire de prescrire que tout navire à pèlerins sera muni d'un appareil de distillation d'eau pouvant fournir à toute personne embarquée au moins 5 litres d'eau potable par jour. En outre, de l'eau pure en quantité suffisante sera embarquée avant de partir. Des mesures propres à éviter toute souillure de l'eau distillée ont été arrêtées en même temps : cette eau ne sortira des réservoirs que par des robinets.

• Dans l'article 8, la Sous-Commission énumère les mesures à prendre pour la patente de santé.

« La Sous-Commission, ayant pris connaissance des autres abus qui ont été mentionnés par M. Karinski et par d'autres membres et qui existent sous ce rapport à bord de plusieurs navires, attache beaucoup de prix à ce qu'aucun médecin ne soit admis à bord sans être régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel appartient le navire.

• M. Ragosine ayant demandé que les droits et obligations des méde-

cins soient strictement définis, M. Brouardel a fait remarquer qu'on pourra suivre à cet égard, les décisions prises à la Conférence de Venise.

« Les Délégations portugaise et américaine veulent renforcer le nombre des médecins ; le Portugal voudrait voir deux médecins à bord de chaque navire à pèlerins.

« Conformément à une proposition présentée par M. Shakespeare, il est admis qu'au moins deux médecins régulièrement diplômés et commissionnés par l'Etat devront être embarqués sur tout navire qui aura à bord plus de 1,000 pèlerins.

« Une proposition de la Délégation américaine tendant à diviser l'entrepont en compartiments séparés pour empêcher l'infection du groupe en groupe si le choléra se manifestait à bord, n'a pas été approuvée par la Sous-Commission à la suite des observations de M. le docteur Thorne Thorne et de M. Miéville ; cette organisation constituerait un obstacle à la ventilation, si nécessaire dans la mer Rouge.

« Une longue discussion s'est ouverte quant à la surface à fournir à chaque pèlerin en dehors de celle qui est affectée à l'équipage.

« Du tableau comparatif lu par M. Kruyt, il résulte que les espaces affectés à bord à chaque pèlerin d'après les règlements actuellement en vigueur sont les suivants :

« 1^o Les règlements français donnent deux mètres carrés avec toute la hauteur de l'entrepont ; dans ce chiffre est également compris l'espace pour le petit bagage du pèlerin ;

« 2^o Les règlements anglais accordent neuf pieds carrés et une hauteur d'entrepont d'au moins six pieds, soit un volume de cinquante-quatre pieds cubes ; les règlements des Indes néerlandaises, 84 décimètres carrés avec une hauteur d'entrepont de 1 m. 72, soit un volume de 1 m. c. 444. Ces deux derniers règlements réservent sur le pont un espace de 4 pieds carrés. Comme un « pied anglais » équivaut à environ 33 centimètres, les mesures anglaise et néerlandaise sont à peu près les mêmes. Le dernier règlement spécial pour la mer Rouge émanant du Conseil supérieur de santé de Constantinople et arrêté en 1894 a adopté les espaces accordés par les règlements anglais et néerlandais.

« Les Délégués des Indes et des Pays-Bas ont émis l'avis que la surface de neuf pieds carrés prescrite par le *Native passenger Act* et par les ordonnances du Gouvernement des Indes néerlandaises était suffisante, en appuyant leur opinion sur l'expérience et sur les conclusions de la Conférence sanitaire de Rome qui ne demandait pas une surface supérieure, et sur le règlement adopté, en 1894, par le Conseil de santé de Constantinople. Plusieurs autres membres, au contraire, étaient d'avis que ces mesures sont trop restreintes pour assurer aux pèlerins la surface et le cube nécessaires.

« Le chirurgien général Cunningham, Délégué des Indes anglaises, admet qu'une augmentation de l'espace serait en général certainement désirable, mais il fait remarquer que l'espace actuellement donné aux pèlerins est celui qui est accordé aux troupes indo anglaises, et que l'expérience a démontré qu'il est suffisant ; l'augmentation qui serait proposée amènerait aussi une augmentation des prix du passage. Le Délégué de l'Inde a, dès lors, déclaré qu'il pouvait seulement saisir de la proposition son Gouvernement et la soumettre à son examen. M. Cunningham, rappelle que tout le pont est disponible, excepté par le mauvais temps, et qu'ainsi, sauf ce

cas, l'espace par tête est effectivement le double de celui qui est fixé dans le règlement.

« Plusieurs autres membres, notamment MM. Shakespeare, Ragosine et Miéville, contestent la possibilité d'une comparaison entre des pèlerins et des soldats; ces derniers se trouvent dans de toutes autres conditions en ce qui concerne la propreté, la discipline et la durée du voyage.

« M. Pagliani croit même que l'augmentation d'espace qui avait été proposée précédemment par le Conseil sanitaire de Constantinople, 1 mètre sur 1 m. 50, qui dépasse de beaucoup la quotité inscrite dans le règlement de 1894, n'est pas suffisante. La Délégation italienne propose donc d'adopter l'espace obligatoire de 2 mètres carrés pour chaque pèlerin. Quant à la hauteur de l'entrepont, elle serait au moins de 1 m. 80.

« Cette proposition a été acceptée par la majorité des Délégations.

« La nécessité de restreindre l'espace disponible pour les bagages des pèlerins a fait l'objet d'une proposition émanant des Délégations française, belge, italienne et russe; cette proposition a été également appuyée, en principe, par les Délégations anglaise et hollandaise, mais seulement sous la condition que chaque Gouvernement aura le droit de fixer la quantité de bagage qui restera avec les pèlerins. L'article 25 a été dès lors adopté avec cette réserve. M. Ragosine redoute surtout le danger de la souillure de ces bagages par des germes infectieux.

« Dans les articles 16, 17 et 18 sont prescrites les mesures nécessaires pour maintenir la propreté du bord, surtout celle des latrines, et les articles 24 et 28 assurent aux malades des compartiments séparés en nombre suffisant pour l'isolement et pour permettre la désinfection.

« Quant à la désinfection, il a été proposé de suivre les prescriptions adoptées à la Conférence de Venise. Sur la proposition de M. van Ermen-gem, la Sous-Commission décide qu'il y a lieu de tenir compte des progrès effectués en matière de désinfection depuis la réunion de la Conférence de Venise. Il lui paraît acquis que les étuves fonctionnant avec une légère surpression sont aussi efficaces que celles qui opèrent à la pression d'une atmosphère et demie et davantage. Comme il s'agit exclusivement du choléra, dont le germe est reconnu par les bactériologistes comme peu résistant, et incapable de résister à une température dépassant 68 degrés, il est inutile de recourir de préférence à des étuves où la vapeur est portée à 110 et 120 degrés.

« La proposition du Délégué belge est appuyée par les Délégués des Pays-Bas et de la Russie; M. le Professeur Proust s'y rallie également, tandis que la Délégation anglaise se prononce pour une disposition en termes généraux. La proposition, rédigée sous cette forme, est adoptée par la Sous-Commission. Elle figure à l'article 7. Quant à la désinfection du linge sale et autres objets contaminés, des prescriptions spéciales l'ont réglée dans les articles 19 et 25.

« Pour assurer un paiement plus régulier des droits sanitaires, nécessaire pour l'amélioration et le maintien des différentes installations sanitaires, la Sous-Commission a cru nécessaire de prescrire, dans l'article 30, que ce paiement sera fait par le capitaine et pourra être compris dans le prix du billet de passage.

« En ce qui touche le Titre IV. Pénalités, la Sous-Commission estime d'un commun accord que les amendes doivent être très fortes pour assurer l'application rigoureuse des mesures prescrites, et que l'autorité appelée à

les imposer et à les appliquer doit présenter des garanties réelles relativement à leur application sévère et effective.

« S'inspirant de ces principes, la Sous-Commission a élaboré les articles 31 à 41 du projet de règlement qui punissent sévèrement toute infraction aux mesures prescrites.

« L'examen de la question de l'autorité qui serait chargée d'imposer l'amende a été abordé. Trois propositions ont été mises en avant : d'après la première, présentée d'ailleurs par la majorité du Conseil supérieur de santé de Constantinople, l'autorité sanitaire ottomane serait l'autorité compétente chargée d'appliquer les amendes et d'en assurer en même temps l'acquittement ; la seconde proposition était celle de la minorité du dit Conseil, qui a fait remarquer que l'autorité qui constate la contravention ne doit pas appliquer l'amende. Des partisans de cette proposition ont demandé que l'application de l'amende fût faite par le Consul du pays auquel appartient le navire ; le troisième système a été indiqué par la Délégation française qui suggère une combinaison préconisée par le Consul général de France à Constantinople : la contravention serait constatée par l'autorité sanitaire compétente, mais serait examinée ensuite à Constantinople par une commission consulaire, dont les membres seront désignés chaque année par les Gouvernements intéressés, tandis que l'autorité compétente sanitaire sera représentée par un membre qui jouera le rôle de ministère public.

« Les Délégations de l'Angleterre, des Indes et des Pays-Bas se sont prononcées contre la première proposition. La dernière de ces Délégations dit avoir pleine confiance en son Consul à Djeddah et préfère ne pas remplacer l'autorité de ce Consul par une autorité dont les devoirs, les pouvoirs et la responsabilité sont en grande partie dans le vague. Elle croit que l'autorité des Consuls doit être maintenue surtout dans l'intérêt des pèlerins, dont ils sont les protecteurs officiels. Du reste elle s'oppose aux entraves qui en résulteraient, pour les navires qui se bornent au trajet des Indes à Djeddah et dont les délits seraient examinés et jugés à Constantinople.

« En ce qui concerne la seconde proposition, la Délégation française, comme l'avaient déjà fait plusieurs membres du Conseil de Constantinople, indique que tous les consuls ne sont pas des consuls de carrière, et demande que la Commission ne perde pas de vue que quelques-uns, agents consulaires commerçants, peuvent avoir des intérêts personnels dans les questions de pèlerinage et de navigation. Dans son opinion, il est préférable que l'autorité qui jugera la contravention ne se trouve pas sur place, mais, ailleurs, à l'abri de toute influence locale.

« M. Miéville fait observer qu'il n'y a pas de raisons pour ne pas donner au Conseil d'Alexandrie le pouvoir de statuer sur les infractions commises contre les règlements par les bateaux arrivant dans un port d'Egypte, si l'on attribue ce pouvoir au Conseil de Constantinople, pour les navires relâchant dans les ports de la Turquie. Il propose d'amender la proposition en discussion dans ce sens et de décider que la contravention sera constatée au port de destination par l'autorité à ce compétente, c'est-à-dire dans les ports ottomans par l'autorité turque, en Egypte par l'autorité égyptienne, et dans les autres ports par l'autorité du Gouvernement dans les eaux duquel le délit a été constaté.

« La Commission pourrait être surprise de voir porter les chiffres des

amendes à un taux fort élevé; la Sous-Commission a été amenée à les fixer ainsi à la suite des remarques des Délégués Ottomans et Autrichiens qui ont été sur les lieux et qui ont soutenu que bien souvent certains capitaines préféreront payer l'amende plutôt que le traitement d'un médecin ou négligeront de prendre le personnel et les moyens nécessaires au nettoyage et à la désinfection du navire si l'amende imposée n'est pas considérable.

« M. Proust fait observer que les mesures actuelles envisagent surtout les obstacles à opposer à l'importation du choléra du Hedjaz au delà du canal de Suez.

« M. Vafiadès a insisté pour que les sommes provenant de ces amendes soient affectées à un but général et humanitaire, servent par exemple à donner des secours aux pèlerins indigents ou malades. Selon lui, le montant de ces amendes ne devrait jamais être versé dans une des caisses existantes. Il veut exclure tout intérêt spécial dans l'application de ces amendes.

« Choukry Pacha demande que l'amende soit remise à l'autorité du port où la contravention a eu lieu.

« Relativement à cette proposition, M. Brouardel fait observer que la demande de M. Vafiadès est l'une des questions à régler par la Commission des voies et moyens, seulement il signale à la Sous-Commission que l'assainissement et les installations sanitaires à faire dans la mer Rouge, notamment à Camaran et à Alexandrie, exigeront beaucoup d'argent.

« De son côté, M. Yacovlew fait la proposition suivante :

« La contravention serait constatée par l'autorité sanitaire compétente. Les faits de la cause seraient ensuite examinés par la Commission consulaire à Constantinople ou à Alexandrie (selon la destination du navire); l'autorité sanitaire se ferait représenter, dans l'une et l'autre de ces Commissions, par l'un de ses membres.

« L'amende serait perçue en faveur de chacun de ces conseils de santé, selon la destination du navire. Si le port de destination se trouve en dehors de la Turquie ou de l'Égypte, le procès-verbal constatant la contravention serait envoyé à ces autorités pour y donner suite.

« La Sous-Commission a chargé seulement son rapporteur d'exposer ces différentes opinions si divergentes en laissant à la Commission le soin de prendre la décision à intervenir. Elle a voulu permettre aussi aux membres de la Commission de s'entendre sur la question avec leurs collègues et, au besoin, de demander des instructions à leurs Gouvernements.

« Quant à la question des passeports sanitaires dont l'introduction a été proposée par la Délégation française, la Sous-Commission est unanimement d'avis qu'il serait désirable que chaque pèlerin en fût muni, tant pour donner aux autres passagers se trouvant à bord des navires à pèlerins une garantie de plus contre l'infection du choléra, que pour prouver l'identité du pèlerin. Le système des passeports sanitaires est, du reste, déjà appliqué avec succès depuis longtemps dans les possessions françaises d'Afrique.

« La Délégation hollandaise suggère de suivre à cet égard la réglementation adoptée dans les Indes hollandaises.

« Dans les îles de la Sonde, chaque pèlerin, quand il désire faire le pèlerinage, doit se présenter devant l'autorité de son domicile qui, après avoir constaté que le pèlerin remplit toutes les conditions exigées pour son

départ, le conduit devant l'autorité supérieure du district ; cette dernière l'examine et constate à son tour qu'il est en possession de l'argent nécessaire pour son voyage et l'entretien des siens en son absence. Le passeport pour le pèlerinage lui est alors donné. Soumis ensuite, avant de s'embarquer, à l'examen d'un médecin, qui signera le passeport quand la proposition de la Délégation française sera acceptée, le pèlerin est tenu d'ailleurs, en arrivant à Djeddah, de déposer son passeport entre les mains du Consul ; celui-ci lui donne en échange une feuille de route pour se rendre à la Mecque et garde le passeport au Consulat. Un registre où tous les pèlerins sont enregistrés est tenu par le Consul, qui rend aux pèlerins à leur retour à Djeddah leurs passeports dûment signés. Les extraits de ce registre contenant toutes les particularités du pèlerinage sont envoyés ensuite au Gouvernement des Indes néerlandaises. Le pèlerin est obligé de présenter son passeport, en rentrant aux Indes, aux autorités susmentionnées, et c'est sur le vu de ce document seulement et après un examen qu'il est reconnu hadji. Le pèlerin indo-néerlandais est donc surveillé dès son départ jusqu'au jour de son retour.

« En principe, la Sous-Commission approuve ce système. D'après les informations données par M. Kruyt, le système des passeports est également mis en pratique avec succès dans les Straits Settlements. La Délégation des Indes anglaises déclarera qu'elle priera son Gouvernement de prendre la proposition en considération et lui recommandera l'introduction du certificat sanitaire dans l'Hindoustan et les Indes britanniques.

« Il résulte donc clairement des débats de notre Sous-Commission qu'un grand devoir humanitaire s'impose aux Gouvernements qui ont des sujets se rendant chaque année à la Mecque. Ces Gouvernements accomplissent déjà leurs obligations ou tout au moins désirent vivement remplir leur devoir : la Sous-Commission, par le règlement-type qu'elle a élaboré, facilitera, dans les plus larges mesures, l'ambition très légitime dont ils sont animés en vue d'améliorer l'état de choses actuel.

« Si ces Gouvernements savent faire les sacrifices exigés par la situation, il ne saurait être douteux que le Gouvernement ottoman saura, à son tour, suivre leur exemple et appliquer sur place, dans le Hedjaz même, les mesures sanitaires annoncées et promises par S. M. I. le Sultan, telles que l'assainissement général, qui doivent mettre le couronnement à l'œuvre prophylactique réclamée par l'Europe et l'humanité entière.

« Grâce aux lumières apportées dans ses travaux par des Délégués qui connaissent complètement les coutumes de l'Extrême-Orient, la Sous-Commission espère avoir rempli sa tâche sans donner prise aux scrupules religieux et de manière à satisfaire à la fois aux intérêts supérieurs de l'hygiène et aux différents intérêts généraux de la navigation qui doivent être également respectés.

« Elle exprime le vœu et nourrit la confiance que les divergences de vues qui existent encore sur quelques-unes des mesures proposées pourront s'effacer en séance plénière, quand les Délégations auront eu l'occasion de faire connaître à leurs Gouvernements les décisions prises dans l'intérêt général dont nous nous préoccupons avant tout. »

RELEVÉ DES CONCLUSIONS PRÉSENTÉES PAR LA SOUS-COMMISSION POUR
LE TRANSPORT DES PÈLERINS

RÈGLEMENT

TITRE I. — *Dispositions générales.*

Article 1^{er}. — Ce règlement est applicable aux navires à pèlerins qui transportent au Hedjaz ou qui en ramènent des pèlerins musulmans.

Art. 2. — N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge.

Art. 3. — Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz, publié par le Conseil de santé de Constantinople.

Art. 4. — Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux bateaux à voiles et aux bateaux mixtes.

Les navires à pèlerins faisant le cabotage, destinés aux transports de courte durée dits « voyage au cabotage », sont soumis aux prescriptions contenues dans le règlement spécial mentionné à l'article 3.

TITRE II. — *Mesures à prendre avant le départ.*

Art. 5. — Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins, est tenu de déclarer à l'autorité compétente (1) du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

Art. 6. — A la suite de cette déclaration, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il sera procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne répond plus à l'état actuel du navire.

Art. 7. — L'autorité compétente ne permettra le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

a) que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

b) que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont et l'entrepont sont en bois et pas en fer ;

(1) L'autorité compétente est actuellement : dans les Indes anglaises, un *officer* désigné à cet effet par le gouvernement local (*Native passenger ships Act*, 1887, art. 7) ; — dans les Indes néerlandaises, le maître du port ; — en Turquie, l'autorité sanitaire ; — en Autriche, l'autorité sanitaire ; — en Italie, le capitaine de port ; — en France, en Algérie, et en Tunisie, l'autorité sanitaire.

c) qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage, et convenablement arrimés, des vivres, ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage. Toutefois cette dernière disposition en ce qui concerne les vivres n'est rigoureusement applicable qu'aux navires qui passent par le détroit de Bab-el-Mandeb; pour les autres navires, le capitaine n'est tenu d'avoir des vivres que dans la proportion de ce qui est nécessaire aux besoins des pèlerins pour lesquels il aura contracté l'engagement de les nourrir à bord pendant toute la traversée;

d) que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et : une origine à l'abri de toute contamination; qu'elle existe en quantité suffisante; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés, de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes;

e) que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de cinq litres au moins par tête et par jour pour toute personne embarquée, y compris l'équipage;

f) que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité;

g) que l'équipage comprend un médecin et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux articles 11 et 23;

h) que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants;

i) que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par le Titre III pourront être exécutées.

Art. 8. — Le capitaine est tenu de faire afficher à bord, dans un endroit accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

1° La destination du navire;

2° La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin;

3° Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part.

Art. 9. — Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en main :

1° Une liste, visée par l'autorité compétente, et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer;

2° Une patente de santé mentionnant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nom exact des personnes embarquées : équipages, pèlerins et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ, celui de la destination, l'état de la santé publique dans le lieu du départ.

L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Art. 10. — L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet suspect, suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

TITRE III. — *Mesures à prendre pendant la traversée.*

Art. 11. — Chaque navire doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire

appartient. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse mille.

Art. 12. — Le médecin doit veiller à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment :

1° S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés ;

2° S'assurer que les prescriptions de l'article relatives à la distribution de l'eau sont observées ;

3° S'il y a doute sur la quantité de l'eau potable, rappeler au capitaine les prescriptions de l'article 21 ci-dessous ;

4° S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 16 ci-dessous ;

5° Que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite comme il sera dit à l'article 19 ci-dessous.

Art. 13. — Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quels que soient son âge et son sexe, une surface d'au moins deux mètres carrés soit un mètre sur deux mètres, avec une hauteur d'entrepont d'au moins un mètre quatre-vingts centimètres.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins deux mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

Art. 14. — Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé d'objets encombrants ; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

Art. 15. — Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ces navires par chaque Gouvernement en détermineront la nature, la quantité et les dimensions.

Art. 16. — Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec avec lequel on mélangera des agents désinfectants convenables pendant que les pèlerins seront sur le pont.

Art. 17. — De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Art. 18. — Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisance à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Aucun lieu d'aisance ne doit exister ni dans les entreponts ni dans la cale.

Les latrines destinées aux passagers aussi bien que celles affectées à l'équipage doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

Art. 19. — La désinfection du navire doit être faite conformément aux

prescriptions des paragraphes 5 et 6 de l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise (1).

Art. 20. — La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quels que soient son âge et son sexe, doit être d'au moins cinq litres.

Art. 21. — S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie et stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer du premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de la meilleure.

Art. 22. — Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Art. 23. — Chaque navire doit avoir à bord des médicaments et les objets nécessaires au soin des malades. Les noms et les quantités de ces médicaments seront indiqués dans une annexe. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Art. 24. — Une infirmerie régulièrement installée, et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité, doit être réservée au logement des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 p. 100 des pèlerins embarqués, à raison de 3 mètres carrés par tête.

Art. 25. — Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes.

Les personnes chargées de soigner de tels malades peuvent seules pénétrer auprès d'elles et seront elles-mêmes sevrées de tout contact avec les autres personnes embarquées.

Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent des malades, et qui ont pu être souillées. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étauve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé.

Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

Les locaux occupés par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

(1) On videra les cabines et toutes les parties du bâtiment.

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionné de 10 p. 100 d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale : on descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de cale ne sera pas déversée dans un port.

Les opérations de désinfection doivent être faites conformément à l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise.

Art. 26. — En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et en outre inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin, et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution de sublimé, sera jeté dans la mer (1).

Art. 27. — La patente délivrée au port du départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1° Le nombre des passagers débarqués ou embarqués à nouveau ;

2° Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;

3° L'état sanitaire du port de relâche.

Art. 28. — Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste qu'il a en mains en exécution de l'article 9.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 9 et préalablement au visa nouveau.

Art. 29. — Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée (2).

Art. 30. — Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires.

TITRE IV. — *Pénalités.*

Art. 31. — Tout capitaine convaincu de ne s'être pas conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui sera passible d'une amende de 2 livres turques. Cette amende sera perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Art. 32. — Toute infraction à l'article 8 est punie d'une amende de trente livres turques.

Art. 33. — Tout capitaine qui commettra ou qui laissera sciemment commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'article 9 est passible d'une amende de cinquante livres turques.

Art. 34. — Tout capitaine de navire arrivait sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les articles 9, 27 et 28, est passible, dans chaque cas, d'une amende de douze livres turques.

Art. 35. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de cent pèlerins sans la présence d'un médecin commissionné, conformément-

(1) Convention de Venise, annexe V, titre II, 6°.

(2) Convention de Venise, annexe V, titre II, 7°.

ment aux prescriptions de l'article 11, est passible d'une amende de trois cents livres turques.

Art. 36. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'article 9 est passible d'une amende de dix livres turques pour chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

Art. 37. — Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de vingt livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 38. — Toute infraction aux autres prescriptions du présent règlement est punie d'une amende de dix à cent livres turques.

Art. 39. — Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour la remettre à qui de droit.

Art. 40. (article réservé). — Aucune amende n'est prélevée au cours de voyage. C'est au port de destination que la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions du présent règlement.

Art. 41. — Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce règlement sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs en cas de fautes commises par eux dans son application.

Après la lecture de ce projet de règlement, le Général Bonkow-ki Pacha (Turquie) indique que la Délégation ottomane avait fait remarquer, dans l'une des séances de la Sous-Commission, qu'elle ne savait pas si le projet de règlement général applicable aux navires faisant le transport des pèlerins, qui avait été discuté en 1887 au Conseil supérieur de Constantinople, avait été soumis au Gouvernement impérial ottoman et sanctionné par lui.

La Délégation ottomane est en mesure aujourd'hui de renseigner sur ce point la Commission. Le règlement actuellement en vigueur relativement au transport des pèlerins et arrêté par le Conseil supérieur de santé de Constantinople a été sanctionné par l'édit impérial en février 1880.

Ce règlement a été de nouveau discuté et modifié en 1887 et 1888 par le même Conseil, mais l'entente n'a pu s'établir en ce qui concerne la perception des amendes prévues par ce règlement, certains délégués étrangers ayant demandé à déférer les contrevenants à l'autorité dont ils relèvent. Cette demande n'a pas été acceptée par le Gouvernement ottoman.

La Délégation ottomane estime que les amendes dont il s'agit doivent être perçues par les autorités sanitaires à l'instar de celles qui sont payées pour les infractions aux autres formalités quaranténaires, sans préjudice du droit des capitaines de s'adresser au Conseil supérieur de santé de Constantinople, ainsi que cela se pratique en cas de contestation ou de réclamation éventuelles concernant ces amendes en matière sanitaire.

Quelques observations sont échangées à cet égard entre le Général Bonkow-ki Pacha d'une part et M. Burrère et M. le Docteur Hagel d'autre part, qui font ressortir qu'il existe une différence de principe entre les

infractions que le projet de nouveau règlement, élaboré en 1887 et 1894, entend punir et les contraventions aux dispositions du tarif sanitaire. Ils rappellent d'ailleurs que le tarif sanitaire est arrêté par des Commissions mixtes et doit être approuvé par les représentants étrangers à Constantinople.

Sur la proposition de M. le Président, la discussion des conclusions du rapport de M. le Docteur Ruysch est renvoyée à une séance ultérieure afin de permettre à MM. les Délégués de prendre une connaissance complète de ce rapport et de ses conclusions.

La Commission passe ensuite à l'examen du paragraphe B du programme : Surveillance sanitaire des pèlerins à l'entrée de la mer Rouge.

M. le Président rappelle que ce paragraphe contient cinq propositions et ouvre la discussion générale sur les trois premiers points :

- 1^o Choix d'une station quarantenaire ;
- 2^o Observation et désinfection dans cette station ;
- 3^o Si Camaran est choisi, amélioration de cette station quarantenaire.

M. le Professeur Proust (France), sur la demande du Président, donne lecture du passage se rapportant au paragraphe B du programme dans le rapport qu'il a communiqué à la première séance plénière de la Conférence.

M. Yacovlew (Russie) indique qu'il serait possible de choisir pour station sanitaire l'île de Dahalah, près de la côte africaine de la mer Rouge, qui contient des villages en très petit nombre et est plus grande que la station actuelle de Camaran.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) fait observer que la station de Camaran existe depuis 1881. Elle lui paraît présenter par sa situation certains avantages qui l'ont, à cette époque, désignée au choix du Conseil sanitaire de Constantinople ; l'approvisionnement des vivres peut s'y effectuer aisément grâce à la courte distance qui sépare l'île d'Holëila.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) ajoute que, pour arrêter en connaissance de cause une station sanitaire nouvelle dans ces parages, il lui semble qu'il serait indispensable de connaître exactement la localité qui serait désignée, ses ressources, son climat, sa topographie. Dans sa pensée, il conviendrait de maintenir la station sanitaire dans l'île de Camaran qui a été choisie à la suite d'études faites par des Commissions spéciales, en améliorant l'organisation actuelle. Si cette station a manqué jus qu'ici son but, ce n'est pas à cause de sa situation, mais par suite d'un défaut d'installation. Des projets de remaniement ont été présentés et discutés par le Conseil de santé de Constantinople à la suite d'une inspection du vice-président de cette assemblée. Le Conseil a demandé le déplacement des trois villages existant dans l'île. Le Gouvernement ottoman a objecté à cet égard certaines difficultés, mais la Conférence pourra peut-être, sur ce point, obtenir un résultat plus satisfaisant. L'existence de ces villages constitue en effet un danger, en empêchant l'isolement effectif.

Le Général Bonkowski Pacha dépose sur le bureau un nouveau plan de lazaret pour Camaran. Le lazaret, qu'il s'agit d'y établir actuellement, lui paraît présenter pour l'avenir des garanties sérieuses. Il donne connaissance de quelques extraits du rapport qui a été présenté, relativement à ce nouveau lazaret, au Conseil supérieur de Constantinople le 2 janvier 1894 par sa Commission des lazarets, dont faisaient partie quelques membres de la Conférence actuelle. Il ajoute que son Gouvernement se rend compte de

la nécessité d'apporter des améliorations tant dans l'aménagement que dans le service sanitaire du lazaret de Camaran et a pris la résolution de mettre ces améliorations à exécution avec toute la diligence possible.

Le Chirurgien général Cuninghame (Inde Britannique) demande ensuite la parole et lit la note ci-après :

« Messieurs,

« Dans l'une des dernières séances, quand on a parlé des mesures à prendre à l'égard des navires ayant à bord des pèlerins se dirigeant vers le golfe Persique, je n'ai pas demandé quelles seraient ces mesures spéciales, non plus ai-je cru nécessaire de faire des observations à ce sujet, parce que cette question concerne peu ou même ne concerne pas du tout les pèlerins indiens. Si les pays dont les ressortissants y sont intéressés sont satisfaits de ce que l'on propose de faire sur ce point, c'est à eux seuls qu'il appartient d'examiner les mesures suggérées.

« Mais dans la mer Rouge le cas est tout autre. — Là, une grande partie des pèlerins qui se rendent annuellement à la Mecque sont des Indiens, et représentent une classe très importante des sujets indiens de Sa Majesté Britannique.

« Il est de la plus haute importance, par conséquent, pour eux et pour le Gouvernement indien, qui prend un intérêt si vif à leur bien-être, que les mesures spéciales à appliquer aux pèlerins dans la mer Rouge soient très attentivement examinées, et l'une des plus importantes de ces mesures est la détention obligatoire à Camaran.

« Camaran fut transformé en station de quarantaine en 1881 et, depuis cette époque, tous les navires ayant à bord des pèlerins allant à la Mecque sont obligés de débarquer ces pèlerins dans cette île, même lorsqu'il n'y a aucun soupçon de maladie à bord du navire, même lorsque depuis le départ du bâtiment de l'Inde le navire est indemne.

« La durée de la détention a varié. Le minimum est de cinq jours, mais ce délai a été souvent prolongé, et dans un cas j'ai noté que les pèlerins avaient été retenus 58 jours ; pendant tout ce temps, le navire a dû rester au mouillage et perdre son temps.

« Dès le commencement même de son existence comme station de quarantaine, les plaintes des pèlerins indiens ont été nombreuses et circonstanciées ; le Gouvernement indien a cherché, mais en vain à remédier aux défauts dont les pèlerins se plaignaient.

« Leurs doléances portent sur les points suivants :

« 1^o Le mole de débarquement et de rembarquement, qui cause des retards considérables et offrent de grands inconvénients ;

« 2^o Les baraquements misérables (arishes) qui servent de logement, dont les murs s'écroulent et dont les toitures s'effondrent ;

« 3^o Le trop grand nombre de pèlerins logés dans ces arishes ;

« 4^o La mauvaise qualité de l'eau qui est très susceptible, à ce que l'on assure, de produire des maladies intestinales et l'insuffisance de la quantité d'eau fournie ;

« 5^o L'insuffisance des distributions de bois à brûler, au point que les repas ne peuvent pas être assez cuits ;

« 6^o Le nombre tout à fait insuffisant et la condition immonde des latrines ;

« 7^o L'état malpropre de l'hôpital ;

« 8° Les prix exorbitants demandés par les boutiquiers pour les articles d'usage;

« 9° Les droits exorbitants perçus;

« 10° La façon brusque avec laquelle ces droits ont été parfois perçus et l'emprisonnement de quelques-uns des pèlerins qui déclaraient ne plus avoir d'argent pour les payer;

« 11° Le manque de lumière dans les baraquements après la tombée de la nuit;

« 12° Le manque de lits et de literie, ce qui oblige les pèlerins à se coucher par terre et les expose par ce fait à des risques plus grands de tomber malades;

« 13° Le manque de cuisines.

« On doit ajouter que Camaran a été utilisé comme station de quarantaine par les troupes turques, qui ont quitté Hodeïda le 19 septembre 1892 et y sont restées jusqu'au milieu de janvier 1893. Pendant la durée du séjour de ces soldats à Camaran, il y a eu parmi eux 47 cas de choléra; et ces troupes avaient à peine quitté Camaran que les premiers pèlerins de 1893 y furent débarqués.

« Si nous considérons seulement les points sanitaires ci-dessus énumérés, on reconnaîtra qu'ils constituent des objections très sérieuses contre Camaran, et comme ces points sont tous signalés par le vice-consul britannique au Hedjaz, je ne puis que les accepter comme étant très réels.

« A un point de vue sanitaire, je n'hésite pas à déclarer que mettre des individus dans un semblable endroit avec des conditions aussi mauvaises constitue un danger, et qu'il n'est pas équitable de les y retenir contre leur volonté.

« En outre, à moins que l'état de choses à Camaran ne soit radicalement changé, en y retenant les pèlerins, on perdrait complètement de vue le but de toutes les autres mesures qui ont été convenues.

« L'examen médical pratiqué avec soin avant l'embarquement, le refus d'admettre tout individu suspect, la désinfection de tous les objets qui pourraient être dangereux, l'installation d'un médecin et d'une étuve formant un ensemble de mesures destinées à mettre et à maintenir les pèlerins en bon état de santé. Mais si, après que ces mesures aboutissent pleinement au but visé, les voyageurs, après une traversée de douze à quatorze jours, arrivent à Camaran en parfaite santé, les pèlerins doivent être débarqués et mis à terre sur cette misérable île (souvent pendant les grandes chaleurs si insupportables aux indigènes de l'Inde et particulièrement à ceux venant du nord de ce pays), si, dis-je, ces pèlerins doivent ensuite être détenus dans les conditions défavorables ci-dessus signalées, il n'est pas étonnant qu'ils tombent malades; ce serait un miracle s'il en était autrement.

« On pourrait soutenir que la quarantaine est essentielle pour les pèlerins. Si le Gouvernement sur le territoire duquel le pèlerin se trouve momentanément ne veut pas enlever cet obstacle, on devrait alors, au nom de l'humanité, procéder d'une façon plus satisfaisante.

« Je soutiens néanmoins que lorsqu'un navire, ayant un médecin à bord, a subi toutes les précautions antérieures, il n'y a absolument pas de motif pour soumettre à la quarantaine les pèlerins qu'il porte à bord. Ils ont effectivement passé toute la durée de la période d'observation médicale sur le navire.

« La quarantaine effectuée à Camaran n'a pas réussi à protéger le Hed-

jaz. C'est là un fait, et d'autre part il est constant que beaucoup de pèlerins qui ont pu arriver en bonne santé à Djeddah sont tombés malades et un grand nombre d'entre eux ont succombé à Camaran.

« Pour tous ces motifs, je protesterai formellement contre la détention dans toute station de quarantaine de la mer Rouge des navires qui sont, sans aucun doute, indemnes, et surtout contre le choix de Camaran dans les conditions existantes. »

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) s'exprime ensuite dans les termes suivants :

« Mon collègue, M. le chirurgien général Cuninghame, vient de vous esquisser l'état sanitaire du Camaran.

« D'après un rapport, en date de l'année dernière, du vice-consul anglais qui est médecin, il n'y a pas de lits dans les arisches, les campements sont en désordre, les cabanes détruites, les toits effondrés et cela dans une île où il régnait une chaleur atroce. L'eau donne lieu à des maladies de l'estomac et de l'intestin et y cause notamment des dy-enteries. Ceci explique la mortalité qui ne devrait pas exister. Un autre rapport constate des faits identiques ; il indique, en outre, que le campement est d'une malpropreté repoussante.

« La Revue d'hygiène du 20 janvier 1891 publie un article sur le Pèlerinage de la Mecque de M. le Docteur Arnaud. Voici ce qu'il dit en ce qui touche Camaran : « Les latrines infectent l'air et sont mal entretenues... la vidange des tinettes mobiles ne peut que contribuer à propager le choléra ». « Le lazaret manque, on a peine à le croire, d'infirmerie pour les contagieux » ; ... l'approvisionnement d'eau potable laisse beaucoup à désirer » ... « les vivres ne sont pas de bonne qualité et sont d'une cherté excessive » ... « Le service de la désinfection est à organiser. »

« M. Arnaud rappelle que pendant douze années, de 1863 à 1877, le choléra s'est manifesté au Hedjaz quatre fois ; depuis le fonctionnement de ce lazaret, c'est-à-dire de 1881 à 1893, il s'est manifesté six fois. Et parlant des pèlerins il ajoute : « Etant tous actuellement astreints à se rendre à Camaran, si des groupes de pèlerins sont indemnes, ils peuvent recevoir le germe cholérique d'autres divisions plus compromises et rendues plus dangereuses, selon leur provenance. Camaran devient alors, par ses déficiences, un entrepôt cholérique. »

« Tel est le résultat de treize années d'organisation de ce qu'on appelle une « station sanitaire ». Il est curieux de lire ce qui précède dans un chapitre intitulé : La défense de l'Europe.

« Je suis convaincu que la détention quarantenaire imposée aux navires arrivant de l'Inde est un danger pour le Hedjaz, pour les pèlerins et, par conséquent, pour l'Europe.

« Ceux d'entre eux qui arrivent à Camaran en bon état de santé et de fortune en sortent malades, affaiblis et presque indigents, et si la pauvreté est un des fléaux du pèlerinage, on peut dire que Camaran y contribue.

« Les agglomérations de pèlerins qui y ont lieu favorisent également le mal. En 1893, on a détenu à Camaran plus de 30,000 pèlerins. Et ceci, contrairement à l'opinion unanime, reproduite en 1866 à la Conférence de Constantinople, que « toute agglomération d'hommes — parmi laquelle s'introduit le choléra — est une condition favorable à l'extension rapide de la maladie ».

M. Arnaud, dans son article, prétend, comme beaucoup de personnes, que le Sculptor a créé un foyer cholérique à Camaran. Examinons les faits :

« Ce navire a quitté Bombay le 22 avril avec 789 passagers. Il est arrivé à Camaran le 1^{er} mai 1891 avec 785 personnes à bord. Les détails qui nous ont été fournis par le Gouvernement de l'Inde prouvent qu'il n'y avait à bord ni choléra ni aucune maladie suspecte avant la mise en quarantaine et que c'est seulement sept jours après cette date que des cas ont été constatés. Il est démontré que c'est dans les arisches malpropres de Camaran que les pèlerins du *Sculptor* ont contracté le choléra. Pendant le voyage, on n'a eu à constater que des cas de maladie ordinaire et trois ou quatre décès par suite de petite vérole ou de causes ordinaires. Il y a donc eu quinze jours de voyage sans choléra ou maladie analogue, puis sept jours d'inspection médicale à Camaran, sans manifestation cholérique. Ce n'est que vingt jours après qu'on a constaté le premier cas de diarrhée avec vomissements. Vingt personnes sont mortes ensuite et le navire est retourné à Bombay, sans être allé à Djeddah.

• Il en est de même pour le Deccan en 1890.

« Ces deux navires anglais sont les seuls, pendant une période de douze années, contre lesquels on ait pu mentionner des cas de choléra se rapportant au Hedjaz; or, il résulte qu'aucun de ces navires n'est entré dans un port du Hedjaz.

• Quant au choléra si terrible de l'année dernière, M. Karlinski, dans son rapport, nous dit « qu'il est absolument évident que l'épidémie n'a pas été importée cette année-ci du côté de l'Inde ». D'où est donc venu le choléra qui a sévi sur les passagers du *Sculptor*? Il ne m'appartient pas de l'expliquer. M. le Comte de Knefstein, dans le mémoire annexé au procès-verbal de la deuxième séance plénière, pense qu'il était possible qu'il pût se trouver à Camaran « des germes de l'épidémie précédente ayant résisté à l'hiver ». De plus, M. Karlinski constate que le choléra n'a cessé d'exister dans le Yémen depuis 1890 ».

• En ce qui me concerne, j'ai pour mission d'essayer de réglementer le pèlerinage vers la Mecque et la navigation du golfe Persique sur les bises des Conventions de Venise et de Dresde. Or, un des principes les plus importants de ces Conventions se trouve dans la proposition française faite à Venise et tendant à juger un navire d'après son état sanitaire et non pas d'après l'état du port de départ.

• Je reconnais volontiers que pour une certaine classe de navires comme, par exemple, les navires à pèlerins, il a été décidé qu'ils doivent être l'objet de précautions spéciales; mais soumettre à des mesures spéciales ne veut pas dire, il me semble, abandonner les principes de la Convention de Venise et faire même un pas en arrière.

« Il s'agit, il est vrai, actuellement, de navires à pèlerins, mais ces bâtiments auront à bord un médecin et un appareil de désinfection. De plus, chaque passager subit un examen médical avant d'être admis à bord du navire, afin d'éviter les maladies contagieuses. Pendant les sept jours de la traversée, les passagers sont soumis à une surveillance et, à l'arrivée à Aden, un médecin du port, délégué par le Gouvernement, les examine de nouveau. Le navire ne peut quitter Aden sans avoir patente nette. Les pèlerins ont ensuite à faire le voyage d'Aden à Camaran. Peut-on, après cette longue observation, au moins trois fois plus longue que celle décrétée comme période d'incubation pour le choléra par les Conventions de Venise

et de Dresde, mettre tous les passagers en quarantaine sans même qu'il y ait eu un seul cas de choléra à bord.

« Quand, à la conférence de Rome, j'ai prononcé le mot de quarantaine, on m'a immédiatement arrêté en me disant que l'on était convenu d'employer un autre terme plus élégant, celui d'observation. Je suis heureux qu'à Paris il n'en ait pas été de même, car j'estime qu'en matière de quarantaines et de lazarets, il vaut mieux appeler les choses par leur vrai nom. Ce n'est pas seulement la quarantaine ordinaire qui était appliquée à Camaran, mais bien la quarantaine de rigueur comme elle a été déflue à Constantinople en 1865, il y a presque trente ans. J'ignore encore ce que la Commission va proposer à ce sujet, mais si, après les progrès faits à Venise et à Dresde, on n'a rien de mieux à proposer que de semblables quarantaines de rigueur, loin d'avancer, nous n'aurons fait que reculer.

« Turkhan B-y, premier Délégué de l'Empire Ottoman, nous a indiqué dans la deuxième séance plénière ce que son Gouvernement a l'intention de faire à Camaran. Une transformation complète est, paraît-il, décidée. On construira, entre autres bâtiments, plus de 100 arisches en pierre pour plus de 6.000 personnes. Cependant je crois qu'il est permis de se demander pourquoi l'on désire favoriser ces énormes agglomérations qui ont été si souvent condamnées. On concevrait que l'on organisât Camaran pour l'isolement des malades; mais pour maintenir à Camaran une grande station sanitaire, y entasser les passagers de navires qui ont fait un long voyage sous le contrôle d'un médecin et qui ont subi deux visites médicales spéciales, l'une au point de départ, l'autre à Aden, ce serait revenir en arrière et nous paraîtrions n'avoir fait aucun progrès depuis la Conférence de Constantinople, alors qu'on ignorait encore les vraies causes du choléra. »

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) dit, en réponse aux observations de M. le Docteur Thorne, relatives à son mémoire, qu'il ne contient pas une contradiction, puisque l'affaire du Sculptor remonte à 1891 et n'a donc pas de corrélation avec l'épidémie de 1893.

M. le Professeur Brouardel fait remarquer qu'il serait évidemment à désirer que la seconde ligne de défense contre l'importation du choléra que l'on cherche à établir, à l'entrée de la mer Rouge, pour les navires venant du sud, devint inutile par suite de l'état absolu de salubrité du navire et de ses passagers. C'est vers ce but que tendent les précautions prises tant au port de départ qu'à bord des navires, l'installation des étuves, la désinfection, la présence à bord du médecin et les autres dispositions relatives au transport des pèlerins? Mais peut-on affirmer que cet ensemble de mesures sera complètement efficace et suffira pour garantir le Hedjaz contre toute possibilité de contamination? Il semble difficile de s'arrêter à cette conclusion et de perdre de vue que les statistiques officielles de l'Inde indiquent, comme M. Monod l'a fait ressortir dans sa communication à la Conférence, le développement toujours croissant du choléra, qui a fait en 1892 plus de 700.000 victimes.

Cette situation doit nous porter à être particulièrement vigilants et à ne rien négliger, en réglant le transport du pèlerinage, pour empêcher qu'un navire n'apporte d'une manière latente les germes du choléra.

Il est incontestable que les agglomérations sont particulièrement mauvaises, surtout lorsqu'il s'agit des pèlerins, et que les conditions présentes

de l'organisation sanitaire de Camaran sont absolument défectueuses. Il ne s'agit d'ailleurs pas aujourd'hui de revenir en arrière et d'abandonner les principes que les connaissances scientifiques actuelles ont permis d'adopter dans les récentes conférences sanitaires; il s'agit seulement d'appliquer ces principes avec les réserves et dans les conditions que réclame la situation particulière en présence de laquelle on se trouve. C'est donc là une question de mesure sur laquelle une entente peut s'établir, puisque le moins d'entraves possibles devront être imposées au pèlerinage. Mais la Conférence manquerait à son devoir, si par l'ensemble du régime qu'elle préconiserait, elle ne donnait pas à l'Europe une sécurité suffisante contre l'importation du choléra venant de l'Inde.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) dit qu'il est convaincu que le choléra n'est pas toujours importé au Hedjaz par la voie de mer, mais qu'il y arrive aussi d'une manière beaucoup plus certaine par la voie de terre. Il ajoute qu'il s'expliquera sur ce point ultérieurement.

M. le Professeur Proust (France) rappelle qu'il ne s'agit pas, quant à présent, de déterminer le régime à appliquer aux navires après leur entrée dans le détroit de Bab-el-Mandeb, mais de décider : 1° s'il y a lieu de maintenir une station sanitaire à Camaran; 2° quelles sont, en cas d'affirmative, les améliorations à introduire dans cette station. Ce n'est que lorsque ces deux points auront été réglés que l'on pourra s'occuper du régime à y appliquer aux navires : à ce moment, on ne devra pas perdre de vue qu'il est impossible de suivre exactement les dispositions consacrées par la convention sanitaire de Venise; celles-ci se rapportent, en effet, à des navires bien aménagés, à des passagers spéciaux, à des bâtiments bien entretenus. La situation n'est pas identique lorsqu'il s'agit de bateaux à pèlerins.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) se prononce pour le choix de Camaran comme station sanitaire.

Turkhan Bey (Turquie) appuie cette proposition, Camaran ayant été choisi depuis 1867 par le Conseil de santé de Constantinople, qui n'a pu se prononcer, à cet égard, sans avoir recueilli les éléments d'informations nécessaires.

M. Barrère (France) fait observer que la question sur laquelle la Commission est appelée à se prononcer est celle de savoir s'il y a lieu d'établir une station sanitaire et si, quant à présent, cette station doit être établie à Camaran.

M. le Président propose à la Commission de mettre aux voix la désignation de Camaran comme station.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) fait observer que l'île de Camaran a été plusieurs fois infectée par le choléra; quelques assainissements qu'on y apporte, cette île sera toujours un port dans lequel il est peu désirable d'obliger les navires à s'arrêter, surtout lorsqu'il s'agit de navires indemnes.

En votant l'établissement de cette station sanitaire, la Commission doit, à son avis, rester tout à fait libre de restreindre par des dispositions spéciales le nombre des bâtiments qui devront y faire escale.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) dit qu'il ne pourrait s'associer au vote s'il devait avoir pour conséquence l'établissement d'une station quarantenaire, telle qu'a été jusqu'ici le lazaret de Camaran.

M. le Professeur Brouardel (France) fait observer à M. le Docteur Thorne Thorne qu'il lui paraît difficile qu'un accord ne s'établisse pas, tout au moins, sur la nécessité du débarquement des cholériques. La création

d'une station pour les recevoir s'impose dès lors nécessairement. Il ne s'agit quant à présent que de décider s'il y a lieu de créer à Camaran cette station sanitaire.

M. de Schœn (Allemagne) fait, de son côté, remarquer que telle est la question qui est soumise au vote.

En présence de ces explications et en demandant qu'elles soient consignées au procès-verbal, M. le Docteur Thorne Thorne déclare qu'il s'associera au vote relatif à la création d'une station sanitaire à Camaran.

M. le Président met aux voix la proposition ci-dessus, qui est adoptée par la Commission à l'unanimité.

M. le Président indique ensuite que la Commission doit passer à l'examen des améliorations de la station sanitaire actuellement établie à Camaran et déterminer l'outillage perfectionné à y établir.

À la demande de diverses Délégations, il est décidé qu'on réglera auparavant le régime à appliquer à la station de Camaran.

La discussion de cette question est remise, sur la proposition de M. le Président, à la prochaine séance, qui est fixée au vendredi 2 mars, à neuf heures et demie, afin de permettre à MM. les Délégués de formuler leurs propositions.

La séance est levée à midi trois quarts.

Le Président,
Comte de KURFSTEIN.

Les Secrétaires,

J. de CAZOTTE.

NÉRATOW.

MÉRIENNE-LUCAS.

Procès-verbal n° 5. — Séance du vendredi 2 mars 1894.

Présidence de M. le Comte de KURFSTEIN.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt (Danemark), de M. Criésis (Grèce), de M. Due (Suède et Norvège) et de M. Cuninghame (Inde britannique).

Assistaient également à la séance : M. le docteur Hagel (Autriche-Hongrie); M. Barrère et M. H. Monod (France); le général Bonkowski Pacha (Turquie); M. de Giers (Russie); M. Kruyt (Pays-Bas); M. Phipps (Grande-Bretagne); M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas); M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis).

M. le Président fait connaître que, conformément à la décision prise dans la précédente séance, il ouvre la discussion sur le régime sanitaire applicable dans la station de Camaran aux navires à pèlerins.

M. le docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) demande qu'il soit établi une distinction, au point de vue de ce régime, entre les différents navires suivant qu'ils sont indemnes, suspects ou infectés. Il rappelle que les bâtiments venant de l'Inde auront déjà subi une inspection sanitaire à Bombay, qu'une visite médicale leur sera imposée à Aden par l'autorité du port et que les malades qui seraient atteints du choléra seraient immédiatement débarqués et isolés dans un hôpital spécial situé dans une île près d'Aden. M. Thorne Thorne estime qu'il y a lieu de tenir un très grand

compte des mesures prophylactiques déjà subies par les navires avant d'atteindre Camaran.

Sur la demande de M. le Professeur Proust (France), Nouri Pacha (Turquie) et le docteur Hagel (Autriche-Hongrie) précisent le régime actuellement en vigueur à Camaran : une quarantaine de dix jours est imposée, à dater de l'arrivée du navire, aux pèlerins, qui sont débarqués au lazaret et soumis à la désinfection. Si des cas de choléra sont observés parmi ces pèlerins, la quarantaine est prolongée de manière à parfaire une période de quinze jours après le dernier cas.

M. Barrère (France) fait remarquer que jusqu'ici l'on a traité indistinctement à Camaran tous les pèlerins et tous les navires comme s'ils étaient contaminés. La situation ne doit plus être envisagée aujourd'hui au même point de vue, et le régime qu'il s'agit d'instituer à Camaran doit se ressentir dans une large mesure du système de mesures préventives appliquées désormais au départ des Indes.

M. le docteur Ruysch (Pas-Bas) croit devoir insister sur l'intérêt qu'il y a à se rapprocher le plus possible, pour la détermination du régime applicable à Camaran, des principes arrêtés à Venise.

Il convient de remplacer ici encore, lorsque les circonstances le permettent, les quarantaines par des mesures d'assainissement tant au départ qu'en cours de traversée. On doit avoir confiance dans les dispositions déjà prescrites ou à prescrire dans ce sens et ne pas douter de la surveillance exercée à bord par les médecins, commissionnés par leur Gouvernement, qui seront embarqués à l'avenir sur les bâtiments à pèlerins.

Sans faire une proposition formelle qu'il n'est pas autorisé à présenter, M. le Docteur Ruysch suggère à la Commission de prendre comme base de la discussion actuelle le texte ci-après qui résume, *mutatis mutandis*, les dispositions adoptées par la Convention de Venise quant au traitement imposé aux navires suivant leur état sanitaire.

Les bâtiments à pèlerins seront divisés en trois catégories :

Navires indemnes, ceux qui arriveront à Camaran avec patente nette, et qui, d'après la déclaration du médecin diplômé du bord, n'auront eu pendant le voyage aucun cas de choléra ni aucun cas suspect. Ces navires, après une visite médicale à bord et après avoir payé les taxes sanitaires, auront la libre pratique et pourront continuer leur voyage vers le Hedjaz.

Navires suspects, ceux à bord desquels il y aurait eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours. Seront aussi considérés comme suspects les navires ayant une patente brute du dernier port. Pour ces navires, le débarquement à Camaran des pèlerins et des bagages sera obligatoire. Pour l'isolement et la désinfection des passagers et de leurs bagages, bien qu'ils aient à bord un médecin et une étuve, on suivra les prescriptions de la Convention de Venise : les passagers seront isolés pendant vingt-quatre heures et leur linge sale et les effets à usage seront désinfectés. Après l'accomplissement de ces opérations, ces navires continueront leur route avec leurs passagers.

Navires infectés, ceux ayant des cas de choléra à bord ou ayant présenté des cas nouveaux depuis sept jours. A ces navires, bien qu'ils aient à bord un médecin et une étuve, seront appliquées les prescriptions de la Convention de Venise relatives aux navires sans médecin et sans appareil de désinfection. Ils seront en conséquence arrêtés à Camaran ; les malades devront être débarqués et isolés dans un hôpital. La désinfection sera pra-

tiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes aussi peu nombreux que possible, de façon à ce que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si le choléra venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements et les bagages des passagers et de l'équipage seront désinfectés, ainsi que le navire. Les passagers resteront cinq jours à Camaran.

M. le Professeur Proust (France) déclare de son côté saisir, au nom de la Délégation française, la Commission d'une proposition qui lui paraît tenir compte, d'une part, de l'ordre d'idées dans lequel se place M. le docteur Ruysch en présentant le texte ci-dessus, et, d'autre part, répondre aux objections du Gouvernement ottoman :

Les navires à destination du Hedjaz et pénétrant dans la mer Rouge par le détroit de Bab-el Mandeb seront tous arrêtés à Camaran ; ils y subiront un régime différent selon qu'ils seront indemnes, suspects ou infectés. Il fait observer qu'il y a lieu de ne pas perdre de vue, même lorsqu'il s'agit de navires ayant eu une traversée indemne, que le choléra existe dans les Indes et que, parfois, les autorités ottomanes ont été induites en erreur par de fausses déclarations sur les conditions de cette traversée. Il y a lieu, d'ailleurs, de considérer le régime que l'on établira actuellement comme une première étape. Ce sera la tâche d'une autre Conférence de réduire, pour les navires indemnes ou suspects, les mesures qu'une expérience de quelques années aura permis de juger trop sévères et inutiles pour la sauvegarde de la santé publique du Hedjaz. M. le professeur Proust propose en conséquence la réglementation ci-après :

« Les navires reconnus indemnes après la visite médicale auront la libre pratique lorsque les opérations suivantes seront terminées :

« Les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale et la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire seront désinfectés. Si aucun cas de choléra n'est constaté au cours de ces opérations, les pèlerins seront embarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz. »

M. le Professeur Proust fait ressortir que pour les navires à pèlerins, même arrivant indemnes, une simple visite médicale ne constituerait pas une garantie assez efficace contre le danger de l'importation d'un germe latent de choléra. Les opérations de sanitation ne peuvent pas s'effectuer d'une manière complète à bord des navires à pèlerins comme à bord des bâtiments dont s'est occupée la Convention de Venise. Il convient, en outre, de tenir compte de l'encombrement des pèlerins. On substitue, d'ailleurs, à la quarantaine de dix jours, que subissent actuellement à Camaran les navires indemnes, des mesures plus rationnelles.

Passant ensuite au régime applicable, à Camaran, aux navires suspects, M. le professeur Proust suggère le mode de procéder ci-après :

« Les navires suspects, c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ sans qu'aucun cas nouveau n'ait été constaté depuis sept jours, seront traités de la manière suivante :

« Les pèlerins seront débarqués à Camaran et prendront une douche-lavage ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peuvent être suspects, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés. Si aucun cas de choléra ou d'accident cholériforme ne se montre ou ne se déclare pendant ces opérations, les pèlerins seront

rembarqués immédiatement, et le navire se dirigera vers Abou-Saad où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si le résultat de cette visite est favorable, le navire sera dirigé sur Djeddah où les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, des accidents cholériformes ou le choléra avaient été constatés pendant la traversée ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran pour y subir le régime des navires infectés. »

Nouri-Pacha (Turquie) fait observer que les navires ne peuvent pas aborder à Abou-Saad même, qu'ils doivent rester dans la rade de Djeddah, et qu'actuellement les pèlerins venant du nord, qui sont dirigés sur le lazaret établi sur ce point, y sont transportés sur des chalands qui accostent le navire en rade de Djeddah.

M. le Professeur Proust (France) indique que, dans ces conditions, la visite médicale qui sera effectuée après le départ de Camaran peut, sans inconvénients, avoir lieu sur la rade de Djeddah. Il indique ensuite les mesures à imposer aux navires infectés.

« Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de choléra ou des accidents cholériformes ou bien en ayant présenté depuis sept jours, suivront le régime suivant :

« Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire. L'autorité locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté, ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

« Les passagers resteront cinq jours à l'établissement de Camaran.

« Lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

« Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite médicale rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, les pèlerins seront débarqués.

« Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes s'étaient montrés à bord pendant la traversée ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran où il subira de nouveau le régime des navires infectés. »

M. le professeur Proust fait remarquer qu'avec le régime qu'il vient d'exposer, l'encombrement à Camaran sera bien moins à redouter. Il ajoute qu'il n'a pas besoin d'indiquer que l'exécution en est subordonnée à la réorganisation, à Camaran, du service sanitaire et à l'établissement d'appareils de désinfection, à la mise en état de cette station sanitaire.

M. le Président demande à MM. les Délégués de l'Empire ottoman leur avis sur les deux propositions qui ont été présentées.

Le général Boukowsky Pacha (Turquie) répond que les instructions de la Délégation ottomane ne lui permettent pas de formuler, quant à présent,

une opinion sur le principe de la division des navires venant de l'Inde en trois catégories.

M. le professeur Brouardel (France) dit que l'on a, avec quelque raison, reproché à l'établissement de Camaran d'être parfois un foyer de renforcement du choléra, par suite de l'agglomération des pèlerins dans l'île.

Le projet qui est actuellement proposé par M. le professeur Proust diminue notablement le danger de cette agglomération. Le nombre des pèlerins qui se trouveront en même temps à Camaran sera beaucoup plus restreint. On doit désirer que Camaran serve le moins possible, que le nombre des personnes qui y séjourneront soit aussi limité que possible que cette station sanitaire serve surtout à rétablir l'état sanitaire des navires infectés et à isoler les personnes susceptibles de propager le choléra. Tel est le but du système qui est exposé ci-dessus, et M. le professeur Brouardel tient à mettre en relief les deux conséquences très favorables de ce régime. Les trois principes qui en sont la base, une fois admis, il ne reste plus qu'à s'entendre sur les procédés d'application, et M. le Professeur Brouardel espère qu'un accord pourra intervenir aisément sur ce point, entre les différentes Délégations.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) appuie les considérations qui précèdent et insiste sur l'avantage que présente le régime proposé, parce qu'il évite les agglomérations de pèlerins à Camaran.

M. Kruyt (Pays-Bas) émet l'avis qu'en ce qui concerne les navires venant des Indes néerlandaises, une simple visite médicale serait suffisante, lorsque ces navires sont indemnes, en raison des mesures prophylactiques prises aux îles de la Sonde avant le départ. Il redoute pour les pèlerins néerlandais le contact possible, à Camaran, avec des individus contaminés. Il suggère de n'imposer à ces navires qu'une visite médicale à Camaran à bord sans débarquer les pèlerins ni les bagages, et une seconde visite rigoureuse dans la rade de Djeddah. Cette visite pourrait être passée dans l'un des flots qui se trouvent à proximité de ce port, à Abou-Saad ou à Abou-Ali.

M. le Professeur Proust (France) objecte la nécessité d'adopter des mesures générales pour tous les pavillons. La visite médicale pour les navires indemnes à Camaran pourrait être acceptée s'il ne s'agissait pas de navires à pèlerins qui, ainsi qu'il l'a rappelé, sont toujours plus ou moins encombrés. En outre, lorsque la visite médicale doit comprendre l'examen de 800 à 1.000 pèlerins à bord d'un navire de cette catégorie, le défilé des pèlerins devant le médecin ne peut s'exécuter dans de bonnes conditions.

Il ne faut pas perdre de vue que le régime dont il s'agit constitue d'ailleurs un progrès considérable pour les pèlerins néerlandais eux-mêmes, qui subissent actuellement, en tout état de cause, dix jours de quarantaine.

M. le Professeur Brouardel (France) fait remarquer de son côté que la visite médicale à bord est une opération longue et minutieuse; en calculant que deux minutes seraient consacrées à chaque pèlerin pour un bateau portant 1.000 pèlerins, l'opération demanderait trente-trois heures à un médecin. Si l'on suppose même que plusieurs effectueront simultanément cette visite, il n'est pas possible de contester qu'elle n'exige un temps, relativement considérable, sans donner, d'ailleurs, des garanties absolues.

M. le docteur Ruysch (Pays-Bas) insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à apporter le moins d'entraves possibles à l'arrivée des pèlerins venant sur des navires indemnes. Il rappelle que la visite médicale se fait toujours

avec succès à bord dans les ports d'Europe, dans les ports de France comme dans ceux d'autres puissances, et aussi dans les ports des Indes, et il estime qu'avec un groupe de médecins exercés, l'opération sera assez rapide et tout à fait efficace.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) appuie cette manière de voir; il fait valoir le fait que les navires dont il s'agit ont été déjà inspectés à Bombay, qu'ils ont subi une seconde visite à Aden, d'où ils ne peuvent partir qu'avec une patente nette. Il lui semble qu'il suffit, en ce qui concerne la plupart des pèlerins, d'un simple coup d'œil pour se rendre compte s'il y en a parmi eux d'atteints de choléra ou de suspects.

M. le Professeur Proust (France) fait remarquer qu'en raison de l'encombrement des navires à pèlerins, ce coup d'œil est souvent difficile à donner d'une manière sérieuse. Il importe de ne pas oublier que les garanties demandées constituent pour certaines Délégations un minimum de précautions, et que l'on demande au Gouvernement ottoman de changer le système actuellement appliqué à Camaran. En cherchant à faire adopter un nouveau régime basé sur les progrès de la science, il faut également concéder certaines garanties. Tel est le but du débarquement et de l'isolement des pèlerins, de leur passage par la douche et la désinfection de leurs effets à usage après une traversée d'au moins sept jours. Si l'on diminue les garanties offertes, on peut risquer de voir échouer l'adoption d'un semblable régime qui réalise une amélioration très considérable de l'état de choses actuel.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) fait observer que si les mesures adoptées par la Conférence relativement au transport des pèlerins sont exécutées, il n'y aura plus d'encombrement à bord des navires.

M. de Schœn (Allemagne) indique qu'il serait important de savoir si le débarquement à Camaran peut être pratiqué rapidement, s'il peut se faire à quai ou à l'aide de barques.

Nouri Pacha (Turquie) répond que le débarquement se fait actuellement à l'aide de chalands.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) déclare que, d'après les documents qu'il possède, le débarquement s'effectue dans les conditions les plus défectueuses. Si l'on ne modifie pas ces conditions, l'opération du débarquement et du rembarquement, comme l'inspection sanitaire, prendront un temps particulièrement long.

M. de Schœn (Allemagne) cite la brochure qu'un ingénieur-constructeur, M. Rouillet, a fait distribuer à la Conférence à l'appui du projet du lazaret perfectionné à installer à Camaran, et que cet ingénieur a déjà soumis au Conseil sanitaire de Constantinople. Il fait remarquer que, d'après M. Rouillet, le débarquement pourrait être effectué en trois heures pour 1,000 pèlerins avec le nouveau matériel proposé. Le débarquement en chalands permettra, d'ailleurs, de procéder à la désinfection par groupes et hâtera la rentrée à bord des pèlerins.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) indique qu'il y a une grande analogie entre le débarquement des pèlerins et le débarquement des émigrants à leur arrivée à New-York, où ils sont soumis à une inspection médicale. Il estime qu'il est impossible de se rendre compte avec certitude de l'état de santé d'un individu à bord de navires encombrés. Il lui semble notamment impossible de reconnaître par un simple coup d'œil si un pèlerin n'est pas atteint de diarrhée suspecte. A son avis, il convient de multiplier les moyens d'examiner les individus arrivant à Camaran. Pour

obtenir ce résultat, il est indispensable d'exiger le débarquement des pèlerins.

Cette mesure est nécessaire pour prémunir le Hedjaz contre l'importation du choléra. Les précautions prises au point de départ et en cours de traversée ne constituent pas, dans son opinion, des garanties complètement suffisantes. La Délégation des Etats-Unis se prononce, dès lors, nettement pour le débarquement des pèlerins.

M. de Giers (Russie) déclare qu'il appuie également la nécessité du débarquement des pèlerins dans les conditions proposées par M. le Professeur Proust.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) ayant fait observer de nouveau que les conditions actuelles du débarquement à Camaran sont absolument défectueuses et qu'il est à craindre de voir persister cette situation, M. Barrière et M. Han aux (France) indiquent que l'on va chercher précisément, au cours de la Conférence, à modifier la situation dont il s'agit. Le régime proposé ne pourra d'ailleurs être appliqué que lorsque la station de Camaran aura été réorganisée et pourvue du personnel et du matériel nécessaires au nouveau fonctionnement.

M. le Professeur Pagliani (Italie) ne croit pas, en principe, qu'il soit utile de faire débarquer les pèlerins qui arrivent dans la mer Rouge en bonne santé et sur des navires indemnes, néanmoins il se rallie également à la proposition de la Délégation française. Le débarquement, à Camaran, des pèlerins, même arrivant par navires indemnes, s'impose, dans les circonstances actuelles, comme un commencement d'amélioration. Il espère que, dans une future Conférence, on pourra se montrer, sur ce point, moins exigeant. Les objections, qui ont été opposées relativement à la durée du débarquement et du rembarquement ainsi que de la désinfection, paraissent un peu exagérées. D'après les expériences qui ont été faites à la station d'Asinara, en Italie, pour un navire ayant 800 passagers, la désinfection, l'embarquement et le débarquement ont duré deux jours, en faisant travailler six à sept heures les équipes. Il sera possible d'organiser à Camaran les opérations de manière qu'elles soient exécutées dans les conditions les plus rapides.

M. de Schœn (Allemagne) s'associe aux considérations développées par M. Pagliani. Il ajoute que, d'après la brochure de M. Rouillet, avec huit chalands pour 1,000 pèlerins, les opérations de débarquement dureront trois heures, celles de la désinfection trois heures également et celles du rembarquement quatre heures, soit dès lors dix heures pour un millier de pèlerins.

Turkhan Bey (Turquie) fait observer que, si des critiques peuvent être adressées actuellement contre l'organisation de Camaran, il tient à rappeler que des réformes ont déjà été prescrites par le Gouvernement ottoman, et que 57,000 livres turques sont affectées à l'exécution de ces réformes.

M. le Président fait connaître ensuite que la discussion générale sur le principe de la division des navires en trois catégories pour l'application du régime sanitaire paraît pouvoir être close, et il met aux voix la division des bâtiments à pèlerins en navires indemnes, navires suspects, navires infectés.

La division dont il s'agit est adoptée à l'unanimité des voix, moins celles des Délégations ottomane et grecque qui déclarent s'abstenir.

La Commission passe ensuite à l'examen du régime proposé par M. le Professeur Proust pour les navires indemnes arrivant à Camaran.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) demande qu'aux opérations indiquées dans cette proposition soit ajoutée l'obligation du nettoyage du navire.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) et M. le Professeur Proust (France) font observer que le règlement sur la police de transport des pèlerins contient déjà, à cet égard, des dispositions précises.

M. le Docteur Thorne Thorne demande ensuite que l'on fixe le délai maximum de la durée du stationnement à Camaran pour l'accomplissement des différentes opérations prévues.

M. Barrère (France) s'associe à ce désir.

Nouri-Pacha (Turquie) fournissant quelques indications sur les délais de l'embarquement et du débarquement à Djeddah, M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) suggère de fixer à quarante-huit heures la durée maxima des opérations de sanitation.

Ce délai étant accepté, M. le Professeur Proust, sur la demande de M. le Président, donne lecture de sa proposition qui, avec les amendements, comporte la rédaction suivante :

« Les navires reconnus indemnes après visite médicale auront libre pratique lorsque les opérations suivantes seront terminées :

« Les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire seront désinfectés ; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

« Si aucun cas de choléra, de diarrhée ou accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz. »

Le Président met aux voix cette rédaction.

M. Phipps (Grande-Bretagne), et M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas) demandent que le procès-verbal constate que leur acceptation de ce texte est subordonnée à la réorganisation de la station de Camaran.

La rédaction ci-dessus est adoptée à l'unanimité des voix, moins celles des Délégations ottomane et grecque, qui déclarent s'abstenir.

La Commission aborde ensuite l'examen du régime proposé par M. le Professeur Proust pour les navires suspects.

Diverses observations sont échangées entre M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne), M. Hanotaux (France), M. Miéville (Egypte) sur la forme dans laquelle seront faites les déclarations à fournir par le médecin du bord relativement à l'état sanitaire du bord pendant la traversée de Camaran à Djeddah.

M. le Professeur Proust (France) donne ensuite lecture de la rédaction amendée qu'il propose définitivement et qui est libellée comme suit :

« Les navires suspects, c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis sept jours, seront traités de la façon suivante : les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures. Si aucun cas de choléra ou d'ac-

cident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement, et le navire sera dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant sous serment qu'il n'y a pas eu de cas pendant la traversée, les pèlerins seront immédiatement débarqués. »

« Si au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes avaient été constaté pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran où il subira le régime des navires infectés. »

La rédaction ci-dessus est mise aux voix par le Président et adoptée à l'unanimité, moins les voix des Délégations ottomane et hellénique, qui déclarent s'abstenir.

Sur la demande de M. le Président, M. le Professeur Proust donne ensuite lecture du texte qu'il propose pour déterminer le régime applicable aux navires infectés et qui est ainsi conçu :

« Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de choléra ou des accidents cholériformes, ou bien en ayant présenté depuis sept jours, subiront le régime suivant :

« Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

« Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire. »

« L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

« Les passagers resteront cinq jours à l'établissement de Camaran : lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

« Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite médicale rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes s'étaient montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran où il subira de nouveau le régime des navires infectés. »

M. le Président met aux voix cette proposition : elle est adoptée à l'unanimité moins les voix des Délégués ottomans et helléniques, qui déclarent s'abstenir.

La Commission devant ensuite passer à l'examen des propositions 3 et 4 du paragraphe B ainsi que du paragraphe C du programme, se référant aux améliorations et à l'outillage perfectionné à introduire soit dans la station de Camaran, soit dans celles d'Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, M. le Professeur Proust (rance) émet l'avis que les membres du Conseil supérieur de santé de Constantinople faisant partie de la Commission précédent, de concert avec M. les Délégués ottomans, un projet d'amélioration qui serait discuté dans la prochaine séance.

Cette motion est approuvée, et M. le Président renvoie la suite de la

discussion à la prochaine réunion qui est fixée à samedi, neuf heures et demie.

La séance est levée à midi un quart.

Le Président,
Comte DE KUEFSTEIN.

Les Secrétaires :

J. DE GAZOTTE.

NÉRATOW.

PAUL ROUX.

MERIEUNE-LUCAS.

Procès-verbal n° 6. — Séance du samedi 3 mars 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. Navarro et M. le Comte G. de Zogheb (Portugal), M. le Docteur van Ermengem (Belgique), M. Criésis (Grèce).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) ; M. Barrère (France) ; M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas) ; M. Kruyt (Pays-Bas) ; M. le Baron Eug. Beyens (Belgique) ; M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis) ; M. de Giers (Russie) ; Turkhan Bey (Turquie).

M. le Président donne la parole à M. Miéville (Egypte), sur sa demande, pour faire à la Commission l'exposé suivant relatif à la station sanitaire de Djebel-Tor :

« Dans la troisième séance plénière, j'ai eu l'honneur de présenter quelques observations d'ordre général sur la réorganisation de la station de Djebel-Tor. J'ai rappelé qu'une Commission composée de l'Inspecteur général du service, de l'Inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie et des Délégués d'Autriche-Hongrie, de France, de Russie et de Turquie avait été nommée, au mois de décembre 1893, par le conseil quarantenaire d'Egypte, sur la proposition de son président.

« Cette Commission a terminé ses travaux le 23 février et son rapporteur, mon collègue, le Docteur Ardouin Bey, vient de m'adresser une copie du rapport que la Commission allait incessamment présenter au Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte. Bien que ce rapport ne m'ait été encore adressé qu'à titre officieux, bien qu'il se puisse que le Conseil d'Alexandrie ne l'adopte qu'en partie, et bien que cette honorable Commission ne soit pas encore arrivée au paragraphe E, j'ai cru opportun de préparer un court résumé des conclusions du rapport dont il s'agit. Ce résumé que j'ai dû faire à la hâte est donc nécessairement incomplet. Si vous me permettez de vous en donner connaissance tout de suite, il se trouvera imprimé dans le procès-verbal d'aujourd'hui ; il pourra ainsi servir de base à la discussion du paragraphe E « Perfectionnement de la station sanitaire de Djebel-Tor. »

« Le rapport de la Commission se divise en onze chapitres :

« I. Du débarquement et du rembarquement des pèlerins à Tor. — Il est recommandé de construire au moins deux nouveaux débarcadères ou appontements et d'allonger celui qui existe. Les passagers de deux navires pourront ainsi prendre terre en même temps sans communiquer les uns avec les autres. Le troisième appontement sera affecté au rembarquement. Un petit chemin de fer à voie étroite reliera les débarcadères au local de la désinfection. On établira aussi des tourniquets servant à compter exactement les pèlerins. Le transport des hadjis des navires à terre et vice versa sera désormais fait par des chaloupes spécialement aménagées et qui seront remorquées par un canot à vapeur.

« II. Des établissements de désinfection. — La Commission a adopté pour ces établissements les dispositions les plus complètes, me semble-t-il. J'en donnerai les détails en temps opportun. On espère pouvoir arriver à désinfecter en huit heures les effets et les petits bagages apportés par les pèlerins de deux navires, soit par seize cents personnes environ, c'est-à-dire que les effets de cent pèlerins seraient désinfectés en une demi-heure.

« III. Des dépôts ou magasins. — La Commission estime qu'il est de toute nécessité de bâtir un nouveau local et propose une construction en pierres, de 30 mètres sur 30, qui devra s'élever dans le voisinage du bâtiment de la désinfection.

« IV. Des bureaux et des logements des employés. — Il y a lieu de construire vers le centre de la station un rez-de-chaussée élevé de 60 centimètres au-dessus du sol, entouré d'une vérandah et composé de dix à douze pièces.

« V. Des hôpitaux. — Il convient d'avoir à Tor trois hôpitaux isolés, un pour le choléra, un pour les gastro-entérites, les diarrhées, les dysenteries, et un pour les maladies dites ordinaires,

« La Commission reconnaît la nécessité de bâtir les hôpitaux en maçonnerie tout au moins pour les maladies les plus graves. Trois pavillons pouvant contenir chacun vingt malades suffiront pour les cholériques : l'un sera réservé aux femmes. L'hôpital des diarrhéiques aura cinq pavillons de vingt lits. Enfin on devra disposer d'un nombre de tentes-ambulance suffisant pour abriter cent vingt-cinq malades ordinaires.

« VI. Du campement et des sections de pèlerins. — La Commission reconnaît que l'emploi des tentes, qui cependant présentent l'avantage de pouvoir être déplacées avec la plus grande facilité, expose les pèlerins à contracter des maladies ou tout au moins à souffrir du froid pendant l'hiver. Mais elle s'en tient pour le moment à ce système de campement. Seulement il est préférable de dresser les tentes en rangées plus courtes et plus nombreuses au lieu d'en faire deux longues rangées.

« VII. De l'eau et des vivres :

« a. Eau. Plusieurs chaudières et appareils seront établis sur le rivage pour distiller l'eau de mer, qui sera ensuite refoulée par des pompes dans un ou plusieurs grands réservoirs construits à la partie centrale et culminante de la station. Ces réservoirs seront assez élevés pour que l'eau puisse arriver d'elle-même aux sections des pèlerins par un système de tuyaux. De grandes cuves en fer seront placées sur les côtés des sections. Ces cuves reposeront sur des as-ises assez élevées ; elles seront bien fermées, abritées par des tentes-parasol et munies de douze robinets chacune.

« b. Aliments vendus aux pèlerins. La Commission émet l'avis que la

vente des comestibles aux pèlerins soit désormais adjugée à un seul entrepreneur responsable, obligé de déposer un cautionnement et de se soumettre en tout aux conditions établies par l'Administration quarantenaire d'Egypte.

« VIII. De la pharmacie ; du laboratoire de bactériologie. — De l'abattoir. — Du téléphone. — La Commission conclut à certaines réparations et aménagements de la pharmacie actuelle, à la construction d'un laboratoire, d'une salle d'autopsie, d'un petit abattoir et à l'établissement d'un téléphone reliant entre eux tous les points du campement.

« IX. De l'établissement d'un télégraphe. — La Commission insiste sur la nécessité d'avoir une ligne télégraphique reliant Tor à Suez.

« X. De l'administration et du personnel.

« XI. Règlement intérieur. — Le règlement intérieur déjà existant est modifié de façon à s'accorder avec les nouvelles dispositions. Un chapitre y est ajouté concernant la police du port.

« Tel est, Messieurs, le résumé succinct du rapport de la Commission chargée par le Conseil quarantenaire d'Egypte, d'étudier les améliorations à apporter au campement de Tor. Je puis ajouter que, dans deux ou trois jours, des copies du règlement intérieur de Tor seront distribuées aux Membres de cette haute assemblée par les bons soins du secrétariat. J'espère d'ailleurs, en terminant, que la Commission des voies et moyens créera des ressources permettant la réalisation sans délai des améliorations qui sont recommandées ci-dessus.

M. le Président prie ensuite Bonkowski Pacha (Turquie) de donner lecture du rapport qu'il a bien voulu préparer au nom de la Sous-Commission désignée dans la précédente séance en vue d'étudier les améliorations à apporter aux stations sanitaires de Camaran, Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, conformément aux propositions 3 et 4 du paragraphe B et du paragraphe C du programme :

Rapport de Bonkowski Pacha au nom de la Sous-Commission relative à l'organisation des lazarets de Camaran, Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, dans la mer Rouge.

« Dans la séance du 2 mars, l'honorable Président de la Commission relative à la mer Rouge a chargé MM. les Docteurs Mordtmann, Hagel, Vafiadès et M. Yacovlew, faisant partie du Conseil supérieur de santé de Constantinople, ainsi que les Délégués techniques de Turquie, de se réunir en Sous-Commission, à l'effet de présenter un travail préparatoire concernant les améliorations sérieuses qu'il y a lieu d'introduire dans les lazarets de Camaran, d'Abou-Saad et de Vasta dans la mer Rouge. A cette Sous-Commission se sont joints : M. le Professeur Pagliani, M. le Docteur Ruysch et M. Kruyt.

« C'est ce travail que, comme Rapporteur, j'ai l'honneur de soumettre à la Commission.

« Vous savez, Messieurs que le Gouvernement impérial ottoman ayant spontanément reconnu la nécessité de réorganiser les lazarets de l'Empire et de les placer dans les meilleures conditions d'hygiène possibles, de façon à répondre aux exigences de la science moderne, le Conseil supérieur de santé de Constantinople a chargé une Commission spéciale prise dans son sein d'élaborer dans ce sens des rapports sur chacun des lazarets suivants : Camaran, Abou-Saad et Vasta, et El-Wedj dans la mer Rouge ;

Fao dans le golfe Persique ; Beyrouth et Smyrne dans la Méditerranée ; Cavak dans le Bosphore de Constantinople, et enfin Sinope dans la mer Noire.

« La Sous-Commission a pris pour base de ses délibérations les rapports de cette Commission dûment approuvés, les 2 janvier et 6 février 1894, par le Conseil supérieur de santé de Constantinople, en ce qui concerne spécialement les lazarets précités de la mer Rouge.

« Lazaret de Camaran. — Le choix de l'île de Camaran comme lazaret n'a été arrêté qu'après une enquête minutieuse faite, sur toute la côte arabe de la mer Rouge, par deux Commissions d'exploration composées de personnes compétentes en 1867 et 1876, et après que ces commissions ont eu constaté que Camaran seul présentait les conditions favorables à l'établissement d'un grand lazaret permanent destiné à recevoir les navires à pèlerins provenant d'au delà du détroit de Bab-el-Mandeb.

« Avant d'aborder l'étude des questions qui font l'objet de ce travail, il ne sera pas, je crois, superflu d'emprunter au rapport de la Commission des lazarets du Conseil supérieur de santé de Constantinople quelques données sur les conditions géographiques, topographiques et climatologiques de l'île de Camaran.

« Située au 15° 16' de latitude nord et 40° 44' de longitude est, l'île de Camaran est à 180 milles marins distante du détroit de Bab-el-Mandeb, à 45 de Hodeïda et à 18 de Lohéya. Le sol de cette île n'est pas volcanique comme la plupart des îles de la mer Rouge ; il est sablonneux, rocailleux et très peu argileux ; la plupart des rochers sont formés de détritiques de coquillages et de zoophytes ; on y rencontre, au centre même, de grands amas de coquillages qui feraient supposer qu'elle doit son apparition à l'abaissement du niveau de la mer. Sa longueur est de 11 milles, sa largeur de 3 milles 1/2 et son altitude est de 50 pieds seulement.

« Son climat est celui des pays intertropicaux ; le thermomètre marque quelque fois 42 et plus rarement 44 degrés centigrades ; les observations météorologiques n'ayant pas été faites d'une manière scientifique et continue, on ne peut pas évaluer d'une manière précise la moyenne de la température. Pourtant, cette température excessive ne dure que quelques heures dans la journée et seulement trois ou quatre jours.

« L'île est soumise à l'influence de tous les vents dont la direction, pendant les six mois de l'automne et de l'hiver, est celle du sud ; durant les autres mois de l'année, ce sont les vents du nord-ouest et de l'ouest qui dominent. En été, il n'est point rare de voir changer les vents plusieurs fois par jour.

« Outre le village principal de l'île appelée Camaran, qui compte environ 160 ariches et de 70 à 80 maisons en pierre, il en existe quatre autres : celui de Yémen distant de 4 milles au sud-est du village principal ; le village Fourra à 3 milles 1/2 au sud-ouest ; le village de Chakram, à 3 milles au nord-ouest, et le village de Zeillah, à 3 milles directement au nord.

« Le village principal de Camaran, s'alimente de l'eau des puits situés au nord-ouest à une distance de 2 kilomètres ; ces puits, au nombre de neuf, creusés anciennement dans le roc, fournissent de l'eau en assez grande abondance et de bonne qualité. Plusieurs autres puits situés dans la plaine donnent une eau légèrement saumâtre, car elle provient principalement par infiltration de la mer.

• En raison de la proximité de Loheya et de Hodeïda, situés sur la côte arabique, les habitants de l'île s'approvisionnent facilement des denrées nécessaires.

• Le Conseil supérieur de santé de Constantinople a appelé vivement l'attention du Gouvernement impérial ottoman sur l'augmentation progressive du nombre des habitants de l'île de Camaran. En 1881, lors de l'établissement du lazaret, le village principal de l'île ne comptait qu'une centaine d'ariches, quelques rares maisonnettes en pierre et 350 habitants. Aujourd'hui, il possède 153 ariches, 75 maisons en maçonnerie et compte une population de 1.030 habitants.

• Cet accroissement de la population insulaire est, d'après le Conseil, un grand danger pour la santé du villayet du Yémen, à cause des communications incessantes et rapides entre l'île et la côte voisine de l'Arabie. Aussi engage-t-il le Gouvernement impérial, en même temps qu'il donnera l'ordre de réorganiser le lazaret de Camaran sur des données scientifiques, de faire évacuer l'île par ses habitants.

• La Sous-Commission pense aussi que toutes les mesures nouvelles que le Gouvernement impérial se propose de prendre n'auraient aucune valeur si l'on ne procédait préalablement et d'urgence à cette évacuation.

• En ce qui concerne la réorganisation du lazaret de Camaran, le Conseil supérieur de santé de Constantinople a élaboré un programme des travaux à exécuter et arrêté le devis des dépenses correspondantes; il a été saisi, en outre, d'un nouveau projet présenté par M. Emile Rouillet, ingénieur-constructeur, offrant, d'après lui, des avantages au triple point de vue sanitaire, hygiénique et administratif. Ces deux projets, qui ne diffèrent que par certains détails, ont été placés sous les yeux des membres de la Conférence.

• Le devis des travaux de construction et d'installation est évalué à la somme de 57,000 livres turques (1.310,000 francs), dont 53,000 à la charge du Trésor impérial et 3,332 à celle de l'Administration sanitaire ottomane. Il est basé sur la nécessité de loger 6,000 pèlerins à la fois dans 111 constructions en pierre, avec le personnel médical et les autres services répartis en six campements distincts et convenablement isolés les uns des autres.

• La Sous-Commission, à l'exception des Délégués ottomans qui ont fait à ce sujet des réserves formelles, estime, en principe, que si l'on adopte le nouveau régime sanitaire proposé par M. le Professeur Proust à l'égard des navires à pèlerins, suivant qu'ils sont considérés comme indemnes, suspects ou infectés, il serait inutile d'établir autant de logements que l'a indiqué dans son projet le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

• En effet, d'après le système de M. Proust, la durée d'observation à imposer à Camaran aux personnes appartenant à un navire infecté ne doit pas dépasser cinq jours, et les pèlerins compris dans les deux premières catégories de navires (indemnes et suspects) n'y doivent être retenus que quarante-huit heures au maximum, c'est-à-dire le temps nécessaire à la durée des opérations de désinfection et de sanitation. Tandis qu'au contraire d'après le système actuellement en vigueur, il sera nécessaire de maintenir le chiffre de 6,000, les pèlerins étant obligés de rester à Camaran pendant dix et quelquefois quinze jours pour y purger leur quarantaine.

« Pour toutes ces considérations, la Sous-Commission propose que le chiffre exorbitant de 6.000 pèlerins soit réduit de moitié.

« Le Docteur Nouri Pacha objecte que le chiffre proposé par le rapport du Conseil de santé de Constantinople doit être maintenu, attendu qu'il arrive souvent que les bateaux arrivés à peu près en même temps dans la même journée amènent à Camaran un nombre considérable de pèlerins, 5.000 à 6.000, coïncidant surtout avec l'époque comprise dans l'intervalle des deux Baïram.

« Le projet de M. Roulet, qui embrasse l'ensemble des travaux de construction et d'installation à faire à Camaran, se résume comme suit :

a) Bâtiments pour loger le personnel médical et les services de l'Administration ;

b) Moyens d'embarquement et de débarquement assurés : 1° par la construction d'un môle ou quai principal, en maçonnerie, pour le débarquement des voyageurs et des colis et relié avec le pavillon de désinfection par une voie ferrée à écartement de 60 centimètres ; 2° six débarcadères, un pour chaque campement ; 3° un petit remorqueur en bois destiné à remorquer les dix chalands en bois pouvant contenir chacun cent passagers et leurs colis ; 4° deux embarcations légères et leurs armements ; 5° dix bouées d'amarrage à l'usage des navires entrant dans la baie de Camaran ;

c) Générateurs, moteurs système Compound ; une machine à fabriquer 50 kilogrammes de glace à l'heure ; un appareil à distiller 1.500 kilogrammes d'eau par heure ; une buanderie avec lessiveuse ; deux laveuses de capacité de 200 kilogrammes de linge sec par opération, et permettant le nettoyage de 1.000 kilogrammes de linge sec par jour ; logement pour les mécaniciens et les chauffeurs ;

d) Bâtiments de désinfection contenant trois séries de 100 cabines l'une ; la première série servira au déshabillage de 100 passagers à la fois, la seconde pour le lavage du corps au moyen de la douche, et la troisième pour le rhabillage. L'opération totale doit durer quinze minutes pour cent personnes à la fois, en même temps que leurs effets sont passés à l'étuve et désinfectés.

« Ces bâtiments contiendront trois grandes étuves de désinfection de 1 m. 75 de diamètre sur 4 mètres de longueur, destinées à désinfecter les effets à usage, ainsi qu'une grande chambre en maçonnerie hermétiquement close pour servir à la désinfection des gros bagages, lits, chaises, etc., de cent personnes à la fois, au moyen du chlore ou de l'acide sulfureux ;

e) Six campements de pèlerins, comprenant chacun vingt baraques en bois et briques creuses ayant chacune 20 mètres de longueur sur 5 m. 50 de largeur, soit une superficie de 110 mètres carrés, et pouvant loger cinquante personnes. La hauteur de son plancher au premier toit sera de 3 m. 50 sur les côtés et de 4 mètres au centre. Ces baraques seront munies de deux toits superposés de manière à établir tout autour une ventilation. Le toit supérieur débordera de 2 mètres pour protéger du soleil les parois de la baraque.

« Chaque baraque sera pourvue d'une prise d'eau et d'une lance de lavage, de façon qu'aussitôt l'évacuation opérée, elle puisse être lavée, avec un fort jet d'eau en pression, en toutes ses parties intérieures et notamment sur son plancher.

« Outre ces baraques, chaque campement aura deux baraques pour les personnes de distinction, deux hôpitaux isolés de toute habitation pour

hommes et femmes, une mosquée, des cuisines, des logements pour les médecins, pour le gardien chef, avec les annexes nécessaires. Il aura également vingt-deux lieux d'aisance à syphon munis de tinettes mobiles placées sur voie ferrée et wagons à bascule pour en opérer facilement le transport à la mer;

f) Chaque campement, les locaux de désinfection et les bâtiments des services administratifs seront séparés par des clôtures appropriées.

g) Tous les services du lazaret se feront au moyen de wagons roulant sur une voie ferrée à l'écartement de 60 centimètres et mis en communication au moyen du téléphone;

h) Il y aura deux citernes ou réservoirs d'eau douce potable, contenant chacune 50.000 litres;

i) Il sera construit un hôpital pour les cholériques et deux autres pour les varioloux; les étuves de désinfection qui existent actuellement dans le lazaret de Camaran serviront dans ce but.

« La Sous-Commission, tout en considérant que le projet de M. Roulet est un grand pas fait dans la voie du progrès et qu'il répond aux exigences de la science moderne, croit devoir faire quelques critiques et observations sur certaines lacunes importantes, faciles d'ailleurs à réparer.

« Tout d'abord, elle constate l'absence d'un laboratoire de bactériologie muni du personnel et de l'outillage nécessaires. Inutile d'insister sur l'urgence d'une pareille création.

« Elle croit que, pour donner toute sécurité à la navigation, il sera utile de poser un certain nombre de balises dans les endroits dangereux, près du littoral de l'île, dans la partie parcourue par les navires. La question importante du cimetière n'est pas touchée dans ce projet. C'est une omission à laquelle il faut remédier sans délai. Il faudra nécessairement que ce cimetière soit convenablement éloigné de toute habitation et de toute nappe d'eau d'alimentation.

« Elle croit aussi qu'il y a un véritable danger à permettre l'installation des latrines sur la mer ou sur les bords ou d'y déverser le contenu des tinettes mobiles; le danger est d'autant plus grand que les pèlerins ayant l'habitude de se laver avec l'eau de la mer ou d'y prendre des bains, ou risque sûrement de leur donner le choléra par la présence des déjections cholériques dans cette eau. Le moyen le plus sûr de détruire les matières fécales et urinaires serait, à notre avis, de les vider dans des grandes fosses contenant un lit épais de chaux récemment éteinte et après les avoir, au préalable, mélangées avec une quantité suffisante de lait de chaux.

« En outre, M. Roulet nous parle d'étuves à installer à Camaran, mais sans nous dire à quel système elles appartiennent. Ce que nous demandons, c'est qu'elles présentent toutes les garanties d'efficacité, de sécurité et de rapidité reconnues par la science.

« Quant aux agents chimiques de désinfection préconisés par M. Roulet, elle ne peut accorder aucune confiance à l'acide sulfureux qui a été écarté, comme on le sait, par les Conférences sanitaires et les Congrès d'hygiène qui ont eu lieu dans ces deux dernières années.

« Elle propose, en outre, de réduire le nombre des pèlerins à loger dans chaque baraque à 25 au lieu de 50, comme le propose M. Roulet, et d'assigner à chaque baraque les dimensions suivantes : longueur 15 mètres, largeur 5 mètres, hauteur 3 m. 50 du plancher au toit sur les côtés et 4 mètres au centre. La principale considération qui l'a déterminée à opérer

cette réduction, c'est de diminuer l'intensité de la propagation du choléra en formant des groupes de personnes le moins nombreux possible.

« En raison des dépenses que l'entretien de l'appareil distillatoire d'eau potable devra occasionner dans une localité aussi éloignée que l'île de Camaran, j'ai suggéré le vœu de procéder, si possible, au fonçage d'un puits artésien allant à une profondeur d'au moins 50 à 60 mètres jusqu'à ce qu'on trouve une nappe d'eau douce, abondante et jaillissante. La dépense, je crois, ne grèverait pas beaucoup le projet de M. Rouillet.

« La Sous-Commission propose aussi la création d'un poste de désinfecteur en chef ayant sous ses ordres un personnel nombreux et bien dressé pour le service de la désinfection à Camaran. Elle demande également de renforcer le personnel médical qui se rend tous les ans à Camaran et dont le nombre lui paraît insuffisant.

« Elle pense que le projet de M. Rouillet n'a pas assez compris l'importance de la création des hôpitaux d'observation pour isoler d'abord et traiter ensuite les cholériques dans des bâtiments distincts; aussi propose-t-elle de construire des hôpitaux à affecter séparément aux deux sexes : 1° pour l'observation des suspects; 2° pour les cholériques; 3° pour les maladies contagieuses autres que le choléra; 4° pour les maladies ordinaires. Il est bien entendu que ces hôpitaux seront complètement isolés.

« *Lazaret d'Abou-Siad, Vasta et Abou-Ali.* — Le lazaret d'Abou-Saad et Vasta installé sur deux îlots de ce com, à proximité de Djedjah, est destiné à recevoir les pèlerins venant du nord et du sud de la mer Rouge; il est ouvert toute l'année tant que le lazaret de Camaran ne fonctionne que six mois de l'année pendant la durée du pèlerinage. Il est considéré comme la succursale de celui de Camaran.

« A cause de l'exiguïté, ces îlots ne peuvent pas contenir plus de 500 personnes; il a été réorganisé en 1887. La Commission des lazarets du Conseil de santé de Constantinople, ayant jugé la nécessité de faire de nouvelles constructions, propose d'ajouter aux constructions existantes les compléments suivants :

- 10 cuisines en maçonnerie ;
- 5 buanderies ;
- 1 mouche à vapeur avec 2 chalands pour le débarquement et l'embarquement des pèlerins ;
- 1 étuve à désinfection avec salle d'attente ;
- 1 bateau-citerne ;
- 1 machine à distiller 10 tonnes d'eau par jour.

« Les dépenses monteraient à la somme de 6.000 livres turques à répartir entre le Trésor impérial et l'Administration sanitaire.

« La Sous-Commission insiste sur la nécessité de créer deux hôpitaux pour recevoir et traiter séparément les hommes et les femmes atteints de choléra et de construire un autre hôpital pour les maladies ordinaires. Elle propose d'installer, si la chose est possible, les hôpitaux pour les cholériques sur l'îlot d'Abou-Ali qui se trouve à proximité des deux précédents; on arriverait ainsi à isoler complètement les malades et à empêcher toute chance de contamination des personnes saines.

« Elle propose aussi d'adopter le même type de logement pour les pèlerins que celui qui a été indiqué dans le lazaret de Camaran et d'installer un établissement de douche-lavage. »

La discussion est ouverte en ce qui concerne la station sanitaire de Camaran.

M. le Professeur Brouardel (France) signale la nécessité de séparer avec soin les diverses sections quaranténaires et la danger que présentent, au point de vue de la propagation du choléra d'un groupe à l'autre, les cordons sanitaires formés par des groupes ou des gardiens qui sont eux-mêmes, l'expérience l'a prouvé, les plus sûrs agents de transmission de la maladie.

M. le Professeur Proust (France) fait ressortir de son côté que l'efficacité des mesures sanitaires dépendra surtout de la manière dont elles seront appliquées, et que dans cet ordre d'idées la valeur du personnel doit jouer un rôle très important. Aussi proposerait-il que l'on s'inspirât de ce qui a été décidé à Venise pour la traversée du canal de Suez et qu'on instituât à Camaran un corps sérieux de gardes sanitaires analogue à celui qui a fait l'objet de l'annexe IV de la Convention de Venise; M. Proust donne lecture à la Commission du texte de cette annexe.

La Commission pour-uivant l'examen des améliorations que comporte la station sanitaire de Camaran, M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) insiste sur l'utilité qu'il y aurait, pour activer dans la plus large mesure les opérations de désinfection, à employer des étuves de grande dimension, d'un volume double de celui qui est proposé dans le rapport présenté par Boukow-ki-Pacha. A San Francisco, à N-York, fonctionneraient des appareils de ce genre qui donneraient les meilleurs résultats au point de vue de la rapidité et de l'efficacité des opérations.

M. le Professeur Pagliani (Italie) estime que la première mesure qui s'impose est l'évacuation de l'île de Camaran par les indigènes qui l'habitent actuellement et qui y ont été appelés d'ailleurs pour la plupart depuis la création de la station par l'appât des bénéfices à réaliser sur les pèlerins. Ces indigènes, par suite de leurs relations continues soit avec les différents groupes de pèlerins pendant leur séjour dans l'île, soit avec la côte orientale de la mer Rouge, sont un danger constant de dissémination ou de reviviscence des germes.

M. Pagliani pense, d'autre part, qu'avant d'entreprendre la construction de bâtiments plus ou moins nombreux, il convient d'assurer la prompte installation des services de désinfection et de lavage et celle des hôpitaux d'isolement. Pour la désinfection, il considère comme bien préférable l'emploi d'étuves d'un modèle de moindre dimension dans lesquelles la désinfection offre toutes garanties sous le rapport de l'égalité de pression et de température. Il faut calculer pour une opération complète, chargement et déchargement compris, une durée d'environ trois quarts d'heure.

M. Pagliani, comme M. Proust, estime qu'il est d'un intérêt de premier ordre de placer à Camaran un personnel expérimenté capable d'inspirer confiance.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) dit que, d'après les expériences faites, les étuves ne doivent pas, pour rester efficaces, dépasser certaines dimensions, de telle sorte que la vapeur se répartisse également dans tous les objets à désinfecter et que ces objets ne forment pas de couches trop épaisses. Il pense en conséquence qu'il y aura lieu d'installer, de préférence aux autres appareils de grande dimension préconisés par M. Shakespeare, des étuves ordinaires en nombre suffisant pour compenser les délais un peu plus longs qu'exigeront les opérations par suite du chargement et du déchargement plus fréquents des appareils. M. Ruysch ajoute qu'il se ral-

lie à la proposition de M. Pagliani relative à l'évacuation des habitants de l'île de Camaran.

En ce qui concerne la valeur des appareils à désinfection qui seront employés à Camaran, M. Brouardel rappelle que, quel que soit le modèle adopté, une étuve ne devra être mise en service qu'autant qu'il aura été constaté par des expériences préalables que cet appareil est capable d'assurer la destruction complète des germes pathogènes.

C'est là une prescription indispensable que la Commission, comme le font observer MM. Monod, Proust et Ruysch, a déjà exigée des étuves placées à bord des navires, en spécifiant qu'elles doivent offrir toutes garanties de sécurité et d'efficacité. La même obligation devra évidemment être remplie pour les appareils installés à Camaran.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) demandant s'il ne conviendrait pas de choisir une station sanitaire moins éloignée de Djeddah que ne l'est Camaran, M. Proust (France) répond que ce serait restreindre dans la même proportion les garanties que donne précisément, au point de vue prophylactique, la distance séparant la station sanitaire du port d'arrivée. La durée de la traversée comprise entre les opérations sanitaires pratiquées à Camaran et le débarquement définitif des pèlerins à Djeddah constitue une période décisive d'observation qu'il serait incontestablement dangereux de réduire.

M. Proust fait observer d'autre part que l'emplacement indiqué pour l'hôpital par Bonkowski Pacha n'est peut-être pas suffisamment éloigné des campements quaranténaires. Il y aurait lieu enfin de signaler que le produit des taxes sanitaires perçues à Camaran, qui aurait laissé, lors du dernier pèleriage, un excédent de recettes, devrait être affecté dans la mesure de ces ressources supplémentaires au bon fonctionnement et à l'amélioration de la station.

M. Krut (Pays-Bas) s'associe à l'opinion émise par M. le Professeur Pagliani en vue de l'évacuation de l'île de Camaran. Mais selon lui il faudrait faire plus : abandonner complètement cette île et choisir, pour y faire des installations quaranténaires, ainsi que l'a suggéré M. le Docteur Thorne Thorne, des îlots situés près de Djeddah, tels que Abou-Saad, où existe déjà une station sanitaire. Dans l'état actuel de Camaran, il considère comme dangereux et « anti-humanitaire » d'y faire séjourner des pèlerins sains exposés à y contracter le germe du choléra. Il demande à la Délégation turque s'il est exact, comme cela est affirmé, qu'on a enlevé récemment sur toute la surface occupée à Camaran par les campements une épaisseur de sol d'un pied environ.

Bonkowski Pacha (Turquie) répond, en ce qui concerne l'insalubrité du sol du lazaret de Camaran, que l'année dernière le Docteur Otchaneski, très compétent dans toutes les questions de désinfection, a dirigé en personne le travail très consciencieux de la désinfection du sol de ce lazaret.

Ce travail a consisté à enlever d'abord 30 centimètres de terre et à verser une forte bouillie de lait de chaux fraîchement préparé : c'est là une condition essentielle d'assainissement et de sécurité pour l'avenir.

Dès lors l'objection tirée de l'insalubrité du sol perd sa valeur. Il faut ajouter que l'infection de la nappe d'eau souterraine par les germes du choléra ne peut non plus être invoquée, par la raison toute simple que cette nappe n'est pas superficielle, mais qu'elle se trouve à une profondeur d'au moins 5 ou 6 mètres.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) craint que l'enlèvement d'une couche

de terre d'aussi faible épaisseur ne suffise pas, comme paraît le croire Bonkow-ki Pacha, pour faire disparaître tous les germes. Certains microbes pathogènes ont une plus grande validité dans la profondeur du sol, où ils trouvent des conditions favorables à leur développement, qu'à la surface, où ils perdent leur virulence par l'action du soleil. Un sol comme celui de Camaran, qui a été souillé depuis des années par les déjections des pèlerins et dans lequel se trouvent des citernes en mauvais état exposées aux chances de contamination, constitue toujours un terrain suspect. M. Ruysch-e-time que l'abandon de l'île de Camaran (au moins pendant quelques années) serait une mesure très désirable : il faut avoir une station sanitaire dans laquelle on puisse débarquer les personnes saines sans leur faire courir le risque d'y contracter des maladies.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) cite, à l'appui du danger d'infection du sol, des expériences faites en Angleterre sur l'apparition et le développement de la diarrhée infantile. D'après ces expériences, la maladie ne se montrerait, sous forme d'épidémie, que lorsque la température du sol infecté atteindrait environ 56° Farenheit, à une profondeur de quatre pieds.

M. le Professeur Brouardel (France) fait observer que les expériences relatives au charbon, auxquelles a fait allusion M. Ruysch, ne peuvent être invoquées dans l'espèce. M. Pasteur a démontré dans quelles conditions les germes charbonneux se trouvaient ramenés à la surface. D'autres expériences faites en France, notamment par MM. Grancher et Ogier, et dont les résultats n'ont pas été contestés, ont permis d'établir, en ce qui concerne la persistance des germes de la fièvre typhoïde à travers des couches de terre, qu'à une profondeur de 40 centimètres la nocuité de ces germes a sensiblement disparu. Pour ce qui est du choléra, sa propagation a lieu, soit par l'eau, soit par le contact d'objets souillés qui ont eu pour effet l'introduction du germe infectieux dans le tube digestif : jusqu'à présent aucun fait probant n'a démontré la possibilité de cette transmission par l'air. Dans ces conditions le sol de Camaran ne saurait être considéré comme dangereux que si l'on y trouvait, à une profondeur de 60 à 80 centimètres, une nappe d'eau susceptible d'être contaminée. Or, ce n'est pas le cas.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) fait observer que tout dépend ici de la nature et de la résistance des microbes, ce qui est bien différent, comme l'ont démontré entre autres Esmarch, Schotelius, etc. Il croit pourtant utile et pratique de ne pas trop se fier aux résultats des expériences de laboratoire, surtout pour le vibrion cholérique, dont le dernier mot n'est pas encore dit. Un sol surchargé de matières infectieuses est toujours un terrain dangereux ; on ne peut nier qu'il faille l'éviter autant que possible.

M. le Professeur Pagliani (Italie) ajoute que le soleil constitue dans ces parages un agent de désinfection particulièrement puissant.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) fait remarquer de son côté que s'il fallait prendre en considération, pour motiver le déplacement d'un lazaret, le fait qu'une épidémie cholérique s'y est déjà manifestée, aucun des lazarets existants ne pourrait être conservé. Dans chacun de ces lazarets on a observé plus ou moins souvent des cas de choléra sans qu'on ait songé à les abandonner pour cause d'infection. Pourquoi agirait-on différemment

pour Camaran ? M. Vafiadès rappelle que cette île a été désignée après enquête et étude approfondie par le Conseil supérieur de santé de Constantinople et que ce choix a été ratifié par la Commission elle-même dans une précédente séance. Il ajoute que l'île est très vaste et que les campements sont séparés les uns des autres par des kilomètres.

M. le Docteur Mordtmann (Allemagne) cite le cas d'un navire anglais (Etna) n'ayant ni médecin ni eau potable, qui, parti de Djeddah au retour du pèlerinage, avait eu cinquante décès à bord avant d'arriver à Camaran ; vingt malades existaient encore : pèlerins et équipages furent débarqués et soumis aux mesures d'isolement et de désinfection. Au bout de cinq jours il n'était plus observé ni cas ni décès cholérique parmi le personnel du navire, qui put continuer sa route, préservé désormais de la contagion par son séjour à Camaran.

Pour résumer la discussion et fixer les points sur lesquels aura à se prononcer la Commission, sur la motion de MM. Brouardel et Proust, M. le Président prie la Sous-Commission de formuler, comme conclusions du rapport que Boukowsky Pacha a présenté au début de la séance, un certain nombre de propositions visant les diverses améliorations à réaliser à la station sanitaire de Camaran. Ces propositions seront soumises au vote de la Commission dans sa prochaine réunion.

Boukow-ki Pacha (Turquie) dit que « les Délégués ottomans croient devoir renouveler aujourd'hui les réserves formelles qu'ils ont déjà présentées au sein de la Sous-Commission en ce qui concerne la proposition de M. le Professeur Proust relative au nouveau régime sanitaire à établir dans le lazaret de Camaran. Ils réservent également leur adhésion au sujet de l'évacuation de l'île par ses habitants, le Gouvernement impérial ottoman ne l'ayant pas fait connaître sa décision à ce sujet. Néanmoins ils signaleront à son attention toutes les réformes que la Sous-Commission propose. »

M. le Président fait connaître ensuite que la Commission va passer à l'examen des stations sanitaires d'Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali.

Boukow-ki Pacha (Turquie) lit le passage du rapport présenté au Conseil supérieur de santé de Constantinople par sa Commission des lazarets relativement aux deux premières stations dont il s'agit :

La réorganisation de ces établissements quaranténaires, installés sur les îlots d'Abou-Saad et Vasta près Djeddah, pour servir de succursale au lazaret de Camaran, ayant été faite en 1887, la Commission pense qu'il n'est pas nécessaire d'y faire de nouvelles constructions, celles qui y existent déjà étant jugées suffisantes ; cependant elle est d'avis que, pour compléter ces établissements, il faut accepter les propositions et le devis de la Commission technique et ajouter aux constructions existantes les compléments suivants :

10 cuisines en maçonnerie pour le service des quaranténaires ;

5 buanderies

Idem.

5 citernes

Idem.

1 mouche à vapeur ;

2 chalands pour le débarquement des pèlerins ;

1 étuve à désinfection (type fixe) avec salle d'attente ;

1 bateau-citerne ;

1 machine distillatoire pour 10 tonnes d'eau par jour.

Le devis d'estimation, dont l'examen est réservé au Gouvernement impérial, monte à 6.000 livres turques. Les frais de construction des cuisines, buanderies, citernes, ainsi que la machine distillatoire pour l'eau potable montant à un total de 4,300 livres turques, reviennent à la charge du Malié. Les frais de la mouche à vapeur, chalands, bateau-citerne et les dispositifs de désinfection montant à 1,700 livres turques seront supportés par l'Administration sanitaire.

Devis de la Commission technique.

10 cuisines, 5 buanderies et 5 citernes	114,305 piastres soit	1,140 l. tur.
1 mouche à vapeur et 2 chalands.....		1,100 —
1 étuve à désinfection (type fixe).....		350 —
1 bateau-citerne.....		150 —
1 machine distillatoire pour 10 tonnes.....		3,260 —
TOTAL.....		6,000 l. tur.

Il résulte d'un échange d'observations présentées à cet égard par M. Proust (France) et Nouri Pacha (Turquie) que les trois stations dont il s'agit sont peu utilisées : celle d'Abou-Saad est la principale et contient un lazaret renfermant quelques bâtiments; Vasta sert principalement avant l'ouverture du lazaret de Camaran, à recevoir les premiers pèlerins venant des Indes anglaises.

M. Krøyt (Pays-Bas) fait remarquer que trois îlots comme ceux d'Abou-Saad, de Vasta et d'Abou-Ali existant dans la proximité de la rade de Djeddah peuvent être utilisés pour former ensemble une station sanitaire. Les pèlerins sains, suspects ou infectés, pourront être ainsi isolés facilement.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) s'associe à cette manière de voir. Il indique que le lazaret actuel d'Abou-Saad et de Vasta renvoie déjà à Abou-Ali les pèlerins atteints de choléra. Cette île sert donc déjà à l'isolement des cholériques.

M. le Professeur Proust (France) estime que ces établissements comportent peu de développements : ils doivent être réservés à des situations exceptionnelles, telles que l'arrivée des grands paquebots portant des pèlerins riches ou celle des provenances des ports du Nord. En dehors de ces conditions spéciales, l'existence de grands lazarets à proximité de Djeddah présenterait les plus graves dangers : l'épidémie serait fatalement transportée des lazarets à la côte avec la plus grande facilité.

M. le Président propose que la Commission passe actuellement à l'examen de la question de perfectionnement du lazaret de Djebel-Tor.

M. le Professeur Proust (France) fait remarquer qu'en l'état actuel il existe deux stations sanitaires, Djebel-Tor et El-Wedj, affectées au retour des pèlerins vers l'Egypte et les ports de la Méditerranée. La Commission aura à examiner si, dans l'organisation nouvelle, il y a lieu de préférer l'un à l'autre de ces lazarets ou de maintenir les deux.

Turkhan Bey (Turquie) indique que S. M. I. le Sultan vient de décider l'installation à El-Wedj d'un lazaret établi sur le même plan que celui de Camaran et destiné aux pèlerins ottomans : ordre a été donné de commencer immédiatement les travaux. Il fait ressortir que cette décision a le caractère d'une mesure d'administration intérieure prise par le Gouvernement ottoman.

M. le Docteur Mordtmann (Allemagne) ajoute que l'emplacement d'El-Wedj a été choisi par le Conseil supérieur de santé de Constantinople à la suite d'analyses ayant démontré la qualité absolument défectueuse de l'eau distribuée à Tor. La création d'une station nouvelle a eu pour but de séparer les pèlerins ottomans des autres et de diminuer l'encombrement des campements, tout en permettant de protéger, le cas échéant, les pèlerins de la Mecque contre l'importation du choléra venant d'Europe.

MM. Proust (France), Miéville (Egypte), Vassiarès (Grèce) et Nouri Pacha (Turquie) échangent diverses considérations au sujet de la répartition des pèlerins des différentes nationalités entre les deux stations de Tor et d'El-Wedj et des difficultés que présenterait, dans la pratique, cette répartition.

M. le Professeur Brouardel (France) fait remarquer que la Commission semble reconnaître, en principe, l'avantage de maintenir simultanément les deux lazarets de Djebel-Tor et d'El-Wedj : c'est là un premier point acquis. Il croit cependant devoir rappeler que la Convention de Venise, dans son annexe IV (Règlement applicable aux provenances des ports arabiques de la mer Rouge à l'époque du retour du pèlerinage), a déjà déterminé les conditions d'envoi et de séjour à la station d'El-Tor des pèlerins revenant du Hedjaz. La Commission ne devra pas perdre de vue les dispositions de l'accord diplomatique du 30 janvier 1892, lorsqu'elle aura à se prononcer définitivement sur les questions relatives à ces lazarets.

M. le Président expose que la Commission a terminé l'examen général des paragraphes de son programme concernant les améliorations à apporter aux stations sanitaires de Camaran, Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali.

Sur ces divers points, Bonkowski Pacha (Turquie) veut bien se charger de présenter à la Commission, dans sa prochaine réunion qui aura lieu lundi à 10 heures, les propositions fermes sur lesquelles elle aura à statuer.

Sur la demande de M. le Président, Nouri Pacha (Turquie) donnera de son côté communication d'une note relative aux mesures que comporterait le mouvement des pèlerins par les voies de terre. Cette note se rattachera à la question qui fait l'objet du paragraphe D du programme sous le titre : Surveillance effective des caravanes de pèlerins se dirigeant vers la Mecque et Médine.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,
Comte DE KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,
J. DE CAZOTTE.
NÉRATOW.
PAUL^{er} ROUX.
MÉRIENNE-LUCAS.

Procès-verbal N° 7. — Séance du lundi 5 mars 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN.

La séance est ouverte à 10 heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués de la Commission, à l'exception de M. le Comte de

Moltke-Hvitfeldt (Danemark), de M. Criésis (Grèce), de M. le Comte G. de Zogheb (Portugal) et de M. Due (Suède et Norvège).

Assistaient également à la séance : M. Hagel (Autriche-Hongrie) ; M. Barrère et M. H. Monod (France) ; M. de Giers (Russie) ; Turkhan Bey (Turquie).

M. le Président rappelle que la Commission a prié Bonkowski Pacha de formuler, comme complément de son rapport, l'ensemble des conclusions de la Sous-Commission chargée d'examiner les mesures d'amélioration qu'il y a lieu de prendre dans la station sanitaire de Camaran. Il donne la parole à Bonkowski Pacha pour lire ces conclusions qui sont libellées dans les termes ci-après :

« En ce qui concerne Camaran, la Sous-Commission propose les mesures suivantes, qui sont en définitive le résumé de celles dont le Conseil supérieur de santé de Constantinople a décidé l'adoption.

« A. — Evacuation des villages de l'île.

« B. — Moyens d'assurer la sécurité et de faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de Camaran :

1^o Installation de bouées et de balises en nombre suffisant ;

2^o Construction d'un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis ;

3^o Embarcadère pour chaque campement ;

4^o Des chalands en nombre suffisant avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement.

« C. — Installation de la station sanitaire qui comprendra :

1^o Un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'Administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements ;

2^o Des locaux pour l'Administration et pour le personnel des services sanitaires et autres ;

3^o Des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets non portés et autres objets ;

4^o Des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage ;

5^o Des hôpitaux complètement séparés pour les deux sexes et complètement isolés : a) pour l'observation des suspects ; b) pour les cholériques ; c) pour les malades atteints d'autres affections contagieuses ; d) pour les maladies ordinaires ;

6^o Les campements seront séparés les uns des autres d'une manière efficace et la distance entre eux devra être la plus grande possible, les logements destinés aux pèlerins seront construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne devront contenir que vingt-cinq personnes ;

7^o Un cimetière bien situé, éloigné de toute habitation et sans contact avec une nappe d'eau souterraine.

D. — Outillage sanitaire et accessoires :

1^o Etuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité et de rapidité ;

2^o Pulvérisateurs, cuves à désinfection et moyens nécessaires pour la désinfection chimique analogues à ceux qui ont été indiqués par la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892 ;

3^o Machines à distiller l'eau et machine à préparer la glace ;

4^o Laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire ;

5° Installation de tinettes mobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées. »

M. le Professeur Pagliani (Italie) fait connaître que si, dans ses conclusions, la Sous-Commission s'est inspirée des projets arrêtés par le Conseil sanitaire de Constantinople relativement à Camaran, il lui a semblé qu'il n'entrait pas dans son programme ni dans celui de la Conférence de fixer dans le détail, l'organisation de la station de Camaran. Elle s'est bornée, en conséquence, à poser certains principes qui devront servir de guide à l'autorité appelée à mettre en état cette station et à rédiger les règlements qui y seront appliqués.

La Commission passe ensuite à l'examen successif des différents paragraphes des conclusions ci-dessus.

Paragraphe A. — Diverses observations sont échangées relativement à la rédaction de ce paragraphe.

M. le Président et M. Barrère (France) font remarquer qu'en formulant cette conclusion la Commission ne méconnaît pas les droits de souveraineté de la Turquie.

La Commission adopte ensuite cette première conclusion libellée dans les termes suivants :

A. — Evacuation complète de l'île de Camaran par ses habitants.

La Délégation ottomane déclare que, pour les motifs précédemment indiqués, elle ne se prononcera pas sur les différentes propositions relatives à la station de Camaran.

Boukowski Pacha (Turquie) donne ensuite lecture de la seconde conclusion :

B. — Moyens d'assurer la sécurité et de faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran.

1° Installation de bouées et de balises en nombre suffisant ;

2° Construction d'un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis.

Ces deux premiers alinéas sont adoptés.

Dans l'alinéa 3°, embarcadère pour chaque campement, M. Brouardel (France) indique qu'il est essentiel d'empêcher le contact des individus qui sont débarqués avec ceux qui se rembarquent.

Après quelques observations échangées entre divers Délégués, la rédaction suivante est adoptée pour cet alinéa :

« 3° Un appontement différent pour rembarquer séparément les pèlerins de chaque campement.

« En ce qui concerne l'alinéa 4°, des chalands en nombre suffisant avec remorqueur », M. le Professeur Pagliani (Italie) et M. le Professeur Brouardel (France) font observer qu'il convient de prendre des mesures pour que les chalands qui servent à débarquer les pèlerins qui seront infectés ne servent pas à rembarquer les pèlerins des campements.

M. Miéville (Egypte) propose d'indiquer dans ce paragraphe que les pèlerins des navires infectés devront être amenés à la jetée de Camaran par les moyens du bord, c'est-à-dire par les embarcations appartenant au navire.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) estime que ce procédé offrirait dans la pratique des difficultés.

Dans l'opinion de M. Miéville (Egypte), il y a lieu de choisir, entre ces deux seuls procédés ; il insiste sur les inconvénients que présente le débar-

quement des pèlerins, considérés comme suspects, dans des chalands qui devront servir ensuite à rembarquer les pèlerins indemnes. Une négligence dans la désinfection de ces chalands doit être toujours à redouter.

M. le Professeur Brouardel (France) rappelle que le débarquement par les moyens du bord est celui qui est pratiqué actuellement à Camaran. La proposition de M. Miéville, à laquelle il s'associe, ne constitue pas dès lors une innovation, mais le maintien du mode de procéder actuel, seulement en ce qui concerne les navires infectés.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) désirerait voir ajouter une disposition prescrivant la désinfection des embarcations du navire après qu'elles auront servi au débarquement des pèlerins provenant de navires infectés.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) dit que, comme rapporteur de la Sous-Commission concernant la police du transport des pèlerins, il croit devoir faire remarquer que la désinfection des canots des navires, réclamée par M. le docteur Shakespeare, est déjà prévue par le projet de règlement élaboré par la Sous-Commission.

M. le Professeur Pagliani (Italie) appuie également cette observation.

L'alinéa 4^o du paragraphe B, libellé dans les termes ci-après, est ensuite adopté :

4^o Des chalands en nombre suffisant, avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement. — Le débarquement des navires infectés sera opéré par les moyens du bord. »

Le paragraphe C des conclusions « Installation de la station sanitaire, qui comprendra. . . », est examiné par la Commission.

Les alinéas 1^o, 2^o, 3^o et 4^o sont adoptés sans observations dans les termes transcrits ci-après :

1^o Un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'Administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements ;

2^o Des locaux pour l'Administration et pour les services sanitaires et autres ;

3^o Des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets non portés et autres objets ;

4^o Des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou bains de mer, pendant que l'on désinfectera les objets à usage.

Au sujet des dispositions de l'alinéa 5^o, M. Miéville (Egypte) indique qu'il préférerait la division des hôpitaux dans des conditions identiques à celles que la Commission du Conseil sanitaire d'Alexandrie a proposées pour le campement de Djebel-Tor, c'est-à-dire trois hôpitaux isolés, un pour le choléra, un pour les gastro-entérites, les diarrhées, les dysenteries, en un mot, pour les maladies qui peuvent présenter des symptômes ou avoir un caractère suspect, et un pour les maladies dites ordinaires, c'est-à-dire sur la nature non contagieuse desquelles il n'y a aucun doute (affections chirurgicales, des voies respiratoires, cardiaques, rhumatismales, etc.).

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) s'oppose à l'adoption de la rédaction suggérée par M. Miéville, parce que, si elle était adoptée, les personnes atteintes de dysenterie seraient placées avec les personnes qui seraient atteintes de diarrhée suspecte.

Sans examiner si l'on doit prescrire des mesures pour d'autres maladies que les affections connexes avec le choléra, il demande en tout cas que

les individus suspects de choléra soient isolés comme ceux atteints de choléra.

A la suite de cette observation, l'alinéa 5° est adopté dans les termes ci-dessous :

5° Des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés : a) pour l'observation des suspects ; b) pour les cholériques ; c) pour les malades atteints d'autres maladies contagieuses ; d) pour les malades ordinaires.

L'alinéa 6° donne lieu à un échange de vues entre M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne), Nouri Pacha (Turquie) et M. Kruyt (Pays-Bas) relativement au nombre des campements. La rédaction suivante, proposée dans les conclusions de la Sous-Commission, est ensuite acceptée.

6° Les campements seront séparés les uns des autres d'une manière efficace et la distance entre eux devra être la plus grande possible ; les logements destinés aux pèlerins seront construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne devront contenir que vingt-cinq personnes.

En ce qui concerne l'alinéa 7°, M. le Professeur Brouardel propose, à la suite des diverses observations présentées sur la question par plusieurs Délégués, de le libeller comme suit :

7° Un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation, sans contact avec une nappe d'eau souterraine et drainé à 50 centimètres au-dessous du plan des fosses.

La Commission discute ensuite les propositions contenues dans les conclusions sous la lettre D : « Outillage sanitaire et accessoires ».

L'alinéa 1° est adopté sans observation :

1° Etuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité et de rapidité.

L'alinéa 2° est ainsi rédigé :

2° Pulvérisateurs, cuves à désinfection et moyens nécessaires pour la désinfection chimique analogues à ceux qui ont été indiqués par la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892.

Au sujet de cet alinéa, M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) fait connaître qu'en ce qui le concerne, il n'accepte les pulvérisateurs parmi l'outillage qu'autant qu'il sera entendu que ces appareils seront employés seulement pour la désinfection de certaines parties de locaux qu'il ne serait pas facile d'atteindre d'une autre manière. Il préfère à la pulvérisation les lavages avec des solutions désinfectantes pour les locaux et l'étuve pour les effets à usage, les pulvérisateurs étant tout à fait insuffisants dans ce dernier cas.

Sous le bénéfice de cette observation, à laquelle la Commission s'associe, l'alinéa 2° est adopté.

Après avoir adopté également l'alinéa 4° : « Laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire », la Commission décide de renvoyer à la prochaine séance l'examen de l'alinéa 3° relatif aux machines à distiller l'eau, afin de le compléter de manière à régler les procédés de distribution de l'eau. De même, il paraît utile de déterminer dans l'alinéa 5° le mode de vidange des tinettes mobiles.

Sur la demande de M. le Docteur Thorne Thorne, la question du prix des vivres devra être également indiquée dans les conclusions et sera examinée avec les deux autres visées ci-dessus dans la prochaine réunion, qui aura lieu mardi, à dix heures.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,
Comte de KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE.
NÉRATOW.
Paul ROUX.

Procès-verbal n° 8. — Première séance du mardi 6 mars 1894.
(Matin.)

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt (Danemark), de M. Criésis (Grèce) et de M. Due (Suède et Norvège).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie); M. Barrère et M. H. Monod (France); Turkhan Bey (Turquie); M. de Giers (Russie); M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis).

M. le Président rappelle que deux points relatifs aux installations à effectuer dans l'île de Camaran ont été laissés en suspens au cours de la dernière séance.

Sur la proposition de M. Brouardel, la Commission discute la rédaction à adopter pour ces deux articles, portant les nos 3 et 5 du paragraphe D des conclusions de la Sous-Commission : elle approuve en dernier lieu, le texte suivant, mis aux voix par M. le Président :

3° Machines à distiller; appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur; machines à fabriquer la glace,

Pour la distribution de l'eau potable, canalisations et réservoirs fermés, étanches et ne pouvant se vider que par des robinets ou par des pompes.

5° Installation de tinettes immobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées; épandage de ces matières sur une des parties de l'île les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement de ces champs au point de vue de l'hygiène.

Ce dernier paragraphe est ajouté sur la demande de M. Ragosine, afin de prévenir les inconvénients qui pourraient résulter d'une application défec-
tueuse de ce système.

M. le Professeur Brouardel (France) pense qu'en ce qui concerne les eaux ménagères ou résiduaires, il suffirait d'assurer l'écoulement à la mer sans stagnation.

M. Ruysch (Pays-Bas), en raison des dangers de contamination que peuvent présenter les eaux susceptibles d'avoir été souillées au contact des malades, recommande l'emploi de bassins de décantation, tels que ceux qui fonctionnent avantageusement dans un certain nombre de villes d'Allemagne, à Leipzig notamment, et des Pays-Bas. Les eaux désinfectées chimiquement dans ces bassins en sortent limpides et inoffensives pour s'écouler à la mer.

M. Brouardel (France) croit que ce procédé serait très coûteux et difficilement praticable d'une manière générale à Camaran.

M. Ragosine (Russie) ajoute que, pour ne pas donner une fausse sécurité qui constituerait un danger, les eaux traitées par le système dont il vient d'être question ne doivent pas seulement être clarifiées, mais réellement stérilisées, ce qui implique l'emploi de divers agents chimiques suffisamment énergiques.

M. Miéville (Egypte) pense que dans la pratique toute prescription relative à l'enlèvement des eaux ayant servi aux usages domestiques des pèlerins resterait lettre morte; ces eaux disparaissent dans le sol où leur évaporation et leur désinfection sont rapidement assurées sous l'action d'un soleil ardent.

M. Ragosine (Russie) propose de distinguer entre les eaux sales provenant des campements proprement dits et celles qui seraient recueillies dans les hôpitaux.

Suivant cette motion et pour répondre aux préoccupations exprimées par M. Ruysch, M. Brouardel (France) soumet à la Commission la rédaction suivante qui est adoptée :

6° Les eaux sales seront éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eaux vannes qui sortent des hôpitaux seront désinfectées par le lait de chaux suivant les indications contenues dans la Convention de Venise.

M. le Président donne ensuite la parole à Bonkowski Pacha pour la lecture des conclusions qu'il a rédigées au nom de la Sous-Commission dont il est rapporteur relativement à l'organisation des stations sanitaires de Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, près de Djeddah. Ces conclusions vont être discutées en détail.

M. le Professeur Proust (France) fait remarquer que ces établissements sont destinés à trois catégories de pèlerins différant soit par l'origine, soit par la nature des navires qui les amènent :

- 1° Les pèlerins venant d'Extrême-Orient par des bateaux spéciaux ;
- 2° Ceux qui arrivent en petit nombre à bord des grands paquebots ;
- 3° Ceux qui proviennent des pays au nord de la mer Rouge.

L'aménagement des stations dont il s'agit ne doit s'appliquer qu'aux deux dernières catégories et, par conséquent, à un nombre de pèlerins relativement restreint. D'ailleurs les îles sur lesquelles elles sont situées sont petites et ne pourraient comporter la création d'un véritable lazaret qui, en cas d'apparition du choléra, constituerait à une si grande proximité de Djeddah une cause certaine d'infection de ce port.

Les propositions de la Sous-Commission lues par Bonkowski Pacha sont successivement adoptées par la Commission avec les modifications résultant de la discussion dans les termes ci-après :

1° Création de deux hôpitaux pour cholériques, hommes et femmes, à Abou-Ali ;

2° Création à Vasta d'un hôpital pour maladies ordinaires ;

3° Installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en pierres capables de contenir 500 personnes à raison de 25 personnes par logement ;

4° Trois étuves à désinfection placées à Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali avec bûanderies et accessoires ;

5° Etablissement de douches-lavages à Abou-Saad et Vasta ;

6° Dans chacune des îles d'Abou-Sayd et Vasta, des machines à distiller pouvant fournir ensemble quinze tonnes d'eau par jour.

En ce qui concerne l'évacuation des matières fécales, M. Brouardel (France) estime qu'il y a lieu d'adopter les mêmes dispositions qu'à Camaran, consistant à pratiquer l'épandage de ces matières, de préférence à l'évacuation à la mer qui présente les plus grands dangers.

M. le Professeur Pagliani (Italie) appuie cette opinion : l'épandage des matières sur une plage de sable exposée à une température de 40 degrés constitue la solution la plus efficace.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) pense avec M. le Docteur Thorne Thorne que, sans être aussi affirmatif sur les inconvénients qu'il peut y avoir à projeter les matières fécales à la mer en raison des conditions locales plus ou moins favorables, on pourrait adopter dans l'espèce une rédaction moins restrictive.

MM Pagliani (Italie) et Devaux (Belgique) font ressortir les sacrifices considérables que s'imposent les villes balnéaires du littoral, telles que Naples et Ostende notamment, pour éviter le déversement des eaux d'égout à la mer, tant les inconvénients et les dangers qui en résultent pour la santé des baigneurs sont aujourd'hui démontrés. Les matières ramenées par la mer sur les côtes s'y déposent et forment des foyers d'infection.

Après cet échange d'observations et sur la proposition de M. Brouardel, M. le Président soumet le texte suivant à la Commission, qui l'accepte :

7° Pour les cimetières, les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé suivant les principes admis pour Camaran. Un cimetière sera établi dans chacune des îles.

M. le Président, sur la proposition de M. Proust, donne ensuite la parole à Nouri Pacha pour lire à la Commission une communication relative aux mesures appliquées dans les Villes-saintes du Hedjaz :

« Messieurs,

« Il m'a paru utile de vous présenter, uniquement au point de vue de l'hygiène, une description sommaire du pèlerinage aux Villes-saintes de l'Islam. Au cours de cet exposé, il me sera permis de relever des erreurs et de faire tomber des accusations même qui ont trouvé un crédit facile en Europe, et de vous signaler les mesures prises par le Gouvernement Impérial, depuis nombre d'années, pour remédier à un état de choses défectueux, qui a pu exister dans le passé, là comme ailleurs du reste ; car la question de l'hygiène ne date que de nos jours. Et, je puis vous l'assurer, Messieurs, elle n'a trouvé nulle part d'esprit plus disposé à suivre les lois de l'hygiène et à les adopter ni plus soucieux de les faire appliquer dans son Empire que celui de mon Auguste Souverain.

« Pendant les vingt-trois années que j'ai passées au Hedjaz, j'ai connu le passé et ses efforts, souvent vains, d'améliorations : en le comparant à l'époque actuelle, que de progrès réalisés qui sont restés méconnus et même niés ! Personnellement j'ai été chargé par la confiance du Conseil sanitaire de faire exécuter ses ordres et j'ai été assez heureux d'avoir l'occasion et les moyens de conduire à bonne fin une organisation qui, chaque année, se perfectionne.

« Le pèlerinage aux Villes saintes a une durée de plus de six mois, et

même tout le long de l'année le mouvement le plus intense s'opère entre les deux Baïrams. Les pèlerins arrivent par voie de terre et de mer. Leur retour ne s'effectue pas de même : tels qui ont fait le voyage par caravanes regagnent leurs foyers par bateau, et vice versa ; d'autres s'établissent dans le pays, à demeure ou temporairement. C'est cette particularité qui rend tout à fait impossible une statistique exacte du mouvement des pèlerins si, comme on l'a fait jusqu'à ce jour, on veut l'établir d'après le chiffre des départs.

« Je reviendrai tout à l'heure sur ce sujet à propos des décès.

« Les pèlerins qui prennent la voie de terre forment trois caravanes : la caravane de Sana, celle de Bagdad et celle de Syrie ou officielle. Ces deux dernières se réunissent à Médine et arrivent, ainsi que celle de Sana, à la Mecque, deux ou trois jours avant la Fête.

« En temps ordinaire, ces caravanes, formées de pèlerins turcs et arabes, ne nous donnent que peu de préoccupations au point de vue sanitaire. Néanmoins le Conseil s'enquiert scrupuleusement de tout ce qui s'est produit en route et décide s'il doit ou non intervenir.

« Il y a quelques années notamment, une épidémie infectieuse sévissant alors dans l'Assyr qu'elle avait traversée, j'ai fait établir deux cordons sur le passage de la caravane de Sana, afin de pouvoir examiner la santé des gens qui la composaient et d'agir comme l'exigeraient les circonstances.

« A cet effet, deux postes d'observation ont été créés à Ephra ainsi qu'à Haïl (Djebel Chamar), qui fonctionnent actuellement.

« Les pèlerins qui prennent la voie de mer nous viennent du Nord et du Sud.

« Les premiers, du Nord, débarquent directement à Djeddah sans avoir été soumis à une quarantaine parce qu'ils viennent des pays indemnes.

« Les pèlerins du Sud. Indiens et Javanais, s'arrêtent à l'île de Camaran et y font une quarantaine dont la durée dépend de leur état sanitaire. Une fois débarqués au lazaret, tous ou presque tous, se conformant à la leçon que ne manque jamais de leur faire le moutavif (conducteur ou cornac), protestent de leur extrême pauvreté et se déclarent dans l'impossibilité d'acquitter les droits sanitaires et les frais de nourriture.

« Si l'on insiste, ils crient, menacent même et, en fin de compte, le temps pressant et surtout afin d'éviter à l'Administration sanitaire les ennuis que pourraient lui susciter les réclamations et les plaintes menaçantes qu'ils ne manqueraient pas de porter contre elle sitôt rentrés dans leurs foyers, on leur accorde les rations journalières jusqu'à leur sortie du lazaret et la remise des droits sanitaires ; cela au détriment de la caisse sanitaire.

« Il s'en faut de beaucoup que les pèlerins qui se disent indigents soient réellement dénués de ressources. J'en ai fait fouiller plusieurs, malgré leur résistance, qui ont été trouvés porteurs de sommes s'élevant à plus de 50 livres turques. Mais tous, avant de se mettre en route, ou en route, reçoivent de ceux de leurs amis ou connaissances qui ont déjà accompli le pèlerinage des conseils et des instructions sur le moyen d'éluder la taxe et de se faire nourrir aux dépens du lazaret. D'autres, plus rusés, ne gardent pas une piastre en poche et confient leur pécule à un des leurs qui, lui, acquitte sans discuter tous les droits, mais pour lui seul. On a beau fouiller

ceux-là, leur poche est vide ; mais une fois dehors, elle se regarnit aussitôt et le tour est joué.

« Ce n'est pas seulement à Camaran et à Djeddah que j'ai été témoin de ces faits. Il y a deux ans, je dirigeais le lazaret de Sinope et, très fréquemment, des passagers venant des ports russes, qui débarquaient munis de billets de deuxième et même de première classe, arguaient de leur pauvreté pour se faire dispenser de payer la taxe. C'est à peine si 10 passagers sur 60 l'acquittaient et non sans murmures. J'ai signalé la chose au conseil et l'ordre a été signifié au Consul de Russie à Sinope de nous seconder dans la perception des droits sanitaires.

« Leur quarantaine terminée à Camaran, les pèlerins indiens et javanais rejoignent à Djeddah les pèlerins du nord et, un jour ou deux après, tous se mettent en route pour la Mecque, où ils sont installés dans des logements préparés par leurs montavifs et dans les rubatths ou asiles créés par de riches personnes charitables et administrés par des employés et serveurs à leurs gages.

« Les pèlerins de ces provenances se concentrent donc à la Mecque jusqu'au 15 Choual, c'est-à-dire quinze jours après le Ramadan. Ils sont, à cette date, répartis en un certain nombre de caravanes, suivant l'affluence des pèlerins, qui sont successivement dirigée sur Médine, chacune à un jour d'intervalle, afin d'éviter un trop grand encombrement à l'arrivée et de ménager l'eau des puits pendant les étapes. Quant au restant, venu à la Mecque après le 15 Choual, il ne se rend à Médine qu'une fois le pèlerinage effectué et quelques jours avant le départ des caravanes officielles de Syrie et d'Egypte. Ces retardataires sont les Indiens et les Javanais ; eux reviennent à la Mecque, tandis que l'autre partie prend la direction de Yambo, où ils s'embarquent pour aller subir leur quarantaine à Tor.

« Je n'ai pas à démontrer la nécessité de ces mesures ; en ne tolérant le départ des pèlerins pour Médine que par des caravanes numériquement constituées et à des intervalles prudemment réglés, nous nous sommes conformés aux strictes prescriptions de l'hygiène sur les grandes agglomérations d'individus et nous avons pu obtenir ainsi de bons résultats.

« Trois ou quatre jours avant la fête, tous les pèlerins sont réunis à la Mecque et commencent à monter vers l'Arafat. La religion leur impose l'obligation d'y séjourner pendant un jour seulement, même de n'y rester que quelques heures. Mais, dans leur impatience de voir la montagne sacrée, ils devancent le moment de l'ascension et prolongent leur séjour de deux jours au-delà du temps prescrit ; puis ils se rendent à Mina pour offrir leurs sacrifices et pour y passer les trois jours de la fête. Dès le troisième jour, le mouvement de descente commence, et le quatrième jour, on n'y trouve plus que des Javanais et des Persans.

« Dès leur entrée à la Mecque, ils font leurs préparatifs de départ. Les uns se rendent à Médine, les autres se dirigent sur Djeddah où stationnent les nombreux bateaux qui doivent les rapatrier. Ce sont les pèlerins du nord qui se pressent le plus de regagner leurs foyers. Ceux du sud se hâtent moins.

« C'est d'après les chiffres relevés au départ mis en regard de ceux constatés à l'arrivée qu'on établit la statistique de la mortalité pendant le pèlerinage. Mais, Messieurs, combien à tort à

« Je l'ai dit plus haut, un certain nombre, variable toutes les années, parmi les pèlerins arrivés par caravanes ou par mer, ne quitte pas le Hedjaz ; les uns s'y fixent sans esprit de retour, les autres y restent pendant quelque

temps, les étudiants entre autres. Le nombre n'en a jamais été évalué, car ils ne s'établissent pas tous à la Mecque : plusieurs s'installent aussi à Médine et à Djeddah. Mais quand vous saurez, Me-sieurs, que la Mecque compte actuellement plus de cent mille habitants venus du dehors, de Turquie, des Indes, de tous les pays musulmans enfin, vous pourrez juger de l'importance du nombre de pèlerins que le contrôle des départs fait figurer chaque année parmi les morts quand, au contraire, bien pourtant, ils s'établissent en Arabie.

« Il existe cependant un moyen, rigoureusement infaillible, de parvenir à une supputation exacte de la mortalité parmi les pèlerins — excepté ceux qui sont morts en voyage — c'est celui que nous employons.

« Défense expresse, à peine d'un mois de prison, est faite à tous fessoyeurs ou autres lividus de procéder à un enterrement dont le teskéré revêtu du visa de l'office sanitaire ne lui est pas remis en mains. Ce teskéré se délivre à toute réquisition : aussi n'y a-t-il pas de contrevenants. Il en résulte que nos bulletins de la mortalité méritent tout crédit.

« Pendant toute la durée du pèlerinage, les mesures adoptées pour entretenir la propreté à la Mecque ne laissent rien à désirer depuis plusieurs années. Des balayeurs, des tombereaux pour les larges rues, des ânes avec des hottes pour les ruelles en pente, sont à l'œuvre toute la journée, excepté de midi à 2 heures, afin de débarrasser la voirie des débris de toute sorte résultant d'une aussi nombreuse agglomération humaine. Des surveillants assistent à l'enlèvement des immondices, d'autres procèdent à l'examen et à la vérification de la qualité des denrées alimentaires ; enfin les latrines publiques sont désinfectées soir et matin avec de la chaux. J'ai constamment veillé moi-même et tenu la main à ce que toutes ces mesures soient ponctuellement exécutées.

« Une sollicitude constante préside à l'inspection des logements ; et, de concert avec les médecins de l'hôpital de la Charité Moustapha Effendi, Cassim Effendi et Halid Effendi, je me suis toujours assuré, au préalable, du cubage d'air des pièces servant de dortoirs. Plus d'une fois j'ai fait évacuer des habitations dont l'aération était défectueuse ou malsaine. Nous ne cessons pas non plus d'engager les pèlerins à nous requérir à la moindre indisposition et, en cas de besoin, ils sont admis et soignés gratuitement à l'hôpital de la Charité.

« Nous avons dit que les sacrifices s'offrent à Mina et que les pèlerins y séjournent pendant trois jours. Les immolations des moutons ont été spécialement l'objet de notre attention et toutes les mesures propres à protéger la santé de la foule qui se presse en ce lieu ont été ordonnées, et l'exécution en est surveillée de très près.

« Nous engageons tous les ans près de cinq cents ouvriers journaliers qui sont uniquement occupés à l'enlèvement des immondices et des débris et combler les fosses. Nous y installons des abattoirs provisoires, en dehors du campement, des fosses de 5 mètres cubes à côté de chacun d'eux. Les débris des sacrifices y sont jetés au fur et à mesure et, plusieurs fois par jour, on verse dans chacune des fosses, remplies, en partie, de la chaux en quantité suffisante, et on les couvre après avec une couche très épaisse de terre.

« Les troupeaux de moutons sont parqués au loin et l'accès en est défendu par un cordon de troupe qui s'étend d'une montagne à l'autre du défilé de Mina.

« De cette façon, j'ai pu obtenir, en même temps qu'un ordre plus complet, une propreté telle qu'on peut le désirer. Les pèlerins qui ont accompli leur sacrifice retournent à leur tente, emportant pour leur consommation de la viande saine, lorsqu'ils ne préfèrent pas tout abandonner sur place. Mais il n'est plus permis à aucun d'amener des moutons vivants, de les abattre où ils voudraient et d'en laisser, comme autrefois, les débris sur le sol.

« On a construit à Mina 550 latrines en maçonnerie et la propreté en est entretenue par les ouvriers au service de l'Administration. Un hôpital de 50 lits y a été bâti; la consultation et le traitement y sont gratuits; des affiches officielles le font savoir aux intéressés.

« Les bassins de l'Arafat sont en bon état. On ne les remplit d'eau (quelques jours avant l'arrivée des pèlerins) qu'après les avoir soigneusement nettoyés. Ils sont confiés à la surveillance des autorités militaires, et des sentinelles les gardent, nuit et jour, jusqu'au départ des pèlerins de ce lieu, afin de les protéger, au besoin, contre toute souillure.

« En cas de choléra, nous avons fait disposer plusieurs maisons pour servir d'hôpitaux de préservation, où les malades seront soignés gratuitement. Un vestiaire suffisamment approvisionné permet de délivrer des vêtements en échange de ceux qui seraient incinérés. Les prescriptions sur les déjections et l'inhumation des cholériques sont rigoureusement observées, enterrement au loin et emploi de la chaux en quantité suffisante.

« J'ajouterais que, dans le but d'assurer la propreté de la Mecque pendant la durée du pèlerinage, le Gouvernement Impérial met 1,600 livres turques, soit 36,800 francs à peu près, à la disposition de la Commission de surveillance présidée par le médecin sanitaire de cette ville.

« La Caisse Impériale est ouverte en cas d'invasion du choléra à la Mecque, ainsi que partout ailleurs.

« La question du départ des pèlerins par voie maritime surtout a toujours sollicité notre attention; et je prends la liberté, Messieurs, de vous exposer des faits dont j'ai été souvent témoin, auxquels j'ai été impuissant à remédier.

« C'est cette dernière phase du pèlerinage qui nous a toujours occasionné le plus de désagréments. Les bateaux sont cubés et mesurés avant la délivrance du certificat indiquant le nombre des passagers qu'il leur s'y permis de transporter. Or quelques-uns des capitaines et affréteurs ne s'y conforment pas, quelle que soit la surveillance dont ils sont l'objet. Si qui a été autorisé à embarquer six cents hommes en reçoit sept centseé plus à son bord. Si nous exigeons la mise à terre des pèlerins indûment acceptés, les protestations nous accablent aussitôt, et il nous est le plus souvent impossible d'obtenir satisfaction.

« Les capitaines prennent le large sans patente plutôt que de débarquer le surplus de leurs passagers. J'en ai vu plusieurs en ce cas; je citerai entre autres le capitaine Solaha et ceux d'autres navires anglais en partance pour les Indes.

t « Ce qui se passe à Djeddah s'observe également à Yambo.

« J'espère que nous pourrons désormais arriver à empêcher radicalement les capitaines d'agir de la sorte en appliquant le règlement pénal que la Conférence vient de voter envers tous contrevenants.

« Pour compléter ce travail je crois devoir ajouter ici les renseignements que notre premier Délégué a exposés, à titre d'information, lors de la

seconde séance de cette Assemblée, concernant les améliorations qui sont, depuis plus d'un mois, en voie d'exécution dans le Hedjaz et qui consistent en la construction, à la Mecque, d'un asile pour 1.400 pèlerins indigents, la fondation dans cette ville d'un nouvel hôpital de 300 lits et d'un autre, de 200 lits, à Mina. Une pharmacie, un établissement de bains et un poste de désinfection complètement outillé seront établis à côté de ces hôpitaux. Je rappellerai, en outre, les autres améliorations dont il s'agit :

- « Réparation immédiate des conduites qui amènent à la ville de Djeddah l'eau des sources avoisinantes.

- « Construction des réservoirs-fontaines alimentés par l'eau de la source de Zubi la sur plusieurs points de la plaine du Mina.

- « Agrandissement de l'hôpital de la Charité à la Mecque et augmentation de son personnel médical et administratif.

- « Envoi à la Mecque, pendant le mois de Ramadan, d'un corps auxiliaire de douze médecins et de six pharmaciens munis de tous les médicaments nécessaires.

- « Agrandissement de l'hôpital de la Charité de Djeddah et de sa pharmacie.

- « Amélioration du service de nettoyage des rues de la Mecque par l'adjonction d'un employé surveillant et l'augmentation du nombre des tombereaux existants.

- « Surveillance sévère des denrées alimentaires.

- « Affectation des voitures d'ambulance pour les transports des malades aux hôpitaux.

- « Ces améliorations, dues exclusivement à la munificence de Sa Majesté Impériale, compléteront pleinement les mesures prises antérieurement et que je vous avais énumérées, Messieurs, au cours de mon exposé. »

M. Barrère (France) dit qu'il a écouté avec intérêt les indications qu'a fournies Nouri-Pacha sur les conditions dans lesquelles s'effectue la visite des Villes-saintes et sur les mesures qui doivent y être prises pour garantir la santé des pèlerins. Son exposé laisse l'impression d'une situation satisfaisante. Il ne faudrait pas supposer cependant qu'elle est parfaite et M. Barrère voudrait attirer l'attention des Délégués ottomans sur un extrait d'un rapport de M. Guiot, consul de France à Djeddah, relatif au pèlerinage de 1893 :

Du 23 au 28 juin, soit pour une période de cinq jours, on a estimé à 35.000 les cadavres à enterrer entre Arafat et Mina. Cependant la panique s'emparait des pèlerins. Une première caravane — de maigre importance, il est vrai — arrivait à Djeddah, dès le 29 juin (les fêtes avaient commencé le 23), suivie, le 30, d'une caravane de 2.000 à 3.000 pèlerins et, le 1^{er} juillet, d'une autre de 8.000. En vain, le Grand-Chérif tentait d'acheminer nos pèlerins sur Médine par les routes de terre : la presque totalité rejoignait Djeddah pour embarquer sur les bateaux qui les attendaient et dont le premier était expédié pour Yambo dès le 1^{er} juillet.

J'ai dit, ailleurs, que les pèlerins étaient visités à l'arrivée à Djeddah, retour de la Mecque, par les soins de l'office de santé, dans un local quo j'ai appelé le « lazaret » de la Porte de la Mecque. Lazaret est un mot assurément impropre, mais j'avoue mon embarras à qualifier cet établissement sanitaire, dont les avantages problématiques me paraissent loin de compenser les inconvénients notoires. Aussi bien faut-il que j'y insiste un peu

au risque de revenir sur les faits que j'ai signalés dans ma lettre du 4 juillet dernier

A quelques centaines de mètres de l'enceinte de Djeddah, sur la route de la Mecque, est une bâtisse de construction sommaire qui, au premier passage des pèlerins avant les fêtes, est occupée par un café arabe et qui se transforme, à leur retour, en un dépôt de mourants. Les caravanes arrivent au lever du soleil. Au fur et à mesure qu'ils passent une barrière dressée un peu en avant du café, les chameaux sont arrêtés et leurs choudoufs ou litières, visitées. Les morts et les malades sont déchargés par les soins des gardiens sous le contrôle d'un médecin de la santé. Les morts sont étendus à terre et les drogmans des consulats s'efforcent de reconnaître leurs ressortissants : le plus souvent, ceux-ci ont été dépouillés de leurs papiers, passeports ou billets de retour et de leur argent. On procède immédiatement à leur enterrement. Pendant des heures, c'est un défilé continu de brancards portés sur les épaules au pas de course ; dans le cimetière, la porte, les allées sont encombrées de gens épuisés — infortunés qui ont trompé la surveillance au passage de la barrière et qui attendent les yeux hagards, dans le coma, la fin de leurs souffrances. Puis — couverts ou non d'un suaire — les corps sont portés dans de longs caveaux rectangulaires où ils sont rangés par lits superposés dont le dernier vient affleurer la terre. Quand le caveau est plein, on obstrue la porte avec quelques pierres enduites de mortier et l'on passe au caveau voisin.

Voilà pour les morts. Revenons aux malades. Tous ceux qui n'ont pas pu tromper, sur leur état, les agents de garde à la barrière sont déposés près de la porte du café, puis transportés dans l'intérieur ou évacués, suivant les nécessités du moment, sur d'autres maisons ou hangars inhabités, situés à quelque distance. Je ne sais rien de plus poignant que le spectacle de ces malheureux râlant étendus, qui sur des lits de paille, qui sur des matelas ou des nattes sordides, qui sur la terre nue. C'est un véritable dépôt de condamnés à mort : car pour les agents du service sanitaire tout malade est *a priori* un cholérique. J'ai vu là des hommes qui n'étaient qu'épuisés par l'âge, la fatigue et les privations, qui nous suppliaient de les faire sortir, de leur donner au moins de l'eau et quelque nourriture : d'autres étaient atteints de fièvre, d'autres avaient le typhus : mais par principe, il n'y a, chez les pèlerins, qu'une maladie à diagnostiquer, c'est le choléra ..

Tous les malades étant *a priori* et sans appel classés comme cholériques sont uniformément traités suivant la même formule. Je dis « traités » parce qu'un de mes collègues, présent à l'arrivée des pèlerins de la première fournée, a vu distribuer du thé mélangé de rhum. Je n'ai rien vu, quant à moi, ni ce jour-là, ni les jours suivants. La distribution n'a donc pas dû se répéter bien souvent. Les aliments même sommaires, l'eau ne sont donnés qu'aux malades qui ont sur eux de quoi payer ou pour qui l'on paye. Un grand nombre de ceux qui viennent échouer là ont déjà été dépouillés. D'ailleurs, les derniers chameaux ont à peine passé la barrière que le médecin de service rentre en ville laissant le gardien maître de la situation.

J'ai déjà signalé ces faits. Si j'y reviens aujourd'hui, c'est afin de rechercher le but poursuivi par l'administration sanitaire. Y a-t-il un lazaret ? Non évidemment, puisqu'il n'y a pas de cordon autour de Djeddah, qu'il

n'est pas procédé à l'examen de chaque individu, qu'il n'y a pas de désinfection, que d'aucuns — cholériques avérés — ne sont pas retenus et vont mourir cinquante ou cent mètres en dedans de la barrière, que d'autres sont arrêtés qui ne sont malades que d'épuisement ou de fièvre. Y a-t-il là un hôpital ? Pas davantage. J'ai dit le traitement qu'on applique et la nature des soins qui sont donnés. Il n'y a pas lieu d'abord de s'en prendre aux médecins de l'office, puisque l'administration sanitaire ne leur alloue pas de crédits spéciaux. Sans doute seraient-ils davantage s'ils avaient les moyens nécessaires, personnel infirmier et médicaments, pour instituer un traitement.

N'est-ce donc qu'une sorte de filet destiné à protéger la ville ? Filet mal tendu alors — puisque les rues de Djeddah et le poste de la quarantaine sont encombrés de moribonds — et dont les mailles, là où elles existent, seraient fort serrées à en juger par la diversité des malades classés sous l'étiquette uniforme de choléra ; libres de se faire transporter en ville, peut être eussent-ils, avec du repos, réussi à regagner leur navire où ils eussent trouvé un médecin, des médicaments, sans doute aussi quelques compagnons dont ils auraient reçu les soins.

On objectera que nous nous sommes trouvés, cette année, en présence d'un concours tellement considérable de pèlerins que c'eût été folie d'essayer de leur donner des soins au retour de la Mecque. Il est vrai que certain jour on a trouvé dans les litières 300 morts et 400 malades : l'encombrement rend la tâche difficile et pénible, mais je sais pertinemment que les années précédentes, avec un pèlerinage comparativement restreint, il en allait de même ou peu s'en faut.

A la suite de cette lecture, MM. Barrère et Proust (France), tout en insistant sur l'importance considérable que présenterait l'application des mesures rationnelles de défense par les voies de terre sur le territoire ottoman, font ressortir que les Puissances ne peuvent en arrêter le règlement. C'est au Gouvernement ottoman qu'il appartient d'assurer l'établissement de ces mesures de la manière la plus efficace et à son administration sanitaire de déterminer en conséquence les points où doit s'exercer avec le plus d'opportunité la surveillance rigoureuse des voies de terre suivies par les pèlerins.

M. le Professeur Proust propose à la Commission d'émettre le vœu suivant :

La Conférence émet le vœu que les mesures prises en Orient sur les voies de terre soient conformes aux principes sanitaires acceptés à Venise et à Dresde, et qu'aux longues quarantaines de terre soient substituées les pratiques modernes de la désinfection.

Dans ce but, des étuves et d'autres outillages de désinfection seraient disposés dans des points bien choisis sur les routes suivies par les pèlerins.

Les mêmes moyens seraient employés sur les lignes de chemins de fer créés ou à créer.

Ce vœu est adopté à l'unanimité, moins la Grèce et la Turquie qui déclarent s'abstenir et la Perse qui réserve son vote.

La Délégation des Etats-Unis, tout en s'étant prononcée en faveur

de ce vœu, déclare qu'elle réserve son vote officiel pour la séance plénière.

La séance est levée à midi et demi.

Les Secrétaires,

J. de CAZOTTE.

PAUL ROUX.

NÉRATOW.

Le Président,

Comte de KUEFSTEIN.

**Procès-verbal n° 9. — Deuxième séance du mardi 6 mars 1894.
(après-midi)**

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN.

La séance est ouverte à deux heures.

Étaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. le Docteur van Ermengem (Belgique), de M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt (Danemark), de M. Crié-is (Grèce), de M. Cunningham (Inde Britannique), de M. le Comte G. de Zogheb (Portugal), de M. Due (Suède et Norvège).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie); M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis); M. le Professeur Brouardel, M. H. Monod et M. Barrère (France); M. de Giers (Russie); Turkhan Bey (Turquie).

M. le Président fait connaître que la Sous-Commission chargée de rédiger des conclusions sur les améliorations qui doivent être apportées à Camaran a arrêté un nouveau paragraphe à ajouter, sous la lettre E, à ses précédentes conclusions afin de viser la question des vivres.

Bonkow-ki Pacha (Turquie) donne lecture de la rédaction proposée par la Sous-Commission.

Diverses observations sont présentées par M. le Professeur Brouardel et M. H. Monod (France), M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie), d'une part, et M. Miéville (Égypte), d'autre part, à la suite desquelles la Commission adopte le paragraphe E rédigé dans les termes suivants :

E. L'autorité sanitaire assurera dans chaque campement l'établissement de magasins de comestibles et de combustible.

Le tarif des prix fixés par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) demande que les conclusions que la Commission a adoptées relativement au paragraphe E en ce qui concerne le lazaret de Camaran soient également appliquées aux autres lazarets dont s'est occupée la Sous-Commission.

Cette proposition est accueillie et consacrée par la conclusion suivante :

En ce qui concerne les vivres et l'eau, les règles adoptées pour Camaran sous la lettre E sont applicables aux campements d'Abou-Saaf, de Vast et d'Abou-Ali.

M. le Président rappelle que, dans la séance du 28 février, la Commission a renvoyé à une réunion ultérieure la discussion du règlement qui constitue le relevé des conclusions de la Sous-Commission relative à la police du transport des pèlerins.

Il demande à la Commission de passer à l'examen de ce règlement qui figure à la suite du rapport de M. le Docteur Ruysch.

En qualité de rapporteur de la Sous-Commission précitée, M. le Docteur Ruysch dit qu'il tient à remercier M. H. Monod de sa gracieuse collaboration, grâce à laquelle le règlement que la Commission va examiner est beaucoup plus complet.

Les articles 1 et 2 du règlement ne soulèvent pas d'observation.

En ce qui concerne l'article 3, M. Yacovlew (Russie) fait remarquer que cet article vise le Règlement spécial applicable aux pèlerinages du Hedjaz, publié par le Conseil de santé de Constantinople. Ce règlement étant susceptible de recevoir les changements que le Conseil de santé peut y introduire, il conviendrait, à son avis, de préciser quelle est la date du règlement auquel cet article 3 renvoie.

Sur la proposition de M. Hanotaux (France), l'article 3 est complété de la manière suivante :

« Article 3. — Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable aux pèlerinages du Hedjaz, qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople conformément aux principes édictés dans la présente Conférence. »

Les articles 4 et 5 ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés sous la réserve que les mots autres bateaux remplaceront, dans l'article 4, les mots aux bateaux à voiles et aux bateaux mixtes. Cette modification est introduite à la demande de M. le Docteur Jimeno (Espagne).

A l'article 6, M. Jimeno (Espagne) demande que la note à laquelle cet article renvoie soit complétée par l'adjonction des mots : En Espagne (aux îles Philippines), l'autorité sanitaire. Il fait ressortir que l'Espagne a aussi des sujets musulmans dans ses possessions océaniques et qu'elle pourrait être dans l'avenir directement intéressée au pèlerinage effectué sur les bateaux à vapeur espagnols.

En ce qui concerne l'article 7, M. le docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) demande qu'une modification soit introduite dans le paragraphe c de cet article, relativement à la question des vivres.

A la suite d'un échange d'observations sur la portée des dispositions de ce paragraphe entre M. le docteur Thorne Thorne, M. H. Monod et divers autres membres, M. Thorne Thorne déclare qu'il se rallierait à une rédaction qui déterminerait un régime identique pour les navires qui passent par le détroit de Bab-el-Mandeb et pour ceux qui viennent dans la mer Rouge par le Nord.

Sur la proposition de M. H. Monod (France), la deuxième phrase du paragraphe c de l'article 7 est supprimée. L'ensemble de l'article ainsi amendé est ensuite adopté par la Commission.

MM. les Délégués adhèrent successivement aux articles 9, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 41, qui ne donnent lieu, de leur part, à aucune observation de principe.

Au sujet de l'article 10, les Délégations britannique et néerlandaise font connaître qu'elles s'abstiennent, quant à présent, de voter cette disposition. M. le Délégué de la Grande-Bretagne espère toutefois être prochainement autorisé à modifier cette attitude d'abstention.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) indique, de son côté, que, dans l'opinion de la Délégation néerlandaise, le Gouvernement des Pays-Bas s'y ralliera également dans le cas où toutes les autres Délégations y adhéreront.

A la demande de plusieurs Délégués, les mots toute personne ou tout objet suspect sont précisés par une note renvoyant à la Convention de Venise, annexe V, I, 1^o.

En ce qui concerne l'article 11, à la suite d'une observation de M. le Docteur Jimeno (Espagne), et sur la proposition de M. Ragosine (Russie), il est spécifié que l'embarquement d'un médecin régulièrement diplômé et commissionné s'applique à chaque navire embarquant 100 pèlerins ou plus.

A la suite d'une observation présentée par M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) au sujet de l'article 12, M. H. Monod suggère d'ajouter à cet article un sixième alinéa ainsi conçu :

6^o Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

En ce qui concerne l'article 18, M. Miéville émet l'avis que, dans la pratique, il serait impossible de ne pas établir des latrines dans les entrepôts et dans la cale. L'article 18 est néanmoins adopté par la Commission dans ses termes, après une discussion à cet égard entre divers Délégués.

A propos de l'article 24, M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) demande qu'il soit constaté dans le procès-verbal que par infirmerie régulièrement installée on doit comprendre une infirmerie ayant des latrines.

L'article 26 soulève une observation de la part de MM. les Délégués persans, parce qu'il rend obligatoire l'immersion des cadavres, en cas de décès en cours de route.

MM. les Délégués persans réservent leur vote sur cet article, qui est adopté.

L'article 30 est également adopté, la Délégation des Indes britanniques réservant néanmoins son adhésion.

L'article 40 relatif à la constatation des contraventions n'est pas discuté, ainsi qu'il avait été précédemment convenu, la Commission des voies et moyens devant être appelée à examiner les dispositions que cet article comporte.

M. le Docteur Karlinski (Autriche-Hongrie) indique l'utilité qu'il y aurait à ce que le règlement relatif à la police du transport fût affiché en diverses langues à bord des navires à pèlerins.

M. Hanotaux (France) s'associe à cette manière de voir et propose la rédaction suivante, qui est adoptée et qui sera insérée comme article dernier dans le projet de règlement.

Le présent règlement sera affiché dans la langue de la nationalité du navire et en langue arabe dans un endroit apparent et accessible à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

La Commission ayant terminé l'examen du projet de règlement sur la police du transport des pèlerins (1), M. le Président propose de renvoyer

(1) Voir page 144 le texte du projet de règlement adopté par la Commission et reproduit à la suite du rapport de M. le Professeur Pagliani (5^e séance plénière).

au mercredi 7 mars, à neuf heures et demie, la discussion des conclusions formulées par la Sous-Commission relativement à la question du lazaret d'El-Wedj.

Cette proposition est acceptée et la séance est levée à quatre heures et demie.

Le Président,
Comte de KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE.
NÉRATOW.
Paul ROUX.

Procès-verbal n° 10. — Séance du mercredi 7 mars 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. Criésis (Grèce), de M. le Docteur van Ermengem (Belgique), de M. le Comte G. de Zogheb (Portugal), de M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt (Danemark), de M. Due (Suède et Norvège).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie); M. Barrère et M. le Professeur Proust (France); M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis); M. de Giers (Russie); Turkhan Bey (Turquie).

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) demande la parole et présente les observations ci-après :

« Vu les observations présentées dans la deuxième séance plénière au nom de la Délégation britannique par mon collègue, M. le Délégué diplomatique, je n'ai pas voulu fatiguer jusqu'ici l'attention de la Conférence par des observations d'un caractère général.

« Mais, nous sommes arrivés maintenant dans nos discussions à un point qui, selon moi, soulève une question de grande importance; je demanderai, en conséquence, à la Commission de m'écouter quelques instants. Nous sommes tous réunis avec le vif désir de faire tout ce qui dépendra de nous pour empêcher le choléra de s'introduire et dans les Lieux-saints et en Europe à la suite des pèlerinages à la Mecque et pour n'avoir pas, à l'avenir, à constater parmi les pèlerins une mortalité aussi considérable et aussi terrible que celle qui a suivi le dernier grand pèlerinage.

« Nous poursuivons le même but, bien que nous ne soyons pas tous du même avis quant à tous les moyens à adopter pour l'atteindre.

« La question est en discussion depuis bien des années et les méthodes proposées peuvent, je crois, être divisées en trois groupes.

« 1^o Il y a l'extinction du choléra dans les Indes anglaises, où, selon les mots de notre savant collègue M. H. Monod, se trouve « l'atelier » de production de la maladie.

« Réalisons-nous vraiment ce que l'on doit entendre par cette extinction du choléra? C'est d'ailleurs réclamer la transformation des mœurs et coutumes de près de 300 millions d'âmes disséminées dans plusieurs centaines

de mille de villes et villages, avec des peuples ayant des races et croyances différentes et parmi lesquels plusieurs s'attachent, avec une ténacité qui ne peut prendre naissance que dans la ferveur religieuse, à des habitudes qui d'elles-mêmes sont la source du plus grave danger, en ce qui concerne le choléra. M. Monod est prêt à admettre que de bonnes mesures sanitaires ont été exécutées, avec des résultats excellents, dans certaines parties de l'Inde, et je puis ajouter qu'un grand nombre de ces entreprises ont coûté fort cher.

« Mais l'Inde n'est pas un pays de villes ; elle se compose plutôt de villages isolés, éparpillés sur une surface énorme, et, en outre, un très grand nombre des habitants de ces milliers de villages se trouve dans un état extraordinaire d'indigence touchant de près à la famine.

« Fournir la quantité d'eau pure nécessaire aux besoins de chaque village indien serait déjà une tâche gigantesque, et le coût de cette installation, s'il n'était pas réparti sur une période d'années assez longue, amènerait la ruine complète de la population. Ne vous méprenez pas sur le sens de mes paroles. Des améliorations sanitaires se réalisant chaque jour dans les villes et les villages indiens, les musulmans et les Hindous instruits commencent à apprendre à leurs coreligionnaires les avantages de l'eau propre et de la sanitation, et tout Anglais acceptera avec empressement les recommandations pressantes qui seront faites par cette Conférence ainsi que par toute autre qui amènera un progrès encore plus rapide. Cependant, même si nous n'étions pas, aux Indes, en présence de l'un des berceaux du choléra, de foyers endémiques et de conditions climatologiques et telluriques inconnues en Europe, il ne serait possible ni pour nous ni pour nos descendants d'espérer de voir l'Inde transformée de manière que le choléra y soit éteint.

« Faites sur nous toute la pression qui vous semblera utile comme nation, mais ne vous refusez pas à envisager le fait que, jusqu'à la génération à venir, vous aurez toujours à faire face à la possibilité de l'existence du choléra partant de l'Empire indien.

« 2° Un second point de vue est d'accepter pour le moment le fait que le choléra existe toujours plus ou moins dans l'Inde et de chercher à surveiller son passage tout le long des voies parcourues par des voyageurs.

« Deux combinaisons se présentent pour atteindre ce but :

« L'une consiste dans l'élimination, au point de départ, du pèlerin que l'on croit atteint du choléra, dans la désinfection des objets que l'on suppose être infectés, et dans des prescriptions tendant à exiger que le navire à bord duquel le pèlerin voyage soit maintenu dans l'état le plus sain possible. Pour tout ceci, je me joins à vous.

« L'autre combinaison, qui s'applique à tous ceux qui voyagent par terre et par mer, consiste à réglementer le déplacement des individus, tant de ceux qui sont en bonne santé que de ceux qui sont malades, de les soumettre à des restrictions, dans l'espérance que, par l'application des règlements, le choléra peut être restreint ou arrêté dans les stations appelées « sanitaires ». Je ne m'oppose pas à toutes mesures de restrictions, mais, malgré tout ce qu'on a fait à cet égard, l'introduction du choléra n'a pas encore été empêchée ni au Hedjaz ni en Europe. Nous savons tous que, malgré l'application de ces règlements, le choléra existe dans les lieux saints, et quand nous considérons les enseignements des années encore récentes, en ce qui concerne la marche du choléra par terre, soit vers

l'Europe, soit vers les lieux saints, nous constatons le peu de succès de ces mesures.

« L'attention s'est portée, à la Conférence de Venise ainsi qu'à celle de Paris, presque entièrement sur le danger du trafic de l'Inde par voie de mer. Quant à la marche du choléra par voie de mer de l'Orient, je crois être dans le vrai en disant, premièrement, qu'aucune preuve n'a jamais été produite que le choléra ait été transmis directement de l'Inde par le golfe Persique, et de là dans la vallée de l'Euphrate. Je ne conteste pas que cela ne se soit pas produit, mais quoique j'aie fait de mon mieux pour trouver un seul fait de précis, personne ne peut me l'indiquer, et je suis convaincu que les cas où le choléra entre en Mésopotamie par voie de mer sont d'une rareté extrême, en comparaison des cas où la voie de terre a été celle qu'il a prise.

« Nous avons aussi le témoignage de M. le Professeur Proust, qu'en sept années, sur plus de 16.000 navires se dirigeant par la mer Rouge vers l'entrée du canal de Suez, deux seulement ont été signalés comme infectés, et ces deux bâtiments n'avaient pas le choléra à bord. Nous savons qu'une ligne presque continue de navires venant chaque année des Indes, où existe toujours le choléra, aborde dans les ports de la Grande-Bretagne et que jamais le choléra n'a été importé en Angleterre par cette voie. Et encore, pendant les douze dernières années, pour lesquelles nous avons des renseignements précis, le nombre de navires à pèlerins qui ont été même soupçonnés d'avoir transmis le choléra est excessivement minime. En 1893, c'est certainement par voie de terre que le Hedjaz a été envahi.

« A la Conférence de Venise, quand il a été question de la voie de mer, de l'Inde en Europe, M. le Professeur Proust, un des plus éminents épidémiologistes européens, a exprimé le souhait suivant : « J'espère que l'Europe n'aura pas le choléra. Nous sommes ici pour l'en défendre et nous vous donnons les véritables moyens d'y réussir ». Il n'était pas le seul ayant cet espoir, mais, au moment où il a parlé, le choléra s'avancait déjà par voie de terre ; il a franchi avec une rapidité inconnue jusqu'ici la nouvelle ligne de chemin de fer à travers le Turkestan pour atteindre l'Europe, où, jusqu'à ce jour, la maladie subsiste toujours.

« Et si jamais les restrictions devaient être impuissantes contre le mouvement des peuples de l'Est vers l'Ouest, cela serait en ce moment.

« Des nouvelles voies ferrées sont en construction, la tendance à voyager devient de plus en plus générale, et, quelles que soient nos restrictions, surtout le long des voies de terre, où les conférences précédentes les ont déclarées inutiles et inexécutables, vous n'en enlèverez jamais le risque — je veux même dire le risque croissant — que le choléra ne fasse son chemin vers les lieux saints.

« Je suis favorable à des mesures raisonnables destinées à surveiller le choléra venant par voie de mer, parce que j'admets volontiers que la maladie suit quelquefois ce chemin, mais vouloir concentrer toute l'attention sur les voies maritimes, c'est fermer les yeux sur une grande porte toujours ouverte, et que je doute que vous puissiez fermer.

« Si donc nous n'avons la perspective d'atteindre, de notre vivant, le résultat qui est essentiel à notre but, en réalisant l'extinction du choléra dans la vallée du Gange, et si la tâche que l'on peut tenter le long des voies de terre ne peut suffire à empêcher l'invasion du choléra, n'y a-t-il

pas autre chose à faire? Je pense que oui, et ceci m'amène à la troisième méthode à l'égard du choléra par rapport aux pèlerins.

« Elle consiste à supprimer les causes par lesquelles le choléra seul peut s'étendre, s'il vient à atteindre les lieux saints. Nous savons tous quelles sont ces causes et nous avons tous lu jusqu'à quel point terrible elles ont toujours subsisté, l'année dernière encore, dans les villes où les pèlerins se rendent.

« Ne croyez pas que j'estime au-dessous de leur juste valeur les difficultés qui sont inhérentes à une pareille tâche. Mais elles sont, par la raison même de leur objet limité, incomparablement moindres que celles que le Gouvernement de l'Inde doit affronter pour éteindre le choléra sur son territoire. Au lieu de 300 millions d'âmes répartis sur des milliers et des milliers de villes et de villages, vous n'avez affaire qu'à trois ou quatre villes, Djeddah, la Mecque, Médine et Yambo, avec des populations comparativement peu denses, et si seulement une faible partie des sommes que les pèlerins payent pour avoir le droit de visiter la Mecque était dépensée à leur donner une protection raisonnable contre la maladie et contre la mort, l'assainissement de ces localités ne serait plus qu'une chose fort simple.

« Soyons pratiques : nous ne vivrons jamais assez longtemps pour voir l'Inde indemne de choléra; nous ne pourrons jamais de notre vivant arrêter, en plaçant des postes sanitaires, le mouvement fortuit du choléra sur les voies parcourues par ce courant humain toujours croissant, qui se meut de l'Est à l'Ouest; — ces deux buts ne pourront pas être atteints par nous, dans mon opinion.

« Mais si les lieux saints pouvaient être placés sous une administration sanitaire capable de répondre à son but, alors, lorsque le choléra fait son chemin accidentellement dans les villes, on pourrait le soumettre à un contrôle. Jusqu'à ce moment-là, l'arrivée du choléra au Hedjaz aura le même effet que de l'huile versée sur du feu.

« Je ne trouve aucune allusion à la situation des lieux saints dans la série des questions soumises par la Délégation française à la première réunion plénière. Mais la même chose s'applique à l'état sanitaire de l'Inde anglaise, dont mon collègue M. le Docteur Cunningham ainsi que M. H. Monod, le savant Directeur de l'Hygiène publique en France, a entretenu la Conférence.

« De plus S. Exc. Achmet Bey Turkhan nous a donné, dans la deuxième séance plénière, certains détails quant aux améliorations et mesures prophylactiques à prendre dans les Villes-saintes du Hedjaz, qu'il nous a assuré avoir été prescrites d'urgence par S. M. I. le Sultan. — Jusqu'à hier j'ai accueilli ces assurances avec joie, mais quand Nouri-Pacha nous a dit que « pendant toute la durée du pèlerinage les mesures adoptées pour « entretenir la propreté à la Mecque ne laissent rien à désirer depuis plusieurs années », j'avoue que j'ai été presque navré.

« Cependant, j'espère sincèrement que la nécessité de telles mesures, qui s'imposent, et les promesses faites à cet égard auront une place prédominante dans nos débats, car c'est là qu'est notre meilleure, je crois même notre seule chance d'empêcher, de notre temps, avec succès les ravages désastreux produits par le choléra, lorsque cette maladie, malgré des précautions sans nombre prises dans la mer Rouge, a fait son chemin jusque dans le Hedjaz. Les villes d'Europe et d'Amérique exposées aux invasions du choléra, les redoutant et multipliant leurs efforts pour prévenir ces invasions, trouveront dans ces mêmes principes d'assainissement la meilleure

des garanties, la seule vraiment suffisante. Il y a lieu de souhaiter de voir arriver bientôt le moment où ces villes, ayant eu recours à cette garantie, n'auront plus à en rechercher d'autres.

« Et croyez-moi, si vous concentrez votre attention sur cette façon d'envisager la question, en ce qui concerne les Lieux-saints au Hedjaz, vous ne retarderez pas d'un jour, pas d'une heure l'acceptation des améliorations encore nécessaires dans l'Inde anglaise. »

M. le Professeur Proust (France) ne veut pas répondre immédiatement, après une simple audition, à M. le Docteur Thorne Thorne et dit qu'il se réserve de prendre connaissance de sa note lorsqu'elle sera imprimée. Il tient cependant à faire remarquer, dès maintenant, que si M. le Délégué technique de la Grande-Bretagne soutient que le choléra a été apporté directement de l'Inde dans le golfe Persique et dans la mer Rouge dans des cas extrêmement rares, et que la voie de terre a servi beaucoup plus fréquemment dans ces régions à l'invasion du choléra, cette opinion est contraire à celles qui ont été jusqu'ici soutenues dans les Conférences sanitaires internationales. La voie de mer a été le point de départ des épidémies qui ont régné en Arabie et en Mésopotamie.

Si M. le Docteur Thorne Thorne voulait changer sur ce point l'opinion généralement acceptée, il devrait citer les faits positifs sur lesquels s'appuie la théorie qu'il a exposée.

Quant aux statistiques produites à la Conférence sanitaire de Venise et qui constatent les cas assez rares de navires infectés arrivant à Suez d'au delà de Bab-el-Mandeb, il tient à constater que les statistiques auxquelles a fait allusion M. le Docteur Thorne Thorne concernaient, non pas les navires à pèlerins, mais les bâtiments dont les conditions de navigation et d'installation sont bien différentes de celles des bâtiments se livrant au trafic des pèlerins.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) fait connaître qu'il se réserve de donner des faits précis établissant que le choléra a été directement importé de l'Inde dans le golfe Persique.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) fait observer que « c'est l'assainissement des Villes-saintes qu'il réclame, comme le seul moyen réalisable de notre temps ».

Bonkowski Pacha (Turquie) lui répond que le Gouvernement ottoman a promis de le faire et que sa promesse a déjà reçu un commencement d'exécution.

M. H. Monod (France) dit qu'en suivant la marche du choléra, M. le Docteur Thorne Thorne a parlé de la difficulté d'assainir l'Inde dans un court délai et de la nécessité d'assainir promptement les Lieux-saints; mais il a passé très légèrement sur les précautions qui s'imposent dans les ports de l'Inde anglaise. La Conférence n'a pas à traiter des moyens qui rendraient l'Inde indemne de choléra, ni des mesures à prendre à l'intérieur de cette possession britannique pour atteindre ce résultat. Mais elle tire argument de l'état malsain de l'Inde et de l'énorme mortalité cholérique qu'on y constate pour demander que, dans la mesure du possible, l'exportation du choléra soit empêchée.

M. de Schœn (Allemagne) indique que, s'il a bien compris la pensée qui se dégage de l'exposé de M. le Docteur Thorne Thorne, il importe surtout, dans l'opinion de M. le Délégué technique de la Grande-Bretagne, que la Conférence fixe principalement son attention sur les mesures à prendre

dans les Lieux-saints du Hedjaz en vue d'y empêcher le développement du choléra importé par la voie de terre : le choléra serait, en outre, beaucoup plus susceptible d'être transporté par la voie de terre que par la voie de mer.

Turkhan-Bey (Turquie) fait connaître qu'il se réserve de prendre plus ample connaissance de la communication de M. le Docteur Thorne Thorne et de formuler ultérieurement ses observations.

M. le Docteur Karlinski (Autriche-Hongrie) demande ensuite la parole en priant la Commission de vouloir bien lui permettre, ne sachant pas le français, de s'exprimer en allemand. Il est entendu que la communication de M. le Docteur Karlinski sera immédiatement traduite par l'un de ses collègues. M. le Docteur Karlinski donne lecture d'une note qui est traduite de la manière suivante :

« Messieurs, ayant pu observer personnellement, comme M. Kruyt et Nouri Pacha, les rives de la mer Rouge, je me crois autorisé, en ma qualité de témoin oculaire, à vous communiquer les quelques remarques que j'ai pu faire.

« A mon avis, il serait préférable de terminer la discussion entamée sur Djeddah avant de prendre une décision à l'égard d'El-Wedj et d'El-Tor.

« En effet, depuis bientôt un mois nous discutons les moyens propres à prévenir l'importation du choléra dans le Hedjaz : nous avons élaboré plusieurs règlements : nous avons obligé les navigations anglaise, française et néerlandaise à des réformes et à des mesures sanitaires coûteuses ; nous avons déterminé quelles installations étaient nécessaires à Faô, à Camaran et dans les lazarets voisins de Djeddah. Mais si nous avons fermé toutes les fenêtres, nous avons laissé une porte grande ouverte.

« Sur 40 bateaux à pèlerins arrivant de l'Extrême-Orient, il n'y en a qu'un seul peut-être qui transporte des malades atteints de choléra jusqu'à Camaran et au Hedjaz. Cependant nous avons eu, depuis 1831, 8 grandes et 15 petites épidémies à la Mecque ; depuis 1890, le choléra apparaît régulièrement chaque année pendant le pèlerinage, mais disparaît ensuite complètement.

« Je me demande maintenant s'il convient de nous occuper exclusivement de l'importation de cas isolés de l'Orient et de négliger l'exportation du choléra par le port de Djeddah. Cette exportation est nettement établie par le rapport du Consul français, que M. Barrère a bien voulu nous lire, par les rapports des consuls d'Angleterre, des Pays-Bas et par ma propre publication. Ces différents témoins reconnaissent tous unanimement les mauvaises conditions dans lesquelles se trouvent la Mecque et Djeddah.

« L'état sanitaire des Villes-saintes ne concerne que l'Empire ottoman dont elles dépendent et nous n'avons donc rien à en dire ici. Cependant il importerait au plus haut point que les conditions de l'embarquement des pèlerins à Djeddah et Yambo soient sérieusement améliorées. Comme on impose d'importants sacrifices à la navigation des Indes et comme on soumet les vaisseaux allant vers le Nord à un grand nombre de précautions sanitaires, quelques mesures prises contre l'exportation de la maladie par les ports de la mer Rouge, telle qu'elle a eu lieu depuis 1891, nous sembleraient peut-être assez justifiées.

« Les transports militaires provenant du Yémen ont apporté le choléra en Asie-Mineure, les transports de pèlerins soumis à une désinfection insuffisante ont porté le choléra à Tripoli de Barbarie, Constantinople, Trébizonde, sans parler des cas sporadiques observés au Caire, à Beyrouth, etc.

« A Djeddah, jusqu'ici, on n'a fait ni l'inspection sanitaire des pèlerins ou des navires en partance, ni la désinfection des effets des pèlerins. Je ne saurais recommander rien de mieux que l'application, au port de Djeddah, des mêmes principes adoptés par nous pour les départs des ports indiens, indo-néerlandais et du golfe Persique, en un mot la plus grande protection possible contre l'exportation du choléra par Djeddah et Yambo.

« Nous connaissons parfaitement l'insuffisance du personnel sanitaire établi à Djeddah pour venir à bout de difficultés presque insurmontables, et, en général, les mauvaises conditions dans lesquelles se fait le retour des pèlerins.

« Par suite, je me permets de soumettre à l'attention bienveillante de la Commission les points suivants :

« 1. Procurer de l'eau potable de bonne qualité et en quantité suffisante aux pèlerins.

« 2. Créer des asiles et des hôpitaux pour les malades.

« 3. Augmenter le personnel médical ; avoir un approvisionnement abondant de moyens de désinfection et de médicaments.

« 4. Appliquer aux bateaux en partance les mêmes mesures et le même régime que pour ceux qui partent de l'Extrême-Orient. »

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) fait ressortir que les idées émises par M. le Docteur Karlinski concordent avec la conclusion du rapport qu'il a présenté au nom de la Sous-Commission relative au règlement sur le transport des pèlerins. Comme rapporteur il a indiqué que si les Gouvernements des pays d'où les pèlerins partent font des sacrifices exigés par les circonstances, il ne saurait être douteux que le Gouvernement ottoman ne suive à son tour cet exemple et n'applique sur place, dans le Hedjaz même, les mesures sanitaires annoncées et promises par S. M. I. le Sultan, notamment celles qui se rapportent à l'assainissement général et qui doivent compléter l'œuvre prophylactique réclamée par l'Europe.

M. le Docteur Ruysch attire l'attention de la Commission sur la disposition qui est inscrite dans l'article 1^{er} du projet du règlement de la police du transport et aux termes de laquelle le règlement proposé sera applicable tant aux navires qui transportent les pèlerins vers le Hedjaz qu'aux navires qui les en ramènent. Il estime, d'ailleurs, d'accord avec M. le Docteur Karlinski, qu'il est nécessaire que les mesures prophylactiques, dont la mise à exécution dans les ports de l'Océan Indien est exigée, soient également appliquées dans les ports de l'Arabie. Il convient, en effet, de se sauvegarder contre l'ennemi commun, le choléra.

Nouri Pacha (Turquie) objecte qu'il n'est pas possible dans la pratique d'appliquer au départ de Djeddah des mesures identiques à celles qui sont prises aux Indes néerlandaises. La situation n'est pas la même. M. le Docteur Karlinski lui-même signalait l'autre jour que 45 navires ont quitté Djeddah dans l'espace de cinq jours, ce qui démontre combien est considérable le nombre des pèlerins à embarquer en même temps.

M. Kruijdt (Pays-Bas) insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que le règlement général projeté en ce qui concerne la police du transport des pèlerins soit exactement appliqué au retour des pèlerins vers leurs foyers.

« C'est, ajoute M. Kruijdt, à ce moment que les plus grands abus se produisent. Comme la mise en pratique des prescriptions dont Nouri Pacha nous a donné hier le résumé laisse tout à fait à désirer à Djeddah (tous les rapports sont d'accord sur ce point), il est absolument nécessaire que l'exé-

cution et l'application des mesures dont il s'agit soit confiée à une Commission mixte siégeant à Djeddah, afin de protéger l'Europe et les autres pays lointains, comme Java, contre l'importation du choléra du foyer d'infection « le Hedjaz ». Sinon, l'Europe accorderait tout à la Turquie, sans avoir de son côté la garantie de la réciprocité.

« Pendant les grandes épidémies de choléra, qui naissent le plus souvent vers la fin des fêtes à Mina, la foule s'enfuit comme affolée de la Mecque vers Djeddah, et en quelques jours cette ville est envahie par des milliers de pèlerins, sales, sans ressources et se trouvant dans un état de surexcitation nerveuse. Les navires qui sont prêts se remplissent à la hâte, sans qu'une inspection sérieuse constate, comme le prescrit le règlement, s'ils sont bien aménagés, etc., etc. Comme l'a exposé M. le Docteur Karlinski, actuellement presque rien ne se fait à Djeddah au retour des pèlerins; tout y est à faire. »

M. le Docteur Karlinski déclare que des améliorations sont possibles et qu'il faut, notamment, quadrupler le nombre des médecins.

Turkhan Bey (Turquie) déclare qu'il sera fait tout ce qu'il sera possible de faire.

Boukowski Pacha (Turquie) fait remarquer, à ce moment, qu'à l'ordre du jour de la Commission figurait, tout d'abord, la discussion du rapport de la Sous-Commission chargée d'examiner la question relative aux conditions d'établissement de la station sanitaire d'El-Wedj.

M. le Président donne, en conséquence, la parole à Boukowski Pacha pour faire la lecture du rapport qu'il a préparé à ce sujet :

*Rapport de Boukowski Pacha relatif au lazaret d'El-Wedj,
présenté au nom de la Sous-Commission spéciale.*

« Le lazaret de Djebel-Tor ayant jusqu'ici présenté, d'après des rapports officiels authentiques, des conditions défavorables au point de vue de l'aménagement, du confort, de la désinfection et des moyens de subsistance, le Gouvernement impérial ottoman a décidé de créer et d'organiser sur la côte arabique de la mer Rouge, à El-Wedj, à l'instar de celui de Camaran, un grand lazaret avec toutes les installations sanitaires prescrites par les progrès de la science moderne, de façon à éviter l'encombrement du lazaret de Djebel-Tor.

« Ce lazaret doit recevoir non seulement les pèlerins qui retournent du pèlerinage vers la Méditerranée par les ports de Djeddah et de Yambo, mais aussi ceux qui se rendent au Hedjaz dans le cas où le choléra viendrait du littoral de la Méditerranée et notamment de l'Egypte.

« M. Guillois, Délégué de France au Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Alexandrie, avait été chargé par ce Conseil, en 1881, de faire une exploration sur la côte arabique dépendant alors de l'Egypte pour choisir un emplacement approprié où pourrait être installé le lazaret devant servir à recevoir les pèlerins revenant du Hedjaz.

« Les conclusions du rapport de M. Guillois concernant El-Wedj étaient les suivantes :

« 1° Il n'est pas discutable qu'au point de vue exclusivement sanitaire, El-Wedj, grâce à des conditions d'isolement, de salubrité et d'éloignement de tout centre populeux, est préférable, comme station quarantenaire pour les pèlerins, à tout autre point de la côte arabique égyptienne de la mer Rouge.

« 2° Le ravitaillement des pèlerins y serait assuré aussi bien par les négociants du pays que par les Arabes de l'intérieur. Ceux-ci ne manqueront pas, ainsi qu'ils l'ont fait déjà autrefois, d'apporter en abondance leurs produits, quand ils seront certains de les vendre.

« 3° On ne peut compter sur l'eau des puits pour l'alimentation des pèlerins.

« Je crois volontiers que dans les années pluvieuses les puits de Sébail (endroit situé à 3 kilomètres et demi loin de la mer) suffiraient aux besoins des campements ; mais dans les questions de la nature de celle qui nous occupe, on doit écarter les aléas.

« Le seul moyen d'assurer l'approvisionnement d'eau potable est de rétablir les machines distillatoires.

« Je ne veux même pas parler du système qui consisterait à faire venir l'eau douce de Delba : nous avons vu à quel prix elle revenait.

« 4° Le port d'El-Wedj est, en résumé, le port de la côte arabique égyptienne le mieux approprié à l'établissement d'une station quarantenaire affectée aux pèlerins.

« Il est petit, c'est vrai, mais outre que le nombre des navires qui pourraient s'y trouver réunis à la fois ne sera jamais très considérable, il reste la ressource, en cas d'encombrement, d'user du mouillage de Gabban ou de Dammagha, à quelques milles de là.

« Quant à la question de l'eau potable, la difficulté qu'elle soulève à El-Wedj se retrouverait identiquement sur tout autre point de la côte arabique.

« A toutes ces raisons qui imposent pour ainsi dire le choix d'El-Wedj comme campement quarantenaire, il vient s'en ajouter une dernière, c'est l'impossibilité absolue de trouver un autre point mieux adapté au même service.

« A la suite de la décision du Gouvernement impérial ottoman relative à la création d'un lazaret à El-Wedj, M. Rouillet, ingénieur civil, a soumis au Conseil supérieur de santé de Constantinople, qui l'a approuvé, un projet des travaux à exécuter dans cette localité, d'après les principes qui ont été adoptés pour le lazaret de Camaran.

« Le projet de M. Rouillet est calculé sur l'installation confortable et simultanée de 6,000 pèlerins et l'évaluation des dépenses est estimée à une somme qui ne dépasserait pas 57,000 livres turques (1,300,000 francs).

« Les avis, dans le sein de la Sous-Commission, dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur, ont été partagés sur la question de savoir si, en présence des améliorations fondamentales que l'Egypte se propose d'introduire à Djebel-Tor, la création d'un lazaret à El-Wedj, que le Gouvernement impérial ottoman a la résolution de mettre à exécution, aura une raison d'être ; un accord complet n'a pu, d'autre part, s'établir sur les mesures qu'il y aurait lieu de recommander au point de vue de son aménagement et de l'outillage de désinfection, dans le cas où un lazaret devrait être établi à El-Wedj.

« Le Gouvernement impérial ottoman, en créant, d'accord avec le Conseil supérieur de santé de Constantinople, un lazaret à El-Wedj, a voulu obvier aux inconvénients graves qui résultent tant de l'encombrement, à Tor, de pèlerins au retour de Djeddah et de Yambo, que de l'absence de moyens de désinfection et de soins convenables dans cette station égyptienne.

« Dans mon opinion personnelle du reste, El-Wedj a sur Djebel-Tor le précieux avantage d'être beaucoup plus éloigné de Suez, ce qui constitue une garantie de plus pour la sécurité de l'Égypte et de la Méditerranée. Ce point de la côte arabe recevrait la catégorie des pèlerins la plus éprouvée par le choléra et Djebel-Tor serait ainsi débarrassé du quart environ du nombre total des quaranténaires qu'il reçoit tous les ans.

« Quelques membres ont objecté cependant que El-Wedj ne possède pas l'eau nécessaire aux besoins des 6,000 pèlerins prévus par le projet de M. Rouillet, et qu'il existe aussi des difficultés pour l'approvisionnement réclamé par une agglomération aussi considérable.

« D'autre part, l'idée que le lazaret de Djebel-Tor devait subir la transformation radicale que le Conseil de santé d'Alexandrie se propose d'y introduire ayant été émise, une partie de la Sous-Commission s'est demandé si la création du lazaret d'El-Wedj comme seconde station intermédiaire entre les ports du Hedjaz et l'Europe est opportune et doit être maintenue. Il faut considérer en effet que l'installation d'un établissement aussi important exige beaucoup de temps et d'argent et que le Gouvernement impérial ottoman est occupé de réorganiser complètement les lazarets de Camaran, d'Abou-Saad, de Vasta et d'Abou-Ali dans la mer Rouge et celui de Tor dans le golfe Persique.

« Dans ces conditions la Sous-Commission, sauf l'avis des Délégués ottomans qui est réservé, a cru devoir laisser à la Commission le soin de décider cette question.

« Dans le cas où la création du lazaret d'El-Wedj serait acceptée, la Sous-Commission néanmoins propose l'exécution de travaux d'aménagement identiques à ceux qui ont été décidés par la Commission en ce qui concerne l'établissement sanitaire de Camaran. »

M. le Professeur Proust (France) fait ressortir que la Commission est appelée à se prononcer sur deux points : l'organisation à El-Wedj d'une station sanitaire est-elle utile et subsidiairement l'organisation de cette station doit-elle être identique à celle de Camaran et cette station doit-elle être substituée à celle de Djebel-Tor ?

La station sanitaire qui serait créée définitivement à El-Wedj offrirait l'avantage d'être plus éloignée de l'Égypte que ne l'est celle de Djebel-Tor ; elle est ensuite à moitié route entre Yambo et le canal de Suez. Mais l'installation de cette station a soulevé quelques critiques en raison des difficultés que présenterait le fonctionnement régulier des machines distillatoires et la possibilité d'approvisionner sûrement et rapidement ce point de la côte arabe.

M. Barrère (France) fait ressortir, d'un autre côté, que la Convention sanitaire de Venise, dans son annexe IV, a prescrit que les pèlerins venant du Hedjaz sont tenus de s'arrêter à Tor. Il conviendrait dès lors, s'il n'y a pas un intérêt réel à modifier cette disposition, de la maintenir quant à présent.

M. Hanotaux (France) demande si l'un des membres de la Délégation ottomane peut affirmer d'une manière précise que l'approvisionnement de l'eau peut être fait sans aucun obstacle.

Diverses observations sont échangées à cet égard entre Bonkowski Pacha et divers membres de la Commission.

Interpellé à cet égard, M. Miéville (Égypte) répond qu'il a fait connaître

déjà dans une précédente séance les efforts réels qui sont faits par le Conseil sanitaire d'Alexandrie pour réaliser le vœu émis par la Conférence de Venise quant à l'organisation complète de la station sanitaire de Djebel-Tor. Le rapport de la Commission de cette assemblée qui a été chargée de formuler des propositions sur ce sujet vient d'être soumis à l'examen du Conseil sanitaire d'Alexandrie ; M. Miéville en a donné une analyse à MM. les Délégués dans la séance de samedi dernier.

En ce qui concerne la station d'El-Wedj, il n'a pas à se prononcer, le Gouvernement ottoman ayant déjà décidé d'y créer une station sanitaire. Il ne peut que faire connaître que, lorsque ce point de la côte arabique relevait de l'Administration égyptienne, le Conseil sanitaire d'Alexandrie avait tenté d'y créer une station sanitaire pour y faire arrêter les pèlerins de la Mecque à leur retour lorsque le choléra sévirait dans le Hedjaz. L'Administration sanitaire égyptienne a rencontré de telles difficultés, notamment en ce qui concerne la question de l'eau, qu'elle a dû renoncer à utiliser cette station ; le rapport présenté par M. Guilois en 1881, et auquel Boukowsky Pacha s'est référé, n'a été suivi d'aucune décision pratique, les dépenses nécessaires à l'application des propositions formulées devant être considérables et peu en rapport avec la nécessité des circonstances.

Les principales critiques formulées contre la station de Djebel-Tor, celles que l'on peut considérer comme graves, portent sur la question de la qualité de l'eau. L'eau provenant en partie des puits qui existent, de nouveaux puits ont été creusés, mais ils n'ont pas donné les résultats que l'on espérait, et aujourd'hui l'on a décidé de recourir à l'eau des machines distillatoires.

M. de Giers (Russie) fait remarquer que le Conseil sanitaire de Constantinople, en émettant un avis favorable à la création du lazaret d'El-Wedj, ne connaissait pas encore les mesures que le Conseil d'Alexandrie se proposait de prendre pour remédier à l'état de choses signalé à Tor.

Dans ces conditions, en se prononçant en faveur de la création d'un lazaret à El-Wedj, la Commission mettrait le Conseil supérieur de Constantinople dans l'impossibilité de revenir sur l'avis qu'il a formulé, lorsqu'il sera informé des dispositions dont M. Miéville a annoncé la prochaine mise à exécution à Tor.

M. de Giers croit devoir attirer l'attention de la Commission sur ce point.

M. Yacovlew (Russie) fait connaître, de son côté, que l'idée de la création d'un lazaret à El-Wedj a surgi à la suite des critiques auxquelles a donné lieu la situation des pèlerins dans le lazaret de Djebel-Tor. « Nous connaissons, ajoute M. Yacovlew, les défauts de ce campement quarantenaire. » Ils ne sont pas considérables ; il peut y être et il y sera porté remède.

D'autre part, nous voyons qu'actuellement encore l'installation du lazaret à El-Wedj présente de grandes difficultés. Les conditions topographiques de cette localité ne paraissent pas favorables et peut-on prévoir si d'autres difficultés ne surgiront pas dans l'avenir. En songeant à la création d'un lazaret sur ce point, le Conseil supérieur de santé de Constantinople songeait seulement à y établir une petite station pour les troupes ottomanes revenant de l'Arabie dans leurs foyers.

Aujourd'hui le Gouvernement ottoman, par l'entremise de ses Délégués, parle d'une station de 6,000 pèlerins.

Les dépenses nécessaires à cette installation s'élèveront à environ un million de francs.

C'est là une somme considérable et il semble que le Gouvernement ottoman rencontrerait quelques obstacles à la trouver, d'autant plus que la construction du lazaret de Camaran réclamera déjà 1,300,000 francs.

Pour toutes ces considérations, il est beaucoup plus facile et plus avantageux d'améliorer la station de Tor que d'en créer une autre à El-Wedj.

M. H. Monod (France) serait d'avis, dans ces conditions, de passer à l'ordre du jour sur la question de l'établissement d'un lazaret à El-Wedj.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) estime que le choix soit de Tor soit d'El-Wedj comme station sanitaire à la sortie du Hedjaz est en lui-même d'une importance secondaire. Ce choix n'améliorera pas la situation des pèlerins qui actuellement subissent dans la Méditerranée, à leur retour de Djeddah, parfois jusqu'à 70 jours de quarantaine. Aussi la moitié des décès dans le chiffre total de la grande mortalité des pèlerins est dû aux privations plutôt qu'au choléra. Dans sa pensée il conviendrait, comme l'a exposé M. le Docteur Karlinski, de prendre des mesures au départ de Djeddah et de Yambo. La Commission a établi une série de mesures au départ des Indes et à Camaran destinées à protéger le Hedjaz et l'Europe.

Mais en quittant le Hedjaz en masse, le pèlerinage terminé, les hadjis, lorsqu'ils se dirigent vers le nord, constituent un danger pour l'Empire ottoman, pour l'Egypte et pour l'Europe entière. Dans l'intérêt même des pèlerins et dans l'intérêt de la sauvegarde de la santé publique dans l'Empire ottoman, il conviendrait de régulariser ce départ en masse de Djeddah ou de Yambo. Il reconnaît qu'il est assez difficile de régulariser cet exode immédiat, mais c'est là que, dans son opinion, réside le danger. Il le signale à la Commission pour qu'elle examine s'il est possible de maîtriser cette fuite précipitée d'une masse considérable d'individus dans de mauvaises conditions de santé, victimes des fatigues qu'ils ont supportées et que ne soutient parfois que l'excitation du moment, à laquelle succèdent l'abattement physique et le désir de regagner au plus tôt ses foyers. Avec M. le Docteur Karlinski, il pense qu'il faudrait établir des hôpitaux avec les installations préconisées, pour ce cas, par la science moderne à Djeddah et à Yambo, procurer de la bonne eau, enfin régulariser par des dispositions administratives le départ du Hedjaz afin qu'un nombre trop considérable de pèlerins n'arrive pas simultanément à Tor ou à El-Wedj.

Dans sa pensée, la Commission devrait émettre le vœu que les autorités compétentes du Hedjaz adoptassent les mesures utiles pour régler les départs de Djeddah et de Yambo, pour qu'une inspection rigoureuse fût faite avant ces départs, pour que les malades fussent retenus dans des hôpitaux bien installés, pour qu'une eau de bonne qualité fût donnée dans ces ports aux pèlerins.

Si cet ensemble de mesures est adopté et exécuté, les bateaux qui arriveront à Tor ou à El-Wedj n'amèneront pas des malades en masse, et les difficultés qui ont surgi jusqu'ici dans la station de Tor se trouveront apaisées par suite de la diminution des malades parmi les pèlerins. La

question du lazaret d'El-Wedj pourrait, par ce fait même, trouver également une solution.

M. le Professeur Proust (France) déclare qu'il partage en principe l'idée émise par M. Vafiadès ; si, dans la pratique, il était possible de faire au départ de Djeddah ce que la Commission a recommandé pour le départ des pèlerins de l'Inde, il y aurait lieu d'adopter le même système. C'est plutôt à Nouri Pacha de répondre sur ce point, mais quant à lui il ne pense pas que le départ puisse être régularisé au Hedjaz.

Nouri Pacha (Turquie) fait observer que les pèlerins quittent la Mecque en caravanes nombreuses et successives. Lorsque le choléra apparaît dans les Lieux-saints, on cherche, avec raison, selon lui, à hâter le départ de ces caravanes pour les éloigner des foyers d'infection et leur faire gagner Djeddah, où par un embarquement rapide, sur des navires bien aménagés, on les soustrait à des contacts dangereux.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) indique que les rapports des Consuls donnent des détails navrants sur les conditions dans lesquelles se fait cet exode. Il lui paraît impossible de maintenir l'état de choses actuel.

Il rappelle que, dans son rapport de la Sous-Commission, il a cité le cas du *Samoa*, navire mal aménagé dans lequel 200 pèlerins javanais sont devenus la proie du choléra et de la misère, après avoir été empêchés de prendre passage sur des navires néerlandais parfaitement installés qui les attendaient dans le port.

Il signale à la Commission le fait que l'individu qui parcourait les ports de l'Arabie pour recueillir ainsi les pèlerins javanais se trouve, de nouveau au Hedjaz et va probablement chercher encore à continuer son trafic. Il désire donc que des mesures soient prises pour mettre un terme aux abus de cette nature.

M. Miéville (Egypte) suggère qu'il serait possible, dans la pratique, de régler le départ des navires à Djeddah en ne leur laissant quitter le port qu'à tour de rôle d'après la date de leur arrivée et en prescrivant au médecin du port de Djeddah de ne laisser partir pour le nord qu'un bateau par jour.

M. le Docteur Mordtmann (Allemagne) indique que le Conseil sanitaire de Constantinople a toujours été d'avis qu'il y avait avantage à abréger le séjour des hadjis à Djeddah en raison de l'infection du sol et de l'encombrement. La seule mesure réellement pratique consisterait, dans son opinion, à avoir en rade le plus grand nombre de navires en état de prendre des pèlerins dans de bonnes conditions et à fournir à ces bâtiments comme aux pèlerins une bonne eau potable.

M. de Schoen (Allemagne) estime que deux idées se dégagent de la discussion. D'un côté, l'on fait ressortir les dangers de l'agglomération et du séjour prolongé à Djeddah ; de l'autre, M. Vafiadès demande que le départ des pèlerins soit régularisé, ce qui entraîne nécessairement des agglomérations de pèlerins. Il lui paraît difficile de retenir des milliers d'individus.

A son avis, il conviendrait surtout d'assainir Médine et la Mecque :

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) dit qu'il ne veut pas retenir les pèlerins à Djeddah, mais seulement réglementer leur départ par groupes et les soumettre tous à une inspection rigoureuse, de manière à séparer les malades des pèlerins bien portants. Il attacherait donc du prix à ce que la Commission émit un vœu dans ce sens. Si les autorités compétentes prennent les mesures visées ci-dessus, la question des lazarets de Tor ou d'El-Wedj se

trouverait complètement résolue, puisque l'encombrement de ces stations ne serait pas à redouter.

Boukowski Pacha (Turquie) fait observer que la question de l'eau potable est aujourd'hui résolue à Djeddah.

Le Gouvernement ottoman a pris l'engagement de faire tout ce qui sera possible pour améliorer les conditions de retour des pèlerins. Il ajoute que si les navires sont désinfectés à Djeddah, si une quarantaine est effectuée par ces mêmes navires à El-Weij, le transit en quarantaine pourra être accordé pour le passage du canal de Suez et les quarantaines de la Méditerranée abrégées.

M. le Président, laissant le soin à M. Vafiadès de formuler, quand il le jugera opportun, le vœu qu'il vient d'exposer, rappelle que M. H. Monod a saisi la Commission d'une motion tendant à ce que la Commission passât à l'ordre du jour, en ce qui concerne la question de l'établissement du lazaret d'El-Wedj les renseignements qui lui sont fournis n'étant pas de nature à lui permettre d'apprécier l'utilité et la possibilité de l'organisation d'une station sanitaire sur ce point de la côte Arabique.

M. le Comte de Kuefstein met aux voix cette proposition qui est adoptée.

Boukowski Pacha déclare que le Gouvernement ottoman se réserve de prendre sur ce point telle mesure qu'il jugera nécessaire.

M. Barrère (France) indique la nécessité de constituer une Sous-Commission qui examinerait les améliorations à introduire à Djebel-Tor et proposerait un ensemble de mesures auxquelles il y aurait lieu de soumettre le retour des pèlerins du Hedjaz vers leur pays d'origine. Cette Sous-Commission, dont feraient naturellement partie MM. les Délégués de la Turquie et de l'Egypte, se réunirait demain matin et examinerait tout d'abord les propositions que M. le Professeur Proust a élaborées en se basant sur les principes déjà adoptés dans la présente Commission.

M. le Professeur Proust donne un résumé succinct de ces propositions, dont l'examen est en conséquence renvoyé à la prochaine réunion qui est fixée au lendemain onze heures.

La séance est levée à midi un quart.

Les Secrétaires,

J. de CAZOTTE.

NÉRATOW.

Paul ROUX.

Le Président,

Comte de KUEFSTEIN.

Procès-verbal n° 11. — Séance du jeudi 8 mars 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN

La séance est ouverte à onze heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. le Docteur van Ermengem (Belgique), de M. Criésis (Grèce), de M. le comte G. de Zogheb (Portugal).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) ; MM. Barrère, Brouardel et H. Monod (France) ; M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis) ; M. Phipps (Grande-Bretagne) ; M. le

Chevalier de Stuers (Pays-Bas) ; M. de Giers (Russie) ; Turkhan Bey (Turquie).

M. le Président fait connaître que, suivant la résolution prise dans la précédente séance, une Sous-Commission s'est réunie pour préparer des conclusions : 1° sur les mesures à prescrire au départ du Hedjaz ; 2° sur le régime applicable aux navires à pèlerins venant du Nord ; 3° sur les améliorations à apporter à la station de Djebel-Tor. Ces conclusions vont être soumises successivement à la Commission.

Bonkowski Pacha (Turquie) fait part de diverses considérations échangées au sein de la Sous-Commission relativement aux mesures à prendre au départ du Hedjaz. Une discussion s'engage sur cette question entre différents membres de la Commission.

On propose notamment que les mesures ne soient appliquées que dans le cas où le choléra se serait montré au Hedjaz.

A cette occasion, M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) fait observer que la situation des Indes néerlandaises, où le choléra n'existe pas d'une manière permanente, est comparable à celle du Hedjaz. Il se demande pourquoi l'on appliquerait, quand il s'agit des navires quittant le Hedjaz, un régime différent de celui qui a été imposé au départ des Indes néerlandaises.

M. le Professeur Proust (France) répond que toutes les Conférences qui se sont réunies jusqu'ici ont eu pour but de prendre des mesures contre l'importation du choléra de l'Océan indien et des îles de la Sonde où cette affection est endémique, sans qu'il soit possible de distinguer dans la pratique entre les diverses parties de cette région. A la Mecque, au contraire, le choléra ne sévit qu'à l'état épidémique.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) insiste sur ce point qu'aux Indes néerlandaises il y a des îles et des ports où le choléra ne s'est jamais manifesté et d'autres où il n'a pas paru pendant plusieurs années, et cependant les provenances de ces îles sont astreintes comme toutes les autres à des mesures prophylactiques. Or, au Hedjaz, si le choléra n'est pas pour le moment endémique, il s'y est du moins montré fréquemment ces dernières années, et il est bien difficile de savoir toujours d'une façon précise si la maladie existe ou à quel moment elle est apparue. En résumé, M. Ruysch trouve juste qu'on protège les ports du Hedjaz contre l'importation du choléra asiatique, mais il voudrait, par voie de réciprocité, que la même protection fût accordée aux ports des Indes néerlandaises contre une importation possible du Hedjaz, ou bien qu'il fût tenu compte, dans un cas comme dans l'autre, pour l'application des mesures à l'arrivée, de l'état sanitaire actuel du port du départ.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) signale de nouveau l'inconséquence qu'il y aurait à traiter différemment les provenances des Indes néerlandaises, où le choléra est rare, et celles du Hedjaz, où le choléra est fréquent.

M. le Professeur Proust (France) ne serait pas opposé en principe à ce que l'état sanitaire du port de départ, dans les Indes néerlandaises notamment, fût pris en considération, si la distinction entre les diverses provenances des Indes était possible. Mais dans la pratique une telle distinction est irréalisable. De l'avis unanime des médecins, le choléra est endémique dans ces diverses régions ; dès lors, toutes leurs provenances ayant une origine commune présentent à un degré plus ou moins grand le même dan-

ger et doivent subir un régime préventif identique. Tout en réduisant les mesures applicables dans la limite strictement nécessaire, ce n'est pas à un moment où, comme l'a démontré M. Mouod, le choléra fait chaque année de plus sérieux ravages dans l'Inde britannique que l'on peut se départir d'une règle imposée dans l'intérêt général de la santé publique par des circonstances locales exceptionnelles.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) ajoute que, étant donné le mode d'embarquement des pèlerins javanais dans les îles de la Sonde, ces pèlerins peuvent s'embarquer dans un port indemne tout en provenant de points plus ou moins contaminés, sans qu'il soit possible de connaître leur origine suspecte. Comment pourrait-on établir, dans de pareilles conditions, la base d'un régime différent ?

M. le Professeur Proust (France) croit devoir rappeler que cette question se réfère d'ailleurs à une partie du programme que la Commission a déjà discutée en son temps avec le plus grand soin et sur lequel elle s'est prononcée : il ne semble pas qu'il y ait lieu d'y revenir aujourd'hui.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) dit qu'il pourrait accepter comme règle générale, applicable à tout navire indemne transportant des pèlerins, une proposition tendant à décider que : « Quand le choléra n'est pas constaté dans le port du départ ni dans ses environs et qu'aucun cas de choléra n'a été constaté pendant le trajet, ce navire sera admis en libre pratique ».

Cette proposition serait d'accord avec les principes des Conventions de Venise et de Dresde. Si, par contre, on croit nécessaire de prescrire des mesures prophylactiques spéciales pour les navires à pèlerins partant de ports indemnes, il faut, pour être juste et fidèle aux Conventions de Venise et de Dresde, les appliquer à tous les navires partant de ports indemnes, aussi bien de la Méditerranée et de la mer Rouge que de l'Océan indien.

La Délégation des Pays-Bas pourrait dès lors se rallier à la proposition présentée comme règle générale, mais si celle-ci devait être envisagée comme mesure spéciale non applicable aux ports des Indes néerlandaises, ce serait peu équitable et peu logique.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) insiste sur ce point que l'on ignore souvent s'il y a ou non du choléra au Hedjaz, la présence de la maladie n'étant pas toujours exactement signalée.

M. le Professeur Proust (France) pense que, dans ces conditions, on pourrait supprimer la restriction par laquelle les mesures à prendre au départ ne seraient applicables que dans le cas où le choléra existerait au Hedjaz pour les pèlerins se dirigeant vers le Sud.

Bonkow-ki Pacha (Turquie) propose, d'autre part, de faire l'application de ces mesures à Camaran au retour comme on le fait à l'arrivée.

M. le Professeur Proust (France) répond que la visite médicale et la désinfection peuvent être effectuées dans les stations d'Abou-Saad et Abou-Ali, établies pour cet objet à proximité de Djeddah, et qu'on ne saurait y substituer dans l'espèce le lazaret de Camaran.

Nouri Pacha (Turquie) demande si l'on connaît des exemples d'importation du choléra du Hedjaz dans l'Inde.

M. le Chirurgien général Cuninghame (Indes britanniques) constate qu'on n'a pas observé de cas de transmission de ce genre ; il ne considère pas, d'ailleurs, que le choléra voyage facilement par la voie maritime ; mais,

en dehors du choléra, la mortalité qui se produit sur les bâtiments revenant du Hedjaz est considérable. L'application des mesures proposées à Djeddah et Yambo aurait incontestablement pour résultat de restreindre en tout temps cette mortalité.

Bonkowski Pacha et Turkhan Bey (Turquie) ne s'expliqueraient pas qu'on prit, vis-à-vis d'un pays où le choléra n'est pas endémique, des dispositions permanentes que ne justifierait pas l'état sanitaire des ports de départ.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) cite de nouveau, en faveur de l'adoption des mesures motivées par la présence du choléra au Hedjaz, le cas du navire *Samoa* qui a perdu 200 pèlerins après son départ de Djeddah, en raison des conditions déplorables dans lesquelles s'est opéré l'embarquement.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) insiste pour qu'on impose, autant que possible, aux navires allant vers le Nord les mêmes moyens prophylactiques qu'aux navires se dirigeant vers le Sud.

M. Hanotaux (France) fait enfin remarquer, qu'à moins qu'il n'y ait du choléra au Hedjaz, il serait excessif d'exiger une double désinfection à Djeddah d'abord, à Djebel-Tor ensuite.

Sous le bénéfice de ces diverses observations, M. le Professeur Pagliani (Italie) donne lecture du projet de conclusions suivantes :

Les mesures à adopter pour le départ de Djeddah et Yambo des pèlerins qui vont vers le Sud sont les mêmes que celles édictées pour le départ des ports situés au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb, en ce qui concerne la visite médicale et la désinfection, soit :

1^{re} Visite médicale obligatoire individuelle faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par des médecins délégués de l'autorité sanitaire, de toute personne prenant passage à bord d'un navire ;

2^o Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

Pour les pèlerins qui s'embarquent sur des navires dirigés vers le Nord, la désinfection se fera à Djebel-Tor, sauf quand il y a des cholériques au Hedjaz ; en ce cas, les mesures ci-dessus sont appliquées aussi à ces navires à Djeddah et à Yambo.

M. le Président met aux voix ces conclusions qui sont approuvées à l'unanimité par la Commission.

M. Henri Monod (France) donne ensuite lecture des conclusions de la Sous-Commission concernant le régime des navires à pèlerins venant du Nord, régime qui avait été proposé par M. le Professeur Proust :

I. Voyage d'aller. — Deux hypothèses peuvent se présenter :

Première hypothèse. — La présence du choléra n'est pas constatée dans le port du départ ni dans ses environs, ou bien aucun accident cholérique ne s'est produit pendant la traversée.

Dans ce cas, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

Seconde hypothèse. — La présence du choléra est constatée dans le port du départ ou dans ses environs, et aucun accident cholérique ne s'est produit pendant la traversée.

Dans ce cas, les navires sont soumis, à Djebel-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran.

II. Voyage de retour. — Deux hypothèses peuvent se présenter :

Première hypothèse. — La présence du choléra n'est pas constatée au Hedjaz et ne l'a pas été au cours du pèlerinage.

En ce cas, les navires sont soumis, à Djebel-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Seconde hypothèse. — La présence du choléra est constatée au Hedjaz ou l'a été au cours du pèlerinage.

En ce cas, les navires sont soumis, à Djebel-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés, sauf la modification suivante :

Tous les pèlerins sont soumis à une observation de sept jours pleins à partir de celui où ont été terminées les opérations de désinfection. Si un accident cholérique s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir du jour où le dernier cas a été constaté.

La Commission adopte ces conclusions à l'unanimité.

M. le Président fait connaître que la Commission a maintenant à examiner le projet d'amélioration à apporter à la station de Djebel-Tor. La discussion des conclusions de la Sous-Commission sur ce point est renvoyée à la prochaine séance.

M. Barrère (France) appelle l'attention de M. le Docteur Thorne Thorne sur l'intérêt qu'il y aurait pour la Conférence à savoir, dans une de ses prochaines réunions, les mesures que se propose de prendre le Gouvernement anglais à Aden à l'égard des provenances des ports des possessions britanniques de l'Inde.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,
Comte de KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,

J. de CAZOTTE.

NÉRATOW.

Paul ROUX.

Procès-verbal n° 12. — Séance du vendredi 9 mars 1894.

Présidence de M. le Comte de KUEFSTEIN

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués qui font partie de la Commission, à l'exception de M. le Docteur van Erineugem (Belgique), de M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt (Danemark), de M. Criësis (Grèce), de M. le Comte G. de Zogheb (Portugal) et de M. Lu (Suède et Norvège).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie); M. le Docteur Preston H. Bailhache (Etats-Unis); M. le Professeur Brouardel, M. Barrère et M. H. Monod (France); M. de Giers (Russie); Turkhan Bey (Turquie).

M. le Président rappelle que dans sa précédente séance la Commission a adopté les mesures qui seront appliquées à tous les navires à pèlerins à leur départ du Hedjaz, ainsi que le régime auquel seront soumis ces bâtiments lorsqu'ils viennent du Nord ou s'y dirigent.

Il indique que la Commission doit aujourd'hui formuler une conclusion sur la question de réorganisation de la station de Djebel-Tor.

M. Miéville (Egypte) demande la parole pour constater qu'au sein de la Sous-Commission qui a élaboré le régime à appliquer, soit à l'aller, soit au retour, aux navires à pèlerins provenant du Nord, il a été expressément entendu, à la suite d'une demande faite sur ce point par Achmed Pacha Choukry et par lui, que le régime dont il s'agit ne touchait en rien aux mesures actuellement prises en Egypte quant au transit du canal de Suez, sous quarantaine, des navires à pèlerins, même lorsqu'ils ont subi à Tor les mesures réglementaires, ni aux dispositions que le Conseil sanitaire maritime d'Alexandrie pourrait édicter, de temps à autre, relativement au stationnement des pèlerins de l'Egypte à Ras Mallap ou ailleurs, avant leur rentrée dans leurs foyers.

M. le Professeur Proust (France) fait observer que les mesures prises par la Commission constituent des mesures internationales qui ne font pas obstacle à ce que chaque Gouvernement puisse prendre, s'il le juge opportun, des mesures particulières à l'égard de ses propres pèlerins.

Quant à la traversée du canal de Suez par des navires à pèlerins sous quarantaine, elle est prescrite par l'une des stipulations de la Convention internationale de Venise, et la Commission n'a pas proposé la modification de cette stipulation.

M. Proust fait ressortir ensuite que le rapport présenté au Conseil sanitaire d'Alexandrie par la Commission chargée par ce Conseil d'étudier les améliorations à apporter au campement de Tor a servi, il est vrai, de base à la discussion de la Sous-Commission et a inspiré ses conclusions. Mais il conviendrait, à son avis, que lecture en fût donnée, afin que MM. les Délégués puissent discuter et amender, le cas échéant, les différentes propositions exposées dans ceux des chapitres de ce rapport qui intéressent le programme de la Commission.

À la suite de cette motion, M. Miéville (Egypte) lit les chapitres ci-après du rapport en question :

I. — *Débarquement et réembarquement des pèlerins.*

Des débarcadères. — Les inconvénients, les dangers de compromission qui résultent de l'existence d'un seul appontement, l'insuffisance de cet unique moyen de débarquement et d'embarquement ont déjà été signalés plusieurs fois. Il est urgent de les faire disparaître en rendant le débarquement des hadjis plus facile, plus rapide, et en mettant les personnes qui ont subi la quarantaine à même de se réembarquer sans être exposées à se trouver en contact avec de nouveaux arrivants. A cet effet, on devra construire au moins deux nouveaux débarcadères ou appontements et allonger celui qui existe.

De ces trois débarcadères, deux seront établis à proximité des salles de désinfection et serviront exclusivement aux débarquements, en sorte que les passagers de deux navires pourront prendre terre en même temps sans communiquer les uns avec les autres. Le troisième sera affecté au réembarquement des pèlerins ; on le construira en un point du rivage qui soit à peu près à la même distance du campement des pèlerins d'Yambo que de celui des pèlerins de Djeldah.

Les appontements devront se prolonger jusqu'à des eaux assez profondes pour que les embarcations accostent facilement ; ils seront construits,

autant que possible, en bois et en fer, ce qui reviendra à meilleur marché que de les faire en maçonnerie ; il est désirable que le tablier en grillage de bois soit mobile, qu'il puisse être placé sur des pilotis en fer et en être retiré selon les besoins.

Un petit chemin de fer à voie étroite et à wagonnets reliera les débarcadères au local de la désinfection.

Au point où se terminera la voie ferrée, du côté des salles de désinfection, on établira des tourniquets qui serviront à compter exactement les pèlerins et assureront ainsi le contrôle de l'Administration ; il en sera placé aussi à l'appontement destiné au réembarquement des pèlerins.

Près des débarcadères, sur le bord de la mer, on construira, dans des conditions de salubrité parfaite, des lieux d'aisances en nombre suffisant.

Du transport des hadjis des navires à terre et vice versa. — Les opérations de débarquement et d'embarquement au moyen des barques dont on se sert actuellement sont défectueuses ; chaque embarcation ne peut contenir qu'un petit nombre de passagers, trente environ, ce qui occasionne des lenteurs regrettables ; les bateliers étant nombreux, ne peuvent être surveillés facilement ; enfin, lorsque le temps est mauvais, les passagers sont exposés, en naviguant à la voile, à être complètement mouillés.

La Commission est d'avis que le transport des pèlerins soit fait désormais par des chaloupes en bois, spécialement aménagées pour cet usage et remorquées par un petit canot à vapeur. Six chaloupes paraissent devoir suffire ; leur nombre pourra, du reste, être augmenté, si cela est reconnu nécessaire.

Chacune d'elles devra recevoir soixante pèlerins avec leurs bagages et être construite de façon à tenir la mer, à offrir de la sécurité aux passagers, tout en ayant un faible tirant d'eau.

II. Des établissements de désinfection.

La Commission a adopté pour ces établissements les dispositions indiquées ci-après et reproduites d'autre part dans un croquis annexé au présent rapport.

La partie centrale de la construction contient les étuves à vapeur ; elle s'élève au-dessus des annexes qui l'entourent et est éclairée par le haut ; elle est divisée, comme de raison, en deux salles distinctes : dans la première, considérée comme contaminée, on prend les objets à désinfecter pour les placer à l'intérieur des appareils ; la seconde, non compromise, est destinée à recevoir ces mêmes objets à leur sortie des étuves. Les employés et les manœuvres attachés au service de la désinfection se tiennent seuls dans ces salles auxquelles les pèlerins n'ont pas accès.

Plusieurs chambres et des cabines à douche, moins élevées que le bâtiment central, occupent les parties latérales ; elles sont affectées, d'un côté, aux hommes, de l'autre aux femmes.

Côté des hommes. — D'abord une salle d'attente communiquant par un corridor avec douze latrines pourvues d'un système à siphon, d'une conduite d'écoulement, etc. ; puis une deuxième chambre dans laquelle s'opère le triage des effets et autres objets devant, les uns passer à l'étuve, les autres être désinfectés par des agents chimiques ; à la suite se trouve une chambre où les pèlerins quittent leurs vêtements et les confient aux employés chargés de la désinfection ; viennent après seize cabines à douches chaudes munies d'un outillage simple : tuyau amenant l'eau, pomme d'ar-

rosoir avec robinet, canal d'écoulement; enfin les pèlerins pénètrent dans une dernière chambre où ils reçoivent leurs effets désinfectés et s'habillent pour sortir par une autre porte que celle qui leur a donné entrée dans l'établissement.

Côté des femmes. — Mêmes dispositions que pour les hommes, avec cette différence que, comme elles sont généralement en plus petit nombre, il n'y a dans leur section que six latrines et six cabines à douche.

On dispose donc en tout, pour hommes et pour femmes, de vingt-deux cabines de douches-lavage; ce lavage ne devant pas durer plus de dix minutes, il s'ensuit que, dans l'espace d'une heure ou de six fois dix minutes, 132 personnes, 100 tout au moins, peuvent prendre leur douche.

L'espace qu'occupent dix cabines à douche dans la section de l'établissement réservée aux hommes est libre du côté des femmes, où il n'y a que six cabines au lieu de seize; on en fera une chambre pour la désinfection par les solutions désinfectantes qui y seront préparées dans des cuves en ciment ayant tuyaux à eau, robinets et canaux d'écoulement. Ladite pièce communiquera, d'une part, avec la salle qui reçoit les effets à désinfecter, d'autre part, par un guichet, avec celle où les objets sont retirés des étuves et remis à leurs propriétaires.

La Commission est d'avis : 1° qu'il est besoin d'avoir, sur le modèle qui vient d'être décrit, deux installations isolées l'une de l'autre, afin que des pèlerins appartenant à des navires ou à des sections différentes puissent être désinfectés en même temps sans communiquer entre eux; il est quelquefois nécessaire, en effet, de débarquer et de désinfecter sans délai les passagers de deux navires; on peut aussi avoir à désinfecter simultanément des pèlerins qui débarquent et des pèlerins qui, ayant eu des cas de choléra dans leur section, doivent passer à la désinfection une seconde fois avant leur départ; 2° qu'afin de satisfaire à ce besoin d'avoir deux installations séparées, tous les bâtiments affectés jusqu'ici aux salles de désinfection et aux dépôts ou magasins soient désormais réservés exclusivement à la désinfection; en les modifiant et en y ajoutant quelques légères constructions, il sera facile d'en faire deux établissements distincts et remplissant les conditions sus-indiquées; 3° que le nombre des étuves à vapeur sous pression soit porté à cinq: il suffit pour cela de réparer les trois appareils qui se trouvent à Tor et de se pourvoir de deux étuves du système Geneste et Herscher, grand modèle, 1 mètre et 75 centimètres de diamètre sur 4 mètres de longueur.

Les propositions de la Commission sont basées sur les calculs suivants. Il faut pouvoir désinfecter en huit heures, c'est-à-dire par jour, les effets et les petits bagages des pèlerins de deux navires, soit 1,600 personnes, à raison de 800 par navire, ou, ce qui revient au même, les effets de 200 hommes en une heure, ou de 100 en une demi-heure, qui est la durée de l'opération. Or, chacun des appareils qui se trouvent à Tor désinfecte, s'il est en bon état, les effets de 15 pèlerins par étuvee et les trois appareils ensemble ceux de quarante-cinq pèlerins; d'autre part, une étuve du grand modèle Geneste et Herscher désinfecte les effets de 30 personnes, ce qui fait 60 pour deux de ces étuves. Les cinq appareils, fonctionnant simultanément, désinfecteront donc les effets et bagages de 500 pèlerins, disons 100 par demi-heure.

Pour mettre en action les cinq étuves que la Commission juge nécessaires à Tor et pour chauffer, en même temps, l'eau des douches, il faut avoir deux chaudières ou générateurs inexplosibles d'une grande capacité,

de 40 à 50 mètres de surface de chauffe chacune. Ces chaudières devront être placées dans un petit bâtiment situé en dehors des établissements de la désinfection, mais communiquant avec eux par deux couloirs ; un téléphone reliera ces bâtiments avec les salles de désinfection.

Toutes les pièces comprises dans les établissements de désinfection seront plafonnées, leur sol sera cimenté ou asphalté et leurs murs recouverts d'un enduit pouvant être nettoyé facilement ; d'une manière générale, elles devront présenter les conditions exigées par leur destination même ; l'écoulement des eaux de lavage, ainsi que celui des matières provenant des latrines se fera au loin dans la mer, par des tubes en fer et avec toutes les précautions commandées par l'hygiène ; le terrain autour des établissements sera nivelé et tenu dans un état de propreté constant.

Le hangar, situé à une petite distance des chambres actuelles de désinfection et servant d'abri aux personnes qui se préparent à passer à la désinfection, devient inutile par le fait que des salles seront réservées aux pèlerins dans l'établissement même ; on en fera un dépôt pour les gros bagages à désinfecter en le clôturant par des cloisons en bougdadli.

On doit attacher la plus grande importance à ce que les opérations de désinfection soient bien accomplies, des faits récents paraissant démontrer que la quarantaine même prolongée n'est pas une mesure suffisante pour faire cesser le choléra et que le seul moyen efficace est la destruction des germes par les agents de désinfection,

III. *Des dépôts et magasins.*

IV. *Des bureaux et logements des employés.*

V. *Des hôpitaux.*

Il convient d'avoir à Tor trois hôpitaux isolés : un pour le choléra, un pour les gastro-entérites, les diarrhées, les dysenteries, et un mot pour les maladies qui peuvent présenter des symptômes ou avoir un caractère suspects, et un pour les maladies dites ordinaires, c'est-à-dire sur la nature non contagieuse desquelles il n'y a aucun doute (affections chirurgicales, des voies respiratoires, cardiaques, rhumatismales, etc.).

Sous la tente, les malades sont exposés au froid en hiver, à une chaleur excessive en été, et en toute saison à l'action des vents violents qui soufflent fréquemment à Tor en y soulevant des tourbillons de sable dont les pèlerins ne peuvent qu'imparfaitement se garantir, aussi la Commission reconnaît-elle la nécessité de bâtir des hôpitaux en maçonnerie tout au moins pour les maladies les plus graves. Des pavillons construits en pierre recevront donc les cholériques ainsi que les diarrhéiques et dysentériques toujours très nombreux à chaque retour de pèlerinage. Ils devront être surélevés du sol de soixante centimètres et bien ventilés ; ils auront double toit, le supérieur en tuiles débordant de deux ou trois mètres et l'inférieur formant plafond, une galerie extérieure abritée par le toit supérieur, et aux extrémités des dépendances : cuisine, buanderie, lieux d'aisances, magasins ; ils seront bâtis à peu près sur le modèle de ceux qui ont été construits dernièrement à l'hôpital du Gouvernement à Alexandrie.

Seul l'hôpital des maladies ordinaires sera formé de tentes semblables aux quatre tente-ambulance que l'Administration quarantenaire possède déjà.

Afin d'établir le nombre de lits que doivent contenir les trois hôpitaux de Tor, la Commission a voulu savoir combien il y avait eu de cholériques au campement pendant les trois dernières épidémies et combien de cas d'autres maladies dans une période de cinq ans. Voici le résultat de ses recherches :

Cas de choléra en trois ans, 382 ; moyenne par an, 127 ;

Cas de maladie gastro-intestinales pendant les cinq dernières années, 1,252 par an ; moyenne, 250 ;

Cas de maladies ordinaires pendant les cinq dernières années, 1,413 par an ; moyenne, 282.

Mais les malades ne se trouvent pas à l'hôpital tous à la fois, ils y entrent et en sortent successivement ; on peut donc admettre que la moyenne des malades qui se sont trouvés au même moment à l'hôpital n'est pas 127 pour les cholériques, 250 pour les diarrhéiques, 282 pour les maladies ordinaires et qu'elle n'atteint pas même la moitié de ces chiffres, d'autant plus que le pèlerinage de l'année dernière, compris dans les cinq années ayant servi à établir notre statistique, a été exceptionnel aussi bien par le nombre de ses malades que par celui des hadjis qui en ont fait partie.

En se basant sur ces calculs de probabilités, on devra disposer de cinquante lits environ à l'hôpital des cholériques, de cent à celui des affections gastro-intestinales et de cent vingt-cinq à celui des maladies ordinaires.

Trois pavillons pouvant contenir chacun vingt malades suffiront donc amplement pour les cholériques ; l'un de ces pavillons sera réservé aux femmes.

L'hôpital des diarrhéiques aura cinq pavillons de vingt lits, dont un pour les femmes.

Plusieurs petits pavillons sont préférables à des constructions plus vastes, d'autant mieux qu'ils coûtent moins cher.

Enfin on devra disposer d'un nombre de tentes-ambulances suffisant pour abriter cent vingt-cinq malades ordinaires.

A propos du chapitre II, M. le Professeur Brouardel (France) demande à M. Miéville des renseignements sur les étuves à employer à Tor et signale l'intérêt qu'il y aurait à posséder dans un campement comme Tor plus de deux grandes étuves.

M. Miéville répond qu'en dehors des nouvelles étuves indiquées on utilisera également le matériel existant qui comprend déjà de petites étuves. S'il y a des crédits suffisants, l'achat d'un nombre supérieur de grandes étuves sera fait.

M. le Docteur Karlinski (Autriche-Hongrie) considère les propositions de ce chapitre comme suffisantes s'il y est entièrement donné suite.

En ce qui concerne le chapitre V, *Hôpitaux*, M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) demande que des mesures soient prises pour séparer, dans des bâtiments distincts, les cholériques, les suspects et les autres malades et notamment les personnes atteintes de dysenterie, ainsi que la Commission l'a prescrit pour les lazarets de Vasta et d'Abou-Saad.

M. Miéville (Egypte) dit que la création d'un quatrième hôpital peut présenter des difficultés, mais qu'un hôpital ordinaire peut être divisé en

plusieurs sections ; il ajoute qu'il fera part de cette observation au Conseil d'Alexandrie.

M. le Professeur Brouardel (France) fait remarquer que le principe de l'isolement des suspects a été admis et qu'il faut prendre les dispositions nécessaires pour mettre à exécution ce principe. Ces dispositions ne peuvent pas être d'ailleurs difficiles à prescrire à Tor, eu égard aux indications que M. Miéville a données lui-même sur le mode de procéder adopté pour le placement des malades d'un même navire.

M. Miéville lit ensuite les chapitres VI et VII ci-après :

VI. *Du campement et des sections des pèlerins.*

Bien que la Commission ne croie pas devoir proposer la construction de bâtiments pour loger les pèlerins en quarantaine à cause de la très forte dépense que cela entraînerait, elle reconnaît que l'emploi des tentes, qui présentent l'avantage d'être déplacées avec la plus grande facilité aussi souvent que cela peut être utile, expose les pèlerins à contracter des maladies ou tout au moins à souffrir du froid pendant l'hiver.

Elle s'en tient, pour le moment, au système de campement sous la tente d'autant plus que huit ou neuf années passeront encore avant que le retour du pèlerinage s'effectue dans la saison froide.

La façon dont on dispose les tentes sur deux longues rangées dans chaque section présente quelques inconvénients : les deux extrémités de la section sont à une distance considérable l'une de l'autre, de sorte que les pèlerins dont les tentes avoisinent l'entrée de la section où sont établis les magasins de denrées alimentaires et les réservoirs d'eau ont un trajet très long à faire avant d'arriver jusqu'aux latrines placées au fond de la section ; par contre, ceux qui occupent la seconde moitié des deux files de tentes, du côté des latrines, sont beaucoup trop éloignés de l'eau et des comestibles dont ils ont besoin.

Il est préférable de dresser les tentes en rangées plus courtes et plus nombreuses : trois, quatre ou cinq, selon le nombre des pèlerins qui forment la section.

Chaque tente ne devra contenir que huit personnes.

On ne permettra pas que les pèlerins dorment sur la terre nue, on fournira donc une natte à ceux qui n'en sont pas pourvus et qui ne possèdent ni matelas ni tapis.

Le nombre des latrines sera partout augmenté, à raison d'une pour trente personnes.

La garde, la surveillance des sections sera faite par des gardiens sanitaires.

Les militaires seront chargés du cordon extérieur et du maintien de la tranquillité publique.

VII. *De l'eau et des vivres.*

Eau. — L'eau fournie aux pèlerins devra être distillée, conformément à la décision prise à la Conférence de Venise. A cet effet plusieurs chaudières et appareils seront établis sur le rivage pour distiller l'eau de mer, qui sera ensuite refouée par des pompes dans un ou plusieurs grands réservoirs construits à la partie centrale et culminante de la station.

Ces réservoirs seront assez élevés pour que l'eau puisse arriver d'elle-même, sans le secours d'aucune machine, aux sections des pèlerins et aux divers

établissements de la station par un système de tuyaux de différents calibres. On aura recours, en certains points, à un tuyautage à raccords, soit à vis, soit à manchon.

Les tuyaux amèneront l'eau destinée aux campements jusqu'à de grandes cuves en fer placées, au nombre de deux ou quatre, sur les côtés des sections. Ces cuves ou réservoirs reposeront sur des assises assez élevées ; elles seront bien fermées, abritées sous des tentes-para-ols et munies de douze robinets chacune. Quelques-unes devront être mobiles, montées sur roues, afin de pouvoir être transportées à la suite des sections que l'on aurait à déplacer : c'est dans ces cas-là surtout que les tuyaux à raccord seront utiles.

La quantité d'eau qu'emploie un pèlerin par jour, en boisson, pour sa cuisine, pour sa toilette, ses ablutions, pour le lavage de quelques pièces de linge, est de 25 litres en moyenne : dix mille pèlerins se trouvant simultanément au campement, ce qui est un cas fort rare, auraient donc besoin de 250.000 litres, soit de 250 tonnes d'eau.

Le nombre et la puissance des appareils à distiller devront répondre à cette indication et pouvoir même donner davantage pour le cas où une avarie, un accident en mettrait quelques-uns hors d'état de fonctionner. Quant aux réservoirs d'eau ou citernes, il faut qu'ils puissent emmagasiner une quantité d'eau égale à la consommation de trois jours : 750 tonnes.

Enfin n'oublions pas que les navires doivent être approvisionnés d'eau, ce qui n'est praticable qu'au moyen d'un bateau citerne avec pompe.

La question de la fourniture de l'eau à la station de Tor est, comme on le voit, une des plus importantes que nous ayons à traiter, et sa solution nécessitera une dépense considérable. Quelque forte que soit cette dépense, il paraît indispensable de la faire afin de donner une eau pure aux quarantaines et de mettre fin aux pluies qui se reproduisent à chaque pèlerinage au sujet de l'eau.

Aliments vendus aux pèlerins. — Le système de la concurrence, l'admission d'un grand nombre de marchands dans les campements n'ont donné que de mauvais résultats, même après l'imposition d'un tarif.

La Commission émet l'avis que la vente des comestibles aux pèlerins soit désormais adjugée à un seul entrepreneur responsable, connu avantageusement, obligé de déposer un cautionnement et de se soumettre, relativement à la qualité, au poids et au prix des aliments, aux conditions établies par l'administration quarantenaire avec laquelle il passera un contrat. L'adjudicataire devra, ainsi que le personnel qu'il emploiera, se conformer aux règlements en vigueur et aux décisions ou prescriptions du Directeur ; au cas où il y contreviendrait, il serait soumis à une amende.

Il n'aura que le nombre d'employés nécessaire. Il établira dans chaque section, en dehors de son restaurant, des fourneaux qu'il mettra à la disposition des pèlerins qui voudraient préparer eux-mêmes leur repas.

Une surveillance active sera exercée à l'égard de l'entrepreneur et de ses agents tant par le médecin de section et le surveillant du campement que par le Directeur.

En ce qui concerne le chapitre VII, M. le Professeur Proust (France) propose que les appareils à stériliser l'eau par la chaleur soient ajoutés à ceux qui sont déjà indiqués dans ce chapitre, afin d'utiliser, le cas échéant, l'eau des puits de Tor.

M. le Professeur Proust signale d'autre part l'intérêt qu'il y aurait, surtout lorsque le choléra sévit au Hedjaz, à interdire la rembarquement des substances alimentaires que les pèlerins emportent au milieu de leurs vêtements souillés. Au moment de la désinfection à Tor, les ballots des pèlerins doivent être ouverts et soigneusement débarrassés de toutes les substances susceptibles de conserver des germes vivants. Parmi les provisions ainsi rapportées par les pèlerins et présentant de réels dangers, on peut indiquer les pains plus ou moins humides, le poisson sec, le fromage et, en particulier, les fragments de viande plus ou moins sèche ayant à peu près la consistance du caoutchouc et provenant des animaux sacrifiés à Mina, le grand foyer du choléra.

Ces fragments ont été trouvés depuis quelque temps entre les mains des mograbis pauvres. Marocains ou Tunisiens. On avait cru jusqu'ici, au contraire, que les Somalis et les Soudanais, ainsi que divers s peuplades de la presqu'île Arabique (Taktouris), emportaient seuls ces déb. is.

Il paraîtrait même qu'il y a deux ans le choléra aurait été importé à Massaouah et en Abyssinie par des sambouks chargés de cette denrée, presque aussitôt après le pèlerinage.

M. le Professeur Proust appelle sur ce point l'attention de la Commission, parce que l'un des fonctionnaires de la station de Tor, qui a fait un grand nombre de campagnes quaranténaires, a assuré au médecin sanitaire de France à Suez que les mograbis prennent toujours avec eux une quantité assez grande de cette viande sèche.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) s'associe à la proposition de M. le Professeur Proust. Il estime nécessaire de prendre les mesures utiles pour empêcher l'embarquement de tout aliment contagieux ou suspect. L'expérience a démontré, de nouveau, en Europe, lors de la dernière épidémie de choléra, que les comestibles emportés de maisons infectées offrent des dangers.

Il faut observer, toutefois, que cette mesure se trouve implicitement indiquée dans le Règlement sur la police du transport des pèlerins, préparé par la Commission et d'après lequel l'autorité compétente doit veiller sévèrement, surtout lorsque sévit le choléra, à ce que des comestibles contaminés ou suspects ne soient pas embarqués sur les navires à pèlerins au port de départ.

M. Miéville (Egypte), sans contester l'utilité de la mesure réclamée, se demande si, dans la pratique, il serait possible de l'exécuter sûrement. L'autorité sanitaire de Tor ne serait pas d'ailleurs compétente pour régler ce point, qui concerne l'autorité civile.

M. Hanotaux (France) désirerait savoir si cette viande sèche, provenant de bêtes sacrifiées à Mina, est emportée pour servir de provisions de bouche, ou bien s'il y a là une autre pensée.

Nouri-Pacha (Turquie) répond qu'il croit que cette viande séchée est employée par les pèlerins à leur nourriture en cours de retour; il ignore, en ce qui le concerne, si des provisions de cette nature sont faites par les pèlerins; il lui semble d'ailleurs qu'il serait aisé à l'autorité douanière, devant laquelle passent les bagages des pèlerins à la sortie de Djeddah, de prendre les mesures utiles pour empêcher que ces comestibles nuisibles ne soient laissés aux pèlerins.

M. le Professeur Proust (France) indique que la prohibition d'emporter des vivres aurait comme corollaire forcé l'emploi des billets de passage d'aller et retour. Il constate les heureux résultats que peut avoir pour les

pèlerins ce mode de procéder employé par la France pour le pèlerinage de ses ressortissants et il rappelle que, dans une précédente séance, il a montré les tickets en usage à bord des navires de deux compagnies françaises pour faciliter le contrôle de la distribution des vivres.

M. Proust croit utile également d'arrêter l'attention de la Commission sur une autre question, celle des outres. Au retour du pèlerinage, il faudrait en empêcher l'embarquement et détruire celles qui auraient été embarquées par fraude. Les outres ne peuvent pas être désinfectées à l'étuve ni avec des désinfectants chimiques suffisants et qui ne seraient pas toxiques, lors qu'il s'agit surtout de nettoyer l'intérieur. Ces outres, toujours humides, conservent leurs poils à l'extérieur; les pèlerins les traînent partout et les remplissent en les couchant sur la terre humide sous les robinets ou près des puits. Souvent même, ils les plongent en entier dans les puits ou les réservoirs dont l'ouverture est assez grande.

Une outre contaminée peut être facilement la cause d'une rapide extension du choléra par elle-même ou par les germes qu'elle laisse dans les réservoirs, les puits ou leur voisinage. L'intérieur de l'outre est, en effet, aussi bien disposé que possible pour conserver les germes. Il est humide, chauffé par le soleil et présente des coutures et des anfractuosités où sont retenus ces germes, agglutinés aussi dans l'enduit poisseux qui recouvre les parois. Une outre coûte de un à trois francs. Ne serait-il pas possible de les remplacer par des bidons métalliques? L'usage de ces derniers est déjà très répandu parmi les pèlerins. La substitution de ces bidons semble, dès lors, ne pas être très difficile.

Chaque navire pourrait, en conséquence, emporter un nombre de bidons proportionnel à celui de ses passagers, et la distribution pourrait se faire à l'embarquement à Yambo ou à la sortie du lizaret de Tor. Si cette mesure était adoptée, on ne verrait plus, à fond de cale, ces outres infectées, suspendues, suintant le long de parois et transformant les ponts en marécages, où grouillent les pèlerins et où pourrissent les bagages.

M. Proust demande, dès lors, à la Commission de formuler un vœu pour le retrait des outres et pour leur remplacement par des bidons métalliques, ne fût-ce qu'à bord des navires.

M. le Professeur Pagliani (Italie), revenant sur la question des vivres emportés par certains pèlerins, dit qu'il lui paraît bien difficile d'enlever des vivres aux pèlerins et qu'il est à craindre que les vivres qui auraient été ainsi confisqués ne soient, par la suite, vendus de nouveau. Il serait peut-être plus pratique et plus expéditif de les faire passer à l'étuve.

M. le Docteur Ruysch (Pays Bas) signale que les pèlerins emportent de l'eau bénite de la source de Zem Zem, pour en faire hommage à leur retour chez eux. Il demande à Bonkowski-Pacha et à M. le Docteur Karlinki, qui a fait des expériences bactériologiques dans le Hedjaz, s'ils ont par hasard trouvé dans cette eau des microbes cholériques ou d'autres microbes suspects.

Il semble utile que des éclaircissements à cet égard soient fournis, surtout en vue des courts trajets, car cette eau ne peut constituer un danger pour les Indes néerlandaises, en raison de la durée de la traversée qui est de vingt jours environ. Cette importante question présente, d'autre part, un intérêt particulier pour l'autorité qui doit examiner les objets dont l'admission à bord peut être ordonnée sans danger. Le règlement sur la police du transport des pèlerins donne, en effet, à l'autorité du port de départ un pouvoir absolu à cet égard.

M. le Docteur Karlinski (Autriche-Hongrie) répond que l'eau dont il s'agit ne se boit pas; il n'a d'ailleurs trouvé aucun germe de choléra dans cette eau.

Boukowsky-Pacha (Turquie) s'associe pleinement à l'opinion de M. le Docteur Karlinski. Il ajoute que cette eau est chargée de sels minéraux et qu'elle ne contient pas de matières nuisibles.

M. le Professeur Proust (France) constate que la Commission est d'accord sur l'interdiction de l'embarquement de certains vivres suspects et sur celle des autres; il demande à M. le Professeur Pagliani de soumettre à la Commission une résolution qui visera ces deux questions.

M. Miéville (Egypte) fait connaître ensuite que les chapitres VIII à XI du rapport adressé au Conseil d'Alexandrie sont relatifs : le n° VIII, à l'organisation de la pharmacie et du laboratoire bactériologique et à la création d'un petit abattoir, d'un système téléphonique; le n° IX, à l'établissement d'un fil télégraphique entre Suez et Tor; le n° X, au personnel du campement; le n° XI et dernier, au règlement intérieur de la station.

En se référant au chapitre du personnel du campement de Tor, M. le Professeur Proust (France) fait remarquer que l'un des grands défauts des diverses organisations sanitaires dont la Commission a été appelée à examiner le fonctionnement au cours de ses travaux a été jusqu'ici l'incompétence du personnel.

L'ensemble des utiles mesures dont la Commission va recommander l'adoption deviendra funeste et ira contre le but poursuivi si elles ne sont pas exécutées dans de bonnes conditions, avec le sentiment d'un devoir à accomplir et avec l'intelligente application qu'elles réclament. Aussi, M. le Professeur Proust croit qu'il est essentiel que la Commission émette sur ce point un vœu précis; il se réserve de formuler ce vœu aussitôt que la Commission aura voté la résolution que M. Pagliani va lui soumettre relativement à la station de Tor.

M. le Président donne ensuite lecture de la rédaction suivante que la Sous-Commission vient de rédiger concernant la station de Tor :

La Conférence adopte les conclusions du rapport fait au Conseil d'Alexandrie par la Commission nommée par lui *ad hoc*, cette Commission s'étant inspirée dans son travail des recommandations et vœux formulés à la Conférence de Venise relativement à la réorganisation de la station sanitaire d'El-Tor.

Toutefois, la Conférence estime :

1° Qu'il est nécessaire d'avoir également dans la station des machines à stériliser par la chaleur l'eau qu'on peut trouver sur place;

2° Qu'il importe que tous les vivres qui sont emportés par les pèlerins de Djeddah et de Yambo, quand il y a du choléra au Hedjaz, soient désinfectés comme objets suspects ou complètement détruits, s'ils se trouvent dans des conditions d'altération dangereuses;

3° Que des mesures doivent être prises pour empêcher les pèlerins d'emporter au départ du Djebel-Tor des outres qui seront remplacées par des vases en terre cuite ou des bidons métalliques;

4° Que chaque section doit être pourvue d'un médecin.

M. le Président met aux voix cette rédaction, dont l'alinéa 2 a été libellé dans les termes ci-dessus après un échange d'observations entre M. le Docteur Ruysch et M. le Docteur Thorne Thorne d'une part, et, d'autre part

M. le Professeur Pagliani. Ce dernier avait préventivement proposé de faire désinfecter par l'éthuve les vivres considérés comme suspects.

M. le Docteur Ruysch avait rappelé, à propos de cette proposition, que la nécessité d'empêcher l'embarquement des aliments contaminés constitue une obligation pour l'autorité compétente, d'après le règlement sur le transport des pèlerins, qu'il s'agisse de navires emportant des pèlerins vers l'Europe et l'Afrique ou de bâtiments se dirigeant vers les Indes. M. le Docteur Thorne Thorne avait formulé des objections contre l'indication des étuves dans le cas actuel et s'était déclaré partisan de la destruction par le feu des aliments contaminés.

La rédaction ci dessus, à laquelle adhèrent d'ailleurs les Délégués égyptiens, est adoptée sans autres observations par la Commission.

M. Barrère (France) signale l'utilité qu'il y aurait à désigner à Djebel-Tor un capitaine de port qui serait chargé de fixer à chaque navire son mouillage et de surveiller la police de la rade, notamment au point de vue de l'embarquement et du débarquement. La désignation de ce fonctionnaire technique éviterait les discussions qui peuvent surgir entre l'autorité sanitaire et les capitaines des navires quant à l'emplacement désigné à leurs navires et contre lequel ils formulent parfois des objections nautiques.

M. Miéville, répondant à M. Barrère, dit que le rapport de la Commission du Conseil d'Alexandrie contient le passage suivant :

« Un chapitre est ajouté au règlement intérieur de Tor, concernant la police du port ». La nomination d'un capitaine de port ne concernerait pas d'ailleurs le Conseil sanitaire d'Alexandrie, mais l'Administration égyptienne compétente.

Achmed Pacha Choukri (Egypte) ainsi que M. Miéville demandent que le choix du fonctionnaire qui remplirait les fonctions de capitaine de port soit laissé à l'Administration khédiviale.

M. le Président soumet, sous le bénéfice de ces observations, la proposition suivante que M. Barrère a rédigée et qui formera l'alinéa 5 des conclusions concernant la station de Djebel-Tor :

3° Qu'un capitaine de port doit être nommé à El-Tor, pour y diriger les embarquements et les débarquements et pour faire observer les règlements par les capitaines des navires et les Samboukdji.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. le Professeur Proust (France) lit ensuite la proposition dont il a annoncé plus haut le dépôt :

« Afin d'assurer les garanties nécessaires au bon fonctionnement des stations sanitaires de Faô, de Mohammerah, de Camaran, d'Abou-Saad, de Vasta, d'Abou-Ali et de Djebel-Tor, il sera créé un corps de médecins européens et indigènes régulièrement diplômés, de désinfecteurs et de mécaniciens bien exercés et de gardes sanitaires. Ces derniers seront recrutés parmi les anciens officiers ou sous-officiers des armées européennes et indigènes. »

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne), tout en étant disposé à se rallier à cette proposition, indique qu'il doit faire une réserve en ce qui concerne les stations sanitaires du golfe Persique, le Délégué diplomatique de S. M. Britannique ayant à cet égard à faire prochainement une communication à la Conférence.

Turkhan Bey (Turquie) déclare qu'il ne peut s'associer à cette motion. C'est au Gouvernement ottoman qu'il appartient de choisir comme il l'entend le personnel des stations sanitaires existant sur son territoire.

Bonkowski Pacha (Turquie) soutient, de son côté, que la Porte possède actuellement parmi ses sujets un nombre suffisant de médecins et autres fonctionnaires ou employés aptes à remplir leurs fonctions dans les stations d'une manière très satisfaisante.

Turkhan Bey ajoute qu'il s'expliquerait seulement que la Commission indiquât l'énumération des capacités et titres que devront avoir les différents personnels des stations sanitaires. Il insiste pour que les Délégations bornent à ces points leur demande.

Diverses observations sont échangées à ce sujet entre Turkhan Bey (Turquie), d'une part, et, d'autre part, M. Hanotaux, M. le professeur Proust, M. le professeur Brouardel (France) et M. Ragosine (Russie). Ce dernier fait ressortir que la rédaction proposée constitue pour les Puissances l'engagement de fournir, le cas échéant, des fonctionnaires compétents à la Turquie, si elle le demande. L'opposition de Turkhan Bey ne lui semble pas dès lors justifiée.

M. le Professeur Brouardel (France) fait ressortir, notamment, que les étudiants ottomans peuvent être admis dans les hôpitaux comme internes en France. La rédaction proposée, qui est d'ailleurs celle qui a été inscrite pour les gardes sanitaires dans la Convention de Venise, ne lui paraît pas de nature à être écartée par la Délégation de la Turquie.

M. le Docteur Devaux (Belgique) fait ressortir l'importance qu'il y a à ce que les désinfections soient faites par des personnes capables.

Pendant les récentes épidémies de choléra en Belgique, la désinfection avait été opérée dans certaines communes d'une façon illusoire, et la maladie continuait ses ravages.

Il a suffi, dans l'immense majorité des cas, d'envoyer sur place une personne compétente, connaissant parfaitement la pratique des opérations, pour arrêter net la propagation du choléra. Sur la proposition du service de santé, le Gouvernement belge a institué, en 1893, des Conférences pratiques sur la désinfection. Ces Conférences ont été données par des professeurs des Universités de l'Etat et par des hygiénistes dans les chefs-lieux d'arrondissement. On y a appelé des délégués de toutes les communes du pays.

Cet enseignement par les yeux a rendu des services signalés, et ses excellents résultats ont été démontrés par l'expérience au cours des dernières manifestations cholériques. Presque chaque fois que des cas se déclaraient dans une localité dont le délégué avait assisté à ces leçons, on a pu se convaincre que le choléra s'est éteint, après avoir fait quelques rares victimes seulement.

M. Devaux est convaincu qu'il est préférable de ne pas désinfecter que de procéder à cette opération d'une manière incomplète, ce qui donne une fausse sécurité. Si l'on néglige alors de prendre des précautions qui pourraient être superflues en présence d'une désinfection sérieuse et complète, on s'expose à voir le mal s'étendre.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) appuie cette manière de voir. Lorsque la désinfection est mal faite, elle est dangereuse parce qu'elle éveille l'idée de garanties qui n'existent pas et peut supprimer l'hygiène individuelle.

M. le Professeur Brouardel (France) insiste également sur ce point.

M. le Professeur Pagliani (Italie) fait observer que les taxes sanitaires fournies par la navigation étrangère constituent les ressources du budget du Conseil supérieur de santé de Constantinople; dès lors, l'inalienabilité dou-

née dans la proposition de M. le professeur Proust s'explique d'elle-même.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) fait connaître que les médecins nommés à Camaran et ailleurs par le Conseil supérieur de santé de Constantinople, au dévouement desquels il tient à rendre hommage, n'ont jamais pu trouver autour d'eux des aides compétents et capables d'appliquer rigoureusement et avec conscience le régime à imposer dans les actions sanitaires.

M. le Professeur Brouardel (France) fait observer que la proposition de M. le Professeur Proust n'oblige pas le Conseil de santé à choisir les gardes de campements sanitaires parmi tel ou tel peuple, mais la Commission estime que ces gardes doivent offrir des garanties spéciales d'honorabilité, des habitudes de discipline et avoir le sentiment réel du devoir très sérieux qu'ils ont à remplir; une condescendance coupable d'un garde sanitaire peut avoir pour conséquence la mort d'un millier de personnes. C'est pour ce motif que l'on propose de désigner pour ces fonctions des anciens officiers ou sous-officiers ayant appartenu aux armées européennes ou indigènes.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) ajoute qu'il ne s'explique pas également les motifs qui poussent Turkhan Bey à combattre cette proposition. « Il « doit y avoir, dit-il, un malentendu parce que la proposition dont il s'agit « ne vise pas le Gouvernement impérial ottoman, mais concerne le Con- « seil supérieur de santé de Constantinople qui choisit et nomme les fonc- « tionnaires et les employés sanitaires. En effet, M. le Professeur Proust, « par sa proposition, attire l'attention de ce Conseil, qui est composé à la « fois de Délégués des Puissances et de Délégués ottomans, sur la néces- « sité de bien choisir ses employés. La santé publique, non seulement de « l'Empire ottoman, mais de toute l'Europe ne peut être garantie contre « les épidémies qu'à ce prix; elle dépend, par suite, des qualités et des « capacités des fonctionnaires que le Conseil de santé de Constantinople « emploie dans les divers services sanitaires et dont il est responsable. »

A la suite de cet échange d'idées qui se poursuit quelques instants encore, M. Barrère (France) propose de modifier comme suit la proposition de M. le Professeur Proust. Il tient seulement à ce que le procès-verbal constate que cette réfaction nouvelle n'a pour but que de modifier la forme de la proposition de M. le Professeur Proust pour donner satisfaction au désir exprimé par la Délégation ottomane, mais qu'elle ne saurait avoir pour conséquence de limiter les choix du Conseil supérieur de santé de Constantinople et d'exclure aucune nationalité du personnel sanitaire :

« Afin d'assurer les garanties nécessaires au bon fonctionnement des stations sanitaires de Faô, Mohammerah, Camaran, Abou-Ali, Vasta et Djeddah, il sera créé un corps de médecins diplômés et compétents, de désinfecteurs et de mécaniciens bien exercés et de gardes sanitaires recrutés parmi des personnes ayant fait le service militaire comme officiers ou sous-officiers. »

Cette proposition est acceptée par la Délégation ottomane qui, par l'entremise de Bonkowski Pacha, déclare s'y associer d'autant plus que le Gouvernement ottoman n'a jamais jusqu'ici écarté les étrangers de ses services techniques, lorsqu'il l'a jugé nécessaire.

La proposition, mise aux voix par M. le Président, est adoptée par la

Commission à l'unanimité, sous la réserve faite ci-dessus par le Docteur Thorne Thorne quant au golfe Persique et sous une réserve des Délégués des Etats-Unis, qui déclarent que les différentes mesures sanitaires et le personnel chargé de les exécuter ne doivent pas être sous le contrôle de l'autorité locale en Turquie.

M. le Professeur Brouardel (France) demande ensuite la parole à M. le Président et dit qu'au moment où, par l'adoption de la proposition ci-dessus, la Commission relative à la mer Rouge vient de terminer ses travaux, il est certain d'être le sincère interprète de tous ses collègues en exprimant, en leur nom, leur gratitude à M. le Comte de Kuefstein pour l'affabilité avec laquelle il a dirigé les débats.

Le Comte de Kuefstein répond que les paroles que vient de prononcer M. le Professeur Brouardel lui sont particulièrement agréables. Les sentiments de mutuelle cordialité qui n'ont cessé d'animer MM. les Délégués au cours de leurs délibérations lui ont d'ailleurs facilité sa mission. Il remercie à son tour MM. les Délégués d'avoir bien voulu apprécier si gracieusement son impartialité.

M. le Président indique que M. le Professeur Pagliani terminera ces jours-ci son rapport et que MM. les Délégués recevront à domicile le relevé des conclusions votées par la Commission, afin de rendre plus aisé l'examen de ces conclusions dans la prochaine séance plénière de la Conférence.

M. le Comte de Kuefstein prononce la clôture des travaux de la Commission et la séance est levée à midi et demi.

Le Président,

Comte DE KUEFSTEIN.

Les Secrétaires,

J. DE GAZOTTE.

NÉRATOW.

PAUL ROUX.

Procès-verbaux des séances de la Commission relative au golfe Persique.

Procès-verbal n° 1. — Séance du jeudi 15 février 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

Allemagne : M. de Schœn, M. le Docteur Mordtmann ;

Autriche-Hongrie : M. le Comte de Kuefstein, M. le Docteur Hagel ;

Belgique : M. le Docteur Devaux, M. le Docteur van Ermengem ;

Espagne : M. le Docteur Jimeno y Cabanas ;

Etats-Unis : M. le Docteur O. Shakespeare, M. le Docteur Preston H.

Bailhache ;

France : M. Barrère, M. le Professeur Proust ;

Grande-Bretagne et Inde britannique : M. le Docteur Thorne Thorne,

M. le Chirurgien général Cunningham ;

Grèce : M. le Docteur Vafiadès ;

Italie : M. le professeur Pagliani, M. le marquis Malaspina ;

Pays-Bas : M. le Docteur Ruysch, M. Kruyt ;

Perse : M. le Docteur Moïn-ol-Atebba, M. le Docteur Khalil Khan ;

Portugal : M. le Comte G. de Zogheb, M. le Docteur de Mello Vianua ;

Russie : M. de Giers, M. Yacovlew ;

Turquie : Bonkowskî Pacha, Hamdi Bey.

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Karlinski (Autriche-Hongrie) ; M. Barrère (France) ; M. le Docteur Stephen Smith (Etats-Unis) ; M. Ragosine (Russie) ; Turkhan Bey et Nouri Pacha (Turquie).

La Commission, s'étant réunie la veille pour constituer son bureau, a élu pour son président M. le Professeur Brouardel (France) et a nommé comme rapporteur M. Yacovlew (Russie).

M. Barrère (France) fait connaître que M. le Professeur Brouardel ne pouvant, par suite d'indisposition, se rendre à la séance l'a prié de vouloir bien présider à sa place la Commission.

M. le Président croit utile, pour fixer l'objet des délibérations de la Commission, de donner une nouvelle lecture du passage du rapport de M. Proust relatif à la protection du golfe Persique.

M. le Professeur Proust (France) rappelle que le point fondamental est d'empêcher les provenances des Indes et de l'Extrême-Orient de remonter le Chat-el-Arab.

Trois moyens ont été proposés pour arriver à ce résultat :

1^o Installation d'un lazaret à Bassorah : cet emplacement un peu éloigné des embouchures du fleuve rendrait possibles, sur son cours inférieur resté libre, des communications dangereuses.

2^o Etablissement d'un lazaret flottant susceptible d'être transporté de l'embouchure à Bassorah : ce système pourrait avoir des inconvénients en cas de mauvais temps, crues ou intempéries.

3^o Installation à Faô d'un lazaret qui présenterait l'avantage de s'opposer aux provenances suspectes venant à la fois de Turquie et de Perse.

M. Yacovlew (Russie) insiste sur ce point qu'il n'existe aucune surveillance sanitaire sur la rive persane et que les pèlerins et marchandises débarquant à Mohammerah gagnent ensuite Bassorah. Pour parer à ce danger, M. Yacovlew préconise, suivant un projet étudié par le Conseil supérieur de santé de Constantinople, l'établissement d'un lazaret flottant facile à déplacer suivant les besoins et susceptible d'être utilisé rapidement même en cas d'apparition du choléra du côté de Bagdad. Il ajoute que, d'après certains renseignements topographiques, la partie de la côte où se trouve situé Faô est constituée par un sol vaseux, devant rendre le débarquement presque impossible et, à plus forte raison, incapable de supporter des constructions de quelque consistance.

M. le docteur Mordtmann (Allemagne) fait remarquer qu'en cas d'importation du choléra dans la Mésopotamie, l'éclatement ne se fait pas d'abord à Bassorah, mais dans la tribu des Montefik, dans les villes de Nassvie, Souk-el-Chiouxh, Chatra, où elle a pour cause la contrebande des chevaux pratiquée sur la côte orientale de l'Arabie. Cette côte exigerait également une surveillance spéciale.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) appelle à son tour l'attention sur un mémoire relatif à la propagation du choléra qui a été annexé au procès-verbal de la séance plénière du 13 février. Il donne lecture d'un extrait de ce rapport concernant le golfe Persique et le projet d'éta-

blissement de lazarets sur ses rives. Il ajoute, en se référant à la question soulevée par M. Mordtmann, que le pèlerinage et le transport des cadavres dans les Lieux-saints de l'Irak-Arabi, passant par Kirmanschah, Bagdad, Hunekine, etc., devraient être également pris en sérieuse considération, à cause des dangers qu'ils présentent. Il donne lecture des passages du mémoire précité qui s'y rapportent.

M. de Schœn (Allemagne) estime qu'il serait intéressant de connaître, sur l'état de la question, les dernières délibérations prises par le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

Turkhan Bey (Turquie), pour répondre à cette demande, donne lecture à la Commission de la note ci-après :

« Mon Gouvernement a décidé, sur le rapport du Conseil sanitaire, d'adopter dans le golfe de Bassorah les mesures suivantes :

« 1^o L'établissement à Fao d'un grand lazaret où les navires se rendant dans le Chat-el-Arab auront à subir la quarantaine ;

« 2^o La construction dans une des îles aux environs de Bassorah d'un plus petit lazaret pour les provenances persanes et pour les bâtiments qui, entrant dans le Chat-el-Arab à destination de Mohammerah ou des autres localités de la Perse sur le Chat-el-Arab, ne voudraient pas faire leur quarantaine dans le lazaret de Fao ;

« 3^o La création, à Koweit, d'un poste d'observation sanitaire.

« Comme cependant ces mesures resteraient sans effet si les navires à destination de Mohammerah et autres localités persanes ne venaient pas faire les dites quarantaines dans un de ces lazarets, le Gouvernement Impérial se verrait dans l'obligation de considérer les provenances persanes comme contaminées et de les traiter comme telles

« Il faut donc que la Perse s'engage à prendre des mesures pour se préserver contre le danger des épidémies et à ne pas accepter dans ses ports les bâtiments qui n'auraient pas purgé la quarantaine dans un des lazarets précités. »

M. de Schœn (Allemagne) indique à son tour que, d'après les renseignements qu'il a reçus de son Gouvernement, une entente se serait en effet établie entre le Conseil supérieur de santé de Constantinople et la Sublime Porte pour l'établissement d'un lazaret à Fao. Aucune décision n'aurait été prise pour déterminer si ce lazaret devait être fixe ou flottant. Il ajoute que les navires seraient même accompagnés de gardes sanitaires depuis l'embarquement du Chat-el-Arab jusqu'à Bassorah pour empêcher toute communication, soit avec la navigation du fleuve, soit avec la rive persane.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) expose à son tour les grandes difficultés qu'a rencontrées la mission technique envoyée par le Conseil de santé de Constantinople. Le défaut de consistance du sol et l'absence de mouillage paraissent rendre nécessaire l'installation d'un lazaret flottant. En outre la surveillance de la contrebande, très active sur ce point, nécessiterait pour être réellement efficace l'entente des Gouvernements turc et persan.

Pour M. le Professeur Proust (France), l'installation de postes sanitaires à créer dans le golfe Persique est une question à la fois locale et technique, présentant des difficultés particulières. Il signale l'intérêt qu'il y aurait pour la Commission, qui compte dans son sein plusieurs délégués du Conseil supérieur de santé de Constantinople, à connaître l'opinion particulièrement compétente de chacun de ces délégués sur les décisions à prendre.

M. le Président pense que le moyen le plus pratique serait à cet égard de constituer une Sous-Commission qui serait composée, outre des délégués du Conseil supérieur de santé de Constantinople, des représentants des Gouvernements ottoman et persan. Cette commission serait chargée d'élaborer un travail préliminaire qui serait ensuite soumis à la Commission dans sa prochaine réunion.

Cette motion est adoptée.

Sur une observation faite par M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne), et pour préciser l'objet spécial sur lequel devra porter l'étude de la Sous-Commission, M. le Professeur Proust rappelle que la protection du golfe Persique, qui s'applique d'une manière générale à toute la navigation, soulève trois questions :

La première consiste à déterminer les points sur lesquels seront examinées les provenances suspectes. C'est cette première question que doit élucider la Sous-Commission.

Les deux autres questions concernent le régime applicable aux provenances visées et les autorités chargées de faire exécuter les mesures sanitaires, soit en Turquie, soit en Perse.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) signale de nouveau l'intérêt que présenterait pour la solution de ces questions l'entente des Gouvernements ottoman et persan.

M. le Docteur Moïn-ol Atebba (Perse), bien que n'ayant pas encore reçu les instructions du Gouvernement du Schah, croit pouvoir déclarer dès maintenant que la Perse s'associera aux mesures recommandées par la Conférence, autant pour la protection de son territoire que dans un but d'humanité. Un poste sanitaire pourrait être notamment créé à Kirmanschah.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) prend acte de cette déclaration.

En conséquence, M. le Président rappelle que la Commission ne pourra continuer ses travaux qu'après qu'elle aura entendu le rapport de sa Sous-Commission. Cette Sous-Commission se réunira immédiatement.

Sur la demande de plusieurs des membres qui la composent, M. le Professeur Proust est prié de prendre part également à ses délibérations.

La prochaine réunion de la Commission est fixée à samedi, neuf heures et demie.

La séance est levée à onze heures.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,
Paul Roux.
De SOUSSAY.

Procès-verbal n° 2. — Séance du samedi 17 février 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à dix heures.

Étaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission.

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Karlinski (Autriche-Hongrie) ; M. Ragosine (Russie) ; Turkhan Bey et Nouri Pacha (Turquie).

M. le Président donne la parole à M. Yacovlew (Russie) pour la lecture du rapport que ce Délégué a été chargé de présenter sur les conclusions adoptées par la Sous-Commission en ce qui concerne la détermination des points du golfe Persique où devront être examinées les provenances suspectes.

Rapport de M. Yacovlew sur les stations sanitaires à établir dans le golfe Persique.

« La Sous-Commission chargée de l'étude préalable de la surveillance sanitaire à établir dans le golfe Persique s'est réunie le 15 février 1894. Elle était composée, sous la présidence de M. le professeur Proust (France), de MM. le docteur Moritzmann (Allemagne), le docteur Hagel (Autriche-Hongrie), le docteur Vafiadès (Grèce), les docteurs Moïn-el-Vetbba et Khalil Khan (Perse), Yacovlew (Russie), Bonkowski Pacha et le docteur Hamdi Bey (Turquie).

« Après un aperçu général plein d'intérêt présenté par M. Proust sur la topographie peu connue du golfe Persique, la Sous-Commission a pris connaissance de la partie du rapport de la Commission des lazarets fait au Conseil supérieur de santé à Constantinople le 12/24 octobre 1893, qui traite de la question du lazaret de Bassorah. Ce rapport était ainsi conçu :

« La Commission rappelle que, l'année dernière, le Conseil supérieur de santé avait chargé une Commission technique composée du Caïmakan du génie, Djelmal Bey, de Latif Effendi, commandant du croiseur *Sukir*, tous deux désignés par le Gouvernement, ainsi que du docteur Lubicz, Inspecteur sanitaire de Bagdad, pour aller étudier sur place le choix d'un emplacement pour la création d'un lazaret permanent. Les instructions du Conseil étaient que cet emplacement devait être situé, autant que possible, soit à l'embouchure du Chat-el-Arab, soit dans les environs ou sur les îlots en évitant de remonter le fleuve, autant que possible vers Bassorah. Malheureusement les conditions du sol des deux rives du Chat-el-Arab étant partout les mêmes, c'est-à-dire point de sol d'autre nature que d'alluvion extrêmement poreux, ne permettant aucune construction solide et comme tel présentant de très grands dangers pour l'établissement d'un lazaret devant recevoir principalement des provenances cholériques, la Commission pense que l'établissement d'un lazaret flottant fait sur des chalands isolés les uns des autres, faciles à déplacer suivant les besoins du service, remplirait mieux le but que l'on se propose.

« Cependant, la Commission est d'avis que la création d'un établissement semblable dans ces parages et en vue de la prophylaxie commune reste subordonnée à la participation et à la coopération de la Perse. En effet, ce lazaret, malgré tout ce que l'on pourrait y faire, ne saurait donner des résultats satisfaisants, que si l'on peut intéresser le Gouvernement persan et obtenir de lui l'établissement d'une surveillance sanitaire active sur le Karoun et à Mohammerah, sans laquelle toute quarantaine à Bassorah deviendrait illusoire. La Perse doit surtout empêcher le débarquement des passagers et des marchandises suspectes à Mohammerah, d'où ils entrent en toute liberté à Bassorah, Bagdad et autres localités de la Mésopotamie. En résumé, la Commission est convaincue que, pour sauvegarder les intérêts sanitaires des deux pays, il est absolument nécessaire qu'une entente ait lieu au préalable à ce sujet entre les deux gouvernements intéressés.

« La Commission est donc d'avis que, pour que ce lazaret puisse répon-

dre entièrement aux exigences du service, il doit être établi de manière à pouvoir donner abri à six cents quaranténaires et il sera composé comme suit :

« 1° Quatre chalands pouvant abriter 150 passagers chacun. Les dimensions de chacun de ces chalands seront de 40 mètres de longueur sur 8 mètres de large et 2 mètres de profondeur, devant offrir 4 mètres cubes d'espace au minimum pour chaque quarantenaire ;

« 2° Un chaland devant servir au personnel. Dimensions : 25 mètres de long sur 6 mètres de large et 2 mètres de profondeur ;

« 3° Un chaland de 40 mètres de long sur 8 mètres de large et 2 mètres de profondeur, devant servir de magasin pour les marchandises ;

« 4° Un chaland de 25 mètres de long sur 6 mètres de large et 2 mètres de profondeur, devant servir pour l'installation d'une cuve à désinfection ;

« 5° Un chaland de 40 mètres de long sur 8 mètres de large et 2 mètres de profondeur, devant servir à l'installation d'un hôpital pour les maladies communes et pouvant offrir dix mètres cubes d'espace à chaque malade.

« Les chalands dont il est question, bien qu'ils doivent être construits pour tenir la mer, doivent avoir la forme de barques comme celles usitées dans le Chat-el-Arab. Leur aménagement doit être complet : logement suivant la saison, cuisines, lieux d'aisances et bains.

« Quant à ce qui concerne l'hôpital pour les cholériques, la Commission propose qu'un emplacement de 100 mètres carrés situé au bord du fleuve doit être comblé pour l'installation d'un ou plusieurs sérifs en cas de nécessité.

« Pour couvrir les frais de cette installation, la Commission pense qu'il faudrait demander au Gouvernement Impérial un crédit de 20.000 livres turques. Cependant, elle fait observer qu'il se pourrait qu'à l'adjudication cette somme fût diminuée. »

« M. le Docteur Mordtmann, Délégué d'Allemagne, a donné ensuite lecture de la lettre de S. E. le Grand Vizir en date du 22 janvier dernier, dont voici le texte :

« Te-kéré Grand-Viziriel adressé à S. Exc. le Ministre des Affaires Etrangères, en date du 22 janvier 1894, et soumis au Conseil supérieur de santé, dans sa séance du 15/27 janvier 1894.

« Un Iradé Impérial a prescrit de construire et de compléter le lazaret de Bassorah, qui n'existe pour ainsi dire plus, de le pourvoir de tous les objets nécessaires et de porter à un nombre convenable le personnel sanitaire, afin que les voyageurs contaminés venant des Indes y soient soumis à la quarantaine, que les mesures quaranténaires de rigueur soient adoptées, sans que rien soit négligé de tout ce qui est propre à rendre impossible la propagation du choléra dans l'Empire. L'Iradé ajoutait que cette organisation devait être réalisée d'urgence et sans aucune perte de temps. Ayant transmis cet Iradé à Votre Excellence, j'ai reçu en réponse un tekéré qui a été lu avec le rapport y annexé en séance du Conseil des Ministres. Ce rapport déclarait que, suivant un mémoire présenté par la mission spéciale envoyée précédemment dans ces parages pour choisir un endroit convenable à l'effet d'ériger un lazaret à Bassorah, ce lazaret devrait être établi autant que possible à l'embouchure du Chat-el-Arab, ou bien à proximité de cette embouchure ou bien encore sur l'un des îlots avoisinants. Or, la constitution du terrain dans cette localité n'étant pas propre à l'érection sur ce littoral d'une bâtisse présentant les conditions de

solidité voulues, on pourrait atteindre le même but en établissant un lazaret flottant, composé de chalands que l'on pourrait déplacer facilement suivant les exigences du service et qui seraient placés séparément les uns des autres. D'ailleurs la participation et l'assistance du Gouvernement persan sont nécessaires pour procéder aux mesures d'hygiène par la construction d'un tel lazaret. Le *teskéré* de Votre Excellence portait que cette opinion de la mission spéciale était partagée par le Conseil de santé.

« Il est certes de toute importance d'étudier les mesures propres à empêcher l'introduction du choléra dans l'Empire par la voie du golfe de Bassorah, comme aussi de mettre ces mesures en application le plus tôt possible. Or, soit qu'on érige un lazaret en pierre sur la terre ferme, à Fao, qui forme l'embouchure du Chat-el-Arab, comme il est indiqué, soit qu'on en construise un sur des chalands, comme le propose le Conseil de santé, il faudrait, dans l'un et l'autre cas, attendre longtemps jusqu'à l'achèvement d'un tel établissement. D'un autre côté, ainsi qu'il est dit dans le rapport de la Commission envoyée sur les lieux par le Conseil de santé, il est difficile de trouver dans ces parages un terrain solide, eu égard à la nature du territoire, comme il est impossible de savoir à quelle profondeur on pourrait trouver un bon terrain. Il faudrait dès lors consentir des frais qui dépasseraient éventuellement de beaucoup les 20.000 livres dont la dépense est indiquée comme nécessaire, sans même être sûr d'arriver à un résultat au cas où toute cette dépense serait faite. D'autre part, la construction d'un lazaret sur plusieurs chalands rendrait excessivement difficile le service d'ordre et d'administration ; de plus, en cas de tempête, ces chalands pourraient s'éloigner du côté de la mer et par conséquent les avantages qu'on se propose d'obtenir au point de vue de l'hygiène ne seraient pas réalisés. Par contre, il serait plus pratique de construire des baraques, connues sous le nom de *chérifés*, dont les avantages sont énumérés dans le rapport de l'Inspecteur sanitaire, suivant les dimensions et les proportions voulues ; les planchers seraient, d'après les indications du rapport, en tuiles, avec tous les dispositifs nécessaires en bois. On pourrait dans ce cas organiser immédiatement le service de la contumace. Si plus tard l'expérience venait à démontrer que ces baraques sont insuffisantes pour répondre aux exigences du service, on pourrait les démolir et établir un lazaret flottant, conformément à la proposition du Conseil de santé. Enfin, il serait facile de détruire par le feu les baraques où le choléra aurait éclaté au lieu de se borner à leur désinfection. Le Conseil des Ministres a donc été d'avis de procéder : 1° à la construction immédiate de baraques de ce genre en nombre suffisant à Fao, suivant la décision du Conseil de santé, pour organiser sur-le-champ le service quarantenaire ; 2° à l'installation d'un poste d'observation sur l'une des deux îles de Selahyé ou Yilanîé, situées près de Bassorah, contre les petits caïks pouvant traverser le Karoun et les provenances de Mohammerah ; 3° à l'établissement de postes militaires sur des points convenables de la frontière persanne du côté de Mohammerah, par la voie de terre, afin que ceux qui ne seraient pas munis de certificats des agents sanitaires ottomans, constatant leur état inferme, ne soient pas admis sur notre territoire. — A cet effet, un arrangement est recherché actuellement avec le Gouvernement persan. Le Conseil a en conséquence décidé d'inviter le Département de Votre Excellence à faire examiner ce projet par le Conseil de santé, afin de savoir s'il répond au but visé, et à faire connaître le résultat au plus tôt ».

« Après un échange de vues sur le point de savoir si le lazaret à créer devait être un lazaret flottant ou un lazaret stable, la majorité des membres s'est prononcée en faveur du lazaret stable à terre à Fao.

« M. le Docteur Hagel, délégué austro-hongrois, qui était d'abord contraire à cette opinion, s'y est ensuite rallié.

« Le Rapporteur de la Sous-Commission n'a pas pu partager la manière de voir de ses honorables collègues. Selon lui, ce lazaret devrait être flottant pour être facilement déplacé. On pourrait le mettre soit devant Fao, soit devant l'entrée du canal Hafar, ou encore, le cas échéant, en détacher une partie formant un lazaret fluvial temporaire près de Bagdad pour protéger l'intérieur de ce pays contre le choléra du vilayet de Bassorah.

« M. le Docteur Mordtmann a attiré l'attention de la Sous-Commission sur un autre fait d'un grand intérêt. Le programme de M. le Professeur Proust a indiqué une fissure par laquelle le choléra peut s'introduire dans ces parages : il s'agit de la baie Koweit, où se fait sur une grande échelle la contrebande des chevaux.

« La Sous-Commission a pris ce fait en sérieuse considération et a jugé nécessaire de créer un poste de surveillance sanitaire à Koweit.

« Un poste analogue serait installé à Bender-Abbas.

« A Bender-Bouchir, une surveillance semblable doit être exercée en cas de nécessité pour assurer la visite médicale des bateaux.

« Mais l'office principal persan doit être, selon l'avis de la Sous-Commission, à Mohammerah.

« M. le Docteur Vafiadès a exprimé l'avis qu'il suffit d'installer à Mohammerah un simple poste de surveillance qui renverrait à Fao les bateaux cholériques.

« MM. les Délégués persans ont déclaré que leur Gouvernement n'y verrait aucun obstacle.

« Cette proposition a été adoptée par tous les membres.

« En poursuivant son examen, la Sous-Commission a trouvé nécessaire d'avoir un poste de surveillance sanitaire à Menama, chef-lieu des îles Bahrein, et a émis le vœu d'avoir un agent analogue à Mascate.

« Turkhan Bey a fait observer que le rapport du Conseil supérieur de santé, sur lequel le Gouvernement ottoman a basé sa décision concernant les mesures prophylactiques à prendre dans le golfe Persique, ne mentionne pas ces deux derniers points. Aussi se croit-il obligé d'en référer à la Sublime-Porte.

« La Sous-Commission a, enfin, émis le vœu d'avoir un agent sanitaire à Gwadar (en Bérouchtistan) pour renseigner le Conseil supérieur à Constantinople sur l'état de la santé de ce pays. »

La discussion est ouverte sur les conclusions du rapport de la Sous-Commission.

Bonkows-ki Pacha (Turquie) déclare que la désignation d'un agent sanitaire à Gwadar peut paraître une excellente mesure, mais que la Délégation ottomane ne saurait y donner son adhésion avant d'en avoir référé à son Gouvernement.

M. le Professeur Proust (France) croit devoir résumer de la manière suivante les conclusions votées par la Sous-Commission, ces conclusions comportant l'installation d'un lazaret et de plusieurs postes sanitaires :

1. Sur la côte ottomane :

1° A Fao : lazaret sur terre ferme avec service sanitaire complet ;

2° Dans l'une des deux îles Selahyé ou Yilanié, situées en face de Bassorah : poste sanitaire dont l'emplacement définitif n'a pas encore été fixé par le Gouvernement turc ; ce poste assurerait la surveillance des individus venant de Perse qui auraient échappé à la visite de Fao ;

3° A Bassorah : poste sanitaire ;

4° A Koweit, à l'ouest du golfe : poste sanitaire destiné à surveiller, d'une part, le trafic spécial auquel donne lieu la contrebande des chevaux du Yémen et, d'autre part, le transport, par cette voie, des cadavres amenés par les pèlerins ;

5° A Menama, dans l'île Bahrein : poste sanitaire.

II. Sur la côte persane :

1° A Bender-Abbas : poste sanitaire ;

2° A Bender-Bouchir : poste sanitaire ;

3° A Mohammerah : poste sanitaire placé en face le Karoun et le Chat-el-Arab ; pour ce dernier poste, ou bien le Gouvernement persan installerait un petit lazaret spécial pour les provenances de la côte persane, ou bien, par suite d'une entente avec le Gouvernement ottoman, ces provenances seraient renvoyées au lazaret de Fao. Il n'y aurait alors qu'un seul établissement bien doté, qui réaliserait, tant au point de vue sanitaire que sous le rapport économique, la solution la plus favorable.

III. Deux autres postes de même nature pourraient enfin être créés à Mascate, territoire d'Oman, et à Gwadar, au sud du Béloutchistan, en vue de signaler et de diriger, le cas échéant, sur Fao les navires contaminés.

Sur la demande de M. le Docteur Thorne Thorne, M. Proust précise ce que l'on doit entendre par poste sanitaire : ce poste est constitué par la présence d'un agent spécial, médecin, chargé de se rendre à bord des navires, d'en constater les conditions sanitaires par l'examen des livres et des passagers et de décider en conséquence si ces navires doivent être admis en libre pratique ou dirigés sur un lazaret.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) fait remarquer que le service ainsi organisé est l'équivalent de ce qui existe dans les ports anglais : c'est ce qu'il voudrait voir fonctionner dans tous les ports du monde.

Pour ce qui concerne l'installation d'un lazaret à Fao, M. le Docteur Thorne Thorne insiste pour savoir si l'un des membres de la Commission a visité cet emplacement. L'absence de mouillage, le défaut de consistance du sol, l'absence d'une eau potable, l'existence des fièvres pernicieuses constituent de graves objections. Les renseignements fournis jusqu'ici paraissent insuffisants pour fixer l'opinion de la Commission.

M. Proust (France) répond qu'aucun membre de la Commission n'a en effet été appelé à visiter l'emplacement du Chat-el-Arab, mais que la Commission s'est prononcée d'après le rapport de la mission spéciale, composée d'ingénieurs et de médecins, qui a été envoyée par le Conseil supérieur de santé de Constantinople pour déterminer le point où devrait être installé un lazaret. M. Proust a indiqué dans la précédente séance les trois solutions qui s'étaient trouvées en présence : lazaret sur terre ferme à Bassorah ; lazaret flottant pouvant être mobilisé suivant les circonstances sur le Chat-el-Arab ; lazaret fixe à Fao. Cette troisième solution a été adoptée, en dernier lieu, par le Conseil supérieur de santé après une discussion approfondie. Le lazaret à créer serait composé de baraques très légères.

suffisantes pour loger les pèlerins, faciles à détruire et à remplacer après les quarantaines.

M. Proust fait observer qu'il est indispensable de débarquer les cholériques et de les isoler : si l'installation d'un lazaret à Fao ne répond pas, à cet égard à tous les desiderata, c'est du moins la solution qui a paru la moins mauvaise. Les objections faites contre le projet de lazaret flottant reposent sur la fréquence des gros temps et sur l'importance de la marée dans ces parages.

Turkhan Bey (Turquie) affirme à son tour que le choix de Fao n'a eu lieu qu'après une sérieuse étude de la question.

M. Yacovlew (Russie) rappelle que la Sous-Commission du Conseil de santé de Constantinople s'était prononcée pour le lazaret flottant en raison du fond vaseux de la côte.

M. le Docteur Mordtmann (Allemagne) fait connaître que l'objection tirée du sol visait l'établissement de constructions en pierres ou en matériaux lourds : elle n'a plus sa raison d'être s'il s'agit de constructions légères (*chérifé*) présentant de grands avantages au point de vue de la facilité de désinfection.

Pour ce qui est de l'absence d'eau potable, le même inconvénient se retrouve à Tor, en Arabie, et, en général, sur toutes les côtes : on y remédie par l'emploi de machines distillatoires. Le lazaret flottant a été considéré, au contraire, par la plupart des membres du Conseil supérieur présents ici comme devant être repoussé principalement par le motif que ce genre de navire est très difficile à désinfecter ; à défaut d'un personnel sanitaire très compétent et très consciencieux, il est pour ainsi dire impossible d'y détruire les germes du choléra une fois qu'ils y ont été implantés. Ce sont les mêmes raisons qui ont fait rejeter, par la Sublime Porte, l'établissement d'un ponton-lazaret à Cavack, sur le Bosphore.

M. le Docteur Mordtmann ajoute que des capitaines de navires ont également pris part à l'enquête entreprise par le Conseil de santé de Constantinople : dans leur opinion il ne semblerait pas impossible de remédier aux inconvénients du mouillage et, d'ailleurs, ces inconvénients seraient les mêmes en cas de lazaret flottant dont l'instabilité pourrait être, en outre, une gêne pour la navigation maritime.

M. de Schœn (Allemagne) demande s'il n'existe pas un fortin à Fao.

Bonkow-ki Pacha (Turquie) répond affirmativement et ajoute qu'il y a également une station télégraphique.

M. le Président croit devoir conclure de cette discussion que, malgré certains désavantages de la position, la création d'un lazaret à Fao paraît être la solution la plus favorable : les raisons exposées par M. le Docteur Mordtmann la justifient pleinement.

M. de Giers (Russie) pense qu'on pourrait concilier le choix d'un emplacement à l'embouchure du Chat-el-Arab avec les craintes exprimées sur le mouillage de Fao, en adoptant dans les conclusions de la Sous-Commission une rédaction moins limitative. D'après des renseignements susceptibles d'être contrôlés, il existerait, en effet, à trois milles environ de Fao, un mouillage plus satisfaisant. Il suffirait de dire que le lazaret doit être installé « à Fao ou à proximité de ce point ».

Cette motion rallie les suffrages de la Commission.

M. le Docteur O. Shake-peare (Etats-Unis) demande si la Sous-Commission a étudié d'une façon spéciale la question d'établissement au Ras-Mesandoum (Oman) d'une grande station sanitaire qui serait placée sous

un contrôle international et assurerait la protection complète du golfe Persique.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) fait observer que la surveillance pratiquée sur ce point laisserait en dehors les caravanes persanes se rendant par terre en Turquie.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) envisage comme bien préférable le système proposé par la Sous-Commission qui présente, à son avis, l'avantage de créer, dans le plus grand nombre possible de ports, un noyau de service sanitaire tel qu'on ne saurait trop en souhaiter la généralisation.

M. le Président fait d'ailleurs remarquer que, sur la solution proposée par M. le Docteur Shakespeare, la Commission ne possède aucun commencement d'information : ce serait une étude complète à entreprendre. M. Barrère propose de voter, quant à présent, sur les conclusions présentées par la Sous-Commission et d'examiner ensuite si la proposition de M. le Docteur Shakespeare doit être admise à titre de vœu.

Les Conclusions de la Sous-Commission, avec la réserve introduite, sur l'avis de M. Giers, en ce qui concerne l'emplacement du lazaret à créer à Fao ou aux environs, sont adoptées à l'unanimité.

Ces conclusions établissent de la manière suivante les points sur lesquels devront être installés les lazarets ou postes sanitaires destinés à assurer la protection du golfe Persique :

- 1° à Fao ou à proximité de ce point : lazaret sur terre ferme ;
- 2° sur l'une des deux îles Selahyé ou Yilanîé situées en face de Bassorah : poste sanitaire ;
- 3° à Basorah : poste sanitaire ;
- 4° à Koweït : poste sanitaire ;
- 5° à Menama, dans l'île Bahrein : poste sanitaire ;
- 6° à Bender-Abbas : poste sanitaire ;
- 7° à Bender-Bouchir : poste sanitaire ;
- 8° à Mohammerah : lazaret spécial ou poste sanitaire ;
- 9° à Mascate : poste sanitaire ;
- 10° à Gwadar, au sud du Béloutchistan : poste sanitaire ;

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis), sur l'invitation de M. le Président, formule ensuite sa proposition de la manière suivante :

« Examiner s'il est possible d'établir une grande station sanitaire semblable à celle de Camarau sur l'une ou plusieurs des îles du Ras-Mesandoum, aux frais des nations contractantes et sous un contrôle international, pour la surveillance à l'entrée du golfe Persique de tout navire portant des pèlerins ou autres personnes susceptibles d'importer le choléra des Indes. »

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) considère cette proposition comme de nature à annihiler dans une mesure fâcheuse les bons effets qu'on est en droit d'attendre des conclusions présentées par la Sous-Commission. L'éventualité de la création à l'entrée du golfe Persique d'un grand établissement sanitaire nuirait incontestablement à l'installation des autres postes qui viennent d'être décidés, et, d'autre part, personne n'ignore les difficultés que rencontrerait dans de telles conditions la réalisation d'une entente internationale ainsi que les objections et les retards que soulèverait le règlement des dépenses. Malgré son regret de se trouver en contradiction avec son honorable collègue des Etats-Unis, M. le Docteur Thorne

Thorne se voit forcé de combattre la mesure proposée par M. le Docteur Shakespeare.

M. le Président s'associe aux observations de M. le Docteur Thorne : il pense avec lui que la Commission a fait œuvre solide en votant les conclusions de sa Sous-Commission et que ce serait l'infirmier que d'introduire à côté d'autres dispositions susceptibles d'en restreindre ou d'en retarder les effets.

En faveur de ces considérations et dans l'intérêt de l'œuvre poursuivie, M. Barrère propose à M. le Docteur Shakespeare de vouloir bien accepter que sa proposition soit seulement reproduite à titre de vœu au procès-verbal de la séance avec les observations auxquelles elle a donné lieu.

M. le Docteur O. Shakespeare adhère à cette demande, tout en faisant ressortir l'intérêt que présenterait au moins l'établissement d'un poste de surveillance sanitaire sur le point qu'il a indiqué.

M. Proust, fait connaître, d'après un entretien qu'il vient d'avoir à ce sujet avec ses collègues de Perse, qu'il n'existerait aux environs du Ras-Mesandoun aucun mouillage sérieux et que, par suite, la création grand lazaret y serait impossible.

Ces renseignements sont confirmés par MM. les Délégués de Perse.

M. le Docteur Devaux (Belgique) croit devoir spécifier que l'insertion au procès-verbal de vœu formulé par M. le Délégué des Etats-Unis sans avoir fait l'objet d'un vote spécial ne saurait impliquer l'adhésion des membres de la Commission.

Sous le bénéfice de cette réserve, qui est de droit, M. le Président déclare, avec l'assentiment de la Commission, que la proposition de M. le Docteur Shakespeare sera insérée au procès-verbal à titre de vœu.

M. le Président annonce ensuite que la Commission doit aborder maintenant la seconde question relative à la protection du golfe Persique, celle du régime applicable aux bateaux. Il propose d'en confier l'examen préalable à une Sous-Commission technique composée des délégués du Conseil supérieur de santé de Constantinople et des membres médecins de la Conférence. Cette Sous-Commission fera connaître le résultat de son étude dans la prochaine réunion de la Commission qui est fixée, à cet effet, à mardi prochain, à neuf heures et demie.

La séance est levée à onze heures et demie.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,
Paul ROUX.
De SOUSSAY.

Procès-verbal n° 3. — Séance du mardi 20 février 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. le Docteur Shakespeare (Etats-Unis), de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt (Danemark), de M. le Professeur Brouardel (France) et de M. Due (Suède et Norvège).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Karliński (Autriche-Hongrie) ; M. le Baron Beyens (Belgique) ; M. le Docteur Stephen Smith (Etats-Unis) ; M. Barrère et M. le Professeur Proust (France) ; M. Phipps (Grande-Bretagne) ; M. Ragosine (Russie) ; Turkhan Bey et Nouri Pacha (Turquie) ; Achmed Pacha Choukry et M. Miéville (Égypte).

M. le Président donne la parole à M. Yacovlew, Rapporteur, pour faire connaître le texte des dispositions votées par la Sous-Commission technique en ce qui concerne le second point du programme relatif à la protection du golfe Persique : Régime sanitaire applicable aux provenances maritimes.

Ces dispositions sont ainsi conçues :

Est considéré comme infecté le navire qui a du choléra à bord ou qui a présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme suspect le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme indemne, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires infectés sont soumis au régime suivant :

1° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;

2° Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;

3° Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'Autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

Les navires suspects sont soumis aux mesures ci-après :

1° Visite médicale :

2° Désinfection : le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'Autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés ;

3° Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il est recommandé de soumettre l'équipage et les passagers à une observation de cinq jours à compter de la date à laquelle le navire a quitté le port de départ.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raison de service.

Les navires indemnes seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'Autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

Il est recommandé de soumettre les passagers et l'équipage à une observation de cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raison de service.

Il est entendu que l'Autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire au port de départ.

L'Autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires à pèlerins ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine (voir Annexes de la Convention sanitaire de Dresde, titre IV).

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'Autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

1° Isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;

2° Evacuation de l'eau de la cale, après désinfection ;

3° Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'Autorité locale.

A la suite de cette lecture, M. Yacovlew fait connaître que les membres de la Délégation ottomane qui ont participé aux travaux de la Sous-Commission ont déclaré s'abstenir de voter les conclusions ci-dessus. Ils ont indiqué que le Gouvernement impérial ottoman entend appliquer dans les lazarets et les postes sanitaires à établir dans le golfe Persique les mesures quaranténaires qui sont actuellement en vigueur à Camaran et dans la mer Rouge, conformément au règlement adopté par le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

M. le Professeur Proust (France) fait ressortir et explique les modifications qui ont dû être apportées, en ce qui concerne les navires suspects et indemnes, aux dispositions votées par la Conférence de Dresde. D'après ces dispositions, les navires en question doivent recevoir immédiatement libre pratique lorsque la durée de la traversée a été de cinq jours ; dans le cas où il se serait écoulé moins de cinq jours depuis le départ, les personnes débarquées seraient astreintes à une visite sanitaire dans les lieux où elles se rendent pendant le temps nécessaire pour compléter cette période ; les autorités locales doivent être ainsi mises à même de connaître aussitôt le premier cas de choléra qui viendrait à se produire et d'empêcher par les mesures appropriées la formation d'un foyer.

De telles dispositions, extrêmement libérales si on les compare aux anciennes restrictions quaranténaires, n'étaient pas applicables dans le golfe Persique en raison des conditions locales qui ne permettent évidemment pas la surveillance des voyageurs une fois débarqués. On a dû remplacer cette surveillance par une observation qui n'excéderait pas cinq jours comptés depuis le point de départ.

La discussion est ouverte sur les conclusions de la Sous-Commission.

Turkhan Bey (Turquie) renouvelle les réserves qu'il a cru devoir formuler au nom de son Gouvernement et qui ont été reproduites ci-dessus par M. Yacovlew.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) déclare accepter les conclusions proposées sous réserve des observations qu'il a faites au sein de la Sous-Commission dans le même sens que la Délégation ottomane.

M. le Docteur Preston H. Bailhache demande que la Commission veuille bien autoriser M. le Docteur Shakespeare, en ce moment absent, à exprimer ultérieurement, au nom de la Délégation des Etats-Unis, son vote, et, s'il y a lieu, les observations dont il jugerait utile de l'accompagner.

Les propositions de la Sous-Commission, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité, sauf par la Délégation ottomane, qui s'abstient, et par celle des Etats-Unis.

M. le Président fait ensuite connaître qu'il reste à aborder le troisième point du programme, ayant pour objet la détermination de l'autorité sanitaire chargée d'appliquer les mesures dans le golfe Persique.

M. le Professeur Proust expose que la Commission a décidé la création de deux lazarets, l'un définitif à Fao ou aux environs, sur territoire ottoman, et l'autre éventuel à Mohammerah, sur territoire persan. Dans le cas où ces deux lazarets seraient effectivement installés, la désignation de l'autorité chargée de présider à leur fonctionnement ne présenterait aucune difficulté, puisqu'ils relèveraient chacun d'un Gouvernement distinct. Mais une autre opinion a été émise, à laquelle s'est ralliée la majorité de la Commission; elle consisterait à ne pas multiplier les lazarets et à n'en créer de préférence qu'un seul concentrant, sous le rapport du personnel et de l'outillage, toutes les garanties désirables. Dans cet ordre d'idées, il suffirait d'établir dans les trois ports persans de Bender-Abbas, Bender-Bouchir et Mohammerah, des postes sanitaires d'où les navires seraient renvoyés, le cas échéant, au lazaret de Fao dans lequel seraient exclusivement pratiqués l'observation, l'isolement et la désinfection. M. Proust ajoute que la solution de cette question lui paraît devoir être comprise au nombre de celles qu'aura à résoudre la Commission spéciale des voies et moyens.

M. le Président ne conteste pas que la question dont il s'agit ne doive rentrer dans les attributions de la Commission des voies et moyens, mais il estime que l'on pourrait, dès maintenant, ouvrir sur ce sujet une sorte de discussion préalable dans laquelle on entendrait volontiers les opinions des différents membres présents, sans que cet échange de vues puisse d'ailleurs préjuger les décisions ultérieures de la Commission spécialement compétente.

M. le Comte de Kufstein (Autriche-Hongrie) dit que, puisque l'établissement d'une autorité spéciale dans le golfe Persique semble rencontrer des difficultés, qu'elle soit indépendante ou placée sous le Conseil de Constantinople, il ne resterait plus que d'avoir recours à une autre idée d'un caractère plus général qui a déjà été soulevée en principe depuis quelque temps. Il existe un Conseil sanitaire à Téhéran qui, il est vrai, ne fonctionne guère. Si l'on envisage la question sous un point de vue plus général et que l'on considère la marche que prend le choléra en allant par Hérat et Kaboul, d'un côté par Bokhara vers le nord, et de l'autre par Mesched vers la mer Caspienne, le Caucase et l'Asie Mineure, on peut bien se demander s'il n'y aurait pas utilité à créer à Téhéran une nouvelle institution centrale

qui serait en même temps l'autorité de laquelle dépendraient les postes du golfe Persique placés sur le territoire persan.

Le Comte de Kuefstein ne veut pas faire une proposition proprement dite, mais seulement reproduire une idée qui pourrait être mise à l'étude.

M. le Président fait observer qu'en présence des considérations qui viennent d'être exposées la question à ré-ouvrir semblerait devoir se dédoubler ainsi : ou bien étendre l'autorité du Conseil de santé de Constantinople dans le golfe Persique, ou bien y adjoindre une autorité nouvelle, spéciale au territoire persan.

D'après M. le Professeur Pagliani, il ne serait pas nécessaire de provoquer une organisation nouvelle si l'on avait la confiance de trouver d'ores et déjà dans le fonctionnement des Conseils de Constantinople et de Téhéran la certitude que les idées défendues dans les Conférences de Venise et de Dresde y seront acceptées et appliquées. Malheureusement il n'en est pas ainsi. M. le Professeur Pagliani ne croit pas, dès lors, qu'on puisse confier à ces autorités la protection du golfe Persique dans les conditions actuelles : pour lui il estime qu'il faut ou créer une autorité nouvelle, ou réformer le Conseil de santé de Constantinople de telle sorte que ses décisions puissent donner toutes les garanties conformes aux principes soutenus et adoptés à Venise et à Dresde.

M. le Président rappelle qu'on se trouve pour la protection du golfe Persique en présence de deux Puissances intéressées : la Turquie et la Perse.

M. le Professeur Proust ajoute qu'il existe une très grande différence entre les Conseils de Constantinople et de Téhéran : le premier dispose, par suite du produit des taxes sanitaires maritimes, de ressources très considérables, dont on ne saurait trouver l'équivalent pour doter le Conseil de Téhéran des moyens d'action nécessaires à l'organisation et au fonctionnement d'un service de surveillance aussi étendu que celui qui a été indiqué par M. le Comte de Kuefstein. Le Conseil de Téhéran se compose d'autorités médicales persanes auxquelles sont adjoints, seulement à titre consultatif, un Délégué du Conseil supérieur de santé de Constantinople et le médecin français attaché à la personne du Schah. Ses réunions sont peu fréquentes. Il serait à souhaiter que le Conseil eût un caractère mixte qui permit aux Représentants des Puissances étrangères de prendre part à ses délibérations et d'intervenir ainsi dans l'application de mesures auxquelles est si directement intéressée la protection sanitaire de l'Europe. C'est d'ailleurs dans ce sens que la Conférence de Vienne en 1874 avait déjà émis un vœu auquel avait adhéré le Délégué du Gouvernement persan.

Actuellement les mesures à prendre vont dépendre des conditions dans lesquelles fonctionnera le service à Fao, suivant que la direction de ces mesures sera exclusivement réservée au Gouvernement ottoman ou qu'elle appartiendra en même temps pour partie au Gouvernement persan : c'est dans cette dernière hypothèse qu'il y aurait lieu d'examiner la question du Conseil de Téhéran.

Turkhan Bey (Turquie) déclare qu'il se propose de répondre, dans la séance plénière qui va être tenue, à quelques unes des critiques formulées par M. le Professeur Pagliani et demande la permission de s'en référer pour le moment à cette déclaration ultérieure.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) indique qu'il a voté l'organisation des postes sanitaires du golfe Persique telle qu'elle a été proposée dans l'espoir de voir inaugurer pour certains ports un système de surveillance qu'il considérerait comme placé entre les mains des autorités

locales. Quant à lui, personnellement, il verrait d'une manière générale des inconvénients à l'intervention d'un nouveau Conseil exerçant un pouvoir central au même titre que celui qui existe déjà à Constantinople. Il ajoute « qu'en ce qui concerne le Conseil de Téhéran » tout est à faire » comme l'a dit précédemment M. le Professeur Proust ». M. le Docteur Thorne Thorne croit d'ailleurs devoir réserver l'opinion de la Délégation anglaise.

M. le Président rappelle qu'il ne s'agit pas de prendre, quant à présent, de décision sur la question, mais seulement d'éclairer par un échange d'observations le vote que sera appelée à émettre plus tard la Commission des voies et moyens :

M. de Giers (Russie) tient à constater que le rattachement du service sanitaire du golfe Persique au Conseil de Téhéran constituerait une opération très difficile qui risquerait de rendre inefficace le contrôle à y exercer. Dans les conditions actuelles, l'information des maladies épidémiques signalées dans les ports du golfe Persique est donnée aux légations étrangères par le Conseil supérieur de santé de Constantinople qui en avise son Délégué à Téhéran. Quant à la protection du territoire persan sur les voies de terre, M. de Giers reconnaît volontiers avec M. le Comte de Kuefstein qu'il y a beaucoup à faire, mais c'est une question encore imparfaitement connue qui exige de sérieuses études à entreprendre sur place.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) ne croit pas qu'on puisse repousser l'idée d'un conseil sanitaire à Téhéran en invoquant le fait que la situation serait absolument inconnue, qu'il n'y a pas de projet et que la question des frais n'est pas étudiée. Pour répondre à ces objections, M. le Comte de Kuefstein dépose un mémoire circonstancié qui pourra être utilisé à titre d'information et faciliter l'étude des questions dont il s'agit (1).

M. le Président croit devoir revenir sur l'opinion émise par M. le Docteur Thorne Thorne, d'après laquelle la portée des mesures sanitaires édictées dépend de la constitution et de la compétence des autorités qui sont chargées de les appliquer. M. Barrère tient à exprimer une réserve identique; les mesures en question ne vaudront évidemment que par la manière dont elles seront exécutées; si elles ne devaient pas l'être de façon à donner toutes les garanties désirables, la Délégation française préférerait renoncer à en poursuivre la réalisation.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) a entendu avec beaucoup d'intérêt les observations de M. de Giers. Il estime que les routes des caravanes traversant le Belouchistan et le nord de la Perse appellent une surveillance spéciale qui empruntera à l'ouverture des voies ferrées en projet une importance encore plus grande. Il demande que, si l'on doit créer à Téhéran un Conseil sanitaire spécial, on se préoccupe également de l'organisation dans cette vaste région d'avant-postes sanitaires susceptibles d'empêcher l'importation du choléra par une voie avant tout dangereuse pour l'Europe. C'est un point de vue sur lequel l'attention de la Russie doit être particulièrement sollicitée si la surveillance sanitaire internationale n'y est pas possible. La Russie accepte-t-elle la responsabilité de la surveillance de ces routes qui relient les Indes anglaises et l'Empire russe?

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) fait remarquer que le but principal que poursuit en ce moment la Conférence est la protection du golfe Persique; cette protection est déjà assurée sous l'autorité du Conseil de Constanti-

(1) Ce mémoire, qui a été imprimé à part pour être immédiatement distribué à MM. les Délégués se trouve reproduit ci-après en annexe.

nople : il y a tout avantage à n'avoir à cet endroit qu'un seul lazaret placé, grâce à une entente avec le Gouvernement persan, sous le même contrôle. On a indiqué que la Conférence de Vienne avait déjà demandé en 1874 la création d'un conseil sanitaire à Téhéran. Ce vœu n'a pas été suivi d'effet ; ne serait-il pas à craindre qu'il en soit encore de même cette fois-ci ? Si au contraire, ainsi que l'ont déclaré MM. les Délégués de la Perse dans la première séance de la Commission, S. M. le Schah est disposé à se concerter avec le Gouvernement ottoman pour assurer l'application efficace des mesures prophylactiques aux provenances des Indes, la question semble résolue.

Au lieu de l'existence simultanée de deux lazarets susceptibles d'imposer au commerce des entraves supplémentaires résultant d'une inégalité de traitement, la Perse n'aurait-elle pas tout profit à s'en remettre du soin d'exécuter les mesures sanitaires à l'établissement voisin installé à Fao avec le concours d'un personnel expérimenté et outillé ? Ce service fonctionnerait, comme à Glazomène et à Camaran, sous le contrôle et la responsabilité, qui sont naturellement indiqués, du Conseil supérieur de santé de Constantinople.

M. de Giers (Russie) ne doute pas qu'il n'y ait de sérieux progrès à réaliser en Perse pour y instituer une protection sanitaire efficace, mais la discussion ne pourrait, à son avis, s'engager utilement, quant à présent, sur cette question faute de données suffisamment précises. Il croit devoir ajouter que le Gouvernement russe n'a pas manqué de prendre, pour s'opposer à l'invasion des épidémies par la frontière persane, des mesures très développées dont le texte a reçu d'ailleurs en temps opportun toute la publicité voulue.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) relève l'allusion faite par M. le Docteur Vafiadès relativement au résultat négatif que pourrait avoir le renouvellement du vœu déjà émis en faveur de l'institution d'un Conseil sanitaire à Téhéran. Il se refuse, dit-il, « à accepter un tel horoscope. Il croit, au contraire, que si les Puissances parvenaient à tomber d'accord pour une création de ce genre, l'œuvre se présenterait avec des garanties sérieuses de réalisation et de durée. »

M. le Président pense que l'on peut conclure de l'ensemble des idées qui viennent d'être émises qu'il serait désirable que l'autorité sanitaire chargée de présider à l'application des mesures sanitaires dans le golfe Persique fût unique et qu'à cet effet une entente poursuivie et affirmée au cours même de cette Conférence entre les Gouvernements ottoman et persan permit d'en assurer le succès. Il appartient à la Commission des voies et moyens de proposer une solution définitive.

Après un nouvel échange d'observations générales présentées par M. le professeur Pagliani et M. le docteur Vafiadès, concernant le Conseil de santé de Constantinople et les dispositions adoptées par la Conférence de Dresde, M. le Président demande à M. Yacolew de vouloir bien rédiger un rapport général sur les travaux de la Commission relative au golfe Persique. Ce rapport sera présenté à la Conférence dans une de ses prochaines séances plénières.

La séance est levée à onze heures et demie.

Les Secrétaires,
Paul Roux.
de Soussay.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL N° 3 DE LA COMMISSION RELATIVE
AU GOLFE PERSIQUE

(Document remis par M. le Comte de Kuefstein, premier Délégué
d'Autriche-Hongrie.)

Mémoire sur la question de la réforme sanitaire en Perse.

(Décembre 1893)

I. L'histoire de l'extension du choléra, par terre, depuis sa sphère endémique aux Indes, jusqu'en Europe, à travers la Perse, la mer Caspienne Bakou, Astrakan et le Caucase, en 1830, 1846 et 1892, prouve avant tout que l'épidémie n'a été arrêtée par aucune mesure préventive à la frontière orientale de la Perse. Elle n'a rencontré d'autre obstacle que la barrière naturelle formée au sud-est de cet empire par les steppes du Bélouchistan. Or, il y a entre la Perse et l'Afghanistan un mouvement commercial qui n'est rien moins qu'insignifiant. La valeur des marchandises exportées de la province de Khorassan en Afghanistan dans la période de 1890-1891 s'est élevée au chiffre d'environ 120.162 tomans, ce qui équivaut à peu près à la somme de 372.504 florins d'Autriche-Hongrie. Le chiffre de l'importation d'Afghanistan en Khorassan, durant la même période a été de 151.399 tomans, c'est-à-dire d'environ 469.336 florins d'Autriche-Hongrie. L'importation aussi bien que l'exportation ne s'appliquent pas à des objets précieux, de petites dimensions, mais à des articles volumineux dont le transport s'effectue par de nombreuses caravanes. Il est inutile d'ajouter que ces caravanes — capables au plus haut degré de transmettre la contagion — ne sont arrêtées, au moment de passer la frontière, par aucune mesure sanitaire, par aucune surveillance de police.

L'épidémie peut se propager en Perse aussi facilement qu'elle a pu franchir la frontière. La coutume de n'ensevelir les morts que juste assez profondément pour les mettre à l'abri des oiseaux de proie et des fauves ; l'usage de les transporter longtemps après, lors qu'ils sont en pleine décomposition aux Lieux saints de Perse ou d'Asie Mineure ; l'absence de tout service municipal, chargé dans les villes du nettoyage et de l'arrosage des rues, du transport des déchets de toute sorte, des cadavres d'animaux, etc. ; le fait que l'on puise l'eau potable dans des conduites et des réservoirs non couverts, exposés à toutes les souillures possibles, surtout au mélange avec l'eau sale des bains publics et des blanchisseries, avec l'eau dans laquelle on lave les cadavres ; le manque presque absolu de désinfectants et de médicaments pour ceux qui ont été atteints par la maladie ; le manque de médecins capables ; la circonstance enfin qu'au cours d'une épidémie on laisse les cadavres dans les maisons et même dans les rues, sans sépulture — tous ces faits et bien d'autres encore, facilitent la propagation rapide du fléau. Ils expliquent pourquoi le choléra se propage si promptement et sévit si terriblement, comme ce fut encore le cas l'année dernière.

La seule institution sanitaire dont dispose actuellement la Perse est le Conseil de santé qui siège à Téhéran. Ce conseil se compose d'un certain nombre de médecins persans, réunis sous la présidence d'un dignitaire persan. Le médecin particulier du Schah, Dr Tholozan, le médecin de l'ambassade ottomane, qui est en même temps le délégué du Conseil à Constantinople, les médecins des légations d'Angleterre et de Russie, assistent aux séances du Conseil de santé. Les médecins persans sortent d'une

école de Téhéran et sauf quelques exceptions ils ne sont pas venus en Europe, pour y parfaire leurs études; il en est de même de leurs maîtres.

Le Conseil ne possède pas de budget. Le Gouvernement se borne à mettre à la disposition du Conseil une salle de délibérations. Le président actuel du Conseil étant le frère du ministre des Télégraphes, il en résulte que le Conseil est tacitement autorisé à user sans frais des lignes télégraphiques persanes. Ce sont ses seuls avantages. Le Gouvernement n'est lié en aucune manière par les propositions du Conseil dont le vote est purement consultatif.

Le Conseil ne possède pas de correspondants payés, dans les provinces. C'est volontairement et sans rétribution que les médecins européens établis à Tabriz, Mesched, Chiraz et Ispahan, lui font des rapports. Les gouverneurs envoient sur l'état sanitaire des provinces qu'ils administrent des rapports irréguliers qui, dans l'hypothèse la plus favorable, sont élaborés par le médecin du gouverneur. Mais, le plus souvent, ils sont rédigés d'après le bruit qui court par des personnes n'ayant pas fait d'études médicales. Dans tous les cas, ces rapports dépendent complètement des vues personnelles du gouverneur. Il a été constaté à plusieurs reprises, durant l'épidémie de l'année précédente, que ces rapports mentionnaient un état sanitaire parfait dans des villes où le choléra faisait des centaines de victimes et qu'au contraire ils signalaient une épidémie croissante dans des endroits où l'état sanitaire était assez normal.

Cette année, à la suite d'un différend survenu pendant une des dernières séances de l'année précédente, entre le docteur Tholozan et le médecin d'une des légations, on a renoncé aux réunions hebdomadaires. Le Conseil de santé — si toutefois on peut donner ce nom à l'institution qui vient d'être décrite — n'existe donc que nominale.

En réalité, le docteur Tholozan fait des rapports et donne des conseils au Gouvernement, tandis que les médecins des différentes légations font des rapports à leurs légations respectives. D'ailleurs, durant l'épidémie de l'année dernière déjà, les légations d'Angleterre et de Russie ont créé, en dehors du Gouvernement persan, des cordons sanitaires autour des villages qu'elles avaient choisis comme résidences d'été.

L'entrée dans ces villages n'était autorisée par elles qu'après désinfection et fumigation préalables. Ces légations ont ainsi prouvé par le fait ce qu'il faut penser des mesures sanitaires en Perse et de la manière dont ces mesures sont exécutées.

De tous les cordons sanitaires établis en Perse lors de l'épidémie de l'année dernière, ce sont les seuls qui n'aient pas été franchis par des cholériques, même contre paiement d'une indemnité.

II. En ce qui concerne les mesures sanitaires qui paraissent indispensables pour pouvoir opposer un obstacle efficace à la propagation du choléra en Perse et à son extension de Perse en Europe, il faudrait obtenir les dispositions suivantes :

Actuellement, le Gouvernement persan n'a pris aucune mesure destinée à protéger la Perse et indirectement l'Europe contre une épidémie cholérique. L'initiative européenne a tout à faire sur ce domaine et il est indispensable que l'exécution des réformes sanitaires soit également surveillée.

Le Gouvernement, ayant cependant à compter avec la crise économique si grave que traverse aujourd'hui la Perse, trouvera — il faut le reconnaître — certaines difficultés à prendre à sa charge des réformes coûteuses,

Si donc il doit être fait quelque chose en Perse sur ce domaine de l'hygiène, négligé depuis des siècles, l'intervention de l'Europe est absolument nécessaire.

Cette intervention — si l'on veut obtenir une protection efficace contre le choléra — devrait s'étendre aux trois points suivants :

1° Création d'une administration sanitaire centrale à Téhéran, qui devrait être adjointe à un Conseil sanitaire international ;

2° Création de postes d'observation et de postes sanitaires sur des points déterminés à l'intérieur de la Perse ;

3° Etablissement de lazarets.

Ces mesures devraient, sans aucun doute, être exécutées sur les bases des expériences faites par l'Europe avec l'organisation du service sanitaire dans l'Empire ottoman et en Egypte.

Les bases fondamentales de l'organisation de l'administration sanitaire à Téhéran seraient les suivantes :

L'administration centrale devrait être indépendante du Gouvernement pour toutes les questions de salubrité et de quarantaines, pour toutes les affaires d'ordre intérieur et les questions de personnes et de finances. La direction supérieure de toutes les administrations réunies et la gestion de son budget devraient lui être assurées. Le vote du Conseil sanitaire — à la différence du vote de l'institution qui porte à l'heure actuelle ce nom à Téhéran — ne devrait pas être simplement consultatif, mais avoir un caractère délibératif et obligatoire.

Les missions européennes établies à Téhéran (ce sont celles d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de France, d'Italie, de Russie, de Turquie, de Belgique et des Pays-Bas) devraient envoyer au Conseil sanitaire, soit le médecin qui est attaché à chacune d'elles, soit un fonctionnaire. Le statut organique de ces deux institutions serait sans doute élaboré de la manière la plus satisfaisante par un congrès qui se réunirait pour établir une entente internationale.

Les délégués persans devraient demeurer en minorité dans le conseil et dans l'administration.

Influer sur la réforme de l'hygiène interne de la Perse serait, sans doute, pour le Conseil un titre à la reconnaissance. D'autant plus qu'en améliorant l'hygiène interne on rendrait le pays moins susceptible à la maladie et l'on diminuerait naturellement le danger de l'extension des épidémies. Malheureusement on ne peut guère espérer que, sur ce terrain, l'activité du Conseil amène des résultats bien appréciables. Les plus graves obstacles à toute amélioration sont passés dans le sang des populations avec la force de l'habitude, par suite de l'organisation de l'hygiène, en vigueur depuis plusieurs siècles. Le rôle principal du Conseil sera donc seulement la protection de la Perse et par là, indirectement, la protection de l'Europe contre l'invasion et l'extension du choléra.

Pour obtenir ce résultat, il faut que le Conseil puisse toujours être convenablement renseigné sur l'imminence d'une épidémie. Il faut aussi qu'il soit toujours muni des moyens nécessaires pour s'opposer à temps et avec succès à un pareil danger. On peut atteindre ce double but par la création de stations sanitaires aux endroits convenables à ce point de vue. On devrait, tout d'abord, établir des stations à Hérat, Mesched, Kirmanschah, Tabriz, à Bouchir, Bender-Abbas et Mohammerah.

Les considérations qui suivent démontrent l'importance des places qui viennent d'être énumérées,

Dans toutes les épidémies cholériques qui ont envahi la Perse par la voie de terre, Hérat et Mesched sont les portes par lesquelles le fléau est entré dans le pays. Mesched est à signaler tout particulièrement : toutes les voies commerciales les plus importantes et les plus fréquentées qui partent de l'intérieur du pays viennent y converger ; c'est en outre le but de nombreux pèlerinages. De telle sorte que, une fois infectée, la ville devient à son tour un foyer d'émission pour la maladie qui se propage rapidement dans les différentes directions.

Quant à Kirmanschah, son importance est la suivante : elle est le principal point de concentration des caravanes qui se rendent au pèlerinage de la Mésopotamie. C'est dans cette contrée qu'on ensevelit définitivement, près des tombes des grands Imans, les cadavres et les ossements des persans très croyants, déposés auparavant, pour un temps plus ou moins long, dans des tombeaux provisoires (amonets). Dans le mois de Mcharrém on trouve réunies à Kirmanschah jusqu'à 60.000 personnes qui transportent avec elles, aux endroits sacrés, à Kerbelâ par exemple, des cadavres en pleine décomposition. Les cadavres, exhumés peu de temps avant le transport, sont enveloppés dans des couvertures à travers lesquelles les matières organiques, en plein processus de putréfaction, répandent leurs miasmes infectieux dans la caravane. La caravane elle-même, mal nourrie, souvent partie malade, exposée à un soleil brûlant, est extraordinairement susceptible d'être contaminée. Toutes les fois d'ailleurs qu'un pèlerin succombe à la maladie pendant le voyage, son cadavre est transporté avec tous les autres.

Quant à Tabriz enfin, c'est d'abord un marché très considérable, une ville fort peuplée, et ensuite le lieu où viennent se réunir les routes qui conduisent de Perse au Caucase, dans l'Arménie turque, à Trébizonde.

Si les villes précitées sont à considérer au point de vue du danger de la diffusion de l'épidémie par terre, Bouchir, Bender-Abbas et Mohammerah sont au contraire dangereuses pour la propagation du choléra par mer. On peut encore signaler comme postes d'observation en Perse : Ispahan, Yezd et Chuster ; cette dernière ville est à mentionner spécialement dans l'hypothèse d'une épidémie dont la marche irait en rétrogradant de Mésopotamie en Perse.

Pour protéger l'Europe contre l'invasion d'une épidémie sévissant déjà en Perse, on peut recommander l'établissement de postes sanitaires à Enzeli, Asterabad et Mesched-Y-Sehr.

Enfin, sur l'avis des médecins européens, il faudrait créer à Bouchir, à Kirmanschah sur la frontière afghano-persane, éventuellement à Mesched, des lazarets répondant à toutes les exigences de la science moderne.

III. A quel prix peut-on estimer d'avance l'établissement en Perse d'une organisation sanitaire ? Dans quelle mesure la Perse devrait-elle contribuer à en couvrir les frais ? Le devis qui suit prévoit une organisation étendue dont les frais seraient certes considérables. Cette organisation — si l'on tient compte des circonstances particulières où se trouve la Perse — offrirait, pour protéger ce pays et par suite l'Europe contre une invasion du choléra, le maximum de chances qui puissent être offertes par les institutions prophylactiques de cette espèce.

Si l'on réunit un congrès pour amener une entente internationale sur les mesures à prendre, c'est à ce congrès qu'il est réservé de définir les institutions à créer en Perse, de réduire éventuellement, dans les limites possibles, ces institutions et leurs frais d'établissement.

A. — *Conseil sanitaire et administration centrale à Téhéran.*

1. Un inspecteur général du service sanitaire et des quarantaines, en Perse, docteur en médecine, qui devrait, outre un diplôme de doctorat délivré par une université européenne, posséder les aptitudes spéciales, nécessaires à l'exercice de ces fonctions. Traitement annuel	50.000 fr.
2. Un inspecteur appelé à aider et au besoin à remplacer l'inspecteur général, qui devrait satisfaire lui aussi aux conditions précédemment énoncées	30 000
3. Un secrétaire possédant parfaitement le français et le persan	12.000
4. Quatre secrétaires expéditionnaires, sachant le français et le persan, aux appointements annuels de 6.000 fr. chacun	24.000
5. Un caissier avec caution	12.000
6. Un teneur de livres en chef avec caution	15.000
7. Deux teneurs de livres aux appointements chacun de 8.000 francs	16.000
8. Un administrateur	4.000
9. Un gardien-chef	1.800
10. Huit gardiens, aux appointements mensuels de 100 francs chacun	9.600
11. Entretien de l'installation	2.400
12. Eclairage, chauffage, frais de bureau, frais de poste et télégraphe	12 000
Total des frais annuels du Conseil sanitaire et de l'administration centrale à Téhéran	188.000

Les membres européens du Conseil sanitaire ne devraient pas recevoir de traitement. Les appointements des membres persans seraient à la charge du gouvernement du Schah. Le Gouvernement persan devrait mettre à la disposition du Conseil sanitaire et de l'Administration centrale des bâtiments pour l'ameublement desquels on donnerait en une seule fois la somme de 20.000 francs.

B. — *Personnel médical.*

1. Un délégué à Hérat	20.000 fr.
2. Un délégué à Bassorah	12.000
3. Un médecin en chef à Mesched	12.000
4. Un médecin en chef à Tabriz	12.000
5. Un médecin en chef à Kirmanschah	12.000
6. Un médecin en chef à Bouchir	12.000
7. Un médecin à Bender-Abbas	10.000
8. Un médecin à Mohammerah	10.000
9. Un médecin à Chuster	10.000
10. Un médecin à Ispahan	10.000
11. Un médecin à Yezd	10.000
12. Un médecin à Asterebad	10.000
13. Un médecin à Mesched-Y-Sehr	10.000
14. Un médecin à Enzeli	10.000
15. Deux aides-médecins à Mesched, Kirmanschah et Bouchir, aux appointements, chacun, de 9.000 francs	54.000
Total des frais du personnel médical	214.000

Les appointements du délégué à Hérat sont plus élevés en considération des privations et du danger qu'entraîne le séjour dans cette ville. En outre, ce délégué serait moins en état que les autres médecins de l'administration de s'assurer une clientèle privée.

C. — *Personnel de garde.*

Un gardien-chef à Mesched, Bouchir, Kirmanschab, Bender-Abbas, Tabriz, Mohammerah, Asterabad, Mesched-Y-Sehr, Enzeli, en tout neuf gardiens-chefs aux appointements chacun de 1,800 fr. 16.200 fr.

Onze gardiens à Mesched, Bouchir et Kirmanschab, en tout trente-trois gardiens, aux appointements annuels, chacun, de 1.200 fr. 39.600

Deux gardiens dans chacune des villes de Bender-Abbas, Mohammerah, Asterabad, Mesched-Y-Sehr, Enzeli et Tabriz. En tout douze gardiens aux appointements annuels, chacun de 1.200 francs. 14.400

Total des frais du personnel de garde par an. 70.200

D. — *Frais de machinistes et de lazarets.*

Un machiniste par lazaret, Kirmanschab, Bouchir et sur la frontière afghano-persane; en tout 3 machinistes aux appointements annuels de 5.000 francs chacun 15.000 fr.

Chauffage, éclairage et entretien des trois lazarets qui viennent d'être mentionnés 9.000

Total des frais pour les machinistes et les lazarets. 24.000

Récapitulation.

I. Frais du conseil sanitaire et de l'administration centrale. 188.000 fr.

II. Frais du personnel médical. 214.000

III. Frais du personnel de garde 70.200

IV. Frais pour les machinistes et les lazarets. 24.000

Dépenses totales annuelles. 497.000

Il faut ajouter à ce total les dépenses à supporter, une fois pour toutes, par le gouvernement persan :

Edification et installation des lazarets. 360.000 fr.

Installation du bâtiment de l'Administration centrale. 20.000

Le budget annuel du service sanitaire en Perse s'élèverait donc, d'après le devis précédent, à la somme de 497.000 francs. La Perse devrait en supporter 300.000 francs, l'Europe, 197.000 francs. En outre, les frais d'édification et d'installation des trois lazarets, évalués à 360.000 francs, seraient à la charge de la Perse, qui devrait mettre à la disposition du Conseil sanitaire et de l'Administration centrale à Téhéran des bâtiments propres à cet usage, ce qui coûterait 20.000 francs. Enfin, le Gouvernement du Schah devrait payer les appointements des membres persans du Conseil.

Les comptes qui précèdent ont été élaborés de manière à ce que l'Europe ait à sa charge la perte que subit dans le change la monnaie persane,

La somme de 300.000 francs correspond, d'après le cours actuel (100 francs = 165 kran) à 490.000 kran. Si le kran équivalait au franc, comme cela a été jusqu'en 1865, on voit que la Perse pourrait supporter à elle toute seule les frais du budget sanitaire. Si tout ne faisait pas prévoir une nouvelle dépréciation du kran, il aurait été convenable de fixer la quote-part de la Perse à 300.000 kran, tandis que celle de l'Europe aurait varié avec le cours de cette monnaie. Mais, comme une hausse semble moins vraisemblable aujourd'hui que jamais, on a été d'avis de faire de la somme de 300.000 francs une quote-part invariable et de laisser au Gouvernement persan les chances d'une hausse et les risques d'une baisse du cours.

Pour satisfaire à ces charges sans trop grever son budget actuel, le Gouvernement persan peut recourir aux moyens suivants :

1° Perception d'une taxe applicable α) au transport des cadavres à Kerbelâ ; β) aux pèlerins qui accompagnent les cadavres.

D'après les règles de l'Administration sanitaire à Constantinople, pour les années 1873-1891, 663.300 pèlerins se sont rendus et 96.766 cadavres ont été transportés à Kerbelâ par Huneikin. Cela fait, en moyenne, pour chaque année, 36.835 pèlerins et 5.376 cadavres.

Si le Gouvernement persan percevait, comme le fait le Gouvernement turc, une taxe minimum de 5 francs par cadavre et de 3 francs par pèlerin, il en résulterait une recette annuelle de 137.385 francs ;

2° Perception d'une taxe sur les pèlerins qui se rendent aux villes saintes de Kum et de Mesched. On peut estimer le nombre de ces pèlerins à 25.000 au moins par an. Si, pour l'aller et le retour, on les imposait de 4 francs, cela donnerait une somme de 100.000 francs ;

3° Perception de droits sur la navigation. Cette source de revenus, considérable pour le Conseil de Constantinople, le sera bien moins pour la Perse, à cause du peu de mouvement de ses ports.

Conseil sanitaire international à Téhéran

Somme totale des frais calculés : 500.000 francs. Part à assigner à la Perse : 300.000 francs Part contributive de l'étranger : 200.000 francs, d'après un double système : a) population et tonnage ; b) classes.

a) Population et tonnage.

	POPULATION	TONNAGE	QUOTE-PART : POPULATION. Coeff. 0,2992 (100,000 : 344,580)		QUOTE-PART : TONNAGE. Coeff. 0,690,165 (100,000 : 169,444)		SOMME TOTALE	
			fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Allemagne	49.428.470	1.468.985	14.344	14	8.668	38	23.012	52
Autriche-Hongr.	41.384.638	250.568	12.009	2	1.478	76	13.388	58
Belgique	6.136.444	75.946	1.780	79	448	21	2.229	00
Danemark	2.299.564	310.952	667	33	1.835	43	2.502	46
Egypte	(A) 6.649.850	(B) 26.000	1.880	45	153	44	2.033	89
Espagne	17.673.938	614.921	5.129	31	3.628	44	8.257	78
France	38.343.192	1.000.215	11.127	19	5.902	10	17.029	38
Grèce	2.187.208	341.400	634	72	2.014	82	2.649	54
Gde-Bretagne...	37.879.285	8.247.000	10.994	57	18.670	91	50.665	48
Italie	30.347.291	820.716	8.806	78	4.843	58	13.650	36
Luxembourg...	241.088	»	61	25	»	»	61	25
Norvège	1.988.664	4.705.699	577	11	10.067	19	10.644	30
Pays-Bas	4.621.744	723.661	1.341	23	4.270	79	5.612	02
Perse (c)	7.500.000	»	2.176	50	»	»	2.176	50
Portugal	4.708.178	210.312	1.366	31	1.241	19	2.607	50
Roumanie	5.038.342	20.618	1.461	92	121	66	1.583	58
Russie	(D) 56.457.510	492.030	16.383	96	2.903	69	19.287	65
Serbie	2.161.961	»	627	40	»	»	627	40
Suède	4.784.981	510.947	1.388	60	3.017	43	4.406	03
Suisse	2.917.754	»	846	74	»	»	846	74
Turquie	22.030.000	124.448	6.393	10	734	44	7.127	54
TOTAL	344.580.002	16.944.418	99.999	25	9.999	25	199.998	50
Somme ronde	100.000	00	100.000	00	200.000	00

(A) Les étrangers au nombre de 90,886 ne sont pas compris dans ce chiffre.

(B) Le chiffre du tonnage avant l'ouverture du canal de Suez, augmenté conformément à l'accroissement de la population.

(C) La Perse ne figure dans ce tableau qu'à pure raison informative, sa part devant être partagée proportionnellement entre les vingt autres puissances.

(D) Pour la Russie, vu l'étendue considérable et la population peu dense de ses pays en Europe, le calcul s'est fait sur la moitié de sa population européenne.

b) *Classes.*

GOUVERNEMENTS OU ADMINISTRATIONS	PART CONTRIBUTIVE
<i>1^{re} classe (6 Etats) :</i>	fr. c.
Allemagne..... Autriche-Hongrie..... France..... Grande-Bretagne..... Italie..... Russie.....	24.828 40
<i>2^e classe (5 Etats) :</i>	
Espagne..... Pays-Bas..... Suède..... Norvège..... Turquie.....	6.907 76
<i>3^e classe (9 Etats) :</i>	
Belgique..... Danemark..... Egypte..... Grèce..... Luxembourg..... Portugal..... Roumanie..... Serbie..... Suisse.....	1.831 20
Somme totale	200.000 00

Procès-verbaux des séances de la Commission des voies et moyens

Procès-verbal n° 1. — Séance du vendredi 16 mars 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à dix heures.

Etaient présents :

Allemagne : M. de Schœn, M. le Docteur Morlmann.

Autriche : M. le Comte de Kuefstein, M. le Docteur Hagel.

Belgique : M. le Baron Eug. Beyens.

Danemark : M. le Comte de Moltke-Hvitfelt.

Espagne : M. le Marquis de Novallas, M. le Professeur Jimeno.

Etats-Unis : M. le Docteur O. Shakespeare, M. le Docteur Preston H. Baillache.

France : M. Barrère, M. Hanotaux.

Grande-Bretagne : M. Phipps, M. le Docteur Thorne Thorne.

Indes britanniques : M. le Chirurgien général Cunningham.

Grèce : M. le Docteur Vafiadès.

Italie : M. le Marquis Malaspina, M. le Professeur Pagliani.

Pays-Bas : M. le Chevalier de Stuers, M. le Docteur Ruy-ch.

Perse : M. le Docteur Moïn-ol-Atteba, M. le Docteur Khalil-Khan.

Portugal : M. le Comte de Zogheb.

Russie : M. de Giers, M. Zabouguine.

Suede et Norvège : M. Due.

Empire ottoman : Turkhan Bey, le Général Bonkow ki Pacha, Achmed Pacha Choukry (Egypte) M. Miéville (Egypte).

Assistaient en outre à la séance : M. le Docteur Karliński (Autriche); MM. le Professeur Proust et H. Monod (France); M. le Chirurgien général Cunningham (Indes britanniques); M. Kruyt (Pays-Bas); MM. Yacovlew et Ragosine (Russie); Nouri Pacha (Turquie).

M. le Président annonce que le Gouvernement Russe a désigné, pour compléter sa délégation, M. Zabouguine, Conseiller d'Etat actuel, vice-directeur du département des recettes douanières à Saint-Petersbourg. M. Zabouguine prendra part dorénavant aux délibérations de la Commission.

M. le Président expose ensuite que la Commission des voies et moyens est appelée à traiter les deux questions suivantes :

1^o Au moyen de quels fonds les mesures à appliquer dans la mer Rouge et le golfe Persique doivent être exécutées ;

2^o Quelle autorité sera chargée de présider à leur exécution ?

Dans la pensée de M. le Président, il semble plus logique que la question des ressources soit traitée la première.

M. Phipps (Grande-Bretagne) pense qu'il serait préférable de diviser l'étude de la première question suivant qu'il s'agit de la mer Rouge ou du golfe Persique. Le littoral du golfe Persique appartient à différentes puissances et sa situation n'est pas absolument la même que celle de la mer Rouge.

M. le Président estime, au contraire, que le principe est le même dans l'un et l'autre cas et il ne voit pas dès lors quel avantage il y aurait à scinder l'examen de la question. Il s'agit, en définitive, de savoir quelles sont les ressources déjà existantes et, dans le cas où elles seraient insuffisantes, quels seraient les moyens d'en créer de nouvelles.

M. le Professeur Proust (France) rappelle que la Commission du golfe Persique a décidé la création d'un établissement principal à Fao et d'un établissement secondaire à Mohammerah. Ce dernier pourrait être placé sous la dépendance de celui de Fao à la suite d'une entente entre les Gouvernements ottoman et persan. L'établissement de Fao se trouvant placé sous la direction du Conseil de santé de Constantinople doit être soumis à la même autorité et au même régime financier que les établissements similaires de la mer Rouge.

M. Phipps fait remarquer que la Délégation britannique, n'ayant pas été à même de développer la manière de voir de son Gouvernement au moment de l'acceptation par la Conférence des conclusions de la Commission du golfe Persique, s'est réservé de la faire valoir dans une séance ultérieure.

Il demande à présenter aujourd'hui les considérations suivantes à ce sujet :

« M. le Président de la Conférence, dit M. Phipps, a indiqué, lors de la discussion des conclusions du rapport de M. Yacovlew relativement au régime à appliquer sur le golfe Persique, que, si l'une des Délégations n'était pas en mesure d'émettre un avis définitif sur les points proposés, elle avait la faculté de le faire ultérieurement.

« Tel est le cas des Délégations de la Grande-Bretagne et des Indes. Des questions commerciales très importantes sont soulevées par les propositions recommandées dans le rapport de la Commission relative au golfe Persique.

« La majeure partie du commerce maritime du golfe Persique se fait avec les Indes. En laissant de côté le trafic de la navigation sur la côte occidentale du golfe, le relevé du commerce maritime des ports persans a donné, pour 1891, les chiffres ci après :

TOTALITÉ DES NAVIRES.

	Pavillons anglais.	Autres pavillons.
	tonnes.	tonnes.
Bouchir.....	295,674	7,720
Bender-Abbas.....	168,976	1,586
Mohammerah.....	142,975	2 053
TOTAL.	607,625	11,159

« Les navires anglais ou anglo-indiens représentent donc 98 p. 100 de ce mouvement maritime.

« D'après les données existantes, très peu de pèlerins indiens, en admettant même qu'il y en ait, atteignent le Hedjaz par la route du golfe Persique. Aucun renseignement n'est parvenu au Secrétariat d'Etat des Indes concernant le transport du choléra dans les ports du golfe Persique par des navires venant des Indes. Le choléra a bien souvent fait son apparition sur des navires ne naviguant pendant des mois que sur le golfe lui-même.

« A notre avis, la quarantaine sur la côte ou l'établissement de postes sanitaires obligeant à faire un stationnement sur la côte n'aurait dû être recommandé aux Puissances qui possèdent les rivages du golfe Persique que dans le cas où il serait démontré qu'une telle mesure est absolument nécessaire, en raison des épidémies qui ont sévi par suite de l'absence d'une telle quarantaine et si ces épidémies avaient pu être empêchées par l'existence de cette quarantaine. Le Gouvernement des Indes, d'après les renseignements reçus, ne croit pas qu'une telle nécessité existe.

« Les navires quittant Kurrachee ou Bombay à destination des ports de la Perse ou à destination des ports sous la souveraineté du Sultan sont obligés de se munir d'une patente de santé. Les matelots de ces navires ne courent pas, en général, grand danger de tomber malades du choléra et les passagers ne sont pas des indigents malades, comme le sont quelquefois les pèlerins partant pour le Hedjaz.

« La proposition de la Conférence tend à l'établissement de huit ou neuf postes d'observation sanitaire qui seraient placés sous l'autorité du souverain local. Il y aurait ainsi quatre gouvernements différents ou même

plus possédant des postes d'observation sanitaire dans le golfe Persique. Les Gouvernements ottoman et persan ont leur siège central trop loin de ces parages pour y exercer un véritable contrôle ou une surveillance suffisante. Il est fort probable que ces postes seraient tous dirigés d'une manière différente avec le seul trait commun de constituer des entraves au commerce.

« Si ces postes sanitaires étaient flottants et s'ils étaient placés sous une seule administration, ils seraient fort coûteux. De toute manière, les dépenses tomberaient sur le commerce du golfe qui se fait, comme nous l'avons vu, presque exclusivement sous pavillon anglais. On ne tirerait de cette organisation aucun avantage pour le commerce ou les populations côtières, voire même pour les populations de l'intérieur. Il n'en résulterait que des retards et des préjudices.

« La Grande-Bretagne a les plus grands intérêts dans le commerce du golfe. Ses bâtiments de guerre y naviguent perpétuellement, dans l'intérêt de la paix locale ; ses Résidents sont postés sur différents points des côtes du golfe. Elle ne voit donc aucunement la nécessité de l'établissement des postes sanitaires d'observation qu'on propose d'y établir. Elle ne pourrait d'ailleurs contribuer, ni sur les revenus anglais, ni sur les revenus indiens, au maintien de ces postes, et elle s'opposerait à ce que son commerce fût assujéti à un impôt pour l'installation de postes qui ne peuvent être rigoureusement surveillés et qui ne seraient probablement d'aucune utilité.

« Quant à l'autre partie de la question, c'est-à-dire les avantages de Fao comme station, il y a lieu de faire les observations suivantes :

« La quarantaine se fait maintenant à Bassorah, où il y a une observation de vingt-quatre heures et une quarantaine qui dure autant de jours qu'il est nécessaire pour compléter les dix jours qui doivent s'écouler depuis le port de départ ; le délai est de vingt jours pour les navires dépourvus de médecin.

« Deux importantes compagnies de navigation indiennes et une seule compagnie européenne ont également des intérêts dans la question.

« A Bassorah, les stationnements des navires en quarantaine ont lieu en dehors de la ville. Le déchargement s'effectue toujours au moyen de chalands.

« La durée du stationnement est donc très courte. Le stationnement à Fao imposerait au navire une inactivité coûtant de 1,250 à 1,500 francs par jour et éloignerait le navire de 60 milles de son port de destination (Bassorah).

« Ce serait là une dépense ruineuse. La proposition de créer à Fao et à Mohammerah des stations de quarantaine *récioproques* n'offre rien de plus avantageux. Peu de navires vont à Mohammerah, à moins qu'ils ne fassent route vers Bassorah. La quarantaine à effectuer à Mohammerah au lieu de Fao ne supprimerait pas la quarantaine que doivent subir les navires à Bassorah.

« Aussi le stationnement à Mohammerah (à 20 milles de Bassorah) aurait le même inconvénient que le stationnement à Fao, c'est-à-dire impliquerait une inactivité peu à désirer.

« Si on accordait la libre pratique à Mohammerah ou à Bassorah comme premiers ports, et si on faisait de Mohammerah et de Bassorah des stations sanitaires *récioproques*, la question se présenterait autrement. S'il s'agit des navires laissant les passagers et la cargaison à Mohammerah, ceux-ci

feraient leur quarantaine dans ce port et la Perse serait protégée; les autres navires continueraient leur voyage et subiraient, comme à présent, leur quarantaine pendant le déchargement de la cargaison.

« Fao ne présente comme station sanitaire aucune autre importance, tandis que l'obligation d'y faire la quarantaine amènerait des conséquences très graves pour le commerce.

« En résumé : 1° la création de Fao comme station sanitaire pour Bassorah, sans qu'une station sanitaire fût également établie à Mohammerah, serait une chose désastreuse pour le commerce de Bassorah et n'empêcherait pas les navires de toucher à Mohammerah ;

« 2° Fao comme station sanitaire avec Mohammerah comme station complémentaire serait également désastreuse pour Bassorah et pourrait même produire des effets nuisibles identiques pour l'avenir de Mohammerah ;

« 3° L'établissement d'une station à Mohammerah avec une station complémentaire à Bassorah rend la quarantaine complètement efficace et ne porte aucun préjudice au commerce de Bassorah ni à celui de Mohammerah, pour le présent ni pour l'avenir.

« En dernier lieu, tout en écartant les questions politiques que je ne fais qu'effleurer, j'estime qu'il est notoire que la question de la délimitation turco-persane n'est pas définitivement réglée par le traité d'Erzeroum et qu'il y a des points encore litigieux ou obscurs. En établissant des droits territoriaux à Mohammerah, n'aurions-nous pas l'air de vouloir trancher des questions peut-être épineuses ? »

M. le Professeur Proust (France) fait ressortir qu'il n'existe dans le golfe Persique aucune surveillance sanitaire si ce n'est une observation de vingt-quatre heures à Bassorah sans désinfection. Le but de la Commission a été de remédier à cet état de choses en s'inspirant expressément des principes inscrits dans la Convention de Veuise.

Loin de créer ou de maintenir des quarantaines, comme semble l'indiquer M. le Délégué de la Grande-Bretagne, la Conférence propose seulement la création d'une station sanitaire à Fao et prescrit les mesures usuelles de surveillance, de désinfection et d'observation pour les bateaux venant des Indes. La protection du golfe Persique est au moins aussi importante que celle de la mer Rouge, en raison de l'importation déjà deux fois constatée du choléra par cette voie.

Sur une question de M. Phipps, M. le Docteur Mortdmann (Allemagne) fait connaître, à titre de simple renseignement, que depuis vingt ans la présence du choléra à bord des navires venant directement de l'Inde n'aurait été constatée qu'une fois à Bassorah ; le fait est donc excessivement rare. Mais il faut tenir compte, d'autre part, du défaut de surveillance existant dans le golfe Persique et à l'entrée du Chat-el-Arab. Les autres épidémies sont venues plutôt par la Perse.

M. le Professeur Proust (France) laisse de côté la question de l'importation du choléra en 1889 ; le choléra est arrivé par le golfe Persique dans la Mésopotamie, puis s'est propagé en Syrie, en Perse, etc. Mais quelle ne serait pas la responsabilité de la Conférence, si elle déclarait aujourd'hui qu'en vue de protéger des intérêts commerciaux elle croyait devoir s'abstenir de soumettre les navires à une surveillance rigoureuse dans ces parages ! La Conférence, d'ailleurs, a été unanime pour réclamer une modification de l'état de choses sur ce point.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) dit que la Délégation

britannique ne conteste pas l'utilité d'une station sanitaire dans le golfe Persique, mais elle entend que cette surveillance ait lieu sans porter des entraves inutiles aux intérêts commerciaux. L'établissement d'une station sanitaire à Fao et l'arrêt forcé des navires sur ce point ne lui paraissent pas répondre à cette double condition et ont motivé les réserves qu'elle a cru devoir présenter. Dans la pensée de l'Administration anglaise il suffit, pour protéger la Perse et la Mésopotamie, d'exercer la surveillance dans des stations alternatives, à Mohammerah et à Bassorah.

Si les navires déchargent à Mohammerah les marchandises ou les passagers suspects, ces passagers et ces marchandises subiront dans ce port un régime sanitaire, mais les bâtiments pourront continuer leur route sur Bassorah, au besoin avec des gardes sanitaires. Là, ils pourraient être soumis, le cas échéant, à une observation. Les navires ne seraient pas forcés ainsi de se détourner de leur route normale pour gagner Fao, et éviteraient en même temps un arrêt préjudiciable.

M. le Professeur Proust (France) répond qu'on a choisi Fao de préférence à Bassorah, parce que, d'une part, cette station avait paru trop éloignée de la mer, et que, d'autre part, il était indispensable que la surveillance fût exercée avant de pénétrer dans le Chat-el-Arab.

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) fait observer que le Conseil de Constantinople, convaincu que le choléra peut être importé par le Chat el-Arab, s'est prononcé pour la désignation de Fao. Il ajoute que le représentant de l'Angleterre dans le Conseil, M. Dickson, s'est pleinement associé à cette décision, qui a été motivée par les avantages que présentait, au point de vue sanitaire, la station de Fao. Il y a donc une contradiction entre cet acquiescement à l'installation d'un lazaret à Fao et les critiques que soulève aujourd'hui le choix de Fao de la part de la Délégation britannique.

M. le Professeur Proust (France) expose que l'une des raisons qui ont décidé la Commission à établir une seule station sanitaire est une raison d'économie. L'établissement de deux lazarets à Fao et à Mohammerah coûterait fort cher, alors qu'au point de vue de la santé publique un seul suffirait. Si la proposition présentée par M. Thorne était acceptée, il n'y aurait plus sur ce point de surveillance effective entre Mohammerah et Bassorah : ce serait le maintien de l'état de choses actuel auquel on a voulu précisément substituer un régime sanitaire offrant des garanties et basé sur les principes de la Conférence de Venise.

M. Phipps (Grande-Bretagne) se demande si l'établissement à Fao d'une station sanitaire ne serait pas de nature à soulever des difficultés politiques et s'il ne serait pas dès lors prudent d'y renoncer.

M. le Professeur Proust (France) estime que la Conférence ne doit pas envisager la question politique, les décisions que la première Commission a prises à l'unanimité ont eu en vue des garanties effectives qui deviendraient, si la proposition de M. le Délégué de la Grande-Bretagne était adoptée, purement illusoires. Ces décisions sont d'ailleurs conformes aux vues générales de l'Angleterre en matière de prophylaxie sanitaire; elles n'apporteront qu'un minimum d'entraves au commerce en affranchissant de toute quarantaine les navires indemnes.

M. le Président fait remarquer que la discussion actuelle semble ouvrir le débat sur les conclusions adoptées, en ce qui concerne la protection du golfe Persique, par la Conférence plénière. Les observations de M. le Délégué de la Grande-Bretagne devraient, dès lors, être présentées, non pas dans la Commission actuelle, mais dans l'une des séances de la Conférence.

La Commission doit revenir au point particulier qui l'occupe en ce moment, c'est-à-dire à la question de savoir au moyen de quels fonds les décisions qui ont été antérieurement prises pourront être appliquées.

M. de Schœn (Allemagne) pense qu'il serait utile de connaître quelles sont, dans l'état actuel, les ressources financières dont on dispose.

Boukow-ki Pacha (Turquie) répond que les frais de construction et d'établissement des stations sanitaires sont supportés par le Gouvernement ottoman; les dépenses d'outillage et de personnel sont à la charge du Conseil sanitaire de Constantinople.

M. Yacovlew (Russie) indique que cette répartition est le résultat d'une entente diplomatique entre les ambassades et la Sublime Porte.

Boukowski Pacha (Turquie) confirme, de son côté, l'engagement pris par le Gouvernement impérial. Il ajoute que le Conseil sanitaire de Constantinople possède un fonds de réserve assez considérable qui s'accroît d'année en année.

M. de Giers (Russie) pense qu'il faudrait tout d'abord connaître le montant des sommes à dépenser; on verrait ensuite à qui incomberait le soin de fournir les ressources nécessaires. Le Conseil de santé de Constantinople, qui a préparé les projets d'installation sanitaire possède le peut-être des ressources actuelles suffisantes et il ne sera pas nécessaire d'imposer de nouvelles taxes aux navires.

M. le Président ne croit pas qu'il soit possible de déterminer exactement l'ensemble des dépenses. Les conditions locales peuvent en effet influer très sensiblement sur le prix des travaux et il est difficile de les évaluer à distance. Cependant la Commission pourrait avoir des renseignements approximatifs.

Boukowski Pacha (Turquie) fait observer que, d'après le projet de M. Roulet, la construction d'une station sanitaire à Cumran coûterait 57,000 livres turques; si l'on compte 18 000 livres pour l'installation des stations d'Abou-Saal et de Vasta, le total des dépenses nécessaires à la protection de la mer Rouge serait de 75,000 livres turques.

Turkhan Bey (Turquie) reconnaît que le Gouvernement ottoman doit supporter évidemment les frais d'installation des stations sanitaires, puisqu'il s'agit de lazarets de l'Empire. Toutefois, il remarque que le Conseil supérieur de santé de Constantinople possède un fonds de réserve de 13,136,000 piastres turques et qu'il conviendrait peut-être d'utiliser cette somme.

M. Phipps (Grande-Bretagne) se réfère au procès-verbal de la Commission relative au golfe Persique, dans lequel se trouve inséré un *Teskéré* grand viziriel qui énumère les dépenses qu'il y aura à réaliser et qui semblent devoir atteindre un chiffre assez considérable.

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) estime que la Commission pourrait peut-être trouver quelques utiles renseignements dans les devis approximatifs tracés par la Conférence de Venise pour les installations sanitaires des sources de Moïse. Ces devis contiennent des évaluations relatives aux hôpitaux, bains, étuves, etc., qui peuvent aider la Commission dans ses travaux.

M. le Président cite, pour répondre à l'indication de M. Ruysch, les évaluations qui figurent dans les procès-verbaux de la Conférence de Venise et d'après lesquelles les dépenses de construction d'une sorte de lazaret-type s'élèveraient à un chiffre d'environ 800,000 francs.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) considère comme difficile de déterminer, quant à présent, le chiffre total des dépenses occasionnées par les travaux à effectuer. Il insiste sur l'obligation dans laquelle se trouve le Gouvernement ottoman de construire à ses frais les lazarets et offices sanitaires situés sur son territoire et lui appartenant. Le fonctionnement de ces lazarets comprenant le personnel et l'outillage est, au contraire, à la charge de l'Administration sanitaire et se trouve assuré par la perception des taxes sanitaires. M. Vafiadès ne juge pas qu'il soit prudent de se départir de ce système, qui peut être appliqué également dans la mer Rouge et dans le golfe Persique. Sur ce dernier point le Gouvernement persan pourrait contribuer à la construction des lazarets projetés dont il profiterait, et dont l'entretien serait couvert par le produit des taxes exigées dans les stations persanes.

Bonkowski Pacha (Turquie) fait remarquer qu'en 1867 la caisse de l'Administration sanitaire ne disposait d'aucune ressource. Depuis lors, elle a réalisé un fonds de réserve qui dépasse aujourd'hui 150,000 livres turques. Cette somme est immobilisée; Bonkowski Pacha se demande si on ne pourrait pas, en l'utilisant, réduire les taxes de navigation.

Turkhan-Bey (Turquie), de son côté, voudrait qu'il fût possible de consacrer une partie de cette réserve ou tout au moins les intérêts des sommes réservées à venir en aide au Gouvernement ottoman pour la construction des installations sanitaires qui lui incombent. Il ajoute que la quote-part de la navigation ottomane dans le produit des taxes est de 25 p. 100.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) objecte que cette réserve est le résultat de sacrifices supportés par l'ensemble de la navigation et que dès lors il n'appartient qu'au Conseil de Constantinople de disposer de ces ressources.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) estime que les nations d'Europe et les Etats Unis d'Amérique ont le devoir d'intervenir dans la manière dont seront établies les taxes sanitaires à imposer, pour servir à la construction des établissements sanitaires de Fao, Camaran, Abou-Saad, etc. Ces nations ont encore le droit d'exercer un contrôle sur les frais d'administration et d'entretien des établissements dont il s'agit.

M. de Schœn (Allemagne) rappelle qu'une Commission mixte turco-européenne siège en ce moment à Constantinople. C'est à elle qu'il appartient d'examiner si les taxes sont trop élevées ou si les dépenses sont inférieures à ce qu'elles devraient être, eu égard au montant des recettes.

M. le Comte de Ku-fstein (Autriche-Hongrie) émet un avis analogue. Il lui semblerait personnellement équitable que le fonds de réserve contribuât cependant aux frais de constructions extraordinaires décidées par la Conférence. Mais il pense aussi que la question devrait encore être réservée.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) fait remarquer, de son côté, que les taxes proviennent de trois services sanitaires différents : 1° la Méditerranée; 2° la frontière turco-persane; 3° le golfe Persique et la mer Rouge. L'excédent de recettes provient exclusivement du service de la Méditerranée.

M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas) fait ressortir que le rapport de M. Pagliani énumère un certain nombre de travaux susceptibles d'entraîner une dépense beaucoup plus élevée que celle qui a été précédemment indiquée. Il semble qu'il y aurait lieu d'évaluer tout d'abord approximativement le montant total de ces dépenses.

M. Phipps (Grande-Bretagne) appuie cette manière de voir.

M. le Professeur Pagliani (Italie) fait remarquer, dans le même sens, que l'exécution d'installations sanitaires entraîne forcément des dépenses très

élevées qui dépassent souvent d'une façon très sensible les prévisions premières.

A la suite d'un échange d'observations présentées par M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie), M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas), MM. de Schœn (Allemagne) et Phipps (Grande-Bretagne), M. le Professeur Proust (France) émet la proposition suivante :

En ce qui concerne les frais résultant du régime établi par la Conférence, la Commission estime qu'il y a lieu de maintenir l'état actuel au point de vue de la répartition des frais entre le Gouvernement ottoman et le Conseil supérieur de santé de Constantinople, répartition qui a été fixée à la suite d'une entente entre le Gouvernement ottoman et les Puissances représentées dans ce conseil.

Cette proposition, mise aux voix par M. le Président, est adoptée à l'unanimité, sauf par MM. les Délégués ottomans qui demandent à réserver leur vote jusqu'à une prochaine séance.

M. Phipps (Grande-Bretagne) propose ensuite à la Conférence de faire établir, pour faciliter ses travaux, un devis approximatif des dépenses visées dans les rapports de M. le Professeur Pagliani et de M. Yacovlew, qui ont été adoptés par elle.

M. le Professeur Proust (France), tout en considérant comme très difficile d'établir, même approximativement, cette évaluation, se rallierait volontiers à la proposition de M. Phipps.

Diverses observations sont échangées à ce sujet entre MM. Barrère (France), Phipps (Grande-Bretagne), Boukowski Pacha (Turquie) et de Schœn (Allemagne), à la suite desquelles M. le Président met aux voix la motion de M. Phipps, qui est adoptée.

Sur la demande de M. le Professeur Proust, M. le Président propose de désigner pour préparer un devis approximatif des dépenses une Sous-Commission composée de Boukowski Pacha, de MM. Pagliani, H. Monod et Miéville, et des membres du Conseil supérieur de Constantinople qui font partie de la Commission.

Cette proposition est adoptée et la séance est levée à midi vingt minutes.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE.
NÉRATOW.
Paul ROUX.

Procès-verbal n° 2. — Séance du samedi 17 mars 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à dix heures et demie.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission à l'exception de M. Navarro (Portugal) et de M. Criésis (Grèce).

Assistaient également à la séance : M. le Docteur Karliniski (Autriche-Hongrie) ; MM. Brouardel, Proust et Monod (France) ; M. Kruij (Pays-Bas) ; M. de Mello-Vianna (Portugal) ; MM. Ragosine et Yacovlew (Russie) ; Nouri Pacha (Turquie).

M. le Président propose à la Commission de procéder à l'examen de l'article 40 du projet de règlement applicable aux navires faisant le transport des pèlerins. Cet article dont l'adoption a été réservée par la Commission de la mer Rouge est ainsi conçu :

« Aucune amende n'est prélevée en cours de voyage. C'est au port de destination que la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions du présent règlement. »

M. le Docteur Hagel (Autriche-Hongrie) indique qu'en l'état actuel le Conseil supérieur de santé de Constantinople statue sur les réclamations des commandants de navires contre lesquels les autorités sanitaires ont relevé des contraventions aux règlements.

M. Yacovlew (Russie) estime qu'il y aurait lieu d'instituer une Commission consulaire remplissant le rôle de tribunal d'appel devant lequel seraient produites les réclamations des capitaines de navires ayant fait l'objet d'un procès-verbal de contravention. Le représentant consulaire du pavillon serait appelé à y prendre en quelque sorte la défense du capitaine.

Actuellement le Conseil de Constantinople fait remise de la plupart des amendes encourues ; à peine 10 p. 100 de ces amendes sont maintenues, et cependant elles sont d'un chiffre bien peu important relativement à celles que la Conférence vient d'adopter en vue de donner aux nouvelles prescriptions édictées une sanction efficace.

Boukowski Pacha (Turquie) fait observer qu'il sera difficile de réunir une Commission consulaire aussi fréquemment que le comporterait l'examen de nombreuses contraventions, souvent minimes ; ce sera une cause de retard sérieux, alors que le Conseil supérieur de santé de Constantinople, qui comprend, en dehors des Délégués techniques, des représentants diplomatiques des Puissances, se trouve bien placé pour résoudre les difficultés de cet ordre.

M. Yacovlew (Russie) objecte que le Conseil de Constantinople n'a pas de pouvoirs judiciaires et que l'Angleterre notamment, par l'organe de son délégué, a toujours protesté contre les pénalités qui seraient infligées à ses nationaux par une autorité dont elle conteste non sans raison la compétence, du fait même des capitulations. Il faut, par conséquent, recourir à une autre voie pour obtenir que les pénalités qui constituent la garantie la plus certaine de l'exécution du nouveau règlement soient, le cas échéant, effectivement appliquées. D'après le système proposé par M. Yacovlew, le montant de l'amende encourue serait simplement déposé entre les mains, soit de l'agent sanitaire qui aurait constaté la contravention, soit du Consul de la nationalité à laquelle appartient le navire contrevenant, sauf recours à la Commission consulaire qui prononcerait. Il semble qu'un tel mode de procéder ne saurait soulever d'objections de la part des Puissances, auxquelles il donne toutes garanties.

M. le Docteur Mordtmann (Allemagne) indique de son côté que le Conseil de Constantinople a tout au plus le droit dans les conditions actuelles de constater le bien fondé des contraventions relevées et d'en provoquer la répression.

Le projet présenté par M. Gazay, consul général de France à Constantinople, en vue de créer une Commission consulaire investie du droit de juger sur les déclarations contradictoires de l'agent sanitaire et de l'inculpé, avait paru le seul procédé équitable, en ce qu'il conciliait l'application des capitulations et les intérêts de la navigation avec la sanction indispensable que comporte la réglementation sanitaire maritime. Ce système n'a pu

être admis en raison de l'opposition du représentant de la Grande-Bretagne.

M. Miéville (Egypte) expose que l'autorité sanitaire du pays pourrait être chargée de constater le délit et de transmettre le procès-verbal ainsi établi, avec pièces à l'appui, au consul de la nationalité du navire dont le capitaine aurait commis l'infraction : ce consul de son côté aurait mission de percevoir au profit de la caisse, soit du Conseil d'Alexandrie, soit du Conseil de Constantinople, suivant le cas, le produit de l'amende.

M. Miéville croit que ce mode de procéder soulèverait moins de difficultés dans la pratique et répondrait au but que se propose la Commission.

M. le Professeur Proust (France) s'associe aux considérations qui précèdent, et qui peuvent se résumer, à son avis, de la façon suivante :

La contravention serait constatée par l'agent sanitaire et l'amende correspondante provisoirement encaissée par le consul, sous réserve de la décision définitive à prendre par une Commission, siégeant à Constantinople et composée de trois consuls, qui maintiendrait ou non le paiement de l'amende.

M. Miéville (Egypte) croit devoir insister sur la difficulté que peut présenter dans la pratique le versement immédiat de l'amende par les capitaines de navires ; invoquant l'expérience personnelle qu'il lui a été permis d'acquérir dans l'exercice des fonctions, soit de consul, soit de président du Conseil d'Alexandrie, il lui semble préférable de laisser aux Consuls de chaque nationalité le soin de recouvrer directement sur les agents des compagnies de navigation le montant des amendes encourues par les capitaines.

La discussion étant ainsi épuisée, M. le Président demande à MM. Proust et Yacovlew de vouloir bien se concerter pour rédiger un projet de résolution dans le sens des opinions qui viennent d'être émises.

La séance est suspendue à cet effet pendant une demi-heure.

A la reprise de la séance, M. le Président donne la parole à M. le Professeur Proust pour la lecture des propositions suivantes qui résultent d'un échange d'avis avec M. Yacovlew et avec plusieurs autres délégués.

« L'autorité sanitaire du port de relâche ou d'arrivée qui constate une contravention en dresse un procès-verbal sur lequel le capitaine peut inscrire ses observations. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal est transmise, au port de relâche ou d'arrivée à l'autorité consulaire du pays dont le navire porte le pavillon. Cette autorité assure le dépôt de l'amende entre ses mains. En l'absence d'un consul, l'autorité sanitaire reçoit cette amende en dépôt. L'amende n'est définitivement acquise au Conseil supérieur de santé de Constantinople que lorsque la Commission consulaire qui sera instituée aura prononcé sur la validité de l'amende.

Un deuxième exemplaire du procès-verbal certifié conforme devra être adressé par l'autorité sanitaire qui a constaté le délit au Président du Conseil de santé de Constantinople, qui communiquera cette pièce à la Commission consulaire.

Une annotation sera inscrite sur la patente par l'autorité sanitaire ou consulaire indiquant la contravention relevée et le dépôt de l'amende.

• Il est créé à Constantinople une Commission consulaire pour juger les déclarations contradictoires de l'agent sanitaire et du capitaine inculpé. Elle sera désignée chaque année par le corps consulaire. L'administration sanitaire pourra être représentée par un agent remplissant les fonctions de ministère public. »

M. Miéville (Egypte) croit devoir réserver tous les droits de l'Egypte en ce qui concerne l'application à ce pays de la proposition qui vient d'être formulée.

M. le Président fait remarquer qu'il s'agit d'une disposition générale qui ne saurait modifier le régime sanitaire spécial en vigueur en Egypte : il ne peut que donner acte à M. Miéville de ses réserves sur ce point.

M. Miéville reproduit alors à un point de vue général les critiques que lui paraissent soulever, d'une part, le versement immédiat de l'amende et, d'autre part, la création d'une Commission chargée de statuer sur la légitimité de cette amende. Sur le premier point, il répète que l'amende n'est pas et ne saurait être dans la pratique régulièrement versée par le capitaine ; sur le second point il n'est guère douteux que certaines puissances, l'Angleterre par exemple, ne se refusent à accepter en pareille matière une juridiction autre que celle de ses propres agents commis pour représenter sous son pavillon les intérêts de la navigation. Toutes les Puissances intéressées ne pourraient-elles donner à leurs consuls respectifs les pouvoirs nécessaires pour juger les contraventions et leur appliquer le paiement de la taxe ?

M. le Président fait remarquer qu'un pareil système, qui consisterait à faire juger les capitaines contrevenants par les consuls de leur nationalité, aurait incontestablement pour résultat d'assurer en réalité à ces capitaines, dans la plupart des cas, une véritable impunité ; aussi la Conférence doit-elle chercher le moyen d'obvier à ce danger. La Commission dont on propose la création à Constantinople devant être composée de consuls, c'est toujours l'autorité consulaire qui, en définitive, sera exclusivement compétente.

M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas) pense qu'il serait utile de spécifier dans le texte de la proposition, afin d'éviter toute équivoque, qu'il ne s'agit que des ports de relâche ou d'arrivée ottomans.

Conformément à cette motion, la Commission décide d'ajouter ce dernier mot au texte de l'article qui commencerait ainsi :

« L'autorité sanitaire du port ottoman de relâche ou d'arrivée. . . »

M. le Comte G. de Zogheb (Portugal) fait ressortir de son côté l'intérêt qu'il y aurait à ce que le consul de la nationalité à laquelle appartiendra le navire en cause fût nécessairement partie de la Commission appelée à statuer sur la contravention.

M. le comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) se prononce dans un sens analogue et M. Miéville présente la rédaction suivante empruntée au règlement du Conseil quarantenaire d'Alexandrie :

« Le Consul de la nation intéressée est toujours convoqué. Il a droit de vote. »

M. le Président soumet au vote de la Commission la proposition présentée par M. Proust avec les deux modifications additionnelles dont elle a fait l'objet.

L'ensemble de cette proposition est approuvée par les délégations des diverses Puissances, à l'exception de la Turquie qui ne l'accepte pas, du Danemark, de la Grande-Bretagne et Indes britanniques, des Pays-Bas, de la Suède et Norvège et des Pays-Bas, dont les délégués déclarent s'abstenir ou réserver leur vote jusqu'à ce qu'ils aient obtenu à cet égard les instructions de leurs Gouvernements.

M. le Président donne ensuite la parole à M. Henri Monod (France) pour présenter à la Commission un projet de résolution ainsi libellé :

Le produit des taxes et des amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

Comme le fait remarquer M. Monod, il s'agit là d'un principe général dont l'importance ne saurait échapper à l'attention des membres de la Commission : il a pour but d'assurer l'application intégrale aux dépenses du service sanitaire des recettes créées en vue de cette affectation spéciale.

Ce projet de résolution est adopté à l'unanimité.

M. le Président annonce que l'ordre du jour de la Commission appelle maintenant l'examen des voies et moyens applicables à la réorganisation de la station sanitaire de Tor.

M. Mieville (Egypte) expose que, si toutes les améliorations désirables n'ont pas encore été réalisées à Tor, il faut en attribuer uniquement la cause au manque de ressources. Le Gouvernement égyptien a fait des sacrifices considérables, mais ni ces sacrifices, ni le produit des nouvelles taxes prévues par la Conférence de Venise ne pourront suffire à mener à bonne fin les travaux et installations réclamés. Les dépenses à engager s'élèveraient probablement à un million de francs environ, auxquelles il serait peut-être possible de faire face à l'aide d'un emprunt remboursable par voie d'annuités. M. Mieville exprime le vœu que la Conférence indique les ressources qui permettraient au Conseil quarantenaire d'Alexandrie de subvenir, dans ces conditions, aux charges nouvelles qui lui incombent pour répondre au programme tracé par la Convention sanitaire de Venise ; car, d'après lui, il ne serait pas équitable de faire appel à l'Egypte pour subvenir à ces nouvelles dépenses.

M. Hanotaux (France) se demande si, avant d'aborder l'examen de cette question, la Commission s'est rendu un compte suffisant de la connexité qu'elle pouvait présenter avec les résolutions adoptées dans l'annexe II de la Convention de Venise. Il estime que, pour permettre d'examiner ce point au préalable, il serait préférable d'ajourner la suite de la discussion à la prochaine séance qui aura lieu lundi à neuf heures et demie.

Cette proposition est acceptée et la séance est levée à midi et demi.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires :

J. de CAZOTTE.
NÉRATOW.
Paul ROUX.

Procès-verbal n° 3. — Séance du lundi 19 mars 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à dix heures et demie.

Étaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de MM. Navarro (Portugal) et Criésis (Grèce)

Assistaient en outre à la séance : MM. Karlinski (Autriche) ; MM. Proust et H. Monod (France) ; M. Cunningham (Indes Britanniques) ; M. Krøyt (Pays-Bas) ; MM. Rigosine et Yacovlew (Russie) ; Nouri Pacha (Turquie).

M. le Président donne la parole à M. le Professeur Pagliani pour faire connaître le projet de devis élaboré par la Sous-Commission en ce qui concerne les travaux d'installation des stations sanitaires.

M. le Professeur Pagliani (Italie) fait remarquer tout d'abord que les prévisions établies à cet égard par le Conseil de santé de Constantinople sont certainement inférieures au chiffre que pourront atteindre les dépenses à effectuer. En prenant pour base un chiffre de 6,000 pèlerins, le Conseil de Constantinople évaluait la dépense pour Camaran à 1,500,000 francs; pour 3,000 pèlerins seulement, la Sous-Commission est arrivée à un total de 1,800,000 francs. Pour les lazarets d'Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, la dépense serait de 400,000 francs; pour Fao et les autres établissements du golfe Persique, de 250,000 francs : soit pour l'ensemble des travaux une dépense totale d'environ 2 millions et demi.

M. Phipps (Grande-Bretagne) demande si l'on ne pourrait pas évaluer également les frais supplémentaires de personnel et d'entretien qu'entraîneront les nouvelles dispositions adoptées pour le fonctionnement de ces stations sanitaires. Ces frais représenteraient la part de dépense incombant au Conseil de santé de Constantinople.

M. le Président, pour donner satisfaction au désir exprimé par M. Phipps, prie la Sous-Commission de vouloir bien compléter autant que possible sur ce point son travail d'estimation.

M. le Président propose ensuite à la Commission de reprendre la discussion au sujet des dépenses qu'entraînerait l'amélioration de la station sanitaire de Tor.

Achmed Pacha Choukry (Egypte) croit devoir rappeler que S. A. le Khédive a signé, le 19 juin 1893, un décret qui donne force de loi en Egypte à la Convention de Venise sous la réserve que la question financière formerait le sujet de négociations ultérieures et que le Gouvernement égyptien ne serait pas tenu de combler un déficit éventuel dans le budget du Conseil quarantenaire tant qu'une décision définitive ne serait pas intervenue sur ce point. Achmed Pacha Choukry déclare n'être pas autorisé à sortir de cette réserve, qui a été acceptée par les puissances signataires avant la promulgation du décret précité.

M. le Professeur Brouardel (France) dit qu'on ne peut que prendre acte de cette réserve qui ne change rien à la situation actuelle.

M. le Président rappelle que la Conférence de Venise avait prévu au nombre des recettes auxquelles il serait possible d'avoir recours l'excédent du produit des taxes de l'Administration des phares. Il désirerait savoir si ces fonds ont été utilisés en tout ou en partie et s'il serait possible de les affecter le cas échéant aux améliorations projetées à Tor.

Achmed Pacha Choukry (Egypte) répond que le Gouvernement égyptien s'est refusé à autoriser cette affectation.

M. Miéville (Egypte) cite divers passages extraits des procès-verbaux de la Conférence de Venise, dans lesquels cette question a déjà été examinée :

Boutros-Pacha. « Je ne puis que répéter que l'excédent des recettes des phares est englobé dans le budget général; on ne peut plus l'en séparer; il n'existe plus comme excédent, puisqu'il a eu une autre destination

Boutros-Pacha. « . . . M. de Leyden (Allemagne) a dit et répété que l'on ne voulait pas imposer de nouvelles charges à l'Egypte. Or M. de Leyden veut que l'Egypte contribue aux frais qu'occasionnera le fonctionnement du nouveau régime. M. Barrère de son côté, en demandant de prélever les sommes nécessaires sur l'excédent des recettes de l'administration, touche, comme je l'ai démontré, à notre budget. Vous dites que vous protégez l'Egypte en même temps que l'Europe, c'est vrai; mais il n'est pas exact que l'Egypte ne contribue en rien aux frais qu'exige la protection de son

territoire. L'Egypte a fait et fait encore beaucoup de sacrifices, pour les retraites entre autres, et pour l'exécution des mesures que le Conseil adopte...

M. J. W. Lowther (Grande-Bretagne). «... Quant à l'excédent des phares, il me semble que Boutros-Pacha a très bien posé la question. Il y a un excédent de recettes, mais cet excédent a déjà eu son affectation depuis la Conférence de Londres de 1885 et par décision de cette même Conférence. Nous ne pouvons nous ériger ici en cour de cassation et défaire ce que cette Conférence a fait... »

M. le Professeur Brouardel (France) estime que la question de Tor ayant été réglée par la Conférence de Venise, on ne saurait y introduire aujourd'hui des modifications sans risquer de porter atteinte à l'entente diplomatique à laquelle elle a donné lieu. Il serait peut-être plus sage suivant lui de laisser cette question en dehors des études de la Conférence actuelle.

Cette opinion, que M. Phipps (Grande-Bretagne) déclare partager, est également celle de la Commission.

M. le Président indique en conséquence que la discussion se trouve close sur la question des dépenses; il reste maintenant à examiner quelle sera l'autorité chargée de présider à l'exécution des mesures adoptées et d'en assurer l'efficacité.

Sur ce point M. Barrère (France) croit pouvoir affirmer que l'opinion de la Commission est conforme à celle des délégués français et qu'elle est unanime à admettre l'autorité du Conseil supérieur de santé de Constantinople. Mais tout le monde a compris qu'il était inévitable de tenir compte de la différence existant entre la doctrine essentiellement quarantenaire qui domine actuellement dans ce Conseil et les principes beaucoup plus libéraux qui ont été affirmés dans les Conventions de Venise et de Diessde. C'est sur ces principes que sont basés les règlements élaborés au cours de la Conférence actuelle. Il semble donc que l'autorité appelée à en diriger l'exécution doive s'inspirer du même esprit. Pour obtenir ce résultat sans porter la moindre atteinte ni à la constitution ni à la composition actuelle du Conseil de Constantinople, le sentiment général est qu'on pourrait remettre l'application des dispositions nouvelles à un Comité du Conseil composé de membres pris dans son sein et constituant une sorte d'émanation et d'organe de ce Conseil. M. le Président serait heureux de connaître leur sentiment sur la question.

M. Phipps (Grande-Bretagne) demande à la Délégation ottomane quel serait son avis sur l'une des deux solutions suivantes, la première consistant à confier l'autorité dont il s'agit à la Commission mixte des tarifs, la seconde consistant à nommer une Commission nouvelle composée de membres du Conseil et spécialement chargée de suivre l'exécution des décisions de la Conférence.

Bolkow ki Pacha (Turquie) répond qu'il n'a pas encore été avisé des intentions de son Gouvernement relativement à l'accu-il qui pourra être fait à ces décisions et qu'il ne saurait dès lors donner satisfaction quant à présent à la question de M. Phipps.

M. le Président fait observer à ce propos que toutes les délibérations prises par la Conférence en ce qui concerne les mesures applicables en Turquie n'ont eu et ne peuvent avoir que le caractère de recommandations : loin de vouloir imposer des lois à la Sublime Porte, la Conférence s'est déclarée constamment respectueuse de ses droits de souveraineté. Il ne

s'agit en ce moment que d'exprimer une résolution qui n'engage que ceux qui la prennent et à laquelle S. M. le Sultan doit rendre maître de déférer.

M. de Schœn (Allemagne) indique que la Commission de révision des tarifs dont il vient d'être question ne dépend pas du Conseil de santé de Constantinople; les attributions de contrôle qu'elle remplit en font une assemblée distincte de ce Conseil.

M. le Président dit qu'en effet la Commission des tarifs ne saurait être considérée comme une émanation du Conseil de Constantinople et que cette situation constituerait une objection à sa désignation dans le sens proposé par M. Phipps. Il faut éviter de créer une double autorité sanitaire; cette autorité doit appartenir exclusivement à l'administration sanitaire ottomane et au Conseil de Constantinople, avec l'assistance que lui donnent les délégués des Puissances composant actuellement ce Conseil.

M. Yacovlew (Russie) pense que la deuxième alternative indiquée par M. Phipps paraît offrir la meilleure solution; elle établit un lien intime entre le Conseil supérieur de santé et la Commission nouvelle.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) estime de son côté que, dans les termes où elle est présentée à la suite de cet échange de vues, la solution proposée paraît très pratique et très appropriée aux circonstances, parce que, sans porter atteinte à la composition du Conseil, ni diminuer ses attributions, elle donne satisfaction aux idées de la Conférence, il ne peut, pour ce qui le concerne, que l'approuver, sauf à déterminer les dispositions de détail qu'elle implique. Il fait ressortir également qu'une organisation de ce genre répondrait parfaitement aux idées qu'il a exprimées dans la séance du 20 février.

M. le Professeur Pagliani (Italie) dit que ses opinions sur la matière sont assez connues pour qu'il n'y revienne pas. Il se prononce dans le même sens que M. le Comte de Kuefstein.

M. de Giers (Russie) juge indispensable la création de la Commission projetée pour permettre au Conseil sanitaire de Constantinople d'appliquer d'une façon utile et pratique les décisions nouvelles qui viennent d'être prises.

M. Phipps (Grande-Bretagne) désirerait avoir des renseignements sur la composition et les attributions des diverses Commissions qui existent déjà auprès du Conseil supérieur de santé de Constantinople et auxquelles on pourrait, le cas échéant, rattacher les attributions nouvelles.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) et M. le Professeur Proust (France) font remarquer que chacune des Commissions existantes répond à un but distinct et que l'énumération n'apporterait aucun élément utile à la discussion.

M. le Professeur Proust peut cependant donner quelques renseignements sur la plus importante de ces Commissions dite « Commission mixte de révision des tarifs sanitaires ottomans ». « Cette Commission, réunie pour la première fois en 1868 à Constantinople, se composait de deux membres représentant le Gouvernement turc, des délégués des treize Puissances intéressées, onze Puissances européennes, la Perse et les États-Unis d'Amérique, et avait pour mission d'élaborer un projet de tarif spécial de taxes sanitaires à percevoir dans l'Empire, sur les navires étrangers comme sur la marine ottomane, ainsi que sur les pèlerins du Hedjaz et de la frontière turco-persane, afin d'assurer les frais nécessaires à l'entretien régulier des institutions sanitaires de la Turquie. La plus grande participation y fut due aux Délégués étrangers du Conseil de santé, qui furent désignés par

les Puissances pour les représenter à la Commission de revision des tarifs sanitaires. Le travail de la Commission mixte, terminé en 1870, ne reçut l'approbation de la Porte et des Puissances qu'en 1871. C'est, à proprement parler, une véritable Convention internationale concernant le service sanitaire et quarantenaire de la Turquie, en vertu de laquelle il était concédé à la Sublime Porte le droit de percevoir des taxes sanitaires à peu près égales à celles perçues depuis longtemps sur la navigation par les Gouvernements européens.

« La Convention avait une portée plus grande; par les délibérations de la Commission qui l'avait formulée, et par les conclusions pratiques qui en découlent, elle devenait désormais la base principale de l'organisation d'un service sanitaire définitif dont les ressources d'entretien étaient assurées à l'avenir.

« Il était particulièrement stipulé que les sommes provenant des taxes sanitaires seraient consacrées, à l'exclusion de toute affectation, à l'entretien des services sanitaires de la Turquie, sous le contrôle du service de santé qui, seul, avait la charge de gérer les fonds sanitaires.

« Dans la Convention se trouvaient au si renouvelées et mieux définies les attributions dévolues au Conseil supérieur de santé, lequel devenait, à partir de ce moment, une institution pourvue d'un caractère vraiment international.

« En 1875, une seconde Commission mixte de revision des tarifs sanitaires ottomans se borna à peu près à renouveler les conclusions de la Convention de 1870-1874. »

M. le Comte de Knefstein (Autriche-Hongrie) indique de son côté que la communication de M. le Professeur Proust concorde avec les renseignements qu'il possède sur le même sujet :

« La Commission des tarifs s'est réunie pour la deuxième fois en 1875. Elle approuva le tarif des droits sanitaires et renouvela les décisions de la première Commission. Les discussions présentent un intérêt spécial par la motion du Délégué d'Autriche-Hongrie dans le but de provoquer l'émission d'un règlement spécial fixant d'une façon précise les attributions du Conseil. En réponse à cette proposition, M. l'inspecteur des services sanitaires déclara : « que le Gouvernement ottoman n'a jamais mis en doute ni contesté les prérogatives du Conseil. Au contraire, toutes les affaires sanitaires lui sont déférées et les résolutions prises dans son sein sont exécutées sans contestation aucune »

« La Commission prit ensuite la résolution suivante : « La Commission « exprime à l'unanimité le vœu qu'il soit élaboré un règlement basé sur les « traditions et sur les attributions qui sont reconnues par la Sublime Porte « au Conseil de santé. »

« La question resta en l'état, mais l'article 5 de la Commission mixte de 1875-1876 dit : « La gestion des fonds, recettes, dépenses et réformes est « exclusivement confiée au Conseil de santé et la nomination des com- « tables et du contrôleur des comptes lui est réservée de droit, comme, du « reste, cela s'est pratiqué de tout temps à l'égard des autres employés de « l'administration sanitaire. »

« La troisième Commission des tarifs, enfin, se réunit en 1881, siégea jusqu'en 1883, et en juin 1884 ses décisions reçurent la sanction générale. Elle confirma en général les prérogatives et attributions du Conseil relativement aux agences financières et sanitaires et, en ce qui concerne la nomination des employés, l'administration des fonds ainsi que les décisions défi-

nitives du Conseil dans les questions quaranténaires. En même temps l'œuvre des premières Commissions fut élargie et, tout en maintenant les taux des tarifs sanitaires, d'importantes réformes furent introduites. Le Conseil obtint le droit de contrôle sur l'administration des fonds sanitaires ainsi que la réorganisation de la comptabilité, et, enfin, plusieurs Commissions spéciales furent établies, telles que celles du personnel, de la discipline, des finances et de la caisse des pensions. En outre, d'autres Commissions furent chargées de l'étude des différentes opérations spéciales et des règlements spéciaux furent élaborés pour les différentes branches du service.

« En somme, on peut dire que cette Commission internationale posa la base des institutions sanitaires dans l'Empire ottoman telles qu'elles existent depuis.

« Je crois que ces données serviront pour donner les renseignements qui ont été demandés sur l'action des Commissions des tarifs et sur les Sous-Commissions qui sont actuellement formées dans le Conseil.

« Celles-ci ayant un caractère spécial, elles ne me paraissent pas susceptibles d'être chargées de l'exécution des mesures sur lesquelles nous sommes tombés d'accord et qui ne pourraient donc être confiées qu'à une Commission *ad hoc*. »

M. le Professeur Brouardel (France) fait observer que l'œuvre, commencée à Venise et à Drede et poursuivie dans la Conférence actuelle, répond en matière sanitaire à un ordre d'idées absolument nouveau. Comment pourrait-on confier le soin d'appliquer ces idées à des Commissions instituées à une époque antérieure et dans un but spécial?

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) expose que, dans son opinion, les mesures adoptées aux Indes, dans les ports de départ, ne sont pas suffisamment rigoureuses et ne semblent pas devoir offrir toutes les garanties nécessaires. Ces mesures devraient s'appliquer indistinctement à tous les pèlerins et à leurs bagages, quelle que soit leur provenance. D'autre part, on a réduit la durée des quarantaines à Camran pour y substituer un régime beaucoup plus favorable. Mais, pour que ce nouveau régime présente toute l'efficacité qu'on est en droit d'en attendre, il faut que les mesures proposées soient rigoureusement et scientifiquement effectuées. Dans le cas contraire elles constitueraient plutôt un danger pour l'Europe.

M. Shakespeare croit indispensable de créer, pour contrôler l'exécution de ces mesures, une Commission spéciale, qui serait formée d'une Délégation du Conseil de Constantinople dans laquelle figureraient les représentants du Gouvernement ottoman et des Puissances signataires.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) croit devoir faire des réserves en ce qui concerne les allusions formulées par M. le Délégué des Etats-Unis au sujet de l'application des mesures sanitaires dans les Indes. Il ne peut se dispenser de rappeler, de son côté, que les mesures mises en vigueur tout dernièrement encore aux Etats-Unis ne répondaient guère aux données scientifiques invoquées par M. Shakespeare.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) reconnaît qu'en 1892 une quarantaine de vingt jours avait été édictée contre les navires arrivant aux Etats-Unis avec des émigrants, mais que cette décision avait seulement pour but d'entraver le mouvement de ces émigrants vers l'Amérique pendant une période dangereuse pour la santé publique. En fait, la quarantaine d'une durée de vingt jours que vient de critiquer M. le Docteur

Thorne Thorne, n'a jamais été appliquée aux navires indemnes, ni même à des navires ayant présenté des cas de choléra à bord à leur arrivée.

M. le Professeur Brouardel (France) estime qu'il importe, comme l'a dit M. Shakespeare, que les mesures prises soient scrupuleusement exécutées. La Commission doit être composée de personnes imbues des idées nouvelles et persuadées de l'efficacité des mesures prescrites par la science moderne. C'est de l'exécution même de ces mesures que dépend le succès.

M. le Président donne lecture de la proposition de M. le Docteur O. Shakespeare qui est ainsi conçue :

« Une Délégation du conseil de santé de Constantinople, où le Gouvernement ottoman et les Puissances, principalement celles intéressées aux pèlerinages, seront représentés par un Membre, sera chargée de l'exécution des résolutions de la Conférence. »

M. Barrère (France) estime que cette proposition comporterait dans son application quelques observations.

Il y aurait lieu d'y stipuler tout d'abord, suivant lui, que la présidence du Comité appartiendra à la Porte, à qui elle revient de droit vu sa qualité de Puissance territoriale. D'autre part, le nombre des Délégués ottomans admis à siéger dans le Comité lui paraît beaucoup trop restreint. Il serait nécessaire d'en élever le chiffre. Il proposerait enfin de donner au président en cas de partage, voix prépondérante.

Turkhan Bey (Turquie) propose de laisser au Conseil supérieur de santé de Constantinople le soin d'élire cette Commission.

M. le Professeur Brouardel (France) insiste sur l'intérêt qu'il y a à ce que les nouvelles mesures adoptées par la Conférence soient surveillées et appliquées par des autorités ayant confiance dans l'efficacité de ces mesures et n'ayant pas d'attaches avec les anciens systèmes.

M. le Docteur Thorne Thorne (Grande-Bretagne) partage tout à fait la manière de voir de M. le Professeur Brouardel. La Commission, à son avis, ne fonctionnera bien que si elle est composée de représentants des Gouvernements ayant accepté les Conventions de Venise et de Dresde.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) insiste au contraire pour que le Comité comprenne des représentants de toutes les Puissances qui ont été appelées à discuter et à voter les nouvelles mesures sanitaires applicables, sous la seule condition que ces Puissances aient adhéré à la Convention actuelle.

M. de Schoen (Allemagne) objecte que le Comité ne serait alors qu'un dédoublement du Conseil sanitaire de Constantinople, dont il engloberait tous les membres. Il ne conteste pas que les Etats-Unis ne soient indirectement intéressés à l'application des mesures de prophylaxie. Il en est de même de l'Allemagne qui, jusqu'à présent, compte à peine quelques sujets musulmans, mais a néanmoins un intérêt réel à être représentée dans la Commission de Constantinople.

M. Phipps (Grande-Bretagne) déclare se rallier entièrement aux idées de M. Brouardel, et est prêt à voter une proposition dans ce sens.

M. le Docteur Vafiadès (Grèce) ne doute pas que les nouvelles dispositions sanitaires aient une heureuse influence lorsqu'elles sont appliquées avec toutes les garanties qu'elles comportent ; mais ces dispositions ne peuvent évidemment être appliquées de la même façon dans les différents

pays. Ce qui est possible, par exemple, en Angleterre, en raison de l'assainissement préalable du territoire, ne peut être réalisé dans d'autres pays, qui n'ont pas les moyens de combattre une épidémie une fois qu'elle a fait invasion. Or la Grèce est de ce nombre. Grâce à sa loi sanitaire, elle a pu se défendre depuis quarante ans contre l'importation du choléra, qui avait envahi les régions environnantes. Plusieurs fois des cas de choléra ont été observés dans les lazarets sans que l'épidémie se propageât dans l'intérieur du pays. On ne peut changer cette loi d'un jour à l'autre. Les efforts de la Conférence actuelle tendent à étouffer le choléra à son point d'origine : il faut espérer que ces efforts seront suivis de succès et que l'on arrivera à faire disparaître le choléra comme il en a été de la peste. Alors les quarantaines ne seront plus utiles. Jusque-là, tant que les mesures qui doivent être prises dans l'Inde et ensuite en Turquie n'auront pas été appliquées avec une rigueur qui donne toute garantie, M. Vafiadès estime que la Grèce ne saurait modifier son système quarantenaire. Tout ce qu'elle pourra faire, c'est d'apporter à ce régime tous les adoucissements qui lui paraîtront compatibles avec la protection de son territoire, dans la mesure des garanties fournies par les moyens scientifiques.

M. le Président fait remarquer que M. Vafiadès est parti de ce principe que les mesures appliquées dans les Indes n'inspireraient pas une confiance suffisante. Cette crainte ne lui paraît pas justifiée en présence des dispositions acceptées par les Délégués de la Grande-Bretagne et des Indes.

La Conférence ne saurait méconnaître l'importance de ces mesures grâce auxquelles il lui a été permis d'instituer sur une base si libérale tout le régime sanitaire applicable au pèlerinage.

À la suite de cette échange de vues, M. le Professeur Brouardel (France) donne lecture du projet de résolution suivant, dont il a bien voulu préparer la rédaction à la prière de la Commission.

« La mise en pratique et la surveillance des mesures concernant les pèlerinages arrêtées par la présente Conférence sont confiées à un Comité pris dans le sein du Conseil supérieur de santé de Constantinople dans l'étendue de sa compétence. Ce Comité est composé de trois des représentants de la Turquie dans ce Conseil, et de ceux des Puissances qui ont adhéré ou qui adhéreront aux Conventions de Venise, de Dresde et de Paris. La présidence du Comité est déléguée à l'un de ses membres ottomans. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante. »

M. Névillé (Egypte) désire qu'il soit clairement constaté que les fonctions de la Commission ne s'étendront pas à la surveillance des stations sanitaires sous la dépendance du Conseil quarantenaire d'Egypte.

M. le Professeur Brouardel fait remarquer que ce point ne saurait être contesté.

M. le Professeur A. Jimeno (Espagne) demande s'il est nécessaire, pour qu'une Puissance soit représentée au Comité, qu'elle ait adhéré aux Conventions de Venise et de Dresde et à celle qui pourra résulter de la Conférence actuelle de Paris.

Dans l'affirmative, l'Espagne ne pourrait pas voter la proposition ; car, n'ayant pas adhéré à la Convention de Dresde, elle se trouverait exclue du Comité. Il dit aussi qu'à son avis il suffirait qu'une Puissance eût signé l'une quelconque des Conventions précitées pour avoir le droit d'être représentée dans le Comité de Constantinople. L'Espagne devrait indubi-

tablement faire partie dudit Comité, vu son adhésion à la Convention de Venise et son adhésion probable à la Convention arrêtée par la Conférence actuelle de Paris, sans compter le droit que lui en donne sa qualité de nation possédant en Océanie des sujets musulmans, circonstance qui pourrait demain en faire une partie intéressée dans la question du pèlerinage.

M. le Professeur Brouardel (France) pense que les principes adoptés dans les trois Conférences constituent un ensemble auquel il est indispensable que les Puissances représentées dans le Comité de Constantinople aient adhéré intégralement. Il exprime l'espoir que cette obligation hâtera l'adhésion de l'Espagne à la Convention de Dresde.

M. Hanotaux (France) ajoute qu'une exception en faveur de l'Espagne se justifierait d'autant moins qu'elle n'est pas directement intéressée dans le pèlerinage. M. Jimeno invoque l'existence d'une loi sanitaire intérieure, mais les principes votés par les Conférences et auxquels l'Espagne semble disposée à se rallier doivent précisément avoir pour résultat de faire mettre les lois intérieures des pays en concordance avec ces principes.

M. le Docteur O. Shakespeare (Etats-Unis) considère que la limitation du nombre des Puissances admises à faire partie du Comité est difficile à justifier. Le but des mesures est de défendre l'Europe et même l'Amérique. Il n'est pas juste d'objecter que les Etats-Unis, qui n'ont pas été convoqués à Venise et à Dresde, n'ont pas adhéré à ces Conventions. On ne devrait pas leur reprocher davantage de ne pas adopter ces Conventions, alors que des Puissances y adhèrent contrevenant à leurs principes fondamentaux. L'Angleterre, par exemple, permet l'application à Malte d'un régime quarantenaire extrêmement rigoureux et en opposition formelle avec les principes de ces Conventions.

« La présente Conférence, dit M. Shakespeare, a pour but de prendre les mesures nécessaires pour défendre l'Europe contre le choléra venant de l'Extrême-Orient par le golfe Persique et la mer Rouge. Les Conventions de Dresde et de Venise ne font pas actuellement l'objet formel des délibérations de la présente Assemblée. En créant un Comité chargé du contrôle et de l'exécution du nouveau régime établi par la présente Conférence, il ne paraît ni utile ni rationnel de prendre en considération d'autres stipulations que celles qui ont fait l'objet de la présente Conférence. »

M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) fait observer que les décisions prises par la Conférence ont pour objet de sauvegarder l'état sanitaire général aussi bien des autres parties du monde que de l'Europe et que c'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour apprécier l'application uniforme du règlement au profit de toutes les Puissances intéressées.

M. le Professeur A. Jimeno (Espagne) présente un amendement tendant à ce que, dans la proposition actuelle, il soit déclaré qu'il suffira à une Puissance d'adhérer à la Convention qui pourra résulter de la présente Conférence pour avoir le droit d'être représentée dans le Comité de Constantinople. Il insiste sur les raisons précédemment exposées et ajoute que la Délégation de l'Espagne accepte les mesures proposées dans cette Conférence comme elle a accepté celles de la Convention de Venise, parce qu'elles ne contrarient et ne modifient en rien son régime sanitaire actuel.

M. le Marquis de Novallas (Espagne) expose, au nom de la Délégation espagnole, que celle-ci votera la proposition de M. le Professeur Brouardel, sous réserve de l'amendement qui vient d'être indiqué.

M. de Schœn (Allemagne) voudrait savoir, d'une part, quels seraient les organes du nouveau Comité et, d'autre part, s'il devrait être considéré comme indépendant du Conseil de Constantinople.

M. le Président répond que les organes du nouveau Comité seront ceux du Conseil supérieur de santé.

M. de Schœn ajoute que les ressources proviendront, comme en l'état actuel, partie du Gouvernement ottoman et partie du produit des taxes.

M. le Marquis de Novallas (Espagne) demande s'il n'y aurait pas lieu de discuter l'amendement présenté par M. le Professeur Jimeno avant de mettre aux voix la rédaction préparée par M. Brouardel.

M. le Président pense qu'il sera plus efficace de voter sur cette rédaction, qui implique l'acceptation ou le rejet de l'amendement.

La Commission s'étant ralliée à cette procédure, le Président procède au vote sur la proposition rédigée par M. Brouardel.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité; toutefois les Délégations de l'Espagne, des Etats-Unis et du Portugal n'acceptent la proposition que sous réserve de l'amendement formulé par M. Jimeno.

Les Délégués du Danemark et de Suède et Norvège votent la proposition *ad referendum*.

La Délégation ottomane réserve son vote.

Avant de lever la séance, M. le Président tient à exprimer à MM. Pagliani et Ragosine, au nom de la Conférence, le regret que lui cause leur départ anticipé en même temps que les remerciements de cette Assemblée pour la part si distinguée et si précieuse qu'ils ont prise à ses travaux.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires :

J. de CAZOTTE.

NÉRATOW.

Paul ROUX.

Procès-verbal n° 4 — Séance du mardi 20 mars 1894.

Présidence de M. BARRÈRE.

La séance est ouverte à dix heures et demie.

Etaient présents :

MM. les Délégués faisant partie de la Commission, à l'exception de M. Navarro (Portugal) et de M. Criésis (Grèce).

Assistaient également à la séance : M. Karlinski (Autriche-Hongrie); MM. Brouardel, Proust et H. Monod (France); M. Kruyt (Pays-Bas); M. de Mello-Vianna (Portugal); M. Yacovlew (Russie) et Nouri Pacha (Turquie).

Les procès-verbaux n°s 1, 2 et 3, qui ont été imprimés et distribués à MM. les Délégués, sont adoptés.

En réponse à une question posée par M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas) relativement aux conditions dans lesquelles se ferait le paiement des amendes encourues au cas particulier d'un navire abordant en dehors de la mer Rouge un port de sa nationalité ou d'une nationalité étrangère, M. H. Monod (France) fait remarquer que la résolution votée par la Commission

n'est applicable qu'aux amendes telles qu'elles sont actuellement perçues au profit des Conseils de santé de Constantinople ou d'Alexandrie.

M. H. Monod (France) présente ensuite à la Commission le résultat des études auxquelles s'est livrée la Sous-Commission désignée par elle pour fixer, autant que possible, le chiffre des diverses dépenses qu'occasionnerait l'organisation générale du nouveau régime sanitaire sur les bases arrêtées par la Conférence. Il est bien entendu que ces évaluations, qui comprennent, d'une part, les dépenses de premier établissement et, d'autre part, les frais de fonctionnement du service, ne sauraient être, pour la première partie surtout, que très approximatives. Elles auront du moins le mérite de donner un tableau d'ensemble et détaillé des dépenses à réaliser comme conséquence des conclusions adoptées par la Conférence sur les rapports de MM. Pagliani et Yacovlew.

Ce travail se divise en deux parties, suivant que les dépenses, dans l'état actuel des choses, devraient être supportées par le Gouvernement ottoman ou par le Conseil supérieur de santé de Constantinople. En ce qui concerne les frais de personnel et d'outillage, il ne s'agit que de la dépense supplémentaire qui résultera du nouveau régime. Il faut ajouter que la Sous-Commission a dû remanier certains chiffres du devis présenté au Conseil de santé de Constantinople par M. Rouillet et qui étaient notoirement au-dessous de la valeur réelle des travaux à exécuter.

I. — Dépenses de premier établissement.

A. — A la charge du Gouvernement.

Camaran.

a. Service du port.

Construction d'un quai.....	25.000
Construction de 6 appontements à 5,000 francs.....	30.000
10 chalands à 15,000 francs..	150.000
1 remorqueur à vapeur.....	50.000
	<hr/>
	255.000

b. Services généraux.

Locaux de l'Administration..	100.000
Bâtiments pour l'installation de douches-lavages.....	20.000
Bâtiments pour l'installation de la désinfection	30.000
Chemin de fer Decauville....	100.000
Canalisation et réservoirs....	80.000
Bâtiment pour le laboratoire.	1.000
	<hr/>
	331 000

c. Service des campements.

120 campements à 4,000 francs	500.000
Clôture des campements....	20.000
6 mosquées	10.000
Tinettes et latrines : 30 à 2.000 francs	60 000
Cimetière	2.000
	<hr/>
	592.000

d. Service des hôpitaux.

Pavillons d'isolement pour les cholériques.....	120.000	
Pavillons d'isolement pour les suspects de choléra.....	80.000	
Pavillons d'isolement pour les maladies infectieuses autres que le choléra.....	80.000	
Pavillons pour maladies ordinaires.....	100.000	
	<hr/>	380.000
Imprévu		10.000
		<hr/>
		4.568.000

*Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali.**a. Services généraux.*

Bâtiment pour douches-lavages.....	10.000	
20 logements, pour 500 personnes, à 4,000 francs.....	80.000	
Appareils pour la distribution de l'eau, latrines et tinettes....	30.000	
	<hr/>	120.000

b. Services hospitaliers.

A Abou-Ali, 2 pavillons pour 20 cholériques chacun.....	60.000	
A Vasta, 2 pavillons pour maladies ordinaires.....	60.000	
	<hr/>	120.000
Imprévu		3.000
		<hr/>

243.000

Golfe persique.

FAÛ.

a. Service du port.

2 appontements à 5,000 fr...	10.000
------------------------------	--------

b. Services généraux.

Bâtiment pour l'Administration et le laboratoire.....	15.000
Bâtiment pour l'installation de douches-lavages.....	10.000

c. Service des campements.

Installations d'ariches pour 500 personnes.....	5.000
Clôture des campements....	2.000
Latrines et tinettes.....	1.000
Mosquee	1.000
	<hr/>

44.000

d. Service des hôpitaux.

Pavillon pour cholériques....	10.000
-------------------------------	--------

Pavillon pour suspects de choléra	5.000	
Pavillon pour maladies infectieuses autres que le choléra...	5.000	
Pavillon pour maladies ordinaires.....	5.000	
	<hr/>	25.000
Imprévu		3.000
SALAHYÉ OU YILANIYÉ.		
Petit lazaret.....	40.000	
	<hr/>	112.000
Total des dépenses à la charge du Gouvernement.....		1.923.000

B. — A la charge du Conseil supérieur de santé.

Camaran.

a. Service des bains.

Installation de douches-lavage	40.000	40.000
--------------------------------	--------	--------

b. Désinfection.

6 étuves	60.000	
Force motrice	15.000	
Pulvérisateurs et cuves.....	5.000	
	<hr/>	80.000

c. Purification de l'eau.

Machines à distiller	90.000	
Machines à stériliser l'eau....	10.000	
Machines à fabriquer la glace	5.000	
	<hr/>	105.000

d. Laboratoire.

Installations intérieures.....	4.000	
Imprévu	3.000	
	<hr/>	232.000

Djeddah.

Installation d'étuves pour la désinfection à terre avant l'embarquement (3 étuves au moins à 15,000 francs).....	50.000
--	--------

Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali.

Installation de douches-lavages.....	20.000	
3 étuves avec accessoires.....	60.000	
1 machine à distiller avec accessoires ..	75.000	
Imprévu	2.000	
	<hr/>	157.000

Golfe Persique.

FAO.

2 étuves et accessoires.....	40.000
Installations du laboratoire ..	5.000
Pulvérisateurs et cuves.....	1.000
Machines à distiller.....	60.000

Douches-lavages.....	20.000
Imprévu.....	2.000

128.000

SALAHYÉ OU YILANIYÉ.....	10.000
--------------------------	--------

138.000

Total des dépenses à la charge du Conseil supérieur de santé.....	577.000
---	---------

Total des dépenses de premier établissement.....	2.500.000
--	-----------

II. — Dépenses nouvelles et annuelles à prévoir pour le fonctionnement des services.

Camaran (pendant six mois).

a. Service du port.

1 capitaine timonier à 500 francs par mois.....	3.000
1 machiniste à 250 francs.....	1.500
1 aide à 100 francs par mois.....	600

QUAIS ET APPONTEMENTS.

7 journaliers à 100 francs par mois....	4.200
---	-------

9.300

b. Services généraux.

BAINS.

2 hommes et 2 femmes à 100 francs par mois.....	2.400
---	-------

CHEMINS DE FER.

1 mécanicien à 300 francs.....	1.800
1 aide-chauffeur à 100 francs.....	600

DÉSINFECTION.

4 mécaniciens à 500 francs.....	12.000
4 chauffeurs à 150 francs.....	3.600
10 chargeurs et déchargeurs pour étuves à 100 francs.....	6.000
2 gardiens chefs pour les services généraux à 150 francs.....	4.800

28.200

c. Service des hôpitaux.

1 médecin pour les pavillons de cholériques et de suspects à 700 francs.....	4.200
1 médecin pour les autres pavillons....	4.200
16 infirmiers et infirmières (2 par pavillon) à 100 francs.....	9.600

18.000

55.500

Djeddah (pour six mois).

Service de trois étuves :	
Médecin à 700 francs par mois.....	4.200
3 mécaniciens à 400 francs par mois. .	7.200

3 chauffeurs à 100 francs	1.800
4 chargeurs et déchargeurs à 75 francs	1.800

15.000

Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali
(toute l'année).

a. Services généraux.

BAINS.

1 homme et 1 femme à 75 francs par mois	1.800
---	-------

DÉSINFECTION (étuves).

3 mécaniciens à 400 francs par mois...	14.400
3 chauffeurs à 100 francs	3.600
4 chargeurs et déchargeurs à 75 francs.	3.600

23.400

b. Service des campements.

1 médecin à 700 francs par mois.....	8.400
1 gardien chef à 75 francs.....	900
4 gardiens à 50 francs.....	2.400
6 vidangeurs (2 par îlots) à 75 francs ..	5.400

17.100

c. Service des hôpitaux.

ABOU-ALI.

1 médecin à 700 francs par mois	8.400
2 infirmiers et 2 infirmières à 75 francs	3.600

VASTA.

1 médecin à 700 francs par mois	8.400
2 infirmiers et 2 infirmières à 75 francs	3.600

24.000

64.500

Golfe Persique (toute l'année).

FAÛ.

a. Services généraux.

BAINS.

1 homme et 1 femme à 75 francs par mois	1.800	1.800
---	-------	-------

b. Désinfection (étuves).

2 mécaniciens à 400 francs.....	9.600
2 chauffeurs à 100 francs.....	2.400
1 chargeur et 1 déchargeur à 75 francs.	1.800

13.800

c. Campement.

2 médecins à 700 francs.....	16.800
1 gardien chef à 75 francs	900
4 gardiens à 50 francs.....	2.400
2 vidangeurs à 75 francs.....	1.800

21.900

d. Service hospitalier.

2 infirmiers et 2 infirmières à 75 francs	3.600	
		3.600
SALAHYÉ OU YILANIYÉ.		
1 médecin à 700 francs.....	8.400	
1 gardien chef à 75 francs.....	900	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.900
MOHAMMERAH.		
1 médecin à 700 francs.....	8.400	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.000
BAIE DE KOVEIT.		
1 médecin à 700 francs.....	8.400	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.000
MENAMA.		
1 médecin à 700 francs.....	8.400	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.000
BENDER-ABBAS.		
1 médecin à 700 francs.....	8.400	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.000
BENDER-BOUCHIR.		
1 médecin à 700 francs.....	8.400	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.000
GWADAR.		
1 médecin à 700 francs....	8.400	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.000
MASCATE.		
1 médecin à 700 francs.....	8.400	
1 gardien à 50 francs.....	600	
		9.000
		114.000
Total des dépenses nouvelles et annuelles à prévoir pour le perfectionnement du service		249.000

RÉCAPITULATION

I. — Dépenses de premier établissement.

A. — A la charge du Gouvernement.

Camaran.....	1.568.000	
Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali.....	243.000	
Golfe Persique.....	112.000	
		1.923.000

B. — A la charge du Conseil supérieur de santé.

Camaran	232.000
Djeddah	50.000
Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali	157.000
Golfe Persique	138.000
	<hr/>
	577.000
	<hr/>
	2.500.000

II. — Dépenses nouvelles et annuelles à prévoir pour le fonctionnement du service.*(Toutes les dépenses sont à la charge du Conseil supérieur de santé.)*

Camaran	55.500
Djeddah	15.000
Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali	64.500
Golfe Persique	114.000
	<hr/>
	249.000
	<hr/>
Ensemble	2.749.000

Répondant à une question posée par Bonkowski-Pacha, MM. Monod et Brouardel font remarquer que le travail qui précède n'est établi qu'à titre d'information documentaire. Il a la même valeur que le relevé qui a été dressé à Venise dans des conditions identiques pour les dépenses d'améliorations à réaliser en Egypte et ne saurait par suite engager le Gouvernement ottoman.

M. Phipps (Grande-Bretagne) demande dans quelles conditions seront placés les agents sanitaires des stations du golfe Persique dépendant du Conseil supérieur de santé de Constantinople en ce qui concerne les ports situés sur les territoires de la Perse et du Béloutchistan.

M. le Professeur Proust (France) répond que les médecins désignés par le Conseil de Constantinople sont avant tout des agents d'information dont la désignation ne saurait dès lors soulever de difficultés. Il ajoute que, pour la Perse, l'entente à laquelle a fait allusion M. Phipps a fait l'objet d'entretiens officiels entre les Délégués de la Perse et de la Turquie. Cette entente est, bien entendu, subordonnée à l'approbation des deux Gouvernements intéressés, M. Proust donne lecture du texte ci-après qui a été préparé en vue de l'accord et qu'il a entre les mains :

« Les frais de l'organisation sanitaire du golfe Persique seront supportés par le Conseil sanitaire de Constantinople. C'est lui qui règlera les frais du lazaret de Fao et des médecins de l'administration sanitaire de Constantinople qui seraient envoyés dans les divers ports persans, Mohammerah, Bender-Bouchir, Bender-Abbas ; ces médecins et les agents persans formeraient le personnel de ces trois postes : les agents persans, médecins et non médecins, seront rétribués par le Gouvernement persan. »

Turkhan Bey (Turquie) déclare que « cette question doit être réservée à l'entente qui doit intervenir sur ce point entre la Sublime-Porte et la Perse ».

M. le Comte de Kufstein (Autriche-Hongrie) demande à revenir sur la question de création à Téhéran d'un Conseil sanitaire international dont il a déjà entretenu la Conférence, en s'appuyant sur un mémoire relatif au golfe Persique qui a été précédemment distribué aux membres de la Confé-

rence. Depuis lors, la Délégation persane a lu une déclaration qui touche au même objet. Bien que ces deux documents soient en désaccord sur plusieurs points, il semble s'en dégager une idée commune favorable à la réorganisation sur de nouvelles bases du Conseil de Téhéran. En présence de l'intérêt que S. M. le Schah de Perse a bien voulu manifester pour les questions sanitaires, le moment ne serait-il pas opportun de tenter la réalisation de ce projet? M. le Comte de Kuefstein rappelle l'importance qu'il y aurait à élever une barrière contre l'invasion du choléra par la voie de terre du côté de l'Afghanistan, voie que le fléau a déjà parcourue pour pénétrer en Perse et gagner de là la mer Caspienne et l'Europe. « Or — dit-il — les chiffres indiqués dans le mémoire que j'ai présenté sur cette question, chiffres qui pourront être discutés et au besoin modifiés par la Conférence établissent que l'organisation projetée pourrait être réalisée avec une dépense qui deviendrait peu onéreuse pour les différents Etats du moment qu'elle serait répartie entre eux. Les sommes qui seraient mises à leur charge seraient minimes en comparaison des résultats heureux qui pourraient être obtenus. Il ne semble donc pas douteux qu'on ne puisse trouver les ressources suffisantes. La Conférence a un devoir à remplir vis-à-vis de l'Europe qui ne comprendrait pas qu'un des côtés les plus importants du problème qui occupe la Conférence n'obtienne pas toute sa sollicitude. »

M. de Giers (Russie) a déjà eu l'occasion également de faire connaître les raisons qui ne lui paraissent pas permettre de donner suite en l'état actuel au projet préconisé par M. le Comte de Kuefstein. Le Gouvernement russe a pris et continuera à appliquer sur ses frontières toutes les mesures propres à empêcher la pénétration du fléau cholérique venant par la Perse. L'organisation d'un service sanitaire à Téhéran soulève des difficultés d'un ordre tel qu'on ne saurait l'accepter sans y avoir mûrement réfléchi, de crainte de rencontrer ensuite dans ce nouveau rouage une entrave plutôt qu'un concours utile dans l'accomplissement des mesures de protection à instituer.

M. Hanotaux (France) fait observer de son côté que la Perse n'est pas un foyer endémique de choléra. S'il était possible de la préserver de l'invasion de cette maladie par sa frontière du Sud, on assurerait du même coup, de ce côté, la protection de l'Europe par les voies de terre. C'est aux Délégations de la Grande-Bretagne et des Indes britanniques qu'il faut faire appel pour obtenir la protection efficace des frontières de l'Afghanistan et pour rendre ainsi inutile la constitution sur le territoire persan d'un rouage sanitaire nouveau.

M. le Professeur Brouardel (France) se prononce dans le même sens : il ne voit pas comment la Conférence, en l'absence de données et d'études préalables sur les conditions d'organisation d'un service prophylactique dans des régions pour ainsi dire inconnues d'elle, pourrait fixer, même d'une façon approximative, les bases de cette organisation, les moyens d'action, en personnel et en argent, dont on pourrait disposer. Toutefois, afin d'entrer autant que possible dans les vues suggérées par M. le Comte de Kuefstein, M. Brouardel proposerait de formuler un vœu tendant à ce que S. M. le Schah de Perse édicte des propositions sanitaires conformes aux idées émises dans les délibérations de la Conférence de Paris. Ce vœu, conçu forcément en termes très vagues, permettrait du moins de préparer l'application en Perse de mesures prophylactiques appropriées aux exigences locales.

M. Phipps (Grande-Bretagne) partage l'opinion exprimée par M. de Giers sur l'inopportunité de créer un Conseil sanitaire international à Téhéran. En ce qui concerne les mesures à prendre dans l'Afghanistan, il ne croit pas qu'on puisse y établir utilement des quarantaines terrestres.

M. le professeur Proust (France) répond qu'il ne peut être question de quarantaines terrestres dont l'inutilité et le danger même ont été démontrés : Il s'agit d'une surveillance exercée sur les points traversés par les caravanes, surveillance impliquant la désinfection des vêtements et bagages et l'isolement des malades.

M. le Chevalier de Stuers (Pays-Bas) voudrait qu'on précipât davantage le vœu à émettre : les Puissances intéressées devraient s'engager notamment à concourir à l'organisation nouvelle demandée à la Perse par une contribution financière et l'envoi de délégués spéciaux. C'est dans ce sens que M. Ruysch s'est déjà exprimé dans la deuxième séance de la Conférence et dans la séance du 20 février de la Commission du Golfe Persique en vue de donner au Conseil sanitaire de Téhéran un caractère international qui ne ressort pas de la proposition formulée par M. Brouardel.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) et M. le Docteur Ruysch (Pays-Bas) insistent encore une fois pour que le principe de l'existence à Téhéran d'un Conseil sanitaire soit pris en sérieuse considération. « Si, comme on le craint, ajoute M. de Kuefstein, les propositions du mémoire que j'ai déposé ne rencontrent pas l'assentiment général, je demande au moins qu'on convienne d'établir un Conseil sanitaire facultatif et consultatif dans lequel pourraient être représentées les Puissances intéressées qui le désireraient. Ainsi, un jalon pour une organisation plus complète à réaliser dans l'avenir serait constitué et la Conférence aurait toujours créé quelque chose d'utile. Je renvoie du reste aux données assez circonstanciées du mémoire qui contient des renseignements suffisants sur la situation en Perse et le plan d'organisation qui pourrait y être poursuivi. »

M. le Président expose que la Commission se trouve en présence de deux courants d'opinions nettement opposés. Afin de rallier, si possible, leurs partisans à une formule commune susceptible de réunir les votes de tous les Délégués, M. le Professeur Brouardel a modifié sa rédaction première de manière à donner satisfaction aux diverses considérations qui viennent d'être émises. En voici le texte :

La Conférence émet le vœu que les mesures sanitaires conformes à celles qui ont été adoptées dans les Conférences de Venise, Dresde et Paris soient prises, au besoin avec le concours des Puissances représentées dans la présente Conférence, sur les frontières orientales et méridionales de la Perse.

M. Phipps (Grande-Bretagne) demande si la Conférence ne pourrait rédiger une série de dispositions propres à protéger les territoires menacés par l'invasion du choléra et dont l'application serait recommandée au Gouvernement persan.

M. le Professeur Proust (France) fait remarquer que le principe des règles sanitaires est de prendre des mesures le plus près possible des foyers de maladies. Si on appliquait dans l'Afghanistan des dispositions analogues à celles qui ont été pratiquées en France lors des dernières épidémies cholériques, ce serait assurément la meilleure sauvegarde pour la Perse. Il est probable que les points en quelque sorte stratégiques sur lesquels devrait porter la surveillance des voyageurs en Afghanistan sont peu nombreux et que cette surveillance pourrait dès lors être réalisée de la façon la plus efficace et à peu de frais.

M. Phipps (Grande-Bretagne) dit que la Conférence pourrait alors émettre dans ce sens un vœu susceptible d'être suivi d'accord diplomatique de la part des Puissances intéressées.

M. Hanotaux (France) rappelle qu'il ne s'agit plus dans l'espèce d'adopter des dispositions semblables à celles que l'expérience acquise permettait de préciser pour le transport par mer des pèlerins se rendant à la Mecque. La Conférence doit se borner, en ce qui concerne la Perse et l'Afghanistan, à signaler la nécessité de prendre des mesures et à exprimer le vœu que les Gouvernements locaux, avec le concours, s'il y a lieu, des autres Puissances intéressées, se préoccupent d'en assurer le plus promptement possible la réalisation. C'est dans ce sens que les Puissances dont il s'agit pourront ensuite, comme paraissent le désirer la plupart des Délégués, provoquer par voie diplomatique l'entente nécessaire.

M. le Comte de Kuefstein (Autriche-Hongrie) exprime ses regrets qu'il ne soit pas possible d'obtenir davantage. Cependant comme la proposition formulée par M. Brouardel semble présenter certains avantages et pourra servir à l'avenir de point de départ pour une organisation plus précise, il n'hésite pas à la voter également. Il émet ce vote sous la condition que la question formera, ainsi que cela a été indiqué par d'autres délégués, l'objet de négociations diplomatiques ultérieures entre les Puissances et le Gouvernement persan. Enfin, il adresse à ce dernier la prière expresse de vouloir bien prendre l'initiative de créer à Téhéran un conseil international consultatif capable de transmettre des informations certaines et dans lequel les Puissances qui voudraient y envoyer des Délégués seraient libres de se faire représenter. Il pense que le Gouvernement de S. M. le Schah sera d'autant plus disposé à prendre une pareille initiative que celle-ci répondrait aux vœux qui ont été exprimées par ses Délégués.

M. de Schoen (Allemagne) pense que l'on pourrait remplacer, dans le texte proposé par M. le Professeur Brouardel, l'expression « Puissances représentées dans la présente Conférence », par l'expression de « Puissances intéressées » qui donnerait plus de latitude dans la réalisation des accords diplomatiques susceptibles d'intervenir entre les unes ou les autres de ces Puissances.

M. le Président met aux voix, avec cette modification, la proposition formulée par M. le professeur Brouardel.

La Commission en adopte le texte à l'unanimité, à l'exception de la Turquie qui réserve son vote.

Sur les explications fournies par Bonkowski Pacha, M. le Président indique que cette abstention ne porte pas sur le fond de la proposition; elle est motivée par ce fait que le vœu qui vient d'être approuvé est basé sur la Convention de Dresde, à laquelle le Gouvernement ottoman n'a pas adhéré.

Turkhan Bey (Turquie) croit devoir revenir sur les conclusions votées par la Commission dans sa séance du 17 mars, en vue, d'une part, d'instituer une Commission consulaire chargée de l'application des amendes en matière d'infractions sanitaires et, d'autre part, de stipuler que l'emploi du produit des taxes et amendes relèvera exclusivement des Conseils sanitaires. La Délégation ottomane considère que ces résolutions constituent une ingérence dans les affaires du Gouvernement de la Porte et déclare protester contre leur adoption.

M. Barrère répond, comme Délégué de France, que la création de la Commission consulaire chargée de prononcer sur le règlement des amendes

ne saurait être envisagée comme une intervention dans les affaires intérieures de la Turquie. Cette proposition n'a pas été faite dans le but d'augmenter les pouvoirs des Puissances; le droit qu'exerçaient jusqu'ici pour chacune d'elles leurs consuls respectifs est confié seulement à une Commission consulaire.

M. de Schœn (Allemagne) tient à déclarer de son côté qu'en votant la proposition dont il s'agit il n'a eu en aucune façon la pensée que cette proposition pouvait impliquer une ingérence ou une immixtion quelconque dans les affaires ottomanes.

MM. Phipps (Grande-Bretagne), de Stuers (Pays-Bas), Kuefstein (Autriche-Hongrie), de Novallas (Espagne), Malaspina (Italie) et de Giers (Russie) expriment le même avis en s'associant entièrement aux déclarations de MM. Barrère et de Schœn.

M. Phipps (Grande-Bretagne) demande quelques éclaircissements sur le rôle des médecins qui seront placés dans les stations sanitaires du golfe Persique. Ces médecins auront-ils le droit d'arrêter un navire, de lui imposer une période d'observation plus ou moins longue et d'apporter de ce fait des entraves à la navigation?

M. Thorne Thorne (Grande-Bretagne) voudrait savoir de son côté si la visite médicale ne pourra subir par le fait de l'absence, de la maladie ou du mauvais vouloir du médecin des retards préjudiciables au commerce.

Il résulte des explications fournies par MM. Hagel (Autriche-Hongrie), Proust et Hanotaux (France) que le régime applicable dans le golfe Persique est le même que celui qui a été prescrit par la Conférence de Venise pour les ports d'Europe. Le médecin a mission de se rendre à bord pour constater l'état sanitaire du navire, autoriser, s'il y a lieu, la libre pratique ou informer télégraphiquement la station sanitaire de Fao de la présence du choléra à bord du navire. Cette visite, normalement, ne peut exiger qu'un temps très limité et, si elle peut donner lieu accidentellement comme partout ailleurs à des retards, il paraît par contre bien difficile d'assigner dans la pratique à cette opération une durée maxima. On rappelle qu'il s'agit dans l'espèce d'un médecin diplômé qui risque d'être révoqué pour faute commise dans l'exercice de ses fonctions. Fixer une durée maxima de douze heures par exemple irait à l'encontre des intentions manifestées par la Délégation anglaise en donnant au médecin la faculté d'atteindre sans motifs ce délai et de n'encourir cependant aucun reproche.

M. Phipps (Grande-Bretagne) demande encore si, dans le cas où les ressources actuelles ne suffiraient pas pour couvrir les dépenses nouvelles, il y aurait lieu de recourir à l'augmentation des taxes actuelles et d'imposer ainsi à la navigation des charges supplémentaires.

M. Hanotaux (France) répond que les taxes en vigueur ont présenté chaque année, depuis plus de dix ans, des excédents qui permettent de penser que le Conseil sanitaire aura à sa disposition tous les fonds nécessaires pour réaliser les mesures adoptées et que, dès lors, sans qu'il soit possible à la Commission de s'engager sur ce point, tout fait prévoir que dans l'avenir on ne sera pas obligé de recourir à des taxes nouvelles (1).

(1) Relevé des excédents de recettes du Conseil supérieur de santé de Constantinople pendant les cinq dernières années :

Exercice 1888-1889	435,000'
Exercice 1889-1890	453,000
Exercice 1890-1891	459,000
Exercice 1891-1892	538,000
Exercice 1892-1893	317,000

Réserve actuelle de la caisse sanitaire.. 2,800,000'

M. H. Monod (France) ajoute que, par le fait de l'atténuation des mesures qui lui étaient jusqu'ici imposées, les charges de la navigation se trouveront au contraire allégées dans une large mesure.

M. le Président fait connaître qu'à la suite de cette discussion la Commission des voies et moyens a épuisé son programme. M. le Baron Beyens veut bien se charger de préparer son rapport sur les travaux de la Commission de manière à le soumettre à la Conférence plénière dans sa prochaine séance. Cette réunion aura lieu jeudi à deux heures et demie.

Avant de clore les travaux de la Commission, M. le Président a le devoir de remercier ses Collègues de l'amabilité avec laquelle ils n'ont cessé de lui prêter leur concours : ce n'est que grâce à ce concours qu'il a pu mener à bien la tâche délicate qui lui incombait.

M. le Comte de Kuefstein, se faisant de son côté l'interprète des Membres de la Commission, est heureux de témoigner à M. Barrère toute leur gratitude pour la façon si judicieuse et si courtoise avec laquelle il a dirigé ses délibérations et assuré ainsi leur succès.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,
Camille BARRÈRE.

Les Secrétaires,
J. de CAZOTTE.
NÉRATOW.
Paul ROUX.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Rapport sur l'application, pendant l'année 1898, des dispositions légales relatives à la nationalité.

31 janvier 1899.

Monsieur le garde des sceaux,

J'ai l'honneur de vous présenter, d'après les indications de la statistique dressée par le bureau du sceau, les résultats de l'application, pendant l'année 1898, des dispositions du Code civil relatives à la nationalité, ainsi que des décrets sur la naturalisation aux colonies et dans les pays de protectorat.

Le nombre des naturalisations diminue d'année en année depuis 1893.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner.

Les facilités accordées par la loi du 26 juin 1889 devaient en effet déterminer un grand nombre d'étrangers à se mettre en instance et grossir, d'une façon anormale, le chiffre des naturalisations pendant les premières années qui ont suivi la promulgation de ladite loi.

I

NATURALISATIONS FRANÇAISES

Admissions à domicile.

A. *Naturalisations.* — Le chiffre des naturalisations, qui était de 3,252 en 1897, est tombé à 2,843 en 1898, soit une diminution de 409.

Sur les 2,843 naturalisations accordées en 1898, 2,100, soit environ 75 p. 100, s'appliquent à des hommes et 743, soit environ 25 p. 100, à des femmes. Ces proportions sont les mêmes que pour les trois années précédentes.

Parmi les 2,100 hommes naturalisés en 1898, 1,900, soit près des neuf dixièmes, résidaient en France depuis plus de dix ans, et 200 seulement depuis moins de dix ans; 515, c'est-à-dire environ un quart, étaient nés en France, et 1,585, les trois quarts, étaient nés à l'étranger. La proportion des étrangers naturalisés qui sont nés en France est la même qu'en 1897.

300 individus ont obtenu la naturalisation après trois ans de domicile autorisé en France (art. 8, § 3, n° 1, du code civil);

1,684 après une résidence non interrompue de dix années (art. 8, § 3, n° 2);

2 après une année seulement de domicile autorisé (art. 8, § 3, n° 3) pour avoir accompli cinq années de service dans les colonies françaises.

50 ont également obtenu la naturalisation un an seulement après leur admission à domicile parce qu'ils avaient épousé une Française (art. 8, § 5, n° 4).

64 personnes ont bénéficié des dispositions de l'article 12, paragraphe 12, du Code civil en sollicitant la naturalisation en même temps que leurs parents.

De même que les années précédentes, la proportion des étrangers naturalisés après une résidence décennale est des quatre cinquièmes environ.

2 individus ont été déclarés Français comme descendants de familles expatriées lors de la révocation de l'édit de Nantes, par application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889. Cet article avait été appliqué à 2 personnes en 1897.

Le classement des hommes naturalisés suivant leur âge, leur état civil, leur profession et leur nationalité d'origine fournit les indications suivantes :

Age.

Moins de 25 ans, 167 ; environ 8 p. 100.

De 25 à 30 ans, 233 ; environ 11 p. 100.

De 30 à 35 ans, 479 ; environ 23 p. 100.

De 35 à 40 ans, 391 ; environ 18 p. 100.

Plus de 40 ans, 830 ; environ 40 p. 100.

La proportion des jeunes gens qui ont moins de 25 ans et qui, par conséquent, sont astreints au service militaire en France, est la même qu'en 1896 et en 1897 ; elle est plus forte que pendant les années précédentes.

Etat civil.

Mariés à des Françaises, 1,002 ; 48 p. 100 environ.

Mariés à des femmes étrangères, 529 ; 25 p. 100 environ.

Célibataires, 502 ; 24 p. 100 environ.

Veufs ou divorcés, 67 ; 3 p. 100 environ.

Ces proportions sont à peu près les mêmes depuis 1890.

Professions.

Propriétaires et rentiers, 30 ; soit environ 1 1/2 p. 100.

Professions libérales, 96 (1) ; soit environ 4 p. 100.

Industriels et commerçants, 190 ; soit environ 8 p. 100.

Employés de commerce ou d'administration, 133 ; soit environ 6 p. 100.

Ouvriers dans la petite industrie, 1,068 ; soit environ 52 p. 100.

Ouvriers dans de grandes usines, des chantiers ou des mines, 144 ; soit environ 7 p. 100.

Travailleurs agricoles, 110 ; soit environ 5 p. 100.

Marins, pêcheurs, 30 ; soit environ 1 1/2 p. 100.

Journaliers, 264 ; soit environ 13 p. 100.

Sans professions ou diverses, 48 ; 2 p. 100.

(1) Dans ce nombre de 96 figurent :

21 prêtres desservants du culte catholique ;

5 frères de la doctrine chrétienne ;

2 pasteurs protestants,

et 3 ministres officiants du culte israélite.

A peu de chose près, ces proportions sont les mêmes que les années précédentes avec une légère variation de 1/2 à 2 p. 100.

Nationalité d'origine.

Alsaciens-Lorrains, 413 ; environ 20 p. 100.

Italiens, 639 ; environ 31 p. 100.

Allemands, 119 ; environ 5 p. 100.

Belges, 534 ; environ 26 p. 100.

Luxembourgeois, 78 ; environ 4 p. 100.

Suisses, 71 ; environ 3 p. 100.

Espagnols, 65 ; environ 3 p. 100.

Autrichiens, 39, environ 2 p. 100.

Hongrois 5 ; environ 2 p. 100.

Russes et Polonais, 74 ; environ 3 p. 100.

Divers, 63 ; environ 3 p. 100.

Ces proportions sont à peu près les mêmes que celles relevées dans les années précédentes : néanmoins il y a une diminution de 3 p. 100 pour les naturalisations d'Italiens et une augmentation de 5 1/2 0/0 en ce qui touche les Belges naturalisés.

Enfants.

Le nombre des enfants des étrangers qui ont obtenu, en 1898, le bénéfice de la naturalisation est de 3,670, soit une diminution de 431 sur 1897.

Dans ce nombre, 295 étaient majeurs et 3,375 étaient mineurs. Sur les 295 majeurs, 213 étaient déjà Français, soit parce qu'ils avaient obtenu personnellement la naturalisation, soit parce qu'ils étaient nés en France de parents nés eux-mêmes sur notre territoire (art. 12, § 3, du code civil) ; 36 ont été naturalisés en même temps que leur père ou leur mère (art. 12, § 2) ; et 46 sont restés étrangers. Sur les 3,375 mineurs, 397 ont été compris aux décrets qui naturalisaient leurs parents et sont ainsi devenus Français sous réserve de la faculté de répudiation dans l'année qui suivra leur majorité (art. 12, § 3, du code civil) ; 777 étaient Français de droit, parce qu'ils étaient nés en France d'un père étranger né lui-même sur notre sol (art. 8, § 3, du code civil). Enfin, 2,201 sont devenus dès maintenant Français à titre irrévocable, leur père, mère ou tuteur ayant renoncé pour eux à la faculté de répudiation (art. 8, §§ 3 et 4 : 9, § 10, et 12, § 3, du code civil).

B. *Admissions à domicile.* — Le nombre des autorisations d'établir leur domicile en France accordées à des étrangers en 1898 est de 369. Ce nombre qui décroît d'année en année s'était élevé à 768 en 1890.

II

NATURALISATIONS EN ALGÉRIE

Le nombre des naturalisations algériennes accordées en 1898 s'est abaissé dans de notables proportions.

Cette diminution porte surtout sur l'élément civil. Elle tient à ce que les titres des étrangers qui demandent la naturalisation sont examinés avec sévérité et avec le souci de n'accorder la qualité de Français qu'à ceux qui ont donné la preuve de leur attachement à la France.

En 1897, le nombre des naturalisations algériennes était de 1,607 ; il n'est plus en 1898 que de 1,077.

Ce chiffre de 1,077 se décompose en 563 militaires et 514 personnes appartenant à la population civile, savoir : 359 hommes et 155 femmes. Parmi ces 359 hommes appartenant à la population civile, 55 étaient mariés avec des Françaises, 159 à des étrangères ; 138 étaient célibataires, 7 veufs ou divorcés ; 117 étaient nés en Algérie et 242 hors d'Algérie.

86 résidaient en Algérie depuis moins de 10 ans et 273 depuis plus de 10 ans. 67 habitaient le département d'Alger, 151 le département de Constantine et 141 le département d'Oran.

49 étaient âgés de moins de 25 ans, 46 avaient de 25 à 30 ans, 79 de 30 à 35 ans, 65 de 35 à 40 ans et 120 de plus de 40 ans.

La proportion des jeunes gens âgés de moins de 25 ans et, par conséquent, astreints au service militaire a augmenté de 5 p. 100. De 9 p. 100 en 1897, elle est montée à 14 p. 100 en 1898.

Au point de vue de la profession, ils se classent ainsi :

Agriculture, commerce et industrie, 284.

Pêche maritime, 57 au lieu de 134 en 1897.

Emplois divers, 3.

Propriétaires et rentiers, 6.

Professions libérales, 9.

La nationalité d'origine des 359 civils naturalisés se décompose comme suit :

Italiens, 137, au lieu de 258 en 1897.

Espagnols, 122 au lieu de 205 en 1897.

Maltais, 40 au lieu de 47 en 1897.

Indigènes algériens, 32.

Allemands, 8.

Alsaciens-Lorrains, 6.

Marocains, 4.

Suisses, 3.

Belges, 1.

Divers, 6.

Les enfants des naturalisés algériens civils sont au nombre de 473, dont 42 majeurs et 431 mineurs.

Parmi les majeurs, 29 étaient déjà Français, 8 ont été naturalisés avec leurs parents et 5 sont restés étrangers. Parmi les mineurs, 183 étaient Français de droit, 195 sont devenus irrévocablement Français par suite de la renonciation faite, en leur nom, à la faculté de répudier ; 53 ont été compris aux décrets qui naturalisaient leurs parents et sont ainsi devenus Français, sauf faculté de répudier notre nationalité dans l'année qui suivra leur majorité.

Quant aux 563 naturalisés militaires, 266 avaient moins de 25 ans, 193 de 25 à 30 ans, et 104 plus de 30 ans. On compte parmi eux : 230 Alsaciens-Lorrains (au lieu de 330 en 1897), 33 Italiens, 121 Allemands, 72 Belges, 7 Luxembourgeois, 64 Suisses, 8 Espagnols, 14 Autrichiens, 1 Hongrois, 5 Russes et 8 individus de nationalités diverses.

La diminution du nombre des Alsaciens-Lorrains s'explique par ce fait que ceux qui sont nés postérieurement à l'annexion de leur pays à l'Allemagne peuvent devenir Français en souscrivant la déclaration de nationalité prévue par l'article 10 du code civil.

III

NATURALISATIONS AUX COLONIES ET DANS LES PAYS DE PROTECTORAT

Le décret du 7 février 1897, qui facilite la naturalisation aux colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, est resté jusqu'à présent sans effet sur le nombre des naturalisés de cette catégorie.

Ce nombre, qui était de 90 en 1897, est tombé à 76 en 1898.

Sur ces 76 naturalisations, 65 ont été accordées à des hommes et 11 à des femmes ; 14 ont été obtenues aux colonies et 62 dans les pays de protectorat. Dans ces pays le nombre des naturalisations avait été de 63 en 1897.

Colonies. — La Guadeloupe, la Martinique et la Nouvelle-Calédonie n'ont fourni aucune naturalisation en 1898.

A la Réunion on en compte une accordée à un Italien.

En Cochinchine, 3 indigènes et 1 Chinois ont obtenu la naturalisation.

Les autres colonies donnent les chiffres suivants :

Iles Tahiti, 1 Danois.

Guinée française, 1 Suisse.

Madagascar, 2 originaires des Indes anglaises, 2 Mauriciens et 1 Chinois.

Sénégal, 1 Portugais.

Cambodge, 1 Espagnol.

Pays de protectorat. — En Tunisie, le nombre des naturalisations s'est élevé, en 1898, à 46 ; il était de 28 en 1897 et de 29 en 1896. Le classement par nationalité d'origine donne 1 Alsacien-Lorrain, 32 Italiens, 1 Allemand, 3 Suisses, 5 Maltais et 4 indigènes tunisiens.

En Annam et au Tonkin, il y a eu, en 1898, 16 naturalisations au lieu de 35 en 1897 et de 62 en 1896. Ce total de 16 naturalisés se décompose en : 15 indigènes et 1 Alsacien-Lorrain.

IV

DÉCLARATIONS DE NATIONALITÉ

Répudiations. — Les déclarations ayant pour objet de décliner la qualité de Français se sont élevées en 1898 à 445. Leur nombre était de 408 en 1897, 459 en 1896, 496 en 1895, 693 en 1894. La diminution progressive relevée avec satisfaction l'année dernière ne s'est pas maintenue en 1898, par suite du plus grand nombre de répudiations effectuées par les Belges (175 en 1897, 204 en 1898).

152 répudiations ont été souscrites par application de l'article 8, paragraphe 3 du Code civil (individus nés en France d'une mère elle-même qui y est née), et 293 par application de l'article 8, paragraphe 4 du même code (individus nés en France de parents étrangers nés tous deux à l'étranger et qui sont domiciliés en France à l'époque de leur majorité). Ces deux chiffres étaient en 1897 de 181 et de 223.

Le nombre des individus d'origine française par leur mère et qui ont décliné la qualité de Français a donc diminué d'environ 12 p. 100.

Acquisitions. — En 1898 la chancellerie a enregistré 2,610 déclarations faites en vue d'acquérir la qualité de Français. Le chiffre était de 2,735 en 1897.

Les déclarations véritablement acquiesitives, par lesquelles des individus jusque-là étrangers réclament la qualité de Français, ont atteint le

chiffre de 1,664, dont 595 par application des articles 8, paragraphe 4, et 9, paragraphe 10, combinés du Code civil, et 1,066 par application de l'article 10 du même code.

946 autres déclarations ont été souscrites pour assurer définitivement la qualité de Français à des individus que la loi déclarait Français, mais en leur réservant la faculté de réclamer leur nationalité d'origine. Elles se répartissent comme suit :

Renoncations à la faculté de répudiation prévue par les articles :

8, paragraphe 3, du code civil, 827 ;

8, paragraphe 4, du code civil, 14 ;

12, paragraphe 3, du code civil, 61 ;

18, *in fine*, du code civil, 44.

On compte encore 3 déclarations souscrites en vertu de l'article 9, paragraphe 1^{er}, du code civil, par des individus nés en France qui avaient fait leur soumission d'y fixer leur domicile dans l'année pour réclamer ensuite la qualité de Français.

Les déclarations, soit pour acquérir, soit pour renoncer à la faculté de répudier, ont été souscrites par 891 majeurs et au nom de 4,172 mineurs. A ce dernier chiffre, il convient d'ajouter 145 mineurs qui sont devenus Français par suite de la déclaration faite pour lui-même par le chef de famille.

Au point de vue de la nationalité d'origine, le tableau ci-après donne les chiffres de l'année 1898 comparés à ceux de l'année précédente :

ANNÉES	ALSACIENS LORRAINS	ITALIENS	ALLEMANDS	BELGES	LUXEMBOURGEOIS	SUISSES	ESPAGNOLS	AUTRICHIENS	HONGROIS	RUSSES	DIVERS
MAJEURS											
1897	406	30	5	259	6	7	3	2	1	1	6
1898	520	14	8	322	9	4	6	1	»	1	6
MINEURS											
1897	778	1765	159	1138	170	138	409	74	6	91	185
1898	582	1447	142	1247	86	130	368	50	8	114	143

Refus d'enregistrement pour cause d'indignité. — Pendant l'année 1898, le Gouvernement, par application de l'article 9, paragraphe 4, du Code civil, a soumis au conseil d'Etat 5 déclarations souscrites par des individus qu'il jugeait indignes d'acquérir la qualité de Français, et, sur l'avis conforme dudit conseil, l'enregistrement de ces 5 déclarations a été refusé. En 1897, le chiffre était de 15.

V

RÉINTÉGRATIONS

En 1898, le nombre des réintégrations dans la qualité de Français n'est plus que de 1,676. Il était de 1,956 en 1897.

261 réintégrations ont été accordées à des hommes et 1,415 à des femmes.

Sur ce nombre de 261 hommes, 122 résidaient en France depuis plus de 20 ans et 139 depuis moins de 10 ans ; un seul avait perdu la qualité de Français en se faisant naturaliser à l'étranger, tous les autres parce que leur pays avait été séparé de la France ; 71 étaient mariés à des Françaises, 106 à des Alsaciennes, 8 à des femmes étrangères, 75 étaient célibataires et 1 veuf.

Au point de vue de l'âge, on ne compte pas de réintégrés de moins de 25 ans ; 58 étaient âgés de 25 à 30 ans ; 55 de 30 à 35 ans ; 54 de 35 à 40 ans et 94 de plus de 40 ans.

7 réintégrés étaient propriétaires ou rentiers, 22 appartenait aux professions libérales ; parmi ces derniers on compte 10 prêtres desservants du culte catholique, 6 frères des écoles chrétiennes et 1 ministre officiant du culte israélite ; 26 étaient industriels ou commerçants, 24 employés de commerce ou d'administration, 124 ouvriers dans la petite industrie, 15 ouvriers de grandes usines, de chantiers ou de mines, 16 travailleurs agricoles, 20 journaliers et 7 sans profession.

Parmi les 1,415 femmes réintégrées, 1,031 l'ont été lors de la naturalisation de leurs maris, 92 à la suite de l'acquisition de la qualité de Français par leurs maris, en vertu d'une déclaration de nationalité, 42 après la dissolution de leur mariage, 73 ont été réintégrées isolément et 177 en même temps que leurs maris obtenaient eux-mêmes la réintégration.

1,374 femmes ont été réintégrées en France et 41 en Algérie.

Les enfants des réintégrés sont au nombre de 455, dont 92 majeurs qui étaient déjà Français, et 363 mineurs qui se décomposent ainsi : 241 étaient Français de droit, 97 le sont devenus par déclaration, et 25 ont été compris dans les décrets qui accordaient à leurs parents la réintégration.

VI

AUTORISATIONS DE SE FAIRE NATURALISER A L'ÉTRANGER

13 autorisations ont été accordées en 1898. De plus, il a été donné 3 autorisations d'accepter des fonctions publiques ou de prendre du service militaire à l'étranger.

VII

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Pendant l'année 1898, 6,563 personnes comprenant 4,239 hommes et 2,324 femmes sont devenues Françaises par voie de naturalisation, de déclaration ou de réintégration.

Les 4,239 hommes qui ont acquis la qualité de Français se décomposent en :

Alsaciens-Lorrains	1.432
Italiens	847

Belges	929
Allemands	257
Espagnols	202
Suisses	145
Luxembourgeois	94
Autrichiens	54
Hongrois	6
Russes et Polonais	80
Maltais	45
Marocains	4
Indigènes (Algérie et colonies)	54
Nationalités diverses	90

Classement par département des naturalisations et des déclarations
acquiesitives :

Seine	1.128
Nord	694
Meurthe-et-Moselle	422
Bouches-du-Rhône	421
Algérie	348
Alpes-Maritimes	173
Vosges	148
Marne	121
Var	106
Seine-et-Oise et territoire de Belfort	75
Meuse	74
Rhône	64
Corse	63
Ardennes	59
Pas-de-Calais	55
Seine-et-Marne	42
Isère	39
Pyrénées-Orientales	38
Aisne et Hérault	37
Oise	36
Doubs	33
Côte-d'Or et Gironde	27
Savoie	20
Aube, Loire, Haute-Marne et Seine-Inférieure	19
Haute-Saône	17
Saône-et-Loire	16
Yonne	14
Haute-Savoie	13
Aude	12
Basses-Pyrénées	11
Hautes-Alpes, Calvados, Jura et Somme	10
Ain et Basses-Alpes	8
Drôme, Eure-et-Loir et Haute-Garonne	7
Lot-et-Garonne et Vaucluse	6
Gard, Gers et Deux-Sèvres	5
Ardèche, Aveyron, Cantal, Cher, Loire-Inférieure, Puy-de-Dôme et Tarn	4

Charente-Inférieure, Eure, Indre-et-Loire, Loiret, Maine-et-Loire, Manche, Hautes- Pyrénées et Tarn-et-Garonne	3
Allier, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre, Haute- Loire, Morbihan et Haute-Vienne	2
Côtes-du-Nord, Loir-et-Cher, Lot, Mayenne, Nièvre, Sarthe, Vendée et Vienne	1
Ariège, Charente, Corrèze, Creuse, Dordogne, Landes, Lozère, Orne	0

La naturalisation a été aussi accordée à 5 personnes résidant à l'étranger qui y occupent des emplois conférés par le gouvernement français.

Au nombre des 6,563 personnes majeures devenues Françaises pendant l'année 1898, il convient d'ajouter 6,001 mineurs, sur lesquels 5,373 sont devenus irrévocablement français et 628 ont conservé la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année qui suivra leur majorité. On obtient ainsi un total de 12,564 nouveaux Français.

Je suis, avec respect, monsieur le garde des sceaux, votre très obéissant serviteur.

*Le conseiller d'Etat,
directeur des affaires civiles et du sceau,
L. LA BORDE.*

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Rapport de M. Georges Berger sur le budget du ministère des affaires étrangères pour 1900 (*suite*) (1).

Si l'Angleterre reste maîtresse des passages vers le Nil, nous gardons ou nous acquérons les riches contrées du Baguirmi, du Ouadai, du Kanem, du Bornou, du Tiberti reliées les unes aux autres au nord et à l'est du lac Tchad, en face du Bornou anglais et du Cameroun allemand. Quoi qu'il en soit, le manque complet de communications indépendantes de ces régions et de notre Haut-Oubangui avec le Nil, à travers le Congo et le Bahr-el-Ghazal, pourra nous faire cruellement défaut. Il serait puéril de trouver une compensation suffisante de la gêne que nous devons subir ainsi dans l'extension aux régions situées entre le Tchad et le Haut-Nil des dispositions de la convention anglo-française du Niger qui garantissent aux ressortissants des deux puissances contractantes le régime de l'égalité de traitement. L'ouverture du Nil à notre commerce, sur un parcours de 800 kilomètres entre Lado et les approches de Khartoum, sera considérée par beaucoup de Français clairvoyants comme une concession fort peu compromettante pour les intérêts du commerce de l'Angleterre qui sait à quoi s'en tenir sur notre indécision et notre timidité, d'autant plus que les avantages qui nous sont accordés dans la sphère anglaise sont réciproquement reconnus aux Anglais dans la sphère française jusqu'au Tchad, ainsi qu'au Chari, et au Cameroun allemand sous certaines réserves.

La diplomatie française a obtenu ce qu'il lui était permis d'espérer dans la mauvaise posture où elle se trouvait. Il appartiendra à nos commerçants de tirer le parti le moins mauvais des chemins que l'Angleterre nous autorise à utiliser sous l'œil de ses sentinelles, sans qu'ils se laissent hanter par la pensée extravagante de débarquer à Djibouti avec la prétention de rejoindre le Haut-Nil par le chemin qu'a si péniblement et si vaillamment suivi la mission Marchand lorsqu'elle s'est retirée.

La pensée maîtresse qui a dicté au tsar Nicolas II la proposition de convoquer une Conférence internationale à la Haye, chargée de rechercher, dans les limites du bon vouloir de chacun, les moyens d'assurer à l'univers civilisé les bienfaits de la paix, a procédé de l'utopie généreuse qui faisait croire que le souverain d'un grand peuple pourrait donner l'exemple du renoncement à l'esprit de conquête militaire. Le tsar avait noblement rêvé jusqu'à l'impossible le bonheur de l'humanité. Mais S. M. l'empereur de Russie n'a point eu pour cela la conception chimérique qu'on lui avait supposée dans certains milieux, d'une suppression immédiate et complète de la guerre par un désarmement général. Ses représentants se sont bornés à proposer la limitation des armements actuels au *statu quo*, et leur réduction progressive, très lentement progressive s'il le fallait.

En présence de l'opposition que les délégués des grandes puissances firent

(1) V. plus haut, p. 427.

courtoisement au principe même de la limitation des armements qui paraissait avoir été l'objectif fondamental du tsar, cette question fut d'un commun accord reléguée à un plan reculé. On ne voulut plus considérer la fixation restrictive des charges militaires qui pèsent sur le monde que comme moralement désirable pour l'accroissement matériel de l'humanité; on n'envisagea plus qu'accessoirement le point de vue où s'était certainement placé l'initiateur de la Conférence de la paix, celui du sang répandu et de l'avènement de cette impitoyable barbarie scientifique qui preside au choc des armées modernes, par l'usage des moyens techniques les plus perfectionnés de s'entre-tuer sans merci et d'aggraver au besoin les blessures des armes à feu.

On a entendu le délégué militaire d'une grande puissance affirmer que sa nation n'était nullement gênée par le poids de ses dépenses militaires. Cette affirmation a été très éloquemment relevée par M. Bourgeois, premier délégué de la France. Notre honorable et éminent collègue a parlé en Français et en généralisateur soucieux des bienfaits universels de la paix. Il s'est élevé à la hauteur de la question de principe posée devant le monde civilisé par la noble initiative de S. M. l'empereur de Russie. Il a affirmé que notre pays, lui aussi, savait « supporter allègrement les obligations personnelles et financières que le service de la défense nationale impose à ses citoyens »; puis, passant par-dessus les considérations particulières à chaque peuple, il a fait observer qu'il s'agissait de considérer la situation générale des pays, de reconnaître que « si les ressources considérables qui sont consacrées à l'organisation militaire étaient en partie mises au service de l'activité pacifique et productrice, l'ensemble de la prospérité de chaque nation ne cesserait pas de s'accroître suivant un mouvement plus rapide ».

La conclusion du discours très remarqué et très applaudi de M. Bourgeois a été résumée par lui en une formule interrogative très simple : « La limitation des charges militaires qui pèsent sur le monde est-elle désirable? » Chacun a proclamé ou a pensé que cette conclusion était la meilleure qu'on pût donner aux travaux de la Conférence de la paix, relativement à la grande question de la limitation des armements.

En présence de l'effacement relatif de la question de limitation des armements, la Conférence s'est rejetée sur celle de « l'arbitrage et de la médiation pour le règlement pacifique des conflits internationaux », et cette question a pris immédiatement une place prépondérante dans le programme de la Haye. M. Bourgeois a été élevé par le suffrage de tous à la présidence de l'importante Commission qui reçut le mandat d'élaborer le projet « d'une convention internationale » concernant le mode de règlement de ces conflits.

Tout parti pris de faire adopter le principe de l'arbitrage obligatoire fut immédiatement écarté; d'autre part, la Commission se mit en garde, autant qu'elle le put, contre le cas d'une ruse de guerre qui consisterait à accepter la médiation dans le but de gagner le temps nécessaire aux préparatifs militaires, quitte à se dérober finalement, sous un prétexte facile à provoquer. Mais chaque délégué reconnut, sans arrière-pensées ostensibles, que, si l'état des mœurs ne se prêtait pas encore à la suppression de la guerre par celle des armements, la souveraineté des Etats ne courrait le risque d'aucune atteinte sérieuse, si l'on parvenait à éteindre certains conflits autrement que sur les champs de bataille, en les soumettant, par exemple, au jugement arbitral des puissances.

Le projet de convention présenté par la Commission n'a pas réuni l'approbation unanime des délégués; on ne pouvait prétendre au contraire. Il n'est pas moins acquis que le point capital de cette convention, qui a résulté de la formation d'une « Cour internationale d'arbitrage », a été considéré comme l'expression d'un principe devant lequel il convenait de s'incliner.

Cette Cour internationale d'arbitrage serait permanente; elle serait représentée à la Haye par un bureau central placé sous l'administration des ministres des puissances. Elle serait composée de jurisconsultes, à raison de

quatre librement désignés par chaque puissance. Elle se réunirait chaque fois que deux Etats feraient appel à son intervention, en cas de conflits dont l'objet lui serait soumis.

Le deuxième délégué français, notre honorable collègue M. le baron d'Estournelles, a eu, grâce à son intervention aussi judicieuse qu'opportune, — alors que l'article 27 de la convention spécifiait vaguement que chaque nation aurait le droit de recourir à la « Cour d'arbitrage », — la bonne fortune de faire substituer dans la rédaction de cet article le mot *devoir* au mot *droit*. La perspective d'avoir le *devoir* et non plus seulement le *droit* de faire appel à la « Cour d'arbitrage » a fait reculer un moment le délégué des Etats-Unis saisi par la crainte que son Gouvernement n'eût, par ce fait, l'obligation, contraire parfois à l'intérêt de ses nationaux, de s'immiscer dans les affaires européennes. Il ne s'est agi, pour ébaucher une conciliation, que de trouver une modification de texte.

La Conférence n'aurait elle mis au jour que son projet de convention, il faudrait la féliciter. L'œuvre accomplie est satisfaisante; si imparfaite et si incomplète encore qu'elle puisse être, elle est honorable et elle dépasse l'espoir qu'il était permis de concevoir. Le succès incontestable obtenu en dépit de l'attitude peu conciliante de tels ou tels Gouvernements est encourageant pour l'avenir.

Mais là ne s'est pas borné le travail de la Conférence. « L'Acte final » qui sera soumis à la signature des puissances a une importance indéniable. Voici un extrait de cet acte qu'il est utile de faire connaître :

« Dans une série de réunions où les délégués ont été constamment animés du désir de réaliser, dans la plus large mesure possible, les vues généreuses de son auguste initiateur, la Conférence a arrêté, pour être soumis à la signature des plénipotentiaires et à l'approbation des Gouvernements, le texte des conventions et des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent Acte :

- « 1^o Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux;
- « 2^o Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre;
- « 3^o Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève de 1864;

« 4^o Trois Déclarations concernant : 1^o l'interdiction de lancer des projectiles et explosifs du haut des ballons ou par d'autres moyens analogues nouveaux; 2^o l'interdiction de l'emploi de projectiles ayant pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères; 3^o l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent facilement dans le corps humain. »

L'Acte final énumère ensuite les cinq vœux suivants :

« 1^o La Conférence estime que la limitation des charges qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité;

« 2^o La Conférence émet le vœu que la question des droits des neutres soit inscrite au programme d'une prochaine Conférence;

« 3^o La Conférence émet le vœu que les questions relatives aux types et aux calibres des fusils et de l'artillerie de la marine, telles qu'elles ont été examinées par elle, fassent l'objet d'études des Gouvernements en vue d'arriver éventuellement à une solution uniforme au moyen d'une Conférence ultérieure;

« 4^o La Conférence, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement fédéral suisse pour la révision de la convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé dans un bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette convention. »

L'Angleterre et les Etats-Unis ont refusé d'adhérer aux deux dernières des déclarations ci-dessus, se séparant ainsi du groupe des délégués des autres puissances qui ont voulu humaniser la guerre, par la condamnation des moyens de la rendre inutilement meurtrière.

L'Angleterre, en signant, a fait des réserves et a déclaré qu'elle n'acceptait, pas plus que la 2^e et 3^e déclaration, le 3^e et le 5^e vœu.

Il est à noter, enfin, que la Conférence a été, presque à l'unanimité, d'avis de renvoyer à la discussion de Conférences ultérieures;

1^o La proposition tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée dans les guerres sur mer; 2^o l'inviolabilité des ports, villes et villages par les forces navales; 3^o la proposition de régler la question du bombardement de ports, de villes et de villages par les forces navales.

La France a fait grande figure à la Conférence de la Haye, grâce aux instructions que le Gouvernement de la République avait données à ses délégués, et à la façon distinguée dont ces derniers ont interprété ces instructions.

Les bons offices de la France et l'intervention empressée de notre ambassadeur à Washington, à la fin de la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne, ont été très appréciés par le peuple américain, qui a tenu à faire affirmer par le président de sa Chambre de commerce de Paris que l'amitié de l'Amérique pour l'Angleterre n'impliquait d'inimitié pour personne. D'autre part, la période de deux années pendant laquelle le nouveau bill douanier, moins restrictif que celui qui avait été en vigueur jusqu'en 1897, autorisait le président des Etats-Unis à conclure, sous réserve de l'approbation du Sénat, des conventions commerciales comportant pour des marchandises à déterminer des réductions de droits d'entrée de 20 p. 100 au maximum, allait arriver à expiration. Le moment était donc opportun pour établir entre les deux pays une entente qui étendit à un plus grand nombre de produits français des réductions supérieures à celles obtenues en 1898, et, en échange, à un plus grand nombre de produits américains la jouissance de notre tarif minimum.

La nouvelle convention commerciale franco-américaine qui vient d'être signée entre les deux Gouvernements, et dont les termes précis resteront peu connus jusqu'à ce que le Sénat des Etats-Unis ait accordé sa ratification, nous concède une réduction des droits actuels sur la plupart des articles que nous importons le plus couramment en Amérique; elle paraît nous garantir le traitement de la nation la plus favorisée pour ces mêmes articles, qui sont au nombre d'une centaine d'espèces environ. Par contre, les produits américains importés en France ne payeront plus que les droits de notre tarif minimum, sauf sur dix ou douze sortes d'entre eux, tels que les peaux et les bestiaux, par exemple, et certains produits bruts de la métallurgie qui continueront à ne pas bénéficier de ce tarif. Cette convention a été conclue pour cinq années avec faculté réciproque, pour les deux puissances contractantes, de dénonciation à un an de date; elle aura pour premier avantage de permettre à nos producteurs et à nos négociants-exportateurs de jouir d'une sécurité d'affaires dont les prive trop souvent la variabilité des tarifications.

Les Etats-Unis, dont nous sommes forcément tributaires, à certaines heures, pour les grains et toujours pour le coton, sont, entre toutes les nations susceptibles de nous fournir ces matières premières d'alimentation et de fabrication, celle qui nous demande les plus grandes quantités d'objets manufacturés. Cette situation durera-t-elle? N'est-il pas à craindre que les Américains, dont l'industrie s'étend extraordinairement dans toutes les branches et chez qui le goût et la connaissance de l'art ainsi que de ses applications se développent incessamment, ne puissent un jour préférer leurs articles de modes et d'ameublement et leurs tissus ouvragés aux nôtres, en exporter même, et nous fermer, dans une proportion gênante pour ces mêmes articles, le débouché que nous nous étions habitués à trouver chez eux? Tout peut arriver : mais nous nous éviterons à nous-mêmes beaucoup de déboires, si nous cessons de nous endormir dans la persuasion que la prépondérance traditionnelle de nos spécialités est indestructible, et si le Gouvernement de la République française consent de son côté à provoquer, puis à aider l'initiative privée dans la fondation de Musées et d'écoles pour l'enseignement des applications décoratives de notre génie national. Les établissements de

ce genre nous manquent presque complètement, tandis que les Gouvernements étrangers, celui des Etats-Unis en tête, n'ont reculé devant aucun sacrifice pour faire progresser les branches artistiques de leurs industries dans les voies où nous restons trop stationnaires.

La convention franco-américaine, quand elle sera entièrement connue, fournira certainement la matière de discussions ardentes de la part d'adeptes des doctrines les plus opposées et de la part des représentants intéressés d'industries spéciales. Mais il existe, en attendant une inquiétude dans les esprits. On admet difficilement qu'un abaissement de 10 p. 100, 15 p. 100 et au maximum de 20 p. 100, sur des droits qui oscillaient de 40 p. 100 à 120 p. 100 et dépassaient même ce dernier chiffre pour devenir prohibitifs, puisse être la contre-partie équitable de la concession presque complète de notre tarif minimum dont l'écart avec le tarif général atteint en moyenne de 25 à 30 p. 100, de telle sorte qu'il nous soit accordé un abaissement de droits de 20 p. 100 au plus, quand nous accorderions au moins 65 ou 70 p. 100. On voudrait en outre que toute espèce de doute fût dissipée sur la façon dont doit être interprétée la cause du traitement de la nation la plus favorisée, si cette clause existe. En résumé, la convention franco-américaine aura certainement l'avantage d'éviter les fâcheuses conséquences d'une guerre de tarifs entre la France et les Etats-Unis, mais il est à craindre qu'elle ne nous apporte pas une compensation satisfaisante de la concession de notre tarif minimum. Il sera prudent, en tout cas, de réserver toute opinion absolue sur le fond de la convention, car la ratification du Sénat des Etats-Unis peut être considérée comme douteuse.

L'expansion de notre commerce extérieur profite certainement de conventions du genre de celle que nous venons de conclure, puis-que ces conventions nous maintiennent tant bien que mal sur les marchés que nous disputent les grandes puissances européennes. Mais les conventions constituent-elles un moyen suffisant? Il est permis d'être sceptique à cet égard, si l'on veut bien constater les moyens qu'emploient l'Angleterre et l'Allemagne, soit pour s'implanter, soit pour se donner accès sur des territoires éloignés où l'établissement de leurs comptoirs peut devenir une source florissante de richesse nationale. Les Anglais envoient des armées là où nous expédions des missions. Les Allemands ont su trouver des millions nombreux pour acquérir de l'Espagne les trois archipels des Carolines, des Mariannes et des Palaos, en vertu d'un marché signé le 12 février dernier. Ils ont renforcé, par cette acquisition du dernier reste de l'empire colonial espagnol, leur situation en Extrême-Orient, au point même de pouvoir à un moment donné la rendre menaçante pour l'Indo-Chine française. Ils ont ainsi jalonné par un chapelet d'étapes maritimes la traversée des rivages de la Nouvelle-Guinée allemande à ceux du Chantoung, cette riche province chinoise de 30 à 40 millions d'habitants où ils se sont établis à Kiao-Tchéou pour placer leurs sentinelles commerciales en face de celles des Anglais qui occupent, dans la même région, le poste important de Wei-Hai-Wei.

Le bilan de notre action diplomatique ne serait que très incomplètement ébauché si le dénouement des affaires de Crète n'était pas rappelé en l'honneur des quatre puissances qui, abandonnées par l'Allemagne et l'Autriche, ont voulu montrer qu'elles entendaient ne pas se désintéresser des affaires d'Orient. Le *condominium* militaire de ces quatre puissances, la France, la Russie, l'Angleterre et l'Italie, n'a pas cessé un seul instant d'être marqué au sceau de l'harmonie la plus parfaite; il a su admirablement préparer la tâche du prince Georges de Grèce chargé, au titre de haut commissaire des puissances, de la pacification de l'île et de l'établissement d'un Gouvernement régulier. Le concert européen, en dehors du Sultan, a vu cette solution d'un œil satisfait, et la France a fait apprécier une fois de plus son libéralisme diplomatique et son désintéressement.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

		Pages.
1894		
Février. . .	20	<i>Conférence sanitaire internationale de Paris</i> (troisième séance, suite). 9
—	28	(Quatrième séance). 17
Mars . . .	13	(Cinquième séance). 24
—	22	(Sixième séance). 66
Avril. . .	7	(Procès-verbal de signature). 100
—	—	(Suite). 167
Février. 14 —	Mars. 9	Procès-verbaux de la Commission relative à la Mer Rouge. 174-293
—	15 — 20	Procès-verbaux de la Commission du Golfe Persique. 293-319
Mars. 16 —	20	Procès-verbaux de la Commission des voies et moyens. 319-352
1896		
Juillet. . .	15/27	<i>France — Russie.</i> Convention pour l'exemption de la Caution <i>judicatum solvi</i> 7
1898		
—	—	<i>Belgique — Grande-Bretagne.</i> Memorandum britannique dans l'affaire Ben Tillett. 103
—	—	Réponse du Gouvernement belge 106
—	—	Nouveau Memorandum britannique. 112
—	—	Réponse du Gouvernement belge. 116
Octobre . .	7	<i>France — Luxembourg.</i> Convention pour l'échange des colis postaux. 131
Novembre .	15	<i>France — Suisse.</i> Convention pour l'échange des colis postaux. 129
1899		
Janvier . .	31	<i>France.</i> Rapport sur l'application des dispositions légales relatives à la nationalité. 353
Avril. . . .	16/28	<i>Grande-Bretagne — Russie.</i> Notes relatives à leurs intérêts respectifs en matière de chemins de fer en Chine. 5
Mai	18	<i>Conférence de la Paix.</i> Séance d'ouverture. 133
—	20	Deuxième séance. 139
—	23	Troisième séance. 143
Juin. . . .	20	Quatrième séance. 148
—	—	Rapport de M. Renault sur la Convention de Genève dans la guerre maritime. 153
—	—	<i>France.</i> Rapport sur le budget des affaires étrangères 127 et 363

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.